

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1897

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens

à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques

Membre de l'Institut de Droit international

Fondé en 1861

DEUXIÈME SERIE

TOME LXII

AVRIL, MAI, JUIN

ABONNEMENTS

France et Algérie.....	50 francs.
Union postale.....	55 —
Autres pays.....	60 —
Un exemplaire } simple.....	5 —
} double.....	9 —

PARIS

KRAUS REPRINT

A Division of

KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED

Nendeln/Liechtenstein

1970

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

NOTES MANUSCRITES INTERNATIONALES

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PAR M. L. DE BERNARDINI

M. LOUIS BERNARDINI

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

DEUXIÈME SÉRIE

TOME LXII

1914. JAN. 1915

ABONNEMENTS

France et Algérie	10 francs
Europe	15
Asie	20
Amérique	25
Indes	30

PARIS

ÉDITEUR

ÉDITEUR

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES,

AUTRICHE-HONGRIE — BULGARIE

Convention de Commerce.

9/21 décembre 1896.

Afin de régler les relations commerciales entre la Bulgarie et la Monarchie austro-hongroise par une Convention de commerce,

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie,

Le Sieur DIMITRI J. STANCIOFF, docteur en droit, Son Agent diplomatique, Grand-officier de l'Ordre National Bulgare du Mérite Civil, Grand-Cordon de l'Ordre du Médjidié,

Le Sieur CONSTANTIN G. SÉRAPHIMOFF, Membre à la Haute Cour de Cassation de Bulgarie, Officier de l'Ordre National Bulgare du Mérite Civil,

Et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie,

Le Sieur AGENOR COMTE GOLUCHOWSKI DE GOLUCHOWO, Son Conseiller intime actuel, Chambellan, Ministre de la Maison Impériale et Royale et des affaires étrangères, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or et Chevalier de 1^{re} classe de l'Ordre Impérial de la Couronne de fer,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier. — Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie. En ce qui concerne l'établissement et l'exercice d'un commerce, d'une entreprise de navigation ou d'une industrie, ainsi que par rapport à l'acquisition, la transmission, l'exercice et la poursuite de droits de toute nature,

les sujets des Parties contractantes seront traités réciproquement sur le pied d'une parfaite égalité. De même les sujets des Parties contractantes ne seront soumis par rapport à leur commerce et à leur industrie dans les ports, villes et lieux des Etats respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des droits, taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés, que ceux qui seront perçus sur les nationaux, et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques, dont jouiraient en matière de commerce ou d'industrie les sujets de l'une des Parties contractantes, seront communs à ceux de l'autre.

Il est bien entendu que les sujets de chacune des Parties contractantes auront à se conformer à l'égard des matières dont il est fait mention dans cet article, uniquement aux lois et règlements généraux du pays applicables aux nationaux et aux sujets de la nation la plus favorisée, toutefois sans qu'ils soient astreints, en ce qui concerne l'exercice des droits qui leur sont conférés dans cet article, à demander une autorisation ou approbation spéciale des autorités du pays.

Les fondations, corporations, associations et en général toutes les personnes morales qui existent dans les territoires d'une des Parties contractantes sont, à l'exception des sociétés commerciales, de transport et d'assurance, exclues de la faculté d'acquérir, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, des biens immeubles sur les territoires de l'autre Partie.

Art. 2. — Les sujets de chacune des Parties contractantes seront exempts sur les territoires de l'autre, de tout service militaire et de toute prestation militaire, ainsi que de toutes réquisitions extraordinaires qui seraient établies par suite de circonstances exceptionnelles. Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession à titre quelconque d'un bien-fonds, ainsi que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Ils seront dispensés également de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale quelconque.

Art. 3. — Les Parties contractantes s'engagent à régler les questions qui se rapportent à la navigation aussitôt que faire se pourra par la conclusion d'une convention spéciale.

De même on procédera à la conclusion d'une convention spéciale, visant à la protection des marques de fabrique et des modèles. Jusqu'à la signature de cette Convention, les sujets des Parties contractantes seront traités réciproquement sur le pied de la nation la plus favorisée.

Le Gouvernement bulgare présentera au Sobranié et tâchera de faire sanctionner dans le plus bref délai une loi sur les brevets d'invention conforme aux principes internationaux adoptés à cet égard.

Art. 4. — Les négociants, fabricants et autres industriels qui prouvent, par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités de leur pays, que, dans l'Etat où ils ont leur domicile, ils sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils acquittent les taxes et impôts légaux, auront le droit, personnellement ou par des voyageurs à leur service, de faire des achats

dans les territoires de l'autre Partie contractante, chez les négociants ou dans les locaux de vente publics, ou chez les personnes qui produisent ces marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes qui emploient dans leur industrie des marchandises du genre offert. Dans aucun cas ils ne seront astreints à acquitter pour cela une taxe spéciale.

Les industriels (voyageurs de commerce), munis d'une carte de légitimation industrielle, ont le droit d'avoir avec eux des échantillons, mais non des marchandises.

Les cartes de légitimation industrielle devront être délivrées conformément au modèle ci-annexé.

Les Parties contractantes se feront réciproquement connaître quelles autorités sont compétentes pour délivrer les cartes de légitimation industrielle, et quelles prescriptions doivent être observées par les titulaires de ces cartes pour l'exercice de leur profession.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, au colportage et à la recherche de commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie.

En ce qui concerne les formalités auxquelles les voyageurs de commerce sont ou seront soumis dans les territoires des Parties contractantes, les Autrichiens et les Hongrois en Bulgarie et les Bulgares dans la Monarchie austro-hongroise jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 5. — Les objets passibles d'un droit d'entrée, qui servent d'échantillons et qui sont importés dans le territoire douanier austro-hongrois par des fabricants, des marchands ou des voyageurs de commerce bulgares, et en Bulgarie par des fabricants, des marchands ou des voyageurs de commerce autrichiens ou hongrois, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt. Ces formalités s'accompliront selon les lois ou règlements qui sont ou seront édictés dans les pays respectifs.

Art. 6. — Les parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions quelconques d'importation, d'exportation ou de transit.

Elles ne pourront faire d'exceptions à cette règle que :

- a) Pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;
- b) Par égard à la police sanitaire et vétérinaire ;
- c) Dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre.

La réserve exprimée sous b) s'étend également aux mesures prohibitives prises dans le but d'empêcher, dans l'intérêt de l'agriculture, la propagation d'insectes ou d'autres organismes nuisibles.

Art. 7. — Les marchandises de toute nature venant des territoires de l'une des Parties contractantes ou y allant seront réciproquement affranchies, dans les territoires de l'autre, de tout droit de transit et de taxes de consommation de toute sorte, soit qu'elles transitent directement, soit que pendant le transit elles doivent être déchargées, déposées ou rechargées.

Art. 8. — Les marchandises d'origine ou de manufacture autrichienne ou hongroise acquitteront, à leur entrée en Bulgarie, les droits fixés dans l'annexe A de la présente Convention.

Toute marchandise d'origine ou de manufacture autrichienne ou hongroise, sera traitée, à l'entrée en Bulgarie, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Les marchandises d'origine ou de manufacture bulgare, seront traitées, à l'entrée dans le territoire douanier austro-hongrois, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Si, par suite de lois ou de conventions conclues avec de tiers Etats, il était appliqué en Bulgarie à l'importation des marchandises un autre traitement douanier ou d'autres droits que ceux concertés en vertu de l'annexe A, l'importateur de marchandises autrichiennes ou hongroises aura le choix entre ce dernier traitement et ces droits, et ceux convenus dans l'annexe A.

Dans tous les cas l'importateur sera libre de choisir, d'après sa propre convenance, entre ces différents traitements et droits et n'en pourra être empêché ni directement, ni indirectement.

L'annexe B contient les dispositions détaillées sur le procédé établi pour le traitement douanier des marchandises soumises à un droit *ad valorem*.

Art. 9. — Chacune des Parties contractantes s'engage, non seulement quant au montant des droits et taxes accessoires à percevoir à l'entrée et à la sortie, mais aussi quant à la perception et à la garantie de ces droits et taxes accessoires, comme en général, quant au traitement douanier à l'importation, au transit et à l'exportation, à faire profiter les produits du sol et de l'industrie de l'autre Partie de toute faveur, immunité ou facilité qui serait déjà accordée ou qui pourrait être à l'avenir accordée à une tierce Puissance, de manière que toute faveur pareille sera étendue immédiatement, par ce fait même, et sans compensation, aux produits du sol et de l'industrie de l'autre Partie contractante.

Art. 10. — Les droits internes de production, de fabrication ou de consommation, qui grèvent ou grèveraient les produits du pays, soit pour le compte de l'Etat, soit pour le compte des administrations municipales ou corporations, ne pourront frapper, sous aucun prétexte, d'un taux plus élevé ni d'une manière plus onéreuse les produits similaires provenant des territoires de l'autre Partie contractante.

Art. 11. — Les marchandises d'origine et de manufacture bulgare étant traitées dans la Monarchie austro-hongroise, quant à l'acquittement des droits et taxes accessoires, d'après les dispositions en vigueur à l'égard de la nation la plus favorisée, les marchandises d'origine et de manufacture autrichienne ou hongroise ne seront également soumises en Bulgarie à aucun droit additionnel de douane, local ou de tout autre genre, à des taxes accessoires nouvelles ou supérieures à celles qui existent actuellement à l'égard des nations les plus favorisées, savoir :

1° Le droit de plombage, à savoir :

a) 30 centimes pour chaque grand plomb, la ficelle y comprise ; et

b) 5 centimes pour chaque petit plomb ou cachet, la ficelle y comprise.

2° Il est perçu une taxe de 10 centimes pour chaque exemplaire des imprimés suivants, fournis par la douane :

- a) Manifeste ou extrait de manifeste ;
- b) Déclarations en douane ;
- c) Feuilles délivrées pour les marchandises transportées d'un port bulgare dans un autre port bulgare ;
- d) Feuilles de transit ;
- e) Feuilles de transport délivrées par le bureau de douane d'entrée pour les marchandises devant être dédouanées par un autre bureau de douane.

3° Une taxe de 5 centimes est perçue pour chaque exemplaire de quittance imprimée, délivré par la douane.

Il est également perçu une taxe de 5 centimes pour tous les autres imprimés fournis par la douane.

4° Le droit de timbre est perçu conformément à la loi sur le timbre en vigueur.

5° La taxe pour l'inspection des bestiaux ; les taxes (beglik) sur les moutons.

6° Le droit de quaiage, conformément à la circulaire du 12 avril 1885.

7° Les droits de magasinage sont perçus conformément à l'article 64 de la loi des douanes.

8° Droit de statistique :

- a) 10 centimes par colis à l'exception des envois postaux ;
- b) 15 centimes les 1.000 kg. des marchandises chargées en vrac ;
- c) 10 centimes par tête de bétail.

Le droit de statistique est perçu tant à l'importation qu'à l'exportation.

Il est entendu que les taxes accessoires ne peuvent être perçues qu'en tant que les services auxquels ces taxes sont affectées ont été rendus effectivement et conformément aux prescriptions et lois douanières.

Il demeure en outre convenu que toute diminution de ces taxes additionnelles ou accessoires qui serait accordée aux marchandises d'un tiers Etat, sera également appliquée sans délai aux articles similaires d'origine autrichienne ou hongroise.

Art. 12. — En ce qui concerne les modes de transport, les frais, les facilités et autres avantages y afférents, le Gouvernement bulgare s'engage à traiter les marchandises, produits du sol et de l'industrie de la Monarchie austro-hongroise, transportés par voie ferrée dans la Bulgarie, exactement de la même manière que les marchandises de la nation la plus favorisée ou les marchandises indigènes.

Art. 13. — Sans préjudice des arrangements spéciaux sur le traitement douanier du trafic sur les chemins de fer, il est convenu que les marchandises qui sont soumises sur les territoires de l'une des Parties contractantes au traitement de l'acquit-à-caution et qui, pour cette même raison ou pour une autre, y ont déjà été mises sous scellés, ne seront point déballées dans les territoires de l'autre Partie, et les scellés et plombs trouvés intacts ne seront pas remplacés, pourvu que l'on ait satisfait aux exigences du contrôle.

Art. 14. — La Bulgarie aura le droit de nommer des agents com-

merciaux dans toutes les places autrichiennes et hongroises qui ont une importance pour son commerce.

Le droit de nommer des fonctionnaires consulaires en Bulgarie, exercé jusqu'à présent par l'Autriche-Hongrie, reste maintenu.

Art. 15. — La présente Convention s'étend aussi aux pays ou territoires unis, actuellement ou à l'avenir, par une union douanière à l'une des Parties contractantes.

Art. 16. — La présente Convention entrera en vigueur 8 jours après l'échange des ratifications qui aura lieu au plus tard le $\frac{13 \text{ mai}}{1^{\text{er}} \text{ mai}}$ 1897 ; elle restera exécutoire jusqu'au $\frac{31 \text{ décembre}}{18 \text{ décembre}}$ 1903.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, ladite Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

Les Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire dans la présente Convention d'un commun accord toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit et ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 17. — En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la Convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait, à Vienne, en double expédition, le 9/21 décembre mil huit-cent quatre-vingt-seize.

(L. S.) : D' STANCIOFF, m. p.

(L. S.) : GOLUCHOWSKI, m. p.

(L. S.) : C. SÉRAPHIMOFF, m. p.

ANNEXE A.

Droits d'entrée en Bulgarie.

Dénomination des marchandises.	Droits d'entrée.
1. Sucre non raffiné, raffiné, candis; sucreries : dragées, bonbons. lokoum, halwa, pekmez (jus de raisins cuits) et fruits glacés avec sucre.....	ad val. 20 0/0
(D'après une estimation spéciale appliquée également à toutes les provenances.)	
2. Boissons spiritueuses : alcool, eau-de-vie de raisins et de prunes, arak, rhum, cognac, liqueurs et autres eaux-de-vie de toute sorte.....	18 0/0
3. Bougies et savons ordinaires (savons de lessive).....	ad val. 18 0/0
4. Cuirs de toute sorte.....	ad val. 16 0/0
5. Articles de cuir.....	ad val. 16 0/0
6. Cordes et articles de corderie de toute sorte à l'exception des ficelles (les 100 kilos nets).....	ad val. 25 0/0
7. Chaussures de toute sorte avec semelles de cuir.....	280 fr.
8. Vêtements confectionnés dont la matière dominante à la superficie consiste en tissu de laine pure ou mélangée.....	300 fr.

Observation : Les chaussures et vêtements confectionnés qui n'entrent pas dans les n° 7 et 8, de même que la lingerie de toute sorte, les chapeaux et les diverses

confections pour un usage immédiat suivent le régime
n° 22.

9. Draps et étoffes en laine, le mètre carré pesant plus de 400 grammes.....	ad val. 18 0/0
10. Verres à vitres	ad val. 20 0/0
11. Verreries en général.....	ad val. 12 0/0
12. Porcelaines et faïences.....	ad val. 12 0/0
13. Articles de mercerie, de quincaillerie et de broserie...	ad val. 12 0/0
<p>Observation : Rentrent ici les marchandises mentionnées sous les numéros 413, 414, 517, 531, 534-537 inclusivement, 741-760 inclusivement de la statistique bulgare de l'année 1894, y compris les boutons et les peignes de toute sorte. Il est cependant entendu que les articles de vraie bijouterie, c'est-à-dire les articles en or et les articles en pierres précieuses, même en combinaison avec des métaux, sont exclus de cette catégorie.</p>	
14. Fil de lin	ad val. 10 0/0
15. Tissus de lin.....	ad val. 10 0/0
16. Farine de blé	ad val. 10 0/0
17. Bois à brûler, bois de construction, bois sciés (y compris les planches sciées) et douves.....	ad val. 8 0/0
18. Eaux minérales	ad val. 10 0/0
19. Machines et instruments agricoles, ustensiles de toute sorte pour arts et métiers, poêles et fourneaux pour l'industrie, ateliers, fabriques, etc	ad val. 8 0/0
20. Ouvrages ordinaires en fonte non polis, non vernis, non peints	ad val. 10 0/0
21. Vis	ad val. 8 0/0
22. Tous les autres articles non spécialement dénommés...	ad val. 14 0/0

ANNEXE B.

Dispositions spéciales concernant la perception des droits ad valorem des marchandises importées en Bulgarie (1).

Article premier. — L'importateur est tenu d'indiquer par écrit dans la déclaration la valeur et la dénomination commerciale de la marchandise importée.

Les droits ad valorem seront calculés sur la valeur déclarée qui se constituera du prix réel de vente des marchandises au lieu d'origine ou d'expédition, des frais de transport jusqu'à la frontière et des frais d'emballage, d'assurance et de commission réellement occasionnés jusqu'au lieu de destination.

L'importateur devra joindre à sa déclaration la facture de vente et la lettre de voiture ou de connaissance.

La valeur de la marchandise sera portée sur la déclaration en levys (francs) et fractions. Si le prix et les frais d'emballage sont indiqués dans la facture en florins v. a., ils seront pour le traitement douanier, réduits en francs d'après le cours du florin v. a. en francs, publié par la banque nationale de Sophia. Les frais de transport, d'assurance et de commission seront réduits sur la même base.

Art. 2. — La visite douanière des marchandises aura lieu dans les 48 heures qui suivent la déclaration.

La douane ne pourra refuser de calculer le droit d'entrée d'après la valeur

(1) Ces dispositions ne s'appliquent pas aux boissons spiritueuses dénommées au n° 2 de l'annexe A.

déclarée par l'importateur que dans le cas où, par suite d'une appréciation rigoureuse de la qualité et de la nature des marchandises présentées, elle a des doutes fondés sur l'exactitude de la valeur.

Si la douane, en conformité de cette disposition, juge que la valeur déclarée est inférieure à la valeur réelle, elle a, dans les 24 heures après la visite douanière, le droit d'augmenter la valeur déclarée.

Si l'importateur ne consent pas à cette augmentation, la douane aura le droit d'exercer la préemption ou de recourir à l'expertise.

En cas de préemption, la douane aura à payer à l'importateur, dans un délai de 15 jours, la valeur déclarée augmentée de 5 pour cent; il est entendu qu'il ne sera perçu ni le droit d'entrée ni une taxe quelconque.

Dans le cas d'une expertise laquelle aura lieu dans un terme de 15 jours, la douane sera tenue de remettre à la libre disposition de l'importateur, s'il le demande, la marchandise, en retenant des échantillons, à condition toutefois que l'importateur fournisse caution suffisante à garantir le droit d'entrée, les taxes additionnelles et les suppléments dudit droit qui pourraient résulter de l'expertise; l'importateur aura la faculté de présenter aux experts, à titre de renseignement, un certificat délivré par la Chambre de commerce et d'industrie compétente sur le prix réel de la marchandise introduite.

Art. 3. — Le droit de préemption de la douane est déchu dès que l'expertise est demandée.

Si l'expertise constate que la valeur de la marchandise ne dépasse pas de plus de 10 pour cent celle qui a été déclarée par l'importateur, le droit d'entrée sera perçu sur la valeur déterminée par les experts.

Si la valeur déterminée par les experts dépasse de 10 pour cent celle qui a été déclarée, le déclarant sera passible d'une amende qui sera fixée par le Ministre des Finances et qui pourra s'élever jusqu'au décuple des droits fraudés.

Il a été constaté que sous l'expression « droits fraudés » sera comprise la différence entre les droits calculés sur la valeur déclarée et les droits calculés sur la valeur fixée par les experts.

Les frais d'expertise seront supportés à moitié par l'importateur et la douane, si la valeur déterminée par l'expertise n'excède pas de plus de 5 pour cent la valeur déclarée; dans les autres cas, ils seront supportés par la partie succombante.

Aussitôt que le droit, les taxes additionnelles et l'amende résultant éventuellement de l'expertise auront été perçus par la douane, la marchandise sera délivrée à l'importateur, ou le reste du montant du cautionnement lui sera rendu sans délai, si la marchandise avait déjà été retirée.

Art. 4. — En cas d'expertise, le chef de la douane et l'importateur nommeront chacun un expert dans les huit jours qui suivent la demande de l'expertise. En cas de partage de voix, ou si l'importateur le requiert, au moment même de la constitution de l'arbitrage, les experts choisiront dans un délai de huit jours un tiers arbitre. S'il y a désaccord entre eux, le tiers arbitre sera nommé par le président du tribunal de département compétent ou, aux endroits où il n'existe pas de tribunal de département, par le juge local (Mirowii sadia) compétent.

La décision arbitrale devra être rendue dans les cinq jours qui suivront la nomination des arbitres.

Art. 5. — En cas de non-paiement des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, au plus tard endéans les cinq jours de la notification de la décision des experts, les marchandises, sauf le cas prévu par le dernier alinéa de l'article 2 concernant la délivrance de la marchandise contre cautionnement, pourront être vendues par la douane.

Le produit de la vente ou le cautionnement, après déduction des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, sera tenu à la disposition de l'ayant-droit, en cas de vente, pendant une année à partir du jour de la

vente, en cas de cautionnement, pendant une année à partir du jour de la notification de la décision définitive.

Si la somme disponible n'est pas réclamée dans le délai fixé, elle restera définitivement acquise au Trésor.

Carte de légitimation pour voyageurs de commerce.

Pour l'année

N° de la carte.

(Armoiries.)

Valable en Bulgarie et dans la Monarchie austro-hongroise.

Porteur.

(Prénom et nom de famille.)

Fait à....., le (jour, mois, année.)

(Sceau.)

(Autorité compétente.)

Signature.

Il est certifié que le porteur de la présente carte possède un (désignation de la fabrique ou du commerce) à..... sous la raison est employé, comme voyageur de commerce, dans la maison..... à..... qui y possède un (désignation de la fabrique ou du commerce).

Le porteur de la présente carte désirant rechercher des commandes et faire des achats pour le compte de sa maison, ainsi que de la maison suivante (des maisons suivantes) (désignation de la fabrique ou du commerce) à....., il est certifié, en outre, que ladite maison est tenue (lesdites maisons sont tenues) d'acquitter dans ce pays-ci les impôts légaux pour l'exercice de son (leur) commerce (industrie).

Signalement du porteur :

Signes particuliers :

Age :

Taille :

Cheveux :

Signature.

.....

Avis.

Le porteur de la présente carte ne pourra rechercher des commandes ou faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte de la maison susmentionnée (des maisons susmentionnées). Il pourra avoir avec lui des échantillons, mais point de marchandises. Il se conformera, d'ailleurs, aux dispositions en vigueur dans chaque Etat.

Nota. — Là où le modèle ci-dessus contient un double texte, le formulaire à employer pour l'expédition des cartes présentera l'espace nécessaire pour y insérer l'un ou l'autre des textes, suivant les circonstances du cas particulier.

Certificat d'origine.

M.....(1) certifie, que d'après les documents exhibés,
M.....(2) a (facturé ou embarqué) le..... 189. (3)
dans (cette gare ou ce port) de.....(4),(5) colis
.....(6) marque..... numéros..... avec poids brut de
..... kilogrammes, contenant.....(7), lesquelles
marchandises sont produites dans ce pays et sont destinées à suivre jusqu'à
la douane (autrichienne, hongroise ou bulgare) de.....(8)
pour être expédiées à M.....(9) à.....(10).
(Date, signature et sceau.)

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce conclue à la date de ce jour entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes qui auront à former partie intégrante de la Convention même :

Ad article premier de la Convention.

1. Les dispositions de l'article premier relatives à l'établissement et l'exercice des professions ne seront pas appliquées :

a) Dans la Monarchie austro-hongroise, aux pharmaciens, aux courtiers, au colportage, au commerce et aux professions exercés exclusivement en ambulant ;

b) En Bulgarie, aux cabaretiers de village, aux pharmaciens, aux courtiers, au colportage, au commerce et aux professions exercés exclusivement en ambulant.

Il est convenu que la disposition indiquée sous b) ne pourra être appliquée aux pharmaciens autrichiens ou hongrois qui exercent actuellement cette profession en Bulgarie.

2. Les sociétés anonymes et celles en commandite par actions, ainsi que les sociétés d'assurance de tout genre, existant sur les territoires de l'une des Parties contractantes en vertu des lois respectives, pourront, réciproquement, exercer sur les territoires de l'autre tous les droits, y compris celui d'ester en justice, en se conformant aux lois et prescriptions qui y sont en vigueur sur cette matière et qui sont applicables aux sociétés de toute autre nation.

3. Les sujets de l'une des Parties contractantes qui exercent le métier d'expéditeur entre les divers points des territoires respectifs ou qui se livrent à la navigation ne seront soumis, par rapport à l'exercice de ce métier et de ces industries, à aucune taxe industrielle

(1) Nom de l'autorité qui expédie le document.

(2) Nom du producteur ou négociant.

(3) Date.

(4) Nom de la gare du chemin de fer ou du port.

(5) Numéro des colis.

(6) Sorte des colis.

(7) Description générique des marchandises.

(8) Nom de la douane.

(9) Nom du destinataire.

(10) Nom du lieu de destination.

ou spéciale sur les territoires de l'autre, pourvu qu'ils aient leur résidence dans les territoires de leur propre pays. Toutefois, leurs agents en Bulgarie, en leur qualité de personnes exerçant un métier dans le pays, devront acquitter le droit de patente (impôt sur le revenu) proportionnellement à leurs revenus. De même, les expéditeurs qui s'occuperaient d'expéditions de marchandises entre deux points dans l'intérieur du pays seront soumis aux droits de patente, quant au revenu résultant de ces affaires.

Ad article 6. — La Bulgarie aura la faculté d'introduire pendant la durée de la présente Convention des monopoles sur le sel, le tabac, la poudre et le pétrole. Elle pourra de même introduire des monopoles sur les articles qui, pendant la durée de la présente Convention, seraient monopolisés en Autriche-Hongrie.

Ad article 8. — Pour faire jouir les marchandises du traitement conventionnel, la déclaration des marchandises devra indiquer leur origine.

Les importateurs de marchandises bulgares, autrichiennes ou hongroises, seront, en règle générale, réciproquement dispensés de l'obligation de produire des certificats d'origine. Toutefois, la production de certificats d'origine pourra exceptionnellement être exigée par une des Parties contractantes pour le cas où elle aurait établi des droits différentiels d'après l'origine des marchandises, et que, selon la situation générale, tant par rapport aux droits douaniers, qu'en ce qui concerne les conditions de transport, il deviendra probable que des marchandises provenant d'un tiers Etat qui, dans le cas dont il s'agit, y serait exclu du régime de faveur, soient introduites des territoires de l'autre Partie contractante.

Lesdits certificats pourront émaner de l'autorité locale du lieu d'exportation ou du bureau de douane d'expédition, soit à l'intérieur, soit à la frontière, ou bien d'un fonctionnaire consulaire ou d'un agent commercial : enfin ils pourront, au besoin, même être remplacés par la facture, si les gouvernements respectifs le croient convenable.

Les certificats d'origine doivent être délivrés gratuitement et seront rédigés d'après le formulaire annexé. Il en est de même du visa consulaire ou du visa d'un agent commercial, lorsque ce visa est exigé pour les certificats d'origine délivrés par les autorités locales ou par les bureaux de douane.

Chacune des Parties contractantes pourra exiger la présentation d'une traduction des certificats d'origine qui ne seraient pas dressés dans la langue employée dans son service douanier. Cette traduction pourra aussi être délivrée par un fonctionnaire du pays exportateur autorisé à se servir d'un sceau officiel.

Quant aux denrées coloniales, aux épices, aux huiles, aux fruits d'midi, aux drogues, aux matières tinctoriales et à tanner, aux gommes et aux résines, il est entendu que ces articles importés de l'Autriche-Hongrie jouiront en Bulgarie du traitement conventionnel, même s'ils ne sont pas accompagnés de certificats d'origine.

Ad article 9. — 1. Les dispositions de l'article 9 ne s'appliquent point :

a) Aux faveurs qui sont accordées à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le commerce des frontières :

b) Aux obligations imposées à l'une des Parties contractantes par

les dispositions d'une union douanière déjà contractée ou qui pourrait être contractée à l'avenir.

2. Le taux des droits de sortie n'est pas limité par cette Convention ; mais il est bien entendu que ces droits seront les mêmes pour toutes les directions dans lesquelles l'exportation se fait.

3. Seront observées conformément aux principes en vigueur en Autriche-Hongrie, quant au traitement douanier en Bulgarie, les règles suivantes :

L'intéressé sera libre de renvoyer à l'étranger, sans acquitter les droits d'entrée ou de sortie, ou une taxe quelconque de consommation, les marchandises, même après les avoir examinées, qui auraient été déclarées à l'entrée, mais qui n'auraient pas encore passé dans le libre trafic, pourvu toutefois qu'il ne se soit pas, dans sa déclaration, rendu coupable d'une irrégularité qui justifierait une procédure pénale en matière de douane.

Dans ce cas on procédera, quant à la marchandise importée, conformément aux dispositions des lois de finances. La marchandise pourra de nouveau être réexportée, si la procédure pénale en matière de douane relative à la constatation, aura prouvé la justesse de la déclaration.

Dans tous les cas l'importateur aura à acquitter les taxes accessoires dues en vertu de l'article 11.

Les marchandises pourront être entreposées dans les magasins de douane, ou placées dans des entrepôts réels ou fictifs, pour les réexporter, les faire transiter ou les mettre en consommation. Les droits d'entrée, accises et octrois, admis par la Convention, seront perçus des marchandises destinées à être dédouanées en raison des quantités retirées successivement des entrepôts. Les marchandises destinées au transit ou à la réexportation ne pourront être grevées à ce titre d'une taxe quelconque.

Ad article 10. — Les marchandises autrichiennes et hongroises ne pourront être grevées, sous quelque dénomination que ce soit, de taxes perçues au profit de l'Etat ou des communes (administrations municipales et corporations), autres que des droits de douane, des taxes accessoires prévues à l'article 11, des accises et des octrois.

Il est convenu que les accises et les octrois ne pourront grever, sous quelque dénomination que ce soit, les provenances autrichiennes ou hongroises ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse que les produits similaires bulgares. Ne seront, par conséquent, perçus les accises et les octrois des marchandises autrichiennes et hongroises dans une autre valeur monétaire que des marchandises bulgares et ne seront pas accordées aux produits bulgares, en ce qui concerne les droits d'accises et d'octrois, des faveurs quelconques telles qu'elles pourraient par exemple résulter du système d'abonnement, etc.

Les accises et les octrois pourront être perçus sur les marchandises autrichiennes ou hongroises même dans le cas où les articles similaires ne seraient pas produits dans la Bulgarie.

Les dispositions précédentes sur les accises et les octrois ne sont applicables aux marchandises autrichiennes ou hongroises que dans le cas où les provenances de tout autre pays sont soumises au même traitement.

Les accises et les octrois seront perçus conformément aux dispositions suivantes :

A) Les articles de consommation sur lesquels des accises pourront être prélevées à l'importation pour le compte de l'Etat sont les suivants : les boissons et les comestibles, le fourrage, les combustibles et les matières d'éclairage, ainsi que les matériaux de construction. Toutes les autres marchandises seront exemptes en Bulgarie du paiement d'accises.

Pour les articles dénommés ci-après, les accises ne dépasseront pas en Bulgarie les taux suivants :

	Francs
Alcool, pour chaque degré de l'alcoolomètre de Gay Lussac (l'hectolitre)	0.75
Rhum, liqueur, cognac, bitter, absinthe, etc.....	30

Observations : Le rhum, la liqueur, etc. en fûts, titrant plus de 40 degrés d'alcool d'après l'alcoolomètre de Gay Lussac, seront taxés comme l'alcool.

	Francs
Sucre (les 100 kg. nets).....	20
Bonbons, halwa et sucreries.....	40
Succédanés de café, y compris le café appelé café de Frank.....	20
Bière (l'hectolitre).....	5
Bougies de stéarine, de spermaceti et bougies de luxe (les 100 kg. nets).....	20
Poissons conservés tels que les sardines, etc.....	50
Conserves, autres.....	100
Huiles d'olives et autres huiles comestibles	10

Une accise pourra être perçue par voie d'exception sur les allumettes en bois et en cire, les graisses et eaux parfumées, les savons parfumés et les cartes à jouer.

Cette taxe ne dépassera pas en ce qui concerne :

	Francs
Les allumettes en bois (les 100 kg. nets)	30
Les savons parfumés.....	50
Les cartes à jouer (la douzaine de jeux)	12

B) Les octrois qui, en conformité des dispositions de la loi bulgare du 18/30 décembre 1895, seront perçus au profit des communes (administrations municipales et corporations) ne dépasseront pas pour les articles dénommés ci-après les taux suivants :

	Francs
Vin et vinaigre en futaile (le litre)	0.04
Alcool, eau-de-vie, rhum et cognac : par litre et degré d'après l'alcoolomètre de Gay Lussac.....	0.50
Bière en futaile.....	0.04
Diverses espèces de vin en bouteilles cachetées (la bouteille de 3/4 de litre).....	0.50
Diverses espèces de liqueurs en bouteilles cachetées, telles que : rhum, absinthe, vermouth, bitter, curaçao, vanille, vodka russe, etc	0.30

Succédanés de café y compris le café appelé café de Frank (le kilogr. net).....	0.16
Sucre.....	0.04
Sucreries telles que : lokoum, compotes, bonbons et autres articles en sucre.....	0.10
Huiles d'olive et autres huiles comestibles.....	0.08
Poissons marinés, séchés et fumés.....	0.16
Fromages de Suisse, de Hollande et autres.....	0.32
Bois de construction ; planches brutes (le mètre cube)....	1
Chaux (la tonne).....	2
Briques (les 500 pièces).....	0.20
Bougies stéariques (le kilogr. net).....	0.08
Savon de lessive.....	0.08
Chaussures de toutes sortes avec semelles de cuir.....	0.28
Vêtements confectionnés dont la matière dominante à la superficie consiste en tissu de laine pure ou mélangée..	0.30

Tous les autres articles qui ne sont pas spécialement dénommés ni dans la liste ci-dessus, ni dans la loi précitée du 18/30 décembre 1895, seront, en tant qu'ils n'entrent pas en franchise de douane, soumis à un octroi de 2 pour cent *ad valorem*.

L'aquittement des octrois se fera pour les marchandises autrichiennes et hongroises simultanément avec le paiement des droits d'entrée. L'octroi une fois payé, la marchandise pourra librement circuler dans tout le pays et ne pourra être grevée à aucun titre de nouvelles taxes quelconques.

En tant que, aux termes des dispositions précédentes, les octrois seront perçus d'après la valeur des marchandises, ils seront calculés, sans autre procédure d'estimation, sur les valeurs fixées pour la perception des droits d'entrée.

Le présent protocole qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la Convention de commerce à laquelle il se rapporte, a été dressé en double expédition à Vienne, le 9/21 décembre 1896.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce conclue à la date de ce jour entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie, les Soussignés ont fait la déclaration suivante :

A partir du 13/1 janvier 1897 jusqu'à la mise en vigueur de la Convention de commerce, conclue à la date de ce jour entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie, le Gouvernement bulgare appliquera aux provenances autrichiennes et hongroises le traitement prévu par l'arrangement du 9 mai/27 avril 1895 entre la Monarchie austro-hongroise et la Bulgarie, c'est-à-dire les droits d'entrée de 14 o/o *ad valorem* et les droits d'accises réduits sur les succédanés de café, les allumettes en bois et les savons parfumés.

Toutefois il est entendu que, en tous cas, l'Autriche-Hongrie jouira en Bulgarie des avantages de la nation la plus favorisée et que par conséquent ni les dispositions de l'arrangement du 9 mai/27 avril 1895, ni celles de la Convention de commerce conclue à la date de ce jour, après sa mise en vigueur, ne pourront être appliquées à l'Autriche-Hongrie en tant qu'un tiers Etat jouirait d'un traitement

plus favorable, traitement qui reste également assuré à l'Autriche-Hongrie.

La présente déclaration sera considérée comme approuvée par les Parties contractantes sans autre ratification spéciale, par le seul fait de la signature de la Convention de commerce.

Vienne, le 9/21 décembre 1896.

(L. S.) : D^r STANCIOFF, m. p.

(L. S.) : GOLUCHOWSKI, m. p.

(L. S.) : C. SÉRAPHIMOFF, m. p.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce, conclue en date de ce jour entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie, le Soussigné a l'honneur de déclarer que les douanes d'Orsova et de Semlin seront autorisées à admettre de leur propre ressort au transit à travers le territoire douanier austro-hongrois les envois de tabac brut bulgare qui entrent en wagons ou en vaisseaux mis sous scellés en conformité des prescriptions en vigueur. Toutefois, une demande spéciale devra être adressée, soit par écrit, soit oralement, dans chaque cas à l'une des dites douanes, qui alors donnera la permission de transit sans être tenue de se mettre, comme jusqu'à présent, en rapport avec l'autorité des finances compétente.

Le Soussigné saisit cette occasion pour renouveler à Monsieur Dimitri J. Stancioff, l'assurance de sa haute considération.

Vienne, le 21/9 décembre 1896.

(L. S.) : GOLUCHOWSKI, m. p.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce, conclue, en date de ce jour entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie, le Soussigné a l'honneur de faire au nom de Son Gouvernement les déclarations suivantes :

1. Le Gouvernement bulgare s'engage à faciliter autant que possible l'établissement d'entrepôts par des sujets autrichiens et hongrois dans les lieux où les relations commerciales l'exigent, pourvu que les conditions voulues par la législation en vigueur soient remplies.

2. Quant à la rédaction des certificats d'origine pour les marchandises autrichiennes et hongroises, le Gouvernement bulgare constate que la langue française est admise dans le service douanier de Bulgarie.

3. Les jugements rendus en Autriche-Hongrie par les tribunaux d'arbitres, établis auprès des bourses de commerce et des valeurs, et devenus exécutoires en conformité des lois autrichiennes ou hongroises régissant cette matière, seront traités en Bulgarie, en ce qui concerne leur reconnaissance et leur exécution, jusqu'à la conclusion d'une Convention spéciale concernant le secours mutuel en matière judiciaire, exactement sur le même pied que les jugements émanant des tribunaux d'Etat civils ou de commerce existant en Autriche-Hongrie.

Le Soussigné saisit cette occasion pour renouveler à Son Excellence Monsieur le Comte GOLUCHOWSKI, l'assurance de sa haute considération.

Vienne, le 9/21 décembre 1896.

(L. S.) : D^r STANCIOFF, m. p.

DEUXIEME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

AFFAIRES DE TURQUIE

Correspondance relative aux Provinces asiatiques de la Turquie.

DEUXIÈME PARTIE

*Commission d'enquête de Mouch : Procès-verbaux et dépositions
séparées (suite) (1).*

Procès-verbal N° 99. — Séance du 30 mai 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les Délégués consulaires.

La Commission fait savoir aux délégués qu'ayant reçu relativement à la comparution et à l'audition des mulétiers chrétiens et de l'ex-vicaire de Guendj, demandées par eux, un ordre qui contient une sorte de contradiction, elle en sollicitera l'éclaircissement et que, suivant les ordres qu'elle recevra, elle leur fera les communications nécessaires.

Les délégués répondent que les instructions de leurs ambassades sont formelles ; que si la Commission n'entend pas les témoins proposés par eux, ils les entendront eux-mêmes, et, en conséquence, déclarent réserver toute leur liberté d'action.

La Commission ayant fait comparaître le nommé Hebo, entendu dans la séance du 30 avril (Procès-verbal n° 79), et lui ayant annoncé qu'il était libre de retourner à Khinis, ou d'aller où il voudrait, le fait, sur sa demande, accompagner par le drogman de la Commission, Migreditch Effendi, jusqu'au quartier chrétien, où il est laissé.

Elle donne également au chef de gendarmerie l'ordre, après s'être assuré d'une caution qui réponde de sa comparution ultérieure, de remettre le nommé Ovak, jeune garçon, entendu dans la séance du 18 février (Procès-verbal n° 21), à sa sœur, qui s'est adressée à la Commission.

La Commission propose d'entendre un nommé Khan-Ahdal Selim

(1) V. *Archives*, 1896. III, p. 285 et IV, p. 67 ; 1897. I, p. 34 et 159.

Oglou, Agha de Sassoun, que certains arméniens ont dit percevoir le hafir, et les avoir repoussés au moment où pendant leur fuite ils s'étaient réfugiés près de lui.

Les délégués insistent pour que l'interrogatoire de Hamparsoum Boyadjian, dit Mourad, en cours depuis le 4 mai, soit enfin terminé et font observer que, sans refuser l'audition du dit Sélim Agha, ils ont remis à la Commission, le 21 mars, une longue liste de témoins dont la plus grande partie n'a pas encore été appelée.

La Commission répète qu'elle terminera demain l'interrogatoire de Hamparsoum Boyadjian.

Le Président donne lecture d'une réponse du Mutessarif, de Mouch, en date du 18 (30) avril 1895, de laquelle il résulte qu'en outre des gens qu'on a dit avoir été tués, et que la Commission a reconnus être vivants, se trouvent actuellement en vie ceux dont les noms et le domicile actuels sont ci-dessous indiqués :

Artin, fils de Manouk ; Archak, fils de Kourki ; Ihan, fils de Hatcho ; Boghé, fils de Mardo ; Guiro, fils de Chero ; Egho, fils de Vartan ; Boghos, fils d'Artin ; Hatcho, fils de Mardo. (Tous de Semal et s'y trouvant.)

Nouré, de Semal à Pertak ; Sarkis, fils de Stepan à Guéliéguzan ; Cham-mé, fille de Serko, à Aktchan ; Guiro Kevo, à Guéliéguzan ; Kevo, à Aktchan ; la mère de Nedjdo, Nazé, à Erzes ; Vartan, fils d'Ohan, à Aktchan ; Vartan, à Guéliéguzan ; Stepan, fils de Guiro, à Tivnik ; Ego, fils d'Erko, à Guéliéguzan, Nouré.

Le Mutessarif fait connaître que ces gens, écoutant les conseils de certains arméniens, refusent de se laisser amener devant la Commission, et demande s'il doit les y contraindre par la force.

Les délégués doivent faire remarquer que cette communication ne leur a été lue qu'un mois après son arrivée à la Commission et après qu'ils avaient proposé la clôture de l'enquête.

Le Président donne lecture d'une requête en date du jour par laquelle le nommé Guendjo Agha, de Papor, entendu dans la séance du 28 mai (Procès-verbal n° 97), sollicite une enquête tendant à établir que lors des événements de Talori il était dans son village et on ordonne l'inscription au procès-verbal.

Les délégués font observer que si cette requête est insérée, la même mesure aurait dû être prise à l'égard d'un grand nombre de requêtes d'arméniens, présentées dans les séances officielles de la Commission, et ils citent la requête présentée au nom d'Erko, de Chenik, dans la séance du 8 février (Procès-verbal n° 13) ; celle remise par les treize femmes de Semal dans la séance du 4 avril (Procès-verbal n° 57) ; celle du vicaire arménien, de Guendj dans la séance du 1^{er} avril (Procès-verbal n° 54), n'ont même pas été lues et d'autres encore.

La Commission répond que la plupart de ces requêtes n'ayant pas trait à l'affaire de Sassoun et à l'enquête, ont été envoyées à qui de droit ; qu'une des deux pièces données au nom d'Erko, avait pour objet sa mise en liberté, que la requête des femmes de Semal, contenant une plainte relative au fait que quelques femmes de ce village avaient été amenées à Mouch, a été lue en son temps, et que les procès-verbaux précédents contiennent la réponse au sujet de la requête du prêtre de Guendj.

Les délégués doivent déclarer qu'il n'est pas exact que la requête des

femmes de Semal, à l'exception de quelques lignes, ait été lue en séance ; et s'ils n'ont pas insisté pour la lecture totale et immédiate, c'est que trois de ces femmes elles-mêmes avaient dû être entendues par la Commission, ce qui n'a pas eu lieu.

Le Président donne lecture :

1. D'une communication du Mutessarif de Mouch, en date du 1^{er} Nisan 1311 (13 avril 1895), *sub* n° 80, à laquelle est joint un registre, et de laquelle il résulte que pendant les événements de Sassoun, ont été brûlés les sept quartiers dont se compose Talori ; en tout soixante-dix maisons, à l'exception de trois, et six maisons dans le village d'Aktchesser :

Dans le district de Guendj, il n'y a eu ni maisons, ni villages, ni autres brûlés.

2. D'un télégramme du Mutessarif de Guendj du 6 (18) mai 1895, déclarant que les gens du village brûlé de Talori sont à Sassoun, Silivan et Koulp.

3. D'une communication du Mutessarif de Mouch, en date du 14 (26) mai 1895, n° 146, relative à l'envoi d'un registre contenant les noms de ceux des habitants de Talori se trouvant actuellement dans les districts de Koulp, Farkin et Sassoun.

Le Président lève la séance.

Signé: M. VILBERT.

H.-S. SHIPLEY.

M. PRJEVALSKY.

Procès-verbal N° 100. — Séance du 31 mai 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents ainsi que les Délégués consulaires.

L'interrogatoire de Hamparsoum Boyadjian étant terminé dans cette séance, sa déposition est donnée ci-dessous en son entier.

Il en résulte qu'il est fils d'Agop Boyadjian, originaire de Hatchin (vilayet d'Adana), âgé de 34 ans, ayant pris le nom de Mourad pour n'être pas reconnu et pour que sa famille ne fût pas informée de sa venue dans ce pays.

Il reconnaît qu'après avoir fait des études médicales à Constantinople et à Genève, il est rentré en Turquie et est arrivé en passant par Alexandrette, dans ces régions où il se trouverait depuis deux ans et demi, dont huit mois en prison. Il se promenait dans les villages de Talori, où il n'avait pas de résidence fixe et, pour gagner sa vie, exerçait la médecine ; il ajoute que le devoir de chaque homme étant de travailler non seulement pour lui, mais aussi pour les autres, il donnait aux arméniens de profitables conseils relatifs au hafir, à la mauvaise habitude de marier leurs filles aux gens qui leur donnaient le plus, toutes choses interdites, aurait-il lu dans les journaux, et par le gouvernement et par le patriarcat. Dans le but de faire entendre ces avis, le témoin allait à Ekoudoun chez Bedros, à Darvalik chez le prêtre Stepan, à Halorink chez Egho, à Pourh chez Gaspard, à Hartk chez Hamza, à Spagank chez Katcho, à Guéliéguzan chez Bedo, à Chenik chez Kerko, à Agpi chez Khazar, à Semal il ne se rappelle plus chez qui, et dans quelques villages de Chatak ; les localités et les noms qui précèdent sont les seuls dont il se souviennent.

Il avoue avoir pris pour compagnons et pour servants les nommés : Ki-

ragos, Ohannès, Kevork, Attam, Serkis (Sénékerim), leur avoir donné habits et nourriture mais pas d'argent et les avoir fournis de fusils et de munitions à cause du manque de sûreté des endroits où ils se trouvaient. Les fusils auraient été achetés l'automne de 1893 aux kurdes Djibranli, qui font partie de la cavalerie Hamidié et rencontrés en route.

Lui personnellement ne se promenait pas à dessein dans la montagne et passait par les chemins tandis que ses compagnons allaient quelquefois chasser sans lui.

Pendant la belle saison, tous ne s'arrêtaient pas dans les villages, mais auprès des sources, sur les routes dont la plupart passent par les pentes du Guebin et de l'Antok-Dagh.

Le témoin nie avoir encouragé les arméniens à verser le sang, à se révolter contre le gouvernement et à faire la guerre aux kurdes. Si quelques personnes l'en accusent, c'est pour couvrir leurs propres fautes par suite desquelles le sang a été versé dans les combats connus de tous.

Le Président lui faisant observer qu'il résulte de ses interrogatoires soit à Semal, soit devant la Commission, que c'est sur ses instigations que se sont produits les combats entre les arméniens et les kurdes, le témoin répond n'avoir pas donné à entendre de pareilles choses à Semal. Il a seulement écrit que si le gouvernement continue un pareil régime d'injustices, on peut s'attendre non pas à des rixes entre arméniens et kurdes, mais à une véritable révolte, et que le peuple pourra toujours, au moyen de troubles, faire connaître à qui de droit sa misérable situation, à laquelle les villageois lui disaient partout trouver la mort préférable. Il ajoute que s'il a choisi Talori pour y faire entendre ses conseils, c'est qu'ils étaient plus nécessaires là que partout ailleurs, dans des régions éloignées des villes et misérables ; et sur l'objection du Président, que les habitants ne payaient pas leurs impôts depuis vingt ans, il répond que c'était une raison de plus pour leur donner des avis, attendu que cette conduite était le résultat de l'oppression des kurdes.

Le témoin explique que le hafir sur lequel portaient ses avis, consiste en ceci. Chaque arménien a un ou même plusieurs aghas à qui il doit effectuer divers paiements sous différents noms « beche, hala », ce dernier équivalant à la moitié de la dot qui lui est versée quand il marie sa fille : paiements grâce auxquels les aghas se considèrent comme obligés de défendre la vie et les biens de leur arménien à qui cette protection est indispensable, mais qui encourt de la part de son agha des dommages qui peuvent aller jusqu'au meurtre, dans le cas où il refuserait de payer. L'agha transmet à un autre par vente à l'amiable ce droit de perception qui varie suivant le nombre de fils de l'arménien vendu. Le témoin cite comme exemple de ces deux cas les récits de Chero, de Khedank, qui aurait été enchaîné avec son fils Kalé jusqu'à ce qu'ils aient versé les sommes exigées par son agha, que le témoin croit être de Sassoun, et l'affirmation de Bedode Guéliéguzan qui lui aurait dit avoir été cédé par le sien pour L. T. 10.

Mais un homme ne peut payer à deux autorités, tel est le motif pour lequel les arméniens de Talori, depuis vingt ans, payaient aux kurdes et étaient obligés de leur payer davantage. D'après le témoin interrogé à ce sujet, les mêmes villageois auraient déclaré aux agents du gouvernement

eux-mêmes qu'ils étaient prêts à s'acquitter de leurs impôts, s'ils étaient délivrés de l'obligation de les verser aux kurdes,

Depuis trois ou quatre ans, sur les conseils des cheiks et mollahs, dont les principaux sont cheik Mehemet, de Zeilan et mollah Omer, de Guedorni, les kurdes ont cessé de protéger, à l'encontre des autres, leurs arméniens, prenant pour système de se venger sur ceux de leurs adversaires. Le témoin cite, à l'appui de ce dire, l'incident d'Arkik, où, quelques jours avant les événements, un kurde voulant exercer des représailles d'un autre, est venu prendre les moutons d'un arménien appartenant à ce dernier et a même blessé l'arménien au pied.

Le Président lui faisant connaître l'explication donnée par les kurdes du hafir, le témoin répond que s'il en est ainsi, les terres devraient être inscrites au nom des kurdes se disant propriétaires, non à celui des arméniens, comme elles le sont en réalité. Ce sont ces derniers qui paient l'impôt immobilier (emlak virgusu) et d'ailleurs le paiement de la moitié de la dot n'a aucun rapport avec la redevance due par le locataire au propriétaire du sol.

Interrogé au sujet des événements qui eurent lieu d'abord près de Chenik, Semal et Guéliéguzan, puis sur l'Antok-Dagh, le témoin répond ignorer le détail des combats qui se sont produits, mais, d'après ce qu'il sait, les causes en auraient été le meurtre d'un habitant de Semal, tué par les kurdes Bekranli, et le refus de Tavo, de Semal, entendu dans la séance du 15 février (Procès-verbal n° 19), de payer l'argent qui lui était réclamé par Omer Kako, un agha des dits kurdes, à la suite de quoi les hostilités commencèrent.

En outre de ces motifs que le témoin considère comme ayant été déterminants, il en cite d'autres de fond, en ajoutant qu'ils doivent être également compris comme existant non seulement dans le Sassoun, mais dans les plaines de Mouch, Boulanik, et autres endroits, d'après ce dont il s'est rendu compte lui-même ; ils consistent en ceci :

1. Incapacité des agents du gouvernement, qui voyant les kurdes se comporter sans règle ni loi à l'égard des arméniens, encouragent les premiers par leur silence au lieu de les châtier.

2. L'oppression des agents percepteurs à l'égard des arméniens.

3. Les vexations des affermeurs de dîmes.

4. Le manque d'équité de la part des tribunaux.

5. Malversations au grand jour des agents de l'autorité, qui mettent à profit les accusations politiques.

6. Mauvais traitements dans les prisons.

En terminant cette énumération, le témoin propose de donner des explications au sujet de ce qu'il sait lui-même et d'indiquer les personnes qui pourraient renseigner sur le reste.

Venant aux combats, lui-même il raconte qu'appelé à Guéliéguzan pour traiter un malade nommé Avé, il s'y rendit au commencement d'août 1894 (v. s.) avec quelques villageois de Hakmank et y apprit que le même jour le combat avait commencé entre les Bekranli et les gens de Chenik et Semal. Il vit de ses propres yeux le rassemblement des paysans sur les hauteurs et apporter à l'église de Guéliéguzan un certain nombre de cadavres que les gens de Chenik et de Semal ne pouvaient enterrer dans leurs propres villages. Parmi ces cadavres se trouvaient ceux de vieilles femmes dont le ventre avait été ouvert et des vieillards ayant le nez et les oreilles

coupés. Il a vu en outre les femmes et les enfants arriver en foyant à Guéliéguzan.

Ne trouvant pas ses compagnons qu'il avait cherchés et sans voir le malade, le témoin partit le même jour et rentra le lendemain à Talori ; il nie sa propre participation à ces combats, mais pense que ses compagnons s'y trouvaient.

Pendant vingt-cinq jours environ, il se cacha près du village de Hartk et Spagank, attendu qu'un ou deux jours après le commencement des combats, les tribus kurdes venues de toutes parts avaient attaqué Talori ; ils avaient passé d'abord par Spagank, où ils tuèrent le nommé Chero et ensuite tous ceux des villageois qui s'étaient sauvés et qui leur tombèrent sous la main.

De l'endroit où il s'était réfugié, le témoin, après leur arrivée, entendit de nombreux coups de fusil, vit l'incendie des villages, et apprit des fuyards qu'il rencontrait, que c'étaient les kurdes qui mettaient le feu et tiraient des coups de fusil, en signe de réjouissance ; il en sut également que quelques arméniens, pour sauver leur vie, s'étaient défendus, que deux hommes de la famille d'Hamza avaient été pris par Papor Guendjo, l'un s'entuit et l'autre fut tué ; mais la majorité des arméniens n'opposa pas de résistance aux kurdes.

Le témoin affirme avoir vu lui-même le rassemblement des kurdes, leur arrivée tout droit aux villages et aux bergeries de Hartk, Spagank, Hosnoud, qu'ils incendièrent. A ce moment les soldats n'étaient pas avec les kurdes. Mais le jour de son arrestation il a vu que de la partie de Hosnoud restée intacte, montait la fumée et que les soldats y étaient réunis aux kurdes : on disait que la nuit précédente le village était brûlé.

A ce que le témoin a entendu raconter ensuite pendant les événements de Talori, les kurdes tuèrent de vieilles femmes qui ne pouvaient fuir ; l'une même aurait été brûlée, qu'une jeune et jolie femme, dont le fils avait été tué, fut menacée du même sort si elle ne devenait pas musulmane et fut emmenée par les kurdes. A ce que le témoin a appris postérieurement dans la prison de Mouch, de Mollah Omer, de Guedorni, qui s'y trouvait également, cette femme put s'enfuir. Elle appartenait à une famille arménienne dont l'agha était Mollah Omer lui-même. Etant dans la prison de Bitlis, il a entendu dire par un soldat qui le racontait à un parent qu'au cours des événements, une certaine quantité d'hommes vinrent au campement pour se rendre, qu'on les divisa en quatre groupes, qu'on les amena à un endroit escarpé, d'où on les jeta après les avoir tués à coups de baïonnette.

Hono de Hartk et un habitant de Spagank qu'il croit se nommer Magar lui racontèrent aussi que dans la forêt d'Agpi, un certain nombre d'arméniens, grands et petits, furent tués par les kurdes. Y a-t-il eu des femmes et des enfants tués pendant les combats mêmes ? Le témoin n'a rien entendu à ce sujet.

Le témoin explique que, pendant sa fuite de vingt-cinq jours, il n'alla pas à l'Antok-Dagh ; il était tantôt seul, tantôt avec des gens en fuite, ou avec ses compagnons qui l'avaient rejoint. Toutes les routes étant coupées par les kurdes, il ne pouvait s'enfuir dans les autres directions, et fut, à la fin, obligé de chercher refuge dans une caverne, d'où, le lendemain matin, les soldats le firent sortir avec six autres arméniens qui y étaient venus le même jour que lui.

Il nie avoir tiré sur les soldats qui l'assiégeaient et dit n'avoir connu leur présence qu'après s'être rendu.

Il se plaint comme ses compagnons de mauvais traitements dont ils furent victimes à Talori ; il confirme la déclaration de quelques-uns d'entre eux, relative aux cadavres en putréfaction rencontrés sur la route jusqu'à Semal, au récit que des soldats faisaient entre eux au sujet des gens tués à tel endroit ou ensevelis à tel autre, les souffrances du fait des soldats endurées dans l'église, qu'on força les prisonniers à souiller, la nuit précédant leur interrogatoire.

Il se plaint également qu'à Bitlis, le lendemain du jour où on lui communiqua son acte de renvoi devant la Cour criminelle, il fut emmené à la police, où on le suspendit par une main, après lui avoir chargé les pieds de lourdes chaînes, et on lui arracha les poils de la moustache.

Toute la journée qui suivit, il dut rester debout et, devenu malade à la suite de ces mauvais traitements, il ne put répondre en temps voulu à l'acte de renvoi.

Le témoin reconnaît que dans le sac lui appartenant et saisi lors de son arrestation se trouvaient deux cahiers, l'un couvert d'écriture, l'autre blanc, une lettre le verso de laquelle contenait des notes de sa main relatives aux événements de Sassoun, une feuille traitant la même question, une liste d'aghass kurdes et des feuillets détachés du premier cahier.

Interrogé au sujet de ces diverses pièces, le témoin donne les explications suivantes :

1. Le premier lui aurait été remis au cours des événements par une femme en fuite et les premières pages qu'il en lut ensuite, lui auraient permis de comprendre que c'était un recueil de poésies arméniennes, œuvre d'un certain Berdj qu'il ne connaît pas et n'a jamais vu. Il nie, en outre, savoir que Berdj ait été un des noms de guerre de Damadian, dont la biographie inscrite dans le dit cahier n'est ni composée ni écrite par lui.

Mighreditch Effendi, drogman de la Commission, aidé d'un certain Thomas Terzian, ayant attribué la dite biographie au témoin en se basant sur le contenu et sur l'écriture elle-même, les Délégués font observer à la Commission que ces deux individus n'avaient pas qualité pour se prononcer quant au fond, matière où la Commission seule est compétente, et de plus, que le choix d'un nommé Terzian, sa participation à ce genre de travail sont restés totalement ignorés des Délégués. Leur drogman, en outre, ne reconnaît aucune ressemblance entre l'écriture du témoin et celle de la biographie en question, dont le texte n'est pas lu en séance.

2. Les feuilles volantes détachées du précédent cahier et contenant une chanson patriotique arménienne où se rencontrent des phrases telles que les suivantes : « Arméniens, donnez-nous des fusils de guerre, les kurdes se sauveront comme des chats. Les montagnes d'Antok sont en ébullition, etc. », n'ont pas été écrites par le témoin, affirme-t-il, et ne peuvent donc pas être considérées comme un appel à la révolte de sa part.

3. La lettre signée par le prêtre Ohannès, Kirko, fils de Mossé, Ohan, fils, de Nigo, relative aux combats avec les kurdes dans les trois villages et à l'Antok-Dagh a été remise par un fuyard de Kavar au témoin, qui se

trouvait alors aux pâturages d'Ekoudoun (Talori). Il nie savoir qui est Ohan, fils de Nigo, suppose que Kirko, fils de Mossé, était le Moukhtar de Chenik et dit qu'en recevant cette lettre il a pris la signature d'Ohannès, la seule qu'il ait alors remarquée, pour celle de son compagnon portant le même nom et ce n'est qu'à présent qu'il reconnaît qu'elle peut appartenir au prêtre Ohannès.

D'après le témoin, cette lettre ne serait pas une réponse à une communication qu'il n'a pu faire aux signataires, inconnus de lui, et s'il a conservé ce document ce n'est pas pour l'intérêt qu'il présentait, mais à cause des notes qu'il y avait inscrites.

4. Ces dernières au crayon consistent en un brouillon du commencement des événements de 1894 et une énumération des faits qui se sont passés à Sassoun, des notes qui ont été prises par le témoin comme aide-mémoire.

Il nie formellement que, comme les lui présente le Président, elles constituent un programme et des instructions et fait remarquer qu'une partie repose sur des ouï-dires et l'autre sur des choses vues par lui-même : parmi ces dernières il cite l'incendie des maisons, bergeries, églises, la destruction des arbres fruitiers, et l'enlèvement des bestiaux.

5. Une pièce écrite au crayon et qui est la mise au net du brouillon dont il vient d'être question : elle porte le titre de « Combat sanglant et massacre terrible à Sassoun », et a été écrite, d'après le témoin, pour lui-même ; il ajoute que le jugement qui y est porté sur les agissements du gouvernement turc était fondé sur des bruits, mais que sa conduite et tout ce qui s'est passé en 1894 l'ont forcé à le croire vrai. Que le programme suivi par les autorités, qui, au lieu de protéger les arméniens, a causé leur destruction, ne peut être qualifié que de diabolique.

En ce qui a trait à l'incident d'Ichkhantsor, dont est question dans cette pièce, le témoin dit avoir entendu raconter par beaucoup de gens de Talori que ceux d'Ichkhantzor, après avoir payé le tribut de hafir aux aghas kurdes de Khian, le Caïmacam de Koulp avec Hussein, agha de Khian, vint pour percevoir les impôts et arrêter quelques individus, qui s'enfuirent, connaissant les mauvais traitements usités dans les prisons. Les gens du Caïmacam ayant commencé à causer des dommages aux villageois, ceux-ci s'en plaignirent et les invitèrent à s'en aller.

6. La liste des aghas kurdes de Kavar et de Talori, également de la main du témoin, donne les noms de ceux qui molestaient les arméniens et prirent part aux combats de 1894 ; mais parmi les aghas indigènes il s'en trouve peut-être qui n'ont fait ni l'un ni l'autre.

Il résulte des autres déclarations du témoin qu'il ne serait resté à Mouch qu'une journée, qu'en passant il visita dans la plaine quelques villages dont il donne le nom ; que quatre ou cinq ans auparavant il y a eu entre les gens de Chenik et Semal et les kurdes une rencontre dont il ignore les causes ; qu'en 1893, 3,000 kurdes furent amenés par Cheik Mehemet, de Zeilan à Talori. Les arméniens qui se défendirent furent considérés comme en révolte. Un envoi de troupes eut lieu. Assiégés par elles et menacés de voir leurs maisons brûlées et leurs récoltes dévastées s'ils ne payaient pas les impôts, les arméniens furent contraints de donner au lieu et place le peu de mulets qui leur était resté. Ces événements eurent pour conséquence de réduire à la misère les habitants qui, devenus ennemis des kur-

des, ne payèrent plus de hafir qu'aux kurdes Sassounli, qui n'avaient pas pris part à l'attaque.

Le témoin nie avoir eu avec qui que ce soit des relations écrites, avoir donné aux arméniens le conseil de tuer ou piller les kurdes ou de brûler leurs propres maisons et de se révolter. Si quelques-uns d'entre eux l'en accusent, c'est parce qu'ils le considèrent comme la cause des malheurs qu'ils ont dû supporter de la part du gouvernement.

Le témoin nie également avoir eu la conversation que lui prête le colonel Tewfik Bey entendu dans la séance du 14 mai (Procès-verbal n° 86) au sujet de fortifications que le premier aurait élevées à Talori et explique avoir seulement parlé de pierres placées l'année précédente par les arméniens de Talori sur le chemin des kurdes, à un officier dont le grade n'était pas supérieur à celui de capitaine.

Le témoin, amené de Talori à Semal, ne pouvait parler en route avec ses compagnons, attendu qu'il était séparé d'eux. Il ajoute que les accusations d'avoir construit des fortifications, d'avoir converti de force des kurdes au christianisme, coupé la route de Diarbékir, promis aux arméniens s'ils se révoltaient des secours qui devraient venir de Russie en six heures et en ballon, ne sont en aucune façon fondées et que l'enquête une fois faite à ce sujet en prouvera la fausseté.

La Commission communique aux Délégués que d'après le contenu de l'ordre qu'elle a reçu au sujet de l'audition du prêtre de Guendj et des mulâtiers arméniens eux-mêmes, ils vont recevoir de leurs ambassades de nouvelles instructions, ceux-ci répondent n'avoir encore rien reçu, et l'interrogatoire de Hamparsoum Boyadjian étant terminée, demandent à la Commission, en conformité des instructions qu'ils ont fait précédemment connaître, de clôturer l'enquête.

La Commission répond qu'il y a encore quelques lacunes et que d'ailleurs elle n'a reçu aucun ordre à cet effet.

Le Président lève la séance.

Signé : M. VILBERT.
H.-S. SHIPLEY.
M. PRJEVALSKY.

Pièce trouvée sur Mourad au moment de son arrestation.

Noms des chefs des tribus kurdes. (Traduction).

1. Bekranli : Omeri-Kako, Tchelekli ; Kelechi-Khapan, Mahmoudli ; Selo-Chero, Ismaïlli ; Osmani-Khouto, Chavlekli ; Sado Hussein, Hesokli ; Omeri-Kamo.

2. Khianli : Kœur-Selo ; Temo-Mehé ; Husso-Chakir ; Molla-Hassan-i-Suleyman ; Mesdé-Hassan ; Osman-i-Mehemet ; Molla Omer, de Guedorni ; Gherekhli Namou.

3. Sassounli, la maison de Khan Abdo ; Essad-i-Tahar ; Mako-Kharzin ; Becheri-Khalil ; Chevech-i-Sakho ; Sellé-Ibrahim ; Ibrahim-i-Ibrahim ; Hichman ; Kassem-i-Tchelebi ; Issi-Achour ; Isken-i-Mirzo ; Bogho-i-Mahmoud.

4. Badikanli : Mekhso-i-Dervich ; Cherif ; Amo-i-Kalo.

5. Kharzanli ou Belekli : Hassé-i-Guendjo-i-Papor ; Khalid-ben-Alo ; Denguiz, de la maison Chego ; Khalil, de la maison Chego ; Tchoré-ben-

Bogho Bechari ; Fakhé-Ferho ; Sado-Tcheto ; Bederkho Chakir et Djafo ; Maksoud-i-Sado ; Ferho-Sadé.

6. Koulpli : Husséin Agha, fils de Telli Agha ; Suleyman Agha, fils de Telli Agha ; Youssouf Agha, fils de Abdal Agha.

7. Khoutli : Seyf ; Baledi-Bechar.

8. Rechkotli : Khouto-Messdé ; Akho-Ibrahim.

9. Velikanli, habitant Mouch et la montagne de Mouch ; Simo.

Pièce trouvée sur Mourad au moment de son arrestation

(Traduction.)

1. L'incendie des maisons, des églises, des bergeries, des magasins de fourrages, et de toutes les bâtisses.

2. Destruction de tous les arbres fruitiers avec leurs fruits mûrs ou non ; gaspillage et pillage des fruits mûrs.

3. Les céréales (de toute espèce) mangées par les chevaux et dévastées sous leurs pieds. Les plantes dans les endroits où le cheval ne peut pas aller et où on ne peut même détruire avec les pieds, le guelguel a été répandu par terre au moyen du sabre.

4. Pillage des animaux (bœufs, vaches, moutons, etc.), sans laisser même un chevreau ou un agneau. Destruction des ruches d'abeilles.

5. Pillage de tous les meubles des maisons : objets d'habillements, objets pour se couvrir et autres ayant une valeur (même en les retirant des endroits cachés), et destruction des récipients et ustensiles de ménage en terre.

6. Ceux rencontrés par les bandes kurdes qu'ils soient grands ou petits (vieillards, jeunes hommes, vieilles femmes, jeunes mariées, jeunes filles, garçons, enfants en bas âge) ont été passés au fil de l'épée. L'incendie, la capture en esclavage, les pleurs et les lamentations.

Pièce trouvée sur Mourad au moment de son arrestation.

(Traduction.)

Notre estimé compagnon Mourad,

Nous avons reçu ta lettre en question et l'avons accueillie avec beaucoup d'affection et, si tu demandes pour nous, il ne nous reste plus rien ; parce que voilà douze jours qu'il y a combat sur nous, et grâce à la faveur du Seigneur, c'est nous qui sommes les vainqueurs ; mais hier matin le combat a commencé de toutes parts ; il y a eu attaque sur nous ; il s'est emparé de Husseintzik, et le soir il est entré dans le village et a mis tout en cendres. Aujourd'hui, au matin, il a marché sur nous de tous les points de l'Antok et peu s'en est fallu qu'il ne nous détruisît complètement. Voilà pourquoi, en prenant avec lui la plus grande partie des habitants de Guéliéguzau, Der-Bedros (le prêtre) s'est à notre insu, dirigé vers Sassoun, c'est pour cela que nous n'avons trouvé autre moyen que l'envoi de deux ou trois femmes auprès d'eux ; un peu est retourné. Nous ignorons encore le nombre de gens tués, seulement beaucoup de femmes et de petits enfants ont été brûlés dans les maisons, beaucoup de personnes sont perdues.

Signé : KERKO MOSSEGAN.

OHAN NIGOYAN.

D. OHANNÈS, *prêtre.*

Au dos de la lettre :

A présent nous ignorons ce qui arrivera ; il peut se faire que jusqu'au soir ça tourne autrement et qu'il nous passe au fil de l'épée.

Pièce trouvée sur Mourad au moment de son arrestation.

Combat sanglant et massacre terrible à Sassoun.

(Traduction).

Le désordonné gouvernement Turc pensait depuis longtemps à détruire la population du district de Sassoun. Les tendances indépendantes de ces gens lui étaient insupportables. Son intention était d'anéantir les arméniens peu à peu, au fur et à mesure, insensiblement et sans faire de bruit. Le combat de l'an dernier, provoqué par lui et exécuté par les tribus kurdes, et le siège effectué par de nombreux soldats n'ont pas suffi pour les mettre à la raison. Il a travaillé à mettre la main sur les chefs pour étouffer ensuite le peuple en l'opprimant, et quand de l'exemple d'Ichkhan-khantzor il a compris que les chefs ne peuvent pas être saisis et ne courbent pas assez la tête sous son oppression et qu'ils restent sur leurs gardes, pour protéger leurs vies et leurs biens contre les brigands kurdes, il a changé son programme diabolique et l'a mis à exécution. Il a transporté de Mouch une troupe composée de plus de 200 soldats à l'endroit nommé près des villages de Chenik et de Semal, du district de Sassoun (à une distance de 10 à 15 minutes du premier), ce nombre n'était pas suffisant pour mettre à exécution son but, par conséquent il a commencé à réunir autour de lui des tribus kurdes nomades pour se fortifier et mettre ensuite son projet à exécution.

Il exigeait des villages d'alentour, des vivres, provisions de bouche pour les soldats : huit à dix moutons par jour, et cinq à six batmans de beurre (un batman équivaut à 6 ocques), soi-disant à la place des impôts, mais au prix de 15 à 20 piastres, le mouton valant 40 piastres. Ces mêmes villageois qui à peine, l'hiver pendant la famine, s'étaient sauvés de la mort et dont il ne restait pour vivre que le petit lait liquide et séché, ne pouvaient pas satisfaire en tous points à ces exigences et voilà pourquoi le loup s'est fâché contre l'agneau et lui a dit : « Ne trouble pas mon eau. »

Sassoun, le 15 août 1894.

Procès-verbal n° 101. — Séance du 7 juin 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les délégués consulaires.

Le Président donne lecture partielle d'une réponse du Conseil administratif de Mouch, en date du 20 Kianousi-Sani (10 février), dont voici le résumé :

« Bien qu'on ait entendu dire que les Badikanli perçoivent depuis longtemps des villageois, sous le nom de hafir, de l'argent et autres choses, que d'autres tribus antérieurement à l'année 1290 H. aient pris sous le nom de hafir et en guise de droit de garde des champs, de petites quantités de moutons et de beurre dont se compose le droit de redevance du sol, on n'a pas connaissance que depuis cette date aucune perception ait eu lieu

et à cette occasion aucune plainte, aucun recours, déterminant la matière ne se sont produits devant l'autorité. »

Sur la demande du délégué britannique de faire comparaître et d'entendre le muletier Aly Gulinen Oghlou, la Commission répond qu'aux termes du procès-verbal du 17 (29) mai, les délégués, suivant les instructions formelles de leurs ambassades, ont déclaré qu'après l'audition de Hamparsoum Bayadjian il ne restait pour eux aucune enquête ni recherche à poursuivre et dit expressément que la clôture immédiate de l'enquête était nécessaire, à telles preuves qu'ils ont refusé d'entendre le nommé Khan Abdul Oghlou Selim, amené dans le local de la Commission.

En ce qui concerne le muletier en question, la demande de sa comparution devant avoir pour motif la question de Guéliéguzan, et s'il en est ainsi, cette question ayant été tranchée dans le procès-verbal du 10 (22) mai, il n'y a pas lieu de faire comparaître le dit Aly Gulinen Oghlou.

Le Président lève la séance.

Signé : M. VILBERT.
H. S. SHIPLEY.
M. PRJEVALSKY.

Procès-verbal n° 102. — Séance du 10 juin 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les Délégués consulaires.

La Commission ayant rappelé dans le procès-verbal du jour, la déclaration des Délégués en date du 29 mai, suivant laquelle ils auraient fait connaître qu'une fois l'audition de Hamparsoum Boyadjian, dit Mourad, terminée, il ne resterait plus pour eux aucune recherche à poursuivre et que l'enquête devrait être close, ceux-ci font observer que c'est par erreur qu'une telle affirmation leur a été prêtée ; que comme le constate leur proposition insérée dans le procès-verbal du 31 mai, ils se sont bornés, en vertu des ordres de leurs ambassades, à demander la clôture de l'enquête une fois que l'interrogatoire de Hamparsoum Boyadjian serait achevé. La Commission donne acte de cette rectification aux Délégués. Ils ajoutent ne s'être pas refusés, comme le dit inexactement le procès-verbal de la veille, à entendre le nommé Khan Abdul Oghlou Selim, mais avoir à l'époque demandé que l'interrogatoire du dit Hamparsoum, commencé depuis près d'un mois, fût enfin terminé, et fait observer, en outre, à la Commission insistant pour l'audition du premier, que la plus grande majorité des témoins proposés par eux dans la séance du procès-verbal n° 48 n'avait pas encore comparu.

La Commission fait ensuite savoir aux Délégués que quoique l'enquête contienne encore quelques lacunes, le fond de l'affaire a été suffisamment éclairci. Puis, le Président donne, conformément aux instructions, lecture d'un fragment relatif à « la révolte » et demande aux Délégués leurs observations. Ceux-ci répondent qu'ils ne sauraient les formuler à l'occasion d'un pareil document sans en avoir pris eux-mêmes connaissance, et l'avoir lu avec attention, et, sur leur désir, la Commission décide de leur en faire délivrer copie.

Le Président lève la séance.

Signé : M. VILBERT.
H.-S. SHIPLEY.
M. PRJEVALSKY.

Procès-verbal n° 103. — Séance du 12 juin 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les Délégués consulaires.

Au début de la séance, les Délégués font la déclaration suivante :

Tout en reconnaissant avec la Commission, comme elle le leur a demandé, qu'elle en a été empêchée par la nature même de l'affaire, ils doivent faire remarquer qu'elle ne leur a pas, aux termes des instructions, communiqué au fur et à mesure de l'enquête, les rapports en exposant les résultats et sur lesquels ils auraient pu présenter leurs observations. Recevant maintenant communication d'une des cinq parties qui composent, en réalité, son rapport final, et dont les conclusions s'appuient sur des faits devant être examinés dans les quatre parties suivantes qu'elle leur a dit avoir trait : la seconde, à « l'examen des événements » ; la troisième, à la question des fosses et des morts ; la quatrième, à l'incendie des villages ; la cinquième à la question du hafir ; les Délégués, tout en réservant leur avis sur la première partie à eux présentée, et relative à la révolte, prient la Commission de leur communiquer, en une seule fois, les cinq parties du rapport sur l'ensemble desquelles il leur sera possible de faire connaître leurs observations.

Après en avoir délibéré, la Commission répond comme suit. C'est seulement après la clôture de l'enquête qu'elle pourra dresser son rapport final ; tant qu'elle n'aura pas établi des rapports comme celui dont il est question, et qu'elle n'aura pas demandé aux Délégués s'ils ont ou non quelque chose à dire, il serait évidemment contraire aux instructions d'établir ledit rapport final. Les Délégués s'appuyant sur les instructions reçues de leurs ambassades ont antérieurement demandé que l'enquête fût close, et la Commission, se trouvant suffisamment éclairée quant au fond, a commencé à rédiger des rapports au fur et à mesure ; la partie qui leur est présentée aujourd'hui est absolument indépendante des autres. En conséquence, la Commission déclare aux délégués qu'elle attend, soit qu'ils signent le rapport qui a trait à la « révolte », soit qu'ils fassent connaître leurs observations à ce sujet.

Le Président lève la séance.

Signé : M. VILBERT.
H.-S. SHIPLEY.
M. PRJEVALSKY.

Procès-verbal n° 104. — Séance du 13 juin 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les Délégués consulaires.

En réponse à la communication de la Commission en date de la veille, les Délégués déclinent formellement toute signature à apposer sur un document auquel ils sont restés complètement étrangers : ils se contentent, en outre, de faire remarquer qu'ayant demandé, suivant les instructions de leurs ambassades, la clôture de l'enquête, qui dure depuis cinq mois environ, les observations qu'ils pourraient présenter aujourd'hui ne sauraient être de même nature et avoir la même utilité pratique que celles qu'ils auraient été amenés à faire pendant le cours même de l'enquête, et

réitérent à leur entier, les déclarations qu'ils ont déjà formulées dans les séances des 10 et 12 juin.

La Commission remet au lendemain sa réponse.

Le Président lève la séance.

Signé : M. VILBERT.
H. S. SHIPLEY.
M. PRJEVALSKY.

Procès-verbal n° 105. — Séance du 15 juin 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les Délégués consulaires.

Répondant à leur déclaration de la veille, la Commission, réitérant les raisons et motifs qu'elle a fait connaître dans les séances précédentes, ajoute qu'elle n'a pas encore déclaré la clôture de l'enquête, et que, conformément aux instructions, elle communique au fur et à mesure aux Délégués, les rapports qu'elle rédige en leur demandant leurs observations.

Les Délégués se bornent à répondre que ce n'est pas au fur et à mesure de l'enquête que ces rapports leur ont été présentés et s'en tiennent pour le reste à leurs déclarations antérieures.

La Commission ayant demandé aux Délégués s'ils ont reçu, comme elle le leur avait annoncé le 31 mai, des instructions relatives à l'audition des témoins proposés par eux dans la séance du 21 mai (Procès-verbal n° 92), leur déclare, sur leur réponse négative, que tous les interrogatoires auxquels ils ont procédé ou pourraient procéder, seuls, seront considérés comme nuls et nonavenus.

Le Président lève la séance.

Signé : M. VILBERT.
H.-S. SHIPLEY.
M. PRJEVALSKY.

Procès-verbal n° 106. — Séance du 18 juin 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les Délégués consulaires.

Le Président donne lecture de deux registres, envoyés conjointement avec une réponse en date du 16 (28) mai 1895, par le Vilayet de Diarbékir, et donnant les noms de 202 individus des villages de Chenik, Semal, Guéliéguzan, dépendant de Mouch, et des villages de Talori et Aktchesser, dépendant de Guendj, lesquels se trouveraient à Silivan.

Les délégués font observer qu'en l'absence d'état-civil régulier et d'un recensement exact de la population et d'identification de ces individus faite par la Commission d'enquête elle-même, on ne saurait tirer aucune conclusion de la communication précitée pour établir le nombre des gens qui ont pu périr pendant les événements.

Le Président lève la séance.

Signé : M. VILBERT.
H. S. SHIPLEY.
M. PRJEVALSKY.

Procès-verbal n° 107. — Séance du 16 juillet 1895.

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les Délégués consulaires.

Au début de la séance qu'ils ont prié le Président de vouloir bien tenir, les Délégués déclarent, conformément aux ordres de leurs ambassades respectives, que les séances de la Commission ayant pris fin le 18 juin, leurs Excellences les ambassadeurs d'Angleterre, de France et de Russie ont déclaré à la Sublime Porte qu'ils considéraient les travaux comme terminés, la présence des Délégués comme superflue, et qu'ils ont prescrit à ceux-ci de rentrer.

En donnant acte de cette déclaration aux Délégués, le Président répond que la Commission n'a pas encore reçu d'ordres à ce sujet, et qu'elle en référera à la Sublime Porte.

Sont annexés au présent procès-verbal, en traduction, cinq rapports médicaux qui n'ont pas été lus en séances officielles, mais dont copie a été communiquée aux Délégués.

Avant de terminer le présent procès-verbal, ils croient devoir mentionner que depuis le 26 mars, où M. Dikran Srabian, drogman du vice-consulat de France à Erzeroum, qui leur avait été adjoint en qualité de Drogman, a commencé à en remplir les fonctions dans la Commission, ils n'ont eu qu'à se louer de son zèle et de son dévouement, et ont trouvé en lui un auxiliaire aussi utile qu'intelligent.

Signé : M. VILBERT.
H.-S. SHIPLEY.
M. PRJEVALSKY.

(Traduction.)

Nous soussignés déclarons qu'en examinant par ordre de la Commission d'enquête le nommé Kelech-ben-Pourto, de la tribu Bekranli et du village Belet, avons constaté sur la partie inférieure du front, du côté droit, et à la hauteur du muscle une cicatrice en cercle sur un diamètre approximatif de 1 centimètre 1/2. La vue extérieure de la cicatrice en général est un peu déprimée et noirâtre ; la blessure date approximativement de cinq à six mois, provenant d'une arme à feu. Ce trou marque l'entrée du projectile, mais il n'y a aucun indice de la sortie. Quoique le blessé insiste que le projectile se trouve encore dans son corps, cependant, après une investigation minutieuse dans les régions d'alentour, nous avons constaté que le projectile n'était pas resté dans le corps, et s'il y était resté il aurait pu occasionner de graves accidents ; il s'ensuit que n'ayant pas pénétré profondément, sans doute il en est sorti, soit par une opération quelconque, soit de lui-même.

En foi de quoi nous avons dressé le présent rapport.

Le Kol-Aghassi, Médecin de la Commission d'Enquête,

Signé : MEHEMET BESSIN-BEN-IBRAHIM.

Le Capitaine-Médecin du 23^e Régiment de Cavalerie,

Signé : ELIAS VASSIF-BEN-KHALIL.

Le Médecin de la municipalité de Mouch,

Signé : DIMITRI MARGARID SARIDI.

Le 17 mars 1311.

(Traduction.)

Nous soussignés déclarons qu'en examinant par ordre de la Commission

d'enquête, le nommé Attam, fils d'Ové, du village de Chenik, nous avons constaté une cicatrice blanchâtre transversale, au milieu de l'épaule droite, sur une longueur approximative de 6 à 6 centim. 1/2 avec une largeur de 2 centim. 1/2, cicatrice qui n'est pas provenue par un outil tranchant comme dit le blessé, car l'aspect irrégulier de cette cicatrice, dont les bords ne sont pas en ligne droite et une assez grande boursoufflure qui est remarquée au milieu de la cicatrice s'avancant vers le bord, porte quelques bosses. Quant à la largeur, comme nous l'avons dit ci-dessus elle est de 2 centim. 1/2. Aucune arme blanche ne peut produire une blessure d'une pareille largeur, surtout que le blessé n'étant pas gras, l'arme devait toucher l'os de l'épaule après avoir déchiré la peau et la chair : c'est ce que la science établit ; tandis que, dans le cas dont il s'agit, il n'y a aucune lésion ni collure à l'os.

D'après le dire du susnommé, il a été blessé d'un coup de sabre par derrière, cependant la blessure devait être faite de haut en bas, ou détournée, tandis qu'elle est transversale. Comme il est dit ci-dessus, il n'y a aucun indice admissible par la science qui puisse établir que la blessure soit faite par un outil tranchant ou contondant, elle n'a pu provenir que par suite du choc d'un corps déchirant.

Quant à l'origine de la cicatrice, d'après sa couleur rouge, elle date à peine de trois ou quatre mois.

En foi de quoi nous avons dressé et délivré le présent rapport.

Le Kol-Aghassi, Médecin de la Commission d'Enquête.

Le Capitaine-Médecin du 4^e Bataillon du 32^e Régiment.

Le Capitaine-Médecin du 23^e Régiment de Cavalerie.

Le Médecin de la municipalité de Mouch.

Le 4 avril 1311.

(Traduction.)

Bekir-ben-Abas, du village de Djako ;

Husein-ben-Mehemet, du village de Tabaki ;

Husein-ben-Sari, du village de Djako.

Nous soussignés déclarons qu'en examinant par ordre de la Commission d'enquête, le nommé Bekir-ben-Abas, l'un des sus-nommés, avons constaté une cicatrice transversale en bas de l'avant-bras gauche sur le devant dirigée du dehors en dedans sur une longueur approximative de 5 à 6 centim. en ligne droite, d'aspect régulier et en forme de couture provenant d'un outil tranchant ; à l'extrémité de la cicatrice on en distingue une autre sur une longueur de 2 centim. provenant de la même espèce d'arme et ayant également la forme de couture.

En examinant Husein-ben-Mehemet, nous avons constaté une cicatrice à la partie droite de sa tête, dans la partie supérieure du grand paroi se dirigeant de haut en bas, en ligne courbe, et du côté de derrière au côté de devant d'une longueur approximative de 4 1/2 à 5 centim., superficielle et en forme de couture provenant d'un outil tranchant. De même, sur la partie inférieure du bras droit avons constaté une autre cicatrice d'une longueur approximative de deux centimètres provenant d'un outil tranchant.

En examinant le nommé Husein, fils de Sari, nous avons constaté une cicatrice de blessure contondante au milieu du sourcil droit d'une longueur approximative de 2 centimètres, une autre cicatrice au côté droit du nez, se dirigeant vers le côté droit et ayant une largeur de 2 centim. 1/2, d'aspect régulier et de forme de couture provenant d'une arme tranchante.

Toutes les cicatrices examinées sur les individus précités, vu la régularité de leur aspect et la droiture des bords, ont été reconnus être occasionnés de coups portés à armes tranchantes. Quant à celle remarquée dans le milieu du sourcil du nommé Husein, fils de Sari, elle a été reconnue comme provenant du coup contondant, en raison de son aspect irrégulier et en zigzag.

La date de leur production peut remonter, à en juger par la couleur, à environ un an.

Le Kol-Aghassi, Médecin de la Commission d'Enquête,

Signé : MEHEMET BESSIN-BEN-IBRAHIM.

Le Capitaine-Médecin du 23^e Régiment de Cavalerie,

Signé : ELIAS VASSIF-BEN-KHALIL.

Le Médecin de la municipalité de Mouch,

Signé : DIMITRI MARGARID SARIDI.

Le 5 mars 1311.

(Traduction.)

Nous soussignés déclarons qu'en examinant, par ordre de la Commission d'enquête, la nommée Saro, âgée approximativement de 50 ans, du village de Gnéliéguzan, nous avons constaté une cicatrice dirigée du haut en bas sur la surface de (3 mots illisibles) se prolongeant jusqu'au côté droit sur une longueur approximative de 14 centimètres, la largeur n'étant pas égale, la partie supérieure est de 2 centimètres, le milieu 1 centim. 1/2, et la partie inférieure 1 centimètre, cicatrice qui provient d'un liquide brûlant versé sur la susdite femme, lorsqu'elle se trouvait couchée sur le côté gauche, un peu inclinée vers le dos. Ce que nous prouvons scientifiquement comme suit : la vue de la partie supérieure de la cicatrice est superficielle et d'une couleur blanche, quant à la couleur de la partie inférieure elle est d'un rouge violacé ; le fluide versé se dirigeant en bas s'est amassé sur une partie sinueuse de la peau, où il a brûlé un peu plus qu'ailleurs, de même sur la partie inférieure de 3 centimètres (six mots indéchiffrables et incompréhensibles) sur un diamètre de 3 centimètres, une autre cicatrice d'une couleur un peu rouge violacé ; il a été, en outre, constaté que sur la partie supérieure de la grande cicatrice et sur la mamelle droite et au-dessous il existe une autre tache superficielle, comme les deux autres, sur un diamètre approximatif de 1 centimètre.

Toutes ces cicatrices, qui proviennent de brûlures, datent de deux et demi ou trois ans, à en juger de leur aspect et de la couleur du tégument.

Le Kol-Aghassi, Médecin de la Commission d'Enquête.

Le Capitaine-Médecin du 4^e Bataillon, 32^e Régiment.

Le Capitaine-Médecin du 23^e Régiment de Cavalerie.

Le Médecin de la municipalité de Mouch.

Le 5 mars 1311.

(Traduction.)

Nous soussignés déclarons qu'en examinant, par ordre de la Commission d'enquête, les cicatrices du bras droit et du dos de la nommée Chahbaz, du village de Semal, âgée de 35 à 38 ans, avons constaté :

1. Au droit de la partie supérieure du bras, trois cicatrices en forme de coutures longitudinales, superficielles, et régulières, provenant d'un outil tranchant, l'une d'elles à l'extérieur de la partie inférieure de l'arrière-bras, d'une longueur de 6 1/2 à 7 centimètres, et l'une des deux autres au

dos de la partie supérieure de l'arrière-bras, d'une longueur approximative de 9 centimètres, et la dernière au dos du milieu de l'avant-bras, dans la direction de la main, d'une longueur de 3 centimètres, en forme de couture et toutes venant de haut en bas ainsi que cela se comprend de leur direction et de leur position ; quant à la largeur, elle a été reconnue être presque indéterminable, à peine l'épaisseur d'un fil de couture.

2. Cicatrice également en forme de couture qui se trouve sur la septième côte au-dessous de l'épaule au dos du cœur sur une longueur approximative de 2 centim. $1/2$, bordée d'une bande quelque peu peu froncée et de forme circulaire. On peut conclure de son aspect et de sa forme qu'elle peut tout aussi bien provenir d'un outil tranchant que de l'ouverture d'un abcès qui aurait pu se produire à cet endroit.

Soit les cicatrices du dos, soit celles du bras, étant trop superficielles et blanches, établissent scientifiquement que leur origine remonte au moins à trois ou quatre ans.

En foi de quoi nous avons dressé le présent rapport.

Le Kol-Aghassi, Médecin de la Commission d'Enquête,
Signé : MEHEMET BESSIM-BEN-IBRAHIM.

Le Médecin de la municipalité de Mouh,
Signé : DIMITRI MAGARID SARIDI.

Le Capitaine-Médecin du 23^e Régiment de Cavalerie,
Signé : ELIAS VASSIF-BEN-KHALIL.

Le Capitaine-Médecin du 4^e Bataillon du 32^e Régiment
(absent pour cause d'indisposition).

Le 5 mars 1311.

Procès-verbal n° 108. — Séance du 21 juillet 1895

Tous les membres de la Commission sont présents, ainsi que les Délégués consulaires.

Le Président fait la communication suivante :

« L'enquête faite jusqu'à ce jour au sujet de l'affaire de Sassoun a atteint, quant au fond, un degré suffisant. Quoiqu'il y ait encore des lacunes dans les détails, ces lacunes en engendreraient d'autres et on aurait forcément un cercle et un enchaînement, qui ne pourraient être d'aucune utilité à l'affaire. C'est ce dont la Commission était précédemment tombée d'accord avec les délégués. Ceux-ci de plus ayant déclaré dans la séance du 4 Temouz 1311 (16 juillet 1895), que leurs Excellences les ambassadeurs avaient particulièrement déclaré à la Sublime Porte que l'enquête devait être close, en conséquence, la Commission elle-même jugeant convenable la clôture de l'enquête, décide qu'il soit ainsi fait et communique cette décision aux Délégués avec l'expression de leur parfaite et amicale considération. »

Le Président lève la séance.

Signé : M. VILBERT.

H.-S. SHIPLEY.

M. PRJEVALSKY.

Traduction de six dépositions d'arméniens reçues séparément par les Délégués consulaires près de la Commission de Sassoun, suivant les instruc-

tions des ambassades, à Constantinople. (Reçue au Foreign Office, le 2 septembre 1895.)

(Traduction.)

Interrogatoire de Vartan Effendi, vicaire épiscopal de Guendj, le 2 juin 1895.

Nom : Vartan.

Nom du père : Aghopian.

Fonctions : Vicaire épiscopal à Guendj.

Interpellé s'il est toujours chargé des fonctions de vicaire ? — R. Jusqu'à ce jour je suis vicaire de Guendj ; j'ai des pièces officielles qui confirment officiellement ma qualité de vicaire épiscopal jusqu'à ce jour.

Le vicaire est prévenu qu'il n'a à déposer que sur ce qu'il sait des événements de Sassoun ; d'abord de l'an 1893, des causes et des événements de l'année dernière.

En dernier lieu, je suis venu de Guendj ; ma résidence officielle est Guendj, et les pièces officielles venant du patriarcat me viennent dans cette localité ; quelquefois pour changer d'air je vais à Tchanli. Il y a quatre ans, lorsque je me trouvais à Guendj, on a tiré la nuit un coup de fusil pour me tuer ; la balle ne m'a pas atteint.

L'autorité en a été avisée. Un homme a été envoyé pour faire l'enquête ; on a vu la balle, et moi je leur ai pris cette balle. En ce moment-là le télégraphe n'existant pas dans cette localité, je suis venu ici, j'ai prévenu le vilayet, la Sublime Porte et le patriarcat par le télégraphe. Du vilayet on a donné ordre ; le substitut du procureur-général de Mouch a été désigné ; nous sommes allés ensemble pour faire l'enquête. Il a constaté et nous sommes retournés ensemble. Rien n'a été découvert, parce que c'était sur l'excitation du Mutessarif que ça avait eu lieu. N'ayant pas confiance, je n'ai pas pu y retourner. Après le changement du Mutessarif, j'y suis retourné de nouveau avec un ordre de la Sublime Porte, obtenu par l'entremise du patriarcat.

Il présente une lettre officielle du patriarcat en date du 24 décembre 1893, n° 888, signée par le patriarche Khorène, et adressée à lui (D. Vartan Vartabed Aghopian, vicaire épiscopal de Guendj), et lui annonçant l'envoi par le même pli d'un ordre de la Sublime Porte, et lui enjoignant de retourner à son diocèse à Guendj.

En même temps il présente une autre lettre en date du 13 Mouharrem 1312, 5 Témoz 1310, n° 86, signée par le gérant du bureau de la correspondance du Mutessarif de Guendj, et adressée à Vartan Effendi, vicaire épiscopal de Guendj, lui annonçant que d'après décision du Conseil administratif, il avait été désigné comme membre pour la Commission de construction du pont de Guendj. La lettre est signée par Moustapha Sefvet.

Je suis resté un an et demi à Tchanli ; ensuite, à la réception de l'ordre transmis par le Patriarcat, je m'en suis retourné. Mon séjour à Tchanli était un fait de ma propre initiative, car je n'avais reçu à ce sujet aucun ordre. Pensant que mon absence d'un an et demi pouvait occasionner des observations de la part du gouvernement, j'ai voulu retourner à mon poste, une fois que j'avais en main un ordre officiel. Ma résidence officielle est Guendj ; je vais à Tchanli de temps à autre pour changement d'air.

Me trouvant au milieu de l'autorité de Guendj, j'avais des informations. Tout d'abord, on a dit un jour que Medjid Effendi, sous-chef de la corres-

pondance à Guendj, allait à Koulp. C'était au mois de juin 1894, je ne me souviens pas du quantième. Et m'ayant rencontré il m'a dit qu'il allait pour une enquête de l'impôt sur les moutons.

Il y est allé avec des gendarmes et après une absence de quelques jours il est revenu. Ayant demandé à Rezgo Tchaouch, qui était l'un des gendarmes qui l'accompagnaient, la cause de leur retour accéléré, parce que l'enquête de l'impôt des moutons ne pouvait pas se faire, il m'a répondu qu'ils étaient allés chez le Cheik, c'est-à-dire chez le Cheik Méhémet, de Zeilan et chez les Aghos kurdes bekranli, et khianli, et koulpli, et badi-kanli, et que c'est de là qu'ils retournaient. Rezgo Tchaouch a dit que « Medjid Effendi avait eu des rencontres, visites secrètes et prolongées avec ces personnes et qu'il était revenu aussitôt pour conférer avec le Pacha, et nous allons retourner de nouveau ». Peu après il sont allés, en effet, et sont de nouveau retournés. Après un ou deux jours on a dit que trois compagnies de soldats sont allés à Koulp par la voie de Khozma, et le Mutessarif aussi est allé accompagné de Medjid Effendi au chef-lieu de Koulp. Pendant assez longtemps le Mutessarif y est resté avec la troupe et Medjid Effendi. Et après on a dit qu'il est allé avec les soldats à l'endroit nommé Merguémouzan. D'abord on y a réuni les tribus ; après, les soldats se sont concentrés là. Les employés percepteurs venaient à Guendj pour chercher de l'argent pour la troupe et après l'avoir reçu ils retournaient dans cette direction, c'est-à-dire vers les montagnes de Mouch. Pour le pont précité, le chef de la correspondance m'a dit qu'on m'avait désigné comme membre de la Commission de la construction. Et pour faire couper et expédier les bois, nécessaires comme poutres pour le pont, nous sommes allés avec Eumer Agha et quelques gendarmes à la montagne de Khozma à Badikon. En y restant quelques jours et faisant couper les arbres, nous les faisions descendre en bas par les kurdes ; voilà que de l'alaïbey (colonel de la gendarmerie) un ordre est venu à Eumer Agha, qui faisait l'intérim de tabour-aghassi. Lui-même ne sachant pas lire, il m'a donné l'ordre reçu pour lire et le lui expliquer. Je ne sais pas écrire en turc, mais je sais lire un peu. Le résumé de l'ordre était ceci : ordre est transmis pour le transport immédiat de dix gendarmes actifs et courageux à la montagne de Mouch. Ensuite, ayant demandé au gendarme Youssouf la cause de cet ordre, il m'a répondu que « là-bas il y aura combat ». Eumer Agha a envoyé l'ordre reçu au chef-lieu de Guendj, et de là dix gendarmes à pied sous les ordres de Mahmoud Onbachi sont venus. De ces gendarmes je connais les noms des deux : Ismaïl Mardivanli et Kassembey d'Ardouchen ; je ne me souviens pas des noms des autres. La montagne où nous nous trouvions étant sur le chemin, ils ont passé par là et sont allés à la montagne de Mouch. Quelques jours après nous avons fait descendre les poutres sur la rivière de Mourad ; ensuite nous sommes allés, Eumer Agha et moi, à l'endroit nommé Ezakhi aux tentes de Bedrkhan Agha ; celui-ci est un des Aghas de Badikan. Là nous sommes restés une nuit et quelques heures du lendemain ; le bruit des détonations des fusils nous parvenait. A ma demande on m'a répondu qu'il y avait combat à l'Antok-Dagh. Ce même jour nous sommes retournés avec Eumer Agha à Ardouchen, qui est le chef-lieu de Guendj. Sur le chemin près d'Ardouchen on avait construit un four à chaux pour la construction du pont. J'allais du côté du pont auprès du four et de là je retournais de nouveau au pont ; parce que les autres membres étant occupés à cause des événe-

ments, ils avaient laissé les soins de la construction du pont sur moi seul. Un jour, le soir, au moment des événements j'étais près du four de la chaux, j'ai vu un sous-officier de la cavalerie qui venait des lieux des événements. De mon côté j'allais à Ardouchen. Il marchait devant moi, je le suivais. Nous sommes arrivés ensemble à Ardouchen. Le chef de la correspondance, qui faisait l'intérim du Mutessarif, le capitaine Hadji Hafiz Effendi, employé des perceptions de l'armée, et le substitut du procureur-général étaient assis dans le jardin en face du local du gouvernement. Au passage du Tchaouch on l'a aussitôt appelé, et moi, en descendant de cheval, je l'ai suivi. Il était presque 12 heures du soir passées. Ils étaient assis dans la cabane du jardin. Ils ont pris le soldat à côté d'eux et moi je me suis assis dehors, près de la porte. On ne me voyait pas à cause de l'obscurité. Ils ont demandé ce qu'il y avait de nouveau. Il a répondu : « Vive l'Etat ! grâce à lui, quelle importance peuvent-ils avoir ? Nous les avons dispersés ; d'ailleurs, des tribus innombrables s'étaient rassemblées ; il y avait ordre de la part du commandant de les bloquer pour que personne ne s'échappe. Au préalable ordre avait été donné aux tribus kurdes d'aller leur livrer combat pendant quelques jours. En plusieurs endroits les tribus ont été battues et mises en déroute ; ils ne pouvaient venir à bout. A la suite de cette circonstance ordre a été donné aux troupes de se déguiser en kurdes. Des soldats alors, vêtus de costumes de la tribu de Badikan, sont venus prendre part au combat. Les adversaires n'ont pu alors résister aux fusils de guerre. Après les avoir enveloppés de tous côtés, l'assaut leur a été livré. Sur ces entrefaites un ordre a été reçu, à la suite duquel les soldats ouvertement réunis aux kurdes ont continué le combat ; les autres n'ont pu résister et se sont enfuis. Ils étaient déjà entourés, ils se sont sauvés à la montagne d'Antok, et dans les forêts. Tous ceux qui sont tombés sous la main : femmes, enfants ou jeunes filles, ont été massacrés et l'on continuait à poursuivre les autres. Déjà antérieurement les kurdes et les soldats réunis avaient incendié les maisons, pillé les meubles, les effets et le bétail ; les kurdes emportaient leurs rapines, mais une partie du bétail était réservée à l'armée, qui le faisait abattre pour servir à la cuisine des soldats. Une partie des fuyards restés sans ressources est venue avec un prêtre se rendre aux soldats. On a fait creuser des fosses à ces mêmes gens qui étaient venus se livrer. Quand la nuit fut venue, ces gens, c'est-à-dire ceux qui s'étaient rendus, emmenés auprès des fosses, ont été massacrés à coups de baïonnette et jetés dans les dites fosses ; quelques-uns de ces gens n'ayant encore reçu les coups de baïonnette, se précipitaient tout vivants dans les fosses. Après on a fait couvrir de terre ces fosses. Quelques gens ont été couchés pour être cloués à la terre au moyen de baïonnettes, en même temps que les autres soldats les achevaient toujours à coups de baïonnette. Un prêtre et quelques autres gens ont été écorchés vivants, tués et mis en morceaux. A quelques femmes enceintes on a ouvert le ventre et embroché les enfants au bout de baïonnettes. Du reste les soldats, de leur côté, avaient pris et emmené des femmes, des filles et des enfants. Ordre a été donné aux soldats de prendre les jolies femmes dans leurs tentes pour assouvir sur elles leur passion. Les soldats ont gardé ces femmes plusieurs jours ; quand elles en devenaient malades à ne pouvoir plus continuer, ils appuyaient le bout du canon de leur fusil sur leur partie honteuse et pariaient s'ils pouvaient faire sortir la balle par le crâne. D'autres étaient tuées par pendaison aux arbres, pour servir ensuite de cible à leur tir. A quelques hommes et en-

fants on arrachait d'abord les yeux et les tuaient ensuite à coups de baïonnettes. Certains des kurdes et des soldats ont emmené un certain nombre d'enfants et de filles ».

Sur ces paroles ils ont dit aux soldats d'aller se reposer. Le Tchaouch s'en est allé. Je me suis levé et en allant près d'eux j'ai exposé certaines choses nécessaires à la construction du pont. Au moment où ce soldat parlait, en l'écoutant en cachette je pleurais.

Je ne sais pas le nom du soldat, seulement il est du village de Tchevelig de Djabakdjour. Il avait fini son temps de service du côté de Yémen et il était rentré. Mais au commencement des événements les bataillons n'ayant pas leur effectif au complet et au moment où la réserve de l'armée active était appelée sous les armes, celui-ci, par erreur, avait été aussi emmené. Il s'y était donc rendu et s'était trouvé présent, et au moment où il retournait il avait exhibé ses papiers. Il avait reçu son livret pour ne plus être appelé.

Au mois de septembre, — j'ai oublié de dire que le récit fait dans le jardin par le soldat était au mois d'août, — en septembre, en terminant un côté du pont, nous avons commencé la construction de l'autre côté. Je me souviens très bien que le premier jour de septembre, en terminant un côté du pont, nous avons passé sur l'autre rive ; ce jour-là il a fait très froid. Quelques jours après cela, j'ai envoyé le gendarme qui se trouvait à ma disposition, nommé Youssouf Bey, fils du lieutenant Méhémed Bey, aux villages de Mardevan et Kherig, pour chercher des ouvriers. Après avoir passé une nuit à Mardevan, où il a été l'hôte du gendarme Ismaïl, il en est revenu en amenant quelques ouvriers. Il avait l'air très fâché : « Pareille chose peut-elle se faire ? » disait-il ; « tuer des femmes et des enfants ! Des hommes ça passe encore ; c'est là un procédé sans conscience ». Lorsque je lui ai demandé ce qu'il avait entendu, il m'a répondu que « l'homme ne peut ouvrir la bouche pour parler ». Quand j'ai insisté de me raconter ce qu'il avait entendu sur ce qui s'était passé, il m'a répondu qu'après avoir achevé les villages derrière Mouch, on avait incendié les maisons ; que les soldats et les kurdes avaient pillé les effets et massacré les habitants. Et Youssouf Bey racontait de nouveau ce que le soldat avait raconté au jardin, devant le local de l'autorité, au chef-lieu. Ces événements, Youssouf Bey, en restant une nuit à Mardevan, les avait entendus du zaptié Ismaïl.

Pour finir les travaux de la construction du pont, avant le commencement de l'hiver, j'ai eu recours à l'autorité, et lui ai exposé l'insuffisance du nombre des gendarmes à ma disposition. Ce même Ismaïl de Mardevan et un autre du village de Guézo, dont le nom m'échappe de la mémoire, ces gendarmes ont été laissés près de moi jusqu'à l'achèvement de la construction du pont. Et pendant ce temps Ismaïl, de Mardevan, me racontait, lui aussi, tout ce qu'il avait vu de ses propres yeux, et me répéta, lui aussi, les faits racontés par le soldat et Youssouf Bey, que j'ai cités plus haut, en ajoutant que « des choses impitoyables ont eu lieu dans les villages derrière Mouch ; après les avoir achevés, les soldats et les kurdes sont allés vers Talori et l'ont attaqué. Les kurdes des environs de Talori l'avaient déjà assiégé. D'abord les soldats et les kurdes, tous ensemble, ont détruit les hautes maisons à coups de canon. Dans certaines vallées on tirait le canon sur les endroits rocailleux pour que dans le cas où il y aurait des gens cachés, ils soient obligés d'en sortir. On a incendié toutes les maisons,

détruit et pillé tous leurs biens. Au moment de l'incendie le miel coulait des ruches comme de l'eau pendant un certain temps. Au moment de l'attaque tous ceux qu'on rencontrait — hommes, femmes et enfants, on les tuait ; un certain nombre aussi ont été arrêtés et on les conduisait au camp, des femmes et des enfants ». Tout ce qui s'était passé dans les autres endroits, excepté le drame des fosses, tout a eu lieu également à Talori. Ismaïl disait qu'au moment de l'attaque des soldats ils avaient vu sous un arbre un vieillard privé de la vue. Il paraissait très âgé ; ses camarades ont voulu le tuer, et le vieux disait : « Ne me touchez pas pour l'amour de Dieu ! » Je me suis approché et lui ai demandé son âge : « J'arrive à mes 121 ans, je dois être considéré comme un homme mort ; laissez-moi ! » Mes camarades voulant tout de même le tuer, je les en ai empêchés en leur disant : « C'est pas permis ; ce serait un acte de cruauté » ; mais ils ne voulaient pas m'écouter. Ils ont demandé au vieillard comment il savait qu'ils voulaient le tuer. Il leur a dit : « J'entends le bruit des canons, des fusils et d'hommes qui viennent ; on peut comprendre qu'on tue les gens ». Je lui ai dit : « Ne crains rien, personne ne te touchera ». Il me demanda une tchibouk (la pipe) ; j'ai bourré de tabac la tchibouk et la lui ai passée ; en la mettant à côté de lui et au moment où il tirait de sa poche le briquet et l'amadou, un des soldats l'avait visé de son fusil et venait de l'atteindre, sans que j'en eusse connaissance. Je lui ai dit : « Pourquoi tu as tiré sur ce vieillard ? est-ce que tu ne crains pas Dieu ? Ne faites pas de pareilles choses ! » Mais un autre soldat aussi, en tirant en ce moment, a achevé le vieillard. Un autre vieux, âgé de plus de 80 ans, paralytique et courbé au point de ne pouvoir se remuer, celui-là on l'a mis en morceaux. Enfin tout ce qui tombait entre leurs mains, ils ne le laissaient pas vivant. D'ailleurs des cheiks, des imams, à part le cheik Méhémed, de Zeilan, d'autres cheiks s'y trouvaient. On avait mis à la disposition du cheik de Zeilan une tente, et à sa suite un lieutenant et un clairon. Après avoir incendié et détruit ces villages de Talori et tué les gens, soldats et kurdes sont allés dans la direction de Khian. D'abord c'est le village d'Aktchesser qui a été bloqué. Ils ont tué tous ceux qui sont tombés entre leurs mains ; ils ont incendié les maisons. Ils avaient coupé et mis en morceaux le fils du prêtre, nommé Mampré Vartabed, religieux du couvent de Kizil-Monastir. De même, soldats et kurdes ensemble avaient pillé et emporté les objets, les meubles, les moutons et les bœufs des villages de Ardegouk, Sevit, Gouznak. En ce moment le muchir, arrivant à la montagne, aurait ordonné de cesser ».

Cet Ismaïl à son retour de la montagne était indisposé pendant quelques jours. Sur ma demande il a répondu : « Nous avons été malades par suite de la mauvaise odeur des cadavres. A son arrivée le muchir a ordonné l'ordre de jeter les cadavres dans les ravins et dans les torrents afin d'éviter les maladies qui pourraient se déclarer. Certains cadavres, auxquels nous avons mis des cordes au cou en voulant les traîner jusqu'aux bords des ravins, le cou, c'est-à-dire la tête, s'est détachée du corps, et nous avons été obligés de les porter aux ravins et à l'eau en les roulant à coups de perche. Les kurdes ont eu la permission de rentrer chez eux avec leur butin, et les soldats se sont retirés de leur côté, emportant avec eux tout ce qu'ils avaient rapiné de transportable ».

Voilà ce qui m'a été raconté par le zaptié de Mardevan, nommé Ismaïl.

J'expose également que les villages de Talori dépendent du vicariat de

Guendj, et ainsi que vous le savez, lorsque les populations de ces pays ont des griefs, elles vont trouver leur prêtre ou leur évêque pour les lui exposer. Pendant tout le temps que je suis resté à Guendj, après les événements, je n'ai pu voir que cinq habitants de Talori et après mon arrivée à Mouch jusqu'à présent, quatre seulement sont venus me trouver. De ces quatre personnes quand j'ai vu Ohan Khatchoïan et Ohan Donéïan, du village de Khelovid, je les ai questionnés à propos des événements ; ils m'ont répondu qu'au moment de l'arrivée des soldats, eux-mêmes, pour sauver leur vie, ils se sont enfuis en laissant tout ; et après, à l'arrivée du mouchir, ils sont retournés et ils ont vu leur village incendié et ruiné, et tous leurs biens pillés et les gens tués. Et ils ont déclaré avoir vu, au printemps dernier, un certain nombre d'ossements humains, brûlés comme du charbon, dans la forêt de Khelovid. Ces gens de Khelovid ignorent pourquoi ces ossements sont carbonisés. Est-ce que ce sont des gens qui, une fois garrottés, ont été brûlés vivants ? Ou bien ces ossements proviennent-ils de cadavres qu'on aurait incinérés ? Mais comme il n'a été nulle part entendu que des cadavres aient été incinérés, on pourrait en présumer que les ossements susdits proviennent de gens qui ont été brûlés vivants.

Le prêtre d'Aktchesser, Mighirditch, père du religieux Mampré, m'a raconté que dans leur village les soldats ont coupé la tête à une femme enceinte, et après avoir retiré son enfant, ils l'avaient placé sur la poitrine de sa mère, et lui avaient coupé la tête dans cette position. L'enfant était un garçon. Ils avaient en outre déchiré les côtes de la femme pour y fourrer ses mains.

Le vali, c'est-à-dire le vali de Bitlis, Tahsin Pacha, était venu à Guendj, en tournée, au moment des événements. Pour avoir des informations exactes, il a fait amener l'agha de Badikan, et à son arrivée je me trouvais auprès du four à chaux du pont ; et le maître ouvrier de ce four, nommé Boghos, du village de Khop, de Koulp, se trouvait auprès de moi. Lorsqu'on a annoncé que Béderkhan Agha venait, nous nous sommes portés sur le chemin ; Béderkhan Agha est venu avec un kurde nommé Fakhi Yousouf ; Béderkhan Agha m'étant connu d'ancienne date, quand je lui ai demandé où et pourquoi il allait, il m'a répondu que le vali l'a appelé : « Je crains », dit-il, « qu'il ne me mette en prison. Pour quelle raison », lui dis-je, « vous emprisonnerait-il ? L'autorité », me dit-il, « en envoyant Medjid Effendi, a appelé d'abord les tribus, en leur disant de venir à Chenik, Semal et Talori. Le moment arrivé de nouveau un zaptié est venu ; je ne me suis pas rendu à l'appel ; de nouveau il est venu ; de peur d'être puni je suis allé ».

Il a cité les noms des tribus suivantes : Badekanli, Havedanli, Koulpli, Khianli, Bekranli, Rechkotanli, Banokli, Nerebli, Egheli, Kharzanli, Belekli, Sassounli, Malachégoli, Bedrli, et les noms de quelques autres tribus qui ont été aussi énumérées, mais qui ne me viennent pas à la mémoire. Leur chef, le commandant, c'est-à-dire le commandant des troupes, en les mandant auprès de lui, et tout d'abord en désignant les endroits et les vallées, a dit aux tribus de bloquer les alentours de l'Antok-Dagh et d'autres endroits, les villages et les pâturages, quand l'ordre leur serait donné de se mettre en mouvement. « Et je compte sur vous », a-t-il ajouté ; « ne laissez échapper personne. Tout d'abord vous, Bekranli et Badikanli, faites la guerre avec eux ! » A la suite de cet ordre les Bekranli et les Badikanli ont fait la guerre avec eux. Les chrétiens les ont mis en

fuite. Lorsque les soldats ont vu que les kurdes n'ont pas pu tenir tête, en se mettant en costume kurde, ils sont venus à l'aide de nos tribus. Mais quand l'ordre supérieur fut donné, les soldats sont venus ouvertement en compagnie des tribus. Eux, aussitôt qu'ils ont vu les soldats n'ont pas pu résister et se sont enfuis ; en les poursuivant ils massacraient tous ceux qui tombaient entre leurs mains, n'importe ce qu'ils rencontraient : hommes, femmes, enfants.

Les renseignements que j'avais appris des personnes précédemment mentionnées, Béderkhan Agha aussi les confirmait, et lui-même était peiné de ce que le pays avait été ainsi ruiné, et Béderkhan Agha ajoutait encore « que le gouvernement nous a ordonné et nous nous sommes trouvés dans cet événement ; à présent le vali m'a appelé ; je crains qu'il me fasse emprisonner ».

Béderkhan Agha est allé chez le vali ; il n'a pas été emprisonné et en y restant une nuit il s'en est retourné.

Le zaptié, Kassem Bey, d'Ardouchen, qui s'était trouvé dans les événements, à son retour, est descendu à ma tente près du pont pour se reposer ; il était malade et n'ayant pas la force de porter son fusil, il a demandé un des ouvriers pour porter son fusil avec, et a déclaré que la cause de sa maladie avait été provoquée par l'odeur des cadavres. En passant par le pont et au moment où il se reposait de l'autre côté, ayant demandé des renseignements sur l'événement, il m'a relaté les mêmes renseignements que j'avais eus des autres personnes, et il a ajouté ces paroles : « Nous avons dévasté un pays et nous voici revenus ».

Le vicaire épiscopal de Guendj,
Signé : VARTAN VARTABED AGHOPIAN.

*Second interrogatoire du Vicaire de Guendj, Vartan Effendi,
le 3 juin 1895.*

Il est vrai que, antérieurement à la dernière guerre, et malgré l'existence d'un certain degré d'accord entre les musulmans et les chrétiens, des méfaits étaient tout de même commis, mais ce n'était jamais au point de ce qui s'est fait depuis la guerre, soit de la part du Gouvernement, soit de la part des kurdes. Et après la guerre ça a augmenté progressivement et outre mesure. Tout d'abord il a commencé à travailler pour convertir à l'Islamisme un grand nombre de chrétiens, quelquefois de gré et quelquefois de force. Au village de Ferkhi, aux environs du village d'Ardegonk, la fille du Kiahia Krigor a été emmenée par force et ouvertement par le fils de Molla Hassan, de Karikli, auprès du cheik de Zeilan, et on l'a faite musulmane par force. Malgré les démarches que nous avons faites à l'autorité, nous n'avons eu aucun résultat.

En dehors de ça et d'autre part, il est d'usage qu'au printemps les tribus kurdes, Bekranli, Karikanli, Rechkotanli, Cheïk-Dodanli, Badikanli et Khianli, en venant à leurs pâturages, établissent leur campement aux environs des villages de Sassoun et de Kavar. Ils commettent, à leur détriment, tous les jours, toutes les nuits, des vols et des dégâts. Les cas de vols de bestiaux sont très fréquents. Quelques années auparavant on avait tué quatre chrétiens des habitants de Chenik ou de Semal. De leur côté, ces derniers se sont réunis pour aller attaquer les kurdes, auxquels ils ont tué, eux aussi, quatre hommes. C'est-à-dire les chrétiens ont fait

ce coup pour se défendre des kurdes. Le cheik Emer, de Koulp, est venu soi-disant pour faire la paix entre eux et il a donné la sentence que voici : en comptant les quatre arméniens tués pour les deux des kurdes tués, pour les deux autres kurdes tués il s'est fait payer de l'argent et de bestiaux de la part des arméniens comme prix de leur sang, et les a donnés aux kurdes. Des méfaits de ce genre se commettaient toujours aussi bien sur les Kavarli que sur les habitants de Talori.

La raison primitive de la question du « hafir » m'est inconnue ; il existait depuis fort longtemps ; la cause visible en est actuellement celle-ci : Les kurdes résidant aux environs des chefs-lieux d'autorités n'osaient plus, ces dernières années, percevoir le hafir des chrétiens ; mais dans les endroits montagneux et dans les localités éloignées des centres d'autorités, l'impôt de hafir existe, et les chrétiens le payent aux kurdes.

Par exemple : il y a des gens qui, selon leur fortune, payent deux chèvres par an ou bien trois, trois ou quatre batmans de beurre, 6 kilés et quelquefois jusqu'à 10 kilés de blé ou d'orge, comme aussi de l'argent, variant selon la fortune, de 50 à 200 ou 300 piastres — et un ou deux ou trois batmans de miel, s'il possède des ruches, et un, deux, ou bien jusqu'à trois pièces de toile. Ce même impôt est perçu, en outre, sur ce qu'il ensemence, tout ce qui se trouve dans sa maison, comme aussi sur les fruits. Il réquisitionne son arménien pour le faire travailler à la corvée, et l'occupe tant qu'il en a besoin ; s'il est fâché pour une cause quelconque, en guise d'amende il lui prend des bœufs ou de l'argent, ou bien il l'emprisonne. Quand son arménien donne sa fille en mariage, une partie du « khala » (dot reçue par les parents de la fille) qu'il prend, il doit la donner à l'Agha kurde ; il est obligé de la donner.

Ce hafir est perçu généralement à l'automne et au printemps ; quelquefois aussi l'Agha kurde prend de son arménien une chèvre avec son chevreau et autres choses.

Certains de ces Aghas kurdes étant très puissants ont tout un village ou plusieurs villages à la fois qui leur payent le hafir ; par exemple, Husséin Agha, de Hadevan, fils de Hadji Dervich, et Youssouf Agha, de Koulp, et un autre Husséin Agha, de Khian, perçoivent le hafir de plusieurs villages à la fois. Par exemple, à Talori c'est Husséin Agha, de Khian, qui perçoit le hafir. Certains villages et maisons ont aussi des Aghas particuliers à chacun desquels ils payent le hafir séparément ; par exemple : Mehé-Témo et Kouré-Khedé prélèvent peut-être de plus de 100 maisons de Talori le hafir ; ils doivent payer de même le hafir aux divers Aghas kurdes de Sassoun, Kharzanli, Belekli, Bederli, Malachégoli, Malakhan-Avdal. Il y a des maisons qui doivent payer le hafir à divers Aghas kurdes à la fois ; par exemple, le prêtre Mighirditch, du village d'Aktchesser, qui doit payer le hafir à Husséin Agha, de Khian ; il le paye ensuite à Khianli Pourto, à Mehéi-Temo, à Omer Agha, de Khian ; à Mehemed et à Selim, de Mehemed Kan, et à leurs hommes ; et il doit les contenter tous, en même temps qu'il paye encore le hafir au fils de Ezzo Agha, de Khian, et peut-être à d'autres encore que j'ignore. Ce fait, je le tiens du prêtre Mighirditch, d'Aktchesser, lui-même. Quant à la question de khala, dans ces parages-là, personne ne peut marier sa fille sans livrer une partie du khala qu'il a reçu.

À l'instar des villages de Sassoun et de Talori, les villages de Kavar aussi payent le hafir. Ils le payaient chaque année jusqu'au moment des événements de l'année dernière.

Les Aghas kurdes, s'ils sont puissants et s'ils perçoivent le hafir de plusieurs villages, envoient généralement leurs gens pour le percevoir ; quand il n'est pas puissant (grand Agha), il va lui-même et en s'installant dans la maison de son arménien, perçoit son droit. Généralement après avoir perçu le hafir, il le fait transporter jusque chez lui sur les bêtes de somme de son arménien, ou bien sur le dos de ce dernier.

Je ne connais pas Mourad personnellement, parce que — comme je l'ai dit dans mon interrogatoire d'hier, après qu'on a tiré une balle sur moi, tout en rentrant au chef-lieu après un an et demi d'absence, pour y reprendre mes fonctions, muni de l'Emirnamé de la Sublime Porte, que le Patriarcat avait obtenu, et le district de Talori faisant partie de la juridiction du Vicariat de Guendj, toutes les fois que j'ai voulu me rendre dans ces parages — comme c'était mon devoir de le faire — j'en ai été empêché de la part de l'autorité. Le Mutessarif ne me l'a pas permis, et à cause de cela ne pouvant pas aller depuis quatre ans dans les parages de Sassoun et de Talori, je n'ai pu être renseigné sur la situation n'ayant rien constaté par moi-même.

Après les événements j'ai su par un kurde l'arrestation dans une caverne d'un certain nommé Mourad. Depuis, pendant mon séjour à Guendj ainsi qu'à Mouch, je n'ai pu rien entendre de ce que cet homme aurait dit à la population et de la cause de sa présence dans ces parages-là.

Pendant la construction du pont que j'ai énoncée dans mon interrogatoire d'hier, au moment où je me trouvais aux tentes de Omer Agha et Bedrkhan Agha, ce dernier m'a raconté que deux arméniens de Kavar, après avoir tué deux kurdes, avaient coupé le membre viril de l'un et l'avaient mis dans la bouche ; et il ajoutait que pareilles choses n'étaient pas bien et convenables. Mais après les événements, ici, c'est-à-dire à Mouch, en voyant quelques gens de Kavar, et les ayant interrogés sur ce fait, ils ont dit que c'était par vengeance des meurtres commis par les kurdes, en ce moment, sur les leurs ; mais en ce qui concerne la question de mutilation du membre viril, ils l'ont niée complètement.

Relativement au pillage des bœufs d'Amé-Ahmé et des moutons de Hassan Chaouki, je n'ai pas entendu s'il a eu lieu ou non.

Pendant les événements, c'est-à-dire au début, au moment même de la concentration des soldats et des kurdes, j'ai appris d'Agop Agha, caissier du Sandjak de Guendj, que les autorités de Mouch et de Guendj auraient donné avis à la Sublime Porte, comme quoi sur la montagne, c'est-à-dire à Kavar et à Sassoun, 5,000 à 10,000 hommes venus de Russie et de l'Europe, se tenaient cachés avec des munitions à Omtok, et que l'ordre serait arrivé de les prendre vivants, s'il y avait moyen, ou de les détruire dans le cas contraire. Voici le renseignement donné par cet homme.

L'affaire d'Aktchesser aussi je l'ai entendu du prêtre du village ; que le Caïmacam venant là, les gens de Salim Agha et de Mehmed Agha de la tribu de Mahmedhan, sont venus à Aktchesser, au moment où le Caïmacam s'y trouvait ; pour faire peur à ce dernier ils ont tiré des coups de fusil, afin qu'il n'aille pas faire les perceptions dans leur village. Le Caïmacam avec sa suite s'en est retourné. Plus tard on a dit que c'étaient les arméniens qui avaient fait cela.

Les habitants d'Aktchesser se trouvaient en ce moment-là dans leurs maisons. Même les impôts des moutons ont été payés par eux en ce moment-là. Je n'ai pas entendu qu'alors le Caïmacam avait eu l'idée d'arrêter quelqu'un ; le prêtre Mighirditch ne m'a rien dit.

Pendant les événements le cheik Mehemed de Zeïlan se trouvait ensemble au milieu des soldats et des kurdes ; je l'ai entendu en ce moment-là des gendarmes porteurs de la valise postale.

Talori se compose de dix-sept quartiers, c'est-à-dire : Doualing, Khelovid, Pourh, Hakmank, Heloghink, Ekou-Donu ou Dalvori, Guedank, Hosnoud, Hartk, Spagank, Tzorer, Ergart, Bazou, Arder, Eraz. Ces quatorze quartiers ont été pillés et incendiés.

Ardkhou, Korakhou, Mezré, ces trois quartiers, tout en étant pillés, ne sont pas incendiés et les habitants y sont.

Le Vicaire épiscopal de Guendj,

Signé : VARTAN VARTABED AGHOPIAN.

Interrogatoire de la Femme nommée Anna, Fille de Boghos, Femme de Dané, Fils de Khazar, de Chenik, le 4 juin 1895.

(Traduction.)

D. Quel est votre nom ? — R. Anna.

D. Le nom de votre père ? — R. Boghos.

D. Etes-vous mariée ? — R. Oui, je suis mariée.

D. Quel est le nom de votre mari ? — R. Mon mari s'appelle Dané.

D. Qui est son père ? — R. Il est de Chenik, et se nomme Khazar.

D. Est-ce que l'année dernière vous vous êtes enfuie de votre village à l'instar des autres ? — R. Oui, je me suis enfuie.

D. Où vous êtes-vous enfuie ? — R. Nous avons été auprès de nos moutons à Afsark ; ils sont venus là et nous nous sommes sauvés. Je me trouvais déjà à Afsark quand les autres aussi y sont venus et nous nous sommes enfuis à Keuprécherif-khan, où nous avons passé deux nuits. Depuis quatre ou cinq jours j'étais à Afsark ; là il y avait des bergers et quelques autres personnes.

D. Pourquoi les habitants de Chenik sont-ils venus à Afsark ? Et pourquoi, tous ensemble, vous êtes-vous enfuis de là à Keuprécherif-khan ? — R. Les kurdes avaient emmené des moutons ; ensuite les soldats sont venus sur nous et nous nous sommes sauvés.

D. Où vous vous êtes réfugiés de Keuprécherif-khan et pourquoi vous vous êtes enfuis ? — R. A Keuprécherif-khan les soldats et les kurdes ensemble sont venus sur nous et nous sommes enfuis sur l'Antok-Dagh. De l'endroit où nous restions, sur cette montagne, on apercevait les emplacements de Chenik et Guéliéguzan. Le soir du jour de notre fuite nous l'avons passé sur l'Antok.

D. Combien de temps après que les gens de Chenik étaient venus à Afsark, vous êtes-vous enfuis à Keuprécherif-khan ? — R. Nous ne sommes pas restés à Afsark ; aussitôt qu'ils sont arrivés, nous nous sommes enfuis.

D. Au moment où tous ensemble vous vous êtes sauvés du village d'Afsark ainsi que de Keuprécherif-khan, est-ce que les villageois tiraient sur les soldats et les kurdes qui vous poursuivaient ? — R. A peine il y avait le loisir d'aviser au moyen de s'enfuir et de se sauver.

D. Au moment de votre fuite du village jusqu'à Keuprécherif-khan y a-t-il eu des gens de tués ? — R. Oui ; un homme, Djevé, fils de Khasso, et une femme nommée Djoré furent tués.

D. Djoré était-elle mariée ? R. Oui ; elle était mariée ; son mari s'appelle Gourdjô, il est fils de Mossé, c'est-à-dire, frère de Kerko ; elle était ni jeune ni vieille ; ses cheveux commençaient à blanchir. Djoré a été tuée à Keuprécherif-khan ; j'ai vu son cadavre. Son fils Bedros était à côté du corps inanimé ; c'est par force que nous l'avons éloigné de là quand nous avons été obligés de reprendre la fuite ; je n'ai pas assisté à la mort de Djevé, fils de Khasso, seulement j'ai entendu qu'on l'a tué. Pendant la fuite du village jusque là je n'ai pas entendu parler qu'il y ait eu d'autres personnes de tuées.

D. Quand on a brûlé votre village, l'avez-vous vu de vos propres yeux ? — R. Je n'ai pas vu de mes propres yeux, seulement la fumée nous avait enveloppés tout autour et il n'y avait pas moyen de voir autre chose ; en ce moment-là j'avais perdu la tête ; le brouillard et la fumée nous avaient enveloppés dans la journée comme dans la nuit. Au moment où nous étions à Keuprécherif-khan la fumée l'enveloppait.

D. Au moment de la fuite du village, tous les habitants avaient-ils réussi à se sauver ? — R. Ceux qui avaient pu réussir s'étaient sauvés. J'ai entendu que des vieillards invalides et des aveugles étaient restés dans les maisons ; je n'ai rien entendu et je ne sais rien en ce qui concerne des petits enfants laissés dans les maisons.

D. Au moment où vous étiez au village, y avait-il la nouvelle ou la crainte que des soldats ou des kurdes allaient venir. Avez-vous entendu quelque chose à cet effet ? — R. Je n'avais rien entendu de pareil.

D. Racontez-nous ce que vous savez et ce que vous avez entendu dire au sujet du combat qui a eu lieu entre Simonen-Oglou et les habitants de Chenik ? — R. Je ne me suis pas trouvée dans cet endroit ; je n'en sais rien ; j'ai entendu seulement qu'on a enlevé les moutons d'Erko et les bergers de ce dernier étant allés les reprendre, on en a repris plus que ce qu'on leur avait enlevé. Ensuite on est venu chercher et rendre à son propriétaire les moutons repris en plus. En outre, à cette même époque, personne de Velikanli ni de nos villageois n'a été tué ; je n'ai rien entendu à ce sujet.

D. Quand vous étiez à Keuprécherif-khan, où vous avez passé deux nuits, avez-vous pu passer tranquillement la journée du lendemain de votre arrivée ? Ou bien y a-t-il eu combat, et dans ce dernier cas les gens de Guéliéguzan sont-ils venus au secours ? — R. On n'est pas resté tranquille parce que le lendemain de notre arrivée on est venu nous attaquer. Il n'a pas été possible aux gens de Guéliéguzan de venir à notre aide, car ils étaient obligés de protéger leurs propres maisons et biens : Je n'ai vu personne d'eux venir à notre secours ; je ne l'ai pas entendu non plus. Nos villageois ainsi que les Semalis tiraient sur les assaillants. C'est ce jour-là que Djoré a été tuée. Peut-être il y a eu d'autres gens de tués, mais moi je n'ai rien entendu.

D. Vous n'avez pas vu les Guéliéguzanli, même le jour où vous vous êtes enfuis de Keuprécherif-khan ? — R. Même ce jour-là je ne les ai pas vus. Ils étaient dans leur village ; on disait que leurs femmes et leurs enfants s'étaient enfuis, mais les hommes restaient dans le village. Les gens de notre village, c'est-à-dire les Cheniklis et les Semalis avec les Alianlis, sont montés ensemble à l'Antok-Dagh. Je n'ai pas entendu que des habitants de notre village soient allés à Guéliéguzan. Kerko ne s'éloignait

pas beaucoup de nous, ne voulant pas à un tel moment que sa famille restât loin de ses yeux.

D. En vous sauvant de Keuprécherif-khan, combien de jours êtes-vous restés à l'endroit où vous êtes allés vous réfugier ? — R. C'est dans une vallée de l'Antok que nous avons été nous réfugier ; le lendemain à l'arrivée des soldats et des kurdes nous nous sommes enfuis sur l'Antok, tandis que les soldats et les kurdes retournaient vers Guéliéguzan.

D. Combien de jours êtes-vous restés sur l'Antok ? et qu'est-ce qui s'est passé au moment où vous y étiez ? — R. Je ne sais pas au juste : quatre ou cinq jours ; dans l'intervalle on ne nous laissait pas tranquilles. Des combats avaient lieu et nos hommes disaient : « S'ils arrivent ici, ils nous achèveront. ». En un mot, nous avons été forcés de nous enfuir. A côté de nous il n'y avait que seulement des gens de Semal et d'Alian. Je n'ai vu ni entendu parler des Guéliéguzanlis se trouvant avec nous. Pendant ces combats, je n'ai pas vu de près des soldats ; je les voyais de loin et je reconnaissais à leurs habits noirs qu'ils étaient des soldats noirs. Quant aux kurdes je les reconnaissais à leurs costumes et aux manches et épaules de leurs chemises. Durant tout ce temps je n'ai pas vu de notre côté de personnes tuées, excepté deux petits enfants de notre famille qui ont été tués pendant notre fuite ; je n'ai pas assisté moi-même à leur assassinat, seulement quand leurs mères sont venues nous rejoindre, elles nous ont déclaré qu'ils étaient tués.

D. Racontez-nous avec qui vous vous êtes enfuis, qu'est-ce que vous avez vu, et qu'est-ce qui vous est arrivé ? — R. Quand nous nous sommes sauvés d'Antok, moi je suis restée seule et isolée de ma famille. J'ai pu rejoindre un autre groupe composé des habitants de Semal et d'Alian. Je ne connaissais pas personnellement les gens de Semal, mais je sais qu'ils étaient de ce village. Dans le même groupe il y avait quelques individus que j'ai reconnus être de notre village. Après, quand on a dit aux Semalis d'aller se rendre à l'armée, je les ai accompagnés. A notre arrivée là-bas, on nous a séparés, c'est-à-dire que les femmes qui étaient les plus nombreuses ont été séparées des hommes de Semal et d'Alian et on nous a emmenés dans un endroit écarté en nous disant : « N'ayez pas peur. » Ensuite on a séparé parmi ce groupe de femmes celles nouvellement mariées et qui étaient des jeunes femmes. En nous séparant donc de l'autre groupe, on nous a conduits du côté de l'église de Guéliéguzan, où un kurde est venu et me prenant par la main il a dit aux gendarmes : « Je vous laisse toutes les autres et vous prend celle-là seulement, je vais l'emmener pour mon enfant. » Après il m'a conduite à son campement, où il n'est pas resté. Moi je suis restée au milieu de leurs femmes ; en fait d'hommes il n'y avait auprès de nous que seulement son fils. On me disait : « Fais-toi musulmane, et ne crains rien. » Je leur ai répondu ensuite : « Ma famille a été dispersée, massacrée ; je n'ai plus personne ; notre village a été incendié, j'embrasse votre religion. » Cette promesse les a rendues joyeuses, et dès ce jour elles m'emmenaient avec elles partout où elles allaient se promener. Durant quelques jours nous allions de la sorte nous promener, et c'est ainsi que trois ou quatre jours après je me suis éloignée d'elles et me suis sauvée dans une forêt où je suis restée un jour et de là nuitamment je me suis réfugiée dans une autre forêt qui se trouve du côté de Schatak. Après y être restée quatre jours, je suis venue sur cette montagne, la montagne qui se trouve entre notre village et Mouch, appelée Kourtik. De là j'ai réussi à descendre dans

la plaine. Je n'étais jamais venue dans cette plaine et j'ignore le nom du village où je me suis rendue. Une caravane kurde passait dans ce village ; j'ai été interrogée et j'ai déclaré que j'étais kurde. Ils m'ont dit alors qu'ils allaient à Khinis et m'ont proposé de les accompagner. C'est ainsi que j'ai été à Khinis.

D. Au moment de la fuite et quand vous vous êtes séparée de votre famille, vous a-t-il été possible de rejoindre le même jour le groupe des Semalis ?

— R. Le jour où je me suis séparée de ma famille, il y avait avec moi deux femmes de notre village : Khatché et Rehan ; le nom du mari de cette dernière est Stepan, j'ignore le nom de son père. Ces femmes ne sont pas originaires de notre village, c'est du dehors qu'elles y sont venues se marier. La première nuit de notre fuite nous sommes restées seules, le lendemain matin nous avons pu rejoindre le groupe de Semalis.

D. Dans quel endroit vous avez pu arriver aux Semalis ? — R. Je ne connais pas l'endroit. Je ne connais pas ces parages. C'était dans une forêt que je les ai rencontrés.

D. Combien de jours avez-vous passés avec les Semalis dans cette forêt ? — R. Le lendemain nous sommes partis avec les Semalis.

D. Avez-vous vu la personne qui est venue proposer aux Semalis d'aller se rendre ? — R. C'étaient des soldats et des kurdes. Ils disaient : « Venez vous rendre à la troupe, personne ne vous fera de mal. » Nous étions nombreux, nous autres avec les femmes et les enfants, nous étions un peu loin du groupe des hommes ; moi je n'ai pas vu, seulement on a dit et j'ai appris qu'ils étaient venus et proposaient d'aller se rendre.

D. A votre arrivée à Guéliéguzan, où vous êtes-vous d'abord arrêtés. En savez-vous l'endroit ? — R. Dans un champ qui est du côté où se trouve l'église du village ; là on nous a séparées des hommes et ces derniers pour se constituer prisonnier sont été amenés au camp, tandis qu'on nous conduisait du côté de l'église, sur le haut du village.

D. Qui a divisé les hommes des femmes ? — R. C'étaient les gendarmes.

D. Qui est le kurde qui vous a emmenée ; comment s'appelle-t-il, et où se trouve son campement ? — R. Je ne le connais pas ; on le nomme Emer, Emer-Kako. Je ne connais pas ces endroits ; son campement était très loin ; c'était à une journée de distance.

D. Quand le kurde vous a amenée de Guéliéguzan, était-ce le jour même de votre arrivée ou bien après que vous y êtes restée quelques jours ? — R. Les gendarmes nous entouraient et nous gardaient et quand on a divisé les jeunes femmes des autres, les gendarmes étaient toujours autour de nous. Quand le kurde est venu me chercher, il m'a emmenée le jour même de notre arrivée : moi je ne suis pas restée la nuit à Guéliéguzan et quand le kurde m'a enlevée, midi était passé.

D. Quand on a séparé les hommes de vous, toutes les femmes ont été conduites ensemble sur le haut du village, qu'est-ce qui s'est passé ? qu'est-ce que vous avez vu ? — R. Quand le kurde, me prenant par la main, m'emmenait avec lui, j'ai vu deux gendarmes qui faisaient avancer une femme ; elle était enceinte et ne pouvait pas marcher ; on la forçait de se presser ; elle n'a pas pu avancer et s'est arrêtée ; les gendarmes lui ont fendu le ventre et retiré l'enfant et ensuite après avoir placé l'enfant sur la poitrine de la mère, on l'a tuée. A part ça, je n'ai plus rien vu, ni rien appris : le kurde m'emmenait à ce moment-là et nous nous sommes éloignés.

D. Quand vous étiez au campement de ce kurde, s'est-on conduit incorrectement à votre égard ? — R. Non ; je n'ai rien à dire.

D. Avez-vous des enfants ? — R. Non ; il n'y a pas encore deux ans que je suis mariée.

D. Savez-vous où se trouve votre mari ? — R. J'ignore l'endroit où il se trouve.

D. Vous jurez que tout ce que vous venez d'avancer est vrai ? — R. Oui je suis prête à faire serment.

Des habitants du village de Chenik :

Signé : ANNA, Fille de Boghos et Femme de Dané.

Le 4 juin 1895.

Interrogatoire du nommé Tavo, Fils d'Artin, Muletier, Habitant du Village de Sorda, de la Plaine de Mouch, le 20 juin 1895.

(Traduction.)

D. Quel est ton nom ? R. C'est Tavo.

D. Quel est le nom de ton père ? — R. Il se nomme Artin.

D. Quel âge as-tu ? — R. Je ne sais pas au juste, je dois avoir 30 à 35 ans.

D. De quel pays es-tu ? — R. Je suis du village de Sorda.

D. Quelle est ta profession ? — R. Je suis muletier.

D. Aux questions qui te seront posées à présent, tu auras à répondre exactement tout ce que tu as vu et entendu sans y ajouter ni diminuer et au besoin tu dois prêter serment afin de constater la vérité de ce que tu auras dit ? — R. Oui ; je dois raconter exactement ce que j'ai vu et entendu et je suis prêt à faire serment, au besoin, parce que je n'avancerai que ce que je sais.

D. Es-tu allé, l'année dernière, avec les soldats à Talori ? — R. Oui, j'étais avec eux.

D. Dis-nous, alors, comment tu y es allé, et qu'est-ce que tu as vu et entendu dans ces parages ? — R. Accompagné des deux chevaux que je possède, je me rendais de mon village à Mouch pour y trouver à transporter des charges ou des voyageurs. Entre le village de Tcherig et la ville, deux gendarmes m'ont retenu pour le compte du Gouvernement. D'autres chevaux chargés et qui venaient d'être également arrêtés au village de Sakavi, nous rejoignirent près de la ville : c'étaient les chevaux de Hadji Essed et de Minas emmenés ensemble en ville. Je crois me souvenir que nous sommes restés à Mouch même deux ou trois jours, et on avait mis des gendarmes pour nous surveiller. On a chargé sur l'un de mes chevaux des tentes et sur l'autre de la farine. Ces tentes et la farine dont on a chargé mes chevaux étaient au 3^e bataillon venu de Bitlis. Je ne sais quel jour était le jour de notre départ. Seulement c'était au moment de la moisson. De Mouch nous sommes partis par la voie directe qui arrive d'abord à Chenik, où nous avons passé la première nuit ; les soldats ont dressé leurs tentes de l'autre côté en dehors du village ; nous autres nous avons emmené nos chevaux dans le village. Les habitants n'y étaient pas et le village était ruiné et incendié, seulement les tribus nomades y étaient qui emportaient des épis des champs et les battaient avec du bois pour en

séparer la paille de l'écorce. Les tentes des soldats étaient dressées en haut du village, c'est-à-dire du côté de Mouch ; tous les bataillons partis avec nous étaient campés au même endroit et sur une même ligne. Mais d'autres soldats qui étaient partis avant nous, j'ignore combien de temps avant, avaient leurs tentes dressées de l'autre côté du village, bien loin. De là nous sommes partis le matin, nous avons passé au milieu de Semal, qui était aussi brûlé. En traversant ce village, nous sommes allés à Guéliéguzan. En route nous nous sommes arrêtés un peu quelque part. A Guéliéguzan nous avons déchargé les bagages sur la hauteur en deçà du village. Au moment où nous déchargions, le clairon a sonné et les soldats, groupes par groupes, se sont dirigés vers les montagnes et les vallées ; après leur départ, de toutes parts nous arrivaient sans interruption les bruits des coups de fusil. Le lendemain j'ai monté près du campement où j'ai rencontré un vieillard blessé, une vieille femme et deux jeunes filles, qui pleuraient ; des soldats les entouraient. J'ai osé demander à la femme la cause de leurs pleurs, elle m'a répondu qu'elle pleurerait à cause de l'assassinat de son fils, le père de ces deux jeunes filles. Un des soldats a répliqué qu'il ne fallait pas pleurer sur la mort d'un chien, et que d'ailleurs le même sort devait leur arriver. Le lendemain matin je ne les ai plus revus au campement et en ayant demandé la cause à un soldat, il m'a répondu qu'on leur avait délivré des feuilles de route et on les avait expédiés. En apercevant que je ne comprenais pas sa réponse, il a ajouté qu'on avait tué ces personnes. Le quatrième ou le cinquième jour de notre arrivée à Guéliéguzan, une foule d'hommes, de femmes, et d'enfants sont arrivés, des zaptiés sont allés à leur rencontre et ont séparé les hommes. Les femmes et les enfants ont été réunis ensemble sur la hauteur du côté de l'église près les murs d'une maison ruinée et incendiée. Un officier et des gendarmes sont restés autour d'eux pour les garder à vue. Quant aux hommes, qui étaient au nombre de trente-huit plus le prêtre du village et le kiahia nommé Chero, soit en tout quarante personnes, en les séparant des femmes et des enfants on les a conduits au camp où on les a fait asseoir et on les a interrogés longuement. Ensuite une partie des soldats ont creusé des fosses à un endroit à peu de distance des tentes. Je me souviens exactement que nous sommes restés six jours à Guéliéguzan. C'est le quatrième ou le cinquième jour, je ne me rappelle pas au juste cette date, que ce groupe est arrivé. Une nuit, je ne saurais préciser si c'est la première ou la seconde nuit de l'arrivée de ces hommes, je veillais pour garder les chevaux en compagnie d'un muletier turc. C'était deux heures et demie de la nuit passée. Ce muletier turc, dont j'ignore le nom et qui venait de descendre en ce moment du campement m'a dit : « Tavo, pourquoi ne pensez-vous pas aux moyens de votre salut ? Ce colonel est un homme sans conscience et sans Dieu : il vous tuera. » A la suite de ces propos je suis allé près d'une roche pour réfléchir sur la situation dangereuse dans laquelle nous nous trouvions et d'où il était impossible de sortir, étant entourés de tous côtés par les tribus kurdes. Je suis retourné auprès de mon compagnon turc et assis par terre nous causions ensemble quand des cris de pleurs me sont parvenus à l'oreille. Le muletier turc, mon voisin, m'expliqua qu'on massacrait les gens qui étaient venus se constituer prisonniers. A 4 heures passées je suis allé réveiller Minas pour lui faire faire la garde à son tour et je me suis endormi. Deux heures ou une heure et demie avant l'aube, un muletier turc est venu nous chercher et nous a réveillés en disant : « Garo, Tavo, Minas, on vous appelle ? » Nous nous sommes levés, Garo et moi, et en laissant Minas de nouveau

près des chevaux, nous nous sommes rendus au campement ; là on nous a emmenés chez un officier, lequel à son tour nous a conduits à une autre tente où il se trouvait deux officiers, dont l'un était Kol Aghassi mais l'autre je ne sais pas exactement ; il devait être un Binbachi. Ce dernier nous a demandé le nombre des muletiers chrétiens accompagnant la troupe ; j'ai répondu qu'à part Garo et moi il y avait un autre aussi qui en ce moment faisait la garde près des chevaux, quant à l'autre, c'est-à-dire à Garo, de Ziaret, il avait été envoyé à Mouch pour apporter des provisions. Cet officier nous a recommandé de rester auprès des tentes pour environ une heure, après il allait nous appeler pour nous donner des ordres. Nous avons donc attendu auprès de sa tente environ une heure et après on est venu nous chercher de nouveau. En ce moment-là le jour avait commencé à paraître. Il m'a envoyé chercher Minas auprès des chevaux et je l'ai pris avec moi. Cet officier que je crois être Binbachi nous a conduits dans une tente de soldats, d'où il a fait sortir les soldats qui s'y trouvaient et nous a dit : « Le colonel ordonne que vous retourniez à Mouch. » Nous avons demandé pour nos chevaux ; il nous a dit que ceux-ci devaient rester, et que c'était seulement à nous de retourner ; alors nous lui avons fait voir qu'il y avait danger pour notre vie pendant le voyage, et il répondit que ce n'était pas à nous de penser sur ce point, lui ayant prescrit le nécessaire. Ensuite la troupe étant en train de se préparer pour se mettre en route, nous avons chargé les chevaux et une fois les bataillons partis vers Talori nous sommes retournés à Mouch accompagnés d'un sergent à qui le Binbachi nous avait recommandés, en le tenant responsable, et d'une quinzaine de soldats dont la plupart étaient malades.

D. Combien de jours avant votre départ Garo, de Ziaret, avait été envoyé à Mouch pour provisions ? — R. Garo était parti deux jours avant nous.

D. Au moment où tu te trouvais à Guéliéguzan, as-tu entendu parler des soldats tués ou blessés ? — R. Non, je n'ai rien entendu.

D. Au moment de ton arrivée à Guéliéguzan, dans quel état as-tu vu le village ? — R. Le village était incendié. De quelques maisons la fumée sortait encore ; seulement un moulin était resté intact, et qui a été brûlé au moment où nous nous y trouvions.

D. Où est-ce que se trouvaient en ce moment les habitants de ces villages ? — R. Ils étaient sur l'Antok-Dagh.

D. Durant les six jours d'arrêt les soldats restaient-ils tranquilles ? — R. Une partie, divisée en groupes, se promenaient dans les vallées et sur les montagnes pour découvrir des arméniens ; les coups de fusil bien souvent arrivaient à mes oreilles ; une autre partie de soldats cherchaient des objets cachés comme de leur côté les kurdes étaient occupés à piller.

D. Tu as dit que le kiahia Chero et le prêtre du village y étaient. Connaissais-tu Chero auparavant ? — R. Non, je ne le connaissais pas ; les soldats me l'ont dit.

D. Les soldats qui étaient restés au campement loin de Chenik à quel moment sont-ils venus à Guéliéguzan ? — R. Ils sont venus le même jour avec nous.

D. Le muletier Garo de Mouch est-il parti ensemble avec vous de cette ville ? — R. Non, il n'était pas avec nous, je ne me souviens pas au juste ; il est arrivé à Guéliéguzan deux ou trois jours après ; le muletier Ahmed l'accompagnait.

D. Qui y avait-il de muletiers Mahométans ? — R. Il y en avait beaucoup ; j'en connais seulement le muletier de Hadji Esset, nommé Ahmed.

D. As-tu été payé pour le louage de tes chevaux ? — R. Oui, j'ai reçu mon argent par l'entremise du muletier Ahmed.

D. Il y a des gens qui disent que les soldats sont restés à Guéliéguzan seulement trois jours. Le colonel aussi dit qu'on y est resté trois jours. Pourquoi dis-tu que vous êtes restés six jours ? — R. Je me souviens exactement que nous sommes restés six jours à Guéliéguzan. A dater du jour du départ de Mouch, nous y sommes retournés après huit jours au complet ou bien le neuvième jour ; ce détail n'est pas bien resté dans ma mémoire, seulement je me souviens bien dans tous les cas que ce n'était pas moins de huit jours.

D. Quand Garo de Ziaret est venu à Mouch pour des provisions, est-ce que le groupe venant se rendre était arrivé ? — R. Je ne me souviens pas exactement ; je crois qu'il devait être de retour à Mouch quand ce groupe est venu.

D. As-tu entendu l'arrivée à Guéliéguzan d'un cheik ? — R. Oui, il est venu ; on le dit Zeilekli ou Zelekli, je crois le cheik de Zéilan ; je crois qu'il y est resté une nuit, je ne me souviens pas exactement ; nous avions peur et nous n'avions pas la tête à nous.

D. As-tu vu des cadavres de tes propres yeux ? — R. J'en ai vu un seul de loin. De peur nous ne pouvions pas bouger d'à côté de nos chevaux.

D. On dit qu'en ce moment-là il n'y avait pas de muletiers chrétiens avec les soldats ; comment pourras-tu attester que vous étiez avec eux ? — R. Comment attester ? tous ceux qui me connaissent à Mouch peuvent dire que je les ai accompagnés.

D. Quand tu étais à Guéliéguzan, qu'est-ce que tu as entendu au sujet du prêtre et du kiahia Chero venus avec le groupe ? — R. J'y ai entendu qu'on les a massacrés. Je n'ai pas entendu autre chose.

D. Sais-tu écrire, as-tu un cachet ? — R. Non ; je ne sais pas écrire et j'ai laissé mon cachet au village, à la maison.

D. Alors il faut appliquer le doigt à cet interrogatoire ? — R. Très bien.

Des habitants du village de Sorda :

Signé : TAVO, fils d'Artin.

Mouch, le 8 (20) juin 1895.

Interrogatoire du nommé Minas, Muletier, Fils d'Agop, du Village de Sorda, de la Plaine de Mouch, le 20 juin 1895.

(Traduction.)

D. Quel est ton nom ? — R. Mon nom est Minas.

D. Quel est le nom de ton père ? — R. C'est Agop.

D. D'où es-tu ? — R. Je suis des habitants du village de Sorda.

D. Quel âge as-tu ? — R. Je ne sais pas exactement ; peut-être 25 ans.

D. Quel est ton métier ? R. Je suis muletier.

D. Aux questions qui vont être maintenant posées tu auras à répondre exactement ce que tu as vu et entendu sans y ajouter ni diminuer, et au besoin tu auras à faire serment afin de constater la véracité de ce que tu auras dit ? — R. Oui ; je suis tout disposé à relater exactement ce que j'ai vu et entendu, et au besoin je suis prêt à faire serment.

D. Étais-tu avec la troupe qui s'est rendue l'an dernier à Guéliéguzan et à Talori ? — R. Oui ; je me suis trouvé avec cette troupe.

D. Où et comment t'a-t-on appelé, et dans quelles conditions, et combien de temps es-tu resté avec la troupe ? — R. J'étais parti après avoir pris mon chargement, lorsqu'au village de Sakavi, à 3 heures de la nuit, on est venu nous faire recharger les chevaux, et on nous a fait retourner à Mouch. C'étaient des gendarmes envoyés après nous ; il étaient huit ; les chevaux de Hadji Esset étaient avec moi. On a engagé nos chevaux pour une durée indéterminée, et nous sommes restés trois jours à Mouch gardés à vue, et nos chevaux étaient emmenés par des gendarmes en dehors de la ville pour paître. J'avais deux chevaux : on a chargé sur l'un des tentes, et sur l'autre des munitions. Je ne sais pas quel jour nous sommes partis, je me souviens que c'était le 3^e bataillon arrivé de Bitlis, sous les ordres duquel je me trouvais placé. De Mouch nous sommes allés par la voie directe allant à Semal. Nous avons passé la première nuit en-dessus de Semal, près de la source. La route allant d'ici, c'est-à-dire de Mouch, se trouve entre Chenik et Semal ; du reste la distance entre ces deux villages n'est que de dix à quinze minutes. Le matin nous nous sommes mis en route en nous dirigeant par la hauteur qui conduit vers Guéliéguzan. Nous avons fait halte dans une prairie verte située entre Semal et Guéliéguzan, mais sans décharger les chevaux. En cet endroit la troupe a déjeuné sur pied, et, après un repos de quelques minutes, nous sommes repartis. A notre arrivée sur la hauteur de Guéliéguzan, le clairon a sonné, et tout de suite après les soldats, se divisant en groupes, se sont dispersés dans des directions différentes, et aussitôt des coups de fusil commencèrent à se faire entendre sans qu'il nous fût possible de voir ou comprendre ce dont il s'agissait. Néanmoins, au moment où nous aidions les soldats à dresser les tentes, j'ai entendu qu'ils se disaient entre eux : « Nous avons tué quatre hommes. » Le matin du troisième jour de notre arrivée, le temps était couvert, j'ai vu sur la montagne d'en face un groupe de femmes et d'enfants qui venaient pour se rendre. Quand ils se sont rapprochés davantage, des hommes ont été envoyés au devant d'eux, qui, en se rendant au milieu d'eux, les divisèrent en deux groupes : une partie, les hommes, a été dirigée au camp, et l'autre partie, composée de femmes et d'enfants, a été conduite ailleurs. Le jour de l'arrivée de ce groupe un cheik est venu au camp. Cette nuit s'est écoulée sans aucun incident. A 2 heures de la seconde nuit nous avons entendu des cris déchirants et des vacarmes. Le groupe d'hommes qu'on avait emmené aux tentes était composé de trente-huit personnes, d'après ce que j'ai pu compter ; en outre, il se trouvait un prêtre avec eux. Le lendemain matin de cette nuit où nous avons entendu ces vacarmes, j'ai appris par des soldats de connaissance que pendant la nuit tous avaient été tués et massacrés. Nous n'osions pas leur adresser des questions directes, mais comme assis auprès de nous ils se parlaient entre eux, j'ai entendu. Ensuite on m'a envoyé chercher les chevaux ; des soldats s'apercevant que j'étais arménien m'ont menacé de me couper les oreilles et le nez. J'ai pris la fuite. Ils m'ont poursuivi, mais j'ai rencontré en chemin un autre soldat qui m'a protégé et sauvé. Au bout de huit jours on nous a congédiés, tout en gardant nos chevaux. Ils se sont dirigés du côté de Talori, tout en nous faisant retourner à Mouch. Nous sommes donc rentrés chez nous, et ce n'est seulement que quarante jours après que nos chevaux nous ont été remis.

D. Tu dis qu'on vous a fait retourner huit jours après ; à partir de quelle date comptes-tu ces huit jours ? — R. C'est comme ça qui me vient à la mémoire, et je me souviens que nous sommes restés huit jours à Guéliéguzan. Le neuvième jour au matin on nous a retournés, et les soldats sont partis en même temps dans la direction de Talori.

D. Quels autres muletiers y avait-il avec vous tant Mahométans que Chrétiens ? connais-tu leurs noms ? — R. En fait de muletiers chrétiens il y avait : moi, les deux Garo et Tavo ; des mahométans il y en avait beaucoup, mais dont je ne connais que seulement l'un, le muletier de Hadji Esset qui s'appelle Ahmed.

D. Êtes-vous partis de Mouch ensemble tous les quatre muletiers chrétiens ? — R. Tavo, Garo, du village de Ziaret, et moi nous sommes partis ensemble. Nous autres nous sommes arrivés à Guéliéguzan le matin vers midi. Le même jour vers le soir Garo de Mouch est venu nous y rejoindre.

D. Est-il venu d'autres soldats à Guéliéguzan après votre arrivée ? — R. Le lendemain de notre arrivée sont venus nous rejoindre à Guéliéguzan les soldats qui campaient depuis une semaine au-dessus de Semal.

D. De quel côté du village restais-tu à Guéliéguzan ? — R. Du côté de l'église. Les tentes des soldats étaient sur la hauteur qui regarde sur le village, dans la direction de Mouch.

D. Êtes-vous rentrés ensemble les quatre muletiers chrétiens ? — R. Garo, du village de Ziaret, était déjà retourné pour des provisions. Quant à Mouchli Garo, moi et Tavo nous sommes retournés ensemble.

D. Tu as dit qu'on a séparé les femmes et les enfants. Où ont-elles été emmenées ces femmes ? les as-tu vues ensuite ? — R. Elles se trouvaient du côté de l'église, sous garde, c'est-à-dire sous la surveillance des gendarmes. On les apercevait de loin, jusqu'au jour de mon départ. Je les ai vues de loin entourées de sentinelles. Je ne sais pas ce qu'elles sont devenues ; les zaptiés étaient de la gendarmerie de Bitlis.

D. Pendant ton séjour à Guéliéguzan y avait-il des kurdes ? — R. Oui ; il y en avait. Ils fréquentaient toujours le campement des troupes, et ils recevaient une ration. Je ne saurais vous dire quels kurdes ils étaient, car on n'aurait jamais osé faire de pareilles questions.

D. Tu as dit qu'un cheik est venu à Guéliéguzan pendant que tu y étais ; qui était-il, et combien de jours y est-il resté ? — R. Je ne sais pas quel cheik il était. Au moment de sa venue on a dit que le cheik est arrivé ; il est resté une nuit aux tentes des soldats.

D. Pendant votre séjour à Guéliéguzan, qu'est-ce qu'y faisaient les soldats ? restaient-ils toujours près des tentes ? — R. Il y en avait qui restaient aux tentes, mais il y en avait aussi qui, divisés par groupes, se promenaient dans les vallées et sur les montagnes.

D. Pendant que vous étiez à Guéliéguzan, entendais-tu des coups de fusil ? — R. Comme j'ai dit plus haut, le jour de notre arrivée, et après que les soldats se sont dispersés par-ci par-là, j'ai entendu des coups de fusil. Après et durant mon séjour à Guéliéguzan, je n'ai plus entendu aucune détonation de fusil.

D. Au retour de Guéliéguzan, as-tu passé près des tentes des soldats ? et si tu y as passé, qu'est-ce que tu as vu dans ces endroits ? — R. Au moment où nous passions par là, les tentes étaient déjà enlevées. Je n'ai rien vu dans ces endroits de mes propres yeux, seulement j'ai appris qu'il y avait deux fosses près des tentes.

D. Les muletiers mahométans sont-ils rentrés avec vous, ou bien sont-ils allés avec les soldats ? — R. Tous les muletiers mahométans ont accompagné les soldats à Talori.

D. Après ton retour as-tu reçu le prix du louage de tes chevaux de l'autorité civile ou militaire, ou bien un bon ou bien un reçu ? — R. Je n'ai pu jamais toucher mes gages ; aucun argent ou bon ne m'a pas été donné.

D. Au moment de ton séjour à Guéliéguzan, as-tu entendu ce qu'est devenu le groupe des femmes ? — R. Je n'ai rien entendu à leur sujet, et je n'ai rien vu.

D. Sais-tu écrire pour signer ? — R. Non ; je ne sais pas écrire et je n'ai pas de cachet.

Des habitants du village de Sorda :

Signé : Le muletier MINAS, Fils d'Agop.

Mouch, le 8 (20) juin 1895.

Interrogatoire du Muletier Garabed, du Village de Ziaret.

(Traduction.)

Mon nom est Garabed, celui de mon père Bagdassar ; je dois avoir 40 ans ; je suis habitant du village de Ziaret ; je fais profession de muletier.

D. Es-tu allé l'année passée avec les bataillons à Chenik, Semal et Guéliéguzan ? — R. Oui, j'y suis allé. Ayant chargé ici mes chevaux de bagages pour Erzeroum, je les avais fait partir ; on les a fait revenir, et on a dit que je devais aller avec les troupes à la montagne. C'est le chef des muletiers qui a arrêté les chevaux. J'avais un seul cheval ; d'ici nous avons chargé des munitions et des provisions, et moi aussi je suis allé avec mon cheval.

D. Avec quel bataillon es-tu allé ? — R. Il y avait un bataillon de Mouch, un de Van, un de Bitlis et un autre était d'Erzeroum.

D. Ces bataillons sont-ils partis ensemble ? — R. Oui, tous sont partis ensemble.

D. Nous avons des renseignements qu'un bataillon était parti avant ; comment dis-tu qu'ils sont partis ensemble ? — R. Oui ; un bataillon se trouvait à Chenik, et de là il est parti ensemble avec les autres. Moi j'étais avec le bataillon de Bitlis ; le bataillon se trouvant à Merguémouzan y était allé quelques jours auparavant.

D. Qui est-ce qu'il y avait avec toi, des muletiers chrétiens ? — R. Il y avait avec moi : Garo, fils de Khazar, de Mouch ; Tavo, de Sorda ; et Minas, de Sorda. Les chevaux de Garo sont venus avec nous, lui est resté pour des provisions, et est venu deux jours après.

D. Où est restée la troupe le soir de votre départ ? — R. Le soir du jour de notre départ de Mouch, elle est restée dans les champs de ce côté-ci du village de Chenik, c'est-à-dire dans les champs situés en haut du village.

D. A votre arrivée à Chenik, où se trouvait le bataillon parti précédemment ? — R. Il était à Merguémouzan.

D. Combien de nuits êtes-vous restés à Chenik ? — R. Seulement une nuit ; le lendemain matin nous sommes partis.

D. Les soldats de Merguémouzan aussi sont-ils partis le même jour que vous ? — R. Oui, ces soldats aussi sont partis ensemble, et le soir en arrivant à Guéliéguzan ils se sont rejoints. Les chevaux de charge des soldats de Merguémouzan étant insuffisants, une partie des charges a été expédiée en avant, les chevaux revenant le soir même le reste des bagages a été transporté à Guéliéguzan.

D. En route vous marchiez avec les troupes ? — R. Oui ; nos charges étant de munitions et de provisions, une partie des soldats était en avant, et une autre venait après nous.

D. Sous les ordres de qui les muletiers se trouvaient ? — R. Sous les ordres d'un officier, mais j'ignore son nom.

D. En route, de Chenik à Guéliéguzan, vous êtes-vous arrêtés quelque part pour vous reposer ? — R. Oui ; en montant d'à côté de l'église de Semal, à un endroit plat, nous y sommes restés une heure ou une demi-heure ; nous avons déjeuné et nous avons fumé ; les chevaux sont restés avec leurs charges. A l'endroit où nous étions restés il y avait un cours d'eau. Ce chemin est le chemin direct.

D. Etant en route pour aller à Guéliéguzan, avez-vous entendu des coups de fusil ? — R. De Chenik jusqu'à l'endroit où nous nous sommes arrêtés je n'ai rien entendu, mais à partir de ce moment les détonations de coups de fusil nous arrivaient constamment. Je n'ai pas vu de combats de mes propres yeux.

D. Où se trouvait l'emplacement de l'armée à Guéliéguzan ? — R. C'est sur la hauteur, dans la direction de Mouch, de la vallée du village qu'ils avaient dressé les tentes. Nous avons déchargé les bagages à un endroit plat à côté des tentes. Une partie des soldats était arrivée avant nous avec ses chevaux de bagages. Au moment où nous déchargions, les soldats étaient autour des tentes, et quelques-unes des tentes avaient été dressées. Mais après que nous avons déchargé une partie des soldats est descendue sur les villageois se trouvant dans les champs occupés à les arroser, dans l'intention de les poursuivre. Une partie était déjà en train de poursuivre ces villageois, une partie aussi est allée au moment où nous déchargions.

D. Où étaient vos chevaux ? — R. Je suis resté avec mon cheval, de ce côté-ci de l'eau, dans les jardins, en bas de la maison de Bedo. Il y avait beaucoup de chevaux. Je suis resté avec mes compagnons une nuit dans cet endroit. Garo n'était pas encore venu ; le lendemain nous sommes allés de l'autre côté de l'eau, du côté de l'église. Il y avait aussi, à côté de nous, des muletiers musulmans.

D. Combien de jours es-tu resté là ? — R. Je suis resté à Guéliéguzan quatre jours, le cinquième jour au matin on m'a appelé aux tentes, et on m'a dit que c'était mon tour pour aller à Mouch pour les provisions.

D. Avec combien de chevaux es-tu venu à Mouch ? — R. Avec mon cheval et celui de Minas ; ce dernier lui-même est resté avec Garo et Tavo. Avec moi un muletier musulman aussi est venu ; on a mis aussi avec nous des soldats.

D. Durant les quatre jours que tu es resté, est-ce que les soldats restaient à leur place ou bien allaient-ils quelque part ? — R. Oui ; toujours quelques-uns sortaient ensemble, partaient dans toutes les directions, dans les vallées ; de tous côtés on voyait des soldats.

D. Y avait-il des kurdes aussi et de quelles tribus étaient-ils ? — R. Il

y en avait beaucoup ; je ne connais pas les tribus ; il y en avait beaucoup mêlés aux soldats et à part ; partout on voyait des soldats et des kurdes.

D. Durant ces quatre jours entendais-tu des coups de fusil ? — R. On en entendait beaucoup ; du côté de l'Antok ; d'autres côtés, des vallées. Nous ne pouvions pas nous promener, nous aussi nous avons eu peur là.

D. Dans ces quatre jours, est-ce que tu te rendais aux tentes ? — R. Oui ; j'y allais de temps à autre pour le besoin de trèfle, on avait besoin de chevaux.

D. Est-ce que tu as vu de tes propres yeux le va et vient des kurdes aux tentes ? — R. Oui ; j'ai vu qu'ils allaient et venaient.

D. Qui est-ce que tu as vu des Aghas et des chefs kurdes ? — R. Je ne les connais pas moi, mais j'ai entendu que le cheik est venu. Et on ne me laissa pas aller près de la tente où il se trouvait quand j'allais retirer des cordes de sur les bagages.

D. De qui tu as entendu l'arrivée du cheik, et l'as-tu vu ? — R. Je l'ai su de mes compagnons musulmans et chrétiens, je ne l'ai pas vu, on m'indiqua sa tente. Je n'ai pas vu son arrivée parce que là où restaient nos chevaux c'était dans la vallée.

D. Durant ces quatre jours as-tu vu des arméniens dans ces endroits ? R. Oui ; j'ai vu, nous étions en train avec Garo de faire boire les chevaux ; ils sont venus du côté de Talori, et se sont arrêtés près de l'eau ; il y avait des enfants aussi des filles et des femmes. D'en haut des soldats sont descendus et on a conduit les femmes et les enfants dans un champ de maïs se trouvant sur le haut de l'église, et les hommes vers les tentes.

D. Quelle heure était-il quand ces arméniens sont venus ? — R. C'était avant midi.

D. Combien de jours après l'arrivée de ces arméniens es-tu parti de Guéliéguzan ? — R. Je suis resté la nuit de leur arrivée ; je suis resté le lendemain et la nuit de ce jour et le troisième jour au matin je suis parti.

D. Es-tu bien sûr de ce calcul que tu nous fais ? — R. Je viens de vous dire ce que je sais.

D. Combien de jours après toi, Garo est-il retourné à Mouch ? — R. Moi, je suis arrivé à Mouch le soir, le lendemain soir Garo aussi y est arrivé.

D. As-tu vu de tes propres yeux ces arméniens sous les tentes ? — R. Oui ; je les ai vus aux tentes, j'y suis allé après, ils n'y étaient plus, nous avons entendu qu'ils les avaient tués, qu'est-ce qu'ils sont devenus, se sont-ils enfuis, que sais-je, moi ?

D. Où est-ce que tu as entendu cela ? — R. Je l'ai entendu à Guéliéguzan.

D. Où se trouvaient les femmes au moment de ton départ ? — R. Les femmes se trouvaient là sous la garde des sentinelles, au moment où nous sommes revenus.

D. Y avait-il des gendarmes avec les soldats, et qui était leur officier ? — R. Il y avait des gendarmes ; je ne connais pas leur officier.

D. Y avait-il des muletiers musulmans ; sais-tu leurs noms ? — R. Il y en avait, des gens de ma connaissance, le fils de Gul Ali, et aussi Ahmed, l'homme d'affaires de Hadji Esset ; les autres je ne les connais pas, c'est-à-dire je ne sais pas leurs noms.

D. Qu'est-ce que Garo t'a raconté, à son retour à Mouch ? — R. J'ai emmené les chevaux devant la porte de Garo, son allié m'a appelé et m'a

dit que Garo était venu de la montagne. Je suis allé après et j'ai vu que Garo, Minas et Tavo sont venus ; je leur ai demandé la cause de leur retour et pourquoi ils avaient laissé leurs chevaux et étaient retournés. Il m'a dit : « Qu'est-ce que nous ferons de chevaux, on allait nous tuer ». Il a dit : « Le matin nous nous sommes levés, on nous a appelés ». Garo, Minas et Tavo y sont allés. Je ne sais si c'est le miralaï ou le binbachi qui a dit qu'ils devaient retourner. Garo a demandé pour leurs chevaux, il a répondu que les chevaux devaient y rester, des bagages de l'Etat ne pouvaient pas être abandonnés. « Au retour, si les chevaux restent on vous les rendra et on vous paiera les gages, en cas d'accident aux chevaux, nous vous paierons la contre-valeur.

D. Qu'est-ce que sont devenus les chevaux qui étaient avec toi ? — R. Quand j'ai appris cette nouvelle de Garo, nuitamment nous avons pris les chevaux et nous nous sommes enfuis dans notre village.

D. D'où est-ce que tu as reçu les gages de tes chevaux ? — R. Je n'ai pas reçu mes gages ; une de mes cordes de bagages aussi y est restée. Garo est allé jusqu'à Bitlis et il y a reçu ses gages.

D. As-tu vu des cadavres à Guéliéguzan ? — R. Non ; au moment où je me trouvais à Guéliéguzan, je n'ai pas vu de cadavres.

D. Au moment où tu te trouvais à Guéliéguzan, as-tu entendu que des soldats aient été blessés ou morts ? — R. Non, je n'ai pas entendu.

D. Au moment de ton arrivée à Guéliéguzan, dans quel état se trouvait le village ? — R. Il était incendié ; la fumée s'élevait encore d'une part.

D. Jureras-tu que tout ce que tu viens de dire est vrai ? — R. Oui, je jurerais.

Signé : Muletier GARABED, fils de Bagdassar.

Mouch, le 4 (16) juin 1895.

Interrogatoire du muletier Garabed, de Mouch, le 3 juin 1895.

(Traduction).

Nom : Garabed.

Fils de Khazar.

Age : 60 ans.

Profession : muletier.

D. Es-tu allé l'année passée avec les troupes à Kavar ? — R. Oui, j'y suis allé.

D. Raconte-nous alors ce que tu y as vu, dis la vérité ? — R. D'ici on a engagé nos chevaux pour le 2^e bataillon d'infanterie de Bitlis. Trois bataillons sont partis d'ici ensemble, avec le colonel ; je ne connais pas son nom, c'est celui qui se trouve ici à présent. Nous sommes allés d'ici à Chenik ; nous y sommes restés une nuit ; le lendemain nous sommes partis de là et sommes allés à Guéliéguzan ; là on a dressé les tentes. Nous sommes partis de Mouch samedi. La nuit précédant notre départ l'étoile a brillé ; le matin nous sommes sortis de Mouch. Nous autres, nous allions derrière les soldats. Je suis resté un jour en arrière ; à Semal la caravane était partie ainsi que les soldats. Le 4^e bataillon de Mouch, qui depuis longtemps, peut-être depuis plus d'un mois, s'y trouvait, je suis resté là auprès de ce bataillon, parce que notre pain étant resté en arrière, je l'ai attendu. De là, le lendemain, avec le 4^e bataillon, nous sommes allés à

Guéliéguzan ; au moment de notre arrivée, c'était environ 4 heures, tous les muletiers avec les chevaux étaient dans les environs de l'église, mais nous allions et venions aux tentes, pour prendre de la nourriture pour nous.

D. Combien de jours y es-tu resté ? — R. C'est le samedi que nous sommes partis d'ici et arrivés à Chenik ; moi, à vrai dire, je n'ai pas pu partir ce jour-là. C'est le deuxième jour, c'est-à-dire dimanche, je ne suis pas sûr du jour, mais la veille l'étoile a brillé ; le matin les soldats sont partis et moi le lendemain, avec Ahmed, kiahia de Hadji Kourban Agha, qui avait engagé aux troupes 20 chevaux ; le nom du père d'Ahmed est Feyzo. A Chenik, comme j'ai déjà dit, je suis resté une nuit, et le matin je suis allé avec le 4^e bataillon à Guéliéguzan. De lundi, jour de mon arrivée, je suis resté jusqu'à samedi. Le jour de samedi, nous autres, c'est-à-dire les muletiers chrétiens, on nous a renvoyés vers Mouch, et les bataillons sont allés vers Talori. Le chef de bataillon Saleh, qui se trouve ici, a dit : « Si je vous emmène à Talori, là les soldats et les kurdes ne vous connaissent pas ; il peut se faire qu'ils vous tuent ; pour cela nous retenons vos chevaux, mais vous, retournez-vous en ».

D. Qui était là, les muletiers chrétiens à part toi, et quels étaient leurs noms ? — R. Garo, du village de Ziaret ; Minas et Tavo, du village de Sorda.

D. Qui étaient les muletiers musulmans ? Sais-tu leurs noms ? — R. Il y en avait beaucoup ; je sais seulement ceux qui étaient de Mouch : Ahmed-ben-Feyzo et deux fils dudit Ahmed-ben-Feyzo se trouvaient au service des chevaux ; le nommé Ibo, d'origine kurde, mais habitant depuis longtemps Mouch, celui-ci aussi était au service d'Ahmed ; le nommé Ali qu'on appelle Gul Ali aussi avec un cheval à lui appartenant. Après notre retour, l'oncle de ce même Ali nommé Yassin, avec ses cinq chevaux s'y est rendu, c'est-à-dire près des bataillons, les chevaux s'y trouvaient déjà chez Ali. Il y avait encore Moussa ; ce dernier est mort à Mouch de choléra ; je ne connais pas les autres.

D. Au moment où tu te trouvais à Guéliéguzan, les soldats y sont-ils restés toujours sans mouvements, où sont-ils allés quelque part ? — R. Au moment où j'y étais, ils ne sont allés nulle part. Mais le jour de mon départ toutes les troupes se sont mises en marche ensemble.

D. Au moment où tu étais à Guéliéguzan, n'as-tu pas vu de combats, ou bien n'as-tu pas entendu des coups de fusil ? — Je n'ai pas vu de combats, mais quelquefois on entendait des coups de fusil dans les vallées.

D. Au moment où tu étais à Guéliéguzan, y as-tu vu des kurdes nomades ou autres kurdes dans le camp ou aux environs ? — R. Il y en avait beaucoup, les chefs allaient et venaient au camp. Le Cheik aussi y était, on disait le Cheik de Zeilan, je ne sais pas au juste.

D. Où s'était-il installé le Cheik de Zeilan ? — R. Au milieu des tentes ; il allait et venait à la tente du Colonel pour converser. Mais je ne sais s'il y avait de tente particulière à lui ou non.

D. Y as-tu vu le Cheik de tes propres yeux ? — R. Je ne l'ai pas vu de mes propres yeux, mais je sais bien qu'il y était et à son arrivée le bataillon est sorti pour présenter les armes. J'ai demandé la cause, on a dit : « le Cheik est venu ».

D. Quel jour le Cheik y est venu ? — R. Il y avait deux jours que j'y étais arrivé lorsque le Cheik est venu. Mais de là est-il parti avec la troupe,

ou bien a-t-il pris une autre direction je ne le sais pas, parce que nous autres nous sommes venus à Mouch.

D. Tu as parlé de la présence là des tribus kurdes, quelles étaient ces tribus et qui étaient leurs Chefs? — R. J'y ai vu le Chef des Bekranli, c'est-à-dire Emer, et encore un autre, Mehemed Agha, de Khian; je ne connais plus les autres. Les kurdes y étaient nombreux.

D. Au moment où tu te trouvais à Guéliéguzan, où étaient les Arméniens, c'est-à-dire les gens de Kavar? — R. Je ne sais où ils se trouvaient, mais deux jours avant notre retour à Mouch, c'était le matin, vers midi, nous nous trouvions dans les tentes, voilà que de la montagne d'en face, c'est-à-dire, en face des tentes, dans la direction de Talori, de cette montagne, ont apparu une centaine ou 120 personnes, hommes, femmes et enfants, je ne sais pas au juste, je ne les ai pas comptés, qui sont venus vers les tentes. De leurs tentes, le colonel et le chef de bataillon regardaient avec des jumelles pour savoir quel était ce groupe nombreux et ont vu que c'étaient des hommes, des familles, femmes et enfants, venant sans armes et en désordre. On a envoyé d'en haut deux ou trois gendarmes qui sont allés au devant. Et eux aussi sont descendus sur le grand cours d'eau du village. Avant d'y arriver au delà de l'eau à trois ou quatre minutes de distance il y avait un champ de seigle; là les gendarmes les ont rejoints et là, dans le champ, on les a fait tous asseoir. Après une dizaine de minutes, un chef de bataillon et un capitaine d'état-major, et enfin un lieutenant connaissant le kurde — lui il était kurde — avec quelques soldats ensemble, sont descendus de là haut et sont allés à côté d'eux. Là, qu'est-ce qu'on s'est parlé? je l'ignore; ils les ont interrogés. De là, le Binbachi, le capitaine, et les autres sont retournés. Des sentinelles de soldats les ont entourés. Les officiers sont montés aux tentes, et sont entrés dans celle du colonel. Là ils ont conversé environ une demi-heure; je ne sais ce qu'ils se sont dit, et sont sortis de la tente. Un officier de gendarmerie avec quinze ou vingt zaptiés et un officier de l'armée se sont rendus là au milieu des familles. Là les filles et les femmes et les garçons au-dessous de quinze ans ont été séparés et dirigés sur le haut du village, c'est-à-dire, sur la hauteur du côté de l'église, sous la garde de l'officier de gendarmerie et de cinq ou dix gendarmes. Quant aux autres individus qui étaient au nombre de quarante-deux ou quarante-trois, il y avait foule, je les ai comptés ainsi, et un prêtre. Ils ont été conduits aux tentes où on les a divisés pour les répartir entre les tentes des compagnies en mettant dans chaque compagnie deux, trois, ou cinq personnes, et sur lesquelles on a posté des soldats en sentinelles. Nous autres nous sommes venus auprès de nos chevaux. Nous avons passé cette nuit-là, le matin nous sommes allés aux tentes pour des provisions pour nous, et nous avons vu que ces prisonniers qui s'étaient rendus étaient dans les tentes. Après avoir pris les provisions, nous sommes retournés auprès de nos chevaux. Le soir vers les 8 ou 9 heures on nous a prévenu d'aller emballer les effets afin de partir le lendemain. Aussi nous avons envoyé pour notre bataillon trois hommes; après avoir emballé, ils sont revenus. Je leur ai demandé: » Avez-vous vu de ces gens sous les tentes? » Ils ont répondu affirmativement. Le matin, en ce moment là l'aube commençait à 11 heures (dès le soir de la veille c'est pour ce moment qu'on avait demandé les chevaux), le matin à 11 heures nous avons conduit les chevaux auprès des tentes. Le clairon a sonné, on a plié les tentes. Au moment où nous emballions les tentes et

les bagages, on m'a appelé. Le Binbachi Effendi m'a appelé — c'était Saleh Effendi, le Binbachi du 4^e bataillon qui se trouve ici : « Garo », m'a-t-il dit, « combien de muletiers chrétiens y a-t-il ici ? » Je lui ai fait savoir que nous étions quatre ; l'un de nous était allé la veille pour apporter des provisions pour le bataillon, et que nous trois nous étions là. « Où sont vos deux autres compagnons qui sont ici ? » m'a-t-il demandé. Je lui ai répondu que : « Ceux-là sont en train d'emballer les tentes et les bagages ». Il m'a dit : « Mon enfant, il faut que tu ailles à Mouch avec tes compagnons ». Je lui ai demandé s'il nous donnait en même temps les chevaux et si nous pouvions les emmener avec nous. Il m'a informé que non, que les chevaux resteraient là. « Nous les ferons soigner », dit-il, « par les soldats ». « Est-ce que les soldats savent soigner les chevaux ? On les laissera sans manger et sans boire et ils périront, et moi je suis un homme pauvre ». « N'aie pas peur », me dit-il ; « si quelque chose arrive aux chevaux, vive le Sultan ! nous paierons la contre-valeur ; chargez les bagages, que les chevaux partent, nous allons mettre des soldats avec vous, qu'ils viennent vous emmener jusqu'à Mouch ». Nous avons chargé les bagages. Nous n'avons plus revu ces gens emprisonnés. Qu'est-ce qu'ils sont devenus, les ont-ils relâchés, se sont-ils sauvés, les ont-ils tués, je l'ignore. On nous a confié de là à des soldats ; nous sommes venus à Mouch. Les animaux, au nombre de huit, c'est-à-dire, appartenant à nous quatre. De ces huit chevaux, trois étaient venus à Mouch pour chercher des provisions, des cinq autres qui y étaient restés, à l'un, là, c'est-à-dire sur la montagne, d'extrême fatigue, les yeux ont été aveuglés, les quatre autres y sont restés sains. Les propriétaires des trois chevaux venus pour chercher des provisions se sont enfuis de Mouch nuitamment, ayant eu peur. Mes chevaux et ceux de mes compagnons nous ont été rendus sains et saufs au retour du bataillon, et nos locations, c'est-à-dire les locations des quatre chevaux, nous ont été payées intégralement.

D. Quand tu as reçu tes gages, as-tu donné un reçu signé ? — R. Non, à cause de l'existence d'une quarantaine de dix jours sur la route au moment du retour du bataillon à Bitlis et à cause que les quarante chevaux coûtaient 8 piastres chacun et par jour, on nous y a retenus trois jours ; on a prévenu à Bitlis et on nous a congédiés. Et mes gages, j'ai chargé Yassin de les toucher et il les a reçus et me les a apportés.

D. Quel était le muletier de tes compagnons qui était venu à Mouch pour provisions ? — R. C'était Garo, de Ziaret.

D. Au moment de ton arrivée à Guéliéguzan, est-ce que le village était brûlé et dans quel état se trouvait-il ? — R. Il était brûlé et dans quelques endroits la fumée s'élevait encore et au bas de l'église, un moulin, qui était intact, ceci aussi il l'ont brûlé, au moment où nous y étions. J'ignore celui qui l'a brûlé.

D. Qu'est-ce que tu as entendu sur le combat à Guéliéguzan ? — R. Je n'y ai rien vu, mais j'ai entendu que des gens se trouvaient dans les champs ; quand ils ont vu que les soldats sont venus, ils se sauvaient, les soldats tiraient sur eux.

D. Qui est Yassin que tu cites, où habite-t-il ? — R. Il est de Mouch, son père se nomme Mouharem.

D. Qu'est-ce que sont devenus les femmes, les filles et les enfants placés sur le haut de l'église ? — R. Nous y sommes restés deux nuits ; elles se trouvaient au haut de l'église sous la surveillance des sentinelles ; le

bataillon est parti, nous autres nous sommes venus de ce côté-ci, c'est-à-dire à Mouch.

D. Au moment où l'armée se trouvait à Guéliéguzan, est-ce que tu as vu l'arrivée d'autres groupes d'arméniens ? — R. Je n'en ai pas vu d'autres.

D. Au moment où tu as quitté Mouch, un jour plus tard que les troupes, quand tes autres compagnons en sont-ils partis ? — R. Ils étaient partis avec le bataillon un jour auparavant et ils étaient arrivés avant moi.

D. Pendant que tu étais à Guéliéguzan, y as-tu vu des cadavres ? — R. Non. De peur je ne me suis pas promené, cependant il y avait des muletiers turcs et des gendarmes qui avaient vu et qui racontaient.

D. Est-ce qu'il y avait des officiers de zaptiés à l'armée ? — R. Oui ; Husséin Agha, fils de Haki, qui est lieutenant ; il doit se trouver en ce moment à Boulanik ou bien il est à Mouch, je ne sais pas. Il y avait quelques autres officiers, je ne sais pas leurs noms.

D. Qu'est-ce que faisaient les kurdes qui étaient là ? — R. Là, les chefs des kurdes restaient aux tentes et les autres en bas ; ils cherchaient dans les ruines et les champs du beurre, fromage et d'autres objets. Au moment où je suis parti, je ne sais s'ils sont allés avec la troupe ou bien s'ils sont rentrés chez eux ; je ne le sais au juste.

D. Pendant les cinq jours de ton séjour, Ali, fils de Gulali, était-il là ? — R. Oui, il y était.

D. Après les événements ce dernier t'a-t-il parlé de ce qui s'était passé ? — R. Non, il n'a rien dit.

D. Feras-tu serment que tout ce que tu viens de dire soit la vérité ? — R. Oui, je ferai.

Des muletiers de Mouch :

Signé : GARABED KHAZARIAN.
(L. C.)

Mouch, le 21 mai (v. s.), (3 juin) 1895.

AFFAIRES ARMÉNIENNES

Projets de réformes dans l'Empire Ottoman.

1893-1897. — *Suite*(1).

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 23 juin 1895.

Je vous ai déjà fait connaître le sens de la note verbale que la Porte adressait aux ambassades de France, de Russie et d'Angleterre, en réponse au projet de réformes arméniennes remis le 11 mai dernier au Sultan par nos premiers drogmans.

J'ai l'honneur d'en envoyer le texte au Département. Il suffit d'y jeter un coup d'œil pour remarquer l'absence voulue de toute déclaration précise sur le projet de réformes. Si, d'un côté, elle déclare « acceptés en principe » les dispositions et articles du mémorandum et du projet des Puissances « non contraires aux lois et règlements de l'Empire », elle en excepte certains points et détails qui exigent examen et discussion.

Si elle fait allusion à la nomination « d'un fonctionnaire digne de considération » chargé de surveiller l'exécution des réformes, et si elle déclare que le Gouvernement impérial fera attention « à la proportion du nombre de ses sujets », en les appliquant, elle écarte implicitement le droit d'intervention des premiers drogmans auprès de la Commission de contrôle et se borne à parler des communications qu'ils pourraient faire, suivant l'usage, au Ministre des affaires étrangères.

Enfin, elle prétend constater que les ambassadeurs, « se basant uniquement sur l'article 61 du Traité de Berlin » et en dehors des prévisions de cet article, ne demandent pas un droit nouveau de surveillance « et elle prend acte des assurances données » par nous que « nos Gouvernements n'ont jamais songé à porter atteinte aux droits souverains du Sultan ». En terminant, elle ajoute que le Gouvernement ottoman « ne donne aux Puissances d'autre attribution que la faculté qui leur est conférée par le Traité de Berlin ».

Nous avons considéré, mes collègues et moi, la forme même sous laquelle le Sultan faisait tenir sa réponse comme insuffisante. Nous avons donc pensé qu'il convenait, avant même d'avoir communiqué à nos Gouvernements le texte de la note de la Porte, de présenter à celle-ci des observations et d'empêcher le Sultan de se faire l'illusion de croire que nous étions pleinement satisfaits.

Nous avons fait observer par nos trois premiers drogmans à Turkhan Pacha :

1° Que, contrairement à ce qui s'était passé jusqu'ici, la Porte, en

(1) V. *Archives*, 1897. I, p. 263.

répondant par une note verbale aux communications officielles faites par les ambassades au Sultan, semblait vouloir porter la question sur le terrain officiel;

2° Que nous n'avions jamais parlé du Traité de Berlin, qu'au contraire par égard pour Sa Majesté nous avons soigneusement évité de l'invoquer; que, sur la question que nous avait fait poser le Sultan à ce sujet, nous avons répondu que rien dans nos conseils n'excédait les prévisions du Traité de Berlin et qu'en invoquant ce Traité, le Sultan aggraverait sa situation en donnant à notre intervention un caractère officiel; nous ajoutions qu'en « constatant » que nous avions fondé notre projet sur les termes de l'article 61 du Traité, la Sublime Porte nous imputait une intention et des déclarations qui n'étaient nullement dans notre pensée et dont on ne pouvait trouver trace dans le projet remis par nous.

Enfin nous déclarions que, pour être en mesure d'éclairer nos Gouvernements sur les véritables intentions du Gouvernement ottoman, nous demandions qu'on nous indiquât quels étaient les articles de notre projet acceptés en principe et les points et détails pouvant donner lieu à discussion.

Jusqu'ici nous n'avons reçu aucune réponse à ces questions. Il ne me paraît pas possible qu'à la Porte, comme au Palais, on puisse méconnaître aujourd'hui le caractère sérieux de la situation.

J'ai fait confidentiellement prévenir Saïd Pacha de l'éventualité où nous nous trouvions d'exercer une action plus accentuée si nous n'obtenions pas, au plus tard au commencement de la semaine, une réponse satisfaisante à notre demande d'éclaircissements.

M. de Nélidow et Sir Philip Currie ont fait de leur côté une demande analogue auprès du Grand-Vizir. De la sorte, le Sultan ne pourra ignorer que l'entente demeure entière entre les trois Puissances.

P. CAMBON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 23 JUIN 1895.

Note verbale.

Constantinople, le 17 juin 1895.

Il ressort des déclarations faites précédemment et en dernier lieu par LL. Exc. MM. les ambassadeurs de France, d'Angleterre et de Russie, que ces trois Puissances, se basant uniquement sur l'article 61 du Traité de Berlin, ont fait connaître leur manière de voir au sujet des réformes; qu'en dehors de l'exécution des engagements contenus dans ledit article, elles ne demandent pas du Gouvernement impérial un nouveau droit de surveillance et qu'il n'entre dans leur pensée de formuler aucune proposition qui ne serait pas conforme aux lois et règlements établis.

Le Gouvernement impérial prend acte de ces déclarations et des assurances données par MM. les ambassadeurs comme quoi leurs Gouvernements n'ont jamais songé à porter, par les réformes en question, la moindre atteinte aux droits souverains de S. M. I. le Sultan et en exprime ses remerciements aux Puissances.

Les dispositions et articles du mémorandum et du projet présentés par les trois ambassadeurs à la date du 11 mai 1895 et qui ne seraient pas contraires aux lois et règlements de l'Empire sont, ainsi que cela a déjà été arrêté et confirmé, acceptés en principe. Sont exceptés toutefois certains points et détails du mémorandum et du projet qui exigent examen et discussion.

Seulement, si les Puissances précitées ont quelque observation justifiée à faire, dans les limites de la faculté découlant de l'article 61 du Traité de Berlin, au sujet de l'exécution des réformes, et si, de même qu'Elles s'adressent de tout temps au Ministère des Affaires étrangères par l'entremise de leurs drogmans, Elles font leur communication audit Département suivant l'usage établi et en vigueur dans l'Empire, LL. Exc. les ambassadeurs peuvent être assurés que les cas dont ils auront ainsi donné avis ou communication seront référés par le Ministère des affaires étrangères à qui de droit et poursuivis sans aucune négligence.

Un fonctionnaire digne de considération à tous égards sera nommé et envoyé sur les lieux par le Gouvernement impérial avec mission exclusive et spéciale d'inspecter et surveiller avec le plus grand soin l'exécution des réformes. Lors de l'application de ce projet de réformes, les raisons plausibles motivant les modifications qui pourraient être nécessitées par les besoins locaux seront communiquées aux Puissances.

Le Gouvernement impérial déclare à LL. Exc. les ambassadeurs qu'en vue de sauvegarder les droits souverains de S. M. I. le Sultan et ceux de son Empire, il est prêt à procéder à l'exécution immédiate des réformes, conformément à l'article 61 du Traité de Berlin et en se basant sur l'article 63 de ce Traité.

En vue de maintenir d'une façon équitable le principe d'égalité et de justice, le Gouvernement impérial, lorsqu'il aura à procéder à l'organisation, agira en tenant compte de la proportion du nombre de ses sujets.

Il est bien entendu que le Gouvernement impérial ne donne aux Puissances d'autre attribution que la faculté qui leur est conférée par le Traité de Berlin.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 25 juin 1895.

J'ai fait valoir hier auprès de l'ambassadeur de Turquie l'intérêt qu'aurait le Sultan à répondre à la communication des trois ambassadeurs relative à l'introduction des réformes le plus rapidement possible et dans des termes tels que la discussion pût s'ouvrir utilement. Zia-Pacha m'a promis d'en télégraphier à Constantinople.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 26 juin 1895.

Turkhan-Pacha a informé aujourd'hui les trois ambassadeurs de la constitution d'une Commission composée des Ministres des affaires étrangères, de l'instruction publique, de la justice, de l'intérieur et du sous-secrétaire d'Etat auprès du Grand-Viziriat. Elle aurait pour mission de dresser la liste des points de notre projet pouvant donner lieu à discussion. C'est un nouvel atermoiement. Le Sultan pense que la chute de Lord Rosebery modifiera les vues du Gouvernement anglais et amènera une rupture entre les trois Puissances. Il convient de laisser à Lord Salisbury le soin de le détromper.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 27 juin 1895.

Le Sultan vient de nommer le maréchal Chakir Pacha, ancien ambassadeur à Saint-Petersbourg, « inspecteur des provinces orientales d'Anatolie ». C'est le titre donné au haut commissaire réclamé par les Puissances.

P. CAMBON.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 3 juillet 1895.

Je reviens de la première réception officielle de Lord Salisbury.

Il m'a dit que l'affaire la plus urgente était celle d'Arménie ; qu'il ne voulait porter atteinte à aucun des droits souverains du Sultan, mais qu'il fallait que ce prince comprît la nécessité de donner satisfaction aux Puissances. Il a acquiescé quand je lui ai exprimé le désir que les trois Puissances continuassent à marcher d'accord dans cette négociation.

Alph. DE COURCEL.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 5 juillet 1895.

La situation qui s'accuse du côté de la Macédoine doit être pour les Cabinets de Saint-Petersbourg et de Londres et pour nous-mêmes un motif de plus de presser le Sultan d'en finir avec la question arménienne par l'acceptation des propositions des trois Puissances. Je me suis expliqué dans ce sens avec le baron de Morenheim et avec Lord Dufferin. Les dernières communications du Cabinet de Vienne m'ont laissé d'ailleurs l'impression que l'Autriche est disposée à empêcher l'extension du mouvement macédonien. De mon côté, je fais parvenir des conseils de sagesse au Gouvernement du prince Ferdinand.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 15 juillet 1895.

Les séances de la Commission d'enquête de Mouch ayant pris fin depuis le 18 juin, mes collègues de Russie, d'Angleterre et moi, nous avons prévenu la Porte que nous considérons l'enquête comme terminée et nous avons invité nos Délégués à rentrer.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 22 juillet 1895.

La Commission d'enquête sur les affaires d'Arménie a terminé ses travaux. Les Délégués quittent Mouch aujourd'hui, en même temps que les commissaires ottomans.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 22 juillet 1895.

D'après un télégramme du Ministre des affaires étrangères de Russie, adressé à M. de Nélidoff, le Gouvernement impérial ne ferait pas d'objections au choix de Chakir Pacha comme haut commissaire en Arménie.

En informant la Porte des dispositions de son Gouvernement, M. de Nélidoff se propose de faire remarquer que l'adhésion de la Russie est subordonnée à l'assentiment des deux autres Puissances, à la communication du projet de réformes de la Porte et à des explications sur la nature des attributions du haut commissaire.

Je compte faire à la Porte une communication identique.

Sir Ph. Currie approuve notre langage, mais il ne croit pas pouvoir s'y associer sans instructions de son Gouvernement et télégraphie aujourd'hui pour les solliciter.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 24 juillet 1895.

Le Sultan vient, par iradé du 23 juillet dernier, d'amnistier tous les arméniens emprisonnés ou condamnés pour cause politique, à l'exception de ceux poursuivis pour meurtre, emploi de matières explosibles et autres crimes d'une gravité particulière.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 25 juillet 1895.

Conformément aux instructions de son Gouvernement, Sir Ph. Currie a fait hier à la Porte une réponse analogue à celle de ses collègues français et russe, au sujet du choix de Chakir Pacha comme haut commissaire pour les réformes arméniennes.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 25 juillet 1895.

J'approuve entièrement la démarche que vous avez faite auprès de la Porte, en même temps que l'ambassadeur de Russie, au sujet de la désignation de Chakir Pacha comme haut commissaire. J'ai appris avec satisfaction que l'ambassadeur d'Angleterre s'était, depuis lors, associé à votre langage.

G. HANOTAUX.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 27 juillet 1895.

On considère ici la nomination de Chakir Pacha comme très favorable, et on se contentera d'une solution qui pourra être acceptée par les trois Puissances. Le désir du prince Lobanow est de voir se terminer la question le plus promptement possible.

G. DE MONTEBELLO.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 2 août 1895.

La Porte vient de communiquer aux ambassadeurs de France, de Russie et d'Angleterre, le projet de réformes pour l'Arménie, avec une discussion du projet élaboré par les ambassadeurs. Ces derniers se réuniront demain pour examiner la réponse de la Porte.

Dès à présent on peut reconnaître dans le projet ottoman certaines réformes utiles et l'absence complète de toute garantie.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 3 août 1895.

J'ai déjà fait connaître à Votre Excellence la remise de la réponse de la Porte au projet de réformes présenté le 11 mai dernier au Sultan par les ambassadeurs d'Angleterre, de France et de Russie.

Nous sommes tombés d'accord pour nous borner à déclarer à la Porte que sa réponse ne paraissait tenir aucun compte de nos propositions et des promesses de réformes précédemment faites par le Gouvernement ottoman et que nous la transmettions à nos gouvernements en sollicitant des instructions.

Pour en faciliter l'examen, j'ai fait rédiger un travail comparatif résumé de nos propositions et des réponses de la Porte que Votre Excellence trouvera ci-joint.

Il est aisé de se rendre compte que le projet de la Porte n'est pas acceptable.

Toutes les dispositions qu'il contient tendent à prouver que, dans ses principes comme dans son application, l'organisation administrative actuelle des provinces asiatiques de l'Empire ottoman ne laisse rien à désirer.

Nos propositions de réformes n'avaient qu'un but : garantir la vie, les biens et la tranquillité des arméniens contre l'arbitraire et la tyrannie des fonctionnaires et des soldats et contre les déprédations des kurdes.

Votre Excellence constatera que le factum de la Porte ne répond à aucun de ces desiderata.

Elle rejette toutes celles de nos propositions qui ont trait aux points essentiels de la réforme : réforme du système des impôts, réforme de la justice et des prisons ; tout cela, malgré la longueur des explications de la Porte est, pour ainsi dire, repoussé en bloc.

Quant à l'organisation municipale qui formait l'une des pierres angu-

lares de notre projet, la Porte ne se borne pas à renvoyer purement et simplement aux lois existantes, jamais appliquées et souvent violées; elle repousse même certaines institutions telles que l'élection des mudirs, inscrites cependant dans les règlements. Loin de faire quelques concessions, elle revient même sur les lois antérieures et retire aux populations l'exercice d'un droit garanti par la loi.

Si, sur certains points, en ce qui concerne, par exemple, le contrôle des kurdes ou la garantie de la propriété, elle paraît faire certaines concessions, elle se borne à parler « de choses qui pourraient se faire » et Votre Excellence remarquera qu'elle n'annonce que de vagues intentions et s'abstient soigneusement de promettre aucune réforme.

L'article 61 du Traité de Berlin parlait de protéger les chrétiens contre les kurdes; aujourd'hui la Porte (art. 24, *in fine*) paraît surtout frappée de garantir les chefs de tribus contre « les intrigues et les calomnies des gens sans aveu (lisez les Arméniens) ».

Pour garantir l'inviolabilité de la propriété privée, elle déclare que les Commissions nommées *ad hoc* devront surtout s'attacher à préserver de toute atteinte les biens « vakouf », c'est-à-dire ceux qui sont frappés d'une redevance au profit des mosquées et autres fondations pieuses musulmanes... Et ainsi de suite.

Quant aux points visés dans notre memorandum, aux garanties et aux moyens de contrôle qu'il préconisait, la Porte a trouvé plus simple de les passer sous silence.

C'est un refus plus catégorique encore et que ne dissimule même aucune apparence de forme.

En résumé, la réponse de la Porte aurait pu être formulée ainsi : vous nous avez parlé de réformes administratives, financières, judiciaires. Tout cela est dans les lois. Nous ne vous promettons pas de les appliquer plus que par le passé; nous veillerons même à ce qu'elles ne le soient pas sur certains points, mais il doit vous suffire que cela soit inscrit au *Recueil des lois*. Vous nous avez parlé d'excès, de vexations dont les chrétiens seraient victimes; vous savez bien cependant que tous les actes répréhensibles sont défendus et punis par la loi.

Sir Ph. Currie a envoyé la réponse de la Porte à son Gouvernement. M. de Nélidoff l'expédie aujourd'hui à Saint-Pétersbourg.

Nous sommes convenus de décliner toute conversation avec la Porte à ce sujet jusqu'à ce que nous ayons reçu les instructions de nos Gouvernements. Nous nous contentons de manifester quelque surprise de la réception d'une réponse si peu conforme à ce que nous étions en droit d'attendre.

P. CAMBON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 5 AOÛT 1895.

I. — Projet.

CHAPITRE I. — VALIS.

PROPOSITIONS DES TROIS AMBASSADES.

Article premier.

Les valis seront choisis parmi les fonctionnaires les plus capables et

RÉPONSES DE LA PORTE.

Article premier.

Cette question est déjà prévue par les règlements existants. Tous

honnêtes. Seront écartés tous ceux qui ne le seraient pas.

Art. 2.

Nécessité de la constatation légale d'actes répréhensibles pour leur révocation.

Pouvoirs fixés à 5 ans.

Art. 3.

Institution des moavins. Leurs fonctions spéciales en matière de police, de prisons, d'impôts.

Création du Conseil général provincial.

CHAPITRE II. — MUTESSARIFS.

Art. 4.

Nomination d'un certain nombre de mutessarifs chrétiens dans chaque vilayet et de moavins des mutessarifs.

CHAPITRE III. — CAÏMAKAMS.

Art. 5.

Seront nommés par le Sultan sur la désignation du vali.

Dans chaque sandjak, un certain nombre seront chrétiens.

Art. 6.

Les mutessarifs et caïmakams chrétiens seront le tiers du nombre total des mutessarifs et caïmakams du vilayet.

Moavins des caïmakams.

les sujets ottomans ont accès au poste de vali. Toute modification du mode de nomination des valis serait dangereuse. Or, la majorité de la population est musulmane. (La Porte écarte donc la nomination de valis chrétiens, bien qu'elle affirme que tous les sujets ottomans sont en droit d'être valis.) Cependant la Porte prévoit la nomination d'adjoints non musulmans.

Art. 2.

Refusé.

Ces garanties étant observées, il n'y a pas lieu d'en ajouter une autre, en fixant un terme minimum aux pouvoirs des valis.

Art. 3.

La Sublime Porte se borne à affirmer que la matière est réglée par le chapitre II du Règlement de l'administration des vilayets.

La Porte garde le silence sur ce point.

Art. 4.

Dans la plupart des sandjaks, la majorité de la population est musulmane, il faut donc nommer des mutessarifs musulmans, mais on *pourra, là où l'Etat le jugera nécessaire*, nommer des moavins chrétiens.

Art. 5.

Les caïmakams seront choisis parmi les diplômés de toute religion de l'Ecole civile, d'une fidélité éprouvée *aux yeux du Gouvernement*. On pourra maintenir d'anciens caïmakams jugés bons, bien que n'étant pas sortis de l'Ecole civile.

Art. 6.

La Porte ne fait aucune réponse sur ce point.

Création inutile, puisqu'il y a déjà auprès des mutessarifs et des caïmakams des chefs de la correspondance et des receveurs des finances. On *pourra* créer des moa-

Création de conseils élus auprès des caïmakans et des mutessarifs.

vins dans certains caïmakamats importants. Ils *pourront* être d'une religion différente de celle du caïmakam.

Inutile, puisque le chapitre IV du Règlement des vilayets prévoit l'existence et le fonctionnement des Conseils administratifs.

CHAPITRE IV. — NAHIÉS.

Art. 7.

Création de nahiés homogènes de 2,000 à 10,000 habitants.

Art. 7.

La Porte renvoie au Règlement des vilayets (art. 94 et 106) et au Règlement sur l'administration communale (art. 1 à 28). Elle déclare impossible la création de nahiés homogènes.

Art. 8.

Un mudir et son adjoint élus par le Conseil du nahié; le mudir parmi la classe formant la majorité.

Art. 8.

La Porte renvoie également aux Règlements précités.

Il faudrait réduire à quatre le nombre des membres du Conseil du nahié.

Art. 9.

Election du Conseil suivant la proportion des classes de la population.

Art. 9.

Renvoi aux Règlements précités.

Pour être représentée, la minorité devra compter au moins vingt-cinq maisons.

Art. 10.

Rétribution des mudirs.

Art. 10.

Cela existe. Quand les réformes seront appliquées, on fixera les chiffres sur le budget du nahié, élaboré par le chef-lieu du vilayet (?).

Art. 11.

Conditions d'élection des membres du Conseil du nahié: âge, cens, honnêteté.

Art. 11.

Renvoi aux Règlements précités.

Art. 12.

Mudir élu par le Conseil dans son sein et confirmé par le vali.

Art. 12.

Si les règlements prévoient l'élection du mudir, ce n'est pas nécessairement dans le sein du Conseil.

Le Gouvernement impérial croit, du reste, préférable que les mudirs soient nommés par lui.

Art. 13.

Inéligibilité des imans, prêtres, professeurs au poste de mudir.

Art. 13.

Tous les fonctionnaires prêtres et professeurs sont inéligibles.

Art. 14.

Renouvellement du Conseil par moitié chaque année.

Art. 14.

Prévu déjà par les règlements. Inadmissible, vu le peu de gens

Non rééligibilité.

Art. 15.

Élection et attributions du mudir et du Conseil.

Art. 14, 16, 17 et 20 à 27 du règlement sur l'administration des communes et du règlement sur les vilayets de Turquie d'Europe.

Art. 16.

Moukhtars des villages du nahié.

Art. 17.

Tout village ne peut relever que d'un nahié.

CHAPITRE V. — POLICE.

Art. 18.

Agents de police recrutés dans le nahié par le Conseil pour les besoins locaux et la participation à la gendarmerie provinciale.

Art. 19.

Agents de police commandés par des chefs placés sous l'autorité du mudir.

Agents de police rétribués par le nahié.

Agents de police pourront hors service vaquer à leurs travaux.

Agents de police dispensés du bedel-i-askerié (taxe d'exonération du service militaire).

Agents à cheval suivant les besoins.

Art. 20.

Fonctions des agents de police.

Maintien de l'ordre.

Escorte de la poste.

Exécution des jugements et de la loi.

capables et vu la nomination du mudir par l'Etat.

Art. 15.

Accepté sauf l'élection du mudir.

La Porte omet ce dernier règlement.

Art. 16.

Accepté. Conforme aux règlements en vigueur.

Art. 17.

Item.

Art. 18.

Repoussé comme non prévu par les règlements.

Maintien de la formation de la police et de la gendarmerie au chef-lieu du vilayet qui affectera aux nahiés un chiffre convenable de son contingent.

Art. 19.

Accepté.

Accepté, mais dans un sens tout différent.

Payés sur les « caisses de districts ».

Repoussé.

Refusé. La Porte ne parle pas de cette taxe particulière et prétend que les soldats en service continuent à payer « leurs redevances fiscales » dans leur pays.

Repoussé.

Art. 20.

Ce sont là des attributions de la gendarmerie à pied et à cheval expédiée, suivant les besoins, par les autorités des sandjaks et cazas.

Aucune mention de l'exécution des jugements ou de la loi.

CHAPITRE VI. — GENDARMERIE.

Art. 21.

Gendarmerie provinciale ; officiers et soldats musulmans ou chrétiens. Recrutée deux tiers dans

Art. 21.

Officiers et sous-officiers choisis dans l'armée régulière (où il n'y a que des musulmans).

les agents de police des nahiés, un tiers parmi les tchaouchs de l'armée. Dépend du Ministre de la guerre.

Soldée par le vilayet.

La Porte se tait sur ce point.
Accepté.

CHAPITRE VII. — PRISONS.

Art. 22.

Séparation des prévenus d'avec les condamnés.

Hygiène et absence de mauvais traitements dans les prisons.

Art. 22.

La Porte affirme que cela se fait dans la pratique (ce qui est faux).

C'est aux autorités à veiller encore mieux. On sait du reste que la loi défend les mauvais traitements sous des peines sévères (!).

CHAPITRE VIII. — COMITÉ D'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE.

Art. 23.

Création des comités aux chefs-lieux des vilayets, du sandjak, du caza pour surveiller les emprisonnements.

Art. 23.

L'enquête préliminaire se fait aujourd'hui par les conseils de police.

« Le mode recommandé » se trouve dans les instructions sur l'administration des vilayets (?).

(La Porte n'ajoute du reste nullement que ce « mode » sera mieux appliqué à l'avenir.)

CHAPITRE IX. — CONTRÔLE DES KURDES.

Art. 24.

Création de l'Achiret Memouri, avec escorte et droit de requérir la police ordinaire.

Fonctionnaires sous ses ordres pour accompagner les tribus.

Précautions pour le temps de leurs migrations.

Art. 24.

Repoussé comme pas pratique.

Repoussé. Cela dépend de la gendarmerie et du vali.

Les localités de migration seront fixées d'avance et une force armée suffisante désignée par le commandant du corps d'armée, avec des gendarmes, ira sur les lieux. Otages pendant les migrations.

Accepté.

Application aux kurdes du règlement sur le port d'armes.

Mesures pour rendre sédentaires les nomades.

Le Gouvernement engagera les tribus « constamment errantes », s'il y en a, à se fixer en leur concédant des terres.

Les autorités veilleront à ce que les gens sans aveu n'exposent pas les chefs des tribus à des insultes ou à des dangers par leurs intrigues ou leurs calomnies.

CHAPITRE X. — CAVALERIE HAMIDIÉ.

Art. 25.

Son emploi conjointement avec l'armée régulière.

Art. 25.

On remanie en ce moment les règlements sur les hamidiés. « On

En temps ordinaire, elle ne pourra porter ni armes, ni uniforme. Dans ce cas aussi justiciable des tribunaux ordinaires.

a indiqué le mode de leur emploi. »
Où? la Porte ne le dit pas.

CHAPITRE XI. — TITRES DE PROPRIÉTÉ.

Art. 26.

Commissions de revision et de garantie pour l'avenir, mi-musulmanes, mi-chrétiennes.

Art. 26.

La Porte a déjà établi comme principe la délivrance de titres de propriété uniformes. De simples commissions établies sur les lieux ne suffiraient pas à régler les difficultés de la matière. Il faut instituer des commissions au chef-lieu du vilayet et des sandjaks, de 4 membres, mi-musulmanes, mi-non musulmanes, présidées par le directeur des Archives ou le préposé aux immeubles.

Donc, majorité musulmane.

Elles devront reviser et redresser toutes les questions de propriété et s'occuper surtout des biens vakoufs.

Leurs décisions seront soumises aux Conseils administratifs. On déférera aux tribunaux les affaires exigeant solution légale.

Quatre délégués de Constantinople iront chaque année dans les vilayets pour constater les manquements au droit.

CHAPITRE XII. — PERCEPTION DES DÎMES.

Art. 27.

Tous les impôts perçus par le mudir et les percepteurs élus par le Conseil.

Art. 27.

Maintien de la mise en adjudication des dîmes par villages. L'institution de fonctionnaires pour la perception des autres impôts avec emploi de la force publique n'ayant pas réussi, on a institué des « détachements spéciaux » pour ladite perception. Ils surveillent et aident les moukhtars et receveurs élus par les habitants. Le système proposé par les ambassades est donc inutile, puisque les percepteurs qu'on propose d'élire ne pourraient être autres que les moukhars et receveurs de villages.

Art. 28.

Abolition de l'affectation des dîmes de la corvée.

Art. 28.

Il faut maintenir l'affectation en supprimant, comme cela a été fait, l'affectation en gros, et en donnant

Prélèvement sur le rendement des impôts par chaque centre administratif du montant de son budget fixé par l'Administration.

La population ne doit pas être tenue de fournir le nécessaire aux troupes ou aux fonctionnaires en tournée.

En cas de vente forcée pour non-paiement, le débiteur ne doit pas être privé de ses instruments de travail, ni des objets de première nécessité.

à la population recours aux tribunaux contre les fermiers.

La Porte prétend que la corvée n'existe plus (ce qui est faux).

Les dépenses de chaque centre administratif doivent continuer à être réglées mensuellement par les caisses publiques.

La Porte affirme que cela n'a jamais existé (ce qui est faux).

Les lois existantes défendent tout cela. Il n'y a pas lieu d'édicter de nouvelles règles.

CHAPITRE XIII. — JUSTICE.

Art. 29.

Dans chaque nahié un Conseil des anciens présidé par le moukhtar et jugeant à l'amiable.

Art. 29.

Cela existe déjà.

Art. 30.

Dans chaque caza, plusieurs juges de paix nommés par le Ministre de la justice, sur la désignation du vali.

Le tiers sera chrétien.

Art. 30.

Comme il y a des tribunaux de première instance, des conseils des anciens et des conseils communaux ayant des fonctions judiciaires, il est inutile de créer des juges de paix.

Art. 31.

Leurs attributions.

Art. 31.

Egalement repoussé.

Art. 32.

Conciliation et arbitrage des juges de paix.

Art. 32.

Idem.

Art. 33.

Appel de leurs décisions.

Art. 33.

Idem.

Art. 34.

Exécution de leurs sentences.

Art. 34.

Egalement repoussé.

Art. 35.

Tribunaux de cazas avec une seule chambre civile (la cour d'assises ambulante servant de chambre criminelle).

Art. 35.

Idem.

Par suite du maintien au caza du tribunal de première instance existant civil et criminel, impossibilité pratique des cours d'assises ambulantes; leur inutilité.

Art. 36.

Fonctionnement des cours d'assises ambulantes.

Art. 36.

Repoussé.

Art. 37.	Art. 37.
Cours d'assises ambulantes.	<i>Idem.</i>
Art. 38.	Art. 38.
Fonctions spéciales du président des cours, etc.	<i>Idem.</i>
Surveillance des prisons.	
Art. 39.	Art. 39.
Création d'une cour supérieure du vilayet (civile et criminelle).	<i>Idem.</i>
	Maintien de l'organisation. Deux tribunaux d'appel, un civil, un criminel. Deux tribunaux de première instance, un civil et un criminel.
Art. 40.	Art. 40.
Jugements rédigés en turc; suivant les besoins, adjonction d'une traduction arménienne.	Repoussé.

MÉMORANDUM.

La Porte n'a pas jugé à propos d'examiner les différentes questions traitées dans le Mémoire des trois ambassadeurs.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 13 août 1895.

Au cours de la visite que j'ai faite aujourd'hui à Lord Salisbury, je lui ai demandé s'il avait trouvé quelque chose pour l'Arménie.

Il me répondit :

« J'ai pensé qu'il y aurait avantage à nous appuyer plus que nous l'avons fait jusqu'ici sur le Traité de Berlin, qui confère aux Puissances un droit formel de surveillance sur l'état des choses en Arménie. Cette surveillance, exercée de Constantinople, deviendrait facilement illusoire. Il me paraît donc qu'il conviendrait de la confier à une Commission organisée sur les lieux, qui pourrait être composée de quatre Délégués ottomans et d'un représentant de chacune des trois Puissances. Il devrait être stipulé que chaque membre de la Commission aurait le droit de se rendre partout où il le jugerait à propos, afin de recueillir personnellement des renseignements et de voir par lui-même ce qui se passe. »

Je demandai au secrétaire d'Etat si la Commission devrait, à son avis, résider à Erzeroum, et si les Délégués des Puissances seraient leurs consuls. Sans répondre sur ce dernier point, il se borna à me dire qu'il faudrait que les Puissances fussent représentées par des agents intelligents et sérieux, capables de tenir tête à tous les efforts des fonctionnaires turcs pour les diviser ou les décevoir.

La Commission pourrait du reste siéger n'importe où l'on voudrait, Erzeroum, Bitlis, Van, ou ailleurs.

« Je me suis tenu autant que possible, continua-t-il, en échange de

vues avec le prince Lobanoff, et j'ai lieu de croire qu'il est disposé comme moi à se fonder sur les stipulations du Traité de Berlin. »

Alph. DE COURCEL.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 16 août 1895.

M. Vilbert vient de rentrer à Constantinople après avoir rempli la mission qui lui avait été confiée par Votre Excellence.

Je suis heureux de pouvoir rendre ici le meilleur témoignage du zèle et du soin consciencieux avec lesquels il s'est acquitté de cette difficile mission.

Sa qualité de français lui a valu de tenir la plume pour ses collègues et d'être le principal rédacteur des comptes-rendus des séances de la Commission et du Rapport collectif qu'ils ont préparé pour leurs Gouvernements.

Votre Excellence trouvera, ci-joint, la copie de ce dernier document et de ses annexes (1).

Le Rapport collectif des Délégués est conçu en termes très modérés : ils ont tenu à montrer la plus grande impartialité en n'y insérant que les faits établis sur des preuves incontestables et ils ont volontairement omis tous les autres malgré la certitude morale à laquelle ils avaient pu arriver.

Obligés de se débattre au milieu d'une foule d'assertions mensongères et d'obstacles de toutes sortes, ils n'ont voulu retenir que ce qu'ils ont pu vérifier. Aussi leurs conclusions, quelque adoucies qu'elles aient dû forcément être, n'en sont pas moins une condamnation formelle des procédés turcs.

En insistant sur les conditions défavorables dans lesquelles l'enquête s'est poursuivie, les Délégués laissent entendre implicitement qu'ils n'ont pu découvrir qu'une faible partie de la vérité.

Nous ne devons cependant pas regretter d'y avoir pris part, puisque ses résultats, bien qu'incomplets, prouvent péremptoirement que les plaintes des arméniens sont justifiées.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 17 août 1895.

Dans un entretien avec notre ambassadeur à Londres, Lord Salisbury a émis l'idée qu'il y aurait avantage à s'appuyer plus qu'on ne l'a fait jusqu'ici sur le traité de Berlin qui confère aux puissances un droit de surveillance sur l'état des choses en Arménie. Il conviendrait, selon lui, de confier ce mandat à une Commission siégeant soit en Arménie, soit de préférence à Constantinople, et qui pourrait être composée de quatre Délégués ottomans et d'un représentant de chacune des trois puissances. Chaque membre de la Commission aurait le droit de se rendre partout où il le jugerait à propos pour voir les choses par lui-même.

(1) V. ce rapport, *Archives*, 1896, III, p. 249.

Lord Salisbury aurait parlé dans les mêmes termes au chargé d'affaires de Russie. Il aurait en outre télégraphié aux ambassadeurs d'Angleterre à Paris et à Saint-Petersbourg en vue de connaître l'opinion du Gouvernement français et du Gouvernement russe avant de présenter une proposition formelle.

Sir Ph. Currie a été invité à s'entretenir avec ses deux collègues du projet de Lord Salisbury, mais il n'a pas l'ordre d'en saisir officiellement la Porte.

J'ai lieu de supposer que le prince Lobanoff serait disposé à admettre, en principe, l'idée d'une Commission de surveillance. Mais n'aura-t-il pas d'objections à ce que cette Commission ait son siège en Arménie?

G. HANOTAUX.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 18 août 1895.

Le prince Lobanoff préférerait que la Commission siègeât à Constantinople, mais il ne ferait pas opposition à une ville d'Arménie. Il est d'avis de s'en tenir autant que possible pour le reste au traité de Berlin.

G. DE MONTEBELLO.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 19 août 1895.

L'idée de nommer une Commission mixte de surveillance en vertu de l'article 61 du traité de Berlin me semble bonne en principe, mais elle me suggère les réflexions suivantes : l'intervention de la France et de la Russie a été sollicitée par le Sultan, elle n'est pas fondée sur le traité de Berlin et elle a toujours gardé un caractère amical et officieux. Il n'y a pas de raison de la transformer en une action officielle et d'assumer seuls avec l'Angleterre l'obligation de faire exécuter l'article 61.

Cette obligation incombe à toutes les puissances signataires. Il appartient à l'Angleterre qui a pris l'initiative en cette affaire d'inviter toutes ces puissances à s'associer à l'institution d'une Commission de surveillance. Cette manière de procéder aurait le triple avantage d'être absolument régulière, de justifier la transformation du caractère de notre intervention et de produire sur l'esprit du Sultan un effet utile.

En formulant sa proposition, Lord Salisbury devrait, à mon sens, spécifier :

1° Que les Délégués européens seront désignés par leurs ambassadeurs ;

2° Que la Commission siégera à Constantinople ;

3° Qu'elle aura la faculté de se transporter dans les provinces en cas de besoin.

La nomination de Délégués directs par les Gouvernements donnerait en effet à la Commission les apparences d'une conférence européenne et

la conférence est un moyen d'action qu'il faut à mon sens conserver encore intact.

Enfin, il ne convient pas de faire la proposition au Gouvernement ottoman. Il la discuterait pendant de longs jours pour la rejeter en définitive. Il faut se mettre d'accord avec les puissances signataires du traité de Berlin et notifier ensuite à la Porte l'institution d'une Commission en lui proposant d'y faire entrer des membres ottomans si elle le juge convenable.

Mon avis est partagé par Sir Ph. Currie. M. de Nélidoff semble l'approuver, mais n'ayant que de vagues indications sur les intentions du prince Lobanoff, il se tient sur la réserve.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapie, le 27 août 1895.

J'ai été avisé par Turkhan Pacha, ainsi que mes deux collègues, que Chakir-Pacha était parti avec pleins pouvoirs pour exécuter les réformes prévues dans la dernière Note de la Porte et pour suspendre les fonctionnaires coupables d'abus.

Le Ministre des affaires étrangères est venu me voir ensuite, et, pendant plus de trois heures, il a essayé d'obtenir la promesse d'une intervention de la France auprès du Gouvernement anglais pour le déterminer à se contenter du projet ottoman et à renoncer notamment à la Commission de contrôle.

J'ai répondu que j'étais dessaisi de la question; j'ai cependant ajouté qu'en faisant accepter par l'Angleterre une Commission de contrôle ottomane avec l'assistance des drogmans, nous avions concilié autant que possible les exigences anglaises et les susceptibilités du Sultan; qu'à défaut de cette solution, la Sublime Porte se trouverait bientôt en présence d'une proposition formelle de Commission internationale. J'ai conseillé de se hâter pour s'épargner d'humiliantes extrémités.

Permettez-moi, pour plus de clarté, de résumer mon avis personnel, exprimé dans toutes mes dépêches, sur la question des réformes.

Outre les réformes consenties par la Porte, nous demandons : 1° la nomination des valis pour cinq ans avec l'assentiment des puissances; 2° l'institution à Constantinople d'une Commission ottomane de contrôle composée de fonctionnaires musulmans et chrétiens avec l'assistance des drogmans des ambassades; 3° l'élection des mudirs, conformément à la loi municipale; 4° la faculté pour les communes de posséder une police rurale; 5° une proportion de fonctionnaires chrétiens dans l'administration; 6° une proportion de gendarmes chrétiens.

De ces six propositions, la Porte a admis les deux dernières; mais, par une interprétation résultant de sa dernière Note, elle prétend ne pas faire leur part aux chrétiens dans les emplois de valis et de mutessarifs, ainsi que dans la nomination d'officiers et de sous-officiers de gendarmerie.

Chaque vilayet pris dans son ensemble possède une majorité musulmane. On peut donc n'admettre que des valis musulmans, à la condition expresse qu'ils seront tous assistés d'un secrétaire général chrétien (moavin).

L'admission des chrétiens dans la gendarmerie est indispensable, et, s'il n'y a pas à l'heure actuelle possibilité de trouver des officiers non musulmans (l'armée ottomane n'en contient pas un seul), on peut au moins prendre l'engagement d'en former pour l'avenir et réclamer, dès à présent, la nomination de quelques sous-officiers.

Quant à l'élection des mudirs, si elle offre trop de difficultés, on peut y renoncer, mais à la condition que ces fonctionnaires soient choisis dans le Conseil administratif de la commune.

C'est le seul moyen de mettre les populations à l'abri des exactions des mudirs étrangers.

La police rurale relève des communes ; elle fonctionne avec succès dans le vilayet de Monastir, où elle a enrayé le brigandage.

Il n'y a aucune bonne raison de la refuser aux communes arméniennes.

L'entente avec les puissances sur le choix des valis et la fixation de la durée de leurs pouvoirs me paraît une garantie illusoire et trop difficile à mettre en pratique.

L'institution de la Commission de contrôle avec assistance des drog-mans est le seul moyen d'empêcher l'affaire de prendre un caractère européen.

Votre Excellence voit que la Porte peut nous donner satisfaction si elle a le moindre sentiment de ses véritables intérêts.

P. CAMBON.

Le Comité arménien Hentchakiste, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Constantinople, le 16/28 septembre 1895.

Les arméniens de Constantinople ayant décidé de faire prochainement une manifestation tout à fait pacifique pour exprimer leurs *desiderata* concernant les réformes à introduire dans les provinces arméniennes, et cette manifestation ne devant avoir aucun caractère agressif, l'intervention de la police et de la force armée pour l'empêcher pourrait avoir des conséquences regrettables dont nous repoussons d'avance toute la responsabilité.

COMITÉ ORGANISATEUR.

S. Exc. Turkhan Pacha, ministre des affaires étrangères de Turquie, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française.

30 septembre 1895.

Je viens informer Votre Excellence que, sur les instigations de certains agitateurs arméniens des groupes se sont formés devant et aux alentours du Patriarcat arménien. Grâce aux mesures prises, la tranquillité règne en ville.

TURKHAN.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 30 septembre 1895.

Des arméniens en nombre assez considérable, qui paraissaient tous d'humble condition, ont fait aujourd'hui une manifestation aux environs

de la Sublime Porte. En marchant vers la Porte et dans le trajet, on tua un agent de police qui s'était glissé dans le rassemblement. Attaqués aussitôt par des agents et des gendarmes à pied et à cheval, ils ont été dispersés, après une rencontre sanglante, dans toutes les parties de la ville.

La répression a été impitoyable.

Les mollahs ont pris parti contre les arméniens et se sont répandus dans la ville arrêtant eux-mêmes et maltraitant avec des paroles de mort ceux qu'ils rencontraient.

Les arrestations se pratiquent en masse. Tout individu soupçonné d'être arménien est appréhendé et maltraité.

Le Sultan a fait prendre des dispositions militaires autour de Yldiz.

On doit considérer la manifestation arménienne comme absolument réprimée, mais on ne peut savoir encore si, sous l'influence des mollahs, la population musulmane de Stamboul ne se livrera pas à quelques excès contre les chrétiens.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 1^{er} octobre 1895.

Les désordres de Stamboul ont duré une partie de la nuit. De très nombreuses arrestations ont été pratiquées. Ce matin, la ville était occupée par la force armée et l'ordre dans la rue paraissait rétabli.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 1^{er} octobre 1895.

Les renseignements que vous me transmettez sur les troubles qui viennent de se produire à Constantinople ont attiré toute mon attention. Il est à craindre que nous nous trouvions en présence d'un coup monté pour empêcher les négociations d'aboutir. Il est évidemment conforme au but pacifique que nous poursuivons de tâcher de réduire cet incident à ses proportions et de hâter la conclusion de l'accord qui paraissait sur le point d'aboutir.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 2 octobre 1895.

Je résume, d'après des témoins oculaires, les incidents d'hier et d'aujourd'hui : hier matin de nombreux groupes d'arméniens se sont dirigés vers Koum-Kapu et vers le tombeau du Sultan Mahmoud. Plusieurs ont été dispersés en route par la police. Après un essai infructueux pour entraîner le Patriarche et un conflit de courte durée avec la gendarmerie, le groupe de Koum-Capou s'est cantonné derrière l'église du Patriarcat. Celui du Sultan Mahmoud, fort de deux mille hommes environ

et mené par un prêtre, s'est acheminé vers la Porte entre dix et onze heures. Arrêté par un détachement de gendarmerie commandé par un major, il voulut passer outre aux sommations de cet officier qui a donné l'ordre de charger et de tirer. Les arméniens ont riposté, le major a été tué; une quinzaine de gendarmes et une soixantaine d'arméniens ont été blessés.

L'attroupement dispersé, les arméniens ont été traqués toute la journée par les agents de police et les mollahs armés pour la plupart de bâtons et de revolvers. On signale plusieurs actes de sauvagerie et de pillage. Ces désordres ont duré toute la nuit.

On a encore tué et blessé des arméniens ce matin à Stamboul et même à Galata; le corps du major tué hier a été promené aujourd'hui dans toute la ville escorté par des mollahs. Un millier de personnes, hommes et femmes, se sont réfugiées au Patriarcat et refusent jusqu'à présent d'en sortir. On procède à des centaines d'arrestations; tous les arméniens récemment amnistiés sont recherchés.

Le Ministre de la police avoue 30 morts et 520 blessés, mais ces chiffres sont très inférieurs à la réalité.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapie, le 2 octobre 1895.

Les désordres se sont renouvelés cette nuit et durent encore.

Les softas armés par la police ont envahi la ville. Ils attaquent et font arrêter des passants inoffensifs qui sont accablés de mauvais traitements dans les postes de police.

Une partie de la population de ce quartier s'est réfugiée dans une église où elle est cernée par la police.

L'église patriarcale à Stamboul et une autre église de Galata, où des arméniens ont cherché refuge, sont également cernées.

Les arrestations se multiplient et suscitent des résistances. Des arméniens ont attaqué un poste de police. Sur tous les points, surgissent des conflits et la sécurité générale est menacée.

Tous les ambassadeurs se sont entendus pour faire des représentations à la Porte et lui signaler le danger de l'intervention des softas et de simples particuliers musulmans dans la répression des manifestations.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapie, le 3 octobre 1895.

Kiamil Pacha est nommé Grand-Vizir en remplacement de Saïd Pacha. On signale dans la journée quelques désordres et plusieurs meurtres d'Arméniens. Les églises de Galata, de Péra et de Koum-Kapou sont encore pleines de réfugiés qui refusent absolument de sortir.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 3 octobre 1895.

Je ne puis que donner mon entière approbation aux observations que vous avez présentées à la Porte, de concert avec vos collègues, à l'occasion des troubles et notamment pour signaler le danger de l'intervention des softas.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 6 octobre 1895.

Turkhan Pacha est remplacé au Ministère des affaires étrangères par son prédécesseur Saïd Pacha.

Le nouveau ministre nous a apporté ce soir à Sir Philipp Currie, à M. de Nélidoff et à moi une note contenant l'exposé par écrit des diverses réformes promises par la Porte pour les six vilayets orientaux d'Asie-Mineure. Il ne se dissimule pas qu'après les derniers événements de nouvelles concessions seront nécessaires.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 6 octobre 1895.

Les arméniens s'obstinent à rester dans les églises, leurs magasins sont fermés et nos renseignements font prévoir de nouvelles manifestations.

Ce matin des placards apposés dans Stamboul et arrachés aussitôt par la police, invitaient les musulmans à en finir avec les « Giaours ».

Les colonies européennes témoignent de vives inquiétudes.

Les représentants des six grandes puissances se sont réunis aujourd'hui et ont adopté un projet de note verbale dont le texte est ci-joint et qui sera remise demain à la Porte.

Nous exprimons nos appréhensions, nous demandons au Gouvernement ce qu'il compte faire pour calmer les esprits et nous conseillons certaines mesures.

En même temps, pour rassurer nos colonies, nous avons décidé de faire reprendre leur mouillage d'hiver à nos stationnaires qui sont encore à Thérapia et à Buyuk Deré.

P. CAMBON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 6 OCTOBRE 1895.

Note verbale adressée à la Sublime Porte par les Représentants des grandes Puissances à Constantinople.

Thérapia, le 6 octobre 1895.

En présence des événements dont la ville de Constantinople a été le théâtre depuis cinq jours, les Représentants des grandes Puissances ont dû se préoccuper des conséquences qui pourraient résulter de la durée de cet état de trouble.

Il existe au sein de la population arménienne de la Capitale une excitation et une inquiétude qui ne paraissent pas se calmer. Quelle que soit la cause à laquelle on puisse les attribuer, il semble qu'au lieu de diminuer elles ne fassent qu'augmenter chaque jour. Aussi, d'après le bruit public, il est à craindre qu'on n'assiste à de nouveaux incidents.

En outre, l'inquiétude causée par les mesures prises contre les arméniens qui n'étaient pas mêlés au mouvement, les arrestations en masse, les sévices dont plusieurs ont été l'objet ont déterminé nombre d'entre eux à se réfugier dans les églises dont ils ne veulent pas sortir s'ils n'obtiennent des garanties sérieuses pour leur liberté et leur vie. Il est évident que la prolongation d'un pareil état de choses ne peut qu'augmenter l'agitation des esprits et constitue une cause permanente de conflits.

Un fait grave surtout est à noter, c'est qu'à la suite de la dispersion de la manifestation de lundi dernier, un grand nombre d'individus n'appartenant ni à la police, ni à l'armée, des softas, des kurdes, établis à Constantinople, de simples particuliers sans mandat, se sont armés, ont poursuivi les arméniens et se sont livrés, même contre des chrétiens appartenant aux autres communautés, à des agressions de tous genres. On signale de leur part de nombreuses attaques aux propriétés et des faits de pillage et de meurtre. L'autorité, loin de mettre un terme à leurs excès, a tout l'air de les avoir encouragés. Quelques ambassades ont pu enregistrer des sévices subis par plusieurs de leurs nationaux; toutes ont eu connaissance d'arrestations arbitraires et des actes de brutalité commis par des agents de police et des zapties.

Quelque reprehensibles que puissent être les actes accomplis par les manifestants, de pareils procédés ne sauraient être excusés.

En outre, la police elle-même a gravement méconnu les devoirs d'équité et de modération qui s'imposent aux représentants de la force publique. Tous les témoignages concordent à démontrer qu'elle a pratiqué les arrestations sans mesure, sans contrôle et sans aucune vérification de l'identité des personnes. Un grand nombre de passants inoffensifs ont été appréhendés et jetés en prison sous le simple prétexte qu'ils étaient ou paraissaient arméniens. La police s'est livrée sur les détenus à des excès de tous genres. Partout ils ont été victimes des plus mauvais traitements, de coups et blessures et plus d'une fois les agents ont tué des prisonniers sans défense.

La Sublime Porte conviendra que tous ces faits sont de nature à causer la plus grande émotion parmi les colonies européennes établies à Constantinople. Ils autorisent à penser que si cette situation se prolongeait, la sécurité publique serait gravement et irrémédiablement compromise et que l'agitation, en s'étendant, pourrait gagner les provinces de l'Empire.

Les Représentants des Puissances se voient dans l'obligation de demander à la Sublime Porte quelles mesures elle a prises pour calmer l'inquiétude et l'agitation qui se sont emparées des populations musulmanes et arméniennes, prévenir ainsi le retour des lamentables incidents de ces jours derniers et mettre les chrétiens et les colonies étrangères à l'abri d'éventualités périlleuses.

Ils ont aussi le désir de prêter leur concours au Gouvernement ottoman afin de rétablir de part et d'autre la tranquillité dans les esprits. Ils pensent que des enquêtes immédiates sur les événements dont Constantinople vient d'être le théâtre, sur l'état des prisons, sur la conduite des agents de police et des gendarmes, et que la mise en liberté des nombreux prisonniers contre lesquels ne s'élève aucune charge sérieuse, seraient les meilleurs moyens de calmer l'agitation actuelle.

Ils sont prêts à assister et à seconder le Gouvernement impérial dans ses enquêtes et à lui transmettre toutes les informations qu'ils ont pu recueillir.

Ils ne doutent pas que la Sublime Porte ne prenne enfin les mesures nécessaires pour mettre un terme à un état de choses dont la conscience euro-

péenne ne manquerait pas de s'indigner s'il devenait évident que l'inaction de l'autorité encourage de regrettables passions.

Les Représentants des grandes Puissances estiment qu'il est urgent d'aviser aux moyens d'assurer à la population chrétienne de la capitale une sécurité que les faits cités plus haut, et tant d'autres, ont si gravement compromise depuis quelque jours.

Ils ont la ferme confiance que le Gouvernement impérial, soucieux de démontrer que son esprit de justice et son autorité peuvent exercer une action efficace dans des circonstances aussi graves, les mettra promptement en mesure de rassurer leurs Gouvernements respectifs au sujet d'événements qui préoccupent à juste titre l'opinion publique et qui ne manqueront pas de soulever en Europe la plus vive émotion.

MM. les Représentants des grandes puissances à Constantinople, à S. E. Saïd Pacha, ministre des affaires étrangères de Turquie.

8 octobre 1895.

Nous apprenons de source autorisée que les églises arméniennes de la capitale, où se trouvent de nombreux réfugiés, avec femmes et enfants, sont cernées par la police qui y empêche l'introduction des vivres.

Si cette information est exacte, il y aurait à craindre qu'un pareil état de choses n'ait des conséquences extrêmement graves et n'amène des malheurs irréparables. Nous croyons donc devoir offrir au Gouvernement impérial d'interposer nos bons offices pour résoudre la difficulté qui a donné lieu à ces mesures et nous le prions de vouloir bien en attendant en faire suspendre l'exécution.

CALICE, NELIDOW, CAMBON, CURRIE, SAURMA, BOLLATI.

S. E. Saïd Pacha, ministre des affaires étrangères de Turquie, à M. Paul Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

8 octobre 1895.

Reçu votre télégramme. Ainsi que j'ai eu l'honneur d'informer Votre Excellence par ma Note verbale d'aujourd'hui, aucune décision n'a été prise pour empêcher l'introduction des vivres dans les églises où se trouvent réunis des arméniens; cette nouvelle est donc sans fondement, d'autant plus que tous les jours et même aujourd'hui, ainsi qu'il ressort des rapports de la police et de la préfecture de la ville, les aliments nécessaires ont été introduits dans ces églises.

Nous remercions Votre Excellence des bons offices qu'Elle veut bien nous offrir et nous sommes prêts à nous entretenir avec Elle pour chercher les moyens propres à résoudre ces difficultés.

SAÏD.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 8 octobre 1895.

On estime à plus de 2,000 le nombre des arméniens réfugiés dans les églises. Ce matin, le Patriarcat et tous les édifices étaient cernés par la troupe avec interdiction d'entrer et de faire pénétrer des vivres. Tous

les ambassadeurs se sont concertés pour demander le retrait de ces mesures et offrir les bons offices afin d'amener l'évacuation des églises. La Porte ne leur a pas encore répondu ; si notre intervention est acceptée, nous demanderons des assurances pour la sauvegarde des réfugiés et nous essayerons de les faire sortir en les garantissant contre toutes vexations. Tant qu'il reste des réfugiés dans les églises, on est à la merci d'un incident, et l'exaltation des arméniens est telle jusqu'ici que nous ne pouvons répondre du succès de nos démarches.

P. CAMBON.

(*A suivre*).

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Décret promulguant le Règlement ayant pour objet de prévenir les abordages en mer.

21 février 1897 (1).

Le Président de la République française,
Sur le rapport du Ministre de la Marine,
Vu la loi des 9 et 13 août 1791 ;
Vu l'article 225 du Code de commerce ;
Vu les décrets des 28 mai 1858, 25 octobre 1862, 26 mai 1869, 28 octobre 1873, 4 novembre 1879 et 1^{er} septembre 1884 ;
Le Comité des inspecteurs généraux entendu,

Décète :

Article premier. — A partir du 1^{er} juillet 1897, les bâtiments de la marine nationale, ainsi que les navires du commerce français, auront à se conformer au règlement ayant pour objet de prévenir les abordages, annexé au présent décret.

Art. 2. — A compter de cette même date du 1^{er} juillet 1897, le décret et le règlement du 1^{er} septembre 1884 sur la matière sont abrogés. Toutefois, l'article 10 dudit règlement reste provisoirement en vigueur, mais seulement en ce qui concerne les bateaux de pêche.

(1) *Journal officiel* du 25 février. — Ce décret est motivé par le rapport suivant du Ministre de la Marine :

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de soumettre ci-joints à votre haute sanction des projets de décret et de règlement ayant pour objet de prévenir les abordages en mer.

Le règlement dont il s'agit, destiné à remplacer celui du 1^{er} septembre 1884, reproduit les dispositions arrêtées, à la fin de 1889, par la conférence maritime internationale de Washington, et auxquelles un certain nombre d'amendements ont d'ailleurs été apportés depuis cette époque, d'un commun accord entre les puissances intéressées.

Plusieurs Gouvernements ayant déjà adopté ces dispositions pour être appliquées à la date du 1^{er} juillet 1897, le moment me paraît venu de prendre, en ce qui nous concerne, des mesures analogues.

Toutefois, l'entente n'ayant pu encore s'établir sur la question des feux des bateaux de pêche, l'article 9 a été réservé.

Dans ces conditions, j'ai pensé qu'il y avait lieu de maintenir en vigueur, à titre provisoire, les dispositions de l'article 10 du règlement du 1^{er} septembre 1884, mais seulement en ce qui concerne les bateaux de pêche.

En outre, il m'a semblé utile de prévoir l'éclairage des chalutiers, qui, actuellement, n'est l'objet en France d'aucune réglementation spéciale.

Art. 3. — Le Ministre de la Marine est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 février 1897.

Félix FAURE.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Marine,

G. BESNARD.

PRÉLIMINAIRES.

Mise en vigueur.

A partir du 1^{er} juillet 1897, le présent règlement devra être suivi par tous les navires de la marine nationale et par ceux du commerce dans les hautes mers et dans toutes les eaux attenantes accessibles aux bâtiments de mer.

Définitions. — Navires à voiles.

Navires à vapeur.

Dans les règles ci-après, tout navire à vapeur qui marche à la voile, et non à la vapeur, doit être considéré comme un navire à voiles, et tout navire qui marche à la vapeur, qu'il porte ou non des voiles, doit être considéré comme un navire à vapeur.

Le mot navire à vapeur doit comprendre tout navire mû par une machine.

Un navire fait route ou est en marche, dans le sens de ces règles, lorsqu'il n'est ni à l'ancre, ni amarré à terre, ni échoué.

RÈGLES CONCERNANT LES FEUX, ETC.

Visibilité.

Le mot visible, dans ces règles, lorsqu'il s'applique à des feux, veut dire visible par une nuit noire, avec une atmosphère pure.

Feux.

Article premier. — Les règles concernant les feux doivent être observées par tous les temps, du coucher au lever du soleil, et pendant cet intervalle on ne doit montrer aucun autre feu pouvant être pris pour un des feux prescrits.

Feux que doivent porter les bâtiments à vapeur.

Art. 2. — Un navire à vapeur faisant route doit porter :

a. Au mât de misaine ou en avant de ce mât, ou bien, si le navire n'a pas de mât de misaine, sur la partie avant du navire, à une hauteur au-dessus du plat-bord qui ne soit pas inférieure à 6^m10, et, si la largeur du navire dépasse 6^m10, à une hauteur au-dessus du plat-bord au moins égale à cette largeur, sans qu'il soit néanmoins nécessaire que cette hauteur au-dessus du plat-bord dépasse 12^m19, un feu blanc brillant, disposé de manière à montrer une lumière ininterrompue sur tout le parcours d'un arc de l'horizon de 20 quarts ou rums du compas, soit 10 quarts ou rums de chaque côté du navire, c'est-à-

dire depuis l'avant jusqu'à 2 quarts sur l'arrière du travers de chaque bord ; ce feu doit être visible d'une distance d'au moins 5 milles.

b. A tribord, un feu vert établi de manière à projeter une lumière ininterrompue sur tout le parcours d'un arc de l'horizon de 10 quarts ou rums du compas, c'est-à-dire depuis l'avant jusqu'à 2 quarts sur l'arrière du travers à tribord ; ce feu doit être visible d'une distance d'au moins 2 milles.

c. A bâbord, un feu rouge établi de manière à projeter une lumière ininterrompue sur tout le parcours d'un arc de l'horizon de 10 quarts ou rums du compas, c'est-à-dire depuis l'avant jusqu'à 2 quarts sur l'arrière du travers à bâbord ; ce feu doit être visible d'une distance d'au moins 2 milles ;

d. Lesdits feux de côté vert et rouge doivent être munis, du côté du bâtiment, d'écrans s'avancant au moins 91 centimètres en avant du feu, de telle sorte que leur lumière ne puisse pas être aperçue de tribord devant pour le feu rouge, et de bâbord devant pour le feu vert.

e. Un navire à vapeur faisant route peut porter un feu blanc additionnel de même construction que le feu mentionné au paragraphe *a*. Ces deux feux devront être placés dans le plan longitudinal, de manière que l'un soit plus élevé que l'autre d'au moins 4^m57, et dans une position telle, l'un par rapport à l'autre, que le feu inférieur soit sur l'avant du feu supérieur. La distance verticale entre ces feux devra être moindre que leur distance horizontale.

Feux des navires à vapeur remorquant.

Art. 3. — Tout navire à vapeur remorquant un autre navire doit porter, outre ses feux de côté, deux feux blancs brillants, placés verticalement à 1^m83 au moins l'un de l'autre, et lorsqu'il remorque plus d'un navire, il doit porter un feu blanc brillant additionnel à 1^m83 au-dessus ou au-dessous des deux précédents, si la longueur de la remorque, mesurée entre l'arrière du remorqueur et l'arrière du dernier navire remorqué, dépasse 183 mètres. Chacun de ces feux doit être de la même construction, du même caractère et placé dans la même position que le feu blanc mentionné à l'article 2 *a*, à l'exception du feu additionnel qui peut être à une hauteur de 4^m27 au moins au-dessus du plat-bord.

Le remorqueur peut porter, en arrière de sa cheminée ou de son mât de l'arrière, un petit feu blanc sur lequel gouverne le bâtiment remorqué ; mais ce feu ne doit pas être visible sur l'avant du travers du remorqueur.

Signaux de jour et de nuit à bord des navires qui ne sont pas maîtres de leur manœuvre.

Art. 4. — *a.* Un navire qui, pour une cause accidentelle, n'est pas maître de sa manœuvre, doit, pendant la nuit, porter à la même hauteur que le feu blanc mentionné à l'article 2 *a*, à l'endroit où ils seront le plus apparents, et, si ce navire est à vapeur, à la place de ce dernier feu, deux feux rouges disposés verticalement à une distance l'un de l'autre d'au moins 1^m83 et d'une intensité suffisante pour être visibles, tout autour de l'horizon, d'une distance d'au moins 2 milles ; pendant le jour, ce même navire devra porter, sur une ligne verticale et à 1^m83 au moins de distance l'un de l'autre, dans l'endroit

où ils seront le plus apparents, deux ballons ou marques noirs de 61 centimètres de diamètre chacun.

b. Un navire employé à poser ou à relever un câble télégraphique doit porter, dans la même position que le feu blanc mentionné à l'article 2 *a*, et, si c'est un navire à vapeur, à la place assignée à ce feu, trois feux placés sur une ligne verticale, à 1^m83 au moins l'un de l'autre. Le feu supérieur et le feu inférieur seront rouges, le feu du milieu blanc; ils auront une intensité suffisante pour être visibles sur tout l'horizon d'une distance d'au moins 2 milles. De jour, il devra porter, sur une même ligne verticale, à 1^m83 au moins l'une de l'autre, et placées dans l'endroit le plus apparent, trois marques de 61 centimètres au moins de diamètre chacune, dont la plus haute et la plus basse seront de forme sphérique et de couleur rouge, celle du milieu de forme biconique et de couleur blanche.

c. Les navires dont il est question dans le présent article ne portent pas de feux de côté quand ils n'ont aucun sillage, mais ils doivent en avoir, s'ils ont de l'erre.

d. Les feux et les marques de jour prescrits par le présent article doivent être regardés par les autres navires comme des signaux indiquant que le bâtiment qui les montre n'est pas maître de sa manœuvre et ne peut, par conséquent, pas s'écarter de sa route.

Ces signaux ne sont pas des signaux de navires en détresse et demandant assistance; ces derniers signaux sont spécifiés à l'article 31.

Feux des navires à voiles.

Art. 5. — Tout navire à voiles qui fait route et tout navire remorqué doivent porter les feux prescrits à l'article 2 pour un navire à vapeur faisant route, à l'exception des feux blancs mentionnés dans ledit article, qu'ils ne doivent jamais porter.

Feux exceptionnels pour les petits navires.

Art. 6. — Toutes les fois que les feux de côté, vert et rouge, ne peuvent être fixés à leur poste comme cela a lieu à bord des petits bâtiments faisant route par mauvais temps, ces feux doivent être tenus sous la main, allumés et prêts à être montrés; si l'on s'approche d'un autre bâtiment ou si l'on en voit un qui s'approche, on doit montrer ces feux à leur bord respectif suffisamment à temps pour prévenir la collision, de telle sorte qu'ils soient bien apparents et que le feu vert ne puisse pas être aperçu de bâbord, ni le feu rouge de tribord, et, s'il est possible, de telle sorte qu'ils ne puissent être vus au-delà de 2 quarts sur l'arrière du travers de leur bord respectif.

Afin de rendre plus facile et plus sûr l'emploi de ces feux portatifs, les fanaux doivent être peints extérieurement de la couleur du feu qu'ils contiennent respectivement et doivent être munis d'écrans convenables.

Feux des petits bâtiments et des embarcations.

Art. 7. — Les navires à vapeur de moins de 40 tonneaux de jauge brute et les navires marchant à l'aviron ou à la voile de moins de 20 tonneaux de jauge brute, ainsi que les embarcations à l'aviron, lorsqu'ils font route, ne sont pas astreints à porter les feux mention-

nés à l'article 2 *a*, *b* et *c* ; mais, s'ils ne les portent pas, ils doivent être pourvus des feux suivants :

1° Les navires à vapeur de moins de 40 tonneaux doivent porter :

a. Sur la partie avant du navire, soit sur la cheminée, soit en avant de celle-ci, à l'endroit où il sera le plus apparent et à 2^m74 au moins au-dessus du plat-bord, un feu blanc brillant construit et fixé comme il est prescrit à l'article 2 *a* et d'une intensité suffisante pour être visible d'une distance d'au moins 2 milles ;

b. Des feux de côté, vert et rouge, construits et fixés comme il est prescrit à l'article 2 *b* et *c*, et d'une intensité suffisante pour être visibles d'une distance d'au moins 1 mille, ou un fanal combiné pour montrer un feu vert et un feu rouge depuis l'avant jusqu'à 2 quarts sur l'arrière du travers de leur bord respectif. Ce fanal ne doit pas être à moins de 91 centimètres au-dessous du feu blanc ;

2° Les petits navires à vapeur, tels que les embarcations que portent les bâtiments de mer, peuvent placer le feu blanc à moins de 2^m74 au-dessus du plat-bord, mais ce feu doit être au-dessus du fanal combiné mentionné au paragraphe 1 *b* ;

3° Les petits navires, à l'aviron ou à la voile, de moins de 20 tonneaux, doivent avoir prêt, sous la main, un fanal muni d'une glace verte d'un côté et d'une glace rouge de l'autre côté, et, s'ils s'approchent d'un autre navire ou s'ils en voient un s'approcher, ils doivent montrer ce fanal assez à temps pour prévenir une collision, de telle sorte que le feu vert ne puisse être aperçu de bâbord ni le feu rouge de tribord ;

4° Les embarcations à rames, lorsqu'elles marchent à l'aviron ou à la voile, doivent avoir prêt sous la main un fanal à feu blanc, qui sera montré temporairement assez à temps pour prévenir une collision.

Les navires dont il est question dans cet article ne sont pas obligés de porter les feux prescrits par l'article 4 *a* et par l'article 11, dernier paragraphe.

Feux des bateaux-pilotes.

Art. 8. — Les bateaux-pilotes, quand ils sont en service à leur station de pilotage, ne doivent pas porter les feux exigés des autres navires ; ils doivent avoir en tête de mât un feu blanc visible tout autour de l'horizon et montrer un ou plusieurs feux provisoires d'une nature quelconque (*flare-up*) à de courts intervalles ne dépassant jamais quinze minutes.

S'ils s'approchent d'un autre navire ou s'ils en voient un s'approcher, ils doivent avoir leurs feux de côté allumés, prêts à servir, mais couverts, et les démasquer et les remasquer à de courts intervalles, pour indiquer la direction de leur cap ; mais le feu vert ne doit pas paraître du côté de bâbord, ni le feu rouge du côté de tribord.

Un bateau-pilote, de la catégorie de ceux qui sont obligés d'accoster un navire pour mettre un pilote à bord, peut montrer le feu blanc au lieu de le porter en tête de mât et peut, au lieu des feux de couleur ci-dessus mentionnés, avoir sous la main, prêt à servir, un fanal muni d'une glace verte d'un côté, et d'une glace rouge de l'autre côté, et l'employer comme il est dit plus haut.

Les bateaux-pilotes, lorsqu'ils ne sont pas à leur station occupés à un service de pilotage, doivent porter des feux semblables à ceux des autres navires de leur tonnage.

Feux des bateaux de pêche.

Art. 9 (1). — Réservé.

(1)

Dispositions provisoires.

Une entente internationale n'ayant pu encore s'établir en vue de la réglementation définitive de l'éclairage des bateaux de pêche, les dispositions de l'article 10 du règlement du 1^{er} septembre 1884, ci-dessous reproduites, resteront en vigueur jusqu'à nouvel avis, mais seulement en ce qui a trait aux bateaux de pêche :

Art. 10 du règlement du 1^{er} septembre 1884. — Les embarcations non pontées et les bateaux de pêche de moins de 20 tonneaux (jauge nette) étant en marche, sans avoir leurs filets, chaluts, dragues ou lignes à l'eau, ne seront pas obligés de porter les feux de couleur de côté; mais, dans ce cas, chaque embarcation ou chaque bateau devra, en leur lieu et place, avoir prêt sous la main un fanal muni sur l'un des côtés d'un verre vert et sur l'autre d'un verre rouge; et, s'il approche d'un navire ou s'il en voit s'approcher un, il devra montrer ce fanal assez à temps pour prévenir un abordage, et de manière que le feu vert ne soit pas vu sur le côté de bâbord, ni le feu rouge sur le côté de tribord.

(La partie suivante de cet article s'applique seulement aux bateaux et embarcations de pêche au large de la côte d'Europe, dans le nord du cap Finistère.)

A. Tous les bateaux et toutes les embarcations de pêche de 20 tonneaux (jauge nette) et au-dessus, lorsqu'ils sont en marche et ne se trouvent pas dans l'un des cas où ils ont à montrer les feux désignés par les prescriptions suivantes de cet article, doivent porter et montrer les mêmes feux que les autres bâtiments en marche.

B. Tous les bateaux qui seront en pêche avec des filets flottants ou dérivants devront montrer deux feux blancs placés de manière qu'ils soient le plus visibles possible. Ces feux seront disposés de façon que leur écartement vertical soit de 1^m80 au moins et de 3 mètres au plus, et de manière aussi que leur écartement horizontal, mesuré dans le sens de la quille du navire, soit de 1^m50 au moins et de 3 mètres au plus. Le feu inférieur devra être le plus sur l'avant et les deux feux devront être placés de telle sorte qu'ils puissent être aperçus de tous les points de l'horizon, par nuit noire, avec atmosphère pure, à une distance de 3 milles au moins.

C. Un bateau pêchant à la ligne et ayant ses lignes dehors devra porter les mêmes feux qu'un bateau en pêche avec des filets flottants ou dérivants.

D. Si un bateau en pêche devient stationnaire par suite d'un engagement de son appareil de pêche dans un rocher ou tout autre obstacle, il devra montrer le feu blanc et faire le signal de brume d'un bâtiment au mouillage.

E. Les bateaux de pêche et les embarcations non pontées peuvent, en toute circonstance, faire usage d'un feu intermittent (c'est-à-dire alternativement montré et caché), en plus des autres feux exigés par cet article. Tous les feux intermittents montrés par un bateau qui chalute, drague ou pêche avec un filet à drague quelconque, devront être montrés de l'arrière du bateau.

Toutefois, si le bateau est tenu par l'arrière à son chalut, à sa drague ou à son filet à drague, le feu intermittent devra être montré de l'avant.

F. Chaque bateau de pêche ou embarcation non pontée étant à l'ancre, entre le coucher et le lever du soleil, devra montrer un feu blanc visible tout autour de l'horizon, à une distance de 1 mille au moins.

G. Par temps de brume, un bateau en pêche avec des filets flottants ou dérivants et attaché à ses filets, un bateau chalutant, draguant ou pêchant avec des filets à drague quelconques, un bateau pêchant à la ligne et ayant ses lignes dehors, devra, à intervalles de deux minutes au plus, sonner alternativement du cornet de brume et de la cloche.

Éclairage des chalutiers.

En ce qui concerne les chalutiers, en attendant la réglementation définitive à intervenir, leur éclairage est réglé comme suit :

Navire rattrapé par un autre.

Art. 10. — Un navire qui est rattrapé par un autre doit montrer à celui-ci, de la partie arrière du navire, un feu blanc ou un feu provisoire d'une nature quelconque (*flare-up*).

Le feu blanc mentionné dans cet article peut être fixe et placé dans un fanal ; mais, dans ce cas, le fanal doit être muni d'écrans et disposé de telle sorte qu'il projette une lumière non interrompue sur un arc de l'horizon de 12 rumbs ou quarts du compas, soit 6 rumbs de chaque bord à partir de l'arrière : ce feu doit être visible d'au moins 1 mille et placé autant que possible à la même hauteur que les feux de côté.

Feux des bâtiments au mouillage.

Art. 11. — Un navire de moins de 45^m72 de longueur, lorsqu'il est au mouillage, doit porter à l'avant, dans l'endroit où il peut être le plus apparent, mais à une hauteur n'excédant pas 6^m10 au-dessus du plat-bord, un feu blanc dans un fanal disposé de manière à projeter tout autour de l'horizon une lumière claire, uniforme et non interrompue à une distance d'au moins 1 mille.

Un navire de 45^m72 ou plus de longueur, lorsqu'il est au mouillage, doit porter à la partie avant, à une hauteur au-dessus du plat-bord de 6^m10 au moins et de 12^m19 au plus, un feu semblable à celui qui a été mentionné dans le paragraphe précédent, et à l'arrière ou près de l'arrière un second feu pareil, qui doit être à une hauteur telle qu'il ne se trouve pas à moins de 4^m57 plus bas que le feu de l'avant.

On prendra pour la longueur du navire celle qui est donnée par son certificat d'inscription ou d'immatriculation.

Tout navire échoué dans un chenal ou près d'un chenal doit porter le feu ou les feux mentionnés ci-dessus, ainsi que les deux feux rouges prescrits par l'article 4 a.

Feux provisoires et signaux pour appeler l'attention.

Art. 12. — Tout navire peut, s'il le juge nécessaire pour appeler l'attention, montrer, en plus des feux prescrits par les présentes règles, un feu provisoire d'une nature quelconque (*flare-up*) ou faire

Les navires pêchant au chalut, c'est-à-dire avec un appareil draguant le fond de la mer, doivent :

1° Si ce sont des navires à vapeur, porter, dans la même position que le feu blanc mentionné à l'article 2 a, un fanal tricolore construit et fixé de manière à montrer à la fois une lumière blanche depuis l'avant jusqu'à 2 quarts de chaque bord, une lumière verte à tribord et une lumière rouge à bâbord, depuis 2 quarts à partir de l'avant jusqu'à 2 quarts sur l'arrière du travers de leur bord respectif, et porter en outre, à 1^m83 au moins et 3^m66 au plus au-dessous de ce feu tricolore, un feu blanc dans un fanal construit de façon à projeter une lumière claire, uniforme et sans interruption tout autour de l'horizon ;

2° Si ce sont des navires à voiles, ils doivent porter un feu blanc dans un fanal construit et fixé de manière à projeter une lumière claire, uniforme et sans interruption tout autour de l'horizon ; ils pourront aussi, lorsqu'ils s'approcheront d'un autre bâtiment ou lorsqu'ils en verront un s'approcher, brûler une torche assez à temps pour prévenir une collision.

Tous les feux mentionnés aux paragraphes 1° et 2° ci-dessus doivent être visibles d'une distance d'au moins 2 milles.

usage de tout signal détonant ne pouvant être pris pour un signal de détresse.

Feux de position ou de signaux.

Art. 13. — Les présentes règles ne doivent en rien gêner la mise à exécution des prescriptions spéciales édictées par un Gouvernement quelconque, quant à un plus grand nombre de feux de position ou de signaux à mettre à bord des bâtiments de guerre au nombre de deux ou davantage, ainsi qu'à bord des bâtiments à voiles naviguant en convoi, non plus que l'emploi des signaux de reconnaissance adoptés par les armateurs avec l'autorisation de leurs gouvernements respectifs et dûment enregistrés et publiés.

Navire à vapeur faisant route à la voile seule.

Art. 14. — Tout navire à vapeur faisant route à la voile seulement, mais ayant sa cheminée dressée, doit porter de jour, à l'avant, à l'endroit où il sera le plus apparent, un ballon noir ou une marque noire de 61 centimètres de diamètre.

SIGNAUX PHONIQUES POUR LA BRUME, ETC.

Signaux phoniques de brume, de brouillard ou de neige.

Art. 15. — Tous les signaux prescrits par le présent article pour les navires faisant route devront être produits :

1° A bord des *navires à vapeur*, au moyen du sifflet ou de la sirène ;

2° A bord des *navires à voiles* et des *navires remorqués*, au moyen du cornet de brume.

Les mots « son prolongé » employés dans cet article signifient un son de quatre à six secondes de durée.

Tout navire à vapeur doit être pourvu d'un sifflet ou d'une sirène d'une sonorité suffisante, actionné par la vapeur ou par tout autre moteur pouvant la remplacer et placé de telle sorte que le son ne puisse être arrêté par aucun obstacle ; il doit aussi être pourvu d'un cornet de brume actionné mécaniquement ainsi que d'une cloche, l'un et l'autre suffisamment puissants.

[Dans tous les cas où les présentes règles prescrivent une cloche, on peut se servir d'un tambour à bord des navires turcs, ou d'un gong, lorsque ces objets sont en usage à bord des petits navires de mer.]

Tout navire à voiles d'un tonnage brut de 20 tonneaux et au-dessus doit avoir un cornet de brume et une cloche semblables.

Par les temps de brume, de brouillard, de bruine, de neige, ou pendant les forts grains de pluie, tant de jour que de nuit, les signaux décrits dans le présent article seront employés comme il suit :

a. Tout navire à vapeur ayant de l'erre doit faire entendre un son prolongé à des intervalles de deux minutes au plus ;

b. Tout navire à vapeur en route, mais stoppé et n'ayant pas d'erre, doit faire entendre, à des intervalles ne dépassant pas deux minutes, *deux* sons prolongés séparés par un intervalle d'une seconde environ ;

c. Tout navire à voiles faisant route doit faire entendre, à des

intervalles n'excédant pas une minute, *un* son quand il est tribord amures, *deux* sons consécutifs quand il est bâbord amures, et *trois* sons consécutifs quand il a le vent de l'arrière du travers ;

d. Tout navire au mouillage doit sonner la cloche rapidement pendant cinq secondes environ à des intervalles n'excédant pas une minute ;

e. Tout navire qui remorque, tout navire employé à poser ou à lever un câble télégraphique, tout navire faisant route et ne pouvant se déranger de la route d'un navire qui s'approche, parce qu'il n'est pas maître de sa manœuvre ou qu'il ne peut manœuvrer comme l'exige ce règlement, devra, au lieu des signaux prescrits aux paragraphes *a* et *c* du présent article, faire entendre, à des intervalles ne dépassant pas deux minutes, trois sons consécutifs, savoir : un son prolongé suivi de deux sons brefs. Un navire remorqué peut faire ce signal, mais il n'en fera pas d'autre.

Les navires à voiles et embarcations d'un tonnage brut de moins de 20 tonneaux ne sont pas astreints à faire les signaux mentionnés ci-dessus ; mais, s'ils ne les font pas, ils doivent faire tout autre signal phonique d'une intensité suffisante à des intervalles ne dépassant pas une minute.

LA VITESSE DES NAVIRES DOIT ÊTRE MODÉRÉE PAR TEMPS DE BRUME, ETC.

Vitesse modérée en temps de brume, de brouillard, etc.

Art. 16. — Tout navire, par temps de brume, de brouillard, de bruine, de neige, ou pendant les forts grains de pluie, doit aller à une vitesse modérée, en tenant attentivement compte des circonstances et des conditions existantes.

Tout navire à vapeur, en entendant, dans une direction qui lui paraît être sur l'avant de son travers, le signal de brume d'un navire dont la position est incertaine, doit, autant que les circonstances du cas le comportent, stopper sa machine et ensuite naviguer avec précaution jusqu'à ce que le danger de collision soit passé.

RÈGLES DE BARRE ET DE ROUTE. — PRÉLIMINAIRES. — RISQUE DE COLLISION.

Constatation du risque de collision.

Le risque de collision peut, quand les circonstances le permettent, être constaté par l'observation attentive du relèvement au compas d'un navire qui s'approche. Si ce relèvement ne change pas d'une façon appréciable, on doit en conclure que ce risque existe.

Entre deux navires à voiles.

Art. 17. — Lorsque deux navires à voiles s'approchent l'un de l'autre, de manière à faire craindre une collision, l'un d'eux doit s'écarter de la route de l'autre comme il suit, savoir :

a. Tout navire courant large doit s'écarter de la route d'un navire qui est au plus près ;

b. Tout navire qui court au plus près bâbord amures doit s'écarter de la route d'un navire qui est au plus près tribord amures ;

c. Lorsque deux navires courent largue avec le vent de bords opposés, celui qui reçoit le vent de bâbord doit s'écarter de la route de l'autre ;

d. Lorsque les deux navires courent largue avec le vent du même bord, celui qui est au vent doit s'écarter de la route de celui qui est sous le vent ;

e. Tout navire vent arrière doit s'écarter de la route d'un autre navire.

Entre deux navires à vapeur.

Art. 18. — Lorsque deux navires marchant à la vapeur font des routes directement opposées ou à peu près opposées, de manière à faire craindre une collision, chacun d'eux doit venir sur tribord de manière à passer par bâbord l'un de l'autre.

Cet article ne s'applique qu'aux cas où les navires ont le cap l'un sur l'autre ou presque l'un sur l'autre, en suivant des directions opposées, de telle sorte que la collision soit à craindre : il ne s'applique pas à deux navires qui, s'ils continuent leurs routes respectives, se croiseront sûrement sans se toucher.

Les seuls cas que vise cet article sont ceux dans lesquels chacun des deux bâtiments a le cap sur l'autre. en d'autres termes, les cas dans lesquels, pendant le jour, chaque bâtiment voit les mâts de l'autre navire l'un par l'autre ou à très peu près l'un par l'autre et tout à fait ou à très peu près dans le prolongement de son cap ; et, pendant la nuit, le cas où chaque bâtiment est placé de manière à voir à la fois les deux feux de côté de l'autre.

Il ne s'applique pas au cas où, pendant le jour, un bâtiment en aperçoit un autre droit devant lui et coupant sa route, ni au cas où, pendant la nuit, chaque bâtiment présentant son feu rouge voit le feu de même couleur de l'autre, où chaque bâtiment présentant son feu vert voit le feu de même couleur de l'autre, ni au cas où un bâtiment aperçoit droit devant lui un feu rouge sans voir de feu vert, ou aperçoit droit devant lui un feu vert sans voir de feu rouge, enfin ni au cas où un bâtiment aperçoit à la fois un feu vert et un feu rouge dans toute autre direction que droit devant ou à peu près.

Entre deux navires à vapeur se croisant.

Art. 19. — Lorsque deux navires marchant à la vapeur font des routes qui se croisent de manière à faire craindre une collision, le bâtiment qui voit l'autre par tribord doit s'écarter de la route de cet autre navire.

Entre un navire à voiles et un navire à vapeur.

Art. 20. — Lorsque deux navires, l'un à vapeur, l'autre à voiles, courent de manière à risquer de se rencontrer, le navire sous vapeur doit s'écarter de la route de celui qui est à voiles.

Interprétation.

Art. 21. — Quand, d'après les règles tracées ci-dessus, l'un des navires doit changer sa route, l'autre bâtiment doit conserver la sienne et maintenir sa vitesse.

Nota. — Il peut se faire, par suite de temps couvert ou pour d'au-

tres causes, que deux navires viennent à se trouver tellement rapprochés l'un de l'autre que la collision ne puisse être évitée par la manœuvre seule de celui qui doit laisser la route libre ; dans ce cas, l'autre navire doit faire, de son côté, telle manœuvre qu'il jugera la meilleure pour empêcher l'abordage. (Voir art. 27 et 29.)

Éviter de couper la route d'un bâtiment sur l'avant.

Art. 22. — Tout navire qui est tenu, d'après ces règles, de s'écarter de la route d'un autre navire, doit, si les circonstances de la rencontre le permettent, éviter de couper la route de l'autre navire sur l'avant de celui-ci.

Diminuer de vitesse, stopper et même marcher en arrière.

Art. 23. — Tout navire à vapeur qui est tenu, d'après ces règles, de s'écarter de la route d'un autre navire, doit, s'il s'approche de celui-ci, ralentir au besoin sa vitesse ou même stopper ou marcher en arrière, si les circonstances le rendent nécessaire.

Navire qui en rattrape un autre.

Art. 24. — Quelles que soient les prescriptions des articles qui précèdent, tout bâtiment qui en rattrape un autre doit s'écarter de la route de ce dernier.

Tout navire qui se rapproche d'un autre en venant d'une direction de plus de 2 quarts sur l'arrière du travers de ce dernier, c'est-à-dire qui se trouve dans une position telle, par rapport au navire qui est rattrapé, qu'il ne pourrait, pendant la nuit, apercevoir aucun des feux de côté de celui-ci, doit être considéré comme un navire qui en rattrape un autre ; et aucun changement ultérieur dans le relèvement entre les deux bâtiments ne pourra faire considérer le navire qui rattrape l'autre comme croisant la route de ce dernier au sens propre de ces règles, et ne pourra l'affranchir de l'obligation de s'écarter de la route du navire rattrapé jusqu'à ce qu'il l'ait tout à fait dépassé et paré.

Pendant le jour, un bâtiment qui rattrape un autre bâtiment, ne pouvant pas toujours reconnaître avec certitude s'il est sur l'avant ou sur l'arrière de cette direction par rapport à ce dernier, doit, s'il y a doute, se considérer comme un navire qui en rattrape un autre et s'écarter de la route de celui-ci.

Navire à vapeur dans les passes.

Art. 25. — Dans les passes étroites, tout navire à vapeur doit, quand la prescription est d'une exécution possible et sans danger pour lui, prendre la droite du chenal ou du milieu du passage.

S'écarter de la route des bateaux de pêche.

Art. 26. — Tout navire à voiles faisant route doit s'écarter de la route des navires à voiles ou embarcations pêchant avec des filets, des lignes ou des chaluts. Cette prescription ne donne pas aux navires ou embarcations qui sont occupés à une opération de pêche le droit d'obstruer un chenal fréquenté par des navires autres que des navires ou embarcations de pêche.

Circonstances particulières.

Art. 27. — En suivant et en interprétant les prescriptions qui précèdent, on doit tenir compte de tous les dangers de navigation et de collision, ainsi que des circonstances particulières qui peuvent forcer de s'écarter de ces règles pour éviter un danger immédiat.

SIGNAUX PHONIQUES POUR LES NAVIRES QUI S'APERÇOIVENT
L'UN L'AUTRE.

Signaux phoniques pour les navires en vue.

Art. 28. — Les mots « son bref » employés dans cet article signifient un son d'environ une seconde de durée.

Lorsque des navires sont en vue l'un de l'autre, un navire à vapeur qui est en marche doit, en changeant sa route conformément à l'autorisation ou aux prescriptions de ce règlement, indiquer ce changement par les signaux suivants, faits au moyen de son sifflet ou de sa sirène, savoir :

Un son bref pour dire : « Je viens sur tribord » ; deux sons brefs pour dire : « Je viens sur bâbord » ; trois sons brefs pour dire : « Je marche en arrière à toute vitesse. »

OBSERVATION ABSOLUE EN TOUTES CIRCONSTANCES DES PRÉCAUTIONS
ÉLÉMENTAIRES.

Observation des précautions élémentaires.

Art. 29. — Rien de tout ce qui est prescrit dans ces règles ne doit exonérer un navire ou son propriétaire, ou son capitaine, ou son équipage, des conséquences d'une négligence quelconque soit au sujet des feux ou des signaux, soit de la part des hommes de veille, soit enfin au sujet de toute précaution que commandent l'expérience ordinaire du marin et les circonstances particulières dans lesquelles se trouve le bâtiment.

RÉSERVE RELATIVE AUX RÈGLES DE NAVIGATION DANS LES PORTS
ET A L'INTÉRIEUR DES TERRES.

Réserve des règlements des ports.

Art. 30. — Rien dans ces règles ne doit entraver l'application des règles spéciales, dûment édictées par l'autorité locale, relativement à la navigation dans une rade, dans une rivière ou dans une étendue d'eau intérieure quelconque.

SIGNAUX DE DÉTRESSE.

Signaux de détresse.

Art. 31. — Lorsqu'un bâtiment est en détresse et demande des secours à d'autres navires ou à la terre, il doit faire usage des signaux suivants, ensemble ou séparément, savoir :

Pendant le jour.

1^o Coups de canon ou autres signaux explosifs tirés à intervalles d'une minute environ ;

2° Le signal de détresse du code international indiqué par les signes N C ;

3° Le signal de grande distance consistant en un pavillon carré, ayant au-dessus ou au-dessous un ballon ou quelque chose ressemblant à un ballon ;

4° Un son continu produit par un appareil quelconque pour signaux de brume.

Pendant la nuit.

1° Coups de canon ou autres signaux explosifs tirés à intervalles d'une minute environ ;

2° Flammes sur le navire, telles qu'on peut en produire en brûlant un baril à goudron, à huile, etc. ;

3° Fusées ou bombes projetant des étoiles de toutes couleurs et de tous genres, ces fusées ou bombes lancées une à une à de courts intervalles ;

4° Un son continu produit par un appareil quelconque pour signaux de brume.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

FRANCE

Les Affaires de Turquie.

A la séance de la Chambre des députés du 3 avril, à une question de M. Gauthier (de Clagny), M. Hanotaux a répondu par la déclaration suivante :

Je répondrai brièvement à la question qui m'est posée par M. Gauthier de Clagny.

Il y a quinze jours à peine que le gouvernement s'est expliqué au sujet de la question crétoise devant les deux Chambres et que nous avons exposé un plan qui, évidemment, devait demander un certain temps avant de se trouver entièrement mis à exécution.

On fait observer que des lenteurs se produisent. Cependant, messieurs, vu la grandeur et la complexité des intérêts engagés, ce laps de temps est bien court. Ces lenteurs sont dans la nature des choses, et je ne pense pas qu'il y ait lieu de faire aux puissances un reproche de conduire des affaires si délicates dans un esprit de prudence et de modération.

A l'heure présente, le programme que nous avons exposé devant la Chambre est en voie d'exécution. L'autonomie a été proclamée et il n'est nullement démontré qu'elle ait été aussi mal accueillie qu'on l'a dit par les Crétois.

Il ne faut pas juger des sentiments de tous d'après ceux des insurgés qui sont en état de lutte ouverte autour des ports du littoral et qui empêchent les déclarations des puissances de pénétrer à l'intérieur.

Cette lutte existe, il est vrai, mais je ne crois pas qu'il y ait lieu d'en exagérer l'importance. Il faut se méfier à ce sujet des récits très exagérés de certains journaux.

Quant au rôle des contingents des puissances, il n'est pas inutile de le préciser.

Les troupes ottomanes étant dans l'impuissance réelle de défendre les villes du littoral et ayant même spontanément renoncé à la lutte, les contingents ont occupé les positions qui assurent leur sécurité dans les villes de la côte.

Cet état de choses, établi depuis quelques jours, ne paraît pas sérieusement menacé. Cependant, s'il était nécessaire, les puissances prendraient de nouvelles mesures de précaution et renforceraient les contingents qui sont mis à la disposition des amiraux en vue de protéger les villes du littoral.

Sur la frontière thessalienne, aucun fait grave ne s'est produit jusqu'ici : je ne dissimulerai pas, cependant, que l'agglomération de troupes de part et d'autre nous donne de réels sujets d'inquiétude, atténués seulement par les déclarations faites par les deux gouvernements grec et turc d'éviter tout acte offensif. Les puissances ne ménagent pas leurs avertissements dans ce sens.

D'autre part, les Etats balkaniques paraissent toujours disposés à conserver une attitude sage et réservée qui contribue grandement au maintien de la paix générale.

Dans la séance du 15 mars, nous avons dit que, s'il le fallait, les puissances en viendraient au blocus de certains ports de la Grèce continentale. Rien n'a encore été fait dans ce sens. Mais les puissances examinent les conditions dans lesquelles un blocus plus ou moins étendu pourrait utilement s'effectuer.

En un mot, messieurs, les puissances restent d'accord pour s'efforcer d'empêcher les événements actuels d'entraîner des conséquences plus graves pour la paix générale. Tel est leur but principal. Jusqu'ici il a été atteint et même les conflits locaux n'ont amené nulle part un état d'hostilité. Nous espérons encore qu'il ne se produira pas.

Enfin, nous poursuivons en Crète l'application de l'autonomie par des mesures nouvelles qui sont actuellement en délibération entre les puissances par l'organe de leurs ambassadeurs à Constantinople.

Nous pensons que, dans cette double tâche que l'Europe a assumée, le temps viendra en aide aux conseils de la sagesse et à la crainte qu'inspirent à tous les dangers d'un conflit sanglant.

Les Affaires de Madagascar.

Elles ont donné lieu à des explications intéressantes à la Chambre des députés dans la séance du 3 avril.

M. Le Myre de Vilers a d'abord posé une question au ministre des affaires étrangères, au sujet de représentations qui auraient, suivant les journaux, été faites par l'Angleterre. Il faut enfin couper court à cette tactique britannique qui entrave notre action dans nos colonies. Sans le miroitement de l'intervention de l'Angleterre qui, d'ailleurs, ne se produit jamais, nous n'aurions pas eu de si graves difficultés au Siam et à Madagascar.

Quelles mesures compte prendre le gouvernement pour mettre fin à des procédés qui feraient évanouir les relations correctes qui doivent exister entre deux pays voisins ?

M. Hanotaux répond :

Le gouvernement n'a reçu et ne pouvait recevoir aucune représentation, aucune demande d'explications de l'Angleterre, au sujet des protestants indigènes de Madagascar. (Très bien !) Ces protestants sont sujets de la France ; et c'est d'elle seule qu'ils dépendent.

Si des représentations comme celles auxquelles a fait allusion M. Le Myre de Vilers avaient été présentées, elles auraient été écartées par le gouvernement. (Applaudissements.)

L'incident est clos.

Dans la même séance, M. Pourquery de Boisserin développe une interpellation sur les événements qui se sont accomplis à Madagascar.

M. André Lebon, ministre des colonies, expose les circonstances dans lesquelles a eu lieu la déposition de la reine Ranavaloa par le général Gallieni dont il déclare approuver la conduite.

La Chambre vote à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

La Chambre, approuvant la politique suivie à Madagascar et adressant à l'armée qui assure la pacification de cette nouvelle colonie française ses patriotiques félicitations, passe à l'ordre du jour.

Traité de commerce et de navigation franco-japonais (4 août 1896).

Il a été soumis à la Chambre des députés avec l'*Exposé des motifs* suivant :

Messieurs, nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations un traité de commerce et de navigation signé à Paris, le 4 août dernier, entre la France et le Japon.

Depuis plusieurs années, le Japon se préoccupe d'obtenir la révision des traités qu'il a été amené à conclure avec diverses puissances européennes et avec les États-Unis de l'Amérique du Nord dans la période comprise entre 1858 et 1866. Sur les instances du gouvernement mikadonal, des conférences composées de tous les agents des États représentés à Tokyo avaient été ouvertes dans cette ville le 25 janvier 1882 ; mais la multiplicité et l'importance des questions à examiner étaient telles que l'entente n'avait pu encore s'établir lorsque survint la guerre sino-japonaise.

Aussitôt après la conclusion du traité de Simonosaki, le gouvernement mikadonal fit auprès des puissances occidentales de nouvelles et pressantes démarches en vue de la négociation de traités destinés à remplacer ceux conclus de 1858 à 1866.

Le gouvernement français accueillit ces ouvertures avec la sympathie qu'il a toujours témoignée au Japon, mais aussi avec la réserve que comportait l'importance des réformes qui nous étaient demandées. Diverses puissances, en particulier la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Russie et les États-Unis, se montrèrent plus empressées à souscrire aux demandes du gouvernement mikadonal, et elles avaient déjà signé avec celui-ci de nouvelles conventions, alors que nous n'avions pas encore fait connaître au cabinet de Tokyo nos intentions définitives.

Une plus longue abstention n'eût été conforme ni à nos sentiments envers le Japon ni à nos intérêts bien entendus, et, le 8 décembre 1894, s'ouvrirent à Paris, au ministère des affaires étrangères, des conférences pour l'élaboration d'un nouveau traité de commerce et de navigation destiné à remplacer toutes nos conventions antérieures avec le Japon, en particulier celles du 9 octobre 1858 et du 25 juin 1866.

Le traité a été signé le 4 août 1896 ; il est conforme, dans ses grandes lignes, à ceux conclus avec le gouvernement mikadonal par diverses puissances, notamment la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Russie, les États-Unis, l'Espagne, l'Italie, la Suisse, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, les royaumes unis de Suède et de Norvège, le Mexique et le Brésil. Mais tout en suivant dans leurs dispositions générales les conventions signées par ces États, nous avons cherché à obtenir en faveur du commerce et de la navigation française les avantages spéciaux que réclame la nature de nos relations économiques avec le Japon, et nous nous sommes, d'autre part, efforcés de tempérer, autant que possible, par diverses stipulations nouvelles, les inconvénients qui peuvent résulter du brusque passage du régime des traités exclusivement conçus d'après la théorie de l'exterritorialité au système de conventions basées sur le principe du droit des gens européen. Pour donner plus de clarté aux explications que nous devons vous fournir, nous groupons sous cinq rubriques distinctes les principales clauses du traité que nous vous présentons.

I. — *Clauses d'établissement et d'immunités consulaires.*

Le régime de l'exterritorialité qui fonctionne *ab antiquo* au Japon est supprimé. Le droit de juridiction, en particulier, est transféré (art. 23) des tribunaux consulaires aux tribunaux japonais, et ceux-ci sont appelés à fonctionner dans la plénitude de la souveraineté.

Nous avons cru devoir accepter, comme toutes les autres puissances occidentales, cette grave réforme politique, et plusieurs considérations nous ont inspiré cette décision. Il y a lieu, notamment, d'observer que si nous possédons en Chine de nombreux tribunaux consulaires, nous n'avons jamais installé au Japon que celui de Yokohama. D'autre part, il résulte d'une déclaration insérée, sur notre demande, à la suite du nouveau traité franco-japonais, que cet acte international ne sera pas mis en vigueur tant que les nouveaux codes de l'empire ne seront pas effectivement appliqués. Or, les rédacteurs des nouveaux

codes japonais se sont généralement inspirés des législations modernes de l'Europe ; un professeur à la faculté de droit de Paris a pris une part importante à l'élaboration de ces codes ; nous n'avons pas à craindre, par conséquent, que l'extension qui en sera faite à nos nationaux produise les inconvénients qui seraient certainement résultats de l'application de l'ancien droit coutumier japonais.

La contre-partie directe et naturelle de cet abandon du régime de l'exterritorialité consiste dans l'ouverture par le Japon à nos commerçants, à nos industriels et à tous les Français en général, non plus, comme précédemment, d'un nombre restreint de ports, mais de l'ensemble de son territoire, de tous ses marchés intérieurs et maritimes, y compris ceux situés dans l'île de Formose. Dans toute l'étendue de l'empire, la faculté de voyager, de résider, de naviguer, de se livrer à l'exercice de leur profession sera pleinement reconnue à nos ressortissants. La juridiction japonaise leur sera ouverte à tous les degrés comme aux nationaux eux-mêmes (art. 1^{er}, §§ 2, 3 et 4, et art. 5).

Ils ne pourront être soumis à d'autres impôts que ceux perçus sur les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée (art. 3, § 1), et ils auront, d'autre part, la faculté d'acquérir, de posséder et de transmettre par succession, par testament, donation ou toute autre manière que ce soit, des biens, valeurs et effets mobiliers de toutes sortes (art. 1, § 3).

Nous devons toutefois vous prier d'observer, en ce qui concerne ce dernier point, qu'aucune des puissances occidentales n'a pu obtenir pour ses nationaux le droit d'acquérir au Japon des immeubles.

L'accession des étrangers à la propriété foncière est nettement contraire aux traditions de ce pays, et nous nous sommes heurtés, à cet égard, comme les autres Etats, à des résistances absolues. Cependant, au cours des conférences qui ont eu lieu à Paris, nous avons obtenu du ministre du Japon une déclaration dont nous avons pris acte et de laquelle il résulte que le gouvernement mikadonal se propose d'accorder plus tard aux étrangers, par voie législative, le droit d'acquérir des immeubles. Du reste, en attendant l'exécution de cette mesure, les Français résidant au Japon auront la faculté d'exercer sur les immeubles urbains et ruraux tous les droits autres que celui de propriété ; ils pourront, notamment, les prendre en location, même par bail emphytéotique (art. 4).

Enfin la liberté individuelle (art. 1, § 2), la liberté du domicile (art. 6) et la liberté de conscience, y compris l'exercice privé ou public du culte (art. 2), sont complètement garantis aux citoyens français.

En vue d'assurer à nos ressortissants une application complète et permanente de ces divers avantages, nous avons stipulé (art. 19) le droit d'instituer des consuls, non plus comme aujourd'hui, dans les seuls ports ouverts du Japon, mais dans tous les ports, villes et places de l'empire. Ces agents français jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités, ainsi que des pouvoirs qui sont ou seront accordés par le gouvernement mikadonal aux autorités consulaires de la nation la plus favorisée (art. 17 et 19).

II. — *Clauses commerciales et tarifaires.*

Les Français résidant au Japon auront, en quelque lieu que ce soit, la faculté d'exercer toute espèce d'industrie ou de métier, de faire le commerce, tant en gros qu'en détail, de tous produits naturels ou fabriqués, soit en personne, soit par leurs agents, seuls, ou en entrant en société commerciale avec des étrangers ou avec des nationaux (art. 4). Ils jouiront, pour tout ce qui concerne le magasinage, les primes, les facilités et les drawbacks, ainsi que pour l'application des droits d'accise, d'octroi ou de consommation, du régime appliqué aux Japonais eux-mêmes et à leurs marchandises (art. 8).

Lors de la mise en vigueur du traité, c'est-à-dire dans le délai de trois années fixé par l'art. 24, les produits japonais importés en France seront admis aux droits du tarif minimum dont ils ne jouissent pas actuellement et, par récipro-

citée, le Japon nous garantit en matière de douanes, tant à l'entrée qu'à la sortie, le traitement de la nation la plus favorisée (art. 7).

Cette clause doit procurer aux négociants et industriels français le bénéfice des taxes réduites inscrites dans les tarifs accordés par le gouvernement mikadonal aux puissances qui ont avec le marché japonais les relations commerciales les plus nombreuses : la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Chacune de ces puissances a naturellement cherché à faire inscrire dans ce tarif des taxes aussi réduites que possible pour l'admission des marchandises qui constituent les principaux éléments de son exportation au Japon, un certain nombre de ces marchandises comptant parmi les produits que la France aussi importe au Japon. En outre, pour prévenir d'ultérieurs relèvements de droits, nous avons obtenu qu'un tarif spécial à la France soit annexé au traité du 4 août dernier. Ces avantages réunis constituent pour notre commerce extérieur un régime douanier qui lui permettra, s'il fait preuve d'initiative, d'augmenter le chiffre de ses envois à destination de ce pays.

Notre exportation au Japon représente, pour 1895, en commerce spécial, une valeur de 12 millions et demi de francs. Les trois quarts environ des marchandises qui contribuent à former ce chiffre global bénéficieront des taxes réduites que nous avons obtenues du gouvernement mikadonal.

Les tissus de laine français, dont l'exportation au Japon s'est élevée, en 1895, à 9 millions et demi de francs, bénéficieront d'un droit réduit de 10 0/0, et une catégorie spéciale de ces tissus, les mousselines de laines écrues ou blanc d'impression, qui, lorsqu'elles sont de provenance française, jouissent d'une faveur très marquée sur le marché japonais, n'auront à acquitter qu'un droit de 8 1/2 0/0. Nous avons également obtenu, après de vives instances, que nos vins, y compris le champagne, soient taxés à 10 0/0 de leur valeur, et la modération de cette taxe permettra sans doute à nos viticulteurs d'augmenter le chiffre de leur vente sur un marché où l'usage du vin va probablement se développer. 17 autres articles, dont vous trouverez l'énumération dans le tarif annexé au nouveau traité franco-japonais, bénéficieront également des taxes réduites variant entre 5 et 10 0/0 de leur valeur.

Par un protocole annexé au nouveau traité (n° 1, § 2), il est convenu que les droits *ad valorem* qui nous sont consentis seront convertis en droits spécifiques par une convention supplémentaire qui sera conclue entre les deux gouvernements dans le délai de 6 mois à dater de la ratification du traité.

III. — *Clauses relatives à la navigation.*

Nos relations maritimes avec le Japon ne sont pas encore très importantes, mais elles ne peuvent que se développer par suite de l'ouverture de tous les ports et havres de ce pays aux bâtiments de commerce étrangers. Nous avons, en conséquence, inscrit dans le nouveau traité diverses stipulations en faveur de notre marine marchande.

L'égalité de pavillon est d'abord assurée à nos navires de commerce : les droits de douanes, primes et drawbacks seront les mêmes, que les importations ou les exportations aient lieu par des bâtiments français ou par des bâtiments de toute autre nationalité (art. 9). Le bénéfice du traitement national est, d'autre part, garanti à nos navires de commerce pour le paiement des diverses taxes de navigation (art. 10) et pour tout ce qui concerne le placement, le chargement et le déchargement desdits navires (art. 11).

Le régime du cabotage dans les ports japonais doit, en vertu de l'art. 12, § 1, rester soumis à la législation intérieure de l'empire, mais il ne faudrait pas inférer de cette disposition que les opérations de cabotage seront absolument interdites à nos bâtiments de commerce ; l'art. 12, § 2, déclare, en effet, que les navires français auront le droit de continuer, comme par le passé et pour toute la durée du traité, à transporter des cargaisons entre les ports ouverts de l'empire à l'exception d'Osaka, Niigata et Tbisuninato. Au surplus, nous avons, à toute éventualité, stipulé en matière de cabotage le traitement de la nation la plus favorisée (art. 12, § 1). De notre côté, obéissant aux pres-

criptions de la loi, nous avons réservé absolument pour le pavillon national le cabotage qui comprend l'intercourse entre la France et l'Algérie.

Des garanties spéciales et détaillées ont été stipulées dans l'art. 13 pour les cas de relâche forcée, radoubage, échouement, avaries et naufrages de bâtiments de commerce français. On procédera, dans ces diverses circonstances, suivant les règles habituellement suivies dans les ports des pays occidentaux, et nos consuls auront, pour intervenir au nom de leurs nationaux et assurer la conservation des biens de ceux-ci, des droits et privilèges semblables à ceux stipulés en telles éventualités dans les traités conclus entre puissances européennes.

Nous avons enfin tenu à assurer la sécurité et la permanence de notre service postal avec les places d'Extrême-Orient, et nous avons, à cet effet, stipulé (art. 15) que les paquebots chargés de ce service et appartenant à des compagnies subventionnées par l'Etat français ne pourront être, dans les ports japonais, détournés de leur destination ni être sujets à saisie-arrêt, embargo ou arrêt du prince.

IV. — *Clauses relatives à la propriété industrielle et à la propriété littéraire.*

La faveur dont les produits de notre sol et de notre industrie jouissent dans la consommation japonaise nous a amenés à stipuler à leur profit diverses garanties légales. L'art. 20 du nouveau traité porte que les Français bénéficieront au Japon de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique ou de commerce, ainsi que les dessins ou modèles industriels et de fabrique de toutes espèces.

En fait, cette stipulation se traduira par l'application aux marchandises françaises des deux lois japonaises du 18 décembre 1888, relatives l'une aux brevets d'invention et l'autre aux marques de fabrique. Ces deux lois ont organisé au Japon, pour la protection des diverses manifestations de la propriété industrielle, un système très complet et très voisin de celui en vigueur dans les principaux pays européens, mais dont le bénéfice a été jusqu'à présent refusé aux étrangers.

Cette application aux marchandises françaises de la législation intérieure du Japon en matière de propriété industrielle nous sera, d'ailleurs, garantie, non seulement par l'art. 20 précité du nouveau traité, mais aussi par l'accession de ce pays à l'Union pour la protection de la propriété industrielle conclue à Paris, le 20 mars 1883. En effet, le gouvernement mikadonal s'est engagé, (protocole n° 3) à adhérer, avant la cessation de la juridiction consulaire, aux conventions internationales concernant la protection de la propriété industrielle.

Le gouvernement mikadonal s'est, d'autre part, obligé (protocole n° 3) à adhérer également, avant la cessation de la juridiction consulaire, aux conventions internationales concernant la propriété littéraire.

De ce fait, nos auteurs et compositeurs pourront invoquer au Japon les dispositions des trois ordonnances impériales promulguée sur la matière du 28 décembre 1887 et, en outre, les stipulations de la convention de Berne, du 9 septembre 1886, à laquelle le gouvernement mikadonal devra accéder en vertu de l'engagement indiqué ci-dessus.

V. — *Etendue et durée du traité.*

Les dispositions du traité que nous vous présentons sont applicables à l'Algérie. Il est entendu (art. 22) qu'elles deviendront, en outre, applicables aux colonies françaises pour lesquelles le gouvernement de la République en réclamera le bénéfice. Nous pourrions ainsi, si cela paraît utile, étendre le bénéfice des stipulations inscrites dans le nouveau traité à nos possessions indo-chinoises, qui entretiennent des relations de plus en plus suivies avec le marché japonais, en particulier pour la vente du riz et du coton brut.

Le traité est conclu pour 12 ans ; mais afin de permettre à nos nationaux en résidence au Japon de prendre les dispositions nécessaires en vue du nouvel

ordre de choses, il ne produira ses effets que dans un délai minimum de trois ans après sa signature, soit, au plus tôt, le 4 août 1899. Au surplus, le gouvernement français conserve pendant toute la durée du traité la faculté de mettre fin à la clause de la nation la plus favorisée en matière de tarifs douaniers ; l'art. 7 qui renferme cette disposition cesserait d'être en vigueur un an après sa dénonciation (art. 24).

Telles sont, messieurs, les principales dispositions que nous avons insérées dans le traité destiné à régler sur des bases nouvelles nos relations commerciales et maritimes avec le Japon. Nous y reconnaissons, à l'exemple des diverses puissances occidentales, les transformations qui se sont opérées depuis quelques années dans l'organisation politique et sociale du Japon ; mais nous y avons stipulé, en retour, des garanties suffisantes, croyons-nous, pour que les citoyens français puissent profiter, en toute liberté et sécurité, de cette situation nouvelle. Nous espérons, en conséquence, que vous voudrez bien accorder votre sanction à l'acte diplomatique que nous vous soumettons.

Voici le texte du traité :

Le Président de la République française et S. M. l'empereur du Japon, animés d'un égal désir de maintenir les bons rapports déjà heureusement établis entre eux en étendant et en augmentant les relations entre leurs Etats respectifs, et persuadés que ce but ne saurait être mieux atteint que par la revision des traités jusqu'ici en vigueur entre les deux pays, ont résolu de procéder à cette revision sur les bases de l'équité et de l'intérêt mutuels et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

Son Exc. M. Gabriel Hanotaux, ministre des affaires étrangères ;

Et S. M. l'empereur du Japon :

M. Soné Arazuké, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le gouvernement de la République française,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants :

Article premier. — Il y aura réciproquement pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les Etats et possessions des deux hautes parties contractantes.

Les Français au Japon et les Japonais en France jouiront de la plus complète et constante protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Ils pourront réciproquement, dans toute l'étendue des Etats et possessions respectifs, voyager, résider et se livrer à l'exercice de leurs professions, acquérir, posséder et transmettre par succession, par testament, donation ou de toute autre manière que ce soit, des biens, valeurs et effets mobiliers de toutes sortes ; ils jouiront à cet effet des mêmes privilèges, libertés et droits que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée, sans pouvoir être tenus à acquitter des impôts ou taxes autres ou plus élevés.

Ils auront un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice tant pour réclamer que pour défendre leurs droits en toute instance et à tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres de choisir et d'employer dans toutes les circonstances les légistes, avoués, avocats et agents de toute classe qu'ils jugeraient à propos, et jouiront sous ce rapport des mêmes droits et privilèges qui sont ou seront accordés aux nationaux.

Art. 2. — Les ressortissants de chacune des deux hautes parties contractantes jouiront dans toute l'étendue des Etats et possessions de l'autre partie contractante d'une entière liberté de conscience et pourront, en se conformant aux lois, ordonnances et règlements du pays, élever et posséder des églises, se livrer à l'exercice privé ou public de leur culte ; ils jouiront aussi, sous les mê-

mes conditions, du droit d'être inhumés suivant leurs coutumes religieuses dans des cimetières convenablement situés, lesquels seront établis dans le cas où il n'en existerait point et seront soigneusement entretenus.

Art. 3. — Les Français au Japon et les Japonais en France ne seront contraints, sous aucun prétexte, à subir des charges ou à payer des taxes, impôts, contributions ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils ne seront astreints à aucun service obligatoire, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils seront exempts de toutes contributions imposées en lieu et place du service personnel, de tous emprunts forcés et de toute autre contribution extraordinaire de quelque nature que ce soit.

Art. 4. — Les ressortissants de chacune des hautes parties contractantes pourront, en quelque lieu que ce soit des Etats et possessions de l'autre partie, exercer toute espèce d'industrie ou de métier, faire le commerce tant en gros qu'en détail de tous produits, objets fabriqués ou manufacturés, de tous articles de commerce licite, soit en personne, soit par leurs agents, seuls ou en entrant en société commerciale avec des étrangers ou avec des nationaux ; ils pourront y posséder, louer, même par bail emphytéotique, et occuper les maisons et boutiques qui leur seront nécessaires, louer des terres, les prendre à bail emphytéotique, à l'effet d'y résider et d'y exercer leur profession ; le tout en se conformant, comme les nationaux eux-mêmes et les ressortissants de la nation la plus favorisée, aux lois et règlements des pays respectifs.

Il est entendu qu'en tout ce qui concerne l'agriculture et le droit de propriété sur les biens immobiliers, les Français au Japon et les Japonais en France jouiront du même traitement que les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 5. — Les Français au Japon et les Japonais en France auront pleine liberté d'entrer avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les ports, mouillages et rivières de leurs territoires respectifs qui sont ou pourront être ouverts au commerce extérieur et jouiront, en matière de commerce et de navigation, du même traitement que les nationaux et ressortissants de la nation la plus favorisée, sans avoir à payer aucuns impôts, taxes ou droits de quelque nature ou de quelque dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou établissements quelconques autres ou plus élevés que ceux imposés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée, le tout en se conformant aux lois, ordonnances et règlements des pays respectifs.

Art. 6. — Les habitations, magasins et boutiques des citoyens ou sujets de chacune des hautes parties contractantes, ainsi que leurs dépendances, seront respectés.

Il ne sera point permis d'y procéder à des perquisitions ou visites domiciliaires non plus que d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois, ordonnances et règlements applicables aux nationaux.

Art. 7. — Les droits de douane perçus à l'entrée en France et au Japon sur les produits de l'autre pays ne pourront être autres ou plus élevés que ceux imposés aux marchandises similaires originaires du pays le plus favorisé et en provenant dans les mêmes conditions.

Les droits perçus à la sortie de France et du Japon sur les produits destinés à l'autre pays ne pourront également être autres ou plus élevés que ceux imposés aux mêmes produits destinés au pays le plus favorisé.

Les hautes parties contractantes s'engagent, en outre, à n'établir aucune restriction ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres nations.

Art. 8. — Les ressortissants de chacune des hautes parties contractantes jouiront, dans les Etats et possessions de l'autre, de l'exemption de tous droits de

transit quelconques et d'une parfaite égalité de traitement avec les nationaux pour tout ce qui concerne le magasinage, les primes, les facilités et les drawbacks.

Les marchandises de toute nature originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre ne pourront être assujetties à des droits d'accise, d'octroi ou de consommation perçus pour le compte de l'Etat ou des communes, supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale.

Art. 9. — Les droits de douane perçus à l'entrée ou à la sortie des territoires de chacune des hautes parties contractantes, les primes et les drawbacks seront les mêmes, que les importations ou les exportations aient lieu par les navires français ou japonais ou par les navires de toute autre nationalité.

Art. 10. — Aucuns droits de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits similaires ou analogues, de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, levés au nom ou au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, qui ne seraient également et sous les mêmes conditions imposés en pareil cas sur les navires nationaux en général ou sur les navires de la nation la plus favorisée, ne seront imposés dans les ports des Etats et possessions de chacun des deux pays sur les navires de l'autre pays. Cette égalité de traitement sera appliquée réciproquement aux navires respectifs, de quelque endroit qu'ils arrivent et quel que soit le lieu de destination.

Art. 11. — En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement, leur déchargement dans les ports, rades, havres, bassins, docks ou rivières des Etats et possessions des deux pays, il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre puissance, la volonté des hautes parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments français et japonais soient respectivement traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 12. — Il est fait exception aux dispositions du présent traité pour le cabotage dont le régime reste soumis aux lois, ordonnances et règlements de la France et du Japon respectivement. Il est entendu toutefois que les Français au Japon et les Japonais en France jouiront, pour tout ce qui concerne le cabotage, des droits et privilèges qui sont ou seront accordés par ces mêmes lois, ordonnances et règlements aux ressortissants de tout autre pays.

Tout navire français chargé en France ou à l'étranger d'une cargaison destinée en tout ou en partie à deux ou trois ports du Japon ou à l'étranger d'une cargaison destinée en tout ou en partie à deux ou plusieurs ports de France pourra, en se conformant aux lois et aux règlements de douane du pays, décharger une partie de sa cargaison dans un port et continuer son voyage pour l'autre ou les autres ports de destination, dans le but d'y décharger une autre partie ou le reste de sa cargaison d'origine.

Le gouvernement japonais concède en outre aux navires français le droit de continuer, comme par le passé, et pour toute la durée du présent traité, à transporter des cargaisons entre les ports ouverts de l'empire, à l'exception des ports d'Osaka, de Niigata et d'Ebisuninato.

Art. 13. — Tout navire de commerce de l'une des deux hautes parties contractantes qui serait forcé par le mauvais temps ou pour toute autre raison de se réfugier dans un port de l'autre partie contractante, aura la liberté de s'y faire réparer, de s'y pourvoir de tous les approvisionnements dont il aura besoin et de reprendre la mer sans payer d'autres droits que ceux qui seraient acquittés en pareille circonstance par les bâtiments nationaux. Dans le cas cependant où le capitaine d'un navire de commerce se trouverait dans la nécessité de vendre une partie de sa cargaison pour payer les frais, il sera obligé de se conformer aux règlements et tarifs du lieu où il aurait relâché.

S'il arrive qu'un navire quelconque de l'une des hautes parties contractantes échoue ou fasse naufrage sur les côtes de l'autre partie, les autorités locales en

informeront sans retard le consul général, le consul, le vice-consul ou l'agent consulaire de la nationalité du navire le plus voisin, lequel sera admis à intervenir en sa qualité pour procurer toute l'assistance nécessaire.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés ou échoués dans les eaux territoriales du Japon auront lieu conformément aux lois, ordonnances et règlements japonais, et réciproquement, toutes les mesures de sauvetage relatives aux navires japonais et échoués dans les eaux territoriales de la France auront lieu conformément aux lois, ordonnances et règlements français.

Tous navires ou vaisseaux ainsi échoués ou naufragés, tous débris et accessoires, toutes fournitures leur appartenant et tous effets et marchandises sauvés desdits navires ou vaisseaux, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer, ou les produits des dits objets, s'ils sont vendus, ainsi que tous papiers trouvés à bord de ces navires ou vaisseaux échoués ou naufragés, seront remis aux propriétaires ou à leurs représentants. Dans le cas où ces propriétaires ou représentants ne se trouveraient pas sur les lieux, lesdits produits ou objets seront remis aux consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs, et ces officiers consulaires, propriétaires ou représentants payeront seulement les dépenses occasionnées pour la conservation desdits objets, ainsi que les frais de sauvetage ou autres dépenses auxquels seraient soumis, en cas de naufrage, les navires nationaux.

Les marchandises et objets sauvés du naufrage seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Art. 14. — Les navires de guerre de l'une des deux puissances pourront entrer, séjourner et se radoubler dans l'un des ports de l'autre puissance dont l'accès est permis aux navires de guerre de la nation la plus favorisée ; ils y seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes honneurs, avantages, privilèges et exemptions concédés à cette dernière.

Art. 15. — Les paquebots chargés d'un service postal et appartenant à des compagnies subventionnées par l'un des deux Etats contractants ne pourront être, dans les ports de l'autre Etat, détournés de leur destination ou être sujets à saisie, arrêt, embargo ou arrêt du prince.

Art. 16. — Tous les navires qui, conformément aux lois françaises, sont considérés comme navires français et tous les navires qui, conformément aux lois japonaises, sont considérés comme navires japonais seront respectivement considérés comme français et japonais pour l'application du présent traité.

Art. 17. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des hautes parties contractantes résidant dans les Etats et possessions de l'autre partie recevront des autorités locales, pour la recherche, saisie et arrestation des déserteurs des navires de leur pays respectif, toute aide et assistance qui pourront leur être données conformément aux lois.

Il est entendu que cette stipulation ne s'appliquera pas aux ressortissants du pays où la désertion aura lieu.

Art. 18. — Les hautes parties contractantes conviennent que dans toutes les matières relatives au commerce, à la navigation et à l'exercice de l'industrie, tout privilège, faveur ou immunité que l'une d'elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir au gouvernement ou aux ressortissants de tout autre pays, seront étendus immédiatement et sans condition au gouvernement et aux ressortissants de l'autre partie, leur intention étant que, pour ce qui concerne le commerce, la navigation et l'industrie, les Français au Japon et les Japonais en France jouissent, sous tous les rapports, du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 19. — Chacune des hautes parties contractantes pourra nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre partie. Ces agents et les consuls suppléants, chanciers et secrétaires attachés à leur poste exerceront, en toute liberté, leurs fonctions et attributions et jouiront, à charge de réciprocité, de tous les privilèges,

exemptions et immunités, ainsi que des pouvoirs qui sont ou seront accordés aux officiers consulaires de la nation la plus favorisée.

Ils n'entreront en fonctions et ne jouiront des droits, privilèges et immunités consulaires qu'après en avoir obtenu l'autorisation du gouvernement territorial.

En ce qui concerne le lieu de leur résidence, les deux gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leur pays à toutes les nations.

Art. 20. — Les ressortissants de chacune des hautes parties contractantes jouiront, dans les Etats et possessions de l'autre partie, de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique ou de commerce, ainsi que les dessins ou modèles industriels et de fabrique de toute espèce, en remplissant les formalités prescrites par la loi.

Art. 21. — Le gouvernement de la République française donne, en ce qui le concerne, son adhésion à l'arrangement suivant :

Les divers quartiers étrangers qui existent au Japon seront incorporés aux communes respectives du Japon et feront dès lors partie du système municipal du Japon.

Les autorités japonaises compétentes assumeront en conséquence toutes les obligations et tous les devoirs municipaux qui résultent de ce nouvel état de choses et les fonds et biens municipaux qui pourraient appartenir à ces quartiers seront de plein droit transférés auxdites autorités japonaises.

Lorsque les changements ci-dessus indiqués auront été effectués, les baux à perpétuité en vertu desquels les étrangers possèdent actuellement des propriétés dans les quartiers seront confirmés et les propriétés de cette nature ne donneront lieu à aucuns impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question. Il est entendu toutefois qu'aux autorités consulaires dont il y est fait mention seront substituées les autorités japonaises.

Les terrains que le gouvernement japonais aurait concédés exempts de rentes, vu l'usage public auquel ils étaient affectés, resteront, sous la réserve des droits de la souveraineté territoriale, affranchis d'une manière permanente de tous impôts, taxes et charges; et ils ne seront point détournés de l'usage auquel ils étaient primitivement destinés.

Art. 22. — Les dispositions du présent traité sont applicables à l'Algérie. Il est entendu qu'elles deviendraient en outre applicables aux colonies françaises pour lesquelles le gouvernement français en réclamerait le bénéfice. Le représentant de la République française à Tokyo aurait à cet effet à le notifier au gouvernement japonais dans un délai de deux ans à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

Art. 23. — A dater de la mise en vigueur du présent traité, seront abrogés le traité du 9 octobre 1858, la convention du 23 juin 1866 et en général tous les arrangements conclus entre les hautes parties contractantes existant antérieurement à cette date. En conséquence, la juridiction française au Japon et les privilèges, exemptions ou immunités dont les Français jouissaient en matière juridictionnelle seront supprimés de plein droit et sans qu'il soit besoin de notification, du jour de la mise en vigueur du présent traité; et les Français seront dès lors soumis à la juridiction des tribunaux japonais.

Art. 24. — Le présent traité ne produira ses effets que trois ans au moins après la signature. Il entrera en vigueur une année après que le gouvernement de S. M. l'empereur du Japon aura notifié au gouvernement de la République française son intention de le voir mis à exécution.

Cette notification pourra être faite à un moment quelconque après l'expiration des deux années qui suivront la date de sa signature.

Le présent traité restera obligatoire pendant une période de douze ans à partir du jour où il aura été mis à exécution.

Chacune des hautes parties contractantes aura le droit, à un moment quel-

conque après que onze années se seront écoulées depuis l'entrée en vigueur du présent décret, de notifier à l'autre partie son intention d'y mettre fin et à l'expiration du douzième mois qui suivra cette notification, le traité cessera et expirera entièrement.

Toutefois, l'article 7 du traité pourra être dénoncé à toute époque par le gouvernement français et, dans ce cas, cet article cessera d'être en vigueur un an après sa dénonciation.

Art. 25. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Tokyo aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux pays ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 4 août 1896.

(L. S.) Signé : G. HANOTAUX.

(L. S.) Signé : SONÉ ARASUKÉ.

Protocole.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. l'empereur du Japon, estimant qu'il est utile aux intérêts des deux pays de régler certaines questions spéciales qui les intéressent mutuellement et qui ne sont pas prévues au traité de commerce et de navigation signé aujourd'hui, leurs plénipotentiaires respectifs sont convenus des stipulations suivantes :

I

Il est convenu entre les hautes parties contractantes que, six mois après l'échange des ratifications du traité de commerce et de navigation signé ce jourd'hui, le tarif d'importation ci-annexé sera, sous réserve des stipulations de l'article 19 du traité du 9 octobre 1858, aussi longtemps que ledit traité restera en vigueur, puis subséquentment des articles 7 et 18 du traité en date de ce jour, applicable aux produits du sol, des industries ou manufactures des Etats et possessions de la République française à leur importation au Japon. Mais rien de ce qui est contenu dans le traité, dans ce protocole ou dans le tarif annexé, ne pourra être tenu comme limitant ou déterminant le droit du gouvernement français et du gouvernement japonais de restreindre ou de prohiber l'importation des drogues, médecines, aliments ou breuvages falsifiés, d'imprimés, peintures, livres, cartes, lithographies ou gravures indécentes ou obscènes, ou d'autres objets pouvant fournir quelque danger pour la sécurité ou la morale publiques, d'articles fabriqués en violation des lois qui, en France ou au Japon, réglementent les brevets d'invention, les marques de fabrique ou la propriété littéraire. Ce droit réciproque s'étendra également aux prohibitions sanitaires ou autres provenant de la nécessité de protéger la santé des personnes, ainsi que la conservation du bétail et des plantes utiles à l'agriculture.

Les droits *ad valorem* établis par ledit tarif seront, autant que cela sera reconnu possible, convertis en droits spécifiques par une convention supplémentaire, qui sera conclue entre les deux gouvernements dans le délai de six mois à compter de la ratification du traité en date de ce jour. Pour l'élévation desdits droits spécifiques, il est convenu qu'on prendra pour base la moyenne des prix établie par les relevés des douanes japonaises des six premiers mois de l'année 1894, en y ajoutant les frais d'assurance et de transport du lieu d'achat, de production ou de fabrication jusqu'au port d'arrivée, ainsi que les frais de commission, s'il en existe. Dans le cas où la convention supplémentaire ne serait pas entrée en vigueur au moment où le tarif nouveau commencerait à être appliqué, ce seront les droits *ad valorem* qui, dans l'intervalle, seront perçus. Ces droits seront calculés sur le prix réel des marchandises au lieu d'achat, de production ou de fabrication, augmenté des frais de transport et d'assurance dudit lieu jusqu'au port de déchargement, ainsi que les frais de commission, s'il en existe.

Au cas où l'article 7 du traité cesserait d'être en vigueur par suite de la dé-

nonciation qui en serait faite par le gouvernement français, le tarif ci-annexé ou le tarif spécifique qui lui sera substitué cessera également d'être appliqué.

En ce qui concerne les articles non énumérés dans ledit tarif, le tarif général du Japon s'appliquera, dès qu'il sera en vigueur, sous réserve des stipulations de l'article 19 du traité du 9 octobre 1858 ou des articles 7 et 18 du traité conclu ce jourd'hui.

A dater du jour où le nouveau tarif aura son effet, le tarif d'importation actuellement en vigueur au Japon cessera d'être appliqué en ce qui concerne les objets et marchandises importés au Japon par des citoyens français.

En ce qui concerne toutes les autres stipulations des traités et conventions actuellement existants, elles seront maintenues sans conditions jusqu'à l'époque où le traité de commerce et de navigation en date de ce jour sera mis en vigueur.

II

Le gouvernement japonais consent, en attendant l'ouverture complète du pays aux citoyens français, d'étendre le système existant des passeports de façon à permettre aux Français, sur la production d'un certificat favorable émanant de la légation de France à Tokyo ou de l'un quelconque des consulats de France dans les ports ouverts, d'obtenir sur leur demande du ministère impérial des affaires étrangères à Tokyo ou des autorités principales de la préfecture dans laquelle est situé un port ouvert, des passeports valables pour toute l'étendue du pays et pour toute période n'excédant pas douze mois.

Il est bien entendu que, sous cette réserve, les lois et règlements existants et régissant les citoyens français qui voyagent dans l'empire du Japon sont maintenus.

III

Le gouvernement japonais s'engage, avant la cessation de la juridiction consulaire française au Japon, à adhérer aux conventions internationales concernant la protection de la propriété industrielle et de la propriété littéraire.

IV

Les plénipotentiaires soussignés sont convenus que le présent protocole sera soumis aux deux hautes parties contractantes en même temps que le traité de commerce et de navigation signé en ce jour et que, quand ledit traité sera ratifié, les arrangements contenus dans ce protocole seront également considérés comme approuvés, sans qu'il soit nécessaire d'une ratification formelle subséquente.

Il est convenu que ce protocole prendra fin et cessera d'être obligatoire en même temps que le traité auquel il est annexé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux pays ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 4 août 1896.

(L. S.) Signé : G. HANOTAUX.

(L. S.) Signé : SONE ARASUKÉ.

Tarif.

Droit p. 100

	Droit p. 100
Teinture d'aline.....	10
Rouge d'Andrinople et tissus de coton en couleurs.....	10
Fer en barres et verge	7 1/2
Extrait de bois de campêche	10
Satins en soie et satins en soie et coton mélangés	10
Acier en saumons, lingots ou plaques.....	5
Mousselines de laine écruës ou blanc d'impression.....	8 1/2
Mousselines de laine teintées ou imprimées	10

Autres tissus de laine pure ou mélangée.....	10
Draps de laine pure laine.....	10
Fils de laine à tisser.....	8
Savons communs.....	10
Chandelles et bougies.....	10
Vin, y compris le champagne.....	10
Machines à imprimer.....	5
Instruments scientifiques pour le dessin.....	10
Bijouterie imitation.....	10
Lorgnettes.....	10
Parfumerie.....	10

Déclaration.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'empereur du Japon, a l'honneur de déclarer, dûment autorisé à cet effet par un mandat spécial de son gouvernement, que le gouvernement impérial Japonais s'engage à ne pas faire la notification prévue par l'article 24 du traité signé aujourd'hui tant que les codes de l'empire qui ont déjà été promulgués, mais dont l'application a été ajournée, n'auront pas été mis effectivement en vigueur.

Signé : SONÉ ARASUKÉ.

GRANDE-BRETAGNE

Il résulte d'une statistique publiée par le ministère du commerce que la population étrangère de la Grande-Bretagne a augmenté, pendant l'année dernière, de 8,300 individus, dont 3,500 se sont fixés à Londres, et sur lesquels 8,000 sont arrivés sans ressources ou presque sans ressources. L'immigration des Français et des Belges a légèrement augmenté. Celle des Italiens, des Russes et des Polonais a presque doublé, par comparaison avec l'année précédente.

Par contre, l'émigration a un peu augmenté. Tandis qu'en 1895, 26,000 Anglais avaient quitté le pays pour se rendre dans le Sud de l'Afrique, le nombre des émigrants vers cette région s'est élevé, en 1896, à 37,000.

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Les négociations entre le Transvaal et l'Etat libre d'Orange ont abouti à une alliance étroite entre les deux Etats. Pendant le récent séjour du président Krüger à Bloemfontein, des traités ont été signés affirmant cette union.

Le journal *Le Temps* du 24 avril donne le texte de ces instruments diplomatiques qui vont prochainement être soumis à l'approbation, certaine d'ailleurs, des Parlements des deux pays.

La première partie de ces documents se rapporte aux relations commerciales des deux pays; on n'y trouve que des articles additionnels au traité d'amitié et de commerce intervenu en 1889 entre les deux républiques voisines.

Le but de ces modifications est de resserrer l'intimité de ces rapports, déjà fort étroits, et de stipuler formellement que toutes les contestations au sujet de l'application et de l'interprétation du traité d'amitié et de commerce seront soumises à un comité de deux arbitres choisis par chacune des parties et qui pourront s'adjoindre à leur choix un troisième. La décision prise par la majorité des arbitres doit être sans appel.

Plus intéressant au point de vue international est le traité d'alliance politique entre les deux Etats.

Nous en donnons le texte intégral :

La République Sud-Africaine et l'Etat libre d'Orange, en raison des nombreux liens de sang et d'amitié qui unissent les deux peuples, et pour rendre communs les intérêts des deux pays en les unissant plus étroitement par un traité, désirent créer dans ce but une union fédérative entre les deux Etats. Mais, sachant d'autre part que pareille union ne peut entrer en vigueur et se réaliser qu'au bout de quelques années, et animés néanmoins du désir de formuler dès maintenant l'expression de ce désir et de ce sentiment qui poussent les deux pays à une union fédérative, ils sont, en attendant la réalisation de cette union, convenus de ce qui suit :

1° Il existera une paix et une amitié perpétuelles entre la République sud-africaine et l'Etat libre d'Orange;

2° La République sud-africaine et l'Etat libre d'Orange s'engagent à se soutenir mutuellement de toute leur force disponible et par tous les moyens possibles dans le cas où l'indépendance de l'un d'eux serait menacée ou attaquée, à moins que l'Etat qui doit fournir le soutien ne démontre le mal fondé de la cause de l'autre Etat.

Il est entendu entre les gouvernements des deux Etats qu'il est désirable qu'ils se tiennent aussi promptement que possible mutuellement au courant des affaires qui pourraient compromettre la paix ou l'indépendance de l'un ou des deux pays.

Fait et signé à Bloemfontein, ce 17 mars 1897.

S.-J.-P. KRUGER,

Président d'Etat de la République
sud-africaine.

M.-T. STEYN,

Président d'Etat de l'Etat libre
d'Orange.

PROTOCOLE

Lors de la signature du traité d'alliance politique ci-dessus entre le Gouvernement de la République sud-africaine et l'Etat libre d'Orange, il a en outre été convenu ce qui suit :

1° Les droits, privilèges et devoirs des officiers et citoyens de l'Etat qui accorde son appui à l'autre, ainsi que les conditions de l'approvisionnement en vivres, munitions, etc., seront réglés d'un commun accord entre les deux gouvernements, sous la réserve de l'approbation du premier Volksraad de la République sud-africaine et du Raad de l'Etat libre d'Orange;

2° Les commissaires des deux Etats, pénétrés du désir de favoriser par tous les moyens la réalisation d'une union plus intime entre la République sud-africaine et l'Etat libre d'Orange, prenant en considération que les citoyens des deux Etats par l'alliance politique actuellement existante sont déjà tenus de se prêter un mutuel appui en cas de danger et considérant par suite qu'il est désirable de faciliter à leurs citoyens respectifs l'obtention des droits politiques dans l'autre pays, s'engagent à proposer à leurs gouvernements de recommander à la représentation nationale d'accorder dans l'autre pays les droits civiques dans toute leur étendue aux citoyens des deux Etats et aux descendants légitimes qui jouissent dans leur pays de tous les droits politiques, le tout sur la présentation d'un certificat délivré par les autorités compétentes du pays qu'ils quittent, établissant qu'ils sont fidèles citoyens jouissant de tous leurs droits politiques dans leur pays et après avoir prêté serment de fidélité et avoir rempli les formalités, satisfait aux dispositions qui seraient arrêtées par la suite par les représentations nationales respectives. Sont aussi compris dans la rubrique de descendants légitimes les descendants légitimes de citoyens des deux pays actuellement décédés, mais qui jouissaient au moment de leur décès de tous les droits politiques de leur pays;

3° Les deux commissaires s'engagent à recommander à leurs gouvernements respectifs de soumettre à l'approbation du premier Volksraad de la

République sud-africaine et au Volksraad de l'Etat libre d'Orange un projet de loi tendant à l'institution d'un conseil de délégués, ainsi qu'il est convenu entre les parties.

S.-J.-P. KRUGER,
Président d'Etat de la République
sud-africaine.

M.-T. STEYN,
Président d'Etat de l'Etat libre
d'Orange.

Bloemfontein, ce 17 mars 1897.

Voici le texte relatif à la création d'un conseil de dix membres devant se réunir alternativement à Pretoria et à Bloemfontein et chargé d'étudier les questions d'intérêts entre les deux pays en vue de la réalisation de l'union fédérative en préparation :

Les commissaires de la République sud-africaine et de l'Etat libre d'Orange s'engagent à recommander à leurs gouvernements respectifs de soumettre à l'approbation du premier Volksraad de la République sud-africaine et du Volksraad de l'Etat libre d'Orange le projet de résolution suivant :

- a) Qu'un conseil de délégués des deux pays sera institué;
- b) Que le conseil sera composé de dix membres, dont la moitié sera nommée par la République sud-africaine et l'autre moitié par l'Etat libre d'Orange;
- c) Que la nomination des membres et des secrétaires de ce conseil sera faite et leur démission acceptée ou refusée par les présidents d'Etat respectifs, après avoir pris l'avis et le consentement du Conseil exécutif;
- d) Que les membres resteront en fonctions pendant deux ans, à moins qu'ils ne donnent leur démission ou ne soient révoqués avant l'expiration de cette période;
- e) Que les membres de ce conseil siégeront au moins une fois par an, à telle époque qui sera fixée par les deux gouvernements, autant que possible en dehors des sessions de l'un ou l'autre Volksraad;
- f) Que les réunions du conseil auront lieu alternativement à Pretoria et à Bloemfontein, à moins que les gouvernements des deux Etats ne prennent, d'un commun accord, d'autres dispositions à cet égard;
- g) Que le président du conseil de délégués sera choisi à chaque session parmi les membres et élu par eux; en cas de partage de voix, le choix sera décidé par le sort;
- h) Que les présidents d'Etat et leurs représentants pourront toujours prendre part aux délibérations;
- i) Que le devoir du conseil sera de délibérer, de donner son avis et de faire rapport par écrit aux gouvernements des deux Etats sur les questions d'intérêt commun, notamment la protection mutuelle, les relations commerciales, les propositions touchant l'union fédérative des deux Etats et l'objection qu'on pourrait y opposer, les recommandations tendant à favoriser l'unification des lois des deux pays et telles autres questions que les gouvernements respectifs jugeront à propos de lui soumettre;
- j) Que les décisions du conseil des délégués seront prises à la majorité des voix, mais que la minorité aura la faculté et le droit de formuler son opinion et son avis par rapports séparés aux deux gouvernements. Aucune décision valable ne pourra être prise si sept membres au moins n'assistent à la séance;
- k) Que tous les rapports du conseil seront présentés par les deux gouvernements à leurs Volksraads respectifs en les accompagnant de telles observations et de tels avis qu'ils jugeront à propos;
- l) Que le conseil n'aura ni ne pourra exercer aucun pouvoir législatif, qu'il ne pourra s'attribuer aucun droit ni privilège autres que ceux mentionnés dans la présente loi, sous la réserve, toutefois, que le conseil aura le

droit de fixer tel règlement d'ordre qu'il jugera convenable pour assurer la régularité de son fonctionnement;

m) Que les dépenses des délégués seront supportées par l'Etat auquel ils appartiennent.

S.-J.-P. KRUGER,
Président d'Etat de la République
sud-africaine.

M.-T. STEYN,
Président d'Etat de l'Etat libre
d'Orange.

TURQUIE

Le 19 avril, le ministre de Grèce à Constantinople a reçu notification de la rupture entre les deux pays. Les opérations militaires ont commencé immédiatement.

Le 18, le Gouvernement ottoman avait adressé la dépêche suivante à ses représentants auprès des grandes Puissances :

Par nos télégrammes précédents, je vous avais informé que les Hellènes avaient franchi la frontière dans la matinée du 9 du courant, occupé le sommet de Krania, à deux heures de distance de la ligne de démarcation, détruit à coups de canon le blockhaus de Baltino et brûlé les corps de garde de Phonica, Kipli et Strounga et que les ordres d'attaque leur étaient donnés au son du clairon.

Après avoir affirmé encore une fois les efforts déployés par le gouvernement impérial pour le maintien de la paix et son droit de prendre les mesures nécessaires pour la défense de son territoire, nous rejetons toute la responsabilité de cette situation sur le gouvernement hellénique, qui était l'agresseur.

Par la réserve dont il n'a cessé de faire preuve et l'attitude patiente qu'il a observée, malgré son droit évident de se défendre, le gouvernement impérial a prouvé au monde entier combien il avait à cœur le maintien de la paix.

Néanmoins, comme je vous l'ai déjà télégraphié dans la nuit d'hier, des troupes régulières helléniques, en nombre considérable et avec des canons, ont franchi la frontière du côté de Baïrakdar, Kodman et Perdika et ouvert les hostilités qui continuent encore.

En présence de ces attaques, le gouvernement impérial s'est vu dans l'obligation de donner au commandant en chef de ses troupes l'ordre formel d'aviser à toutes les mesures militaires propres à assurer la défense de ses droits et de son territoire contre les empiètements des Hellènes.

Vous savez que, soit dans la question crétoise, soit dans les événements qui en ont été la conséquence, le gouvernement impérial a fait, jusqu'au dernier moment, tout ce qui dépendait de lui pour le maintien de la paix et ne s'est jamais écarté des vues et dispositions pacifiques manifestées, en cette occasion, par les grandes puissances.

Mais, au mépris du droit international, la Grèce, après avoir expédié des troupes en Crète et fait de grands préparatifs militaires sur la frontière, ayant commencé les hostilités, le gouvernement impérial ne pouvait faire autrement que d'appeler sous les armes une grande partie de ses rédifs en s'imposant de très lourds sacrifices pour leur mobilisation et en portant une grave atteinte à son agriculture et à son commerce. Aussi, avons-nous la ferme conviction qu'en égard aux considérations qui précèdent, les cabinets européens voudront bien reconnaître, dans leurs sentiments de justice, que toute la responsabilité de la guerre doit exclusivement retomber sur la Grèce.

Comme je vous l'ai répété à maintes reprises, le gouvernement impérial ne nourrit aucune idée de conquête contre la Grèce et s'il est aujourd'hui dans l'obligation d'accepter la guerre, se trouvant dans le cas de légitime défense par suite des hostilités ouvertes par les Hellènes, c'est simplement pour la sauvegarde de ses droits les plus sacrés et de son intégrité.

Si, dans un bref délai, le gouvernement hellénique retire ses troupes de la Crète et des frontières, le gouvernement impérial, pour donner au monde une nouvelle preuve de ses intentions pacifiques, ne manquera pas, de son côté, d'arrêter ses mouvements militaires.

RENSEIGNEMENTS DIVERS :

Compte rendu sommaire de la convention internationale de Venise, du 19 mars 1897, par M. le professeur P. Brouardel.

La conférence sanitaire internationale destinée à mettre l'Europe à l'abri de l'invasion de la peste s'est réunie à Venise le 16 février 1897 ; elle avait été convoquée sur l'initiative du gouvernement d'Autriche-Hongrie. Celui-ci avait rédigé un programme des travaux.

Dans la séance du 17 février, M. Barrère acceptait dans ses grandes lignes, au nom de la délégation française, le projet austro-hongrois et précisait très nettement les mesures à prendre pour atteindre le but. Il disait :

« Il est sensible que les mesures de préservation auxquelles les pays les plus exposés au danger auront recours seront plus ou moins rigoureuses selon les décisions qui seront prises par la conférence pour enrayer le mal là où sa propagation est la plus menaçante.

« Il s'ensuit que si, comme je l'espère, l'administration sanitaire anglo-indienne est en mesure de donner des garanties sanitaires suffisantes quant aux provenances des Indes anglaises à destination de l'Europe ; si, d'autre part, une surveillance sous une autorité responsable est fortement organisée sur les voies d'accès de la peste, qui sont également celles du choléra, on pourra se montrer d'autant plus libéral dans l'élaboration des mesures de préservation aux frontières d'Europe.

« Dans cet ordre d'idées, nous estimons, d'abord, qu'il importerait que celles des puissances qui ont des populations musulmanes interdisent, pour cette année le pèlerinage à la Mecque. Le pèlerinage est le plus dangereux véhicule de la contagion. Cette interdiction, le gouvernement de la République, en ce qui le concerne, n'a pas attendu la réunion de cette conférence pour la prononcer d'une façon rigoureuse et complète.

« En second lieu, nous pensons que la tâche de la conférence deviendra facile si elle estime, comme nous, que le meilleur moyen d'arrêter la contagion dans ses voies de pénétration, c'est l'assimilation, à cet objet, des conventions déjà conclues et applicables à l'épidémie cholérique.

« Si ce point de vue est partagé par les délégués, leur œuvre se réduit heureusement à un travail d'adaptation des mesures déjà existantes. Dans la pensée du gouvernement de la République, il est urgent d'utiliser les courts délais qui nous séparent de l'époque où les pèlerins du nord et du sud se réunissent dans le Hedjaz, pour organiser l'application effective, au moins dans leurs lignes générales, des règles qui, dans un but de défense sanitaire de l'Europe, ont été arrêtées dans la convention de Paris, du 3 avril 1894. J'ai à exprimer très nettement ici l'opinion que la mise en vigueur, à très brève échéance, de cet arrangement international constitue, dans le domaine des faits réalisables, la seule barrière scientifique et rationnelle susceptible de garantir l'empire ottoman, la Perse et l'Europe contre l'invasion éventuelle des deux maladies pestilentielle sévissant actuellement dans l'Inde anglaise, à la condition toutefois que l'Europe se montre décidée à exiger de qui de droit que l'application de ces règles sanitaires soit confiée à des autorités capables de comprendre leur responsabilité et de les exécuter.

« La première mesure qui s'impose donc, messieurs, à notre considération, c'est la ratification de la convention de Paris par celles des puissances qui n'y ont pas encore procédé, et la prompte adhésion de la Sublime-Porte à un instrument dont l'application ne saurait plus souffrir de délais sans entraîner de sérieuses responsabilités, que le gouvernement de S. M. I. le sultan ne voudra sans doute pas encourir.

« Cette question prend, à nos yeux, un caractère préjudiciel, et nous croyons qu'elle doit primer toutes les autres. Car, de sa solution dépendent non seulement l'heureuse issue des travaux de la conférence, mais le caractère des mesures de précaution qu'elle prendra contre l'invasion morbifique. Si l'Europe se sait sérieusement protégée dans la mer Rouge et le golfe Persique, ces routes naturelles des maladies pestilentielles ; si elle peut se dire que Constantinople et l'Egypte sont à l'abri, autant qu'il est possible, de la peste comme du choléra, alors les représentants doivent tenir compte de ces garanties de premier ordre et s'inspirer d'un esprit libéral dans l'élaboration de ce que j'appellerai les règles sanitaires de seconde ligne ; alors ils doivent se souvenir que, pour la peste, comme pour l'épidémie cholérique, le principe fondamental de la prophylaxie nouvelle, c'est le minimum d'obstacles au transport des voyageurs et des marchandises, qui sont compatibles avec la préservation de la santé publique. »

Les desiderata exposés par M. Barrère au nom de la délégation française ont tous été votés par les puissances représentées à la conférence.

En entendant les déclarations faites au nom des différents gouvernements, il était facile de constater dans les premières séances que l'on se trouvait en présence de deux courants d'opinion absolument opposés. L'un, représenté surtout par la Grande-Bretagne, considérait l'invasion comme sans danger si on appliquait dans les ports le régime que cette puissance a pu établir grâce à des sacrifices pécuniaires que les autres peuples ne peuvent imiter.

L'autre avait pour organes les puissances méditerranéennes, qui conservaient vivants les souvenirs des épidémies de peste des derniers siècles.

L'accord s'est fait en discutant successivement chacun des points que soulevaient la nature de la maladie, ses modes de propagation, la durée de son incubation, les moyens d'enrayer son émigration par les voies de mer et de terre.

Je ne saurais dans ce rapport sommaire présenter une analyse explicite des diverses résolutions ; je ne puis que les résumer.

La Grande-Bretagne, après entente avec le gouvernement des Indes, a interdit pour cette année le départ des pèlerins des ports de l'Inde. Ce fait est d'une importance capitale, et je tiens à en exprimer toute ma reconnaissance aux délégués et aux membres de ces deux gouvernements. Dans un pays ravagé par la peste, en proie à la famine, dans lequel les passions religieuses sont poussées par suite au plus haut degré du fanatisme, cet acte peut avoir des répercussions devant lesquelles l'hésitation était permise.

Appliquant à la préservation de la peste la méthode que la France avait préconisée et fait adopter dans les conférences antérieures contre le choléra, nous avons demandé et obtenu :

1° Dans les ports indiens, tous les passagers sont examinés par des docteurs et des doctresses ; si leur état de santé éveille un doute, l'embarquement est interdit. Leur linge, leurs bagages suspects, sont désinfectés ;

2° A l'entrée du canal de Suez et à l'entrée du golfe Persique, aux îles d'Ormutz, le navire et les passagers subissent une visite médicale. S'il n'y a pas eu d'accident à bord depuis le départ, le bateau traverse le canal de Suez ou le golfe Persique en quarantaine rigoureuse jusqu'à ce que dix jours pleins se soient écoulés.

La durée de l'incubation a été considérée au point de vue des mesures de préservation comme devant être fixée à dix jours bien que scientifiquement cette incubation ne paraisse pas dépasser six jours.

S'il y a eu ou s'il y a des malades à bord du navire, ceux-ci sont débarqués

aux Sources de Moïse (canal de Suez) ou aux îles d'Ormutz (golfe Persique), ainsi que les personnes qui ont été en contact avec eux. Le navire ou les parties du navire qui ont pu être contaminées sont rigoureusement désinfectées et le navire reprend sa route en quarantaine ; celle-ci aura pendant le voyage ou dans les ports d'arrivée une durée de dix jours calculée depuis la disparition du dernier malade.

La liste des marchandises qui peuvent être considérées comme dangereuses par les différents gouvernements a été dressée avec soin. Les diverses puissances peuvent ne pas les prohiber toutes, mais leur prohibition est possible ;

3° Les mesures à prendre dans les ports d'arrivée restent, sauf la période de dix jours substituée à celle de cinq jours fixée pour le choléra, analogues à celles qui ont été adoptées dans les conférences antérieures.

Il en est de même pour les mesures à prendre en Europe sur les voies de communication, routes et chemins de fer.

L'Angleterre et l'empire ottoman, qui avaient fait, l'une pour le golfe Persique, l'autre sur l'ensemble des conventions antérieures, des réserves qui en amoindrissent singulièrement la portée, ont, cette fois adhéré et signé la convention.

De plus, la Turquie a adhéré à la convention de Paris de 1894. Enfin, si la Grande-Bretagne a maintenu ses réserves relatives à la convention de Paris de 1894 en acceptant celles de cette année, elle prend en réalité dans le golfe Persique les mesures nécessaires contre ces deux maladies.

La difficulté qui a surgi à propos de la convention de Paris n'est pas, en effet, pour la Grande-Bretagne d'ordre sanitaire, mais politique.

Il est convenu, et la Grande-Bretagne a appuyé cette proposition, qu'une commission internationale technique serait chargée de codifier ces diverses conventions. Rédigées le plus souvent en séance et en vue de conserver les conquêtes partielles successivement obtenues, ces conventions présentent en effet certaines contradictions qu'il sera facile de faire disparaître.

Les dépenses que nécessiteront les diverses organisations des postes sanitaires, l'augmentation du nombre des gardes et des médecins seront couvertes par des fonds alloués par les divers gouvernements, non par une augmentation des frais imposés à la navigation, mais par les caisses du conseil supérieur de santé de Constantinople et du conseil sanitaire d'Egypte auxquels des ressources nouvelles sont affectées. De ce côté, il n'y aura donc aucune difficulté.

Les résultats obtenus sont ceux qui étaient visés dans la déclaration de M. Barrère, faite au nom de la délégation française.

Le départ des pèlerins des Indes pour la Mecque est interdit cette année.

Des mesures rigoureuses sont prises dans les ports indiens avant le départ des navires.

Une surveillance active est établie à l'entrée du canal de Suez et du golfe Persique, ainsi que sur la frontière turco-persane.

L'empire ottoman a donné son adhésion à la convention de Paris de 1894.

La convention a été signée à Venise le 19 mars 1897 par les représentants de l'Allemagne (1), de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Grèce, de l'Italie, du Luxembourg, du Montenegro, des Pays-Bas, de la Perse, du Portugal, de la Roumanie, de la Russie, de la Serbie, de la Suisse, de la Turquie.

Les délégués du Danemark, de la Suède et des Etats-Unis ont déclaré n'avoir pas les pouvoirs suffisants pour signer ; mais l'adhésion de ces trois puissances ne semble pas douteuse.

Sur 21 puissances représentées à Venise, 18 ont signé tout de suite la convention, 3 y adhéreront très probablement dans un temps peu éloigné.

(1) L'Allemagne a fait une réserve sur la partie de la convention visant les mesures à prendre en Europe. Elle s'emb'le, avant d'adhérer sur ce point, attendre les résultats de la mission qu'elle a envoyée aux Indes sous la direction du docteur Gaffky.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} avril. — *Le duc de Bourgogne : l'éducation, Beauvilliers et Fénelon*, par le comte d'Haussonville. — *Lamennais*, par Em. Faguet. — *Le ministère de Hardenberg. La réforme agraire et la réforme administrative*, par Godfroy Cavaignac. — *Questions actuelles. Examen de conscience*, par Arvède Barine. (Il s'agit de l'examen de conscience auquel devraient se livrer les peuples européens à propos de leur conduite à l'égard des indigènes de l'Afrique. L'article a été provoqué par un roman publié récemment à Londres. La conclusion est qu'il y a lieu d'appeler de tous ses vœux la formation d'une opinion publique européenne qui rende impossible le retour des horreurs révélées par des procès récents.) — *Ce que pensent les professeurs allemands de l'admission des femmes dans les Universités*, par G. Valbert. (Résultat d'une enquête faite récemment par un journaliste auprès d'une centaine de professeurs d'Universités.) — *Un journaliste italien : Joseph Acerbi*, par T. de Wyzewa. (Il s'agit du directeur d'une Revue qui a eu son importance de 1845 à 1830.)

15. — *Impressions de Russie. Le semaine sainte à Kief*, par Art. Roë. — *Le mécanisme de la vie moderne : l'intérieur de la maison*, par le vicomte d'Avenel. — *La convention de Lallamarnia et la frontière algérienne de l'ouest*, par H. de La Marlitinière (convention signée en 1845). — *Navigation et constructions maritimes*, par Aug. Moireau.

Le Correspondant.

10 mars. — *Vers le pôle. Fridtjof Nansen*, par M. Dronsart. — *L'Abyssinie et les intérêts français*, par Eug. Petit (récit de la lutte avec l'Italie et exposé de la situation qui en résulte ; intérêt de la France à se lier étroitement avec l'Abyssinie). — *Colonies françaises et colonies anglaises*, par le marquis de Nadaillac. (La conclusion de la comparaison est bien sévère pour la France.) — *Une villégiature impériale en pays de Caux*, par Albert Perquer (séjour de l'impératrice d'Autriche en 1875).

25. — *Le devoir de la concentration*, par A. de Lapparent (conseils aux catholiques ; éloge du compromis conclu à Bordeaux entre monarchistes et socialistes). — *Le krach de l'anticléricalisme en Europe : élections législatives de l'empire d'Autriche*, par l'abbé Kannengieser. — *L'héritage de Béhanzin*, par Paul Mimande (fin de ces très amusantes impressions d'un voyage au Dahomey). — *A travers la Révolution*, par de Lauzac de Laborie (Compte-rendu de divers ouvrages historiques récents).

10 avril. — *L'évolutionnisme religieux*, par M^{re} Mignot, évêque de Fréjus (à propos de l'esquisse d'une philosophie de la religion d'après la psychologie et l'histoire, ouvrage récent de M. Sabatier, doyen de la Faculté de théologie protestante de Paris). — *L'odyssée d'un ambassadeur. Le marquis de Nointel dans les Echelles du Levant (1673-1675)*, par Albert Vandal. — *Au seuil de l'Europe. Les Arméniens du Caucase*, par Pierre Morane. (On ne doit pas de longtemps attendre la fusion des Arméniens et des Russes. Les rivalités persisteront fatalement durant des générations. Mais on doit chercher les moyens de les apaiser. Au Gouvernement du tzar en incombe le devoir.) — *Le mouvement*

féministe et la décadence romaine, par Paul Allard. — *M. Hanotaux, historien*, par de Lauzac de Laborie. — *Les résultats scientifiques de la campagne du Fram*, par A. de Lapparent.

La Revue de Paris.

15 mars. — *La Macédoine*, par V. Bérard (nouvelle série d'études de l'auteur de *la Politique du Sultan*). — *Thèbes*, par André Chevrillon. — *Beaumarchais et Figaro*, par André Hallays. — *Après Navarin*, par le baron Brenier (récit d'une mission diplomatique qu'il remplit en juillet 1828, alors qu'il était jeune attaché d'ambassade). — *Note sur le livre jaune*, par Ernest Lavisse (vive critique du *Livre jaune* consacré aux affaires arméniennes).

1^{er} avril. — *La défense contre la maladie*, par E. Duclaux, directeur de l'Institut Pasteur. — *La Macédoine* (suite), par V. Bérard. — *Chez les Sakalaves*, par Grosclaude (impressions d'un humoriste). — *Une future capitale*, par Alfred Dumaine (détails intéressants sur le projet de création d'une nouvelle capitale au Brésil).

15. — *Souvenirs d'Afrique*, par le général Fleury. — *La Macédoine* (suite), par V. Bérard. — *De Fontainebleau à Fréjus*, par le comte Schouvaloff. (Lettres adressées au comte Nesselrode par le comte Schouvaloff, chargé d'accompagner Napoléon, en qualité de commissaire de la Russie, dans son trajet de Fontainebleau jusqu'au port d'embarquement.) — *L'autonomie tunisienne*, par Eug. Bonhoure (avantages du système du protectorat, dangers de l'immixtion parlementaire).

Revue politique et littéraire.

6 mars. — *Profil révolutionnaires : Vadier*, par G. Isambert (à propos de la publication récente d'une biographie). — *Gens de mer, à l'île de Sein*, par Ch. de Goffie (mœurs curieuses). — *Une entrevue avec M. Garaschanine* (c'est le ministre de Serbie à Paris).

13. — *La liberté de conscience à Madagascar*, par R. Allier (plaidoyer pour les missions protestantes). — *Les oppositions sociales : la guerre*, par G. Tarde. — Lettre de Jean Jaurès sur la *Crise de l'Université*. — *L'Europe, l'Orient et la Grèce*, par Ch. Giraudeau.

20. — *L'expédition de Chio et le colonel Fabvier (1827-1828)*, par Debisdour. — *M. Raymond Poincaré*, par Pierre Puget. — *L'intellectuelle pauvre à Londres*, par G. Art. — *Morale et science*, d'après M. Berthelot, par H. Depasse.

27. — *Les blocus pacifiques. La bataille de Navarin*, par Henry Houssaye (court récit). — *La décentralisation*, par Ferdinand Dreyfus. — *Les doyens de l'Institut*, par Et. Charavay. — *La révision des programmes de l'École polytechnique*.

Bibliothèque universelle et Revue suisse.

Mars. — *L'étatisme en Italie*, par Vilfredo Pareto. — *Sakhaline, l'île du bagne*, par Michel Delines. — *La littérature populaire des nègres*, par Maurice Muret (d'après diverses publications récentes). — *Une solution du problème d'Orient*, par Ed. Tallichet. (Que les puissances, au lieu de s'unir pour

maintenir l'Empire ottoman, faute de pouvoir s'entendre pour le partager, s'engagent chacune à renoncer à toute prétention territoriale et à travailler en commun à le relever de l'état où il se trouve, les difficultés en seront bien simplifiées. Pourquoi n'y constituerait-on pas une série de petits Etats indépendants, centralisés et sous la protection de l'Europe? Cela répondrait aux désirs de la Russie, qui a bien toléré sur le Bosphore un grand Etat parce qu'il était faible et fort peu menaçant pour ses voisins, mais n'admettait pas un Etat fort ou en passe de le devenir. Constantinople pourrait être ville libre et port franc. La division des territoires répondrait à l'état ethnographique de l'Empire, plein de peuplades différentes de race, de religion et d'aspirations, qui pourraient se grouper selon leurs affinités et vivre en paix les unes à côté des autres. Les musulmans eux-mêmes, en grande partie tout au moins, seraient heureux d'échapper aux vexations et aux injustices dont ils sont les victimes tout comme les chrétiens.)

Revue de droit international et de législation comparée.

1897, I. — *L'exterritorialité des lois et les Etats à formation complexe*, par Jules Valéry. (Etude nouvelle des difficultés qui ont leur source dans la variété des législations en vigueur dans les diverses parties des Etats à composition complexe). — *Etude sur l'avant-projet du Code pénal suisse*, par Albéric Rolin. — *Le droit international et les récentes hostilités italo-abys-sines*, par P. Fedozzi, privat docent à l'Université de Padoue (commerce des armes, contrebande de guerre, affaire du Doelwijk, Traité de paix). — *L'Europe et la question crétoise* (critique de l'attitude de l'Europe). — *Sir Travers Twiss*, par A. Rivier.

Revue politique et parlementaire.

10 mars. — *La question du Sénat : le Sénat et la révision*, par René Goblet. (La révision de la Constitution au point de vue de l'organisation actuelle du Sénat est inévitable; le Parlement est encore maître de la révision à cette heure, c'est le pays qui fera la révision, au besoin contre le Sénat. — *Challemel-Lacour*, par Joseph Reinach. — *Le marché financier de Paris et les projets de réorganisation*, par Lacombe, député (conclusion pour le maintien du monopole des agents de change). — *Le compromis austro-hongrois et son renouvellement en 1897*, par R. Chélaré (il est probable que l'Autriche-Hongrie, malgré son désir de voir augmenter la quote-part de la Hongrie, se résignera au *statu quo* pur et simple). — *La question monétaire en Belgique*, par Louis Strauss (contre le bimétallisme). — *Le contrôle des finances de l'Etat : Contrôle répressif, Cour des comptes*, par E. Besson. — *Le régime de l'alcool en Espagne et en Italie*. — Revue des questions ouvrières et des questions coloniales (concessions coloniales, organisation du Laos). — La vie politique et parlementaire en Espagne et aux Pays-Bas. — La politique extérieure du mois.

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Mars. — *France* : projet de loi relatif au contrôle hygiénique et fiscal de l'alcool; les liquidations judiciaires et les faillites en 1894; produits des contributions indirectes en 1896; exploitation du monopole des tabacs (produit net 312 millions environ) et du monopole des allumettes (produit 20 millions) en 1895; les droits sur les transmissions par décès et le régime de la propriété

foncière en Tunisie. — *Le monnayage des principaux pays* (1893-1895). — *Allemagne* : le commerce extérieur en 1896. — *Italie* : le commerce extérieur en 1896. — *Russie* : le budget de l'Empire pour 1897. — *Suisse* : le commerce extérieur en 1896. — *Inde anglaise* : le commerce extérieur. — *Etats-Unis* : le commerce extérieur et la circulation monétaire.

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FRÉMONT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

ALLEMAGNE, AUTRICHE-HONGRIE, BELGIQUE, FRANCE,
ITALIE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS, RUSSIE, SUISSE.

Déclaration additionnelle à la convention internationale du 14 octobre 1890, sur le transport de marchandises par chemins de fer.

Du 20 septembre 1893 (1).

Les gouvernements de la Suisse, de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, de la Belgique, de la France, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas et de la Russie, ayant jugé opportun de déterminer, avec précision, la procédure d'accession à la convention signée à Berne le 14 octobre 1890, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements, sont convenus de ce qui suit :

Les Etats qui n'ont pas pris part à la convention du 14 octobre 1890, sur le transport de marchandises par chemins de fer, peuvent demander à y adhérer.

Ils s'adresseront, à cet effet, au gouvernement suisse.

Ledit gouvernement transmettra cette demande à l'office central pour examen, et il communiquera ensuite ses propositions aux Etats signataires.

Si l'accord s'établit, le gouvernement suisse donnera acte à l'Etat intéressé de l'acceptation de l'accession, qu'il notifiera également aux gouvernements signataires.

L'adhésion produira ses effets un mois après la date de la notification faite par le gouvernement suisse. Elle emporte de plein droit acceptation de toutes les clauses de la convention.

(1) Les instruments de ratification n'ont été remis de la part de l'Allemagne et des Pays-Bas que le 21 septembre 1896, tandis que ceux des autres Etats contractants étaient arrivés le 16 juillet 1895. La déclaration additionnelle n'est donc entrée en vigueur qu'à la première de ces dates.

La présente déclaration sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Berne, aussitôt que faire se pourra, dans la forme adoptée pour la convention elle-même.

Elle entrera en vigueur à dater du jour de l'échange des ratifications et aura la même durée que la convention.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent acte, qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Berne, en neuf exemplaires, le 20 septembre 1893.

Pour la Suisse : (L. S.) LACHENAL.

Pour l'Autriche et la Hongrie : (L. S.) SEILLER.

Pour l'Allemagne : (L. S.) BUSCH.

Pour la Belgique : (L. S.) J. JOORIS.

Pour la France : (L. S.) EMM. ARAGO.

Pour l'Italie : (L. S.) A. PEIROLERI.

Pour le Luxembourg : (L. S.) J. FRANCK.

Pour les Pays-Bas : (L. S.) JAN SCHOLTEN.

Pour la Russie : (L. S.) A. HAMBURGER.

— Voici le Message adressé le 14 novembre 1893, par le conseil fédéral Suisse, à l'assemblée fédérale, concernant la déclaration additionnelle qui précède :

Monsieur le président et messieurs,

La convention internationale du 14 octobre 1890, sur le transport de marchandises par chemins de fer, que vous avez ratifiée à la suite de notre message du 29 novembre 1890, n'avait pas prévu l'admission de nouveaux Etats.

A raison des conséquences financières et juridiques qu'entraîne une adhésion, on n'avait pas voulu accepter, comme c'est le cas dans d'autres unions, qu'il suffît d'une simple notification au conseil fédéral pour l'admission d'un Etat et de sa voie ferrée.

A peine la convention était-elle entrée en vigueur qu'une demande de la principauté de Monaco fut adressée à la légation de Suisse, à Paris, en date du 16 janvier dernier, à l'effet d'obtenir l'inscription du tronçon de chemin de fer Paris-Lyon-Méditerranée situé sur le territoire monégasque au nombre des lignes auxquelles s'applique la convention du 14 octobre 1890.

L'office central des transports internationaux, en portant cette demande que nous lui avons transmise, à la connaissance des gouvernements intéressés, leur proposa la réunion, à Berne, d'une conférence diplomatique, dans le but de statuer sur la demande de Monaco et d'examiner, à cette occasion, s'il n'y avait pas lieu d'arriver à une entente de principe au sujet de la forme en laquelle l'accession à la convention de 1890 pourrait avoir lieu.

Les Etats ayant adhéré à cette proposition de l'office central, nous les invitâmes à se faire représenter à une conférence qui se réunit à Berne le 15 juin et le 3 juillet de cette année sous la présidence de M. Emile Frey, vice-président du conseil fédéral, que nous avions délégué à cet effet, en remplacement du chef du département des affaires étrangères empêché. La conférence élaborait un projet de déclaration additionnelle à la convention internationale du 14 octobre 1890. Ce projet prévoit l'admission des Etats qui n'ont pas pris part à la convention du 14 octobre 1890. Ceux-ci s'adresseront, à cet effet, au gouvernement suisse, qui transmettra la demande à l'office central pour examen et communiquera aux Etats signataires les propositions de celui-ci. Si l'accord s'établit, le gouvernement suisse donnera acte à l'état intéressé de l'acceptation de l'accession, qu'il notifiera également aux gouvernements signataires. L'adhésion produira ses effets un mois après la date de la notification faite par le gouvernement suisse. Elle emporte de plein droit acceptation de toutes les clauses de la convention. La déclaration devra être ratifiée et l'échange des ratifications

aura lieu à Berne, dans la forme adoptée pour la convention elle-même. Elle entrera en vigueur à dater du jour de l'échange des ratifications et aura la même durée que la convention.

Ce projet fut approuvé par tous les gouvernements signataires de la convention du 14 octobre 1890 et la déclaration additionnelle ci-annexée fut signée à Berne, le 20 septembre dernier, par M. Lachenal, chef du département des affaires étrangères, pour la Suisse et par les représentants de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, de la Belgique, de la France, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas et de la Russie.

Nous venons, par le présent message, vous proposer d'accorder votre ratification à la déclaration additionnelle à la convention internationale du 14 octobre 1890 et de nous charger de son exécution en ce qui concerne la Suisse.

BULGARIE — SERBIE

Traité de Commerce.

16 février 1897.

Afin de régler les relations commerciales entre la Bulgarie et la Serbie par un Traité de Commerce, Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie et Sa Majesté le Roi de Serbie ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie : le Sieur Christo N. Bracaloff, docteur en droit, Secrétaire Général du Ministère Princier des Affaires Etrangères, Grand-Officier de l'Ordre National Bulgare du Mérite Civil, Grand-Officier de l'Ordre du Medjidié, etc., etc., le Sieur Apostol Ghéorgheff, Chef de Section au Ministère Princier des Finances, Officier de l'Ordre National du Mérite Civil, etc., et le Sieur Anton Manouchoff, Chef de Section au Ministère Princier du Commerce et de l'Agriculture, Officier de l'Ordre de Saint-Alexandre, etc. ; et Sa Majesté le Roi de Serbie : le Sieur Rista Danitch, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Agent Diplomatique et Consul Général en Bulgarie, Commandeur de l'Ordre de Takowo, Grand-Croix de l'Ordre Princier de Saint-Alexandre, etc., etc., le Sieur Michel Zoukitch, Secrétaire Général du Ministère Royal des Affaires Etrangères, Commandeur de l'Ordre de Takowo, Commandeur de l'Ordre National Bulgare du Mérite Civil, etc., et le Sieur Mathias Boschkovitch, Secrétaire de Légation, Chevalier de l'Ordre de Tokowo, etc.,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier. — Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les sujets de la Principauté de Bulgarie et ceux du Royaume de Serbie, qui pourront, les uns et les autres, s'établir librement dans les territoires de l'autre Partie contractante. Les sujets bulgares en Serbie, et les sujets serbes en Bulgarie, soit qu'ils s'établissent dans les ports, villes ou lieux quelconques des territoires respectifs, soit qu'ils y résident temporairement, ne seront pas soumis, à raison de leur commerce et de leur industrie ou métier, à des droits, impôts, taxes ou patentes, sous quelque dénomination que

ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux ; et les privilèges, exemptions, immunités et autres faveurs quelconques, dont jouiraient en matière de commerce ou d'industrie les sujets de l'une des Parties contractantes, seront communs aux sujets de l'autre.

Il est bien entendu que les sujets de chacune des Parties contractantes auront à se conformer, à l'égard des matières dont il est fait mention au présent article, uniquement aux lois et règlements généraux du pays en matière de commerce, d'industrie et de police, et également applicables aux nationaux et aux sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 2. — Les négociants, les fabricants et les industriels en général qui pourront prouver par une carte de légitimation dont la forme sera prescrite d'un commun accord, qu'ils acquittent, dans le pays où ils résident, les droits et impôts nécessaires pour l'exercice de leur commerce et de leur industrie, ne seront soumis, à ce titre, à aucun droit ou impôt ultérieur dans l'autre pays, lorsqu'ils voyagent ou font voyager leurs commis ou agents, avec ou sans échantillons, dans l'intérêt exclusif du commerce et de l'industrie qu'ils exercent, et à l'effet de faire des achats ou de recevoir des commissions.

Les sujets des Parties contractantes seront réciproquement traités comme les nationaux, lorsqu'ils se rendront d'un pays à l'autre, pour visiter les foires et marchés, à l'effet d'y exercer leur commerce et d'y débiter leurs marchandises.

Les sujets d'une des Parties contractantes, qui exercent le métier de charretier entre les divers points des territoires respectifs, ou qui se livrent à la navigation, ne seront soumis, par rapport à l'exercice de ce métier ou de cette industrie, à aucune taxe industrielle sur les territoires de l'autre.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables :

1^o Aux personnes qui se livrent à la recherche de commandes sans avoir le caractère de commerçants ou d'industriels, ainsi qu'à ceux cherchant des commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie.

Toutefois, les commis-voyageurs d'une Partie contractante ne seront pas traités sous ce rapport, sur le territoire de l'autre, moins favorablement que les nationaux.

2^o Aux cabaretiers de village, aux pharmaciens, aux courtiers, au colportage, au commerce et aux professions exercées exclusivement en ambulant.

Il est convenu que les dispositions indiquées *sub* n^o 2 ne pourront être appliquées aux pharmaciens et aux cabaretiers de village déjà établis.

Art. 3. — Les sujets de chacune des Parties contractantes seront exemptés, sur les territoires de l'autre, de tout service militaire, soit sur terre, soit sur mer, dans la troupe régulière ou dans la milice.

Ils seront dispensés également de toute fonction officielle obligatoire, soit judiciaire, soit administrative ou municipale, du logement de soldats, de toute contribution de guerre, de toute réquisition ou prestation militaire, de quelque sorte que ce soit, à l'exception des charges provenant de la possession ou de la location des immeubles

et des prestations et réquisitions militaires qui seront supportées également par tous les sujets du pays à titre de propriétaires ou de locataires de biens immeubles.

Ils ne pourront, ni personnellement, ni par rapport à leurs propriétés mobilières ou immobilières, être assujettis à d'autres devoirs, restrictions, taxes ou impôts qu'à ceux auxquels seront soumis les nationaux.

Art. 4. — Les Bulgares en Serbie et les Serbes en Bulgarie auront réciproquement le droit d'acquérir et de posséder des biens de toute sorte et de toute nature, meubles ou immeubles, et en pourront librement disposer par achat, vente, donation, permutation, contrat de mariage, testament, succession *ab intestat* et par quelque autre acte que ce soit, aux mêmes conditions que les nationaux, sans payer des droits, contributions et taxes autres ou plus élevés que ceux auxquels sont soumis, en vertu des lois, les sujets du pays même.

Les fondations, corporations, associations et, en général, toutes les personnes morales qui existent dans les territoires d'une des Parties contractantes sont, à l'exception des sociétés commerciales ou d'assurance, exclues de la faculté d'acquérir, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, des biens immeubles sur les territoires de l'autre Partie.

Art. 5. — Les Bulgares en Serbie et les Serbes en Bulgarie seront entièrement libres de régler leurs affaires comme les nationaux, soit en personne, soit par l'entremise d'intermédiaires qu'ils choisiront eux-mêmes, sans être tenus à payer des rémunérations ou indemnités aux agents, commissionnaires, etc., dont ils ne voudront pas se servir, et sans être, sous ce rapport, soumis à des restrictions autres que celles qui sont fixées par les lois générales du pays.

Ils seront absolument libres dans leurs achats et ventes, dans la fixation du prix de tout objet de commerce et dans leurs dispositions commerciales en général, en se conformant toutefois aux lois de douane de l'Etat et en se soumettant à ses monopoles.

Ils auront également libre et facile accès auprès des tribunaux de toute instance et de toute juridiction, pour faire valoir leurs droits et pour se défendre.

Ils pourront se servir, à cet effet, d'avocats, de notaires et d'agents qu'ils jugeront aptes à défendre leurs intérêts, et ils jouiront en général, quant aux rapports judiciaires, des mêmes droits et des mêmes privilèges qui sont ou seront accordés à l'avenir aux nationaux.

Art. 6. — Les produits du sol ou de l'industrie bulgare qui sont importés en Serbie, et les produits du sol ou de l'industrie serbe qui sont importés en Bulgarie, seront respectivement soumis, quant aux droits d'importation, d'exportation, de transit, quant aux réexportations, au courtage, aux droits locaux, octrois ou autres droits de consommation, quant aux formalités douanières, aux prix de transport sur les voies ferrées ou bateaux à vapeur appartenant à l'Etat, — au même traitement que les produits du pays ou ceux de la nation la plus favorisée.

Art. 7. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions quelconques d'importation ou d'exportation ou de transit.

Elles ne pourront faire d'exception à cette règle que :

a) Pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;

b) Par égard à la police sanitaire et vétérinaire et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet ;

c) Dans les circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre ;

d) Pour l'importation et le transit des bêtes à cornes venant des deux pays. Il est entendu que le transit du menu bétail venant de Serbie par les voies ferrées ainsi que le commerce réciproque des porcs restent libres.

Les réserves exprimées *sub litt. b)* s'étendent également aux mesures prohibitives prises dans le but d'empêcher, dans l'intérêt de l'agriculture, la propagation d'insectes ou d'autres organismes nuisibles.

Le régime des armes et munitions de guerre reste soumis aux lois et règlements des Etats respectifs.

Art. 8. — Quant au montant, à la garantie et à la perception des droits, à l'importation et à l'exportation, ainsi que par rapport au transit, chacune des Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce Puissance. Toute faveur ou immunité accordée, plus tard, sous ces rapports, à un tiers Etat, sera étendue immédiatement, sans compensation, et par ce fait même, à l'autre Partie contractante.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent point :

a) Aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le commerce de frontière, ni aux réductions ou franchises de droits de douane, accordées seulement pour certaines frontières déterminées ou aux habitants de certains districts ;

b) Aux obligations imposées à l'une des Parties contractantes par les engagements d'une union douanière contractée déjà ou qui pourrait être contractée à l'avenir.

Art. 9. — Les produits du sol et de l'industrie serbes énumérés au tarif A, joint au présent traité, sont soumis à leur entrée en Bulgarie aux droits fixés par ledit tarif.

Les produits du sol et de l'industrie bulgares énumérés au tarif B, joint au présent traité, acquitteront à leur entrée en Serbie les droits y fixés.

Dans le but de faciliter le trafic réciproque à travers la frontière commune, les Parties contractantes sont convenues des dispositions spéciales contenues à l'annexe C jointe au présent traité.

Toutes marchandises ou produits dénommés ou non dans les tarifs A et B, seront traités réciproquement, à l'entrée dans les territoires respectifs, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Art. 10. — Les marchandises de toute nature, venant de l'un des territoires respectifs, ou y allant, seront réciproquement affranchies, dans l'autre, de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Art. 11. — Pour favoriser le trafic spécial qui s'est développé entre les deux pays voisins, les objets suivants seront admis et exportés des deux côtés, avec obligation de les faire retourner en franchise temporaire de droits à l'entrée et à la sortie et conformément aux lois et règlements en vigueur dans chacune des Parties contractantes :

a) Toutes les marchandises, à l'exception des articles de consommation, qui, en sortant du libre trafic, sur les territoires d'une des Parties contractantes, seront expédiées aux foires et marchés sur les territoires de l'autre Partie contractante, pour y être déposées dans les entrepôts ou magasins de douane, ainsi que les échantillons importés, réciproquement, par les commis-voyageurs des maisons bulgares et serbes, à la condition que toutes ces marchandises et ces échantillons, n'ayant pas été vendus, soient reconduits au pays d'où ils parviennent, dans un terme établi à l'avance ;

Les sacs de toute sorte, vides, marqués et ayant déjà servi, ainsi que les tonneaux vides et marqués, qui sont importés des territoires de l'autre Partie contractante pour être réexportés remplis, ou qui sont réimportés, après avoir été exportés remplis ;

b) Le blé à moudre appartenant aux propriétés traversées par la ligne frontière, ainsi qu'en général les céréales à moudre ;

c) Les objets destinés à être vernis, brunis et peints, et les objets destinés à être réparés.

Dans le cas *sub litt. b*, il sera tenu compte du poids, défalcation faite, toutefois, des déchets naturels ou légaux.

Dans les autres cas, l'identité des objets exportés et réimportés devra être prouvée, et les autorités compétentes auront, à cette fin, le droit de munir ces objets, aux frais de la partie intéressée, de certains signes caractéristiques.

Art. 12. — Les droits internes de production, de fabrication ou de consommation, qui grèvent ou grèveraient les produits du pays, soit pour le compte de l'Etat, soit pour le compte des administrations municipales ou corporations, ne pourront frapper, sous aucun prétexte, ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse, les produits similaires provenant de l'autre pays.

Si l'une des Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit d'accise ou de consommation nouveau, ou un supplément de droits sur un article de production ou de fabrication nationale, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit égal qui, toutefois, ne sera pas plus élevé que celui payé par les mêmes produits de la nation la plus favorisée.

Art. 13. — Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux précieux, importés des territoires de l'une des Parties contractantes, seront soumis, dans les territoires de l'autre, à un régime de contrôle obligatoire ou facultatif, tel qu'il est établi, par la loi du pays, pour les articles similaires de fabrication nationale.

Art. 14. — Aucun droit d'escale ni de transbordement ne pourra être perçu dans les territoires des Parties contractantes, et les conducteurs des marchandises ne pourront être, sauf les dispositions de navigation et de police sanitaire, ainsi que celles qui sont néces-

saïres pour garantir la perception des impôts, contraints de s'arrêter, de décharger ni de recharger à un endroit déterminé.

Art. 15. — Les Bulgares en Serbie et les Serbes en Bulgarie jouiront, en ce qui concerne les marques de fabrique et de commerce, les dessins industriels et les modèles, ainsi que les brevets d'invention, de la même protection que les nationaux.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes, qui désirent jouir de la protection de leurs marques, de leurs dessins ou de leurs modèles dans les territoires de l'autre Partie contractante, doivent effectuer le dépôt de ces marques, dessins ou modèles, conformément aux prescriptions en vigueur dans ces derniers territoires, savoir, en Bulgarie, à la Préfecture du District de Sofia, et en Serbie, au Tribunal de Commerce à Belgrade.

Art. 16. — Les navires de l'une des Parties contractantes seront, dans les ports de l'autre, traités, soit à l'entrée, soit pendant leur séjour, soit à la sortie, sur le même pied que les navires nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée, tant sous le rapport des droits et des taxes, quelle qu'en soit la nature ou la dénomination, perçus au profit de l'Etat, des communes, corporations, fonctionnaires publics ou établissements quelconques, que sous celui du placement de ces navires, de leur chargement et déchargement, dans les ports, rades, baies, havres, bassins et docks, et, généralement, pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons.

Il en est de même pour le cabotage.

En même temps, les Parties contractantes s'engagent à prendre toutes les mesures qui sont en leur pouvoir, pour établir une correspondance directe dans le service des bateaux des Sociétés de navigation bulgares et serbes sur le Danube, ainsi que pour l'expédition directe, par les administrations des Chemins de fer des deux Parties, des marchandises transportées par leurs bateaux respectifs. Dans ce cas, on appliquera les mêmes tarifs, bénéfices et réductions des prix de transport (restitutions) qui sont accordés aux nationaux ou aux sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 17. — La nationalité des navires de chacune des Parties contractantes sera constatée d'après les lois et règlements du pays auquel les navires appartiennent.

Quant à la preuve du tonnage des navires, il suffira de produire les certificats de jaugeage, délivrés conformément aux lois du pays auquel ces navires appartiennent.

Les chalands sans pont et à rames ou à voile, radeaux et nevrats (radeaux servant à un seul voyage) ne sont pas soumis à des formalités de légitimation autres qu'à la production, devant des autorités douanières, de papiers constatant leur propriétaire, leur provenance et destination.

De même, seront applicables, sous la condition de réciprocité, aux navires de l'une des Parties contractantes et à leurs cargaisons, toutes les faveurs que l'autre aurait accordées ou accorderait à l'avenir à un tiers Etat par rapport au traitement des navires et de leurs cargaisons.

Reste excepté, cependant, des dispositions du présent traité, l'exercice de la pêche nationale.

Art. 18. — Toutes les marchandises, qu'elles qu'en soient la nature et la provenance, dont l'importation, l'exportation, le transit ou la mise en entrepôt pourra avoir lieu dans les États de l'une des Parties contractantes, par les navires nationaux, pourront également y être importées, exportées, passer en transit ou être mises en entrepôt, par des navires de l'autre Partie, en jouissant des mêmes privilèges, réductions, bénéfices et restitutions, et sans être soumises à d'autres ou plus forts droits de douane ou taxes, ni à d'autres ou plus fortes restrictions, que ceux qui sont en vigueur pour les marchandises, à leur importation, exportation, transit ou à leur mise en entrepôt, par navires nationaux.

Art. 19. — Le présent Traité s'étend aux pays qui appartiennent à présent ou appartiendront à l'avenir au territoire douanier des Hautes Parties contractantes.

Art. 20. — Le présent Traité entrera en vigueur le 1^{er} avril 1897, et restera exécutoire jusqu'au 1^{er} janvier 1904. Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la fin de ladite période son intention de faire cesser ses effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire dans ce traité, d'un commun accord, toutes les modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit et ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 21. — Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Belgrade le plus tôt possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Sofia, en double expédition, le seize février de l'an de grâce mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

(L. S.) C. N. BRACALOFF, m. p.	(L. S.) R. DANICH, m. p.
(L. S.) AP. GHÉORGHEFF, m. p.	(L. S.) M. ZOUKITCH, m. p.
(L. S.) A. MANOUCHOFF, m. p.	(L. S.) M. BOSCHKOVITCH, m. p.

ANNEXE A

Droits ad valorem à percevoir sur les marchandises serbes à leur entrée en Bulgarie.

10 0/0

1. Marmelade de prunes sans sucre.
2. Eaux minérales.
3. Lin et chanvre bruts.
4. Sandales tannées (opantzi).

12 0/0

5. Poteries de toute sorte.
6. Cuillères, assiettes, boîtes, embouchoirs, boukliés, bidons, tchoutoura, — tout de bois, même peint.
7. Chaux.
8. Laine brute ou lavée.
9. Voitures, chars, traîneaux ordinaires, c'est-à-dire, peints ou non, avec ou sans ferrures, mais non rembourrés et sans ressorts.

14 0/0

10. Caviar.
11. Cire.
12. Ciment et chaux hydraulique.
13. Ouvrages de menuiserie, comme : râteaux, fourches, pelles, essieux, bancs, chaises, caisses, tables, lits, armoires, échelles, peints ou non ou en combinaison avec d'autres matières ordinaires.
14. Briques et tuiles, tuiles cannelées, kerpitch.
15. Chevaux, juments, mulets, ânes.
16. Couvertures de lits, coussins.

ANNEXE B

Droits à percevoir à l'entrée en Serbie.

Dénomination.	100 kilgr.	
	Fr.	c.
1. Poissons salés en barils, excepté les sardines.....	10	—
2. Vinaigre naturel de vin.....	3	—
3. Moût de raisins non-pressés.....	3 ²⁵	—
4. Laine en suint, lavée ou peignée.....	} Exempt.	
5. Poils d'animaux de toute sorte.....		
6. Peaux d'animaux de toute sorte, brutes, salées ou séchées, boyaux séchés ou salés, os, cornes et sabots.....		

ANNEXE C

Faveurs spéciales accordées au trafic frontière.

Afin de donner au trafic des districts frontières et à leurs habitants, les facilités qu'exigent les besoins du commerce, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

I. — Entre le territoire de la Principauté de Bulgarie et le territoire du Royaume de Serbie il est établi une zone s'étendant jusqu'à vingt kilomètres de la frontière commune dans laquelle les habitants des pays respectifs jouiront de faveurs spéciales.

Cette distance de vingt kilomètres est comptée à partir de la frontière politique à l'intérieur de chacun des pays contractants, de sorte que la zone frontière est constituée par deux bandes de territoire de chaque côté de la frontière ayant une largeur totale de 40 kilomètres.

II. — Resteront libres, à l'entrée des pays respectifs, de tout droit de douane, de l'impôt sur l'obrt, droit de consommation ou toute autre taxe municipale, communale ou d'Etat, à l'exception de la taxe de statistique :

a) Toute quantité de marchandises pour laquelle la somme totale des droits à prélever ne dépasse pas un franc ;

b) Fruits frais du pays, y compris les raisins, noix et noisettes, plantes potagères, pommes de terre, oignons et aulx, et autres légumes de table ;

c) Herbe, feuillage (fane) et autres plantes pour la nourriture du bétail (fourrage), foin, paille, mousse, avelanêdes et glands, noix de galle, jones, roseaux et cannes ordinaires ;

d) Pain de farine en quantité de dix kilogrammes ou moins ; viande fraîche, en quantité de quatre kilogrammes ou moins ; fromages et beurre, en quantité de deux kilogrammes ou moins ; farine sans distinction, en quantité de 50 kilogrammes ou moins ;

e) Outils en bois servant à l'agriculture, comme fourches, pelles, râteaux, brouettes, charrettes et autres ;

f) OEufs de toute sorte ;

- g) Lait frais, caillé et caillebotte ;
- h) Houille, lignite et charbon de terre en tourbe ou en briquettes ;
- i) Pierres à bâtir et de taille, pierres à paver taillées ou non taillées, ainsi que meules de moulins, pierres à aiguiser et cous, et, en général, les pierres non polies taillées ou non taillées, cailloux, sable, chaux, tuiles, briques, tuiles cannelées et kerpitch ;
- j) Volaille vivante et morte, gibier, ruches avec abeilles vivantes, poissons frais ;
- k) Bois de chauffage ;
- l) Nattes et paillassons, balais, sacs de roseaux et autres ouvrages de vannerie en verges, joncs, écorce, saule, roseaux, cannes ordinaires, herbe ou paille ;
- m) Les voitures servant effectivement au transport des personnes et des marchandises, les charrettes, les paniers et appareils similaires pour le transport, tous ces objets déjà employés, usagés, non destinés à la vente et servant pour le transport ou l'emballage des effets ou marchandises ; les bêtes de somme et de trait, les embarcations avec inventaire régulier ;
- n) Cartes d'échantillons et échantillons qui ne peuvent servir à aucun autre usage ;
- o) Ameublements, ustensiles de ménage, meubles et instruments importés par les sujets de l'une des Parties contractantes qui viennent établir leur domicile dans le territoire de l'autre Partie. Jouiront de la même franchise de droits les trousseaux des fiancées et nouvelles mariées, sujettes de l'un des pays contractants, qui contractent mariage dans l'autre.

III. — Pour jouir du traitement favorisé, exposé ci-haut, dans le trafic-frontière, les propriétaires des marchandises importées doivent présenter un certificat délivré par les autorités locales indiquant qu'ils sont domiciliés effectivement dans la zone frontière de vingt kilomètres fixée plus haut.

Les dits certificats d'origine qui ne sont soumis à aucune taxe, pourront être également délivrés par les autorités douanières en base des passeports des importateurs.

Les autorités administratives compétentes respectives pourront délivrer, même pour une période plus étendue, des certificats servant de légitimation pour le libre exercice du commerce de frontière aux personnes qui veulent profiter régulièrement des faveurs accordées au trafic-frontière.

Les certificats ne peuvent être soumis dans le territoire de l'autre Partie contractante à aucun droit de timbre ni autre taxe quelconque.

IV. — Les marchandises ci-après désignées, directement importées dans les territoires douaniers des pays contractants, par la frontière commune, jouiront, à condition que leur origine bulgare ou serbe soit dûment certifiée, des droits réduits et exemptions comme suit :

Dénomination.		100 kilogr.	
		Fr.	Cent.
1. Vin en fûts et en outres	produits des districts limitrophes de Krayna, Timok, Pirot, Vrania et Nich ; ainsi que de ceux de Widin, Trn, Pazardjiz, Svistov, Pleven, Philipople et Eski-Zagra.....	2	50
2. Rakia	grosdovitza (comovitza) et slivovitza n'ayant pas plus de 16° d'après l'alcoomètre de Wagner ou 40° d'alcool d'après l'alcoomètre centigrade Gay-Lussac, excepté les rakias fabriqués d'alcool.....	—	50
3. Bière en fûts et en bouteilles	5	—
4. Beurre, crème et graisses	5	—
5. Fromages du pays de toute sorte	2	—

6. Viandes (fraîches, fumées ou salées), lards, salami, jambons, pasturma, saucisses et autres charcuteries.....	2	—
7. Fèves, haricots, légumes frais ou secs, grains, semences, fruits frais ou secs, comme : prunes, noix, etc., etc.....	—	50
8. Raisins, excepté les raisins secs.....	1	—
9. Farines et autres produits de meunerie, graines mondées, perlées, égrugées, semoules ou gruaux.....	1	—
10. Brebis, moutons, chèvres, porcs, par tête.....	—	30
11. Caparaçons, sacs et autres ouvrages de chanvre, de lin et de poils d'animaux.....	10	—
12. Toile de chanvre et de lin, même mêlée de coton, production du pays des districts de Lescovetz et Belgrade, ainsi que des districts de Sophia, Philippople, Roustschouk et Widin	12	—
13. Antérias courtes (pamouklia groudognac) ; bonneteries et tricoterics	25	—
14. Ouvrages de corderie comme cordes, ficelles, licous, filets, traits de harnais et autres du district de Wrania, ainsi que des districts de Sophia, Philippople, Trn et Widin..	5	—
15. Tapis et tcherga, grosses couvertures de laine.....	25	—
16. Abas, soukno, des districts de Timok et Pirot, ainsi que des districts de Sophia, Philippople, Sliven et Sevlievo.....	15	—
17. Chaïak de toute sorte de fabrication indigène des districts de Timok et Pirot, ainsi que des districts de Sophia, Philippople, Sliven et Sevlievo.....	25	—
18. Cordonnets (gaïtan) de laine ou de coton de l'arrondissement de Paratchine, du district de Wrania, ainsi que des districts de Sophia, Philippople, Tirново et Sevlievo...	26	—
19. Méchines, sahtian et vidélo.....	25	—
20. Douves et bois de construction de toutes sortes.....	—	50
21. Charbon de terre, lignite, briquettes, plomb (antimoine), bruts.....		exempts
22. Bois de chauffage et charbon de bois.....		»

Note. — Les marchandises ci-dessus dénommées, excepté la grozdovitza et la slivovitza, ne pourront pas être frappées de droits de consommation (accise) ou autre taxe quelconque au profit de l'Etat ou des communes, autres ni plus élevés que ceux dont elles sont grevées actuellement.

(L. S.) C. N. BRACALOFF, m. p.

(L. S.) Ap. GHÉORGHEFF, m. p.

(L. S.) A. MONOUCOFF, m. p.

(L. S.) R. DANITSCH, m. p.

(L. S.) M. ZOUKITCH, m. p.

(L. S.) M. BOSCHKOVITCH, m. p.

Article additionnel au Traité de Commerce conclu le 16 février 1897 entre la Bulgarie et la Serbie.

Propriétés limitrophes mixtes.

Les propriétés et les terrains en général à travers lesquels passe la ligne frontière de telle manière que les habitations avec les propriétaires se trouvent sur le territoire de l'une des parties contractantes, tandis que les propriétés et les terrains se trouvent sur le territoire de l'autre, sont dénommés *propriétés limitrophes mixtes*.

En vue d'écarter les inconvénients qui surgissent lors de la culture et de l'exploitation de ces propriétés mixtes situées sur la frontière bulgaro-serbe, les délégués des parties contractantes sont tombés d'accord, pour le règlement des rapports douaniers relativement à ces propriétés, sur les bases suivantes :

1. Tout habitant limitrophe, qui possède des propriétés au delà de la frontière, est tenu de déclarer par écrit à la douane requise, jusqu'au premier mars de chaque année au plus tard, qu'il possède des propriétés mixtes sur le territoire de l'autre État et d'indiquer dans sa déclaration, en détail, l'étendue de ses propriétés : champs, prairies, marais, forêts, cabanes, maisons ou chaumières et ainsi de suite.

Ces déclarations doivent être accompagnées d'un certificat délivré par la commune compétente bulgare ou serbe, dans le rayon de laquelle se trouvent situées les propriétés et constatant que les intéressés sont en effet les propriétaires de ces immeubles ou bien qu'ils en sont les fermiers. Les certificats en question ne sont valables que pour un an.

2. A la réception d'une pareille déclaration, la Douane la fait enregistrer dans un registre spécial et délivre au propriétaire une feuille de route d'après le modèle qui sera établi. Les feuilles de route sont délivrées aux propriétaires contre paiement d'une taxe de 60 centimes.

Au cas où le propriétaire aurait perdu sa feuille de route, il lui en sera délivré un duplicata pour lequel il payera la même taxe.

3. Après avoir rempli les conditions susindiquées, les propriétaires d'immeubles mixtes auront le droit, sans autre formalité, de passer librement et de faire transporter, par la frontière, d'une partie de leurs propriétés à l'autre :

a) Tous instruments aratoires, outils et ustensiles destinés à la culture de leurs terres avec obligation de réexporter tout ce qui a été importé.

Les ressortissants des deux parties contractantes seront tenus de déclarer et exhiber à la douane limitrophe, au point douanier ou poste de frontière, tous leurs instruments, accessoires et ustensiles que l'office douanier mentionnera sur la feuille de route.

Ces articles devront être réexportés au lieu d'où ils étaient importés, jusqu'à la fin de novembre de chaque année au plus tard.

Si un propriétaire quelconque omet de déclarer ses outils et instruments aratoires, les douanes des parties contractantes procèdent à l'égard des articles non déclarés comme elles procèdent à l'égard de toute autre marchandise qui est importée dans leur territoire ;

b) Le bétail employé à la culture des propriétés mixtes, exploitées par les propriétaires mêmes, ou affermées, et situées sur le territoire de l'autre partie contractante.

Les propriétaires de pareils immeubles seront tenus de présenter le bétail à l'office douanier pour être vérifié d'après la feuille de route.

Le bétail importé pour la culture des immeubles en question devra être réexporté au lieu d'où il a été importé, dans un délai de trente jours. Il sera fait exactement mention dans la feuille de route du bétail importé sur le territoire étranger ainsi que de la date de l'importation et de la réexportation toutes les fois qu'elles ont lieu. Chaque date devra être confirmée par la signature des organes douaniers.

Les propriétaires d'immeubles mixtes qui traversent journellement la frontière pour vaquer à la culture de leurs terrains ou pour conduire leur bétail dans les pâturages ruraux, sont exempts de l'obligation de se présenter aux postes douaniers. Ils peuvent traverser directement la frontière, mais ils sont tenus de porter toujours leur feuille de route,

afin de l'exhiber aux gardes douaniers et autres, toutes les fois qu'elle leur serait demandée pour être contrôlée et vérifiée ;

c) Tous les produits du sol, tels que blé, foin, paille, bois, légumes, fruits, etc., à l'exception du tabac, qui proviennent d'un immeuble mixte, soit que cet immeuble ait été ensemencé et cultivé par son propriétaire, soit qu'il ait été racheté ou affermé, seront importés et exportés, sans être grevés d'aucune taxe douanière ;

d) Le bétail importé ou envoyé librement par la frontière pour être conduit au pâturage ou pour être élevé dans une propriété mixte directement exploitée par son propriétaire ou affermée et située sur le territoire de l'autre Partie contractante, bétail qui devra être ensuite réexporté.

Les importateurs, respectivement les exportateurs, sont tenus de déclarer leur bétail pour être consigné dans leur feuille de route et de présenter à la douane une *garantie* qui leur sera restituée, après qu'ils auront réexporté le bétail au lieu d'où ils l'avaient importé. La caution émanant d'une personne solvable est admise à titre de garantie.

Le plus long délai accordé pour la réexportation du bétail importé, soit pour être conduit au pâturage, soit pour être élevé, est de neuf mois. L'importation du bétail dans un des deux buts susmentionnés ne sera autorisée qu'en tant que ce bétail sera marqué au fer rouge et que, par un certificat émanant des autorités vétérinaires ou de police, il sera constaté qu'aucune maladie épizootique contagieuse n'existe sur les lieux de son origine.

Le bétail, obtenu par la reproduction, et les produits animaux, obtenus pendant le séjour du bétail sur le territoire étranger, seront affranchis de toute taxe douanière en tant qu'ils seront, en qualité et nombre, proportionnés au nombre du bétail importé.

En cas de maladie épizootique, les Parties contractantes se réservent le droit de prohiber l'importation du bétail, celui-ci fût-il destiné au pâturage, à l'élevage ou à la culture d'une propriété mixte.

Toutes les fois que les propriétaires qui, ayant du bétail soumis à la réexportation, ne l'auraient point, dans le délai fixé, réexporté sur le territoire d'où ils l'avaient importé, que la douane requise n'aurait pu s'enquérir d'où a disparu le bétail non réexporté et que les propriétaires intéressés n'auraient pu justifier la perte de leur bétail, les autorités douanières procéderont à l'égard de ces propriétaires comme à l'égard de contrebandiers. En pareil cas, il est immédiatement procédé à la saisie de l'immeuble mixte du propriétaire en garantie des taxes douanières et de la punition du coupable.

Les douanes chargées de la délivrance des feuilles de route, sont tenues de veiller à ce que le nombre du bétail importé soit proportionné à l'étendue des immeubles.

Les organes douaniers des deux Parties contractantes devront exercer le contrôle nécessaire pour que le bétail importé ne se confonde pas avec le bétail local.

Dans le cas où une tête de bétail quelconque, parmi le bétail déjà mentionné sur la feuille de route respective et importé pour être mis au pâturage ou pour être élevé, viendrait à périr, le propriétaire est tenu d'en informer la douane requise qui dresse procès-verbal. Cet acte, signé par le propriétaire, le Maire de la localité et le Directeur

de la douane, est annexé à la feuille de route à titre de pièce justificative ;

e) L'exploitation des forêts appartenant à des particuliers et situées sur des propriétés mixtes sera autorisée aux mêmes conditions que pour les régnicoles, et ces forêts seront administrées conformément aux lois régissant cette matière dans chacune des deux Parties contractantes ;

f) Le manger et le boire nécessaires pour la nourriture journalière des propriétaires d'immeubles mixtes sont affranchis de toute taxe tant à leur importation qu'à leur exportation. Ne font exception que les articles soumis à une taxe de monopole dans l'une ou dans l'autre des Parties contractantes ;

g) Le fumier et les semences, destinés aux propriétés mixtes situées sur le terrain limitrophe, peuvent être, à toute époque de l'année, importés ou exportés sans être grevés d'aucune taxe douanière.

4. Ne bénéficieront des avantages susmentionnés que les immeubles mixtes qui, à l'époque de la délimitation de la frontière bulgaro-serbe, sont restés propriétés de ressortissants bulgares sur le territoire serbe et de ressortissants serbes sur le territoire bulgare.

Les privilèges prévus en faveur des propriétés mixtes sont transmissibles aux héritiers légitimes des propriétaires de ces immeubles, aux personnes les ayant reçues à titre de dot, d'achat, de vente et d'échange entre les ressortissants d'un seul et même pays.

5. La création de nouvelles propriétés mixtes ainsi que l'agrandissement de celles qui existent déjà ne sont autorisés d'aucune manière.

6. Les parties contractantes sont convenues de prendre toutes les mesures nécessaires pour supprimer, d'un commun accord, celles des propriétés mixtes dont l'existence donne lieu à des inconvénients pour l'administration financière et de police.

Pour atteindre ce but, une commission bulgaro-serbe sera nommée par les Gouvernements contractants à l'effet de procéder, par voie d'échange ou d'expropriation, à l'extinction de ces propriétés ou à l'abolition des privilèges qui leur sont accordés par le présent article.

Les propriétaires des immeubles mixtes, en cas de vente ou transfert opéré dans le but susindiqué, seront exemptés de toute taxe de timbre ou d'enregistrement ; toutefois les arriérés d'impôts d'Etat ou communaux seront prélevés par priorité.

Sofia, le 16 février 1897.

(L. S.) : G. N. BRACALOFF, m. p.	(L. S.) : R. DANITCH., m. p.
(L. S.) : AP. GHÉORGHEFF, m. p.	(L. S.) : M. ZOUKITCH, m. p.
(L. S.) : A. MANOUCHOFF, m. p.	(L. S.) : M. BOSCHKOVITCH, m. p.

Déclaration.

Au moment de procéder à la signature du Traité de Commerce, les délégués bulgares ont fait la proposition suivante :

Les Parties contractantes s'engagent à instituer dans un délai de quatre mois à partir de la ratification du Traité de Commerce, signé aujourd'hui, une commission mixte à l'effet de fixer sur le terrain, par des signes visibles, d'une manière définitive et stable, la ligne frontière telle qu'elle est établie par le Traité de Berlin et d'après les protocoles de la Commission Internationale qui l'avait délimitée en

exécution du Traité de Berlin, comme aussi à élaborer et conclure le plus tôt possible une Convention Consulaire.

Sofia, le 16 Février 1897.

(L. S.) : C. N. BRACALOFF, m. p. (L. S.) : R. DANITCH., m. p.
 (L. S.) : AP. GHÉORGHEFF, m. p. (L. S.) : M. ZOUKITCH, m. p.
 (L. S.) : A. MANOUCHOFF, m. p. (L. S.) : M. BOSCHKOVITCH, m. p.

Protocole final annexé au Traité de Commerce conclu le 16 février 1897 entre la Bulgarie et la Serbie.

Au moment de procéder à la signature du Traité de Commerce conclu à la date de ce jour entre la Bulgarie et la Serbie, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes qui auront à former partie intégrante du Traité même :

Ad article 1. — § 1. Le principe de traiter les sujets de l'autre Partie qui exercent un métier ou commerce, absolument sur le même pied que les nationaux quant au paiement des impôts, s'appliquera également à l'égard des statuts de corporations ou autres statuts locaux, là où il en existerait encore. L'application ne pourra cependant avoir lieu que lorsque toutes les conditions que les lois de chacune des Parties contractantes attachent au droit d'exercice de l'industrie, auront été remplies.

§ 2. Les sociétés anonymes et celles en commandite par actions (y compris les sociétés d'assurance de tout genre) fondées sur le territoire de l'une des Parties contractantes en vertu des lois respectives, pourront réciproquement exercer, sur le territoire de l'autre, tous les droits, y compris celui d'ester en justice, en se conformant aux lois et prescriptions en vigueur sur cette matière.

Ad article 2. — En ce qui regarde le commerce aux foires et marchés, les sujets de l'autre Partie contractante seront traités absolument sur le même pied que les propres nationaux, tant pour le droit de se rendre aux foires et marchés que pour les taxes à payer à raison de ce commerce.

Ad article 7. — Littera *a*. — Il est entendu que le transit du tabac sera permis sans qu'il y ait besoin d'une autorisation préalable.

Littera *b*. — L'importation et le transit des produits d'animaux de toute sorte, comme : viandes, lards, graisses, peaux, cornes, os, sabots, boyaux, etc., ne seront soumis à aucune autre formalité que la production d'un certificat vétérinaire.

Ad article 8. — Afin de motiver la demande du traitement de faveur, la déclaration des marchandises devra contenir l'indication de l'origine.

Les importateurs de marchandises bulgares ou serbes seront, en règle générale, réciproquement dispensés de l'obligation de produire des certificats d'origine. Toutefois, la production de certificats d'origine pourra exceptionnellement être exigée par une des Parties contractantes pour le cas où elle aurait établi des droits différentiels d'après l'origine des marchandises, et que, selon la situation générale, tant par rapport aux droits douaniers, qu'en ce qui concerne les conditions de transport, il deviendrait probable que des marchandises

provenant d'un tiers Etat qui, dans le cas dont il s'agit, y serait exclu du régime de faveur soient introduites des territoires de l'autre Partie contractante.

Les dits certificats pourront émaner de l'autorité locale du lieu d'exportation ou du bureau de douane d'expédition, soit à l'intérieur, soit à la frontière, ou bien d'un agent consulaire ; enfin, ils pourront, au besoin, même être remplacés par la facture, si les Gouvernements respectifs le croient convenable.

Les certificats d'origine doivent être délivrés gratuitement. Il en est de même du visa consulaire, lorsque ce visa est exigé pour les certificats d'origine délivrés par les autorités locales ou par les bureaux de douane.

Ad article 9. — Les dispositions concernant la perception des droits d'entrée ad valorem en Bulgarie et de l'impôt sur l'obrt en Serbie, prévues dans les traités existants, seront maintenues.

Sofia, le 16 février 1897.

(L. S.) : C. N. BRACALOFF, m. p.	(L. S.) : R. DANITCH., m. p.
(L. S.) : AP. GHÉORGHEFF, m. p.	(L. S.) : M. ZOUKITCH, m. p.
(L. S.) : A. MANOUCHOFF, m. p.	(L. S.) : M. BOSCHKOVITCH, m. p.

DEUXIEME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

AFFAIRES ARMÉNIENNES

Projets de réformes dans l'Empire Ottoman.

1893-1897. — *Suite*(1).

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à **M. Hanotaux**, ministre des affaires étrangères.

Constantinople, le 8 octobre 1895.

Les trois ambassadeurs sont tombés d'accord pour préciser les différentes communications de la Porte de la façon suivante : les réformes consenties par la Porte seront formulées dans un acte général rédigé d'accord avec les ambassadeurs et promulgué par décret. Un fonctionnaire chrétien, sur le choix duquel les ambassadeurs seront officieusement consultés, sera adjoint au haut commissaire.

On précisera la participation des chrétiens aux emplois publics, et sans exiger la nomination de valis chrétiens, on écartera toute disposition attribuant exclusivement ces emplois à des musulmans. Tout en reconnaissant que la Commission de contrôle ne doit pas exiger d'autres réformes que celles admises par la Porte, ses attributions seront définies. On lui donnera notamment la mission de déterminer pour chaque vilayet le nombre des fonctionnaires chrétiens proportionnellement à la population.

Des Moavins (secrétaires généraux) chrétiens seront adjoints aux valis et mutessarifs musulmans partout où se trouvent des agglomérations chrétiennes.

Quant à l'intervention des ambassadeurs dans le choix des valis qui avait soulevé la plus vive opposition du Sultan, nous nous contenterons — en prenant acte de la promesse de faire de bons choix — de réserver notre droit de représentations pour le cas où la Porte nommerait des agents incapables ou indignes. Pour les prisons, l'amnistie, les règles relatives à la gendarmerie, nous prendrons acte des engagements de la Porte en les éclaircissant. Pour les gardes-champêtres, nous substituerons au nombre de cinq proposé par la Porte un nombre à fixer par le vali sur la proposition des mudirs.

Enfin, le bénéfice des réformes étant réclamé en dehors des six vilayets

(1) V. *Archives*, 1897. I, p. 263; II, p. 66.

orientaux d'Asie-Mineure, nous dirons que les mêmes principes doivent être appliqués dans tous les arrondissements d'Asie-Mineure, où les chrétiens forment une notable partie de la population.

Les trois ambassadeurs sont d'avis de prier leurs Gouvernements de les autoriser par le télégraphe à répondre à la dernière communication de la Porte et à proposer les dispositions susénoncées dans la forme qui leur paraîtra la plus convenable.

Nous apprécierons, d'après les circonstances du moment, s'il convient d'adresser une note à la Porte, ou d'entrer verbalement en négociations, ou d'adopter tel autre moyen de communication. La situation actuelle nous autorise à insister pour être mis en mesure d'agir le plus promptement possible.

P. CAMBON.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapie, le 10 octobre 1895.

La population musulmane s'est précipitée sur le quartier arménien, hier, mardi, à Trébizonde. Le pillage et le massacre, malgré les efforts du vali qui était muni de forces absolument insuffisantes, ont duré toute la journée. Notre consul a pu jusqu'à présent protéger notre colonie et nos établissements catholiques. Mais il redoute une invasion des musulmans des villages.

D'après les renseignements parvenus aux ambassadeurs d'Autriche et d'Italie, les soldats débandés auraient participé à tous les excès. M. de Nélidoff a télégraphié à Pétersbourg et à Sébastopol pour demander l'envoi d'un vaisseau de guerre, afin d'assurer la protection des nombreux nationaux russes en cette résidence.

P. CAMBON.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapie, le 10 octobre 1895.

La Sublime Porte ayant accepté l'intervention des ambassadeurs pour arriver à l'évacuation des églises arméniennes, les Représentants des six puissances ont conféré aujourd'hui avec le Ministre des affaires étrangères. Il leur a donné sa parole, au nom du Gouvernement, que les arméniens sortant sans armes pourraient rentrer chez eux sans être arrêtés ni molestés.

En conséquence, les drogmans porteront demain matin, dans ces différentes églises, la garantie des ambassadeurs. Si les réfugiés peuvent être amenés à s'en contenter, on veillera à leur sortie et à leur protection par la force publique.

P. CAMBON.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapie, le 10 octobre 1895.

La Sublime Porte a adressé avant-hier soir aux Représentants des

grandes puissances une note que vous trouverez ci-jointe en copie, et dont nous avons généralement trouvé, mes collègues et moi, le ton suffisamment convenable.

Notre note, l'envoi simultanément de tous les stationnaires à Constantinople ont prouvé au Sultan l'existence bien réelle du concert européen.

Nous nous abstiendrons de relever toutes les inexactitudes contenues dans la réponse de la Porte. Ce serait une discussion interminable et inutile.

La situation reste cependant très menaçante. Nous multiplions nos efforts et quel qu'en doive être le résultat, nous n'aurons pas à regretter des démarches que nous imposent les devoirs les plus élémentaires de l'humanité.

P. CAMBON.

ANNEXE A LA LÉPÊCHE POLITIQUE DE CONSTANTINOPLE DU 10 OCTOBRE 1895.

NOTE VERBALE. — CIRCULAIRE

Le Ministère Impérial des Affaires étrangères à l'Ambassade de France

Sublime Porte, le 8 octobre 1895.

Dans la Note verbale qu'ils ont adressée au Ministère Impérial des affaires étrangères à la date du 6 de ce mois, à propos des incidents qui se sont dernièrement produits à Constantinople, MM. les Représentants des grandes puissances lui font part de la préoccupation que leur inspirent les conséquences qui pourraient résulter de cet état de trouble.

La cause de la persistance de cette agitation qui préoccupe MM. les Représentants étrangers est, comme on le sait, l'obstination d'un certain nombre d'arméniens à rester enfermés dans trois églises. On est donc fondé à espérer que si les conseils de la part de MM. les Représentants des grandes puissances, exhortant les arméniens à rentrer dans le calme, venaient se joindre aux mesures prises par le Gouvernement impérial, l'ordre et la tranquillité ne tarderaient pas à être complètement rétablis.

Le fait que, depuis le premier jour de ces incidents, les musulmans ne se sont point portés à des sévices contre les arméniens est une preuve que, tant qu'ils ne seront pas attaqués par ceux-ci, ils ne prendront l'initiative d'aucune agression.

Mais, si, par suite de la grande étendue de la capitale, des arméniens attaquent inopinément les musulmans et autres habitants sur des points qui leur paraîtraient propices, il est tout naturel que ceux-ci, en attendant l'arrivée de la force publique, cherchent à se défendre eux-mêmes.

MM. les Représentants des grandes puissances peuvent être sûrs que si un certain nombre d'arméniens se sont réfugiés dans les églises dont ils ne veulent pas sortir sans avoir obtenu des garanties sérieuses pour leur liberté et leur vie, ce n'est point, comme ils le prétendent, parce que des arméniens qui n'étaient pas mêlés au mouvement ont été arrêtés et plusieurs d'entre eux maltraités, mais bien parce que leur but réel est d'augmenter la surexcitation provoquée par les incidents qu'ils ont suscités et de préparer ainsi la voie à un autre mouvement encore plus grave : les coups de pistolet qu'ils ne cessent de tirer jour et nuit dans les églises et ailleurs et les rumeurs alarmantes qu'ils répandent en sont la preuve.

Le lundi, jour où le mouvement a commencé, les arméniens armés surgirent en masse et se mirent à manifester, tuant et blessant un commandant de gendarmerie et les musulmans qu'ils rencontraient. Repoussés par la police, ils se dispersèrent, mais pour aller se rassembler de nouveau sur d'autres points où ils attaquèrent encore la population. Les mutins étant en

bien plus grand nombre que les agents de police et gendarmes présents, les musulmans durent riposter et se défendre eux-mêmes.

Dans un pareil moment d'effervescence, il se peut que des représailles aient eu lieu comme cela arrive, du reste, dans les pays les plus civilisés de l'Europe; mais quant aux agressions qui se sont produites contre des chrétiens appartenant aux autres communautés, il est prouvé qu'elles sont le fait des arméniens mêmes. Toutefois, comme aucune plainte n'a été formulée à propos d'actes de pillage commis pas plus par des musulmans que par des arméniens, la nouvelle concernant la perpétration de pareils faits ne peut pas être fondée.

En vue de mettre un terme à cet état de choses, le Gouvernement impérial n'a négligé aucune mesure; il a fait publier dans les quartiers de la ville des recommandations et conseils efficaces invitant la population musulmane à s'abstenir de tout acte d'agression sous peine des punitions les plus sévères; des avis dans le même sens, adressés au public en général, ont été insérés à diverses reprises dans les journaux et des patrouilles de soldats, d'agents de police et de gendarmes, ne cessent de circuler dans les rues. Dès lors, l'allégation d'après laquelle l'autorité semblerait avoir encouragé les musulmans à commettre des excès est inadmissible, ce qui est prouvé par le Communiqué officiel paru dans les journaux le second jour des incidents.

Il a été constaté par une enquête que deux étrangers seulement ont été, par suite de certaine ressemblance, arrêtés pendant les recherches faites par la police pour la découverte des prévenus; mais leur identité ayant été établie, ils ont été aussitôt relâchés. La préfecture de police repousse formellement l'assertion comme quoi des détenus auraient été maltraités, blessés ou tués par ses agents.

Quant à la croyance que, si cette situation se prolongeait, l'agitation en s'étendant pourrait gagner les provinces de l'Empire, elle est fondée. En effet, à en juger du contenu de certains écrits subversifs trouvés sur les agitateurs arméniens, des instigations révolutionnaires avaient dû être faites préalablement dans les provinces puisque, aussitôt après les incidents survenus dans la capitale, des faits séditionnels ont commencé à se produire aussi dans quelques vilayets, faits qui sont réprimés au fur et à mesure qu'ils surgissent.

Pour ce qui est des mesures prises par la Sublime Porte pour prévenir le retour d'incidents regrettables et mettre les chrétiens et les colonies étrangères à l'abri d'éventualités périlleuses, des recommandations efficaces ont été faites, ainsi qu'il a été dit plus haut, au public par la voie des journaux et aux étudiants en théologie par S. A. le Cheikh-ul-Islam; des conseils et avertissements ont été adressés dans les quartiers aux habitants; et des patrouilles de soldats, d'agents de police et de gendarmes montés et non montés circulent jour et nuit dans les rues pour le maintien de l'ordre.

Certes, cet état de choses ne peut prendre fin que si les arméniens renoncent à leurs menées révolutionnaires. Il est évident qu'en empêchant la fourniture de vivres à ceux qui sont réfugiés dans les églises, on les obligerait à les évacuer, mais les autorités impériales, espérant arriver à les en déloger par la persuasion, n'ont pas voulu jusqu'ici pousser plus loin les dispositions adoptées et elles ne cessent de faire à cet effet des recommandations tant au Patriarcat qu'aux notables de la Communauté.

Le Gouvernement impérial remercie MM. les Représentants étrangers de leur désir de lui prêter leur concours pour rétablir la tranquillité dans les esprits. Une Commission a été chargée d'examiner les motifs de l'arrestation des détenus et tous ceux dont la mise en liberté est jugée nécessaire sont immédiatement relaxés.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 12 octobre 1895.

Après trois jours d'hésitations et de négociations, les drogmans des six ambassades ont fait fermer l'église patriarcale arménienne de Koum-Kapou qui contenait 550 réfugiés, dont 136 armés.

A l'église de Péra, qui contenait 1,350 réfugiés, ils ont obtenu le départ de 400 ; le plus grand nombre de ceux qui restent a promis d'évacuer demain. Les drogmans continueront demain matin leurs visites aux églises.

Le déploiement de force armée et de police était considérable, et les agents se mettaient avec empressement aux ordres de nos Représentants.

A Trébizonde, le nombre des tués dans la journée du 8 dépasse 200, celui des blessés est de beaucoup supérieur.

Des bandes de musulmans armés ont quitté la ville hier soir. Il est à craindre qu'elles ne ravagent les villages arméniens des environs.

P. CAMBON.

S. B. M^{re} Madtéos Izmirlian, patriarche arménien, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Constantinople, le 12 octobre 1895.

Monsieur l'Ambassadeur,

Grâce aux bons offices et aux bienveillantes assurances de LL. EE. MM. les ambassadeurs des six grandes puissances européennes, les malheureux réfugiés dans certaines églises à la suite des horribles événements de ces jours derniers viennent de quitter leurs asiles et de se disperser avec le calme et la tranquillité désirables. C'est un devoir sacré et bien doux à notre cœur de vous exprimer notre très profonde gratitude aussi bien pour la généreuse intervention qui a eu pour effet d'écarter un grave péril imminent, que pour les sentiments de sympathie personnelle prodigués par vous à notre égard dans les douloureuses conjonctures que nous traversons. Nous exprimons également nos vifs remerciements à MM. les drogmans attachés à votre ambassade qui ont su accomplir, avec un tact si appréciable, la délicate mission de rassurer une population affolée par la peur et le désespoir.

Permettez-moi d'ajouter, Excellence, que nous avons trop foi dans votre sagacité pour oser vous implorer que vous veuillez bien continuer vos nobles soins, afin que des mesures efficaces soient adoptées sans autre délai, à l'effet de mettre fin à la situation menaçante actuelle, de prévenir le retour de tueries d'innocents, de faire cesser les excès commis dans les prisons, d'empêcher enfin que les tristes faits qui viennent de se dérouler sous nos yeux ne puissent avoir leur contre-coup dans les provinces qui serait terrible.

Vous confiant à la garde du Très-Haut, nous avons l'honneur de vous présenter, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de notre haute considération.

Le Patriarche des Arméniens de Turquie,
MADTEOS.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 17 octobre 1895.

Les trois Gouvernements français, russe et anglais étant d'accord sur la teneur des réformes qu'il s'agissait d'obtenir définitivement du Sultan, nous nous sommes décidés à prier Saïd Pacha de venir conférer avec nous sur ce sujet après avoir pris les ordres du Sultan.

Il arriva à l'ambassade de France, à Thérapia, le dimanche 13, accompagné de Munir Bey que le Sultan avait adjoint, sans doute principalement en qualité de porte-parole direct de Sa Majesté.

La conférence dura plusieurs heures et recommença les lundi 14 et mardi 15.

Mardi soir, 15 octobre, Saïd Pacha et Munir Bey ont emporté le texte d'un projet de réformes, accompagné de dispositions qui doivent figurer dans le préambule du décret de promulgation.

Ce projet contient en somme toutes les mesures que nous avons jugées essentielles.

Le Conseil des Ministres l'a examiné hier, son approbation est acquise.

Le projet a été soumis hier soir au Sultan. Pour devenir définitif, il n'a donc plus besoin que de la sanction impériale.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères,

Constantinople, le 18 octobre 1895.

Le ministre ottoman des affaires étrangères a avisé les ambassadeurs de l'approbation donnée par le Sultan au projet de réformes dans les trois vilayets d'Asie-Mineure où les chrétiens constituent une partie notable de la population.

Dès que cette décision a été connue, une partie des magasins arméniens se sont réouverts dans Constantinople.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 19 octobre 1895.

Je me félicite avec vous de ce que le Sultan, se rendant compte d'une situation que de plus longs retards n'auraient pu qu'aggraver, ait accepté les propositions des trois ambassadeurs. En constatant toute la part qui revient à vos persévérants efforts dans cet heureux résultat, je m'en remets à vous du soin de faire connaître au Sultan la satisfaction que nous a causée une décision dont son Gouvernement sera, d'ailleurs, le premier à recueillir le bénéfice.

G. HANOTAUX.

M. le comte de Vauvineux, chargé d'affaires de France à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 30 octobre 1895.

J'ai entretenu aujourd'hui le prince Lobanoff de la situation qui règne

actuellement en Turquie et que M. Cambon vous a signalée dans ses derniers rapports.

Le Ministre des affaires étrangères, tout en reconnaissant la gravité d'un état de choses qui mérite de fixer la plus sérieuse attention des puissances, m'a déclaré que pour sa part il ne prévoyait dans un avenir immédiat aucun incident de nature à les obliger à donner une forme plus énergique à leur intervention en Turquie.

VAUVINEUX.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 31 octobre 1895.

J'ai fait connaître au Sultan la satisfaction qu'a causée au Gouvernement de la République la décision prise, suivant nos conseils, par Sa Majesté d'octroyer les réformes réclamées en faveur des arméniens.

Le 20 octobre, une note verbale de la Sublime Porte nous communiquait le texte turc des réformes adoptées.

Votre Excellence en trouvera ci-joint la traduction. Il comprend, à titre de préambule du Décret, la copie d'un ordre viziriel adressé au haut commissaire Chakir Pacha et aux gouverneurs des six vilayets.

Le point qui a trait à l'extension des réformes en dehors des six vilayets devait être rédigé dans des termes conformes à ceux que nous avions proposés. Le Sultan avait cependant limité l'application des mesures en dehors des vilayets aux cas de Hadjin et de Zeïtoun alors que nous avions obtenu qu'elles fussent étendues à « tous les cazas où la population chrétienne forme une partie notable de la population ». Ce point étant d'une grande importance à nos yeux, nous avons persuadé à Saïd Pacha de faire rétablir notre texte.

Malgré cela, le texte remis par la Porte aux trois ambassades, le 20, ne contenait pas la rectification promise. Sur notre réclamation, Saïd Pacha nous répondit qu'il lui serait malheureusement impossible d'obtenir cette modification de Sa Majesté. Il fut alors convenu qu'en accusant réception à la Sublime Porte du décret des réformes, nous ferions sur ce point nos réserves.

Votre Excellence trouvera ci-joint le texte de la note verbale collective que les trois ambassadeurs de France, de Russie et d'Angleterre, ont adressée à Saïd Pacha, le 24 de ce mois.

Ainsi qu'Elle le verra, nous nous y réservons de surveiller les nominations des valis. La Sublime Porte ne nous a pas encore accusé réception de cette communication qui complète définitivement le décret des réformes adoptées par le Sultan.

Depuis une semaine, les ministres ont siégé presque en permanence au Palais. On y étudie la mise en application des mesures édictées et on s'occupe de désigner les fonctionnaires chrétiens qui devront occuper les divers emplois prévus par le plan des réformes.

Il est convenu que Chakir Pacha sera confirmé dans les fonctions de haut commissaire et celles de *Moavin* chrétien auprès de lui viennent d'être confiées à Fethi Bey, catholique du rite syrien, fils de Franco Pacha, ancien gouverneur du Liban, et beau-frère de Naoum Pacha, actuellement gouverneur de cette province.

Les autres moavins et les membres de la Commission de contrôle ne sont pas encore désignés. Le Sultan nous a fait demander si nous agréerions la nomination de Saïd Pacha, actuellement ministre des affaires étrangères, à la présidence de cette Commission.

Pour ma part, je n'aurais aucune objection à formuler contre ce choix.

Malheureusement Saïd Pacha est ministre des affaires étrangères et le Gouvernement anglais déclare qu'une Commission présidée par lui sera trop étroitement placée sous la dépendance du Gouvernement et que nos drogmans, lorsqu'ils lui parleront des affaires arméniennes, trouveront toujours en lui le ministre des affaires étrangères beaucoup plus que le président de la Commission.

P. CAMBON.

PREMIÈRE ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 31 OCTOBRE 1895.

NOTE VERBALE

Sublime Porte, le 20 octobre 1895.

S. M. le Sultan ayant bien voulu, dans sa haute sollicitude pour le bien-être de ses sujets, sans distinction de race ni de religion, sanctionner spontanément le plan des réformes à introduire dans l'administration des vilayets d'Erzeroum, Sivas, Van, Diarbékir, Bitlis et Maamouret-ul-Aziz, le Ministre des affaires étrangères a l'honneur d'en transmettre ci-joint une copie à Son Excellence M. l'ambassadeur de France avec le texte du décret y relatif.

DEUXIÈME ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 31 OCTOBRE 1895.

PRÉAMBULE DU DÉCRET

Copie de l'ordre Grand Viziriel adressé aux provinces d'Erzeroum, Van, Bitlis, Diarbékir, Maamouret-ul-Aziz et Sivas, ainsi qu'au commissaire S. Exc. Chakir Pacha.

(Traduction.)

Comme tout le monde le sait, d'après les termes illustres du Hatti-Humayoun de Gulhané, en date du 26 chaban 1255, promulgué sous le règne du Sultan Abdul Medjid-Khan, père glorieux de S. M. I. le Sultan, et ceux du firman des réformes publié dans le premier tiers du mois de djumader adhiré 1272, ainsi que d'après les exigences expresses des lois instituées et en vigueur, le choix et la nomination des fonctionnaires et employés du Gouvernement impérial sont soumis à des règles spéciales et dépendent de la volonté impériale; tous les sujets de l'Empire, à quelque communauté qu'ils appartiennent, sont admis au service de l'Etat. Il a donc été promis et décidé qu'ils seraient employés dans les fonctions publiques, selon leur mérite et leur capacité et en se conformant aux règlements en vigueur à l'égard de tous, et que ceux qui sont sujets ottomans seraient tous, sans distinction, admis dans les écoles de l'Empire, dans le cas où ils rempliraient les conditions fixées par les règlements établis pour les écoles, tant pour l'âge que pour l'examen. Les réformes nécessaires ont été accomplies conformément aux besoins et à la capacité de chaque localité des provinces impériales et une foule de mesures et de règlements destinés à servir d'intermédiaires à l'amélioration de la situation des sujets et à l'augmentation de la prospérité de l'Empire continuent à être mises à exécution.

De même, depuis le glorieux jour de l'avènement au trône, d'heureux

augure, de S. M. I. le Sultan, les hautes pensées ont été dirigées vers l'entier accomplissement des bonnes intentions manifestées dans cette voie, et en conséquence le Gouvernement Impérial est toujours occupé à la mise à exécution successive de réformes utiles, conformément aux nécessités locales et au tempérament des indigènes, dans toutes les provinces impériales. Cette fois, il a été décidé d'exécuter des réformes, embrassant l'application, dans les provinces d'Anatolie, telles que celles d'Erzeroum, Van, Bitlis, Diarbékir, Maamouret-ul-Aziz et Sivas, des lois et règlements insérés dans le *Destour*, et des règles et des matières utiles écrites dans le Hatti-Houmayoun de Gulhané déjà visé, ainsi que dans le firman des réformes. Un Conseil spécial des Ministres ayant arrêté d'en accomplir les termes, cette décision, soumise à la haute sanction de Sa Majesté Impériale, en a été revêtue par *Irade* impérial. Un exemplaire de chacune des copies légalisées, remises par le Divan impérial, de la note contenant les réformes décidées, a été envoyé auxdites provinces ; de même, une copie légalisée de la même pièce vous a été envoyée ci-joint. Parmi les décisions susvisées, il y a encore quatre autres articles qui ont été de même revêtus de la sanction impériale, et qui sont insérés ici textuellement.

I. — *Haut Commissaire de surveillance pour l'application des réformes.*

Un fonctionnaire, digne de considération à tous égards, sera nommé et envoyé sur les lieux à titre de Haut Commissaire (Mufettich) par le Gouvernement impérial, avec mission spéciale de surveiller l'exécution des réformes et de présider à leur application.

En cas d'absence ou d'empêchement, ce Haut Commissaire sera remplacé par un autre haut fonctionnaire musulman désigné par Sa Majesté Impériale.

Le Haut Commissaire impérial sera accompagné dans sa mission par un adjoint (*moavin*) non musulman.

II. — *Amnistie.*

S. M. I. le Sultan, ayant accordé, le 23 juillet 1895, une amnistie aux Arméniens accusés ou condamnés pour des faits politiques, cette mesure sera appliquée à tous ceux qui, ayant été incarcérés avant cette date, seraient encore détenus, et qui ne seraient pas convaincus de participation directe à des crimes de droit commun.

III. — *Rentrée des émigrés.*

Les Arméniens qui auraient été expulsés ou éloignés de leur pays ou qui auraient émigré en pays étranger pourront rentrer librement en Turquie, après que leur nationalité ottomane et leur bonne conduite auront été démontrées.

IV. — *Situation des non Musulmans dans les autres vilayets d'Anatolie.*

Des mesures conformes aux principes ci-dessus seront appliquées dans les cazas tels ceux de Zeitoun et Hatchin.

Il est inutile d'expliquer et de répéter que le résumé des hautes idées de Sa Majesté Impériale notre bienfaiteur est l'augmentation de la prospérité et l'obtention d'une situation heureuse pour ses Etats et pour tous ses sujets. Quant aux articles et matières susexposées, ils doivent amener une fois de plus l'exécution de cette pensée ; S. Exc. Chakir Pacha, aide de camp général du Sultan, a été nommé et choisi par ordre impérial pour se rendre dans les six provinces susdites avec les importantes fonctions de Haut Commissaire, telles qu'elles ont été expliquées plus haut ; on se dispose également à choisir et à nommer le *moavin* qui doit l'accompagner, ainsi que la Commission de contrôle qui figure dans la note en question. Vous voudrez bien, en consé-

quence, entreprendre la mise à exécution, dans votre province, avec une attention extraordinaire, des mesures décidées, et vous empressez de donner des informations successives à la capitale touchant les résultats de cette mise à exécution. C'est pourquoi ce billet amical a été rédigé.

Le 30 rebi-akhir 1313-8 octobre (v. st.) 1311 (20 octobre 1895).

TROISIÈME ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 31 OCTOBRE 1895.

DÉCRET

Réformes en Arménie.

CHAPITRE PREMIER. — VILAYETS ET MUTESSARIFS

Article premier. — Auprès de chaque vilayet (gouvernement général) sera nommé un moavin non musulman, conformément aux dispositions du chapitre II du règlement sur l'administration générale des vilayets du 29 chewal 1286.

Il sera chargé, conformément à ce règlement, de coopérer aux affaires générales du vilayet et d'en préparer l'expédition.

Art. 2. — Seront également nommés des moavins non musulmans auprès des mutessarifs et des caïmakams musulmans, dans les sandjaks et les cazas où cette mesure sera justifiée par l'importance de la population chrétienne.

CHAPITRE II. — CAÏMAKAMS

Art. 3. — Les caïmakams seront choisis sans distinction de religion par le Ministère de l'Intérieur parmi les diplômés de l'Ecole civile et nommés par Iradé impérial.

Art. 4. — Seront maintenus dans l'Administration ceux qui, étant actuellement en fonctions, seront reconnus capables, même dans le cas où ils ne seraient pas sortis de l'Ecole impériale civile.

Dans le cas où il n'y aurait pas en ce moment un nombre de non musulmans diplômés de l'école Mulkié suffisant pour permettre de faire les nominations reconnues nécessaires, ces postes seront occupés par des personnes au service du Gouvernement qui, quoique non diplômées, seront reconnues aptes à remplir les fonctions de caïmakam.

CHAPITRE III. — PROPORTION DES CHRÉTIENS DANS LES FONCTIONS PUBLIQUES

Art. 5. — Les fonctions administratives seront confiées aux sujets impériaux musulmans et non musulmans, proportionnellement aux chiffres des populations musulmane et non musulmane dans les vilayets d'Erzeroum, Van, Bitlis, Diarbékir, Maamouret-ul-Aziz, Sivas.

Le nombre des fonctionnaires non musulmans de l'Administration, de la police et de la gendarmerie, sera fixé par la Commission permanente de contrôle.

CHAPITRE IV. — CONSEILS DES SANDJAKS ET CAZAS

Art. 6. — Les conseils administratifs des sandjaks et des cazas, composés de membres élus et de membres de droit, sont maintenus et fonctionneront conformément à l'article 61 du règlement sur l'administration générale des vilayets de 1286 et aux articles 77 et 78 de la loi des vilayets de 1867, d'après lesquels ils ont été constitués.

Leurs attributions sont fixées par les articles 90, 91 et 92 du règlement sur l'administration générale des vilayets et par les articles 38, 39 et 40 des instructions relatives à l'administration générale des vilayets, du 25 mouharrem 1293.

CHAPITRE V. — NAHIÉS

Art. 7. — Les nahiés seront organisés conformément aux prescriptions des articles 94 à 106 du règlement sur l'administration générale des vilayets de 1286 et des articles 1 à 19 du règlement sur l'administration des communes du 25 mars 1292.

Art. 8. — Chaque nahié sera administré par un mudir et un Conseil composé de quatre membres élus parmi les habitants.

Le Conseil choisira parmi ses membres un mudir et un adjoint. Le mudir devra appartenir à la classe qui forme la majorité des habitants et l'adjoint à l'autre classe. Le Conseil aura, en outre, un secrétaire.

Art. 9. — Si les habitants d'un nahié sont d'une même classe, les membres du Conseil seront élus exclusivement parmi les habitants appartenant à cette même classe ; si la population du cercle communal est mixte, la minorité devra être représentée proportionnellement à son importance relative à condition qu'elle comprenne au moins vingt-cinq maisons.

Art. 10. — Les mudirs et les secrétaires des nahiés sont rétribués.

Art. 11. — Les candidats aux Conseils des nahiés devront remplir les conditions prévues par l'article 10 du Règlement sur l'administration des communes.

Art. 12. — Les imams, les prêtres, les professeurs d'écoles et tous ceux qui se trouvent au service du Gouvernement ne pourront être élus mudirs.

Art. 13. — Le Conseil sera renouvelé par moitié chaque année. Ses membres ainsi que le mudir seront rééligibles.

Art. 14. — Les attributions du mudir et des Conseils des nahiés sont réglées par les articles 20 à 27 du Règlement sur l'administration des communes.

VILLAGES DES NAHIÉS

Art. 15. — Chaque village du nahié aura un moukhtar. S'il y a plusieurs classes d'habitants, il y aura un moukhtar par quartier et par classe.

Art. 16. — Aucun village ne pourra relever de deux nahiés à la fois.

CHAPITRE VI. — JUSTICE

Art. 17. — Il y aura dans chaque localité un Conseil des anciens présidé par le moukhtar et dont la mission sera de concilier à l'amiable les contestations entre les habitants, contestations prévues par les lois judiciaires.

Art. 18. — Les fonctions de juges de paix sont exercées dans les villages par les Conseils des anciens et dans les communes par les Conseils communaux. Leurs attributions et le degré de leur compétence sont déterminés par la loi.

Art. 19. — Des Inspecteurs judiciaires dont le nombre ne sera pas moindre de six et qui seront, par moitié, musulmans et non musulmans, seront chargés, dans chaque vilayet, d'accélérer le jugement de tous les procès en cours et de surveiller l'état des prisons, conformément au chapitre II du Règlement sur la constitution des tribunaux réguliers.

Les inspections devront être faites en même temps par deux inspecteurs, dont l'un musulman et l'autre non musulman.

CHAPITRE VII. — POLICE

Art. 20. — Les agents de la police seront recrutés parmi les sujets musulmans et non musulmans de l'Empire, proportionnellement aux chiffres des populations musulmane et non musulmane du vilayet.

Art. 21. — Des contingents suffisants seront affectés à chaque subdivision administrative, y compris le nahié.

Les agents de police du nahié sont placés sous les ordres du mudir et commandés par des commissaires.

Leurs armes et leurs uniformes seront identiques aux modèles déjà adoptés.

CHAPITRE VIII. — GENDARMERIE

Art. 22. — Les officiers, sous-officiers et soldats de la gendarmerie seront recrutés parmi les habitants musulmans et non musulmans de l'Empire, proportionnellement aux chiffres des populations musulmane et non musulmane de chaque vilayet.

La gendarmerie sera soldée et entretenue aux frais de la caisse du vilayet.

La solde des gendarmes est supérieure à celle des soldats de l'armée impériale, et celle des officiers équivalente à la solde des officiers de l'armée impériale.

Art. 23. — La gendarmerie est chargée du maintien de l'ordre et de l'escorte de la poste.

CHAPITRE IX. — GARDES-CHAMPÊTRES

Art. 24. — Le Conseil du nahié choisira des gardes-champêtres dans les différentes classes de la population.

Leur nombre sera fixé par la Commission permanente de contrôle conformément aux besoins de chaque nahié, sur le rapport du mudir et la proposition du vali.

Leur uniforme et leur armement seront arrêtés par le Département de la Guerre.

CHAPITRE X. — PRISONS ET COMITÉ D'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

Art. 25. — Les règlements existants sur la tenue des prisons et des maisons d'arrêt seront strictement exécutés.

Art. 26. — Le Comité d'enquête préliminaire prévu par les articles 11 et 12 des Instructions relatives à l'Administration générale des vilayets est appelé à fonctionner de la façon la plus régulière.

CHAPITRE XI. — CONTRÔLE DES KURDES

Art. 27. — Les localités de migration des Kurdes seront fixées d'avance de façon à éviter tout dommage aux habitants de la part des achirets. Un officier ayant sous ses ordres une force armée suffisante et des gendarmes accompagnera chaque tribu dans sa migration. Un commissaire de police lui sera adjoint.

Les Kurdes remettront à l'autorité certains d'entre eux, pour garantir leur bonne conduite et situation, jusqu'à leur retour à leurs quartiers d'hiver.

Les règlements sur les feuilles de route et le port d'armes seront appliqués aux Kurdes.

Les tribus nomades et errantes seront engagées à se fixer sur des terres qui leur seront concédées par le Gouvernement.

CHAPITRE XII. — CAVALERIE HAMIDIÉ

Art. 28. — Le port d'armes et d'uniformes par les cavaliers hamidiés, en dehors des périodes d'instruction, est prohibé.

En dehors de ces périodes, les cavaliers Hamidiés sont justiciables des tribunaux ordinaires.

Un règlement militaire, qui déterminera tous les détails de leur service, sera élaboré sans retard.

CHAPITRE XIII. — TITRES DE PROPRIÉTÉ

Art. 29. — Il sera institué au chef-lieu du vilayet et des sandjaks des commissions pour la revision des titres de propriété.

Ces commissions seront composées de quatre membres (deux musulmans

et deux non musulmans), et présidées par le Directeur aux Archives ou le préposé aux immeubles.

Leurs décisions seront soumises aux Conseils d'administration.

En outre, quatre délégués seront envoyés chaque année de Constantinople dans les vilayets pour examiner les irrégularités qui auraient pu surgir dans les affaires de propriétés.

CHAPITRE XIV. — PERCEPTION DES IMPÔTS

Art. 30. — Pour éviter l'emploi de la force publique, des agents spéciaux, qui ne pourront faire aucune réquisition de fourrages, ni de vivres, et qui n'auront aucun maniement de fonds, remettront aux moukhtars et aux receveurs des villages et quartiers, élus par les habitants, les feuilles sur lesquelles seront inscrits les impôts dus par chaque habitant.

Les moukhtars et receveurs susnommés seront chargés de la perception des impôts et de leur consignation aux Caisses de l'Etat.

CHAPITRE XV. — DÎMES

Art. 31. — La perception de la dime se fera par voie d'affermage. L'affermage en gros demeure aboli et est remplacé par la mise en adjudication par village et au nom des habitants.

En cas de difficulté, ceux-ci pourront recourir aux tribunaux.

Dans le cas où personne ne se présenterait pour l'affermage des dîmes de certains villages, ou bien si le prix offert était inférieur à la valeur réelle des dîmes à adjuger, ces dîmes seront administrées en régie, conformément au règlement sur la matière.

La corvée étant abolie, la prestation en nature et en argent est maintenue pour les travaux d'utilité publique.

Le budget de l'instruction publique dans chaque vilayet est fixé par le Ministère de l'instruction publique.

La vente, pour cause de dettes fiscales ou personnelles, de la demeure du contribuable, des terrains nécessaires à sa subsistance, de ses instruments de travail, de ses bêtes de labour et de ses grains, demeure interdite.

CHAPITRE XVI. — COMMISSION PERMANENTE DE CONTRÔLE

Art. 32. — Il sera institué à la Sublime Porte une Commission permanente de contrôle composée d'un Président musulman, et, par moitié, de membres musulmans et non musulmans, et chargée de surveiller l'exacte application des réformes.

Les Ambassades feront parvenir à cette Commission, par l'intermédiaire de leurs drogmans, les avis, communications et renseignements qu'elles jugeront nécessaires, dans les limites de l'application des réformes et des mesures prescrites par le présent acte.

Lorsque la Sublime Porte et les Ambassades seront d'accord pour considérer la Commission comme ayant accompli son mandat, elle sera dissoute.

QUATRIÈME ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 31 OCTOBRE 1895

NOTE VERBALE COLLECTIVE

Les soussignés, Ambassadeurs de Russie, de France et de la Grande-Bretagne, ont reçu la Note verbale que la Sublime Porte leur a adressée le 20 de ce mois et ont l'honneur d'en accuser réception à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

Ils ont pris connaissance du texte du décret relatif aux réformes dont Sa Majesté Impériale le Sultan vient de décider l'application, ainsi que du plan qui en contient l'exposé, et c'est avec satisfaction qu'ils constatent

que le Gouvernement Impérial a résolu de mettre en pratique les règles solennellement formulées dans les Hatts précédents des Souverains Ottomans, et les mesures découlant des principes exposés par la Sublime Porte dans ses communications des 2 juin, 17 juin, 5 août, 17 août et 5 octobre de la présente année.

En prenant acte de ces dispositions et de l'intention de la Sublime Porte de les étendre, outre les vilayets mentionnés dans le Décret, à tous les cazas d'Anatolie où les Arméniens forment une partie notable de la population, les Ambassadeurs de France, de la Grande-Bretagne et de Russie ne doutent pas que les fonctionnaires chargés d'exécuter et d'appliquer les réformes n'assurent, par leur intelligence, leur zèle et leur désintéressement, à tous les sujets ottomans sans distinction, les bienfaits d'une administration soucieuse du bien-être général et de la prospérité de l'Empire.

Les garanties dont le Gouvernement Impérial déclare, dans ses communications susmentionnées, vouloir entourer le choix et la nomination des fonctionnaires de tous ordres, témoignent de l'importance que la Sublime Porte attache à ce que ses agents dans les provinces remplissent leur mission à la satisfaction de toutes les communautés et à ce que les valis, notamment, donnent à l'administration de chaque vilayet une impulsion conforme aux vues que vient d'affirmer à nouveau Sa Majesté Impériale.

C'est dans cette confiance que les Ambassadeurs de France, de la Grande-Bretagne et de Russie croient pouvoir le mieux servir les intentions manifestées par la Sublime Porte en se réservant de lui signaler, lors de leur désignation, les personnes dont les antécédents et le caractère ne sembleraient pas répondre aux conditions indiquées comme nécessaires par le Gouvernement Ottoman lui-même.

C'est aussi dans cette confiance qu'ils seront heureux de prêter, à l'occasion, tout leur concours au Gouvernement de Sa Majesté Impériale pour la réalisation des réformes qu'Elle vient de décréter.

Les soussignés prient S. E. M. le Ministre des Affaires étrangères de vouloir bien leur accuser réception de la présente communication, et saisissent cette occasion pour lui renouveler les assurances de leurs sentiments de très haute considération.

12/24 octobre 1896.

NÉLIDOW,
P. CAMBON,
Philip CURRIE.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Pera, le 31 octobre 1895.
(Reçu à Paris le 6 novembre.)

En dépit des communiqués officieux dont la Sublime Porte inonde la presse européenne et des circulaires qu'elle adresse à ses représentants à l'étranger pour nier l'agitation qui gagne aujourd'hui de proche en proche ou en dénaturer la cause, la situation va s'empirant dans toute l'étendue de l'Empire.

Les nombreux télégrammes que je reçois chaque jour de nos Consuls et leurs rapports détaillés me signalent partout l'excitation des musulmans, les préparatifs qu'ils font ouvertement pour attaquer les chrétiens, leurs achats d'armes et de munitions, leurs réunions secrètes, leurs provocations et leurs menaces.

A Trébizonde, les événements ont été plus graves encore qu'on ne le pensait au début. Il est avéré que le massacre des Arméniens par les

musulmans a été prémédité et organisé de longue date et que les premiers n'ont en rien provoqué les seconds.

A Erzeroum, la situation s'est aggravée. M. Roque-Ferrier, notre nouveau Vice-Consul, assiste à une explosion de troubles. Deux télégrammes successifs, que je reçois de lui et dont Votre Excellence trouvera ci-joint copie, m'annoncent qu'un massacre de chrétiens a éclaté hier à midi. M. Roque-Ferrier a essuyé des coups de feu en se rendant chez les Frères. Le pillage et les tueries ont continué toute la journée et on ne peut encore fixer le nombre des victimes. Le Vali et le Haut Commissaire Chakir-Pacha ont prié les Consuls d'envoyer leurs Drogmans assister à l'enquête qu'ils ont commencée.

A Erzindjian, des troubles sur la nature desquels on n'est pas encore fixé ont éclaté le 22 octobre. Le 26, à Baïbourt (sur la route de Trébizonde à Erzeroum), les musulmans et les chrétiens en sont venus aux mains. Il y a eu de part et d'autre de nombreux morts et blessés.

La Porte nous a fait savoir que, le 25 octobre, des Arméniens avaient envahi les mosquées de Bitlis pendant la prière. Une lutte se serait engagée au cours de laquelle un grand nombre de personnes auraient été tuées.

A Kharpout, une panique s'est produite et les Arméniens, craignant une attaque des Turcs, ont fermé leurs boutiques et se sont enfermés chez eux. Il n'y aurait pas eu d'effusion de sang jusqu'ici.

Le bruit a couru la semaine dernière qu'un soulèvement avait éclaté dans les circonscriptions de Zeïtoun (vilayet d'Alep) et de Hadjin (vilayet d'Adana) habitées par des Arméniens de race particulièrement rude.

Le gérant de notre Consulat d'Alep m'a télégraphié, le 26, que, d'après ses renseignements, 2,000 Arméniens, armés, équipés et bien encadrés se préparaient à faire des manifestations.

De Diarbékir, où la situation paraissait s'être améliorée, M. Meyrier me télégraphie hier que l'annonce des réformes a produit une grande excitation parmi les musulmans. On leur dit que ces réformes ont pour but de donner une situation privilégiée aux Arméniens. Secrètement réunis, ils ont, paraît-il, discuté les projets les plus sinistres. Notre agent doute que le Vali puisse ou veuille empêcher un soulèvement que l'on croit imminent.

A Marache (vilayet d'Alep), le 24 et le 26 octobre, les musulmans et les chrétiens en sont venus aux mains. Les responsabilités n'ont pu encore être établies. Le commandant de la gendarmerie avait été attaqué et tué avec cinq des gendarmes qui l'accompagnaient.

De Damas, M. Guillois me rapporte qu'en l'absence de nouvelles précises sur les événements de Constantinople, les bruits les plus imaginaires circulent librement et échauffent toutes les têtes. Les Bédouins et les Druzes se montrent de plus en plus audacieux : les autorités du Hauran sont impuissantes ou prisonnières des nomades, et leur effacement est complet en présence de l'hostilité des divers éléments de la population.

A Sivas, où les comités arméniens paraissent avoir toujours eu une influence particulière, M. Carlier me dépeint la situation sous un jour inquiétant.

A Ak-Hissar, localité située sur la ligne du chemin de fer d'Angora,
ARCH. DIPL. 1897. — 2^e SÉRIE, T. LXII (124) 11

à peu de distance d'Ismidt, le jeudi 3 octobre, à 9 heures du matin, à l'heure où le marché battait son plein, les musulmans sont tombés à l'improviste sur les Arméniens, et en ont fait un massacre général. J'épargnerai à Votre Excellence les détails affreux qui m'ont été rapportés par un témoin oculaire européen. Qu'il me suffise de dire qu'il a vu de ses yeux retirer d'un des puits où les Musulmans avaient jeté leurs victimes, trente-cinq cadavres. D'autres avaient été précipités dans le Saccharia qui coule aux abords de la localité. Les maisons avaient été pillées, saccagées et détruites. Le mudir musulman a été convaincu d'avoir mené l'attaque.

L'anarchie est générale et la période révolutionnaire semble ouverte, sans qu'on puisse prévoir les conséquences qui en résulteront pour le Sultan, pour la Turquie et pour l'Europe elle-même.

P. CAMBON.

PREMIÈRE ANNEXE A LA LETTRE DE CONSTANTINOPLE DU 31 OCTOBRE 1895

M. Roqueferrier, vice-consul de France à Erzeroum à M. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Erzeroum, 30 octobre 1895 ; mercredi, 2 heures après midi.

Troubles et massacres depuis deux heures. Je viens de visiter l'établissement des Frères de la Doctrine chrétienne, religieux et capucins prenant toutes les mesures possibles de sécurité.

6 heures du soir. Le pillage, les massacres ont continué cette après-midi ; il est jusqu'à présent impossible de connaître le nombre des victimes, considérable des deux côtés ; deux maisons où des Arméniens s'étaient barricadés tirent sur la troupe. Incendie d'une autre maison arménienne. On a tiré sur moi et les personnes qui m'accompagnaient. Les Consuls et nos établissements sont protégés militairement.

ROQUEFERRIER.

DEUXIÈME ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 31 OCTOBRE 1895

M. Roqueferrier, vice-consul de France à Erzeroum, à M. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Erzeroum, 31 octobre 1895.

Je viens de réclamer du vali de nouvelles mesures de protection pour nos établissements ; leur sécurité me paraît assurée. J'ai dit aussi au vali qu'il pouvait faire porter les blessés chez les Frères de la Doctrine chrétienne à qui j'ai demandé d'ouvrir une ambulance ; cette mesure sera appréciée de tous ; les autorités commenceront ce matin le transport des blessés. Ceux que j'ai pu visiter hier sont dans un état lamentable et beaucoup d'entre eux craignent de se faire connaître.

J'ai vu deux cent onze cadavres rien qu'au cimetière arménien grégorien ; le nombre des morts peut être estimé à trois cents. Le pillage a cessé.

ROQUEFERRIER.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, 4 novembre 1895.

Les massacres continuent à Diarbékir. La sécurité du Consulat et de l'établissement des capucins est menacée. Je viens de faire réveiller le

Grand Vizir pour lui communiquer ces nouvelles ; il affirme avoir donné des ordres tels que M. Meyrier et nos religieux n'ont rien à craindre. Les représentations les plus énergiques ont été adressées en mon nom par notre Premier Drogman.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 4 novembre 1895.

Les représentants des six grandes Puissances se sont réunis pour échanger leurs informations et leurs vues. Ils considèrent tous la situation comme très inquiétante. L'anarchie qui règne dans les provinces n'a plus de rapport avec l'agitation arménienne. Le fanatisme musulman est déchaîné et, dans les parties de l'empire où il n'y a pas d'Arméniens, on signale une grande effervescence. Ce mouvement est encouragé par l'inertie des autorités ottomanes et par la complicité de certains personnages de l'entourage du sultan. Les Ambassadeurs sont convenus d'entretenir individuellement le Ministre des Affaires étrangères, de lui rappeler, par l'exemple des événements de Syrie en 1860, qu'une pareille anarchie ne peut durer impunément, et de lui déclarer qu'ils en réfèrent à leurs Gouvernements, qui seront obligés de se concerter si la Porte ne prend immédiatement des mesures efficaces.

Les représentants des six Puissances sont également convenus d'appeler l'attention de leurs Gouvernements sur la gravité de la situation et de les prier d'échanger leurs vues pour leur donner, autant que possible, des directions identiques.

Indépendamment de la communication générale convenue avec mes collègues, j'ai adressé aujourd'hui à la Porte la note ci-jointe en copie, sur les événements de Diarbékir.

J'envoie également à Votre Excellence la copie des télégrammes que j'ai échangés avec notre vice-consul à Diarbékir.

P. CAMBON.

PREMIÈRE ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 4 NOVEMBRE 1895

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à S. Exc. Saïd-Pacha, ministre des affaires étrangères.

Péra, 4 novembre 1895.

Il y a déjà plusieurs semaines, j'ai signalé à la Sublime Porte un certain état d'agitation qui commençait à se manifester à Diarbékir. Après avoir, depuis plusieurs mois, insisté à différentes reprises sur l'insuffisance d'Aniz-Pacha, Vali intérimaire de la province, j'apprenais que ce fonctionnaire venait d'être confirmé dans ce poste et que le premier acte de son administration avait été de contraindre, sous la menace, les chefs des communautés chrétiennes à signer un télégramme exprimant à S. M. I. le Sultan leurs remerciements pour la nomination du nouveau Vali.

La violence faite ainsi à leurs chefs avait soulevé la juste indignation des chrétiens de la ville et ceux-ci ayant envoyé une protestation à leurs patriarches, les évêques avaient, de leur côté, adressé à ces derniers un télégramme où ils expliquaient les circonstances à la suite desquelles ils avaient été forcés de signer l'adresse imposée par le Vali.

L'Autorité ottomane crut pouvoir arrêter arbitrairement l'envoi des communications adressées aux patriarches, entretenant ainsi, de parti pris, une juste indignation parmi les communautés chrétiennes.

Ce n'est que le 12 octobre que l'Ambassade put, à la suite d'observations présentées à la Sublime Porte, faire savoir aux membres des Communautés chrétiennes que leurs télégrammes, jusqu'alors interceptés, seraient le jour même remis aux patriarchats et rassurer ainsi les esprits.

Dès cette époque, les renseignements qui m'étaient parvenus me forçaient à attirer la sérieuse attention de la Sublime Porte sur les menées des musulmans. Deux d'entre eux tiraient, le 8 octobre, deux coups de revolver sur l'évêque jacobite. Notre agent constatait une effervescence croissante chez les Musulmans et l'autorité convoquait sans motif, à Diarbékir, les officiers des Hamidiés dont je n'ai plus besoin de signaler le triste rôle dans les événements dont le territoire ottoman a été le théâtre depuis plusieurs mois. Chaque jour, des achats inusités d'armes et de munitions étaient faits par les Musulmans.

Les choses en étaient là lorsque, le 30 octobre, le Vice-Consul de France télégraphiait à l'Ambassade que plusieurs réunions composées des personnages les plus influents de la contrée, au nombre desquels se trouvaient le cheikh de Zeilan et son fils, déjà si gravement compromis dans les massacres de Sassoun, avaient eu lieu chez un certain Djémil Pacha, ancien Gouverneur dans le Yemen ; les projets les plus sinistres contre les chrétiens y avaient été discutés. Les Musulmans déclaraient ouvertement leur intention de « se venger », disaient-ils, des chrétiens. Ils avaient adressé à S. M. le Sultan un télégramme de protestation contre les mesures de réformes administratives prises à l'égard de certains vilayets d'Anatolie et se déclaraient résolus au cas où la réponse attendue ne serait pas satisfaisante à leur gré, à attaquer les chrétiens le surlendemain vendredi.

Bien que ces projets fussent publiquement annoncés, Aniz Pacha feignait de n'y attacher aucune importance, et, comme s'il avait voulu mieux endormir encore les chrétiens, assurait au Vice-Consul de France qu'il répondait de la tranquillité du côté des Musulmans.

L'événement a néanmoins malheureusement prouvé combien étaient exactes les informations rapportées au Vali par l'agent du Gouvernement français. Il prouve péremptoirement aussi combien est fausse la prétention qu'à la Sublime Porte d'imputer aux Arméniens le rôle de provocateurs. Dans plusieurs circonstances déjà, aux observations de l'Ambassade, la Sublime Porte a répondu que, d'après les informations des Valis, les Arméniens avaient envahi les mosquées et attaqué les Musulmans les armes à la main. Bien que la Sublime Porte sache mieux que personne combien cette allégation est mensongère, l'Ambassade proteste formellement contre une accusation qui prétend détourner de leurs véritables auteurs la responsabilité des sanglants événements dont la ville de Diarbékir, après tant d'autres, vient d'être le théâtre.

Votre Excellence sait déjà comment des bandes de Kurdes de la campagne sont entrés dans la ville et, aidés de la population musulmane, ont massacré les Chrétiens de tous côtés, pillé et incendié le marché.

Le massacre a duré toute la journée de vendredi, de samedi et de dimanche. Le Vice-Consul de France, malgré les avertissements donnés au Vali, a pu, à grand'peine, obtenir une garde de zaptiés pour le Consulat et l'établissement des Pères capucins. Plus de 500 chrétiens poursuivis par les assassins se sont réfugiés dans son domicile, fuyant une mort certaine.

De nouvelles bandes de Kurdes sont signalés aux abords de la ville et l'autorité, loin de prendre des mesures, encourage les passions musulmanes.

Non contente d'avoir, en quelque sorte, favorisé le fanatisme et les projets des Musulmans en s'abstenant de prendre par avance les mesures que réclamait le Vice-Consul de France, elle laisse les soldats et les zaptiés se mêler

aux assassins et aux pillards. Notre agent, M. Meyrier, a vu de ses fenêtres, depuis deux jours, les représentants de la force armée faire cause commune avec la pire populace et se ruer sur les Chrétiens.

C'est avec peine que je me vois, Monsieur le Ministre, dans l'obligation de signaler des faits aussi graves, et malheureusement appuyés sur des preuves irréfutables. Votre Excellence conviendra qu'ils ne sont que trop bien faits pour soulever l'indignation générale. Quelque regret que je puisse avoir à constater combien la responsabilité des autorités est engagée dans ces lamentables événements, il est de mon devoir de protester contre l'inertie coupable et la complicité de la Sublime Porte elle-même dans les massacres prémédités qui viennent d'avoir lieu et dont sont victimes, non seulement des Arméniens, mais des chrétiens de tous rites.

La présence à Diarbékir d'un Représentant de la France et d'un établissement de religieux capucins placés sous notre protectorat impose au Gouvernement de la République des devoirs et des droits qu'il entend exercer, et, au cas où le Gouvernement impérial ne se déciderait pas à prendre les mesures nécessaires et efficaces pour punir les coupables et réprimer les passions musulmanes malheureusement trop encouragées, le Gouvernement de la République serait obligé d'aviser au moyen de faire respecter les chrétiens partout menacés et dont un grand nombre sont, par le droit des traités, placés directement sous sa protection.

P. CAMBON.

DEUXIÈME ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 4 NOVEMBRE 1895

M. Meyrier, vice-consul de France à Diarbékir, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Diarbékir, 31 octobre 1895, 9 heures du matin.

Les Musulmans ont adressé au Sultan un télégramme de protestation contre les réformes dont copie a été remise au vali, et ils ont décidé, dit-on, si la réponse n'est pas satisfaisante, de mettre immédiatement, c'est-à-dire demain vendredi, leurs projets de vengeance à exécution. Les Chrétiens sont dans une crainte extrême, ils ont fermé le marché hier de meilleure heure ; ils appréhendent de l'ouvrir aujourd'hui. Ils sont convaincus qu'une action énergique et immédiate de la part du Gouvernement peut seule les sauver.

Malgré cela le Vali m'a assuré hier soir qu'il ne craignait rien du côté des Musulmans, et que si les Chrétiens restaient tranquilles, il peut répondre de l'ordre dans tout le vilayet.

La situation est très grave.

MEYRIER.

TROISIÈME ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 4 NOVEMBRE 1895

M. Meyrier, vice-consul de France à Diarbékir, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople

Diarbékir, 2 novembre 1895, 4 h. 30 du matin,
arrivée 8 h. 30 du matin.

La ville est à feu et à sang.

MEYRIER.

QUATRIÈME ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 4 NOVEMBRE 1895.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Meyrier, vice consul de France à Diarbékir.

Péra, le 2 novembre 1895, 9 h. 15 du matin.

La protection du Consulat et de l'établissement catholique est-elle assurée par le vali? Si elle ne l'est pas, faites réquisition énergique. Donnez à tous l'exemple du sang-froid.

Sur la communication de vos précédents télégrammes, le Grand-Vizir avait promis de prendre des dispositions pour le maintien de l'ordre. En attendant l'arrivée des troupes, bornez-vous à assurer la sécurité de nos établissements et de nos nationaux et protégés.

Faites-moi savoir d'urgence d'où est venue la première provocation. Les Arméniens seuls sont-ils menacés?

P. CAMBON.

CINQUIÈME ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 4 NOVEMBRE 1895.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Meyrier, vice-consul de France à Diarbékir.

Péra, le 2 novembre 1895, midi.

Le Grand-Vizir prétend que le conflit est né d'une invasion des mosquées par les Arméniens. Est-ce vrai?

L'ordre a été donné par le Grand-Vizir au vali d'assurer votre protection et celle des Capucins.

P. CAMBON.

SIXIÈME ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 4 NOVEMBRE 1895.

M. Meyrier, vice-consul de France à Diarbékir, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Diarbékir, le 2 novembre 1895.

Depuis plusieurs jours les musulmans préparaient ce massacre, ils l'ont mis à exécution de leur plein gré et sans provocation. L'invasion de la mosquée par les Arméniens est de pure invention. Le massacre a duré toute la journée et ne semble pas près de finir.

MEYRIER.

SEPTIÈME ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 4 NOVEMBRE 1895.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Meyrier, vice-consul de France à Diarbékir.

Péra, le 2 novembre 1895, 9 h. du soir.

Je communique toutes vos dépêches au Grand-Vizir. Aussitôt que vous le pourrez, rendez-vous chez les Pères avec quelques zaptiés pour les rassurer. Continuez à me tenir au courant.

P. CAMBON.

HUITIÈME ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 4 NOVEMBRE 1895.

M. Meyrier, vice-consul de France à Diarbékir, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Diarbékir, le 3 novembre 1895, 3 h. 40 du soir.

Je vois de chez moi les soldats, zaptiés et kurdes en grand nombre qui tirent sur les chrétiens.

MEYRIER.

NEUVIÈME ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 4 NOVEMBRE 1895.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Meyrier, vice-consul de France à Diarbékir.

Péra, le 4 novembre 1895, 2 h. du matin.

Vous pouvez dire à votre vali que sa tête me répond de la vôtre. Je viens de le déclarer au Grand-Vizir.

P. CAMBON.

DIXIÈME ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 4 NOVEMBRE 1895.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Meyrier, vice-consul de France à Diarbékir.

Péra, le 4 novembre 1895, 10 h. du matin.

Sur la communication de vos derniers télégrammes, le Grand-Vizir m'a affirmé cette nuit que les instructions données au vali étaient telles que votre sécurité et celle des religieux ne couraient aucun risque.

Je suis bien heureux de vous savoir momentanément hors de danger.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 4 novembre 1895.

La Commission de contrôle pour les réformes dans les six vilayets d'Asie-Mineure est composée ainsi qu'il suit :

Chefik-Bey, *Président*, président de la Section des requêtes à la Cour de cassation, musulman ;

Djémal-Bey, directeur de la Banque agricole, membre musulman ;

Abdullah-Bey, conseiller d'Etat, membre musulman ;

Djielal-Bey, président de la Cour d'appel, membre musulman ;

Constantin Caratheodory Effendi, conseiller d'Etat, grec, orthodoxe, membre chrétien ;

Ohannès Effendi Sakiz, procureur impérial de la Cour des comptes, arménien catholique, membre chrétien ;

Dilber Effendi, conseiller légiste au Ministère des finances, arménien grégorien, membre chrétien.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 6 novembre 1895.

Kiamil-Pacha a cessé d'être grand-vizir. Sur le refus d'Arifi-Pacha, ancien président du Conseil d'Etat, le ministre de l'Intérieur Halil-Rifaat Pacha a été chargé de l'intérim.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 7 novembre 1895.

La situation de l'Asie-Mineure reste très inquiétante. Aux observations des ambassadeurs, la Porte a répondu par l'annonce d'une levée

de 60,000 hommes de réserve en Asie-Mineure et de 15,000 hommes en Syrie; mais il ne sont pas organisés. On peut se demander s'ils ne contribueront pas à augmenter le désordre.

A Zeitoun, où la capitulation de la forteresse semble remonter à huit jours, la Porte n'a pas pu intervenir jusqu'ici; elle ignore le sort de la garnison et concentre des troupes du côté d'Alep.

A Erzeroum, 350 arméniens et 12 turcs ont été tués. Cette proportion indique le caractère de la lutte. 1,500 boutiques et des centaines de maisons ont été saccagées. Les ambulances installées par les consuls sont pleines de blessés.

Sur notre réquisition, plus de deux cents musulmans, accusés de pillage, ont été arrêtés.

A Diarbékir, où le massacre a duré pendant trois nuits consécutivement, notre consul estime à 5,000 le nombre des victimes.

Les kurdes ont quitté la ville lundi et restent campés sous les murs. On redoute un retour offensif. M. Meyrier a donné 1,000 francs pour premier secours. Il a encore chez lui 700 réfugiés.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 8 novembre 1895.

Les ambassadeurs se tiennent en étroites relations et prendraient en cas d'incident des résolutions communes. Mais ils ont pour la plupart des moyens d'action limités.

Les anglais conservent à Salonique une escadre de dix-huit navires de guerre qui peut en cas de péril imminent franchir les Dardanelles.

Les russes prennent des dispositions militaires sur la frontière d'Arménie; ils ont à vingt-huit heures du Bosphore leur escadre de Sébastopol et, sur la proposition de mon collègue de Russie, ils ont rétabli peu à peu leur station navale du Pirée en y maintenant trois navires de passage dans la Méditerranée.

Je considère aujourd'hui le rétablissement d'une force navale française dans le Levant comme indispensable à la défense de nos intérêts de toute nature.

La station provisoire rétablie au Pirée devrait se composer, à mon sens, d'un cuirassé et de deux croiseurs pour le cas d'une action sur plusieurs points à la fois; elle devrait être commandée par un contre-amiral pour le cas de démonstration commune avec d'autres puissances.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de soumettre, si Elle les approuve, ces considérations à M. le Ministre de la marine.

P. CAMBON.

M. Berthelot, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 9 novembre 1895.

En présence des préoccupations que la situation signalée par vous est de nature à nous causer, il a été décidé en Conseil que des mesures seraient prises immédiatement pour tenir une division de l'escadre de la Méditerranée prête à partir.

J'invite mon chargé d'affaires à Saint-Pétersbourg à en aviser le prince Lobanoff.

BERTHELOT.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 12 novembre 1895.

M. de Nélidoff a soumis aujourd'hui à ses collègues, avec l'autorisation de son Gouvernement, la proposition de doubler les stationnaires des ambassades à Constantinople. D'après lui, nos stationnaires sont tellement faibles qu'en cas d'événements graves nos Gouvernements seraient obligés d'envoyer ici des forces navales du dehors et de soulever ainsi la question des détroits. L'adjonction d'un aviso ou d'une canonnière de cent à deux cents hommes d'équipage fournirait une force suffisante pour assurer la protection des ambassades et de la population européenne. Les Représentants des puissances se sont montrés favorables à cette idée qu'ils doivent soumettre à leurs Gouvernements.

P. CAMBON.

M. Berthelot, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 12 novembre 1895.

Une division navale française, sous le commandement de l'amiral de Maigret, a reçu ordre de se rendre au Pirée; elle est composée de quatre bâtiments et notre intention est de la diriger ultérieurement sur Smyrne. Je tiendrais toutefois, avant de rien décider, à connaître votre manière de voir à cet égard.

Je tiendrais également à connaître votre sentiment sur l'utilité de l'envoi d'une seconde division navale, dans les eaux du Levant, à une date qui pourrait être très prochaine.

Je ne puis qu'approuver l'idée d'une entente en vue de doubler les stationnaires des ambassades à Constantinople. Je compte télégraphier, dans ce sens, à Pétersbourg, en autorisant M. de Vauvineux à laisser pressentir au prince Lobanoff nos dispositions.

BERTHELOT.

M. Carlier, vice-consul de France à Sivas, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Sivas, le 12 novembre 1895.

Une vive fusillade a commencé à midi auprès de chez moi. J'ai fait immédiatement prendre les armes à ma maison, empêchant tous les musulmans armés de pénétrer dans ma rue et préservant ainsi l'église arménienne remplie de monde; les évêques se sont réfugiés chez moi. Le feu a continué jusqu'à 3 heures. Les religieuses et les jésuites sont en sûreté jusqu'à présent.

CARLIER.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 13 novembre 1895.

En arrivant au Pirée, il importe que la division navale détache immédiatement l'un de ses croiseurs à Beyrouth avec mission de se montrer à Tripoli de Syrie, Alexandrette et à Mersina.

Un croiseur américain se trouve à Mersina pour la protection des missions protestantes. Un croiseur autrichien vient d'arriver à Smyrne. On annonce que l'escadre anglaise détachera deux de ses bâtiments sur la côte de Syrie. Il importe que nous ne soyons pas les derniers à montrer nos couleurs dans cette région.

Le séjour de la division au Pirée devra être de courte durée et Smyrne me semble bien choisi pour parer à tous les événements. Le Gouvernement russe pourrait également envoyer sa division du Pirée.

La préparation d'une seconde division navale me paraît utile pour le cas où la situation empirerait.

Les nouvelles des provinces sont de plus en plus mauvaises. Aujourd'hui même à Sivas, des troubles ont éclaté. Notre consul a pris des dispositions pour assurer la protection de nos établissements religieux et il donne asile au plus grand nombre de chrétiens possible.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Carlier, vice-consul de France à Sivas.

Péra, le 13 novembre 1895, 1 h. 30 matin.

Télégraphiez-moi souvent. J'ai la plus grande confiance dans votre énergie et votre sang-froid.

P. CAMBON.

M. Carlier, vice-consul de France à Sivas, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Sivas, le 13 novembre.

J'ai reçu votre télégramme. Votre Excellence peut être assurée que je ferai l'impossible pour faire respecter le pavillon dont j'ai l'honneur d'avoir la garde. 500 arméniens environ ont été tués avant-hier.

CARLIER.

M. Berthelot, ministre des affaires étrangères à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople

Paris, le 13 novembre 1895.

Conformément à votre avis, je demande au Ministre de la marine d'adresser des instructions télégraphiques au Pirée pour que, dès son arrivée dans ce port, l'amiral de Maigret envoie un de ses croiseurs à Beyrouth avec mission de se montrer à Tripoli de Syrie, Alexandrette et Mersina.

Au cours de mon audience diplomatique, le baron de Morenheim vient de me remettre une note d'après laquelle une division navale russe à destination du Levant a quitté Cronstadt, le 10 novembre, com-

posée des croiseurs de premier rang *Rurik* et *Dmitri-Donskoy*; elle rejoindra dans le canal de la Manche la canonnière *Grojiastchi* et commandée par l'amiral Kologueras, elle fera escale à Portsmouth et à Brest, se rendant en Algérie.

BERTHELOT.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le roi d'Italie, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 13 novembre 1895.

A la suite d'un Conseil des Ministres réuni hier à Rome, des ordres ont été donnés pour faire partir aujourd'hui vers les mers du Levant une division navale composée des deux cuirassés *Umberto I^{er}* et *Andrea Doria* et des deux croiseurs *Stromboli* et *Etruria* portant ensemble quinze cents hommes d'équipage. Les instructions du commandant lui prescrivent de rejoindre l'escadre anglaise, de pourvoir à la protection des nationaux sur le territoire ottoman et, en cas de graves difficultés, de conformer son attitude à celle de l'amiral anglais.

BILLOT.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le roi d'Italie, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 13 novembre 1895.

L'ambassadeur d'Angleterre est venu hier soir m'entretenir des affaires d'Orient et il m'a parlé, pour les démentir, des bruits relatifs à un accord entre l'Angleterre et l'Italie pour une action à deux.

Sir Clare Ford a déclaré que le Gouvernement anglais considère le maintien de l'entente heureusement établie entre les six grandes puissances comme le plus sûr moyen de dénouer la crise et d'assurer la conservation de la paix, ainsi que lord Salisbury l'a proclamé avec insistance au banquet du lord-maire.

De son côté, le Gouvernement italien fait démentir par les agences officieuses qu'il se soit concerté avec l'Angleterre pour une action maritime séparée.

BILLOT.

Le comte de Vauvineux, chargé d'affaires de France à St-Petersbourg, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 13 novembre 1895.

Le prince Lobanoff m'a témoigné sa satisfaction de l'envoi d'une division navale au Pirée et m'a dit que, de son côté, le Gouvernement russe venait de donner à sa flotte de la mer Noire l'ordre de se mettre en mesure de partir au premier signal. Cette flotte se tient déjà prête à agir selon les éventualités, mais une action ne s'exercera pas avant qu'une entente complète soit intervenue entre les Gouvernements français et russe.

Le prince Lobanoff se montre formellement décidé à maintenir aussi étroitement que possible l'union qui existe entre les deux pays.

Quant à la mesure suggérée par M. de Nélidoff de doubler les stationnaires des ambassades, le Ministre des affaires étrangères m'a déclaré

qu'il l'approuvait et qu'il s'est entendu avec le Ministre de la marine pour qu'un bâtiment puisse être expédié immédiatement à Constantinople.

VAUVINEUX.

**M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne,
à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.**

Vienne, le 13 novembre 1895.

Le Ministre des affaires étrangères vient de me faire part de l'initiative qu'il a prise avant-hier de s'adresser aux puissances signataires du Traité de Berlin pour s'entendre sur les mesures à adopter en vue des éventualités très graves qui peuvent se produire à Constantinople.

L'accord des puissances, m'a-t-il dit, est absolu; il faut qu'il se continue sans réticence et sans arrière-pensée, tout le monde ayant le même intérêt pacifique à ce que les désordres cessent; c'est à ce prix qu'on pourra arrêter l'incendie qui dévaste la Turquie.

Les ambassadeurs s'entendent sur tous les points à Constantinople; cela est capital. Mais il faut encore que les puissances qu'ils représentent leur donnent une liberté d'initiative dont ils peuvent avoir besoin en cas d'événements imprévus. Le comte Goluchowski estime qu'il faut doubler dès à présent les stationnaires et grouper les flottes dans les eaux du Levant.

Le Ministre des affaires étrangères a déjà donné toute latitude dans ce sens à son ambassadeur à Constantinople. L'Autriche va envoyer une flotte dans le Levant.

LOZÉ.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 13 novembre 1895.

Le ministre des affaires étrangères qui est venu me voir aujourd'hui m'a dit être chargé par le Sultan de déclarer aux Représentants des puissances que 128 bataillons étaient mobilisés en Asie-Mineure; que des instructions très précises étaient adressées par le télégraphe aux valis; que pleins-pouvoirs leur étaient donnés pour la répression des désordres quels qu'en fussent les provocateurs; qu'ils étaient invités à faire appel au concours des personnages religieux musulmans ou chrétiens pour calmer les esprits; qu'ils devaient pourvoir, aux frais de l'Etat, à la nourriture et au logement des gens sans ressources par suite des derniers événements; que des récompenses étaient promises à tous ceux qui s'emploieraient au rétablissement de l'ordre.

Tewfik Pacha ne doute pas que ces mesures n'amènent un apaisement complet, mais il reconnaît qu'elles auraient pu être prises depuis plusieurs semaines.

Si elles sont efficaces, leur succès même démontrera la culpabilité du Gouvernement ottoman. Si elles n'arrêtent pas le désordre, il deviendra évident qu'il n'y a plus en Turquie d'organisme gouvernemental.

J'ai communiqué au Ministre des affaires étrangères toutes mes informations de l'intérieur et je lui ai montré l'inanité des dénégations dont la Sublime Porte inonde la presse européenne.

J'ai reçu peu après la visite de Munir Bey, envoyé par le Sultan pour me demander mon sentiment sur le discours de lord Salisbury. J'ai dit qu'il fallait le considérer comme un avertissement; que si l'ordre était promptement rétabli et les réformes loyalement appliquées, l'Europe entière seconderait Sa Majesté; que si, au contraire, l'anarchie durait et les promesses faites aux puissances n'étaient pas tenues, il serait impossible d'empêcher les Gouvernements de chercher ensemble un remède à une situation menaçante pour la paix générale.

P. CAMBON.

M. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 15 novembre 1895.

Les religieux de Malatia ont dû abandonner leur établissement qui a sans doute été saccagé; ils sont d'ailleurs sains et saufs.

A Sivas, les désordres ont recommencé.

Notre consul a signalé cinq cents tués le 12 novembre et six ce matin.

Le pillage a été complet; les établissements religieux catholiques ont été respectés jusqu'ici.

P. CAMBON.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 15 novembre 1895.

En l'absence de lord Salisbury, Sir Thomas Sanderson m'a donné l'assurance qu'aucune entente particulière n'était intervenue dans les derniers temps entre l'Angleterre et l'Italie relativement à l'action de leurs flottes respectives ou à la politique à suivre dans les affaires d'Orient.

Le Gouvernement italien a seulement exprimé l'intention de s'associer, le cas échéant, à l'action des autres puissances.

Alph. DE COURCEL.

M. Berthelot, ministre des affaires étrangères, à M. Souhart, consul général de France à Beyrouth.

Paris, le 15 novembre 1895.

Une division navale, commandée par le contre-amiral de Maigret, doit arriver samedi soir ou dimanche matin au Pirée.

L'amiral y trouvera des instructions lui prescrivant d'envoyer immédiatement à Beyrouth le croiseur *Linois* avec mission de se montrer à Tripoli, Alexandrette et Mersina.

BERTHELOT.

M. Berthelot, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 16 novembre 1895.

La division navale recevra au Pirée l'ordre de se diriger immédiatement sur Smyrne en détachant un bâtiment sur la côte de Syrie.

Dès qu'ils seront arrivés à destination, les commandants de nos forces navales se mettront en rapport avec nos agents, qui leur communiqueront les instructions que le Gouvernement se réserve de leur adresser ultérieurement.

Vous êtes autorisé à donner connaissance de ces décisions à M. de Nélidoff.

BERTHELOT.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 16 novembre 1895.

J'ai vu lord Salisbury aujourd'hui. Il m'a dit qu'il acceptait le doublement des stationnaires à Constantinople; il serait même disposé à y envoyer un navire de force plus grande que ne sont les stationnaires affectés aux ambassades.

Lord Salisbury pense, comme le comte Goluchowski, qu'il est très désirable que les puissances munissent leurs ambassadeurs à Constantinople de l'autorisation d'agir de concert en vue des éventualités qui peuvent se produire.

Sir Philip Currie repart pour son poste, armé à cet effet de toutes les instructions nécessaires.

Le premier Ministre britannique proteste contre toute action isolée, mais est préparé à agir collectivement avec énergie.

Alph. DE COURCEL.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le roi d'Italie, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 17 novembre 1895.

La première division de l'escadre italienne, composée de cinq bâtiments, est partie hier soir de Naples pour Smyrne, où elle arrivera mercredi.

On annonce que l'avis *Archimède* est parti de Venise pour servir, en cas de besoin, de second stationnaire à Constantinople.

D'après une communication officieuse, les instructions du commandant de l'escadre lui prescrivent de s'associer à toute action commune des flottes des autres puissances réunies, en se maintenant en rapport télégraphique avec l'ambassade royale à Constantinople.

BILLOT.

M. Berthelot, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 18 novembre 1895.

L'amiral de Maigret, arrivé ce matin au Pirée, a reçu pour instructions de se tenir strictement à votre disposition et de n'agir qu'en conformité des directions qu'il recevra de vous. Il a été prévenu qu'il devait tenir dès à présent à votre disposition un bâtiment destiné à doubler votre stationnaire.

L'amiral devra en outre rester en communications constantes avec vous. Ses instructions lui rappellent que c'est à notre ambassadeur à

Constantinople qu'appartiennent la direction et la responsabilité de notre action politique en Turquie. L'amiral devra toutefois, hors le cas d'urgence, prendre par le télégraphe les ordres du Ministre de la marine.

Il est invité à prêter à nos agents un concours aussi large que possible. Sur leur demande motivée, il est autorisé, en cas de troubles, à faire mettre des hommes à terre pour protéger nos nationaux, nos intérêts, et pourvoir à toutes mesures qui lui seraient dictées par des considérations d'humanité.

BERTHELOT.

M. Soulangé-Bodin, chargé d'affaires de France à Berlin,
à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 18 novembre 1895.

La Chancellerie impériale ne croit devoir ni doubler le stationnaire allemand à Constantinople, ni envoyer en Orient d'autre bâtiment que le navire-école *Moltke* qui est arrivé à Smyrne, il y a deux jours, et doit y rester jusqu'à nouvel ordre. Le baron Marschall veut espérer qu'il n'y aura pas besoin d'autre démonstration navale pour amener le Sultan à écouter les conseils des puissances.

SOULANGE-BODIN.

M. le comte de Vauvineux, chargé d'affaires de France à Pétersbourg,
à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Pétersbourg, le 18 novembre 1895.

Le prince Lobanoff s'est montré particulièrement satisfait des assurances données au baron de Courcel par lord Salisbury relativement à l'attitude que la Grande-Bretagne entend conserver dans les affaires d'Orient. Les navires russes qui ont quitté récemment Cronstadt à destination de l'Extrême-Orient ont reçu du Gouvernement impérial l'ordre de s'arrêter dans la Méditerranée où ils séjourneront jusqu'à ce que la situation s'éclaircisse.

VAUVINEUX.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le roi d'Italie, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 18 novembre 1895.

La proposition du comte Goluchowski a reçu l'adhésion du Gouvernement italien, qui estime que l'entente des puissances et de leurs ambassadeurs à Constantinople, dans les conditions indiquées, constitue le moyen le plus efficace de pourvoir aux nécessités de la situation et d'en prévenir les conséquences éventuelles. Dès à présent, le Gouvernement italien a prescrit à son ambassadeur à Constantinople de ne tenter aucune démarche isolée et de se concerter avec ses collègues pour les mesures à prendre. Un second stationnaire italien est en route pour l'Orient; mais il attendra dans l'archipel grec le jour où, la proposition de doubler les stationnaires ayant été accueillie par tous les cabinets, la demande des firmans nécessaires pour l'entrée pourra être formulée simultanément par les ambassadeurs. En me communiquant les indications qui précèdent, le baron Blanc m'a déclaré de nouveau qu'une

action séparée en dehors de l'entente n'est aucunement dans les vues du Gouvernement royal.

BILLOT.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 19 novembre 1895.

L'ambassadeur d'Allemagne a reçu de Berlin l'ordre de faire au Sultan les plus sérieuses représentations, de lui dire que, malgré l'absence de son escadre dans la Méditerranée, l'Allemagne n'en était pas moins en accord complet avec les autres puissances et que l'anarchie ottomane finirait par ébranler son trône et par lasser la patience de l'Europe.

Le baron de Saurma a fait une communication dans ce sens à un des secrétaires du Palais.

M. Rougon, consul général de France à Smyrne, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Smyrne, le 20 novembre 1895.

La division navale italienne, composée de deux cuirassés et de deux croiseurs, est arrivée ce soir venant de Naples.

Trois bateaux-écoles des marines allemande, autrichienne et italienne sont depuis quelques jours en rade.

ROUGON.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 20 novembre 1895.

L'escadre austro-hongroise, composée de l'*Impératrice-Elisabeth*, vaisseau-amiral du *Tegethof*, de la *Donau* et du *Météore*, et commandée par le contre-amiral Seemann, est prête à partir pour l'Orient.

LOZÉ.

M. Rougon, consul général de France à Smyrne, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Smyrne, le 22 novembre 1895.

La division navale du Levant, commandée par l'amiral de Maigret, est arrivée ce soir à Smyrne.

ROUGON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 22 novembre 1895.

On a apposé aujourd'hui dans les quartiers arméniens de Stamboul des placards invitant les habitants à s'armer et à fermer leurs maisons pour résister à une attaque prochaine des musulmans. On voit là une manœuvre des Comités révolutionnaires. Les ambassadeurs ont signalé le fait au Sultan en le priant de prendre quelques mesures de police,

car le renouvellement des désordres du 30 septembre aurait en ce moment des conséquences désastreuses. Les troubles continuent dans les provinces, notamment à Césarée, à Angora, à Marache, du côté d'Alexandrette et de Latakieh. Les arméniens insurgés à Zeïtoun tiennent contre les troupes régulières. Le *Linois* a reçu l'ordre de relâcher à Latakieh. Tous les ambassadeurs pensent que, malgré les assurances données par le Sultan en réponse à leur dernière communication, les ordres adressés aux autorités civiles et militaires sont conçus de façon à leur faire comprendre qu'en aucun cas elles ne devront sévir contre les musulmans. C'est le massacre organisé jusqu'à ce que les rigueurs de l'hiver aient rendu les communications impossibles.

Nous avons tous demandé des firmans pour nos nouveaux stationnaires. J'ai indiqué le *Faucon* dont la force n'est pas supérieure à celle des bâtiments envoyés par les autres puissances.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à MM. les consuls de France à Trébizonde, Erzeroum, Diarbékir et Sivas.

Péra, le 24 novembre 1895.

Le Ministre des affaires étrangères, à qui j'avais signalé votre belle conduite pendant les massacres, me charge de vous transmettre les félicitations du Gouvernement de la République.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 25 novembre 1895.

Le Sultan avait fait prévenir tous les ambassadeurs par son Ministre des affaires étrangères qu'il acceptait en principe le doublement des stationnaires; il désirait seulement que leur arrivée ne fût pas simultanée.

Depuis lors, il a fait adresser aux Représentants étrangers une circulaire prescrivant d'obtenir de leurs Gouvernements le retrait de la mesure; il n'y aucune raison pour accéder à cette demande. En doublant leurs stationnaires, les puissances usent d'un droit dont l'état des esprits à Constantinople rend l'exercice indispensable.

P. CAMBON.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 25 novembre 1895.

Le comte Goluchowski n'hésite pas à déclarer qu'il faut insister de la manière la plus énergique pour obtenir le firman demandé pour l'entrée d'un second stationnaire. Il ne croit pas qu'il puisse y avoir le moindre doute sur ce point, aussi donnera-t-il les instructions les plus précises à son ambassadeur.

LOZÉ.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à **M. Berthelot**, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 25 novembre 1895.

Les Représentants des puissances, ayant examiné la question du doublement des stationnaires, sont convenus d'adresser à chacun de leurs Gouvernements l'avis suivant : « Les ambassadeurs estiment à l'unanimité qu'au double point de vue de la sécurité des colonies européennes à Constantinople et de la dignité des puissances, aux représentations desquelles l'assentiment du Sultan a été promis, il y a lieu d'exiger la délivrance des firmans pour l'entrée de nouveaux stationnaires, en fixant un délai passé lequel des mesures seraient prises pour assurer l'exécution d'un droit strictement reconnu par les traités. »

Je serais obligé à Votre Excellence de m'envoyer l'instruction d'exiger derechef de la Sublime Porte le firman de passage.

P. CAMBON

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à **M. Berthelot**, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 25 novembre 1895.

Une division autrichienne, composée du *Tegethof*, de l'*Impératrice-Elisabeth* et d'un aviso, vient d'arriver au Pirée, sous le commandement de l'amiral Seemann.

BOURÉE.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à **M. Berthelot**, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 26 novembre 1895.

Le chargé d'affaires de Turquie a demandé à lord Salisbury que l'Angleterre retirât la demande qu'elle a faite d'un firman pour autoriser l'entrée dans les détroits d'un second stationnaire. Il a fait valoir que la sécurité des européens résidant à Constantinople n'était menacée en aucune façon.

Lord Salisbury a répondu que la proposition du doublement des stationnaires n'était pas due à son initiative, mais qu'il la considérait comme tout à fait opportune, et il a refusé de retirer la demande du firman.

Alph. DE COURCEL.

M. Berthelot, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 27 novembre 1895.

Le baron de Morenheim m'a donné hier communication d'un télégramme du prince Lobanoff, aux termes duquel l'Empereur serait disposé à tenir compte des considérations invoquées par le Gouvernement ottoman et à ajourner l'envoi d'un second stationnaire, à la condition toutefois que toutes les autres puissances consentiraient à cet ajournement. Le baron de Morenheim ajoute qu'il est chargé d'appuyer auprès de nous la demande du Gouvernement turc.

BERTHELOT.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 30 novembre 1895.

Loin d'être disposé à accorder tous les firmans pour les nouveaux stationnaires, le Sultan se débat pour faire renoncer les puissances à leur résolution.

Toute concession de notre part créera un précédent des plus regrettables et mettra en question pour l'avenir les droits reconnus par les traités. Elle entraînera, qu'on le veuille ou non, la rupture de l'entente et démontrera au Sultan l'inanité du concert européen.

Il y a donc lieu, à mon sens, de mettre la Porte en demeure de laisser entrer les stationnaires dans un certain délai.

Je prie donc V. E. de m'autoriser à me joindre à mes collègues pour donner à la Porte un délai de 48 heures, par exemple, et de demander au Gouvernement russe l'envoi des mêmes instructions à M. de Nelidow.

Les firmans une fois accordés, nous en userons ou non, suivant les circonstances, mais nous ne pouvons laisser contester plus longtemps un droit essentiel.

P. CAMBON.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 4 décembre 1895

Le prince Lobanoff est toujours fermement décidé à maintenir l'accord complet entre toutes les puissances pour le doublement des stationnaires, mais il considère la mise en demeure comme une mesure susceptible d'amener de graves complications.

G. DE MONTEBELLO.

M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 4 décembre 1895.

Sir Thomas Sanderson a insisté près de moi pour que des instructions fussent envoyées à Constantinople en vue du doublement des stationnaires.

Lord Salisbury paraît convaincu qu'une nouvelle pression des ambassadeurs aurait pour résultat de déterminer le Sultan à donner satisfaction à la demande des puissances.

GEOFFRAY.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le roi d'Italie, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 4 décembre 1895.

Le ministre des affaires étrangères va confirmer, pour le cas particulier du doublement des stationnaires, les instructions générales qui prescrivent à l'ambassadeur italien à Constantinople de se conformer à l'attitude qui obtiendra l'assentiment unanime de ses collègues. M. Pansa

sera donc autorisé à s'associer, au besoin, à une mise en demeure adressée à la Porte.

BILLOT.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 5 décembre 1895.

M. de Nélidoff a reçu pour instruction de se joindre à ses collègues pour les démarches à faire, tout en observant les précautions que comporte la gravité de la mesure à prendre. Le prince Lobanoff invite M. de Nélidoff à demander une audience au Sultan et à insister, au nom de l'Empereur, en termes amicaux et aussi persuasifs que possible, pour que les firmans soient accordés avant qu'on n'en arrive à des mesures extrêmes, telles qu'un ultimatum.

G. DE MONTEBELLO.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Iéra, le 8 décembre 1895.

Le Sultan a reçu aujourd'hui M. de Nélidoff, qui lui a fait, au nom de l'Empereur de Russie, les représentations les plus amicales et les plus pressantes sur la question des stationnaires. Sa Majesté a promis une réponse pour demain et l'ambassadeur de Russie a emporté l'impression qu'Elle était sérieusement ébranlée.

P. CAMBON.

M. Berthelot, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 9 décembre 1895.

L'ambassadeur de la République près le Saint-Siège m'a fait savoir que le Cardinal secrétaire d'Etat lui avait témoigné par écrit les sentiments de gratitude qu'a inspirés à Léon XIII la protection si efficace exercée sur les missions catholiques d'Orient au cours des récents événements, soit par vous-même, soit par les agents qui relèvent de votre ambassade.

BERTHELOT.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères,

Péra, le 11 décembre 1895.

Le Sultan avait demandé à l'ambassadeur de Russie d'attendre sa décision jusqu'à dimanche. Celui-ci a répondu que l'accord des puissances était complet et que les ambassadeurs se réuniraient le 11, à trois heures, pour aviser aux mesures à prendre. Sur cette déclaration, Sa Majesté s'est décidée à nous envoyer dans la journée son Ministre des affaires étrangères, qui nous a annoncé la délivrance des firmans. Il est convenu que les nouveaux stationnaires arriveront successive-

ment. L'ambassadeur d'Angleterre a déjà télégraphié à l'amiral Seymour pour demander l'envoi immédiat du *Dryad*. J'avise l'amiral de Maigret et je le prierai d'envoyer le *Faucon*.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 15 décembre 1895.

L'avis français *Faucon* est arrivé ce matin. La canonnière russe *Donetz* est arrivée cet après-midi.

Les nouveaux stationnaires italien et anglais sont arrivés vendredi, à quelques heures de distance, et l'autrichien a mouillé samedi dans le Bosphore.

La présence de ces bâtiments ne cause aucune émotion et rassure les colonies européennes.

P. CAMBON.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le roi d'Italie, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 20 décembre 1895.

Le Gouvernement italien a envoyé hier au commandant de l'escadre royale du Levant l'ordre de ramener à Tarente ses trois plus forts bâtiments. Il ne restera à Salonique que le croiseur *Piemonte* et le petit éclairer *Partenope*.

Au Ministère de la marine, on explique cette résolution en disant que les nouvelles de Constantinople sont rassurantes et que la présence des seconds stationnaires constitue une garantie nouvelle d'ordre.

BILLOT.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 24 décembre 1895.

Tous nos agents ont fait preuve du plus grand dévouement pendant les troubles dont l'Asie-Mineure vient d'être le théâtre, se multipliant pour porter secours à nos nationaux, et pour faire mettre un terme aux scènes souvent sauvages qui ont ensanglanté leur résidence.

De tous, M. Meyrier, vice-consul à Diarbékir, a peut-être le plus cruellement et le plus longuement souffert; M. Roqueferrier, à Erzeroum, a déployé une grande énergie auprès des autorités et n'a pas craint de remplir tout son devoir au risque de sa vie. Quant à M. Carlier, vice-consul à Sivas, je puis le citer comme un modèle de décision prompt et de sang froid.

Avec ses cavas qu'il avait armés, et assisté de M^{me} Carlier, il a véritablement organisé la défense militaire de son quartier, sauvegardant ainsi des établissements remplis d'arméniens, tenant en respect les émeutiers, arrêtant les pillards et ravitaillant toute une population.

M. Cilliére, de son côté, surpris au milieu de la ville de Trébizonde par l'explosion de l'émeute, n'est rentré au Consulat qu'après avoir visité notre établissement des Frères et s'être assuré de leur sécurité,

tandis que M. Jouselin, drogman chancelier, organisait la défense du Consulat et y recueillait, au milieu de la fusillade, les gens poursuivis.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 24 décembre 1895.

Les insurgés arméniens de Zeïtoun résistent encore. Leur ville est devenue le refuge de tous les chrétiens de la région de Marache et d'Alexandrette échappés aux massacres.

Le jour où, faute d'approvisionnements, les insurgés mettront bas les armes, une population de trente à quarante mille âmes, dont quatre mille à peine forment l'armée de l'insurrection, sera livrée à tous les excès du vainqueur.

La Porte a fait récemment aux ambassadeurs des communications d'après lesquelles les habitants de Zeïtoun, sommés de se rendre avec promesse d'un traitement équitable, auraient refusé faute de confiance dans les promesses des autorités turques.

Les patriarches arménien, grégorien et catholique, ont réclamé notre intervention pour éviter une catastrophe sanglante.

Les ambassadeurs, réunis aujourd'hui, sont tombés d'accord pour demander à leurs Gouvernements l'autorisation d'offrir leurs bons offices à la Porte et de lui conseiller amicalement de les accepter en vue de rétablir la paix.

Cette intervention officieuse servirait la Porte, qui ne voit pas sans appréhension durer la résistance, et elle serait accueillie avec reconnaissance par la population chrétienne.

Nos consuls à Alep ou leurs délégués pourraient au besoin se rendre sur les lieux pour amener une composition acceptable et en assurer l'exécution.

Je vous serais obligé de me donner d'urgence l'autorisation d'agir dans ce sens avec tous mes collègues.

P. CAMBON.

M. Berthelot, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 24 décembre 1895.

Je veux espérer avec vous que la Porte saura comprendre combien l'intervention officieuse des ambassadeurs au sujet de Zeïtoun serait favorable à ses intérêts, en prévenant une catastrophe d'où pourraient sortir de nouvelles et graves complications.

Je vous autorise donc à agir, d'accord avec vos collègues, auprès de la Porte, dans le sens que vous m'avez indiqué.

BERTHELOT.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 26 décembre 1895.

Le prince Lobanow, considérant que le règlement de l'affaire de

Zeïtoun est une question d'humanité, a autorisé dès avant-hier M. de Nélidoff à offrir à la Porte les bons offices de la Russie.

Si l'offre est acceptée, le consul de Russie à Alep s'interposera entre la population de Zeïtoun et les commandants des troupes turques.

G. DE MONTEBELLO.

M. Berthelot, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres et Vienne et près de S. M. le roi d'Italie.

Paris, le 27 décembre 1895.

En prévision des conséquences que, dans les circonstances actuelles, pourrait entraîner la prise ou la reddition de Zeïtoun, les ambassadeurs des puissances à Constantinople se sont mis d'accord pour demander à leurs Gouvernements l'autorisation d'offrir leurs bons offices à la Porte et de lui conseiller amicalement de les accepter.

J'ai autorisé d'urgence M. Cambon à agir dans ce sens, d'accord avec ses collègues.

BERTHELOT.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 2 janvier 1896.

D'après une communication faite par ordre du Sultan, le mutessarif de Marache, accompagné de notables, se rend à Zeïtoun pour négocier une capitulation. En cas d'échec de cette mission, Sa Majesté aurait recours à nos bons offices.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 3 janvier 1896.

La Sublime Porte a réclamé aujourd'hui les bons offices des ambassadeurs pour faire cesser la résistance de Zeïtoun. Elle a annoncé la suspension des hostilités pour nous permettre d'exercer notre médiation.

Ce recours aux puissances s'explique par le bruit probablement fondé d'un échec des troupes ottomanes.

Nous avons prescrit immédiatement à nos consuls à Alep de se concerter sur les mesures propres à amener un arrangement et de se mettre en rapport avec les insurgés.

D'après les renseignements officiels reçus d'Alep, on aurait, entre le 28 décembre et le 1^{er} janvier, massacré 900 chrétiens à Orfa. Ce chiffre devrait être doublé d'après les informations officieuses. Les capucins d'Orfa sont jusqu'à présent sains et saufs.

Biredjik sur l'Euphrate a été incendié; on ignore le nombre des victimes.

P. CAMBON.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 10 janvier 1896.

Notre médiation a été acceptée avec reconnaissance par les habitants de Zeïtoun. De son côté, le Sultan a fait prier les ambassadeurs de presser l'intervention de leurs Représentants pour épargner aux troupes les souffrances d'une campagne par cette saison rigoureuse. Les six ambassadeurs se sont mis aujourd'hui d'accord sur les instructions à adresser aux consuls d'Alep. Ceux-ci devront se rendre immédiatement à Marache et même à Zeïtoun.

P. CAMBON.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 13 janvier 1896.

En dehors des affaires de Zeïtoun, dont je rends compte à Votre Excellence dans une dépêche séparée, le vilayet d'Alep est le seul où des événements graves se soient passés ces jours derniers.

Dans le vilayet de Trébizonde, la misère est croissante. Dans la ville même, en dépit des efforts de la charité privée, les distributions d'argent et de secours ne soulagent que bien faiblement les infortunes de la communauté arménienne.

A Aghdja Guney, каза de Tcharchamba, les soldats de l'armée régulière, envoyés pour châtier quelques brigands de la région, ont commis toutes sortes de désordres, ont profané et pillé l'église en face du prêtre qu'ils avaient attaché avec des cordes, et ont déclaré aux habitants qu'ils continueraient à les maltraiter tant qu'ils ne se convertiraient pas à l'islamisme.

Dans le vilayet de Sivas, à Vézir-Kenpru, localité voisine de la frontière du Sandjak de Samsoun, plus de 200 arméniens ont été tués vers le milieu de décembre.

A Erzeroum, la tranquillité se maintient au milieu d'une population décimée et ruinée. La Sublime Porte a enjoint à l'archevêque arménien de cette ville, dont l'attitude, depuis les massacres, donnait lieu à de nombreuses plaintes de la part de l'autorité, de se rendre à Jérusalem où il sera interné et où une pension lui sera faite.

Les caisses de ces vilayets étant vides et les ressources du Trésor nulles, les rédifs sont partout licenciés.

A Diarbékir, l'arrivée de la Commission d'enquête spéciale présidée par le général Abdullah Pacha a rendu un peu de sécurité aux chrétiens. Notre vice-consul me signale ses dispositions conciliantes et le bon effet qu'elles produisent.

Les turcs ont failli amener, le 31 décembre, un retour des désordres. Une forte panique s'est produite, et les chrétiens se sont de nouveau précipités vers notre vice-consulat. Abdullah Pacha, prévenu par M. Meyrier, s'est rendu immédiatement au bazar et a parcouru la ville en cravachant les kurdes, auteurs des désordres. Il a affirmé à notre agent qu'il était résolu à réprimer les troubles.

La situation demeure néanmoins précaire dans cette ville. Des Comités secrets musulmans, dont le vali Aniz Pacha ne serait pas le membre le

plus inactif, s'y sont fondés, et il encourage, paraît-il, clandestinement ses coreligionnaires à signer des pétitions au Sultan contre Abdullah Pacha. Je n'ai cessé de demander à la Porte le remplacement du vali. On me donne l'assurance qu'il sera incessamment remplacé par Aziz Pacha, ex-gouverneur de Mossoul, sur lequel M. Alric m'a fourni, à plusieurs reprises, de bons renseignements.

Un nouveau rapport de notre consul à Bagdad me confirme la préservation de la ville même de Mardin, dont les environs ont été complètement dévastés.

Un télégramme de M. Meyrier m'annonce hier qu'un massacre a eu lieu à Midiat, chef-lieu du district de Tour-Abdin, au sud-est de Diarbékir.

A Sivas, la Commission instituée pour la restitution des objets volés ou pillés ne peut fonctionner, la plupart de ces objets se trouvant chez des notables et des fonctionnaires musulmans; des attaques isolées d'arméniens continuent dans la ville, et plusieurs fois les agresseurs ont été les soldats eux-mêmes.

Par contre, d'autres notables musulmans disent ouvertement que les massacres ont été ordonnés par le Sultan et tiennent des propos fort durs sur le compte du souverain, « auteur de tous ces maux. » Dans le vilayet d'Angora, M. Guillois me cite une foule de meurtres et d'actes de brigandage isolés : assassinats, pillages de fermes et de hameaux, enlèvement de bestiaux ; tout demeure impuni. A Angora même, l'inquiétude subsiste et toutes les affaires sont suspendues. De nouveaux renseignements recueillis sur les événements de Césarée, prouvent que la troupe a participé ouvertement au massacre et au pillage, et les soldats se vantaient tout haut d'avoir la permission de tuer et de piller pendant quatre heures. A Yuzgat, deux coups de revolver ont été tirés d'une maison arménienne dans la nuit du 29 décembre et, sans l'énergie du mutessarif, auraient pu amener de grands désordres, la population musulmane s'étant immédiatement répandue en armes dans la ville. Ainsi que je le disais à Votre Excellence, c'est dans le vilayet d'Alep que les événements paraissent avoir eu, ces derniers temps, une gravité exceptionnelle. J'ai rendu compte des désordres survenus à Orfa dans ma dépêche du 3 de ce mois.

La sécurité de nos Lazaristes à Akhbès paraît, pour le moment, de nouveau assurée. Le cavas que notre vice-consul à Alexandrette leur avait envoyé à la nouvelle du danger qui les menaçait est revenu, et, sur le rapport qu'il a fait à M. de Longeville, j'ai signalé à la Porte la nécessité d'éloigner de la région deux beys turcs qui m'étaient en même temps représentés par notre agent à Mersina comme les auteurs de l'agitation anti-chrétienne autour d'Akhbès.

Il est bien avéré à présent que le supérieur de la mission des Pères de Terre-Sainte de Jenidjé-Sali, près Marache, le Père Salvatore, a été tué entre Moutchouk-Déressi et Marache par la troupe qui l'emmenait prisonnier. Les autres religieux de notre mission, trois espagnols, se sont réfugiés à Zeïtoun et m'ont fait demander de leur fournir le moyen d'en sortir.

J'ai invité notre agent à Alep à réclamer de l'autorité en leur faveur un sauf-conduit jusqu'à Marache.

Notre consul général à Jérusalem m'a fait connaître l'émotion ressentie à la Custodie de Terre-Sainte, à l'arrivée de la nouvelle de ce

triste événement. J'ai chargé M. Ledoux d'assurer au Père Custode que nos agents ne négligeraient rien pour protéger les religieux latins.

Je compte profiter du séjour que M. Barthélemy va faire à Marache à l'occasion des affaires de Zeïtoun, pour faire faire une enquête sur le meurtre du Supérieur de la mission de Jenidjé-Kalé.

Comme le voit Votre Excellence, c'est autour du golfe d'Alexandrette que paraissent aujourd'hui concentrés les plus graves désordres.

Les italiens ont détaché deux navires de guerre devant Alexandrette. Cinq bâtiments anglais ont quitté hier Salonique pour la même destination, sous le commandement du contre-amiral Domville. Aussi ai-je prié l'amiral de Maigret de laisser le *Cosmao* devant ce port jusqu'à nouvel ordre.

P. CAMBON.

M. Berthelot, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 24 janvier 1896.

En me signalant, sous la date du 13 de ce mois, les ferments d'agitation qui subsistent dans certaines provinces de l'Empire, vous m'avez rendu compte des démarches que vous vous étiez empressé de faire auprès de la Porte pour la déterminer à prendre diverses mesures locales propres à assurer la sécurité des religieux placés sous notre protection.

Vous m'avez, en même temps, confirmé que le Père Salvatore, supérieur de la mission de Terre-Sainte à Jénidjé-Kalé, avait été tué par la troupe qui l'emmenait prisonnier. Mon approbation était naturellement acquise d'avance au projet que vous avez conçu de profiter du séjour que M. Barthélemy va faire à Marache pour faire faire une enquête sur les conditions dans lesquelles s'est produit le meurtre de ce religieux.

Je vous serais très obligé de me faire connaître le résultat et de me renseigner, le moment venu, sur le succès des démarches que vous ne manquerez pas de poursuivre auprès de la Porte pour obtenir toutes les réparations qui nous seront dues à ce sujet, si l'enquête confirme les premières informations qui vous sont parvenues.

BERTHELOT.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 25 janvier 1896.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence un tableau contenant le récit résumé des événements dont l'Asie-Mineure a été le théâtre en 1895.

Ce travail a été établi, par les six ambassades, d'après les rapports qui leur ont été envoyés par leurs consuls respectifs. Ces rapports ont été examinés en commun et confrontés, et de leur comparaison est sorti le présent tableau.

Il ne contient donc que des informations soigneusement contrôlées, et sur lesquelles les agents des six puissances se sont trouvés d'accord, et n'a point la prétention d'être un travail complet. Dans un grand nombre de localités, trop éloignées des centres où résident les consuls pour que

ceux-ci aient pu recueillir des renseignements de première main, se sont passés des événements similaires à ceux dont les agents des puissances ont été les témoins. Faute de pouvoir contrôler efficacement les informations de source privée, nous avons dû nous abstenir de les relater.

D'autre part, ce travail, forcément sommaire, ne saurait donner la physionomie de ces tristes événements. Nous avons tenu à les relater sous la forme la plus simple et à faire œuvre de pure statistique.

De plus, ce document, que nous tenions à remettre à la Sublime Porte afin de répondre par avance aux communications fantaisistes qu'elle nous fait sur les incidents dont nos agents sont les témoins oculaires, a été terminé dans les premiers jours de janvier, et comme nous avons résolu de le faire imprimer, pour éviter un interminable travail de copie, il est forcément incomplet, chaque jour le courrier nous apportant de nouveaux détails sur des événements déjà anciens.

Pour toutes ces raisons, il ne faut voir dans le tableau ci-joint qu'une parcelle de la vérité.

Comme je disais plus haut à Votre Excellence, nous avons convenu, mes collègues et moi, d'en remettre un exemplaire à la Sublime Porte et d'en adresser plusieurs copies à nos Gouvernements, en attirant leur attention sur ce fait important qu'il résume l'opinion concordante des Représentants des grandes puissances à Constantinople sur des faits que la presse et la Sublime Porte ont contribué à travestir, en les exagérant parfois ou en les atténuant de parti pris.

P. CAMBON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 25 JANVIER 1896.

Événements de 1895 en Asie-Mineure.

Vilayet de Trébizonde.

Trébizonde. — 2 octobre. — Bahri-Pacha, ex-vali de Van, et Hamdi-Pacha, général commandant la subdivision militaire, sont légèrement blessés de deux coups de feu attribués à des Arméniens.

4-5 octobre. — Une vive agitation est causée parmi les musulmans par la nouvelle des troubles survenus à Constantinople le 30 septembre. Dans la soirée du 4, 3,000 musulmans en armes, venus en partie des villages voisins, pénétrèrent dans la ville et attaquent les quartiers chrétiens. D'après le vali, le point de départ des incidents est une querelle privée entre Arméniens et Turcs, mais le fait qu'une partie des manifestants musulmans étaient venus du village situé à plusieurs heures de distance de Trébizonde prouve une préméditation évidente de leur part. Du reste, les musulmans avaient fait dans la journée des achats considérables d'armes au bazar et avaient également tenté de s'emparer d'un dépôt d'armes.

Les Consuls font immédiatement une démarche auprès du vali, revenu en ville de la campagne, au cours de la manifestation.

L'attitude du vali a été satisfaisante, celle des autorités militaires tardive et hésitante.

Le fait indiqué par les autorités comme origine des incidents paraît inexact. La querelle a eu lieu entre musulmans seuls.

8 octobre. 600 morts environ dont 20 musulmans. — Vers midi, une panique se produit dans toute la ville et des coups de feu retentissent de toutes parts. L'enquête des Consuls démontre qu'aucune provocation n'est venue des Arméniens. La ville était dans le calme, lorsque, sur un signal donné par un coup de trompette, l'émeute commença. Elle cessa également, vers 3 heures, par un signal analogue. Tous les Arméniens surpris dans les rues

sont massacrés. Les assassins pénètrent aussi de force dans les boutiques, tuent les marchands et pillent les marchandises. Seules, par suite d'un mot d'ordre évident, les habitations des étrangers sont épargnées. 150 personnes se sont réfugiées au consulat de Russie. Tous les autres consulats ont aussi donné asile aux fugitifs poursuivis par les assassins. L'établissement des Frères de la doctrine chrétienne en a recueilli plus de 2,000 jusqu'au 15 octobre.

Plus de 60 Arméniens se sont réfugiés à bord du paquebot russe et ont pu avec peine échapper aux poursuites acharnées des bateliers qui cherchaient à les tuer avant qu'ils fussent arrivés à bord.

Au signal donné, les mahonadjis lazes du port ont couru à leurs embarcations pour y chercher leurs armes. En maints endroits des soldats ont été surpris assistant les assassins et les pillards. Des officiers supérieurs ont été vus faisant charger des objets pillés sur des voitures et les faisant porter chez eux. Le pillage a été toléré jusqu'au soir. Le 10 seulement, 150 hommes de troupe, promis par le vali depuis le 5, arrivent de Rizé.

La Cour martiale, instituée pour rechercher les auteurs des crimes du 8 octobre, s'est bornée à donner des conseils aux musulmans.

Quant aux Arméniens, ils ont été arrêtés en masse, sous prétexte de les soustraire aux entreprises des musulmans.

Huit ont été condamnés à mort, et 24 à plusieurs années de prison.

24 novembre. — Une menace de nouveaux troubles a été dissipée assez rapidement.

Plus de 1,500 Arméniens, dans le mois qui a suivi les troubles, se sont embarqués pour la Russie.

Les pertes matérielles sont évaluées à 200,000 livres sterling (environ 5 millions de francs).

Depuis la confiance n'a pu renaitre. La ville est ruinée au point de vue économique et les chrétiens demeurent à juste titre très inquiets. Les Grecs de la campagne émigrent en nombre.

24 novembre. 107 morts. — Parmi les villages pillés de la région de Trébizonde, on peut citer ceux de Mala, 50 morts; Bujuk-Samorouk-Sou, 18 morts; Kutchuk-Samorouk-Sou, 8 morts; Barian, 18 morts, et Zefanos, 13 morts.

Gumuch-Hané. — 25 octobre. 100 morts Arméniens et quelques Grecs. — Les musulmans ont massacré les Arméniens de la localité et des villages environnants. Avant de procéder au massacre, les musulmans, réunis sur la place publique, ont séparé les Arméniens des autres chrétiens et ont fait ranger ceux-ci de leur côté, afin de ne pas les confondre avec leurs victimes désignées d'avance.

26 octobre. — Les villages de la région : Hassova, Armoudan, Zommara, Pingian, Agovannes, Iban, Toretz, Sarindick, Edzbeder, Agrokouz, Ilamlik ont été pillés.

Samsoun. — 7 décembre. — Le village de Kabadjeviz est envahi par la bande du brigand Kaïkdjioglou. Quelques Arméniens sont tués, le reste se réfugie dans la campagne.

13 décembre. — Une panique se produit à Samsoun, surtout parmi les Grecs. Le muttesarif rétablit le calme assez rapidement.

Aghdja-Guney. — 14-15 décembre. — A Aghdja-Guney, localité du Caza de Tcharchamba, Sandjak de Samsoun, les redifs envoyés pour protéger les villages de la région contre les brigands se livrent à toutes sortes d'excès contre les habitants, pillent leurs maisons, dévalisent l'église arménienne, profanent les objets du culte en présence du prêtre, qu'ils ont lié avec des cordes, et déclarent qu'ils continueront à traiter les Arméniens de la même façon tant qu'ils ne se convertiront pas à l'islamisme.

Vilayet d'Erzeroum.

Erzeroum. — 6 octobre. — Deux Arméniens sont tués dans la ville. Ce meurtre et la nouvelle des troubles survenus à Trébizonde, le 5 et le 8, causent une vive inquiétude parmi les Arméniens. — Le 28, les musulmans pillent le village de Tifnik, près d'Erzeroum.

Dans les derniers jours du mois, une quarantaine de villages arméniens du caza de Terdjian sont saccagés et incendiés. Les habitants sont massacrés en grand nombre. On peut citer notamment les villages de :

15 morts. — Pakaridji : 200 maisons pillées. Les habitants qui échappent au massacre sont de force convertis à l'islamisme.

8 morts. — Poulk : 80 maisons pillées. Les habitants épargnés sont obligés de se faire musulmans.

30 morts. — Pirij : 120 maisons pillées. Les habitants épargnés sont obligés de se convertir à l'islamisme.

Les seuls villages arméniens épargnés du caza sont : Karakoulak, Maugh, Hoghegh.

30 octobre. — 400 morts, 12 turcs. — Le massacre des Arméniens à Erzeroum commence à midi, le pillage des maisons et des boutiques dure jusqu'au soir. De nombreux villages aux environs de la ville sont saccagés.

En dehors des 400 victimes constatées par les consuls, un grand nombre d'autres Arméniens ont disparu. De nombreux blessés sont transportés à l'ambulance établie chez les Frères de la doctrine chrétienne.

1,500 boutiques et quelques centaines de maisons ont été pillées.

3 novembre. — Nouveaux troubles. Quelques victimes arméniennes.

25 novembre. — Une panique se produit au cours de laquelle un Arménien est tué et 10 blessés.

10 décembre. — Nouvelle panique, mais sans effusion de sang.

Bien qu'au commencement d'octobre, les patrouilles aient été renforcées, l'autorité, en dépit des efforts faits par les consuls pour obtenir des mesures propres à calmer la population et désarmer les musulmans, ne s'est guère occupée que d'arrêter des Arméniens. La population turque se préparait cependant au grand jour en vue d'un massacre.

La participation ouverte des officiers et des soldats au massacre et au pillage a été constatée par les consuls.

Les troubles n'ont été arrêtés qu'une fois les boutiques complètement saccagées et leurs habitants massacrés; les meurtres et le pillage ont continué toute la nuit du 30 au 31 octobre et la nuit suivante dans les quartiers isolés.

Ce n'est qu'après ces faits que les autorités se sont occupées du soin des blessés et des gens sans ressources et de la recherche des objets volés. Dans la suite, 200 Turcs et Lazes pillards ont été arrêtés, et l'autorité affirme en avoir fait fusiller plus de 100.

Mais le chef kurde Hussein Pacha Haideranli, mandé pour rendre compte de sa conduite, n'est pas traduit devant le conseil de guerre, bien que les charges les plus graves pèsent sur lui.

Quant aux rédifs, convoqués dans la suite, ils sont animés du plus mauvais esprit et ils déclarent que, s'ils doivent partir pour obéir aux ordres du Sultan, il leur faudra auparavant nettoyer le pays de tous les chrétiens.

Passen. — 27-28 novembre. 140 morts. — Le monastère de Hassankalé est pillé et incendié, l'évêque et les habitants massacrés, sauf un.

14 autres villages du caza sont pillés. Les villages épargnés sont :

Delibala, qui a résisté; Kamazor, qui a payé une rançon de 20 somars de blé et 10 livres turques; Dodoveran, qui a payé une rançon de 16 somars de blé; Ichgon, qui a payé une rançon de 30 livres turques. Parmi les villages pillés dans ce caza, on peut citer : Youzveren, Ekebad, Chichou, Krtabaz, Yagan, Keupru Keui, Tordan, Errtew.

Ova. — 27 et 28 novembre. — Les villages suivants de ce caza ont été pillés et incendiés :

2 morts. — Tchipek, complètement saccagé.

Arzati, complètement saccagé.

Dinarikom, complètement saccagé.

2 morts. — Umudum, complètement saccagé. L'église a été incendiée; le prêtre et un Arménien ont été tués.

Keghakhor, complètement saccagé.

Gheritchk, complètement saccagé.

Plusieurs blessés. — Gherjengoz, complètement saccagé.

4 morts. — Tevnik, complètement saccagé. L'église pillée; le prêtre et trois Arméniens tués.

5 morts. — Ozni, complètement saccagé, L'église pillée; le prêtre et trois Arméniens tués.

Badishen, complètement saccagé.

Plusieurs blessés. — Pelour, complètement saccagé.

Itledja, les maisons des Arméniens riches ont été saccagées.

Abelhendi, complètement saccagé.

3 morts. — Salazzor, complètement saccagé.

2 morts. — Tarkouni, complètement saccagé.

1 mort. — Komk, complètement saccagé. L'église pillée et le prêtre tué.

Sengarig, complètement saccagé.

Gueuz, complètement saccagé.

Rabat, complètement saccagé.

Ukdazor, complètement saccagé.

1 mort, 1 blessé. — Katchga-Vank, complètement saccagé. L'archimandrite blessé et un Arménien tué.

Plusieurs blessés. — Sengoutli, complètement saccagé.

Soouk Tchermak a évité le pillage en payant une rançon de 120 livres turques.

Erzindjian. — 21 octobre. Plusieurs centaines de morts, 400 blessés. — Des troubles et des massacres d'Arméniens ont éclaté à la suite, dit l'autorité, du meurtre d'un Mollah par les Arméniens. — D'après les sources officielles, 75 Arméniens auraient été tués. — Les consuls évaluent le nombre des victimes à plusieurs centaines dont 7 musulmans.

Baïbourt. — 27 octobre. 650 à 700 morts. — Une bande armée de musulmans à cheval, commandée par un déserteur, Tchaldaroglou, venant de Surmené (caza du Sanjak de Trébizonde), ravage de fond en comble les villages des environs de Baïbourt. Plus de 650 Arméniens ont péri dans la ville; dans les villages, toute la population mâle a été massacrée. Plus de 165 villages ont été dévastés. Ceux de Narzahan et de Loussoukli ont été particulièrement éprouvés.

M. Bergeron, consul de France à Erzeroum, qui, retournant en France en congé, a parcouru le pays, a trouvé la région entre Baïbourt et Gumuch-Hané (vilayet de Trébizonde) complètement dévastée. En passant près de Narzahan, il a vu enfouir dans une fosse une centaine de cadavres d'Arméniens. Les routes étaient sillonnées de bandes de femmes et d'enfants, errant sans asile, ni nourriture, ni vêtements. Plusieurs villages ont dû embrasser l'islamisme pour échapper à la destruction.

Les autorités ont laissé faire les émeutiers et leur responsabilité est gravement engagée.

On a constaté que beaucoup de musulmans possédaient des armes empruntées à la troupe; des soldats ont participé au massacre et au pillage.

Kighi. — 14 octobre. — Neuf villages sont pillés dans le caza.

16 octobre. — La ville est assiégée par des Kurdes.

23 octobre. — Un massacre d'Arméniens a lieu dans la ville.

Bayazid. — Près de 500 morts.

Vilayet de Bitlis.

Bitlis. — 25 octobre. Près de 800 morts. — Au sortir de la mosquée, les Turcs attaquent les Arméniens sans provocation aucune de la part de ceux-ci. Le massacre a commencé et a cessé au signal du clairon.

D'après les consuls, le nombre des morts s'élève à près de 800.

D'après les autorités ottomanes, il ne serait que de 169, dont 39 musulmans. Le nombre des blessés serait de 150, dont 130 musulmans.

On signale dans la ville et dans les villages, un grand nombre de conversions à l'islamisme.

Sassoun et Talory. — 10 novembre. — Un certain nombre de villages arméniens de la région sont pillés. On peut notamment citer le village de Ichkentsor qui a été complètement saccagé et dont les habitants ont été massacrés.

Mouch. — 15 novembre. — Une vingtaine d'Arméniens sont massacrés par les musulmans. Les troubles sont rapidement réprimés par le mutessarif de Mouch, Febem Pacha.

La responsabilité des menaces de massacres et de troubles survenus retomberait sur le cadi de Mouch. Ce n'est que par l'énergie et le zèle du mutessarif et du mufti que la ville a été sauvée d'un désastre complet.

Seert. — 19 novembre. — Un village aux environs de Seert est attaqué et pillé par les musulmans.

A Chabakehour, tous les Arméniens survivant au massacre se sont vus obligés de devenir musulmans.

L'autorité use de tous les moyens pour forcer les Arméniens à signer une déclaration constatant que ce sont eux qui ont provoqué les troubles.

L'autorité n'est pas intervenue malgré la présence des troupes.

Décembre. — Les musulmans massacrent un nombre considérable de chrétiens chaldéens et arméniens. Beaucoup de maisons habitées par des Syriens et des Jacobites sont pillées. Un grand nombre de villages des alentours, habités par des Syriens, des Chaldéens et des Jacobites, sont détruits. On peut citer notamment ceux de : Mar Yacoub, Berké, Telmechar, Beincof.

Vilayet de Van.

Van. — Adeldjevas. — 18 villages pillés par les Kurdes Haideranli, sous le commandement d'Emin et Tamir Pachas. — Au village d'Arrin, 9 personnes sont tuées. — A Ardjist, le monastère de Mézopé est pillé par Hassan Agha, père d'Emin Pacha. — A Pani, 2 hommes et une femme sont tués et dix villages des environs pillés.

160 villages situés autour du lac de Van dans le vilayet de Van et de Bitlis sont pillés du 1^{er} au 20 novembre. Le nombre des victimes paraît avoir été moins considérable que dans les vilayets voisins.

25 octobre. — Serai, chef-lieu du caza de Mahmoudié, dans le Sandjak de Hekkiari, notamment, a été pillé le 12 novembre par les Kurdes, sous le commandement de Houssein Bey Takouri, kaïmakam des Hamidiés.

Bachkalé, Gargon, Sparghird, Shattak, Khoshab, Bergeri, Elbak ont été pillés. — 10,000 personnes sont dans un état de dénûment complet. A Khi-zan, quelques Arméniens ont pu se sauver en acceptant l'islamisme. Ils auraient été contraints de tuer leurs parents qui refusaient de devenir musulmans.

10 novembre. — Bogaz-Kessen et Hazira ont été pillés par des Kurdes, ainsi que Dermen, où l'attaque a été conduite par les Hamidiés sous le commandement d'Achmed Khan, de la tribu de Chemski Dedim.

10 novembre. — Haigatsor est pillé. Le chef notable arménien d'Azvazas-hen a été tué. Lamazguird a été attaqué quatre fois par les Kurdes.

6 morts. — A Mikhnir, 6 Arméniens ont péri.

A Marmied, une jeune fille ayant été enlevée, un Arménien s'est hasardé à faire des remontrances à ce sujet : il a été tué.

Arshag est attaqué par les Kurdes, qui sont repoussés par les soldats ; quelques Kurdes sont tués.

Vilayet de Mamouret-Ul-Aziz.

Kharpouth. — 10/11 novembre. Plus de 500 morts. — Les Kurdes et les musulmans attaquent les quartiers Arméniens et massacrent les habitants. Le Supérieur de la mission des Capucins a failli être tué. La mission américaine est détruite et un grand nombre de chrétiens survivants se voient obligés de se convertir à l'islamisme.

Plus de 60 villages, situés aux environs de Kharpouth, sont dévastés. D'après une communication du vali d'Erzeroum aux consuls, le nombre des morts serait de 92 dont 12 musulmans. Les hospices dirigés par les Capucins sont remplis de blessés.

Une caravane de 200 Arméniens, renvoyés d'Adana à Kharpouth, leur pays d'origine, est attaquée par des Kurdes qui en tuent 193. Les gendarmes, au lieu de les protéger, prennent part au pillage.

Il est impossible de préciser le nombre des localités dévastées et des Arméniens disparus. Mais il résulte de l'ensemble des informations parvenues aux consuls que toute la région a été ravagée.

Le chiffre de la population chrétienne étant fort élevé dans cette région, on peut craindre que le nombre des victimes ne soit très considérable.

Les officiers et les soldats prennent part au butin.

Les Kurdes prétendent être de connivence avec l'autorité ; celle-ci finit par comprendre qu'elle doit agir, mais trop tard, et comme les officiers, les soldats et les gendarmes ont pris part au pillage, elle n'ose sévir contre personne.

Arabkir. — 1^r/₃ novembre. 2,800 morts, un très grand nombre de blessés. — Les Kurdes et les Turcs en armes se jettent sur les chrétiens et saccagent la ville. D'après les renseignements consulaires, le nombre des victimes serait de 260, dont 60 musulmans.

D'après les renseignements consulaires, le pillage et l'incendie ont duré 10 jours. Plusieurs églises ont été profanées ; 2,400 maisons environ ont été pillées ; 2,800 Arméniens environ ont péri. Les femmes et les enfants survivants sont réduits à la misère.

Le village voisin d'Ambarga a vu tous ses habitants massacrés, sauf 3 ; 60 maisons y ont été saccagées. Au village de Chenig, il ne reste que 6 habitants.

Tous les autres villages de la plaine sont plus ou moins ravagés.

Après les premiers jours, des bandes de Musulmans venus de la campagne se sont joints à ceux de la ville.

Après la fin des incendies, la police a fait des perquisitions et tous les hommes échappés au massacre ont été incarcérés. — On n'a pas de nouvelles de leur sort.

L'autorité a fait distribuer du pain aux malheureux pendant quelques jours, puis a cessé ce secours.

Eghin. — 8 novembre. — Les Kurdes de Dersim attaquent le village de Gamaragab. 300 maisons sont saccagées et un quartier de 31 maisons complètement incendié. Les habitants sont en partie massacrés. Le reste a dû embrasser l'islamisme.

Eghin même a été épargné en payant aux Kurdes une rançon de 1,500 Ltq.

8 novembre. — Abou-Cheikh a été épargné en payant aux Kurdes une rançon de 200 Ltq.

A Pinguian, 250 maisons ont été pillées.

A Armadan, 130 maisons ont été pillées.
 A Lidjh, 220 maisons ont été pillées.
 A Simara, 80 maisons ont été pillées.
 A Teghoud, 140 maisons ont été pillées.
 A Mouchechgak, 160 maisons ont été pillées.
 A Narver, 60 maisons ont été pillées.

Les habitants de toutes ces localités ont été en partie massacrés. Ceux qui n'ont pu s'échapper ont dû se convertir à l'islamisme.

Malatia. — 29 octobre. — Une première alerte se produit et les Arméniens se réfugient chez eux. Les nouvelles des massacres dans la région contribuent à entretenir le trouble pendant les jours suivants.

4, 5, 6, 7 et 8 novembre. 300 morts. — Les Kurdes et les Turcs se jettent sur les Chrétiens, et pendant six jours les massacres et le pillage continuent. Les Arméniens se réfugient dans les églises pour fuir le pillage et l'incendie. Les Capucins catholiques sont maltraités et frappés. Leur maison, leur école et leur église sont brûlées. D'abord transportés le lendemain soir, avec une foule d'Arméniens catholiques, dans une grande caserne, ils y demeurent 3 jours et 3 nuits dans une chambre sans nourriture. Leurs pertes s'élèvent à 120,000 francs.

Le nombre des morts est estimé à 3,000 au moins, dont beaucoup de femmes et de jeunes gens. Un nombre assez considérable est forcé de se convertir à l'islamisme.

Toutes les maisons arméniennes sont brûlées.

Les maisons et l'église orthodoxe du village de Gumuch-Meidan sont sac-cagées.

Dans le village de Mamcha, 30 maisons ont été pillées.

Pendant 24 heures, le mutessarif laisse le massacre et le pillage continuer.

Le 5 au soir seulement, il fait dire à l'évêque arménien catholique que, si ses fidèles veulent être protégés, ils doivent livrer leurs armes; ce n'est qu'après qu'il consent à les faire évacuer sur la caserne.

Le 6, il fait de même pour les 3,000 Arméniens grégoriens réfugiés à l'église de la communauté.

Le 9 novembre seulement, il fait passer les Pères dans la maison d'un musulman.

Vilayet de Diarbekir.

Diarbekir. — 1^{er} novembre. Arméniens gregoriens, 1,000 morts, 250 blessés; Arméniens catholiques, 10 morts, 14 blessés; Syriens orthodoxes, 150 morts, 11 blessés; Syriens catholiques, 3 morts, 1 blessé; Chaldéens, 14 morts, 9 blessés; Grecs, 3 morts, 3 blessés; Protestants, 11 morts, 1 blessé. Au total, 1,191 morts, 286 blessés. Maisons pillées, 1,701; boutiques pillées et incendiées, 2,448; pertes matérielles, 2,000,000 ltq. — Les Kurdes de la campagne entrent dans la ville le matin et, unis aux Musulmans, pillent le marché, l'incendient, puis massacrent les chrétiens de tous rites. Les soldats, les zaptiés et les Kurdes s'unissent pour tirer sur les chrétiens.

Le carnage dure 3 jours.

Les Turcs affirment que les chrétiens ont provoqué le massacre en pénétrant dans les mosquées et en tuant des Musulmans. Cette affirmation est absolument erronée. Le 30 octobre, le consul de France signalait plusieurs réunions tenues chez un certain Djémil Pacha et auxquelles assistaient le cheikh de Zeilan et son fils (déjà compromis dans les massacres de Sassoun). Les projets les plus sinistres contre les chrétiens y avaient été discutés. Des placards avaient été apposés sur les murs des mosquées. Les Musulmans, mal informés sur la teneur des réformes décidées par S. M. le Sultan, avaient envoyé au Sultan un télégramme de protestation et annonçaient leur intention de se venger des chrétiens, le vendredi 1^{er} novembre, au cas où la

réponse ne serait pas satisfaisante. La préméditation était donc évidente de leur part et la panique des chrétiens justifiée. On remarquait, en outre, depuis quelque temps une excitation insolite parmi les Musulmans, qui faisaient des achats considérables d'armes et de munitions.

Plus de 700 chrétiens se réfugièrent au consulat de France; cinq fois les Kurdes voulurent attaquer la maison consulaire, mais sans succès.

Aniz Pacha, vali intérimaire, affiche une hostilité ouverte contre les chrétiens. Confirmé dans le poste de vali au commencement d'octobre 1893, il débute par les irriter et semer la discorde entre les fidèles et le clergé, en forçant celui-ci à signer un télégramme remerciant le Sultan de lui avoir définitivement confié le poste de vali.

Des troubles sérieux faillirent éclater au sein des communautés religieuses qui reprochaient amèrement à leurs chefs spirituels la faiblesse dont ils avaient fait preuve en face du vali.

Au consul de France qui lui signalait l'agitation inquiétante des Musulmans, le vali affirme qu'il ne craint rien de leur part et qu'il répond de l'ordre.

Au cours du massacre, le cinquième jour, il refusait encore au consul de France d'envoyer une garde pour l'intérieur du couvent des Capucins.

28 novembre. — De nouveaux troubles éclatent pendant la nuit et sont assez vite réprimés. Toute la région des alentours a été dévastée par les Kurdes: on estime à 30,000 le nombre de ceux qui ont vu leurs familles décimées et leurs villages détruits. En dehors des morts dont les cadavres ont été retrouvés, beaucoup d'Arméniens ont péri dans les flammes et un grand nombre de corps ont été jetés dans l'incendie par ordre de l'autorité. 1,000 chrétiens de la ville et 1,000 villageois qui travaillaient en ville ont disparu.

119 villages du Sandjak sont pillés et incendiés.

Pour rétablir l'ordre, il fait désarmer les chrétiens, mais par contre laisse les musulmans armés.

Il supprime à la communauté arménienne, qui a 400 familles à nourrir, les quelques secours accordés par le Gouvernement, parce que l'évêque a refusé de signer un télégramme reconnaissant la culpabilité des Arméniens.

31 décembre. — L'agitation recommence parmi les Kurdes, et une forte panique se produit parmi les chrétiens.

Abdullah-Pacha, commissaire impérial, et le commandant militaire font rentrer les Kurdes dans l'ordre.

Mardin. — 7 novembre. — La ville est en grand danger, mais évite le massacre. Toute la région est dévastée. Le grand village arméno-catholique de Telarlarmen est complètement saccagé. Ses habitants se réfugient à Mardin.

Le village grec-orthodoxe de Pakoz, contenant cent familles avec le prêtre, se voit obligé de se convertir à l'islamisme.

Vilayet de Sivas.

Sivas. — La question des réformes administratives à introduire en Asie-Mineure a particulièrement agité le vilayet de Sivas, où l'élément arménien est important et riche.

Dès le commencement de novembre, des nomades kurdes du vilayet de Trébizonde envahissent le vilayet de Sivas et, unis aux Musulmans, pillent et brûlent les villages arméniens. On signale dès cette époque un certain nombre de victimes à Kara-Hissar. — Zara. — Divregghi. — Derendé. — Soucheri.

Le vali rassemble 1,000 rédifs et 100 zaptiés auxiliaires, mais ne peut obtenir de la Porte les autorisations lui permettant de prendre les mesures efficaces.

12 novembre. Environ 1,500 morts. — A midi, une vive fusillade commence

dans la ville. Jusqu'à 3 heures, les massacres et le pillage durent. L'émeute, un peu calmée le 13, reprend le 14. Le nombre des victimes se monte à environ 1,500. Toutes les boutiques appartenant aux Arméniens sont pillées et le petit commerce qu'ils détiennent est en entier ruiné.

Le soir du massacre, les muezzins, du haut des minarets, appelaient la bénédiction d'Allah sur le carnage. On a remarqué que les derviches excitaient particulièrement les Musulmans au massacre.

Beaucoup de meurtres isolés et clandestins ont été commis les jours suivants dans la ville. La plupart des victimes ont été frappées à coups de hache et de barres de fer.

Les soldats de garde envoyés un peu tardivement au vice-consulat de France murmuraient hautement d'être ainsi empêchés de participer, comme leurs coreligionnaires, au massacre et au pillage.

3 octobre. — Une nouvelle alerte se produit.

Dans un rayon de 10 kilomètres autour de la ville, une foule de villages arméniens ont été détruits et les habitants massacrés. Le nombre des victimes ne peut pas être fixé.

Tous les moyens sont employés pour obliger les chrétiens à signer des déclarations dans lesquelles les Arméniens sont représentés comme les provocateurs et à dénoncer leurs coreligionnaires.

Le vali se rend au bazar et parvient à calmer l'effervescence des musulmans.

L'autorité fait faire des perquisitions dans les maisons musulmanes pour rechercher les objets volés, mais elle charge de cette mission un certain Selim Oglou qui s'est particulièrement distingué dans le pillage des villages voisins.

Guru. — 12 novembre. Plus de 100 morts. — La ville, assiégée par 2,000 Kurdes qui ne sont, affirme-t-on, que des rédifs déguisés, contient 1,000 Arméniens. Après quatre jours de résistance, la ville est prise; 1,000 Arméniens réfugiés dans leur église auraient déposé leurs armes et auraient été épargnés.

On ne peut citer le nombre des Arméniens massacrés; cependant des nouvelles officielles parvenues à Sivas permettent d'affirmer qu'il a été très considérable.

Le 28 novembre, 1,200 cadavres gisaient encore dans les rues, sans sépulture.

1,000 maisons arméniennes ont été brûlées, 500 ont été pillées; les églises l'ont été également.

150 femmes et jeunes filles ont été enlevées par les Kurdes.

Chabin, Kara-Hissar et Charki. — 27, 28, 29 octobre et 1^{er} novembre. Plus de 3,000 morts dans la région. — Des scènes de pillage et de massacres se produisent dès la fin d'octobre.

Le 1^{er} novembre, plus de 2,000 personnes se trouvaient réfugiées dans l'église arménienne-grégorienne. Obligées de se rendre, elles ont été massacrées. Les femmes et les enfants n'ont pas été épargnés.

On estime à plus de 3,000 les personnes qui ont été massacrées dans la région de Chabin-Kara-Hissar-Charki; les femmes, les jeunes filles et les enfants ont été en grand nombre violés et tués.

Près de 30 villages ont été saccagés. Parmi les plus éprouvés, on peut citer Enderès, Bousseyr, Anerli, Tamzara, Sirdik, Pourk, Sis, Moucheïnotz, Azpouter, Anergue, Tsiferi, Oeghin, Armoutdagh. 40 à 50 p. 100 de la population arménienne a péri.

Tokat. — 15 novembre. — Des bandes de pillards essaient de pénétrer dans Tokat; elles sont repoussées par la troupe. — Mais 150 Arméniens soupçonnés de faire partie des comités secrets sont arrêtés.

Tous les villages environnants dans la plaine de Ard-Ova sont brûlés et pillés. Les pillards, lorsqu'ils ne pouvaient emporter toutes les provisions trouvées dans les maisons arméniennes, répandaient sur elles du pétrole afin de les rendre inutilisables pour ceux qui survivraient au massacre.

Le commandant militaire a fait preuve d'une réelle énergie pour assurer la protection de la ville.

Les imams et les troupes ont participé au massacre.

Le mutessarif Békir-Pacha a fait preuve d'une grande énergie dans la répression des désordres causés par les Musulmans, en dépit de la résistance d'Edhem-Bey, commandant des rédifs, et des menaces de ses coreligionnaires.

Zileh. — 28 novembre. 200 morts. — Un massacre a lieu dans cette localité. 200 Arméniens ont péri et 300 maisons ont été pillées.

Amassia. — 15 et 26 novembre. 1,000 morts environ. — Les Musulmans attaquent les Arméniens, pillent les maisons et les boutiques et massacrent les chrétiens. Tous les établissements, y compris les moulins et les chantiers, sont saccagés.

D'après les données officielles, il n'y aurait que 80 victimes. D'après les informations des consuls, leur nombre se monterait à un millier. Le Yeschil Irmak, notamment, charrie un grand nombre de cadavres.

Marsivan. — 15 novembre (150 morts, 500 blessés). — Une foule de Musulmans se jette sur les Chrétiens ; 150 Arméniens sont tués, 500 environ sont blessés. Les maisons et les boutiques, au nombre de 400, sont pillées. Les assassins ont même emporté les vêtements des morts, dont les cadavres restaient nus dans les rues, sans sépulture.

Les soldats ont participé au massacre et au pillage.

Le caimakam a essayé de forcer les Pères jésuites à signer une déclaration affirmant que la provocation était venue des Arméniens.

Khavza. — 12 novembre (10 morts). — Des désordres se produisent, au cours desquels 10 Arméniens sont tués et les boutiques tenues par les Chrétiens, pillées.

Vézir-Keupreu. — Décembre (200 morts). — Des troubles éclatent dans cette localité. Le chiffre des victimes parmi les Arméniens, que les renseignements officiels fixent à 38, serait, d'après les informations des Consuls, de plus de 200. 300 maisons sont pillées.

Vilayet d'Alep.

Alep. — Au mois de septembre, la présence d'émissaires arméniens est signalée dans le vilayet et cause une certaine agitation dans les populations musulmane et chrétienne. Leur action demeure, du reste, sans grand effet sur les villageois arméniens qui les invitent à quitter le pays.

L'annonce des réformes décidées par S. M. le Sultan, et qui (faute d'être publiées) sont interprétées par les Arméniens comme leur conférant des privilèges nouveaux et par les Musulmans comme les subordonnant aux Chrétiens et ne s'appliquant pas à eux, excite les esprits et anime les uns contre les autres les populations de religions différentes.

D'autre part, la conduite des rédifs convoqués pour assurer le maintien de l'ordre contribue à le troubler. Ils disent ouvertement que, puisqu'on leur fait quitter leurs foyers, on doit les laisser libres de piller et de supprimer les Chrétiens.

Alep même a subi plusieurs paniques, mais a pu éviter toute effusion de sang. Malheureusement, dans tous les cazas du vilayet, des villages entiers

ont disparu et une population de plusieurs milliers d'Arméniens demeure sans abri et en proie à la faim et à la misère.

Si les démarches des Consuls auprès des Arméniens contribuent à ramener le calme dans les esprits, celles qu'ils font auprès des autorités sont accueillies avec une indifférence notoire.

Elles échouent devant l'optimisme voulu du vali, Hassan-Pacha, l'impuissante bonne volonté de quelques rares fonctionnaires, la tolérance ou la complicité des autres.

Ce n'est que lorsque tout est fini que l'autorité songe à prendre les mesures nécessaires.

La Commission instituée à Alep auprès du Conseil administratif pour juger les perturbateurs, fonctionne d'une manière déplorable.

Alexandrette. — 7 novembre. — Une panique est causée par l'annonce d'une prétendue attaque dirigée contre la ville par les Arméniens du village de Beilan.

L'état de la ville demeure toujours troublé. Pendant plusieurs jours, des employés de la douane ont parcouru les cafés et les rues de la ville, armés de revolvers et de fusils de contrebande saisis en douane. Le Gouverneur ne fait rien pour rappeler les fonctionnaires à leurs devoirs.

On signale l'attitude provocante des soldats de passage dans le port, qui se vantent hautement d'avoir pris part aux massacres de l'intérieur.

Antioche. — 20 novembre. — La localité de Kessab, près d'Antioche, est cernée par les troupes qui menacent de massacrer les Arméniens, s'ils ne livrent pas leurs armes.

Aintab. — 15 et 17 novembre (1.000 morts). — Les Musulmans se jettent sur les Chrétiens et en massacrent un millier. Une attaque contre le couvent des Pères Franciscains échoue.

Entre Aintab et Ouzoun-Yaila, les actes commis par les Musulmans ont été particulièrement atroces.

D'après les données officielles, le nombre des morts s'élèverait à 150, dont 50 Musulmans.

D'après l'enquête des Consuls, un artisan arménien ayant été tué, sans aucune provocation, par un soldat venant de Biredjik, les Turcs se précipitent, en pleine foire, sur les Arméniens et en tuent immédiatement 300. La populace se porte ensuite sur les quartiers arméniens, où elle rencontre du reste, une certaine résistance. Cependant, le lendemain et le surlendemain, le pillage continue.

Les rédifs se sont mal comportés. Plusieurs d'entre eux, déserteurs, ont été vus à Alep en possession d'objets pillés, de vases et d'ornements sacrés.

Les Hamidiés ont du reste pris la part la plus active au pillage et au massacre.

Biredjik. — 25 décembre. — Un commencement de massacre est rapidement arrêté.

Depuis les derniers jours de décembre, la ville est la proie des flammes.

Orfa. — 27 et 28 octobre (plusieurs centaines de morts). — Les Kurdes et les Hamidiés font un grand massacre des chrétiens. Les blessés sont très nombreux, 1.500 boutiques sont pillées.

On attribue l'origine des désordres à une rixe entre un Turc et un Arménien ; l'Arménien ayant été tué, ses compatriotes tuent à leur tour le Musulman.

23 décembre. — Un nouveau massacre d'Arméniens a lieu. Les autorités avouent 900 morts. D'après les Consuls, leur nombre dépasserait 2.000. Les Kurdes et les Bédouins commettent des cruautés sans exemple et les troupes

sont impuissantes à établir l'ordre. Ce dernier massacre a duré depuis le 28 décembre jusqu'au 1^{er} janvier.

Un grand nombre de Chrétiens ont été, sous menace de mort, contraints de se convertir à l'islamisme. Ceux qui se sont soumis ont arboré des drapeaux blancs sur leurs maisons et se sont coiffés de turbans blancs. Ils ont été ainsi épargnés.

Les rédifs appelés pour rétablir l'ordre ont pris part au pillage et au massacre.

Marache. — 23 octobre (40 morts). — A la suite d'une rixe entre un Arménien et un Musulman, les Turcs attaquent les Arméniens et en tuent 40.

La connivence des autorités et le concours des rédifs sont établis par l'enquête de différents Consuls.

3 novembre (350 morts). — Nouvelle attaque des Arméniens par les Musulmans, qui en tuent près de 350.

18 novembre (plus de 1.000 morts). — Nouveau massacre annoncé d'avance par les Musulmans. Plus de 1.000 Arméniens périssent. L'autorité affirme que le nombre de victimes ne dépasse pas 30.

Les établissements de la Mission américaine, le « Theological Seminary » et l'« Academy boarding House », sont saccagés par les troupes elles-mêmes. Le séminaire est incendié.

La mission franciscaine est épargnée, mais son drogman est tué devant l'établissement en face des soldats, qui demeurent impassibles.

Dans la région de Marache, à un endroit appelé El-Oglou, une caravane de 250 Chrétiens est attaquée par des Kurdes qui la pillent et la massacrent.

Dès la fin d'octobre, des religieux franciscains de la région réclament en vain le secours de l'autorité de Marache.

C'est la troupe elle-même, sous la conduite de ses officiers, qui a procédé au massacre et au pillage.

Yénidjé-Kalé. — 17 novembre. — Un détachement de troupes arrive au hameau de Mudjuk-Déressi, tout près de Yénidjé-Kalé et, au son du clairon, se jette sur les Chrétiens, les massacre, pille et incendie les maisons.

18 novembre (600 morts). — Les soldats envahissent l'hospice de Mudjuk-Déressi et tuent le père Salvatore. Puis ils se portent sur Yénidjé-Kalé où ils brûlent toutes les habitations et le couvent des Franciscains, 3 religieux et une quinzaine d'orphelins réussissent à se sauver à Zeïtoun.

On compte 600 morts dans les villages de Yénidjé Kalé, Mudjuk-Déressi, Cotekti, Tchuruk Tach, Djeven, Bunduk et Barik. Le village de Dom-Kale a été saccagé et brûlé. Le couvent des Franciscains a été détruit et on est sans nouvelles des religieux.

Vilayet d'Adana.

Mersina et Adana. — 31 octobre. — Des agressions individuelles répétées des Musulmans contre les Arméniens, des arrestations de voyageurs qui sont rançonnés puis dépouillés, l'incendie et le pillage d'un grand nombre de hameaux et de fermes isolés, produisent à Mersina, comme dans toute la région, une panique générale.

Parmi les localités saccagées, on peut citer :

Hamzalu, où 9 maisons et 16 boutiques ont été brûlées et 6 fermes pillées et brûlées ;

Témirtach, où 7 fermes ont été pillées et brûlées ;

Kimirtli, qui a eu 40 maisons saccagées ;

Ak-Pounar, qui a eu 30 maisons saccagées ;

Kara-Meriem, qui a eu 20 maisons saccagées ;

Kara-Kia, qui a eu 10 maisons saccagées.

Le Vali d'Adana, Faïk-Pacha, au lieu de présider aux mesures propres à maintenir l'ordre, est en tournée dans le Vilayet et veut ignorer les événements.

Le Defternar, gérant du Vilayet, Mehemet-Midhat, foment l'agitation par des mesures injustifiées contre des Chrétiens inoffensifs.

L'autorité désarme les Chrétiens et, par contre, tolère la présence en ville d'une foule insolite de Musulmans armés.

13 décembre. — Un mouvement anti-chrétien avait été préparé à Mersina pour ce jour-là, en même temps qu'à Tarsous, avec une évidente préméditation de la part des Musulmans. Le lieutenant-colonel Essad-Bey dissipe les rassemblements.

Naz m-Bey, Mutessarif de Mersina, agit de son mieux pour poursuivre les coupables.

Tarsous. — 13 décembre. — Un prêtre arménien est souffleté par un Turc.

Une bande de Musulmans armés de barres de fer, de couteaux et de bâtons parcourt la ville. Nazim-Bey, aidé du Caïmakam de Tarsous, du Mufti et de quelques notables arméniens réussit à les arrêter. Quelques boutiques cependant sont pillées et deux Arméniens sont tués.

Le mouvement a été provoqué par des Turcs venus de Césarée, qui ont fait le récit des massacres de cette ville, en reprochant aux Musulmans de Tarsous ne point faire de même.

Le Vali affirme au commandant du croiseur français le *Linois*, que jamais la tranquillité n'a été troublée dans le Vilayet (22 novembre). Et cependant il est à noter que les troubles ont éclaté partout où Faïk-Pacha a passé pendant sa tournée.

Missis. — Mi-novembre. — L'église arménienne est profanée, la femme du prêtre violée, et le prêtre lui-même emprisonné par des Turcs, aidés de soldats et de zaptiés. L'attaque a été conduite par un officier.

Hadjin. — 16 octobre. — Un massacre des Chrétiens a failli se produire.

Le village de *Chahr*, à 2 heures de distance de Hadjin, a été attaqué par des Kurdes. Les 800 habitants se sont réfugiés à Hadjin.

Le Caïmakam avait donné l'ordre du massacre, qui n'a été empêché que par l'intervention du Cadi et du Mufti.

Païas. — 27 octobre. — Des troubles éclatent dans la ville, causés par la nouvelle des massacres et des pillages dans toute la région.

11 novembre. — Les villages d'Odjakli et de Uzerli (200 maisons) sont pillés et brûlés.

10 novembre (300 morts). — Le hameau de Bournaz est pillé et brûlé. Parmi les morts se trouve un Grec.

Parmi les villages saccagés on peut citer :

Hachzali, où 400 têtes de bétail et une grande quantité de céréales sont pillées.

Kaczé, Kourt-Koulek, Kirchebeg, Dachir-dagh, Nadjarly, et 4 fermes. Trois cents Chrétiens sont massacrés. Les pertes matérielles sont estimées à 30.000 Ltq.

Les Chrétiens consentent à se désarmer si les Turcs le sont aussi. Cette seconde condition n'est pas remplie. Les soldats assistent impassibles aux attaques des Kurdes et des Musulmans contre les Chrétiens.

Les jeunes Arméniens, garçons et filles, sont vendus comme esclaves.

Tchok-Merzemen. — 13 novembre. — Cette localité est attaquée par des bandes de Musulmans, de Kurdes et de Circassiens. Six mille Chrétiens environ, échappés aux massacres de la région, s'y étaient réfugiés. Les morts et les blessés sont en très grand nombre. Les habitants, cernés de plus en plus étroitement, finissent le 21 novembre par livrer leurs armes, mais à la con-

dition que les Turcs seront également désarmés. Cette condition n'a pas été remplie.

D'après les sources officielles, il n'y aurait eu que 8 Musulmans tués et 13 blessés. On ne fait pas mention du nombre des victimes parmi les Arméniens.

Dans toute cette région, de nombreux cadavres en putréfaction demeurent sans sépulture dans la campagne.

Les troupes, composées de 200, puis de 800 hommes, assistent à cette attaque sans s'y opposer.

Abkès. — Fin novembre. — L'établissement des religieux Lazaristes d'Abkès et celui des Trappistes de Cheïklé (Caza de Kassa Sandjak de Djebel-Bereket) sont menacés de pillage de la part des Kurdes.

Mohamed Ali Effendi, gérant du Caïmakamat, détourne le danger.

24 décembre. — Dans les derniers jours de décembre, les Lazaristes sont de nouveau menacés de pillage et d'incendie.

Au commencement de décembre, les Musulmans attaquent et saccagent les localités de :

Gueben ;

Derendeh ;

Killis, dont ils menacent un grand nombre d'habitants.

Le pays est terrorisé par deux Beys turcs de Taïac, caza de Khassa, Ali et Youssef, qui ne cessent de molester les Chrétiens et ont déjà fait piller à Bakdachli, entre Abkès et Alexandrette, une maison servant de chapelle aux missionnaires, ou les objets de culte ont été profanés.

Angora. — Octobre-novembre. — Les événements de Constantinople du 30 septembre produisent une vive agitation parmi les Musulmans. On constate cependant que l'agitation recommence en novembre. Les Musulmans s'arment à Angora et dans tout le Vilayet, alors que rien dans l'attitude des Arméniens, vis-à-vis des Turcs, ne justifie ces préparatifs. Aussi la crainte augmente-t-elle chaque jour chez les Chrétiens. Angora n'ayant que 100 hommes de garnison, la situation n'est pas sûre. Les prédications des Hodjas, envoyés dans le Vilayet pour recommander la conciliation, paraissent produire un effet tout contraire chez les Musulmans.

Les autorités prennent quelques mesures de police pour maintenir l'ordre.

Aucune surveillance sérieuse n'est exercée sur les Circassiens immigrés, qui parcourent en masse les villages et terrorisent Chrétiens et Musulmans.

Angora. — 20 décembre. — Une panique très vive règne dans la ville pendant deux jours. Il paraît certain que les Turcs ont résolu d'attaquer les Chrétiens. Les Imams dans les mosquées ont recommandé aux Musulmans de s'armer et de se tenir prêts. On remarque dans la ville un nombre inusité de villageois Musulmans et de Circassiens. Les Chrétiens ferment leurs boutiques. Aucun désordre ne se produit grâce aux mesures prises.

Le Vali, maréchal Tewfik Pacha, fait circuler de nombreuses patrouilles.

Césarée. — Octobre-novembre. — Dès le mois d'octobre on craint des troubles.

L'autorité fait mobiliser 12 bataillons, les soldats de 8 d'entre eux se révoltent et désertent.

En novembre, les Kurdes Hamidiés menacent d'envahir la ville. 45 villages chrétiens du Sandjak sont pillés et les habitants massacrés. Les localités exclusivement arméniennes d'Ekrek et de Mounjoursoum, notamment, composées de 800 et 1.000 maisons, sont dévastées et toute la population, y compris les femmes, massacrée.

30 novembre (1.000 morts, 300 blessés). — Un massacre, préparé depuis plusieurs jours par les Musulmans, éclate. Les Turcs se précipitent en masse

sur les bazars et les maisons des Arméniens. Des familles entières sont massacrées. Les bains sont envahis, les femmes et les enfants outragés, chassés nus dans les rues, égorgés et mutilés ; des vieillards sont brûlés vifs dans leurs maisons. Des survivants sont contraints de se convertir à l'islamisme. Le pillage et l'incendie continuent deux jours.

Les autorités ont montré la plus grande inertie, et ne sont intervenues que le lendemain soir. Seules, les missions américaines et celle des Jésuites ont été protégées. Encore ceux-ci sont ils restés 24 heures sans garde.

Quelques Musulmans ont sauvé des Arméniens. Un officier supérieur de la garnison a déclaré que, si l'autorité n'y avait mis d'obstacle, il aurait étouffé sur l'heure le soulèvement et empêché ainsi le massacre.

Yuzgat. — Octobre-novembre-décembre. — Dès octobre, cette région est très troublée ; 4 villages du district d'Akdagh-Maden et cette localité sont saccagés et leurs habitants massacrés par les Kurdes et les Circassiens. La situation demeure critique à Yuzgat où les circassiens en armes circulent et sèment la terreur.

Thorun. — 20 novembre (4 morts, 12 blessés). — A la suite d'une rixe, quelques désordres se produisent.

Hadjikeni. — Novembre. — Une bande de 250 Circassiens pille et incendie le village et massacre 90 Chrétiens et Musulmans.

L'autorité tolère leur présence.

Mutesarriplik d'Ismidt.

Ak-Hissar. — 3 octobre (50 morts, 33 blessés). — Cette localité était habitée par 50 familles arméniennes englobées au milieu de Circassiens et Mohadjirs. Le jour habituel du marché, le Mudir de Ak-Hissar persuada aux Arméniens de faire la livraison de leurs armes en vue d'éviter toute cause de rixe avec les Musulmans. Puis, sous le prétexte d'une discussion survenue entre un Circassien et un marchand arménien, sur le prix d'une marchandise, les Circassiens se jetèrent sur les Arméniens, en massacrant une cinquantaine, en blessant très grièvement 33, et dévalisèrent le village. 50 autres Arméniens ont disparu.

Les cadavres, horriblement mutilés, furent jetés dans deux puits et quelques-uns dans le fleuve Sacharia.

Les religieux Assomptionnistes, venus sur les lieux, retirèrent 35 cadavres des puits. Les pertes matérielles sont estimées à 15.000 Ltq.

Dans plusieurs villages aux environs de Guévé, des Arméniens ont été tués ; à Turcmen, 15 jeunes gens arméniens, étant, selon leur habitude, sortis avec des Turcs, pour couper du bois dans la forêt, furent assaillis par ces derniers et tués à coups de hache.

Le Caïmakam de Guévé, averti des mauvaises intentions des Circassiens de Ak-Hissar, fit des efforts impuissants pour arrêter le massacre.

Le Mutessarif d'Ismidt, prévenu de l'événement se rendit sur les lieux et, dans un rapport qu'il fit à son tour, déclara que l'incident était sans importance.

Ce ne fut qu'après, sur les instances de l'évêque arménien et des religieux Assomptionnistes, qu'il les autorisa à se rendre à Ak-Hissar pour secourir les blessés et recueillir les morts.

Des arrestations furent opérées dans la suite, mais plusieurs Circassiens, les plus compromis, s'échappèrent de prison et la répression a été nulle.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à S. E. Tewfik-Pacha, ministre des affaires étrangères.

31 janvier 1896.

Dans les premiers jours du mois de décembre, des bruits très graves circulaient au sujet de scènes de meurtre et de pillage qui se seraient produites aux environs de Marachk, particulièrement à Yénidjé-Kalé. Les religieux latins qui ont plusieurs couvents dans cette localité et aux environs n'avaient pas, disait-on, été épargnés et les inquiétudes les plus vives régnaient à leur sujet. Le Consul de France à Alep recueillait la nouvelle que trois Pères Franciscains avaient disparu et qu'un quatrième avait été massacré par les soldats qui l'accompagnaient ; les autorités turques affirmaient d'autre part, sans faire mention du meurtre de l'un d'entre eux, que les religieux de Yénidjé-Kalé s'étaient réfugiés à Zeitoun. Avant de saisir la Porte d'un incident qui engageait la responsabilité du Gouvernement ottoman au point de faire peser sur des soldats turcs une accusation d'assassinat, j'ai tenu à vérifier par tous les moyens en mon pouvoir l'exactitude des faits qui m'étaient signalés. J'ai le regret de dire à Votre Excellence qu'il ne subsiste plus de doutes ni sur le meurtre du Père Salvator à Mudjuk-Déressi, ni sur le pillage et l'incendie des couvents des Pères Franciscains, soit dans cette première localité, soit à Yénidjé Kalé ou à Dom-Kalé, ni sur la participation de la troupe dont la mission eût été de protéger les missionnaires et leurs résidences.

Les informations qui me viennent des agents de la France et les renseignements particuliers qui m'ont été donnés concordent entre eux. Voici les faits qu'ils établissent :

A la fin du mois d'octobre, les Pères Franciscains de Yénidjé-Kalé, inquiets d'une situation déjà tronblée, ont écrit par trois fois au mutesarif de Marach pour réclamer des soldats de garde. Ils n'ont reçu aucune réponse à leurs lettres. Le 17 novembre cependant, un détachement de soldats turcs est venu camper devant le village de Mudjuk-Déressi. Les Chrétiens se sont crus sauvés ; il n'en était rien. Ces soldats ont pris part au pillage et au massacre, ils ont pénétré dans l'hospice des Pères Franciscains où se trouvait le P. Salvatore Lilli di Cappadocia, ils lui ont pris l'argent qu'il possédait, lui ont ensuite offert leur protection, l'ont emmené et l'ont tué à coups de fusils sur les marches de sa maison.

Le sac et l'incendie du couvent ont suivi ce meurtre.

Je laisse à Votre Excellence le soin de qualifier une pareille conduite et je la prie de faire connaître sans retard les mesures prises par le Gouvernement ottoman pour punir comme ils le méritent les auteurs de ces actes.

Les mêmes soldats se sont fait remarquer dans les scènes de pillage et de meurtre dont les villages de Yénidjé-Kalé et de Dom-Kalé ont été le théâtre. Les trois religieux, en résidence à Yénidjé Kalé, ont pu s'enfuir à temps, mais leur école a été détruite par l'incendie ; le couvent de Dom-Kalé a eu le même sort.

D'autres établissements religieux ont subi des pertes ou ont été détruits sur d'autres points de l'Asie-Mineure pendant la période de troubles que nous traversons.

Je prie aussi Votre Excellence de prendre acte des réserves expresse

que je formule, dès à présent, et d'une manière générale au sujet des demandes d'indemnité que j'aurai à adresser au Gouvernement ottoman en raison du pillage ou de la destruction de couvents et d'immeubles appartenant à des religieux latins.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 1^{er} février 1896.

Les délégués des puissances se trouvent tous réunis à Zeïtoun, après un voyage extrêmement pénible.

Les troupes ottomanes souffrent beaucoup du froid et de la dysenterie. et une épidémie de scorbut règne dans le camp des insurgés.

Les trois Franciscains réfugiés à Zeïtoun avec trente catholiques de Venidjé-Kalé, sont sortis de la ville. Notre agent a assuré leur transport jusqu'à Marach, de concert avec le commandant des forces turques.

P. CAMBON.

Communication collective faite à la Sublime Porte par les représentants des Grandes Puissances à Constantinople.

4 février 1896.

Les représentants des grandes puissances ont jugé nécessaire de faire un tableau résumant leurs informations sur les derniers événements d'Anatolie.

Ces informations, vérifiées dans la mesure du possible, proviennent de sources européennes ou sont tirées des rapports consulaires ; elles se limitent aux localités où les ambassades ont pu se procurer des renseignements dignes de foi et n'émanent pas de sources intéressés.

Les représentants des grandes puissances croient devoir mettre un exemplaire de ce travail à la disposition de la Sublime Porte (1).

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, 5 février 1896.

La Porte s'opposant à la distribution par des émissaires européens de secours aux victimes des derniers désordres. l'œuvre des Ecoles d'Orient doit envoyer à l'ambassade ses fonds et ses caisses de vêtements. Je les ferai parvenir aux consuls qui en assureront la distribution au nom de l'œuvre et suivant les indications du P. Charmetant.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 5 février 1896.

Les informations que je possède dès à présent ne laissant plus aucun

(1) Voir le tableau sur les événements de 1895 en Asie-Mineure, plus haut, p. .

doute sur le meurtre, par des soldats turcs, du Père Salvatore Lilli de Cappadocia, de nationalité italienne, ni sur la destruction de plusieurs immeubles appartenant aux Franciscains à Yenidjé Kalé, Dom-Kalé et Mudjuk-Deressi ; j'ai réclamé du Gouvernement ottoman des explications sur les mesures prises par lui pour punir comme ils le méritent les soldats turcs coupables de pareils actes ; j'ai, en même temps, fait des réserves expresses à l'égard des indemnités que j'aurai à réclamer pour les missionnaires latins dont les biens ont été pillés ou détruits.

L'ambassadeur d'Italie a également remis une note à la Sublime Porte au sujet de l'assassinat du Père Salvatore, sujet italien ; mais M. Pansa m'a, dès le premier jour, témoigné le désir d'agir dans cette triste affaire complètement d'accord avec moi. Nos deux agents en mission à Zeïtoun doivent se livrer simultanément à une enquête sur les lieux pour établir les conditions dans lesquelles le meurtre a été accompli.

P. CAMBON.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 11 février 1896.

Après dix jours de laborieuses négociations entre les ambassadeurs, la Porte et les insurgés de Zeïtoun, la médiation des puissances a réussi. Nos agents nous font savoir que tous les chefs zeïtounlis ont accepté et signé l'acceptation des conditions que nous avons obtenues de la Porte et nous expriment leur reconnaissance. Ces conditions se résument ainsi : reddition des armes de guerre, amnistie générale, expulsion du territoire de l'Empire de cinq membres des Comités révolutionnaires venus de l'étranger, abandon par la Porte des arriérés d'impôts, promesse de dégrèvement pour l'impôt foncier, application des réformes contenues dans l'Acte général.

P. CAMBON.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 17 février 1896.

Je vous ai fait savoir que les insurgés de Zeïtoun avait accepté et signé les conditions que nous avons obtenues pour eux de la Porte après dix jours de laborieuses négociations. Je vous ai, en même temps, donné connaissance de la nature de ces conditions et des témoignages de reconnaissance que les Zeïtounlis avaient adressés aux représentants des puissances.

Il nous restait encore à surveiller l'exécution des engagements pris, particulièrement en ce qui concernait la remise des armes de guerre, l'amnistie générale et l'expulsion du territoire de l'Empire des membres des Comités révolutionnaires venus de l'étranger.

Le règlement de ces trois points était, en effet, nécessaire pour assurer la solution de la question et la fin de l'insurrection.

La promesse de dégrèvement des impôts faite par le Sultan et l'application des réformes, qui sont également une conséquence de l'intervention conciliatrice des puissances ne peuvent produire tout leur effet que plus tard.

Dès le lendemain de l'acceptation par les Zeïtounlis des conditions qui leur étaient faites, il y a eu commencement de l'exécution de l'accord. La remise des armes de guerre par les insurgés a commencé et s'est poursuivie d'une manière satisfaisante.

Le caïmakam, le colonel turc et les survivants de la garnison de la citadelle de Zeïtoun, qui avaient été faits prisonniers dès le début de l'insurrection, ont été remis en liberté et renvoyés à Marach où ils seront, paraît-il, déférés à un Conseil de guerre.

Le 14 courant, l'arrangement de Zeïtoun était en pleine exécution. Les quatre chefs arméniens, connus sous la dénomination des quatre barons et dont l'expulsion du territoire turc était décidée, venaient de partir pour Mersina où ils allaient s'embarquer. L'agent anglais s'était plus particulièrement chargé de veiller à l'exécution des engagements pris à leur égard.

Enfin, des mesures étaient prises pour régler la situation des réfugiés chrétiens de Zeïtoun dont le nombre est évalué à 12.000 et pour assurer leur rapatriement.

L'état de ces malheureux est lamentable par suite des longues souffrances du siège.

Il y a des malades et des blessés en assez grand nombre pour qu'il soit nécessaire de créer à Zeïtoun un hôpital pour les soigner. Les médecins militaires seront chargés de ce soin et les municipalités du vilayet supporteront les frais de cette installation.

Ceux d'entre eux qui auraient été reconnus indemnes de maladie contagieuse et en état de voyager seront divisés en deux catégories : si leurs habitations n'ont pas été détruites, ils seront renvoyés chez eux et le mudir de leur village délivrera à leur arrivée un certificat constatant leur retour, qui sera remis à nos délégués. Si leurs villages ont été détruits, ils seront dirigés sur Marach, logés provisoirement par les soins des autorités turques, puis répartis entre la ville et les environs. Dans le cas où le nombre de ces derniers serait trop considérable pour Marach, Aïn-tab et Alep devront également en recevoir. Une commission spéciale composée de trois chrétiens et de trois musulmans sera constituée pour procéder à la nouvelle installation de ces réfugiés sans abri.

Nous pouvons donc dès à présent considérer la médiation des puissances comme ayant produit ses principaux effets, obtenu ses résultats les plus essentiels, ceux qui doivent ramener le rétablissement des relations normales entre les habitants de Zeïtoun et le Gouvernement ottoman.

Il reste à notre agent à Zeïtoun le devoir d'établir d'une manière positive les conditions dans lesquelles a été accompli le meurtre du Père Salvatore et la nature exacte des pertes subies par les Pères Franciscains de Dom Kalé, Yenidjé-Kalé et Mudjuk-Déressi. Ceci ne concerne que nous, puisqu'il s'agit d'intérêts religieux dont nous avons seuls la défense. M. Barthélemy, d'après mes instructions, doit se rendre sur les lieux avant de rentrer à Marach et se livrer à une enquête minutieuse. Le consul d'Italie, ainsi que vous le savez, participera à cette enquête, en raison de la nationalité italienne de la victime, mais uniquement comme représentant les intérêts de la famille. Cette enquête n'a d'ailleurs pas le caractère d'une enquête judiciaire ; elle se poursuivra en dehors de toute participation de la justice ottomane et n'a pour but que de me

mettre mieux en état de poursuivre auprès de la Porte les réclamations que j'ai à faire valoir et au sujet desquelles j'ai déjà fait les plus expresses réserves.

P. CAMBON.

M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, 22 février 1896.

Les consuls en mission adressent de Zeïtoun le télégramme-circulaire ci-dessous aux ambassadeurs.

« Misère inconcevable parmi les réfugiés, froid glacial, malades par milliers entassés à côté de cadavres. Les femmes n'ont même plus de quoi se couvrir. Parmi les premiers réfugiés sortis de la ville, plusieurs sont morts d'épuisement. Aucun secours, ceux du Gouvernement ottoman sont insuffisants. Nous faisons un appel en faveur de ces malheureux dépouillés de tout. »

Tous les représentants des puissances ont pris entre eux l'engagement d'envoyer des secours et ont transmis cet appel à leurs gouvernements ; les besoins sont pressants et des collectes sont faites parmi le personnel des ambassades pour attendre l'arrivée d'autres ressources.

Les réfugiés sont au nombre de 12 000 environ.

Je serai très reconnaissant à Votre Excellence de mettre le plus tôt possible la somme qu'elle jugera nécessaire pour que la part de la France soit conforme à nos traditions charitables.

J. DE LA BOULINIÈRE.

M. Berthelot, ministre des affaires étrangères, à M. J. de la Boulinière, chargé d'affaires de la République française à Constantinople.

Paris, 22 février 1896.

Je mets à votre disposition une somme de 10.000 francs que vous pourrez employer au soulagement des misères que vous me signalez.

BERTHELOT.

M. Berthelot, ministre des affaires étrangères, à M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople.

Paris, le 25 février 1896.

Par une lettre en date du 17 de ce mois, M. P. Cambon m'a fait connaître les premières dispositions prises en vue d'assurer l'exécution des engagements contractés, grâce à la médiation des puissances, par le Gouvernement ottoman et par les réfugiés de Zeïtoun à l'occasion de la reddition de cette place.

J'ai pris connaissance avec intérêt de cette communication qui atteste que la sollicitude de l'ambassade en faveur des chrétiens de Zeïtoun n'a pas cessé de s'exercer de la façon la plus efficace au cours de ces récents pourparlers.

BERTHELOT.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 14 mars 1896.

Les quatre chefs Hintchakistes de Zeïtoun ont été embarqués à Mersina avec leurs deux domestiques arméniens sur le *Sindh* à destination de Marseille. Le mutessarif de Mersina avait émis la prétention d'obtenir l'engagement que ces Arméniens seraient remis, à Marseille, au consul de Turquie. M. Summaripa a éludé avec raison cette demande ; la seule mission qui puisse être confiée à l'agent turc à Marseille, du fait de son Gouvernement, c'est de constater que les chefs Zeitounlis sont arrivés à Marseille et que leur expulsion du territoire de l'empire est un fait accompli.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 20 mars 1896.

L'enquête faite par M. Barthélemy, sur le meurtre du Père Salvatore, établit les faits suivants : le 16 novembre, des soldats entrèrent à Moudjouk-Deressi, pillèrent le couvent et blessèrent le Père Franciscain. Trois ou quatre jours après, un officier déclare à ce père qu'il doit le conduire à Marache. Le Père part avec onze latins dont les mains sont liées. A une heure du couvent, sommation est faite au Père Salvatore, par le commandant de l'escorte, de se faire musulman. Sur son refus, il tombe, avec ses compagnons, percé de coups de baïonnettes. Les corps ont été brûlés par les soldats.

Je saisis la Porte du résultat de cette enquête de notre agent.

M. Barthélemy est actuellement à Marache. Il va procéder à la réinstallation des Pères Franciscains dans leur village et au rapatriement des habitants qui s'étaient sauvés avec eux et réfugiés à Zeïtoun. A Zeïtoun, le maintien jusqu'à ce jour des troupes turques et quelques désordres dans les environs dont les Zeïtounlis ont souffert retardent la pacification des esprits. Nous nous employons à aplanir ces difficultés. Tewfik-Pacha a formellement promis l'ordre de retraite des troupes. La présence des consuls jusqu'à l'exécution de cet ordre est nécessaire.

P. CAMBON.

M. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à Son Excellence Tewfik-Pacha, ministre des affaires étrangères.

23 mars 1896.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au mois de novembre dernier, un religieux, le Père Salvatore, a été assassiné à Moudjouk-Déressi, son couvent pillé et, fait d'une gravité exceptionnelle, ce meurtre, aussi bien que le pillage, ont été commis par des soldats turcs, oublieux de leur devoir au point de se transformer en criminels.

Le 31 janvier dernier, aucun doute ne pouvant malheureusement subsister ni sur la mort du Père Salvatore ni sur la participation de la

troupe, l'Ambassade a écrit à Votre Excellence pour signaler ces actes à son indignation et pour lui demander quelles mesures avaient été prises par le Gouvernement ottoman pour punir les coupables comme ils le méritent.

D'après de nouveaux renseignements recueillis sur les lieux par le gérant du Consulat de France en mission à Zeitoun, voici dans quelles conditions s'est déroulé le drame :

Le 16 novembre (n. s.), des soldats venant de Marache entrent à Moudjouk-Déressi, pillent le couvent et blessent le Père Salvatore.

Trois ou quatre jours après, un officier vient dire à ce Père Franciscaïn qu'il a la mission de le conduire à Marache. Le Père Salvatore part avec onze catholiques latins auxquels on lie les mains.

Après une heure de marche environ, à Gueudjek, le malheureux religieux s'arrête et demande un cheval. Le commandant de l'escorte l'invite alors à se faire musulman !

Le Père refuse, l'officier donne un ordre. Le Père Salvatore et ses compagnons tombent percés de coups de baïonnettes.

Les soldats vont chercher du bois et brûlent les corps.

Ce récit est d'une telle éloquence que je n'ai pas besoin d'insister sur les responsabilités qui se dégagent ni sur leur caractère.

Non seulement il y a eu meurtre sur la personne d'un religieux latin ;

Non seulement ce meurtre a été commis froidement et de propos délibéré ;

Mais l'ordre de tuer a été donné par un officier ;

Mais cet officier a fait procéder sur ordre à l'odieuse sommation faite à des chrétiens voyageant sous sa sauvegarde d'avoir à renier leur foi.

Enfin, ce sont des soldats qui ont frappé et détruit par le feu les cadavres de leurs victimes.

Votre Excellence voit à quel point les responsabilités du Gouvernement ottoman ont été engagées par d'indignes mandataires de son autorité ; elle reconnaîtra certainement avec moi que de pareils actes appellent un châtement exemplaire et que l'honneur de la Sublime Porte le réclame.

L'ambassade n'a encore reçu aucune réponse au sujet des mesures qui ont été prises par le Gouvernement ottoman.

Je vous serai obligé de me les faire connaître sans retard.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 23 mars 1896.

Avant-hier, des désordres ont eu lieu à Killis, à huit heures d'Alep. La Porte avoue dix morts parmi les Arméniens et un certain nombre de blessés, dont quatre musulmans. Notre agent à Alep confirme la nouvelle de cet incident qu'il attribue à une rixe entre chrétiens et musulmans. D'après la Sublime Porte, l'ordre est rétabli et les marchandises pillées ont été rendues à leurs propriétaires ; les détails manquent. Je prie l'amiral d'envoyer le *Faucon* à Alexandrette. Les musulmans de cette région témoignent des sentiments hostiles.

P. CAMBON.

M. Berthelot, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 24 mars 1896.

Les renseignements que vous m'avez donnés, sur l'enquête faite par M. Barthélemy, établissent que le meurtre du père Salvatore a été commis par des troupes régulières, dans des conditions qui engagent tout particulièrement la responsabilité du gouvernement ottoman. Vous devrez, dès lors, insister, dans les termes les plus énergiques, pour obtenir complète et prompt réparation.

BERTHELOT.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Bourgeois, président du Conseil, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 29 mars 1896

J'ai profité d'une audience que m'accordait aujourd'hui le Sultan pour l'entretenir du meurtre du Père Salvatore. Sa Majesté, très impressionnée par mes observations sur l'effet produit, en France, par cette atrocité, a désigné l'un de ses aides de camp pour faire une enquête en présence de notre agent et m'a promis justice.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Bourgeois, président du Conseil, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 8 avril 1896.

Le Sultan a voulu donner une certaine extension à l'enquête sur le meurtre du Père Salvatore. Il a constitué une commission composée de deux officiers supérieurs, ses aides de camp, et de deux magistrats avec l'assistance d'un fonctionnaire de l'Ambassade. Il m'a fait prier de ne pas déléguer un agent local, mais de choisir mon délégué dans mon personnel de Constantinople. J'ai désigné, en conséquence, le commandant de Vialar, mon attaché militaire, qui est parti aujourd'hui avec la Commission.

Il trouvera à Smyrne le croiseur *Cosmao*, qui devait faire, cette semaine, une tournée dans l'Archipel et qui le déposera à Mersina ou à Alexandrette.

P. CAMBON.

M. Bourgeois, président du Conseil, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 9 avril 1896.

D'après une information publiée par certains journaux anglais, la Porte aurait donné l'ordre d'expulser des provinces arméniennes tous les missionnaires, tant catholiques que protestants. Veuillez me renseigner d'urgence sur les conditions dans lesquelles ce bruit, que je ne puis croire fondé, a pris naissance.

BOURGEOIS.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à **M. Bourgeois**, président du Conseil, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 10 avril 1896.

Le bruit de l'expulsion des missionnaires catholiques et protestants a pris naissance à la suite de certaines mesures annoncées contre les missionnaires américains dont l'un a été arrêté à Diarbékir et mis en liberté sur les réclamations de sa légation. Les autorités veulent faire distribuer par des commissaires ottomans les secours adressés aux chefs de communautés. J'ai prescrit à nos consuls de ne pas admettre cette prétention. Notre consul à Erzeroum fait savoir que, dans les environs de Van, les Kurdes ont saccagé les villages, tué 30 Arméniens ou Nestoriens, blessé un grand nombre d'habitants. Des troupes sont en route pour châtier les Kurdes. D'Alep, notre agent télégraphie que les troupes ont cerné la montagne de Suedieh, centre important d'Arméniens. Du côté de la mer, deux stationnaires turcs sont chargés de la surveillance. Les autorités ottomanes prétendent que ces mesures sont prises pour rétablir l'ordre dans cette région. Le meurtre d'un prêtre arménien catholique et de quatre fidèles de sa communauté à Killis est confirmé ; il a eu lieu le 8 mars. D'après des renseignements de notre Consul à Alep, le total des morts serait de cent. J'adresse à la Porte une note relative à la protection des catholiques.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à **Son Excellence Tewfik Pacha**, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 22 avril 1896.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pendant les tristes événements dont plusieurs provinces de l'Empire ont été le théâtre en Asie-Mineure depuis plusieurs mois, un certain nombre de catholiques ont perdu la vie, un grand nombre ont été ruinés ou ont subi des dommages matériels considérables, des établissements, des couvents, des écoles, placés sous la protection de la France, ont été pillés ou même détruits. Parmi les cas qui ont été portés à ma connaissance, il en est d'une gravité exceptionnelle qui nécessitent mon intervention auprès de la Sublime Porte. L'inertie des autorités ottomanes et, parfois même, leur complicité ressort clairement des faits que je vais signaler à Votre Excellence ; Elle n'hésitera certainement pas, après en avoir pris connaissance, à reconnaître la légitimité de mes réclamations et Elle me prêtera, je n'en doute pas, tout son concours pour les réparations diverses, tant pénales que pécuniaires, qui s'imposent au Gouvernement ottoman.

Je n'ai pas besoin de revenir longuement sur le meurtre du P. Salvatore à Mudjuk-Déressi, bien que ce soit un des incidents les plus pénibles parmi tous ceux qui nous occupent et qu'une accusation terrible pèse sur l'autorité militaire turque. Je n'ai qu'à rappeler les lettres de l'Ambassade des 31 janvier et 22 mars derniers ; elles ont fait connaître à Votre Excellence les détails de ce drame et les conditions dans lesquelles il a été consommé ; elles contiennent certaines informations sur l'attitude des soldats turcs qui sont accablantes et qui n'ont pas été contestées. Onze catholiques latins ont subi la mort en même temps que

le P. Salvatore. L'enquête récemment ordonnée par S. M. le Sultan, ne laissera aucun doute sur ces faits et je réclame, dès à présent, des poursuites contre les auteurs de cet attentat qui remonte au mois de novembre dernier. Je sais que, depuis cette époque, les autorités locales se sont attachées à effacer les traces du crime, à en disperser les témoins et à éloigner ses auteurs de façon à égarer toutes recherches.

A Marache, Stepan Pittis, drogman du couvent des Franciscains, a été tué, assassiné sans motif et sans provocation. Il laisse une veuve et huit enfants.

Aucune satisfaction n'a encore été donnée par les autorités et ce crime est resté impuni.

120 catholiques ont également perdu la vie dans cette ville et 13 à Diarbékir, sans compter les blessés. Aucune poursuite n'a été, à ma connaissance, exercée contre les criminels.

A Aïn-Tab, à Césarée, des catholiques ont été tués aussi et leurs meurtriers restent impunis.

Un autre fait grave s'est produit à Killis le mois dernier, sur lequel j'appelle toute l'attention de Votre Excellence en lui demandant une répression prompte et énergique. Le vicaire de l'église catholique arménienne, Ohannès Estépanian, a été massacré au moment où il rentrait chez lui. Son corps, réclamé aux autorités par le curé arménien catholique, n'a pu être rendu. Le meurtre n'est pas contesté, mais le cadavre est introuvable, parce que sans doute il a été détruit par le feu comme l'ont été d'ailleurs ceux du Père Salvatore et de ses onze compagnons, près de Mudjuk-Déressi.

Quelles mesures ont été prises pour retrouver les coupables et assurer leur châtement ?

D'autres catholiques arméniens ont encore péri dans diverses localités de l'Asie-Mineure ; beaucoup ont été emprisonnés ou ont été soumis à des vexations ; pour tous, je réclame la justice et la protection des autorités locales.

J'arrive à l'examen des localités où des religieux, soit Français, soit protégés français, ont subi des dommages matériels par suite des désordres, du pillage et de l'incendie de leurs maisons.

A Trébizonde, les Frères de la Doctrine chrétienne ont, pendant les troubles et la période qui les a suivis, éprouvé des pertes et été entraînés par la force des choses à des dépenses exceptionnelles dont ils doivent être équitablement indemnisés.

Le Vali a saisi la Sublime Porte, le 13/25 décembre, d'une demande d'indemnité formulée en leur faveur par le consul de France à Trébizonde. Je sais qu'une Commission instituée par Cadri Bey a cru pouvoir émettre un avis défavorable à cette requête en alléguant que l'autorité ne pouvait pas être rendue responsable des conséquences d'actes de dévouement qu'elle n'a pas provoqués. La décision du Gouvernement ottoman ne sera certainement pas dictée par des considérations de cet ordre, et c'est avec confiance que je fais appel à son équité.

Pour la mission de Malatia, il s'agit d'un désastre matériel, d'un fait brutal qu'on ne peut nier. Les établissements des Pères capucins, dans la ville même, ont été entièrement détruits ; l'église, les écoles, l'habitation des Pères, les objets du culte, le mobilier, tout a disparu, rien n'a échappé à la destruction et au pillage.

Dans le village de Koilou, l'habitation des Pères avec la chapelle et l'école a été détruite, ainsi que tous les objets mobiliers qui s'y trouvaient.

A Bismichan, leur maison a été pillée et endommagée.

A Husemk et à Susmiri, il y a eu également des dégâts et une destruction partiels.

Les pertes totales s'évaluent à 120.000 francs au moins pour les établissements de la ville et à un minimum de 10.000 francs pour les maisons situées dans les quatre villages que je viens de désigner, et je ne tiens compte dans cette évaluation que de la valeur des maisons et des objets détruits. Le préjudice moral causé à la mission, que les autorités n'ont pas su protéger, est considérable, et il sera nécessaire d'en tenir compte dans la fixation du chiffre de l'indemnité qui est due par le Gouvernement ottoman.

A Mudjuk-Dérassi et à Yénidjé-Kalé, les couvents et écoles des Pères Franciscains ont été pillés, puis incendiés ; dans leur maison de Dom-Kalé, les dégâts ont été importants. La troupe était sur les lieux et au lieu de contenir la populace effrénée qui se livrait au meurtre des chrétiens et à l'incendie de leurs maisons, elle a pris part à tous les méfaits, même à ceux dirigés contre nos religieux, dont elle a tué un et contraint trois à chercher un refuge à Zeitoun.

A Malatia, l'autorité militaire avait été inerte, ici elle a été complice.

La reconstitution de la mission détruite et le payement, dans ce but, d'une indemnité appropriée au désastre est pour le Gouvernement ottoman une obligation aussi stricte que celle de rechercher et de punir les coupables, contre lesquels j'ai déjà porté plainte devant lui.

A Aïn-Tab, à Orfa, à Diarbékir, à Kharpout, à Erzeroum, partout nos missions ont eu à souffrir des événements ; partout, par leur dévouement et leur charité, elles ont, sans compter, cherché à réparer des maux que les autorités auraient dû empêcher de se produire. Elles n'ont pas réclamé auprès de moi des indemnités pour les peines qu'elles ont prises ou les dépenses excessives qu'elles ont faites par un élan spontané de leur esprit d'humanité et de charité.

L'équité ne permet pas à la Sublime Porte de les oublier et une part devra leur être réservée, à titre de réparation, dans la somme totale de l'indemnité dont le Gouvernement ottoman, après entente avec moi, se reconnaîtra redevable.

Je ne puis terminer cette communication sans parler des événements d'Abkès et de Cheiklé. Les couvents des Lazaristes et des Pères trappistes dans ces deux localités ont été, à deux reprises différentes, en grand danger. Il s'en est fallu de très peu qu'un grand malheur n'arrivât, dont les conséquences eussent été des plus sérieuses. Je rends hommage à l'intervention énergique de deux hommes, le mutessarif de Yarpouz, Kairy Bey, et le muhassabadji Mehmed Mouktar Effendi, dont je n'oublierai ni les noms ni la conduite digne de grands éloges ; mais je ne suis pas rassuré pour l'avenir. Je considère les religieux français de Cheiklé et d'Abkès comme étant encore en danger. Leur vie sera à la merci d'un incident, tant que les organisateurs du désordre, les chefs de bandes kurdes qui sont venus jusqu'à la porte de nos couvents, n'auront pas été arrêtés et exilés, tant que les malfaiteurs ne sauront pas qu'ils ne peuvent plus compter sur l'impunité, que les autorités connaissent leur devoir et sont décidées à le remplir.

Votre Excellence reconnaîtra qu'une pareille situation ne peut pas durer et que je suis en droit de réclamer les mesures les plus promptes et les plus sévères pour rétablir autour d'Abkès et de Cheiklé la sécurité qui n'existe plus. Je lui serai très reconnaissant de me faire connaître sans retard une décision de nature à faire cesser la trop légitime inquiétude des missionnaires français de ces deux résidences.

Je lui serai également très obligé de me répondre le plus promptement possible au sujet des autres mesures de répression que je réclame dans cette lettre, et au sujet des indemnités dont je le prie de faire adopter le principe par son Gouvernement et dont je suis prêt à discuter le détail avec elle.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Bourgeois, président du Conseil, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 30 avril 1896.

Le lieutenant-colonel de Vialar, choisi par moi pour prendre part avec deux aides de camp envoyés par le Sultan à une enquête sur le meurtre du Père Salvatore, est arrivé à Marache, le 22 de ce mois, après avoir visité nos missions d'Abkès et de Cheiklé.

Le 24 avril, la Commission a commencé son enquête. Le Père Demi, supérieur de Terre Sainte et le gérant du Père Salvatore ont été entendus ainsi qu'une femme arménienne et une petite fille de 10 ans qui, témoin oculaire du massacre, a été très affirmative.

Des difficultés ont, comme c'était à prévoir, été soulevées dès le premier jour. Les Commissaires turcs ont inscrit en tête des procès-verbaux cette indication inexacte : « En la présence officieuse de M. de Vialar ». J'ai prescrit à notre attaché militaire de faire rayer le mot « officieuse », attendu qu'il a été désigné à la demande du Sultan pour participer à l'enquête. J'ai demandé au ministre des affaires étrangères de faire envoyer des instructions dans le même sens aux Délégués du Sultan, faute de quoi je l'ai prévenu que le colonel de Vialar recevrait l'ordre de se séparer de ses collègues turcs et de procéder à une enquête séparée. Cette enquête, faite en dehors des officiers du Sultan, aurait d'ailleurs l'avantage d'être beaucoup plus sérieuse et plus sincère ; devant M. de Vialar seul, les témoins oseraient parler et révéler tout ce qu'ils savent. Beaucoup, à l'heure qu'il est, ont peur, s'ils parlent, d'être maltraités ou tués après le départ de la Commission, et plusieurs ont fait cet aveu à M. Barthélemy. Le Sultan, qui eût été satisfait de diminuer l'importance de mon Délégué, s'empressera, j'en suis convaincu, de faire enlever le mot officieux pour éviter une enquête séparée faite par nos agents.

La présence à Marache du colonel de Vialar a produit un très bon effet ; son caractère militaire ajoute à la confiance et aux espérances qu'a fait naître l'arrivée d'un envoyé de l'Ambassade de France. La franchise de ses allures, son caractère, sa connaissance des Turcs, sa volonté d'arriver à percer l'obscurité dont on entoure volontairement la vérité, lui donnent de l'autorité et j'ai la confiance que sa mission à Marache, favorable à nos intérêts, ne sera pas stérile non plus pour la découverte des véritables coupables du meurtre du Père Salvatore.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Bourgeois, président du Conseil, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 30 avril 1896.

Depuis le moment où un projet de réformes en Arménie a été sérieusement étudié, les Bulgares se sont préoccupés d'obtenir des améliorations en faveur des populations des vilayets de la Roumélie qu'ils considèrent comme se rattachant en grande majorité à la patrie bulgare.

La réconciliation avec la Russie a suspendu au moins pour cette année une agitation qui se préparait pour obtenir de la Porte par voie d'intimidation un certain nombre de concessions parmi lesquelles se trouvaient les réformes. Le maintien de la tranquillité dans les Balkans ayant été une des exigences formelles de la Russie aussi bien que des autres Puissances européennes, le Gouvernement princier, fortifié par le succès de sa politique d'entente avec la Russie, a pu, sans se rendre impopulaire, arrêter le mouvement qui menaçait la sécurité des frontières de la Turquie. Le Prince Ferdinand et M. Stoïloff ont cependant su tirer parti de leur condescendance aux volontés du Tzar et obtenir le concours du Gouvernement russe dans la question des réformes. M. de Nelidow a été chargé d'appuyer auprès du Sultan cette réclamation du Gouvernement bulgare et il a conseillé à Sa Majesté d'étendre les réformes aux provinces de la Roumélie. La satisfaction qu'Abdul Hamid a éprouvée en voyant se dissiper un des dangers qu'il redoute le plus a également pu être exploitée ; le Gouvernement bulgare n'a pas manqué de faire valoir auprès du Sultan le succès des efforts qu'il a faits pour contenir les agitateurs.

Le Prince, pendant son séjour à Constantinople, a, de son côté, insisté sur l'utilité de donner aux populations bulgares une satisfaction sans laquelle il lui deviendrait très difficile de faire taire les mécontents.

Le Sultan et le Gouvernement impérial ne pouvaient que se laisser convaincre par d'aussi bonnes raisons et le décret concédant des réformes pour les vilayets de la Roumélie vient d'être publié.

J'ai l'honneur d'en envoyer ci-joint le texte à Votre Excellence.

Reste à savoir si, dans l'application des réformes, les provinces européennes seront mieux partagées que les provinces de l'Asie-Mineure pour lesquelles les mêmes bénéfices ont été obtenus.

Les conditions sont plus favorables pour elles parce que l'élément turc est moins important et que des excès de sa part seraient plus dangereux pour lui. Des difficultés, bien que d'un autre caractère, n'en sont pas moins à prévoir, l'application sincère des réformes paraissant être au-dessus des forces de la Turquie et contraire à toutes ses traditions.

P. CAMBON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 30 AVRIL 1896.

DÉCRET

Les réformes pour les vilayets de Roumélie.

Sur l'ordre de Sa Majesté Impériale le Sultan, le Conseil des Ministres a arrêté le projet de réformes suivantes pour les vilayets de la Roumélie. Ce projet qui a été approuvé par Sa Majesté a pour but de mieux assurer l'administration civile, judiciaire et financière, ainsi que de renforcer le service

d'ordre dans l'intérieur de ces provinces. Il comprend les diverses mesures propres à assurer le bien-être de la population.

Réorganisation.

L'organisation du vilayet d'Adrinople sera remaniée de manière à être conforme à l'organisation civile actuelle des provinces de la Roumélie. Le nombre des membres éligibles musulmans et non musulmans des conseils administratifs, soit du susdit vilayet, soit des vilayets de Salonique, de Monastir et de Cossova, sera porté à six dont la moitié appartiendra aux cultes non musulmans.

Dans les livas dont la population non musulmane est mixte, les deux membres non musulmans du conseil administratif de ces districts seront choisis à tour de rôle dans la communauté comprenant la majorité de la population.

Les valis des provinces de la Roumélie seront assistés d'un adjoint.

Pour chaque deux provinces, il y aura une commission de contrôle dont les attributions seront d'examiner les affaires civiles, judiciaires et financières.

Inspection.

La durée du service des inspecteurs permanents pour les services civils, judiciaires et financiers, est fixée à trois ans. A l'expiration de leur mandat, ils permuteront avec les inspecteurs d'une autre province. Les principales attributions de ces inspecteurs consisteront à s'enquérir de la conduite des fonctionnaires administratifs qui auront commis des abus, des procédés contraires à la loi et qui auront fait preuve de négligence dans l'exercice de leurs fonctions et d'assurer la marche régulière des affaires publiques.

Les inspecteurs judiciaires surveilleront la marche régulière de la justice, faciliteront l'expédition des procès civils, se rendront compte de la situation des prisons et assureront l'ordre et la régularité des services antérieurs de ces établissements. Les inspecteurs financiers surveilleront, de leur côté, la perception et l'emploi des taxes et impôts, empêcheront les vexations et livreront à la justice les fonctionnaires coupables. Les attributions des inspecteurs administratifs et financiers appartenant à la commission de contrôle seront déterminées par des instructions spéciales.

Justice et culte.

La Commission de réforme judiciaire étudiera et déterminera la procédure propre à abréger les formalités retardant le cours des procès des affaires civiles et pénales et le prononcé des sentences.

Lors d'une demande d'autorisation pour la construction d'une nouvelle église, les formalités nécessaires d'enquête préliminaire ne devront pas dépasser deux mois dans les cazas et devront être complétées dans le délai d'un mois dans les livas et vilayets. Cette disposition est obligatoire pour les conseils administratifs.

Il est également décidé que ces formalités, qui devront être complétées à Constantinople, seront activées afin de délivrer le firman nécessaire, si l'autorisation doit être accordée par l'adé impérial.

En ce qui concerne les demandes d'autorisation pour la réparation des églises construites dans les formes susindiquées, les valis accorderont l'autorisation nécessaire, sur le rapport de l'administration locale, rapport qui devra être rédigé dans un délai d'une semaine.

Pour la construction des églises détruites par l'incendie ou écroulées, le firman impérial sera accordé après les formalités nécessaires au Ministère de la justice et des cultes.

Service d'ordre public.

Dans les régiments de gendarmerie des vilayets de Roumélie on admettra dans la proportion de 10 p. 100 des habitants non musulmans.

Travaux publics et instruction publique.

Le service administratif des écoles de village sera amélioré. Des écoles élémentaires et d'autres écoles dont la création sera décidée par le Ministère de l'instruction publique seront instituées partout où il sera jugé nécessaire, et l'on mettra en exécution toutes autres mesures propres à propager et à assurer les progrès de l'instruction.

En vertu d'un iradé impérial précédemment promulgué, les traitements des professeurs de langue turque qui seront nommés aux écoles rouchdié chrétiennes, seront payés sur des revenus appartenant à l'instruction publique.

La construction et la restauration des ponts et chaussées des vilayets sera effectuée par la corvée. Les contribuables seront libres de choisir entre le rachat et le service personnel.

Les travaux vicinaux de chaque vilayet seront déterminés chaque année par le conseil administratif et la commission des travaux publics de la même province. Les états dressés de ces travaux seront, après examen, approuvés par le Ministère des travaux publics.

Les voies de communication des nahies seront améliorées.

La création de chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture, sera généralisée dans chaque province d'après la loi régissant la matière. On veillera à la juste répartition des sommes affectées à l'agriculture par la Banque agricole.

Taxes et impôts.

La taxe des dîmes ainsi que la contribution revenant à l'instruction publique et qui est payée en même temps que cette taxe, seront ajoutées à l'impôt immobilier après fixation de la cote moyenne basée sur trois périodes successives et seront perçues en espèces chaque année. Ce système sera mis en vigueur cette année (1312) à titre d'essai dans un des cazas de chaque vilayet de la Roumélie.

À la requête des propriétaires, il sera procédé, d'après les iradés précédemment promulgués, à la diminution de la valeur estimative exagérée des immeubles bâtis et des terrains dans les villages. Dans la perception des impôts arriérés, on tiendra compte de ces diminutions.

Les dettes des personnes nécessiteuses seront réclamées en divers paiements. Les cultivateurs qui ne s'occupent ni de commerce ni d'industrie ne seront pas astreints à la taxe du temettu.

La taxe d'exonération militaire sera répartie proportionnellement à la situation des contribuables. Sur le chiffre attribué à chaque communauté, la part de chaque contribuable sera proportionnelle aux impôts fonciers de temettu, dîmes, taxe de moutons que celui-ci paye à l'État.

Chaque année, à l'époque de la répartition de cet impôt, un fonctionnaire du bureau du fisc se rendra auprès du conseil de chaque communauté pour faciliter la confection des rôles qui devront être signés par les membres de ce conseil. Après cette formalité, on commencera la perception par les soins du Gouvernement.

Mesures d'ordre.

En cas de destruction, de propos délibéré, par le feu, de maisons, granges et produits agricoles dans les confins d'un village, la totalité des habitants de ce village sera tenue ou de découvrir et de livrer à l'autorité les coupables ou d'indemniser les pertes.

Le 9 zilcadé 1313.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 14 mai 1896.

Il s'est produit, à la suite des massacres d'Arménie, de nombreuses conversions de chrétiens à l'islamisme.

Ces conversions forcées, inspirées par la terreur, non autorisées et non reconnues légalement jusqu'à ce jour, sont maintenues à peu près partout par les musulmans qui continuent à exercer sur les malheureux convertis une pression violente et menacent de traiter en renégats ceux d'entre eux qui voudraient revenir à leur foi première. Cette situation est une des plus délicates dont nous ayons à nous occuper. Elle existe à Van, à Diarbékir, à Marache, un peu partout à l'intérieur des provinces ensanglantées par les massacres ; elle présente un caractère particulièrement aigu dans certaines régions comme celle de Biredjik, par exemple. De même que mes collègues, j'ai appelé l'attention de la Porte sur ces conversions forcées et réclamé la protection des autorités pour ceux qui voudraient rentrer dans le sein de leur communauté. Toutes les fois que ces faits particuliers m'ont été signalés, je suis intervenu, mais nos efforts n'ont pu, jusqu'à présent, amener une modification sensible d'un état de choses en présence duquel le Gouvernement ottoman, lui-même, est embarrassé. L'ambassadeur d'Angleterre ayant fait connaître au Sultan des renseignements qui lui étaient parvenus sur l'anéantissement de la population chrétienne de Biredjik, où tous les survivants avaient dû se convertir à l'islamisme, Sa Majesté avait nommé une Commission pour faire une enquête sur ces faits et avait demandé à Sir Philip Currie d'adjoindre à ses commissaires un délégué anglais.

M. Fitz-Maurice, chargé par l'ambassadeur d'Angleterre de cette mission, vient de revenir à Constantinople et a remis à Sir Philip ses rapports. D'après les instructions de son ambassade, il a, en dehors de Biredjik, où il s'était rendu sur l'invitation du Sultan, visité Orfa, Adiaman, Severek, Behesni, Marache et d'autres localités du vilayet d'Alep.

Les rapports de M. Fitz-Maurice m'ont été communiqués par mon collègue d'Angleterre.

Au total, pendant le cours de sa mission, le vice-consul a noté : dans le district de Biredjik, 4.300 conversions ; à Orfa, 500 ; à Severek, 200 ; à Adiaman et aux environs, 900 ; plusieurs centaines enfin à Albistan et dans les environs de Marache.

Dans une réunion des ambassadeurs, il a été convenu que Sir Ph. Currie, ayant pris l'initiative de l'enquête, ferait une démarche auprès de la Porte, et que ses collègues l'appuieraient. Il a demandé l'envoi à Biredjik de fonctionnaires délégués du Sultan et assez autorisés pour assurer le libre retour à leur religion des chrétiens convertis de force, ainsi que l'éloignement de cette localité des *rédijs* qui jettent la terreur autour d'eux.

Nous apprenons aujourd'hui que le renvoi des *rédijs* est décidé et que le Sultan propose l'envoi à Biredjik de la commission qui vient de terminer l'enquête sur le meurtre du Père Salvatore.

Nous sommes d'avis d'accepter cette solution.

P. CAMBON.

M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 21 mai 1896.

Le lieutenant-colonel de Vialar m'annonce la clôture de l'enquête sur le meurtre du Père Salvatore. Des ossements et débris sont expédiés

sous scellés au premier secrétaire du Sultan. La conclusion formelle du colonel est que le commandant des troupes, dont la responsabilité est établie, doit être immédiatement arrêté et mis en jugement.

Les commissaires ottomans ont refusé de faire connaître leurs conclusions et ont adressé un rapport secret à Constantinople. M. de Vialar part pour Zeïtoun et Kilis ; il rentrera à Constantinople au commencement de juin.

J. DE LA BOULINIÈRE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople.

Paris, le 22 mai 1896.

Les résultats de l'enquête relative au meurtre du Père Salvatore n'ayant laissé au colonel de Vialar aucun doute sur la responsabilité du commandant des troupes, vous voudrez bien agir auprès de la Porte avec toute l'énergie nécessaire pour obtenir que cet officier soit immédiatement arrêté et mis en jugement.

G. HANOTAUX.

M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople, à Son Exc. Tewfik Pacha, ministre des affaires étrangères.

26 mai 1896.

La lettre de l'ambassade, en date du 23 mars dernier, vous a fait connaître les informations recueillies par M. Barthélemy pendant le cours de sa mission à Zeïtoun et Marache sur les conditions dans lesquelles s'était accompli le meurtre du Père Salvatore, religieux latin de Moudjouk Déressi.

J'ai signalé à votre indignation le rôle joué dans cette douloureuse affaire par des soldats de l'armée ottomane et la participation d'un officier au crime que nous déplorons. J'ai réclamé, dès ce moment, pour les coupables le châtimement que comportaient les actes qui engageaient au premier chef la responsabilité du Gouvernement ottoman.

L'accusation dirigée contre les hommes revêtus de l'uniforme militaire, était si grave, que Sa Majesté Impériale a tenu à ce qu'une enquête approfondie mit en pleine lumière les faits révélés. Il était important, en effet, qu'aucun doute ne pût subsister ni sur les conditions du meurtre du Père Salvatore et de ses compagnons, ni sur les véritables coupables, pour que justice pleine et entière fût faite.

Sa Majesté Impériale, dans cette pensée, a nommé une Commission et a prié Son Exc. l'Ambassadeur de France d'adjoindre aux Délégués impériaux un délégué choisi dans le personnel de son Ambassade. Le lieutenant-colonel de Vialar, attaché militaire, a été désigné par M. Cambon pour remplir cette mission.

La Commission ainsi formée s'est rendue à Marache, a procédé à son enquête, a entendu des témoignages, a retrouvé sur l'emplacement où les meurtres ont été commis, les dépouilles des victimes, parmi elles la ceinture de corde du Père Salvatore, et après avoir réuni toutes les preuves du crime, a pu clore son enquête avec une conviction fortement motivée.

Le doute n'est plus possible maintenant : il y a eu crime et la respon-

sabilité de ce crime retombe de tout son poids sur le commandant des troupes qui accompagnaient le Père Salvatore et les autres victimes le jour de leur mort.

Les conclusions du colonel de Vialar sont formelles à cet égard. L'heure de la justice est venue et je suis convaincu que le Gouvernement ottoman ne faillira pas au devoir qui lui incombe de la faire rendre.

Par ordre de mon Gouvernement, je réclame l'arrestation immédiate de l'officier qui commandait l'escorte du Père Salvatore et sa mise en jugement comme accusé d'avoir fait procéder au massacre de ce religieux et de ses compagnons.

Certain que le Gouvernement de Sa Majesté Impériale n'hésitera pas à donner à cette réclamation trop justifiée la seule solution qu'elle comporte, je serai obligé à Votre Excellence de me mettre promptement en mesure de transmettre au Gouvernement de la République l'avis que l'arrestation de cet officier est chose faite et que son procès est commencé.

J. DE LA BOULINIÈRE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 27 mai 1896.

Par une dépêche du 21 de ce mois, vous avez bien voulu m'indiquer les résultats de l'enquête à laquelle le lieutenant-colonel de Vialar a procédé, conjointement avec deux délégués du Sultan, sur le meurtre du Père Salvatore. Vous m'avez, en même temps, rendu témoignage de la résolution et de la persévérance que notre attaché militaire a dû déployer pour arriver à dissiper les doutes qui subsistaient encore sur les responsabilités engagées dans ce malheureux incident. Je vous autorise à joindre mes félicitations personnelles à celles que vous avez déjà adressées vous-même au colonel de Vialar.

En ce qui concerne les suites effectives qu'il importe de faire donner à l'enquête, je ne puis que vous confirmer les instructions télégraphiques que j'ai fait parvenir à M. de la Boulinière, et je m'en rapporte à votre énergie du soin de décider le Sultan à assurer, dans des conditions exemplaires, le châtimement des coupables.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 29 mai 1896.

Conformément aux instructions de Votre Excellence, j'ai demandé au Gouvernement ottoman l'arrestation immédiate et la mise en jugement de l'officier qui commandait l'escorte du Père Salvatore le jour où ses compagnons et lui ont été massacrés.

J'ai insisté verbalement avec la plus grande énergie auprès de Tewfik Pacha sur la demande que je lui avais fait parvenir au nom de mon Gouvernement. Le ministre des affaires étrangères s'est retranché derrière l'ignorance où il était encore d'une affaire que le Palais avait prise en main. Je lui ai dit qu'il lui appartenait de faire le nécessaire pour

pouvoir me donner une réponse, mais qu'il devait comprendre que cette réponse était urgente et devait être satisfaisante ; il m'a promis de s'en occuper activement.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 5 juin 1896.

Il me revient que la Porte a chargé ses ambassadeurs de réclamer des Gouvernements auprès desquels ils sont accrédités, l'envoi d'instructions à leurs ambassadeurs à Constantinople, afin que ces derniers cessent d'insister sur la nomination d'un Caïmakan chrétien à Zeïtoun.

Je fais observer que cette nomination est conforme au décret de réformes promulgué par le Sultan, qu'elle a été l'une des conditions consenties par la Porte et transmises par nos délégués aux habitants de Zeïtoun pour obtenir leur soumission, que, s'il est dans les habitudes du Sultan d'oublier sa parole, il ne peut nous convenir de dégager la nôtre, et que nous perdriions toute considération parmi les populations chrétiennes si nous osions nous associer au manque de foi du Gouvernement ottoman.

Si Munir Bey entretient Votre Excellence de cette question, il serait utile de lui tenir un langage conforme à celui que j'ai tenu moi-même.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 7 juin 1896.

Mes collègues d'Allemagne et d'Italie me font savoir que la communication de la Porte, relativement à la nomination d'un Caïmakan chrétien à Zeïtoun, a été faite à leurs Gouvernements à Berlin et à Rome. On a répondu que, la médiation ayant été exercée par les ambassadeurs des Puissances à Constantinople, il leur appartenait de régler les questions relatives à l'exécution de la capitulation de Zeïtoun.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 7 juin 1896.

Munir Bey, ayant pu se rendre compte, au cours d'un entretien récent, de ma manière de voir en ce qui concerne la situation en Orient, s'est abstenu de me communiquer officiellement la décision prise par le Sultan de retarder la nomination d'un Caïmakan chrétien à Zeïtoun. Il n'a pu se dissimuler, en effet, que je considérerais cette décision comme inopportune et comme pouvant donner un nouveau prétexte aux agitations des chrétiens dans l'Empire. Je ne puis d'ailleurs qu'approuver l'idée de laisser aux ambassades le soin d'achever l'arrangement de cette affaire.

G. HANOTAUX.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapia, le 10 juin 1896.

M. Roqueferrier vient de me transmettre d'Erzeroum des détails sur les ravages commis dans le каза de Terdján et dans le bourg de Mollah Suleyman, qui dépend du каза d'Alachguerd.

Ces informations n'ont qu'un intérêt rétrospectif puisqu'elles se rapportent à des faits remontant aux mois d'octobre et de novembre de l'année dernière.

Je crois utile toutefois de placer sous les yeux de Votre Excellence, à titre de document, un tableau succinct des méfaits dont le каза de Terdján a été le théâtre et je le joins à ce rapport.

Pour le bourg de Mollah Suleyman, notre agent à Erzeroum a pu se procurer une liste très complète des objets ou bestiaux enlevés aux habitants arméniens.

On voit par cette liste que, outre les animaux, bœufs, vaches ou moutons, tous les objets nécessaires à la culture, tous les instruments aratoires, tout le mobilier et tous les ustensiles de ménage ont été emportés ; et ce village passe pour avoir été moins éprouvé que bien d'autres.

On se rend compte par ces renseignements de l'extrême misère dans laquelle se trouvent plongés les arméniens survivants.

Cette liste a été communiquée par M. Roqueferrier au Vali, qui lui a promis de faire restituer à leurs propriétaires tout au moins les bestiaux.

Les derniers rapports de l'Ambassade vous ont fait connaître la situation qui existe à l'heure actuelle dans le district de Van. Une nouvelle lettre du P. DeFrance à notre agent à Erzeroum nous tient exactement au courant de l'état de choses. Il semble qu'il y ait une légère détente ou plutôt une période d'accalmie ; mais les routes sont toujours dangereuses et personne n'ose sortir. Les Quatchags continuent à faire parler d'eux ; ils ont eu une rencontre avec les Zaptiés, mais, grâce à la complicité de la population arménienne, ils sont insaisissables.

Le P. DeFrance résume ainsi la situation : Kurdes en armes laissés impunis, plus tranquilles pour le moment ; Quatchags constituant une menace constante pour la tranquillité publique ; enfin divergence de vues entre les deux fonctionnaires chargés de la sécurité du vilayet.

Saad ed Din Pacha, Commissaire impérial, veut ménager les Kurdes pour s'en servir contre les Arméniens, tandis que le Gouverneur général est partisan des mesures de conciliation. Les Quatchags seraient disposés à demander l'amnistie en invoquant leur fidélité au Sultan et la nécessité où ils ont été placés de se défendre contre d'injustes attaques. Le Vali serait favorable à la réalisation d'une pareille mesure de pacification ; elle offre malheureusement des difficultés pratiques très grandes en raison des défiances réciproques qui se mettront en travers de toutes les combinaisons.

M. Summaripa me communique les informations suivantes sur les désordres de cette année : dans le vilayet d'Adana, 50 chrétiens ont été tués, 640 ont eu leurs maisons ou magasins pillés ; 10.000 sont réduits au dénûment le plus complet. Il signale aussi le passage à Tarsous d'une mission allemande dirigée par le docteur Leipsik, qui a fondé à

Valas près de Césarée un orphelinat destiné à recueillir les Arméniens devenus orphelins à la suite des massacres ; cette mission doit fonder en outre des établissements analogues à Marache et à Orfa ; tous doivent être placés sous le patronage de l'Allemagne, dès que le firman nécessaire aura été obtenu. Enfin il m'adresse un tableau dressé par les soins des missions américaines sur l'étendue des dommages causés en Asie-Mineure par des massacres. J'en transmets ci-joint une copie à Votre Excellence.

A Marache, le Mutessarif, destitué sur ma demande, a quitté la ville, et, malgré certains honneurs que le Commandant militaire lui a fait rendre, son remplacement produit une bonne impression dont notre influence ne peut que tirer profit. Ce n'est pas uniquement du mauvais vouloir d'Abdul Wahab que nous avons à nous plaindre ; l'action funeste qu'il a exercée pendant la période des troubles ne provient pas seulement d'une absence de répression et d'équité, mais d'une participation personnelle et directe dans l'organisation des massacres et du pillage. Le P. Salvatore est en réalité une de ses victimes ; l'incendie et le pillage des couvents latins de Mudjuk-Déréssi et de Yénidjé-Kalé sont également une conséquence de la protection qu'il accordait aux ennemis des chrétiens.

C'est la conviction de M. Barthélemy, dont l'opinion est fondée sur des faits qu'il a constatés depuis qu'il vit, soit à Marache, soit à Zeïtoun, au milieu des populations opprimées et en contact journalier avec leurs oppresseurs.

Le colonel de Vialar sera à Constantinople dans deux ou trois jours ; je lui demanderai un rapport détaillé sur les résultats de sa mission. Il est accompagné par le Supérieur de Cheiklé dont le couvent, ainsi que celui des Lazaristes d'Akbès, eût été envahi par les Kurdes, sans la présence d'esprit et le courage des deux fonctionnaires turcs que le Gouvernement de la République vient de décorer en récompense de leur belle conduite.

P. CAMBON.

Tableau général des Pertes (fin février 1896).

PROVINCES	POPULATION	POPULATION chrétienne	MAISONS pillées	BOULIQUES pillées	CHRÉTIENS tués	MUSULMANS tués	CONVERSIONS forcées	MAISONS et boutiques pillées	MALHEUREUX	SONT PRU MALHEUREUX
<i>Des six Provinces comprises dans les réformes.</i>										
Erzeroum.....	595.500	125.700	7.500	2.600	6.715	30	5.200	1.177	55.300	28.000
Sivas.....	1.087.500	173.000	4.830	882	3.225	45	1.600	1.540	34.000	10.400
Kharpout.....	524.300	81.400	10.577	915	11.584	319	12.500	6.412	41.500	8.000
Diarbékir.....	472.000	133.600	5.400	1.430	5.720	500	7.500	2.138	41.500	28.500
Bitlis.....	399.000	138.700	6.050	430	1.400	3	6.500	450	50.000	14.000
Van.....	431.500	175.200	2.900	255	463	»	3.000	365	25.000	5.000
TOTAUX.....	3.509.800	827.600	37.257	6.512	29.107	897	36.300	14.812	247.300	90.900
<i>Des Provinces non comprises dans les réformes.</i>										
Alep.....	410.500	46.650	1.200	850	6.600	»	1.500	700	21.500	2.000
Adana.....	403.500	97.500	600	40	50	32	3.000	»	10.000	10.000
Angora.....	210.000	48.500	200	200	350	»	150	24	2.500	»
Trébizonde.....	115.000	14.000	492	340	978	9	»	191	9.000	3.500
TOTAUX.....	1.139.800	206.650	2.492	1.430	7.978	41	4.650	915	43.000	15.500
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	4.648.800	1.034.250	39.749	7.942	37.085	938	40.950	12.727	290.300	106.400

Les détails manquent de Sandjak de Bekkiani (Van).

Caza de Terdjan (Octobre et Novembre 1895)

NOMS des VILLES OU VILLAGES	MAISONS PILLÉES	TUÉS	BLESSÉS	ENLÈVEMENTS et VIOLS	OBSERVATIONS
Pakaridj Katchik-Ogloutou . . .	250 12	20	30	2	L'église a été envahie, le prêtre blessé.
Kentur	130	22	»	Plusieurs.	L'église a servi d'écurie.
Pariz	120	30	20	15	Le caïmakan venu pour rassurer les chrétiens les engage à se retirer dans leurs églises. Après son départ les églises sont envahies, pillées et brûlées.
Sare-Kaya Teknes	90 50		20	»	
Tivnuk Astirkom Mantara	70 15 4	50	0	Presque toutes les jeunes femmes sont violées.	
Poulk	50	5	8	3	3 attaques, le pillage a été complet.
Tejan	40	14	»	»	15 femmes sont mortes de froid dans la montagne.
Zaghari	60	7	18	6	
Katchahk	50	12	»	6	
Aghatir Heroui	40 20	5	10	»	2 églises détruites.
Abarouk	Village pillé.	8	14	Nombreux.	Les deux kiahias du village brûlés vifs.
Kouroukol	30	12	8	»	
Koumbar	50	27	»	1	2 prêtres tués.
Tarkiz	40	15	»	»	
Karaboulak Kenzeri Espeverigue	150	30	16	La plupart des jeunes femmes et filles violées.	Les monastères de Saint-Toro et Tasta détruits.
Karkhen	40	Les Arméniens conduits liés au bord du Carasou ont été massacrés et leurs cadavres jetés à la rivière.		La plupart des femmes violées.	Le Mudir Belhir agha dirigeait l'attaque; il a enlevé 4 jeunes filles. Poursuivi, il a été relâché au bout de trois jours.
TOTAL connu					

Les différentes tribus kurdes ont pris part au pillage et au massacre avec les Musulmans des villages. Il a été vendu dans quelques villages 3 à 0 p. 0/0 des objets volés.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

SUISSE

Compte de gestion du Conseil fédéral pour 1896.

DÉPARTEMENT POLITIQUE

RELATIONS AVEC L'ÉTRANGER

Durant cet exercice, la Suisse a continué d'entretenir de bons rapports avec les Etats étrangers.

1. Le troisième arrondissement de la ville de Zurich a été, du 26 au 29 juillet, le théâtre de troubles regrettables, qui ont fait sensation même à l'étranger ; dans ce mouvement, dirigé contre les nombreux ouvriers italiens qui habitent Zurich, beaucoup furent l'objet de violences contre leur personne et contre leurs biens. Ces désordres, qui, espérons-le, ne se renouvelleront plus ni à Zurich ni autre part en Suisse, auraient pu amener de sérieuses complications avec l'Italie. Grâce aux autorités zuricoises, qui déclarèrent vouloir accorder aux victimes une indemnité équitable, l'affaire s'est terminée d'une manière satisfaisante.

2. Le 19 septembre, ensuite de l'incident qui s'était produit le 16, lors des manœuvres du III^e corps d'armée dans le canton de Zurich, nous avons décidé de demander à la république de l'Uruguay le rappel de son ministre, M. le Dr Alberto Nin. Les pourparlers à ce sujet se poursuivant encore, nous reviendrons sur cette affaire dans notre prochain rapport de gestion. Nous avons exprimé au gouvernement de l'Uruguay notre désir de la voir se terminer à l'amiable, et nous espérons que nos relations avec cette république n'en seront pas troublées.

TRAITÉS AVEC L'ÉTRANGER ; AFFAIRES D'ARBITRAGE.

Nous ne mentionnons ici que les conventions avec les Etats étrangers qui rentrent dans le champ d'activité du Département politique et, pour éviter des répétitions, nous renvoyons aux rapports des autres départements.

1. Le 12 novembre, le Sénat français, par 160 voix contre 42, a ratifié, *mais en première lecture seulement*, le traité conclu en 1891

entre la Suisse et la France touchant la rectification de la frontière entre le Valais et la Haute-Savoie (Mont-Dolent).

Les nouveaux débats à ce sujet ont déjà été renvoyés deux fois, de sorte qu'à l'heure qu'il est le traité approuvé le 5 mars 1892 par la Chambre française n'a pas encore été sanctionné par le Sénat. Ce retard doit être attribué à l'opposition inexplicable de quelques membres de ce corps.

2. Après la conclusion d'un traité général d'arbitrage entre l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique, le gouvernement de ce dernier pays a exprimé à notre ministre le désir de reprendre les négociations pour en conclure un semblable avec la Suisse. C'est pourquoi nous avons, le 14 décembre dernier, confirmé à M. Pioda nos instructions précédentes et l'avons autorisé à conclure un traité avec les Etats-Unis sur la base de notre projet de 1883.

3. L'affaire Fabiani a été résolue le 30 décembre dernier par le président de la Confédération pris pour arbitre. La France réclamait une indemnité de 46 millions, intérêts compris, tandis que le Venezuela niait aussi bien les dénis de justice dont on se plaignait et le dommage qui en était soi-disant résulté, que la responsabilité de l'Etat pour les actes et les omissions de ses employés.

L'arbitre a reconnu la réclamation de la France fondée en principe, par la raison que les tribunaux vénézuéliens s'étaient à plusieurs reprises rendus coupables de dénis de justice à l'égard de Fabiani, et que la législation du Venezuela déclare l'Etat responsable des fautes de l'autorité judiciaire.

L'indemnité que le gouvernement du Venezuela devra payer à Fabiani a été fixée à 4.346,656 francs.

4. Le 8 février 1896, les gouvernements de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique ont conclu une convention d'arbitrage pour régler le différend concernant la pêche dans la mer de Behring : l'article 5 de cette convention est conçu en ces termes :

« Si des divergences d'opinion se produisent entre les commissaires, ils adresseront aux deux gouvernements un rapport commun où ils motiveront leurs manières de voir. Tout point contesté sera soumis ensuite au jugement définitif d'un arbitre nommé de concert par les deux gouvernements ; s'ils n'arrivent pas à se mettre d'accord sur le choix de cet arbitre, il sera, sur leur demande, désigné par le président de la Confédération suisse. »

Sur la requête de ces deux gouvernements, nous avons autorisé le président de la Confédération à se charger de cette mission, pour le cas où se réaliserait l'éventualité prévue dans la convention.

5. Les gouvernements de la Grande-Bretagne et de la Colombie nous ont priés de constituer un tribunal arbitral de trois personnes pour régler le différend qui s'est élevé entre le gouvernement de la Colombie et la maison anglaise, Mc Taggard, Lowther et C^{ie} au sujet d'un chemin de fer entre la ville de Medellin et Rio Magdalena. Nous avons déféré à cette demande ; pour plus de détails, voir le rapport de gestion du Département de Justice et Police.

6. Le 30 septembre, le gouvernement de la République Sud-Africaine a notifié son adhésion à la convention de Genève, du 22 août 1864, pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne.

Nous avons donné connaissance de cette adhésion aux Etats intéressés, qui en ont pris bonne note.

Dans sa réponse, le gouvernement britannique faisait observer ce qui suit :

« Conformément à l'article 4 de la convention de Londres de 1884, cette adhésion de la République Sud-Africaine ne peut avoir lieu sans l'approbation de Sa Majesté la reine ; cette approbation sera accordée au gouvernement de la République Sud-Africaine. »

Cet article 4 de la convention de Londres du 27 février 1884 entre la Grande-Bretagne et la République Sud-Africaine est conçu en ces termes :

« La République Sud-Africaine ne conclura aucun traité ou engagement avec un Etat ou une nation autre que l'Etat libre d'Orange, ni avec aucune autre tribu à l'est ou à l'ouest de la République, sans l'approbation de Sa Majesté la Reine. Une telle approbation sera considérée comme accordée au cas où le gouvernement de Sa Majesté ne notifiera pas, dans les six mois qui suivront la réception d'une copie de ce traité (copie qui lui sera envoyée immédiatement après la rédaction définitive de l'acte en question), que la conclusion d'un pareil traité est en opposition avec les intérêts de la Grande-Bretagne ou d'une des possessions de Sa Majesté de l'Afrique du sud. »

CAS SPÉCIAUX.

1. L'affaire des *arriérés de solde et de pension des anciens régiments suisses au service de l'Espagne* a fait un pas en avant dans ce sens que le Conseil d'Etat à Madrid a présenté au gouvernement espagnol un rapport qui nous est favorable. Toutefois, nous n'avons pas encore reçu de réponse définitive du gouvernement espagnol à notre note du 3 octobre 1893. Les négociations diplomatiques avec l'Espagne traînant en longueur, à cause des troubles de Cuba et des Philippines, nous avons l'intention de répartir entre les intéressés qui n'ont encore rien reçu les 178,090 fr. 17 qui se trouvent dans la caisse d'Etat, sans attendre le résultat de ces négociations.

2. Au commencement de janvier, nous avons eu à nous occuper d'un incident qui a été dans la presse l'objet de commentaires animés. Le 24 décembre 1895, trois jeunes Abyssins, Lidsche Gugsä Darge, âgé de 19 ans, fils du ras Darge, oncle du roi Menelik, Lidsche Ketaw, âgé de 19 ans, fils d'Asasch Iamaniel, intendant de la reine Taitu, et Ato Afwork, âgé de 26 ans, ancien page de Menelik, avaient subitement disparu de Neuchâtel, où ils apprenaient le français.

M. Ilg, ingénieur à Zurich, à la garde duquel le roi Menelik avait confié ces trois jeunes gens, pensa qu'ils avaient été enlevés en Italie et nous pria de faire les démarches diplomatiques nécessaires pour obtenir qu'ils fussent ramenés en Suisse.

L'enquête faite à Neuchâtel, à Zurich et au Tessin ayant établi que les trois Abyssins s'étaient rendus de Suisse en Italie de leur plein gré et après s'être concertés, nous avons décidé de ne pas donner suite

à cette affaire. En informant M. l'ingénieur Ilg de cette décision, nous lui faisions observer qu'il lui était tout loisible de recourir aux tribunaux et de porter plainte à l'autorité neuchâteloise compétente, s'il pensait en avoir de bonnes raisons.

Les livres verts XXIII *bis* et XXIII *ter* que le gouvernement italien communiqua à la Chambre des députés en mai 1896 contiennent des documents qui jettent quelque jour sur cette affaire. Le 25 novembre 1895, le ministre italien des affaires étrangères télégraphiait au gouvernement de l'Erythrée : « Le prince abyssin Gugsä, fils du ras Darghié, donc cousin de Menelik, actuellement en Suisse, s'est adressé à nous. Il arrivera à Rome les premiers jours de décembre. Si Votre Excellence estime pouvoir s'en servir utilement comme drapeau (bandiera) contre Menelik, je pense qu'il nous serait facile de l'engager à se rendre à Massaoua à votre disposition. » Après un échange de télégrammes, dont nous citerons le suivant de Baratieri : « Prince éthiopien, dans certaine éventualité, peut m'être utile dans colonie. » (documents 148, 208 et 209), le ministre des affaires étrangères, Blanc, télégraphia le 3 janvier 1896 à Nerazzini, agent italien à Zeïla : « Le prince Gugsä, Afwork et Chetaw, mécontents de leur séjour en Suisse, ont demandé à être protégés par l'Italie ; cette protection leur a été accordée ; accueillis paternellement, ils ont choisi de se rendre à Massaoua où ils arriveront le 7 janvier » (document n° 268). Le 27 janvier, Baratieri télégraphiait à Blanc : « Le prince abyssin et ses compagnons se montrent bien disposés à nous appuyer en tout et je tâcherai de les employer le mieux possible ; mais comme ils manquent d'autorité et d'adhérents en Ethiopie, je prévois qu'ils ne pourront guère nous être utiles dans la solution de la question actuelle » (document 356).

La dernière pièce publiée sur Gugsä est datée du 21 mars 1896 (livre vert XXIII *ter*, n° 54). C'est un télégramme de Baldissera au ministre des affaires étrangères, ainsi conçu : « Makonnen demande retenir Gugsä et compagnons dans la colonie, s'engageant à obtenir pardon de l'empereur, sur quoi on les lui enverrait. Mon avis est de les retenir en Italie jusqu'à ce que Makonnen ait rempli sa promesse ». Le gouvernement italien suivit ce conseil et fit interner les trois Abyssins à l'Institut international de Turin.

3. Les gouvernements des cantons de Saint-Gall et des Grisons nous ont priés de reprendre les négociations avec l'Autriche sur l'affaire des *incamérations*, négociations suspendues depuis 1847. Comme on sait, le recès de Ratisbonne du 25 février 1803 avait sécularisé les Etats ecclésiastiques de l'Allemagne et les avait adjugés à titre d'indemnité aux princes séculiers que la paix de Lunéville avait déposés en cédant à la France la rive gauche du Rhin. A cette occasion, les propriétés qu'avaient en Allemagne certains couvents suisses (le couvent de Saint-Gall, les cloîtres de Muri et de Kreuzlingen, etc.) ayant été également sécularisées et comprises dans l'indemnité, le recès de Ratisbonne déclara au § 29 que la République helvétique recevrait en compensation l'évêché de Coire pour le séculariser et en outre la souveraineté sur Tarasp qui appartient au prince Dietrichstein. Or, estimant que l'évêché de Coire avait été par là légalement sécularisé, l'Autriche s'appropriä en vertu du droit d'épave les biens

qu'il possédait au Tyrol et au Vorarlberg. Elle en fit autant des propriétés qu'avaient sur son territoire l'ancien couvent de Saint-Gall, le cloître de Pfafers et d'autres couvents suisses. De là les réclamations des cantons de Saint-Gall et des Grisons. Il serait trop long d'examiner ici en détail cette affaire très compliquée, vieille d'un siècle. De 1804 à 1847, le Vorort a négocié avec l'Autriche, mais sans succès, pour obtenir la restitution de ces biens ou une indemnité en faveur des cantons lésés. Nous renvoyons sur cette question aux §§ 17 à 32 du répertoire des recès de 1803 à 1813 et au § 108 du répertoire des recès de 1814 à 1848, volume II, page III et suivantes.

Une conférence des délégués du Conseil fédéral, des cantons et des corporations intéressés, réunis à Ragatz les 19 et 20 mai, a soumis cette question à une discussion préalable; là-dessus notre Département politique nous a présenté un rapport détaillé et des propositions: toutefois, n'ayant pris jusqu'ici aucune décision sur cette affaire, nous en reparlerons dans notre prochain rapport de gestion.

4. Un citoyen suisse du nom d'Henri *Meyer*, d'Oberendingen (Argovie), domicilié à Pua, au Chili, soupçonné sans raison d'avoir assassiné un agent de police chilien, fut arrêté au mois de février 1896, soumis à la torture et jeté en prison. Deux autres colons subirent le même sort, un certain Krieghoff, originaire d'Allemagne, et un Espagnol du nom d'Alvarez. A plusieurs reprises le consul général de Suisse à Valparaiso intervint auprès des autorités chiliennes en faveur de notre compatriote. M. de Treskow, principalement, ministre allemand à Santiago, déploya aussi une grande activité, et si les agents qui torturèrent Meyer et ses compagnons furent arrêtés, si les prisonniers furent mieux traités et enfin mis en liberté sous caution, c'est à son zèle et à ses efforts infatigables qu'on le doit. L'enquête est maintenant terminée et les débats judiciaires doivent s'ouvrir prochainement. D'après les dernières nouvelles, Meyer sera probablement acquitté.

5. Le 5 septembre, le ministre des affaires étrangères du Chili et le ministre allemand à Santiago ont signé un protocole par lequel le gouvernement du Chili accorde aux négociants suisses à Valparaiso qui ont souffert des dommages dans la guerre civile de 1891, une indemnité de 1.500 livres sterling. Cette somme doit être payée dans le délai de quinze jours après la ratification de l'arrangement par le Congrès.

Ce résultat peut être considéré comme favorable.

6. A l'égard de l'assassinat d'Antoine von Wyl, d'Obwalden, commis en octobre 1893 à Cayastà (Argentine), nous avons appris que le troisième assassin était également mort dans la prison de Santa-Fé et que l'enquête contre le commissaire de police d'Helvetia, soupçonné d'être l'auteur moral du meurtre, avait été close.

Cette affaire est ainsi terminée.

7. Quant au résultat de l'enquête ouverte par les autorités de Santa-Fé (Argentine) contre les assassins des colons Fridolin *Walker*, du Valais, Jean *Huber*, de Zurich, nous n'avons encore reçu aucunes nouvelles de Buenos-Ayres à ce sujet.

8. Dans la nuit du 6 au 7 octobre, un jeune Suisse de 23 ans, nommé Joseph *Lauber*, de Glys, Valais, fut tué à Esperanza (province de Santa-Fé). Lauber sortait de la maison d'un ami, où il avait passé la soirée, lorsque la sentinelle postée dans le voisinage lui cria halte ! N'ayant pas immédiatement obéi, il fut abattu d'un coup de feu.

L'auteur de ce meurtre, l'agent de police Lorenzo Funes, et ses supérieurs ont été l'objet d'une enquête et nous avons invité notre ministre-résident à Buenos-Ayres à intervenir énergiquement pour que les coupables reçoivent le châtiment qu'ils méritent et qu'une indemnité équitable soit accordée à la famille de Lauber.

9. A la liste de ces crimes, qui jettent un triste jour sur la République Argentine et en particulier sur la province de Santa-Fé, il faut ajouter le meurtre des époux Balthazar *Mathieu* et de leur petite-fille Marie *Marner*, du Valais, commis le 6/7 octobre dans la colonie de Cayastà (province de Santa-Fé). Les assassins, au nombre de deux, ont été arrêtés et ont avoué leur crime.

10. En ce qui concerne J.-J. *Sturzenegger*, d'Hérisau, fusillé en octobre 1893 par les troupes envoyées dans la province de Santa-Fé pour y étouffer la révolution, notre ministre-résident à Buenos-Ayres a obtenu une indemnité de 2.000 piastres pour la famille de ce compatriote à Rosario, bien qu'il n'eut pu prouver que Sturzenegger eût été illégalement fusillé.

11. Le gouvernement argentin a payé à notre ministre-résident une indemnité de 1,330 piastres pour les colons suisses de San Carlos qui avaient subi des pertes du fait de la révolution de 1893.

Par là ont été réglées toutes nos réclamations relatives à cette révolution.

12. La maison Christophe Stüssi et C^{ie} à Tamatave et Fort-Dauphin (Madagascar), et M. Gaspard Jenny, de Glaris, à Fort-Dauphin, ont sollicité notre intervention pour qu'ils fussent indemnisés de pertes que leur a causées la guerre de Madagascar. Nous avons fait droit à leur requête et le gouvernement français est aujourd'hui saisi de cette affaire.

13. Quelques maisons suisses nous ont priés d'appuyer auprès du gouvernement turc leurs demandes de dommages intérêts. Le gouvernement allemand s'est déclaré prêt à faire valoir ces réclamations à l'égal de celles de ses propres ressortissants ; mais il a peu de chances de réussir, car il ne s'agit pas ici d'un préjudice causé directement aux plaignants dans leurs personnes ou dans leurs biens, mais de pertes provenant du fait que des Arméniens qui étaient leurs débiteurs ont été tués ou pillés par les Turcs.

14. *Violations et incidents de frontière.* — A nos représentations touchant l'arrestation d'un douanier à Brissago (voir rapport de gestion pour 1895, *F. féd.* 1895, II. 659), le gouvernement italien nous a communiqué une déclaration de ce douanier, suivant laquelle il était revenu volontairement sur le territoire italien.

Les autorités tessinoises se sont plaintes d'une prétendue violation de frontière commise par des douaniers italiens qui avaient arrêté sur le lac de Lugano, près de Porto Ceresio, un bateau chargé de contre-

bande. Nous n'avons pas donné suite à cette plainte, car la baie de Porto Ceresio où l'incident eut lieu est comprise entre les rives italiennes, et par suite se trouve entièrement sous la souveraineté territoriale de l'Italie.

Nous avons profité de cette occasion pour exposer au gouvernement du Tessin, dans une lettre détaillée, la situation du lac de Lugano au point de vue international. Les autorités tessinoises admettaient que là où l'une des deux rives appartenait à l'Italie et l'autre à la Suisse, le lac de Lugano était neutre dans ce sens que la surveillance douanière ne pouvait s'y exercer; elles estimaient, par conséquent que les barques ne pouvaient être arrêtées et séquestrées que lorsqu'elles abordaient à la rive italienne.

Quant à la baie de Porto Ceresio, elles soutenaient qu'il fallait la considérer aussi comme commune, parce qu'en face de la localité italienne de même nom se trouve la rive de Morcote, qui fait partie du territoire suisse.

Basés sur les conventions existantes, sur celle de Varese notamment, du 2 août 1752, et sur celle du 5 octobre 1861, concernant la délimitation de la frontière (*Rec. off.* VII. 203), nous avons montré que cette manière de voir était erronée et que, conformément aux principes du droit international, la ligne-frontière et la limite de juridiction se trouve au milieu du lac, quand les rives opposées sont possédées par des États différents. Une décision générale de la Diète de 1681 (recès fédéraux. XI. II. page 5) est conforme à ces principes; elle est ainsi conçue: « Pour les lacs et rivières, la ligne de démarcation se trouve au milieu, à moins que quelqu'un ne réclame et ne prouve contre la Confédération par documents authentiques qu'il est seul légitime propriétaire des eaux en question ». Sur nos cartes (Dufour et Siegfried), la frontière est également marquée au milieu du lac, quand les rivages opposés sont la propriété d'États différents. En ce qui concerne la baie de Porto Ceresio, elle est enclavée entre des rives italiennes et fait ainsi partie du territoire italien.

Dans le cas Colombo et Salaroli (rapport de gestion pour 1887. *F. féd.* 1888. II. 375) le Conseil fédéral, il est vrai, avait prétendu aussi que la ligne douanière italienne ne commençait qu'au rivage, mais il ne réussit point à faire accepter cette solution qu'il ne pouvait fonder ni sur des dispositions conventionnelles ni sur la tradition. Une étude plus approfondie de cette question nous a fait revenir de cette opinion.

Une autre question se rapportant aussi au lac de Lugano est celle relative aux *torpilleurs* que l'Italie possède sur ce lac et à leur libre circulation sur les *eaux exclusivement suisses*. Ces bateaux, dont on a enlevé les appareils à torpilles, sont hors de service comme torpilleurs et on ne peut plus les considérer comme navires de guerre; mais ce sont pourtant des bateaux de l'État affectés au contrôle douanier et à la répression de la contrebande, destinés, donc, à exercer des actes de juridiction et qui, par conséquent, ne sauraient être assimilés à des embarcations ordinaires. Ayant appris que trois de ces bateaux, amenés par chemin de fer à Porto Ceresio, avaient traversé les eaux suisses pour gagner Porlezza, sans que les autorités italiennes nous

en eussent préalablement avertis, nous avons cru devoir leur adresser une réclamation. Nous ne contestions nullement le droit de l'Italie d'avoir de ces bateaux sur ses eaux, à Porto Ceresio et à Porlezza, mais nous estimions qu'ils ne pouvaient franchir la frontière sans notre autorisation et sans s'arrêter à nos bureaux de douane pour l'accomplissement des formalités de transit. Il était bien loin de nous, écrivions-nous au gouvernement italien, de vouloir gêner la libre circulation sur le lac de Lugano et empêcher ces bateaux de passer d'un port à l'autre, mais nous insistions sur ce fait qu'il ne s'agissait pas ici de bateaux de commerce ordinaires, mais de bateaux de l'Etat qui, vu le service dont ils étaient chargés, ne pouvaient sans plus de façon circuler dans la partie du lac qui nous appartient exclusivement et relève de notre souveraineté territoriale.

Le gouvernement italien nous répondit qu'il avait soumis cette affaire, pour rapport, au conseil du contentieux politique (*consiglio del contenzioso diplomatico*), et qu'il ne manquerait pas de l'examiner dans un esprit de conciliation et de bonne amitié. Dans notre prochain rapport de gestion, nous espérons vous annoncer qu'elle a trouvé une solution satisfaisante.

Suivant un rapport des autorités tessinoises, à Arzo (Tessin), un douanier italien traversa la frontière pour arrêter un contrebandier. Le tribunal de Varese, à qui l'affaire fut déférée, admit toutefois que le fait s'était passé sur le territoire italien.

Par note du 10 juin, la légation d'Italie nous informait que le 11 avril, à 7 heures du matin environ, plusieurs coups à balle avaient été tirés d'une maison de Campocologno sur un douanier italien, probablement, qui se trouvait sur territoire italien, près de Madonna di Tirano.

L'enquête instruite par la commune de Brusio, sur l'ordre du gouvernement des Grisons, établit en effet que ce jour-là, entre 7 et 8 heures du matin, on avait entendu à Campocologno cinq ou six détonations se succédant rapidement, mais il n'a pas été possible de découvrir celui qui avait tiré.

Il est regrettable que les gendarmes stationnés à Campocologno et les autorités de Brusio ne l'aient pas immédiatement poursuivi; ce qu'explique, mais n'excuse pas, comme le fait remarquer le gouvernement des Grisons, la circonstance que depuis quelque temps les violations de frontière étaient de plus en plus fréquentes dans cette contrée.

Une enquête pénale est ouverte au sujet de la tentative de meurtre commise sur le douanier italien.

Le 4 juillet, la légation d'Italie nous rapportait un cas semblable. Le 30 mai, des coups à balle furent de nouveau tirés du village de Campocologno dans la direction de Nasen, localité sur territoire italien où des douaniers se tiennent d'habitude.

Nous avons invité le gouvernement des Grisons à ordonner sur cet incident une enquête minutieuse; toutefois l'on n'a pu établir que ces coups, entendus à 9 heures du soir, par une nuit noire, fussent partis du territoire suisse.

15. *Bornages et rectifications de frontière.*

M. Marc Aubin, géomètre à Genève. et M. Schondorffer, ingénieur en chef des ponts et chaussées du département de la Haute-Savoie, sont chargés de rectifier la frontière entre la Suisse et la France, de *Veyrier* à *Bossey*. Dans notre prochain rapport de gestion, nous vous ferons connaître le résultat de leurs opérations.

Les procès-verbaux relatifs au remplacement de la borne n° 33, entre *Migliaglia* et *Dumenza*, et au renouvellement de l'inscription sur la borne n° 28, entre *Breno* et *Curiglia*, ont été approuvés par nous et par le gouvernement italien.

Pour le remplacement des bornes n° 135 (Satigny-Thory), 157 (Dardigny-Saint-Jean), 40 (Soral-Viry), 101 (Thônex-Ambilly-Gaillard), 147 (Jussy-Saint-Cergues), à la frontière Genève-Ain-Haute-Savoie, nous avons désigné pour notre délégué M. Marc Aubin, géomètre à Genève.

Nous avons pris les mêmes dispositions pour le remplacement des bornes n° 27 entre *Bossey* (Genève) et *Ornex* (France), n° 210 entre Vaud et les communes françaises Bois-d'Amont et Les Rousses, et n° 280 près du bureau des douanes de la Rippe (Vaud).

REPRÉSENTATION DE LA SUISSE A L'ÉTRANGER.

A. *Légations.* — M. Charles-Daniel *Bourcart*, docteur en droit, de Petit-Huningue (Bâle-ville), qui depuis 1891 était chargé d'affaires et consul général de la Confédération suisse à Londres, a été nommé ministre-résident. Nous avons ainsi donné suite au vœu que vous avez formulé et que nos relations avec l'Angleterre, si variées et toujours plus étendues, ainsi que d'autres raisons encore, nous ont paru pleinement justifier. M. Bourcart a toujours montré dans l'accomplissement de sa mission tant de zèle, de dévouement patriotique et de tact que cette promotion nous semble bien méritée.

AFFAIRES DIVERSES.

a. Nous avons eu, cette année aussi, à nous occuper de diverses demandes d'affranchissement du service militaire dans la légion étrangère, et, dans quelques cas, notre légation à Paris est intervenue avec succès. Le gouvernement français persiste à ne vouloir faire droit à ces demandes que si le légionnaire, à l'époque de son engagement, n'avait pas encore atteint 18 ans ou s'il souffre d'une grave maladie. Dans le premier cas, on exige les documents suivants pour établir son identité : 1° Un certificat concernant sa famille (nombre de membres, noms, résidence, etc.); 2° son signalement, avec l'indication exacte de la taille.

b. Nous rappellerons, pour la question de principe qu'il soulève, le cas suivant qui a été dans la presse l'objet de nombreux commentaires.

L'ambassadeur de France voulut congédier son jardinier: en l'engageant, il lui avait assigné comme demeure une maison faisant partie de La Favorite, qui est la propriété de l'ambassade. Le jardinier refusa obstinément de quitter ce logis, bien qu'on l'eût averti en temps utile, c'est-à-dire cinq mois à l'avance. Il soutenait qu'il était

chez l'ambassadeur non pas domestique, mais bien fermier, puisqu'en l'engageant on lui avait donné le droit, comme à son prédécesseur, d'établir et d'exploiter à La Favorite un négoce de jardinier; il invoquait donc le code des obligations, qui prévoit pour les baux à ferme un délai d'avertissement de six mois, et demandait une indemnité à raison du dommage subi, ne sachant, disait-il, où mettre à l'abri les plantes et arbustes qu'il avait achetés en vue de son commerce.

L'ambassadeur lui accorda quelques semaines encore, mais cela ne servit de rien, et le dernier délai expiré, l'obstiné jardinier était plus résolu que jamais à ne bouger de La Favorite ou à n'en sortir que par la force.

En conséquence, l'ambassadeur de France nous pria d'intervenir pour que cet occupant, envers lequel il n'avait plus d'obligations et qui, de plus, par l'inconvenance de sa conduite, troublait la paix de sa maison, fût contraint de déguerpir.

Nous n'avions pas à rechercher la nature des rapports juridiques existant entre l'ambassadeur et son jardinier et si ce dernier était ou non fondé dans sa réclamation. C'était là exclusivement l'affaire du tribunal compétent. La seule question que nous eussions à examiner était de savoir si nous avions l'obligation de protéger un ambassadeur d'une puissance étrangère contre la prétention de la personne qui persistait à vouloir demeurer dans sa maison malgré lui. Comme, d'après le droit des gens, c'est à l'État auprès duquel un ambassadeur ou un ministre est accrédité à veiller à sa sûreté et à le protéger, nous n'avons pas hésité à satisfaire à la requête de l'ambassadeur de France et nous avons invité le gouvernement du canton de Berne à faire évacuer par la police le jardinier récalcitrant. On le contraignit donc à sortir après une dernière sommation, et tout en l'avertissant bien entendu que tous droits lui étaient réservés.

On a soulevé l'objection dans la presse qu'il s'agissait en l'espèce d'une contestation de droit civil et que par conséquent c'était à l'ambassadeur de France d'obtenir des tribunaux bernois une ordonnance d'évacuation. Il suffira de faire observer que l'ambassadeur jouit de l'exterritorialité, c'est-à-dire ne relève pas de la juridiction bernoise, et qu'ainsi on ne pouvait l'y renvoyer. Sans doute, un ambassadeur peut, avec le consentement de son gouvernement, paraître comme demandeur devant les tribunaux du pays où il réside; mais, dans ce cas, il renonce à ses immunités, se soumet à une juridiction étrangère et s'expose à des demandes reconventionnelles. L'ambassadeur de France ne pouvait donc recourir aux tribunaux bernois; il lui était également impossible de s'adresser aux tribunaux français; il ne lui restait ainsi qu'à invoquer le secours de l'autorité fédérale auprès de laquelle il était accrédité et qui a le devoir de lui accorder sa protection.

Quant au jardinier, il avait le choix ou de porter sa réclamation devant le tribunal français compétent, ou de s'adresser par notre entremise, qui lui a toujours été offerte, au ministère des affaires étrangères.

Cette affaire heureusement a reçu une solution amiable, l'ambassadeur ayant consenti à racheter les plantes, sans toutefois reconnaître aucune obligation envers le jardinier.

c. Nous nous sommes fait représenter aux conférences et aux congrès suivants :

A la conférence internationale de Londres pour l'établissement d'un catalogue de la littérature scientifique;

Au congrès international de Paris pour la chimie appliquée;

Au congrès météorologique de Paris;

A la conférence de l'Union pour la protection de la propriété littéraire et artistique, à Paris;

A la conférence internationale pour les horaires, à Genève et à Vienne;

A la conférence internationale des télégraphes à Budapest.

Au mois de septembre, ont eu lieu à Genève, à l'occasion de l'exposition nationale et sous la présidence d'honneur de M. Lachenal, président de la Confédération, les congrès internationaux de l'assistance des étrangers pauvres, de gynécologie et d'accouchements, et enfin d'anthropologie criminelle.

NATURALISATION.

Le Département politique a eu à s'occuper, au cours de l'année 1896, de 1,188 (1,187 en 1895) demandes en autorisation de naturalisation, dont 249 (372 en 1895) provenaient de l'exercice précédent.

Sur ces 1,188 demandes :

860 ont été agréées (689 en 1895);

40 n'ont pu être admises (31 en 1895);

70 ont été retirées par les postulants (20 en 1895);

118 étaient encore en instance au 31 décembre 1896 (446 en 1895), les requérants n'ayant pu encore produire les pièces requises.

1. 188

Les autorisations accordées se répartissent entre 517 Allemands, 214 Français, 138 Italiens, 41 Autrichiens, 25 Russes, 5 Hollandais, 5 Américains des Etats-Unis, 3 Belges, 2 Norwégiens, 1 Bulgare, 1 Roumain, 1 Espagnol, 4 Turcs, 1 Luxembourgeois, 1 Anglais et 1 Danois.

Ces autorisations s'étendaient à 452 femmes mariées et à 1,527 enfants.

Le nombre total des personnes auxquelles se rapportent les autorisations accordées en 1896 a donc été de 2,909 (2,325 en 1895).

Grâce aux renseignements fournis par les cantons, nous sommes en mesure de publier les données statistiques suivantes relatives aux naturalisations dans les cantons :

Naturalisations dans les cantons en 1896.

CANTONS	NOMBRE des naturalisations	DATE			TAXES			
		DEL'AUTORISATION						
		FÉDÉRALE			CANTONALES		COMMUNALES	
		1894	1895	1896	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum
Zurich.	143	10	56	77	500	200	1350	gratis
Berne.	35	3	20	12	500	500	2160	360
Lucerne	6	—	4	2	700	1200	1800	100
Uri.	2	—	1	1	500	500	500	500
Schwyz	5	—	1	4	400	100	1800	gratis
Obwald	—	—	—	—	—	—	—	—
Nidwald	1	—	1	—	500	500	50	50
Glaris.	—	—	—	—	—	—	—	—
Zoug	1	—	—	—	500	500	?	?
Fribourg.	6	—	1	5	500	150	1225	600
Soleure	12	—	4	8	1200	800	2850	100
Bâle-ville	99	2	8	80	gratis	gratis	800	gratis
Bâle-campagne.	10	1	3	6	400	50	2400	800
Schaffhouse	12	1	4	7	700	200	300	75
Appenzell-Rh. ext.	9	1	2	6	500	300	1000	400
Appenzell-Rh. int.	1	—	0	1	500	500	gratis	gratis
St-Gall	5	—	2	3	300	gratis	2500	1100
Grisons	6	0	3	3	600	600	2000	800
Argovie	13	1	3	9	1200	500	3000	700
Thurgovie	21	1	2	18	400	50	800	50
Tessin.	44	—	7	37	700	200	1500	100
Vaud	39	1	14	24	1000	200	1700	450
Valais.	6	—	—	6	600	600	3150	100
Neuchâtel	24	3	7	14	200	50	1150	300
Genève	212	19	105	88	gratis	gratis	1000	gratis

Aux termes de la loi fédérale du 22 juin 1881, article 10 chiffre 2, la capacité civile des étrangers à la Suisse est régie par le droit du pays auquel ils appartiennent. Or, il n'est pas rare que des requérants se considèrent comme majeurs dès qu'ils ont 20 ans révolus.

Il est donc bon de rappeler l'âge fixé pour la majorité par la législation des divers Etats étrangers :

15 ans en Turquie ;

21 ans en France, Allemagne, Angleterre, Italie, Russie, Etats-Unis d'Amérique, Roumanie, Portugal, Suède, Belgique, Luxembourg, Grèce, Brésil et dans la plupart des Etats de l'Amérique du Sud ;

22 ans dans la République Argentine ;

23 ans aux Pays-Bas ;

24 ans en Autriche-Hongrie, Norvège et Danemark ;

25 ans en Espagne, Bolivie, Chili et San Salvador.

OPTIONS.

Il nous est parvenu, en 1896, 194 déclarations d'option (158 en 1895) et 85 avis d'intention d'option pour la Suisse (128 en 1895).

Cette année aussi, il est souvent arrivé que des personnes ayant le droit d'opter ont présenté trop tard leur déclaration, c'est-à-dire après avoir atteint 22 ans révolus, ce qui nous a empêchés d'y donner suite et ce, en raison de l'article 2 de la convention avec la France du

23 juillet 1879. D'autres, après leur vingtième année, avaient bien déclaré vouloir opter définitivement dans le cours de la vingt-deuxième ; mais ils oublièrent ensuite de le faire dans le délai fixé. Ils ne peuvent donc s'en prendre qu'à eux-mêmes s'ils sont maintenant considérés définitivement comme Français et astreints au service militaire en France.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

Séance du Reichstag du 3 mai. — M. de Kanitz, conservateur, interpelle le gouvernement au sujet du tarif douanier américain.

Il demande si le gouvernement allemand a l'intention de maintenir la convention conclue en 1891 avec les Etats-Unis. Il fait ressortir que le tarif Dingley a bien moins pour but d'augmenter les recettes douanières des Etats-Unis que de chasser petit à petit l'importation européenne du marché américain.

L'orateur ajoute que c'est l'exportation du sucre allemand qui est la plus atteinte.

« Nous n'aurions pas besoin, dit-il en outre, de nous exagérer les conséquences de ce qui nous arrive, si la clause de la nation la plus favorisée était supprimée. Nous pourrions favoriser l'importation du pétrole russe aux dépens du pétrole américain et rendre difficile l'importation du maïs, du sucre brut, du lard, du jambon, des saucisses et du coton des Etats-Unis. »

Le baron Marschall, secrétaire d'Etat à l'office des affaires étrangères, dit :

« La question n'étant pas encore résolue d'une façon définitive, je me bornerai à faire connaître les démarches qu'a faites jusqu'ici le chancelier de l'empire pour essayer d'écarter le danger qui menace la vie industrielle de l'Allemagne. Les droits et les devoirs résultant du traité de 1828, portant la clause de la nation la plus favorisée, conclu entre la Prusse et les Etats-Unis, ont été transmis à l'empire allemand : cela a été explicitement reconnu des deux côtés.

« Si l'on veut soulever la question de savoir à laquelle des deux parties contractantes le développement des relations commerciales a le plus profité, à l'Amérique ou à l'Allemagne, on ne doit pas s'en rapporter exclusivement aux statistiques de l'exportation, mais on doit aussi examiner de quelle manière se sont, en général, développées toutes les branches de l'industrie qui sont intimement liées au commerce et à la navigation. Le caractère tout spécial de la vie économique des Etats-Unis est d'une bien plus grande importance pour notre exportation que les tarifs douaniers, ce caractère qui se manifeste par des secousses faisant succéder à une profonde dépression des affaires un prompt et vif relèvement.

« Il importe, pour les relations économiques des deux si grands Etats, que l'heureux développement des relations entre les deux Etats profite à la prospérité des deux contrées à peu près dans la même mesure, afin que les deux pays aient un intérêt commun au maintien de ces bonnes relations.

« Ce serait, de la part des Américains, une bien regrettable erreur de se figurer que l'Allemagne a tiré plus de profit qu'eux des traités existants et, pour ce motif, d'avoir recours à des mesures législatives ; la désillusion ne saurait manquer de venir.

« Par l'arrangement que nous avons conclu avec les Etats-Unis en 1891, la clause relative au traitement de la nation la plus favorisée a été confirmée.

Quand le gouvernement américain a établi un droit de douane additionnel de 0 3 p. 100 sur les sucres provenant de pays qui accordent des primes d'exportation sur ce produit, nous avons protesté.

« M. Cleveland a alors demandé au Congrès, par un message, la suppression du droit d'entrée additionnel. La Chambre des représentants a accédé à cette demande, mais il n'en a pas été de même du Sénat. A ce moment, nous n'avons pas donné suite à notre protestation parce que le gouvernement des Etats-Unis avait reconnu le bien-fondé de notre réclamation au point de vue du droit, et parce que les craintes relatives au préjudice que la disposition en question pouvait porter à l'importation du sucre allemand en Amérique ne se sont pas réalisées. L'introduction du sucre allemand atteignait même à cette époque, par suite de l'insurrection cubaine, un chiffre auquel elle n'était encore jamais parvenue.

« Le bill Dingley établit un droit additionnel sur les sucres provenant de pays où il existe des primes d'exportation. C'est contre cette disposition que nous avons protesté, en déclarant que nous rendrions plus difficile, le cas échéant, l'importation en Allemagne de produits américains et surtout de produits agricoles. Nous avons reçu une réponse provisoire à cette note. Elle porte que notre protestation a été transmise au président de la commission compétente du Sénat et que le Sénat entamera très prochainement une discussion à ce sujet. A part les dispositions relatives à l'impôt sur le sucre, le bill Dingley contient toute une série de droits de douane qui portent un préjudice des plus graves à l'industrie allemande. En agissant de cette manière, les Etats-Unis restent dans les limites de leur droit, car la législation douanière des deux pays est restée absolument autonome.

« Mais les limites de cette autonomie se trouvent franchies, dès qu'on enfreint le principe qui porte qu'il est impossible de conserver à la longue un marché pour ses produits si l'on ferme son propre marché aux produits étrangers. Il n'y a pas d'Etat qui soit assez puissant au point de vue économique pour se soustraire à l'action de ce principe. Il est également conforme à l'expérience commune que toute action, si elle sort de certaines limites, provoque une réaction d'autant plus violente de la partie adverse.

« Ce ne serait pas la première fois qu'au moment même où un courant de politique commerciale est arrivé aux Etats-Unis à sa plus haute intensité, le courant contraire, destiné à neutraliser les conséquences du mouvement précédent, se fit sentir de loin. Il faut que le Reichstag ait confiance dans les gouvernements considérés qui sont conscients des difficultés de leur tâche, et qui sauraient, s'il y a de graves décisions à prendre, agir à la fois avec la fermeté que justifie pleinement notre droit et avec le calme et la réflexion que réclament les intérêts importants et compliqués qui se trouvent en jeu dans cette question. »

M. Barth (union progressiste) se déclare contre des mesures de rigueur à l'égard des Etats-Unis. L'orateur admet que le traitement différentiel infligé au sucre allemand est contraire à la clause de la nation la plus favorisée. Mais c'est là une affaire qui n'exige nullement des pourparlers diplomatiques. Il faut que chacun d'entre ceux qui introduisent du sucre aux Etats-Unis intente un procès contre le prélèvement du droit additionnel.

M. Heyl, national libéral, est au contraire d'avis que l'Allemagne devrait répondre par des mesures de rigueur et frapper notamment le pétrole et les fruits américains.

M. de Marschall demande par quoi l'on entend remplacer le traité de commerce, dans le cas où ce dernier viendrait à être dénoncé. Un pays comme l'Allemagne ne saurait faire de la politique commerciale à l'aide du tarif douanier autonome seul.

M. Richter se déclare en faveur du traité douanier. L'orateur regrette que ces questions soient traitées avec passion.

M. de Kardorff (parti de l'empire) dit que, dans les questions économiques, la droite n'a pas dans le gouvernement la ferme confiance que M. de Marschall a réclamée. L'interpellation constitue déjà en soi en quelque sorte un vote de méfiance. Du temps du prince de Bismarck, les Américains ne se seraient point permis des choses de ce genre.

Après des débats très animés auxquels prennent encore part le comte de Limbourg-Stirum, M. Stumm et M. Ahlwardt, la discussion est close.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Le Congrès s'est ouvert le 7 mai.

Le message constate que les relations extérieures sont très bonnes.

La délimitation des frontières avec le Chili et la Bolivie continue régulièrement.

La révolution de l'Uruguay a déterminé l'adoption de mesures propres à empêcher des actes d'hostilité contre un gouvernement ami.

La République Argentine maintient une stricte neutralité.

La nation a prêté aux provinces un concours nécessaire pour développer leurs ressources en aidant le commerce et l'industrie.

Elle poursuit l'extension des chemins de fer.

L'immigration a augmenté dans l'année 1896, pendant laquelle 135,205 immigrants sont arrivés.

La mobilisation de la garde nationale a donné des résultats satisfaisants. Il en a été de même des manœuvres navales.

La situation générale est en progrès.

Le message constate que le commerce extérieur a atteint, cette année, 112,163,591 piastres d'or pour les importations. Le premier trimestre de 1897 accuse une moyenne encore plus favorable.

L'émission de banknotes a atteint 295,165,957; elle est considérée comme supérieure aux nécessités. Le gouvernement se préoccupe d'amortir cette émission et de procéder à la formation d'une encaisse métallique. Il projette une révision des tarifs douaniers.

Le plan financier adopté garantit le paiement intégral du service de la Dette, ainsi que le Congrès l'a résolu.

Le message exprime l'espoir que toute la dette flottante sera promptement liquidée : il recommande les économies dans le budget. La devise du gouvernement doit être : ordre, économie, travail.

ETATS-UNIS

Le 5 mai, le Sénat a repoussé, par 43 voix contre 26, le traité d'arbitrage entre l'Angleterre et les Etats-Unis. Toutefois, la majorité n'étant pas des deux tiers, cette décision n'est pas définitive.

Le 20, le Sénat a voté une résolution reconnaissant l'existence de l'état de guerre à Cuba et déclarant que les Etats-Unis, tout en observant une stricte neutralité, accorderont les droits de belligérants aux deux partis.

M. Sherman a communiqué au Sénat une lettre de l'ambassadeur d'Allemagne écrite à la requête du gouvernement allemand et protestant contre les droits spéciaux dont on se propose de frapper les sucres provenant de pays où des primes sont établies.

La lettre dit que si ces droits sont adoptés, l'Allemagne aura à considérer s'il n'y a pas lieu de dénoncer la convention de Saratoga, aux termes de laquelle les importations des Etats-Unis, notamment celles des produits agricoles, jouissent du tarif minimum dont bénéficient plusieurs autres nations qui ont conclu des traités avec l'Allemagne.

FRANCE

Le *Journal officiel* du 1^{er} mai a publié la note suivante :

Afin de faciliter aux navires neutres le passage dans les eaux de la Crète, les amiraux ont décidé de modifier ainsi qu'il suit le texte de la notification relative aux limites du blocus, qui a été insérée au *Journal officiel* du 20 mars : « La limite nord de la zone bloquée sera formée par une ligne brisée partant du méridien 26°30' Greenwich par 33°25' latitude nord, allant couper par 35°48' le méridien de 25°20' et rejoignant le parallèle de 35°48' sur le nord et sud du cap Spada ; les limites est-ouest et sud resteront les mêmes. »

Débats sur les Affaires d'Orient.

Séance de la Chambre des Députés du 22 mai.

M. Gauthier (de Clagny). — Je demande à M. le ministre des affaires étrangères de vouloir bien donner au Parlement quelques explications que le pays attend avec une anxiété bien naturelle sur les résultats obtenus en Orient par la politique suivie par le Gouvernement.

Je m'efforcerai de ne pas passionner le débat. En matière de politique extérieure, je crois que nous devons toujours parler à cette tribune avec une extrême modération et une extrême courtoisie, quelles que soient les différences de vues qui puissent réciproquement nous guider.

Je me permets monsieur le ministre, afin de bien préciser la portée des questions que je désire vous adresser, de remonter de quelques semaines en arrière.

Dans la séance du 15 mars dernier, répondant à une interpellation déposée par MM. Goblet, Delafosse et Millerand, vous nous indiquiez les mesures que le gouvernement de la République, d'accord avec les puissances européennes, comptait prendre pour pacifier l'insurrection crétoise, garantir et maintenir la paix du monde. Vous nous disiez que si les Crétois insurges ne se conformaient pas aux volontés des puissances, le blocus de la Crète serait proclamé et que, si c'était nécessaire, les ports de la Grèce seraient eux-mêmes bloqués par les escadres. La Chambre approuvait par une forte majorité vos déclarations.

Vous avez envoyé des vaisseaux, des soldats, et pendant quelques jours, les escadres de l'Europe se sont livrées au bombardement des rochers de la Crète. Pendant ce temps, l'Europe laissait la Turquie et la Grèce mobiliser leurs armées, masser leurs troupes à la frontière, et chacun devait penser que les complications semblaient de jour en jour plus menaçantes. Je crois même, monsieur le ministre, que vos ambassadeurs à Athènes et à Constantinople ne vous laissaient pas chaque jour ignorer les dangers de cette situation.

Le 3 avril, quelques jours avant la séparation des Chambres, j'avais l'honneur de vous demander quelles étaient les intentions du gouvernement de la République : si la guerre venait éclater, et vous vouliez bien répondre qu'à l'heure où vous parliez, quels que fussent les orages qui semblaient s'annoncer à l'horizon la paix ne vous paraissait pas encore sérieusement menacée, que les complications semblaient devoir être écartées ; que, dans tous les cas, nous pouvions avoir pleine confiance dans votre vigilance et votre fermeté.

Le 10 avril, le jour où la Chambre partait en vacances, l'honorable

M. Goblet demandait au Parlement de surseoir pendant quelques jours au désir légitime de se reposer après de si laborieux travaux, en présence des complications qui pouvaient naître. M. le président du conseil, qui intervenait dans ce débat, faisait remarquer que rien ne semblait motiver de pareilles appréhensions.

Si je rappelle ces faits, c'est uniquement pour montrer que, depuis le mois de mars, le Gouvernement semble ou bien ne pas avoir été exactement informé des complications qui pouvaient surgir, ou bien avoir été peu désireux de mettre la Chambre au courant des complications qui pouvaient survenir.

Quoi qu'il soit, quelques jours après notre départ, après le 10 avril, la guerre éclatait; la Turquie envahissait le territoire de la Thessalie, et, au moment où le général Edhem pacha franchissait la frontière, le sultan adressait aux puissances une circulaire de laquelle je desire extraire quelques lignes. La circulaire du 18 avril envoyée aux puissances sur l'ordre du sultan contenait la phrase suivante :

« Comme je vous l'ai répété à maintes reprises, le gouvernement impérial ne nourrit aucune idée de conquête contre la Grèce, et, s'il est aujourd'hui dans l'obligation d'accepter la guerre, c'est simplement pour la défense de ses droits les plus sa-rés et de son intégrité. »

En même temps, le comte Mourawief demandait aux puissances d'adhérer à la proposition suivante :

« Les puissances devront conserver la neutralité dans la guerre turco-grecque, mais elles rappellent aux deux belligérants que l'Europe s'opposera, comme elle l'a fait savoir antérieurement, à ce que le vainqueur tire aucun profit matériel de ses succès. »

Les puissances adhéraient à cette proposition, et la guerre éclatait.

Le comte Mourawief parlait de neutralité, et il m'est permis en passant d'examiner dans quelles conditions les puissances européennes ont observé cette neutralité vis-à-vis des belligérants.

Tandis que l'Allemagne n'hésitait pas à donner à la Turquie des généraux pour commander ses troupes et des armes et des munitions pour combattre, on voyait, dans les ports d'Italie, d'Autriche et d'autres puissances encore, l'embargo mis sur les navires qui auraient pu porter des armes et des volontaires à la Grèce. Pendant que l'on se battait en Thessalie, les puissances continuaient le blocus de la Crète, paralysant ainsi les efforts de l'armée grecque qui s'y trouvait et enlevant à la Turquie la préoccupation de se défendre sur ce point de son territoire. Enfin, il est peut-être permis de penser que, si la flotte grecque n'a pas fait de manifestations plus énergiques à l'encontre de certains grands ports de la Turquie, il faut attribuer cette réserve aux représentations qui ont été faites par les puissances au gouvernement d'Athènes.

Ainsi la Turquie recevait non seulement l'encouragement moral, mais presque les encouragements matériels des puissances. La guerre engagée dans ces conditions devait avoir le résultat qu'elle a eu. Les Grecs écrasés par le nombre furent successivement battus dans leurs rencontres par une armée supérieure à tous égards.

A Larissa, à Pharsale, à Domokos, l'armée grecque dut battre en retraite. Elle est à l'heure actuelle dans les défilés des Thermopyles, dernier rempart de la Grèce, et, à chaque victoire de la Turquie, nous avons pu voir les fonds ottomans montant à la Bourse et les chancelleries européennes applaudir aux succès du vainqueur.

Et cependant, monsieur le ministre, peut-être était-il, dès le premier jour, facile de prévoir qu'à chaque victoire des armées ottomanes les prétentions et l'arrogance du sultan devaient augmenter et, en même temps, rendre plus difficile la possibilité d'apaiser le conflit en Orient.

Après la défaite de Pharsale, les puissances européennes proposent à la Grèce leur médiation pour mettre fin aux hostilités. La Grèce accepte toutes

les conditions qu'on lui impose; elle promet de se soumettre aux volontés de l'Europe et de retirer ses troupes de Crète. Les ambassadeurs auprès du sultan interviennent et demandent une suspension des hostilités.

Le sultan, prétextant les fêtes religieuses du Baïram, ajourne sa réponse; ses armées pendant ce temps continuent leur marche en avant et augmentent leurs chances de succès; le sultan, répondant à vos ambassadeurs, déclare à la date du 16 mai « qu'il refuse de cesser les hostilités avant que les conditions suivantes soient acceptées par la Grèce ».

Voici ces conditions : annexion de la Thessalie, payement d'une indemnité de 230 millions, abolition des capitulations pour les sujets grecs dans l'empire ottoman, conclusion d'un traité d'extradition et ouverture immédiate des ports de Volo et de Preveza en vue du ravitaillement des troupes du sultan.

En présence de ces prétentions véritablement excessives et arrogantes, la diplomatie s'inquiète, elle rédige des notes pendant que l'armée d'Edhem-pacha continue sa marche triomphante et écrase définitivement les Grecs à Domokos, les rejetant derrière les monts Othrys.

A ce moment intervient le tsar qui, par l'envoi d'une dépêche adressée directement au sultan, obtient de lui la cessation des hostilités. Permettez-moi ici d'exprimer un regret, monsieur le ministre, c'est que la France ne se soit pas associée à cet acte d'humanité.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères. — Nous avons agi en même temps et à la même heure.

M. Gauthier (de Clagny). — Les hostilités sont donc suspendues; un armistice est consenti par le sultan. La diplomatie reprend son action. Je viens vous demander ce qu'elle compte faire. Vous allez certainement me répondre que les prétentions du sultan ont été jugées excessives par l'Europe tout entière et qu'il importe de ne pas en tenir compte en l'état. Je souhaite de tout cœur que ces prévisions se réalisent, mais j'éprouve une certaine inquiétude en voyant les armements continuer en Turquie, non plus pour combattre la Grèce, mais pour augmenter la force de résistance que la Turquie pourrait opposer aux prétentions de l'Europe. (Très bien! très bien! à gauche.)

Chaque jour, nous apprenons par les journaux étrangers que, malgré la cessation des hostilités, la Turquie appelle ses nizams, ses rédifs, et même ses soldats de la territoriale et continue ses commandes de munitions et d'armes.

Et puis, d'ailleurs, à supposer même que le sultan fût résolu personnellement à faire la paix, je ne suis pas sans une certaine inquiétude et je me demande si Abdul-Hamid aura l'énergie et l'autorité suffisantes pour résister au fanatisme musulman surexcité et aux prétentions de ses armées victorieuses.

Vous savez, messieurs, combien les préoccupations personnelles jouent un rôle important dans l'attitude et la conduite du sultan. De même qu'il n'a pu empêcher les massacres d'Arménie... (Interruptions.)

Plusieurs membres à gauche. — C'est lui qui les a ordonnés.

M. Gauthier (de Clagny). — ... de même qu'il n'a pas voulu empêcher les massacres d'Arménie, afin d'éviter les réclamations des ulémas, peut-être aura-t-il quelque peine à accepter les prétentions un peu rigoureuses que l'Europe veut lui imposer afin de ne pas mécontenter ses généraux vainqueurs.

Quoi qu'il en soit, voici, monsieur le ministre, la première question que je vous adresse et à laquelle j'espère que vous voudrez bien répondre.

Je pense que vous n'hésitez pas à déclarer à cette tribune que le gouvernement de la République ne consentira jamais à céder la Thessalie à la Turquie, et que, fidèle à cette politique internationale considérée aujourd'hui

presque comme un dogme, vous ne permettrez pas que des populations arrachées au joug des musulmans retombent, par la conquête, sous la domination du sultan. Vous ne voudrez pas que la Turquie, déchirant le traité de Berlin, reprenne ses anciennes frontières de 1832.

Je vous demanderai également si vous accepterez sans réserve qu'on supprime le régime des capitulations en ce qui concerne les Hellènes, et je me rappelle à ce propos qu'en 1888 notre collègue M. Deschanel prononçait à cette tribune un discours remarquable dans lequel il indiquait les préoccupations de la politique du sultan, qui tendait à faire supprimer, pour les chrétiens de son empire, le régime des capitulations. Je crois que vous ne permettrez pas, monsieur le ministre, qu'on entre dans cette voie, dans laquelle il y aurait peut-être quelques difficultés à s'arrêter.

Enfin, je voudrais que vous me disiez également que vous n'êtes pas disposé à mettre les finances de la Grèce sous le contrôle des syndicats financiers de l'Europe.

Vous savez mieux que moi, sans doute, quelles sont les intrigues qui se nouent autour de cette question des finances grecques. Vous connaissez la puissance de certains syndicats financiers qui agissent à Londres, à Berlin, et qui semblent, dans cette guerre désastreuse, n'avoir d'autre préoccupation que d'en tirer un bénéfice pécuniaire en se saisissant de la fortune de la Grèce. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.)

Enfin, monsieur le ministre, je crois que le Parlement vous saurait gré si vous veniez, après ces explications, dire à cette tribune que les mêmes mesures que le concert européen était disposé à prendre contre la Grèce pour faire respecter ses volontés, le même concert européen n'hésiterait pas à les prendre contre la Turquie si elle se montrait rebelle à ses conseils. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

La paix est signée, je l'admets, conformément à vos désirs et à vos espérances. Il vous restera, monsieur le ministre, à résoudre une double question sur laquelle je me permets d'appeler votre attention : le règlement de la question crétoise et le règlement de la question des réformes dans l'empire ottoman.

Sur la question crétoise, vous me direz ce que vous nous avez déjà dit à la tribune : L'autonomie pour les Crétois, cela suffit. — Non, cela ne suffit pas.

M. Millerand. — Et le Livre jaune qu'on nous avait promis sur la Crète ?

M. Gauthier (de Clagny). — Je pense qu'on nous le donnera.

La diplomatie se fait à l'heure actuelle des illusions singulières si elle croit qu'avec l'autonomie de la Crète elle aura apporté à cette question la solution définitive.

Sans doute, l'exemple de la Roumélie orientale en 1878 lui paraît encourageant. Mais la situation n'est pas la même. En Roumélie, tout l'élément musulman, fuyant devant les armées du vainqueur, avait disparu du territoire, et, quand l'indépendance fut proclamée, il n'y avait plus à craindre de difficultés en raison d'une lutte entre les deux races.

En Crète il n'en est pas de même. Dans les trois grandes villes crétoises, il y a plus de 60,000 musulmans qui ont toujours vécu à l'intérieur de l'île. Les chrétiens ont brûlé les villages, se sont établis à la place des musulmans et ont pris possession de leurs terres. Comment allez-vous résoudre ce conflit sanglant, cette situation difficile entre l'élément musulman et l'élément chrétien ?

De plus, les dépêches qui nous arrivent de Crète semblent bien montrer qu'à mesure que les troupes du roi Georges quittent l'intérieur de la Crète, l'insurrection s'étend de plus en plus et l'anarchie règne maintenant en maîtresse, en sorte que vous aurez une tâche singulièrement difficile, si vous ne

voulez pas verser de nouveau du sang sur le sol de la Crète pour pacifier cette île avec la simple doctrine de l'autonomie.

Non seulement vous aurez des difficultés de ce genre, mais encore il semble que les puissances européennes, qui ont débarqué leurs soldats dans l'île, n'osent plus les retirer, chacune d'elles ayant peur de voir le voisin s'y installer définitivement. Il y a là une situation délicate, et j'espère, monsieur le ministre, que vous nous indiquerez quelle solution vous prévoyez pour y mettre un terme.

Permettez-moi de vous rappeler également que, dès le traité de Berlin, la Turquie promettait des réformes pour les sujets chrétiens de son empire, et, le 10 février 1897, les ambassadeurs à Constantinople remettaient entre les mains du sultan une note au sujet des réformes exigées par la diplomatie européenne pour faire régner la pacification dans l'empire ottoman.

De son côté, M. le président du conseil, dans la séance du 15 mars dernier, disait à cette tribune :

« Le concert européen reste la seule manière d'imposer au sultan les réformes nécessaires, ces réformes sans lesquelles, je n'hésite pas à le dire, l'empire ottoman lui-même s'écroulerait en ensevelissant le sultan sous les ruines »

Comme vous le voyez, monsieur le ministre des affaires étrangères, la question des réformes reste prépondérante dans le conflit qui s'élève en Orient. Il ne s'agit pas, pour la diplomatie européenne, de s'enthousiasmer après les victoires des Turcs et de ne voir que le succès de leurs armes, il faut se rappeler que, pendant trois ans, une population entière a été égorgée par la volonté du sultan (Très bien ! très bien ! à l'extrême-gauche), il faut se rappeler que dernièrement par la volonté d'Abdul-Hamid, Constantinople, sur le sol même de l'Europe, était ensanglantée par de nouveaux massacres. Or, je ne crois pas que votre diplomatie puisse, en même temps qu'elle fera tous ses efforts pour garantir la paix, se désintéresser des réformes à obtenir du sultan.

Ainsi donc, monsieur le ministre, vous voudrez bien répondre aux trois questions suivantes : Dans quelles conditions voulez-vous faire la paix ? Que ferez-vous pour obtenir une solution en Crète ? Comment espérez-vous obtenir les réformes promises par le sultan ?

J'espère, monsieur le ministre, que vos réponses seront nettes et précises et qu'elles sortiront un peu des vagues promesses que, jusqu'à ce jour, vous nous avez apportées. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et à gauche.)

Votre majorité ne vous a pas marchandé sa confiance, et peut-être aujourd'hui se demande-t-elle si la voie où vous l'avez conduite est bien celle où l'honneur et les intérêts de la France devaient se trouver les mieux défendus. (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.) Vous avez abandonné notre politique traditionnelle en Orient, afin de garantir la paix, et cependant, quelques jours après ces promesses, la guerre éclatait entre la Turquie et la Grèce ; et si le sultan, encouragé par une puissance dont nous avons tous le nom sur les lèvres, résiste à vos prétentions, je ne sais pas devant quelles complications redoutables vous pouvez vous trouver.

Mais dans tous les cas, supposons la paix faite et recherchons brièvement, même si vous obtenez la paix aux conditions les plus satisfaisantes, quels seront pour demain les résultats de la politique que vous avez suivie : la Turquie redevenue une puissance militaire de premier ordre ; son armée portée au chiffre de 500,000 soldats, commandée par des généraux allemands, aux portes mêmes de la frontière russe, — et vous devez penser quelles pourraient être les complications qui surgiraient en cas de conflagration européenne par ce nouveau facteur sur lequel nous n'avions pas compté, — l'influence française remplacée à Constantinople par l'influence allemande, à tel point qu'il y a quelques jours à peine, les affiches apposées sur les murs de cette ville avec le sceau du consulat français étaient arrachées par la

police turque, et que, si les renseignements qu'on nous a donnés sont exacts, votre ambassadeur lui-même demanderait à être relevé de ses fonctions. (Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.)

Pendant que diminuait ainsi dans des proportions aussi redoutables notre influence à Constantinople et dans le monde musulman, vous perdiez — je crains que ce soit pour longtemps — l'influence de la France sur le monde chrétien et libéral de l'Asie-Mineure et de l'Orient. Oh ! je sais, monsieur le ministre, qu'en ce qui vous concerne personnellement vous n'êtes pas extrêmement attaché à l'influence de la France sur les populations chrétiennes de l'empire ottoman. Cependant, il faudrait, en rappelant l'histoire, ne pas méconnaître que cette protection de populations chrétiennes a assuré à la France, pendant de longs siècles, le commerce le plus prospère avec l'Orient. Au seizième et au dix-septième siècle, c'est grâce au protectorat sur les Latins, que la France avait le monopole du commerce en Asie-Mineure, et c'est grâce au rayonnement de notre influence, que nous avons conservé dans ces régions, au point de vue commercial, une place prépondérante. Cette situation risque fort d'être compromise ; notre place peut être prise bientôt par nos concurrents italiens et allemands, dont vous connaissez les efforts pour nous remplacer dans le commerce de l'Asie-Mineure.

Je ne crois pas, sans vouloir rien exagérer sur ce point, que depuis vingt-cinq ans la diplomatie française ait subi un aussi douloureux échec. Je ne me permettrais pas, croyez-le bien, d'apporter à cette tribune cette triste constatation si elle n'avait pas été faite avant moi par des hommes plus autorisés et plus considérables. Voici ce que disait, il y a quelques jours à peine, M. Sarrien :

« Il m'est tout particulièrement pénible d'être obligé de constater l'échec de la diplomatie française et le rôle quelque peu humiliant joué par la France dans la question crétoise et dans les négociations relatives au règlement de la question d'Orient.

« Je ne suis pas ajoutait-il, seul à le constater. M. Leygues, ancien ministre de l'intérieur du cabinet Ribot (Mouvements divers), qui n'est ni un radical ni un adversaire du ministère Méline, pour lequel il a constamment voté, disait, lui aussi, dans une réunion tenue il y a quelques jours à Bordeaux, que les événements qui se sont produits en Orient n'ont abouti qu'au triomphe de l'Allemagne et à l'abaissement de l'influence française. » (Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.)

Telles sont les observations que je désirais soumettre à la Chambre. Laissez-moi dire en terminant que, lorsqu'on parcourt les documents diplomatiques des négociations engagées dans le conflit d'Orient, on est souvent péniblement surpris de voir le silence de la France. Tandis que toutes les autres puissances, l'Angleterre, l'Autriche, la Russie, n'hésitent pas à parler, à faire connaître leur volonté, tandis que l'Allemagne, ne se contentant pas de parler, agit, la France reste muette, à tel point qu'il semble véritablement que notre diplomatie n'ait d'autre ambition que de toujours écrire sous la dictée des autres. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs à gauche.)

Je ne crois pas, monsieur le ministre, que ce fût là le rôle que la France espérait après les sacrifices qu'elle a consentis pour relever ses forces, après avoir donné sans compter ses milliards après avoir supporté sans murmure les plus lourdes charges militaires, enfin après avoir vu couronner ses efforts par une alliance qui permettait il y a quelques jours à M. le président du conseil de dire à cette tribune que, grâce à elle, la France avait retrouvé non seulement sa sécurité, mais encore sa place dans le monde. Il me semblait que quelquefois il eût été bon de porter un peu plus haut la tête. Je sais bien, monsieur le ministre des affaires étrangères, que vous avez déclaré au monde — et vous avez bien fait — qu'avant tout la France voulait la paix ; mais peut-être auriez-vous mieux encore répondu à son sentiment intime en ajoutant qu'elle ne voulait ni compromettre ses intérêts ni diminuer sa

dignité et son honneur. (Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.)

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères. — Messieurs, l'honorable M. Gauthier (de Clagny) a bien voulu m'adresser, lundi dernier, la lettre suivante :

« Les Chambres se réunissent demain. En présence des événements qui depuis notre départ se sont produits en Orient, de l'échec de la médiation européenne et des complications qui peuvent survenir, vous penserez sans doute qu'il est nécessaire de faire connaître au Parlement l'attitude que le gouvernement de la République compte prendre au milieu de ce conflit international.

« J'ai l'honneur de vous prévenir que je désire vous adresser une question à ce sujet. Elle vous permettra de donner au pays les explications qu'il attend. »

A la question qui nous était posée dans ces termes et que M. Gauthier (de Clagny) vient de développer, le Gouvernement a pour devoir de répondre par des explications précises sur la situation actuelle en Orient.

Pour le moment du moins, il ne s'agit nullement, comme le sait la Chambre, des perspectives un peu sombres indiquées par M. Gauthier (de Clagny). Il me paraît excessif de parler de « l'échec de la médiation européenne », au moment même où elle continue à s'exercer, ou de « complication », ou de « conflit international ». Ce sont au contraire des « complications » et ce « conflit international » que les puissances se sont efforcées d'empêcher et qu'elles sont, en somme, parvenues à empêcher jusqu'à aujourd'hui. (Nouvelles interruptions sur les mêmes bancs.)

M. le président. — S'il y a un sujet qui commande... (Rumeurs à l'extrême gauche.) Mais oui, messieurs, s'il y a un sujet qui commande le silence, c'est celui qui est traité en ce moment (Très bien ! très bien !)

M. Gauthier (de Clagny) répondra à M. le ministre.

M. le ministre des affaires étrangères. — La Chambre me permettra de lui rappeler les grandes lignes de la politique que le Gouvernement lui a exposées à diverses reprises, qu'elle a adoptées par ses votes successifs et desquelles il ne s'est pas départi un seul instant.

Au cours de la séance du 22 février, le Gouvernement exposait ses vues dans les termes suivants :

« La France veut la paix ; elle fera tout ce qui dépendra d'elle pour la maintenir. Tenant sa place dans le concert européen, elle doit s'efforcer de le fortifier, de travailler avec lui et, par lui, de rechercher dans cette collaboration les solutions en quelque sorte arbitrales qui, imposant leur autorité aux intérêts et aux convoitises particulières, sont la garantie la plus sûre de la paix. »

Et nous ajoutions : « Cependant, si des impatiences, des sentiments peu réfléchis, entravent l'œuvre de la paix et dechaînent des tempêtes, nous aurons du moins la conscience d'avoir fait tout ce qui était possible pour les écarter, et nous pourrions attendre avec confiance l'heure inévitable de la modération, de la raison et de l'humanité. »

Messieurs, malgré les sages conseils auxquels l'Europe a même ajouté le poids de décisions unanimes, — mais jusqu'à la limite où il eût fallu recourir à l'emploi de la force, — le concert des puissances n'a pu avoir raison des entraînements qui se manifestaient dès cette époque, et, après une période d'hostilités où, de part et d'autre, les deux adversaires ont fait leur devoir, nous nous trouvons précisément arrivés à cette heure prévue où nous voudrions faire entendre le langage de la modération, de la raison et de l'humanité.

Peut-on dire, dans ces conditions, qu'il y ait eu échec pour la diplomatie et que le concert des grandes puissances n'ait été qu'une fiction ?

Non, messieurs ; le but suprême que se proposaient les puissances était le maintien de la paix générale en Europe !

C'est à ce point de vue qu'elles considéraient comme dangereuse la présence des troupes grecques dans l'île de Crète, et qu'elles en demandaient le retrait.

Elles appréhendaient en cas de conflit partiel une explosion d'hostilités parmi les Etats balkaniques et un soulèvement de la Macédoine, qui pouvaient provoquer une conflagration plus étendue. Et c'est pourquoi le concert européen s'efforçait d'empêcher un conflit local dont on prévoyait malheureusement l'issue. S'il n'a pu empêcher cette guerre d'éclater, il a su du moins la localiser... (Rumeurs à l'extrême gauche. — Très bien ! très bien ! au centre.)

Un membre à l'extrême gauche. — C'est là un langage purement diplomatique et académique.

M. le ministre des affaires étrangères. — ... et aujourd'hui, comme il est de son strict devoir, il s'efforce d'en modérer les suites à l'égard des vaincus. (Très bien ! très bien ! au centre.)

Donc, maintien de la paix générale, maintien du *statu quo* en Orient, intervention pacifique et unanime dans le sens de l'apaisement et de la modération, autonomie de la Crète, poursuite du plan général de réformes pour empêcher le retour des déplorables événements de 1895, tel est le but que s'est proposé l'Europe, tel est le but qu'elle poursuit par des voies pacifiques. (Très bien ! très bien ! au centre et sur plusieurs bancs à droite.)

En participant à cette œuvre, le gouvernement français est resté fidèle aux engagements qu'il avait pris devant la Chambre. Il pense qu'il s'est conformé également aux véritables intérêts et aux véritables sentiments du pays. Je n'entreprendrai pas de répondre à toutes les critiques souvent contradictoires qui nous ont été adressées.

La position prise par la France dans le concert européen et le soin attentif avec lequel elle s'est attachée à le maintenir, malgré tant d'aspirations et d'intérêts divergents, ont été l'objet des plus vifs reproches. On y a vu comme une sorte de tendance à subordonner notre politique à celle de telle puissance étrangère.

On nous a successivement ou simultanément accusés d'être ou Anglais, ou Russes, ou Allemands, — car ce sont les armes qu'emploie la polémique courante, — comme s'il n'était pas plus naturel d'admettre que nous nous efforcions d'être avant tout Français. (Applaudissements)

D'ailleurs, s'il est difficile de discerner une doctrine bien nette parmi les reproches qui nous sont adressés (Oui ! oui ! au centre), il est encore plus difficile de déterminer la ligne de conduite qu'on aurait voulu nous voir suivre. Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs. — Interruptions à l'extrême gauche.)

M. Millerand. — On vous l'a dit au Sénat et ici.

M. le président. — Messieurs, encore une fois, veuillez garder le silence.

M. le ministre des affaires étrangères. — Oui ; que fallait-il faire ? Qu'aurait-on fait à notre place ? Voilà la question à laquelle nous voudrions obtenir une réponse. (Applaudissements au centre.)

M. Millerand. — On l'a faite, cette question.

M. Faberot. — Il fallait défendre les faibles ! Voilà ce qu'il fallait faire.

M. le ministre des affaires étrangères. — Et pourtant aujourd'hui les faits ont parlé, on n'est plus dans l'incertitude comme au début de la crise. (Interruptions à l'extrême gauche.)

M. Charles Dutreix. — Le canon aussi a parlé. (Bruit.)

M. le président. — M. le ministre des affaires étrangères ne peut pas arriver à prononcer non seulement une phrase, mais deux ou trois mots sans être interrompu. La discussion ne peut pas continuer dans ces conditions. Je vous prie, messieurs, d'écouter en silence la réponse de M. le ministre.

M. Jules Méline, président du conseil, ministre de l'agriculture. — M. Gauthier (de Clagny) n'a pas été interrompu une seule fois.

M. le ministre des affaires étrangères. — On n'est plus dans l'incertitude comme au début de la crise, lorsque le champ des hypothèses était ouvert. Eh bien encore une fois, qu'on nous dise quelle était la ligne de conduite qu'il fallait adopter. (Applaudissements au centre.)

M. Millerand. — Mais on l'a dit!

M. Dejeante. — Une conduite républicaine et non pas monarchique!

M. le ministre des affaires étrangères. — Pense-t-on sérieusement que, dans ce conflit de passions qui s'agitait en Orient, une intervention sous une forme quelconque, d'une des puissances européennes...

M. Paulin-Méry. — Est-ce que l'Allemagne n'est pas intervenue? (Vives exclamations au centre et cris : A l'ordre!)

M. le président. — M. Paulin-Méry, vous troublez la séance par vos interruptions, je vous rappelle à l'ordre.

M. le ministre des affaires étrangères. — Pense-t-on sérieusement aujourd'hui que, dans ce conflit de passions qui s'agitait à ce moment en Orient, une intervention, sous une forme quelconque, d'une des puissances européennes était une chose possible, pratique, judicieuse et même réalisable?

M. Millerand. — Assurément!

M. le ministre des affaires étrangères. — Qui oserait affirmer aujourd'hui qu'une telle initiative n'eût pas été la plus téméraire des aventures? Qui donc eût assumé une pareille responsabilité? qui donc serait venu demander au Parlement les crédits et les ressources nécessaires pour aborder de front une pareille difficulté? Et ne voit-on pas que c'eût été un piège plus dangereux encore de l'aborder de biais?

Mais si, parmi les critiques si vives qui leur ont été adressées, les gouvernements européens ont gardé leur sang-froid; s'ils se sont appliqués, malgré tant de causes de mésintelligence, à n'exercer d'action, à ne prononcer de paroles définitives que celles qu'ils avaient unanimement concertées et approuvées; s'ils ont su, en un mot, maintenir ce concert si difficile, je le reconnais, mais si important, qui donc devrait s'en féliciter aujourd'hui? N'est-ce pas ceux-là même qui, maintenant, recourent à lui, qui se mettent sous son abri, qui espèrent à bon droit obtenir par lui des adoucissements et des modérations dans la conclusion de la paix? (Applaudissements au centre et sur plusieurs bancs à droite et à gauche.)

Telle est l'œuvre qui incombe maintenant au concert européen, tel est le devoir qui s'impose à lui. Au moment où il l'accepte, ne doit-il pas trouver ici et au dehors toutes les approbations et tous les concours?

Déjà les bases de la médiation des puissances sont posées. Nous ne doutons pas qu'en présence de leur unanimité la Turquie ne tienne compte de la volonté de l'Europe et renonce aux prétentions excessives qu'elle a formulées tout d'abord. (Très bien! très bien! au centre.) En tout cas, les gouvernements soucieux avant tout de maintenir leur accord ne ménageront rien pour arriver à ce résultat.

C'est à cette œuvre que le gouvernement de la République compte se consacrer à la place qui lui revient. Certes, nous devons nous prémunir contre

toute illusion; nous devons mettre en garde, et ceux qui nous écoutent ici, et ceux qui nous entendent au dehors, contre un optimisme trop facile. La tâche reste complexe; elle sera lente probablement et, plus d'une fois encore, troublée par le retour des passions ou des entraînements. Nous n'ignorons pas les difficultés que nous rencontrerons à chaque pas. Cependant nous devons espérer que les conseils de la sagesse et de la raison finiront par l'emporter.

Les grandes puissances sont unanimes. Les Etats des Balkans se sont toujours rendus aux conseils qui leur sont venus d'elles. Le sultan a écouté l'appel qui lui était adressé.

Il semble que ces premiers indices doivent nous donner une suffisante confiance en l'avenir et nous vous demandons de vouloir bien, en restant fidèles à vos propres décisions, faciliter la tâche d'un Gouvernement qui, de concert avec les autres gouvernements, donne tous ses soins et toute son attention à l'œuvre si complexe et encore si fragile de la paix. (Applaudissements au centre et sur plusieurs à gauche et à droite. — Interruptions à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.)

M. Gauthier (de Clagny). — La Chambre, ainsi d'ailleurs que j'en étais persuadé, vient d'approuver par ses applaudissements (Dénégations à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche. — Marques d'assentiment au centre) le langage tenu par M. le ministre des affaires étrangères. Cela prouve que j'avais raison lorsque je considérais qu'il n'y a pas lieu sur un pareil sujet de déposer une demande d'interpellation... (Interruptions à l'extrême gauche.) Laissez-moi parler, messieurs, si ce n'est pas votre opinion; en tout cas, c'est la mienne. (Très bien! très bien! au centre. — Parlez!) Je sais combien il est délicat pour un Parlement de blâmer par un vote qui pourrait avoir des conséquences extrêmement graves la politique étrangère suivie par son gouvernement; je sais également qu'à toutes les discussions, quelle que soit leur gravité, que les que soient les conséquences qu'elles puissent avoir, se mêle forcément, en dehors même du fond du débat, une question de politique ministérielle, que je ne voulais pas soulever en la circonstance.

Mais si la Chambre veut bien se contenter des explications qu'on lui a fournies (Dénégations à l'extrême gauche), si la majorité de la Chambre, dis je, a paru se contenter...

M. Gustave Rouanet. — Qu'en savez-vous? Pour le savoir, il faudrait un vote!

M. Gauthier (de Clagny). — ... des explications qu'on vient de lui donner, il me sera permis cependant de faire remarquer combien, sur les points principaux des questions que j'avais posées, le silence de M. le ministre des affaires étrangères doit nous faire concevoir de sérieuses inquiétudes pour l'avenir.

Je vous avais demandé, monsieur le ministre, si le gouvernement de la République consentirait à une cession de territoire: vous nous avez répondu que les puissances continuaient à donner à la Turquie des conseils de modération. Je vous avais demandé une réponse en ce qui touche les capitulations: vous ne m'avez pas répondu sur ce point.

En ce qui concerne les mesures à prendre pour la Crète, vous êtes resté sur les déclarations antérieures, sur le programme de l'autonomie, sans méconnaître cependant les difficultés qui devaient en résulter.

Vous nous demandiez, il y a un instant, de vous expliquer les reproches que nous pouvions avoir à vous adresser. Mais le premier de tous, monsieur le ministre, c'est d'avoir, pendant deux ans, gardé le silence sur les massacres d'Arménie. (Très bien! très bien! sur divers bancs.) Voilà le début des fautes commises!

M. le ministre des affaires étrangères. — Au moment des grands massacres, nous n'étions pas au pouvoir!

M. Millerand. — Vous étiez au pouvoir lors des massacres de Sassoun.

M. le ministre des affaires étrangères. — Voulez-vous me permettre de vous répondre un mot, monsieur Gauthier (de Clagny)?

Je tiens à établir, une fois pour toutes, malgré des légendes qu'on s'obstine à vouloir créer...

M. Gustave Rouanet. — Il y a le Livre jaune qui vous condamne! (Bruit au centre.)

M. le président. — Veuillez garder le silence, monsieur Rouanet.

M. le ministre des affaires étrangères. — ... que les massacres d'Arménie ont eu lieu à deux époques.

Les premiers massacres ont donné lieu à une intervention immédiate des trois puissances : France, Angleterre, Russie. C'était l'époque du cabinet Ribot. Les grands massacres ont commencé en novembre 1895 et furent terminés en février 1896.

Or, le cabinet Ribot avait quitté les affaires le 2 novembre 1895. Comment peut-on dire que nous n'avons pas voulu faire la lumière, puisque nous n'étions pas alors au pouvoir? (Applaudissements au centre.)

M. Denys Cochin. — Et pendant les massacres qui ont eu lieu au mois d'août 1896?

M. Gauthier (de Clagny). — J'ai déclaré, messieurs, que je ne voulais pas passionner ce débat, que je voulais lui laisser toute la dignité qu'il comporte. J'ai cru cependant, et je crois encore pouvoir dire que le début des complications devant lesquelles nous nous trouvons à l'heure actuelle provient du silence gardé sur les massacres d'Arménie, du silence que vous avez encore gardé au mois d'août dernier quand vous avez appris que, pendant les journées des 26, 27 et 28 août, Constantinople avait été ensanglantée sous l'œil de l'Europe et sur les ordres du sultan; pas plus alors qu'au moment des massacres d'Arménie, vous n'avez osé, monsieur le ministre, faire entendre une énergique protestation (Très bien! très bien! à l'extrême gauche.)

M. Charles Dutreix. — Qui était au pouvoir alors? Était-ce M. Bourgeois?

M. Gauthier (de Clagny). — Et lorsque le 20 octobre dernier, l'Angleterre vous demandait d'intervenir enfin par des mesures de coercition pour faire arrêter ces massacres, vous considériez sans doute encore qu'il s'agissait là, comme vous l'avez écrit, d'un de ces mille incidents de la lutte entre musulmans et chrétiens, mais qu'il ne méritait pas l'intervention de la France, et vous êtes monté, le 3 novembre, à la tribune pour faire le discours qui a rompu toutes les négociations.

M. le ministre des affaires étrangères. — La véritable proposition d'intervention a eu lieu au mois de novembre 1895; je vous prie de vouloir bien comparer les dates et vous verrez à quelle époque et par qui elle a été déclinée. Du reste, je ne songe pas à blâmer la décision prise par le gouvernement d'alors.

M. Gauthier (de Clagny). — Monsieur le ministre, je ne peux pas discuter sur cette question de dates. Il faudrait consulter des documents que je n'ai pas à ma disposition à cette tribune. Dans tous les cas, il sera facile de se reporter au Livre jaune. Mais permettez-moi de dire que je ne comprends pas bien la portée de l'interruption. (Réclamations au centre.)

Je termine en disant que si nous sommes arrivés à l'heure actuelle à cette situation qui laisse dans tous nos esprits de si légitimes inquiétudes, peut-être faut-il en faire retomber partiellement la responsabilité sur la politique

suivie volontairement par M. le ministre des affaires étrangères qui, depuis de longues années, n'a pas hésité, soit à cette tribune, soit dans des documents qu'il a livrés aux revues, à dire qu'avant tout il fallait ménager ce sultan doux et humain qui gouverne à Constantinople (Applaudissements ironiques à l'extrême gauche), et que la France n'avait pas à se préoccuper outre mesure — je rappelle ici, monsieur le ministre, votre discours de février 1888 en réponse à M. Deschanel — de ses devoirs de protection envers les chrétiens d'Orient (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs); que ces devoirs n'avaient pour nous qu'une double conséquence fâcheuse : d'abord de soulever avec une puissance alliée la seule difficulté qui puisse exister entre elle et nous, et ensuite de nous mettre à chaque instant en lutte avec le sultan.

Et vous ajoutiez : « Ici encore notre politique, si naturellement associée à la sienne, ne trouve pour ainsi dire d'occasion de conflit avec la Sublime-Porte que dans cette question sans cesse renaissante des sanctuaires et des populations catholiques. »

Je ne m'étonne donc pas de la politique que vous avez suivie : elle est conforme à toutes les idées que vous nous avez fait connaître. Je regrette cependant que, malgré tous vos efforts, malgré votre patriotisme ardent, auquel je rends pleinement hommage, elle aboutisse à de semblables résultats. (Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche. — Bruit au centre.)

M. le président. — L'incident est clos.

. GRÈCE

Le 9 mai, M. Skouloudis, ministre des affaires étrangères, a fait remettre aux représentants des puissances accrédités à Athènes une circulaire par laquelle le cabinet hellénique leur demande leurs bons offices en vue d'obtenir la médiation.

La Grèce fait connaître aux puissances qu'elle a rappelé de Crète le colonel Vassos, vingt-cinq officiers et deux compagnies de sapeurs du génie. Elle ajoute qu'elle s'engage à retirer de l'île dans le plus bref délai le reste de ses troupes.

Les représentants des puissances ont accusé réception de cette circulaire et ils ont promis leurs bons offices.

Le 11 mai, ils ont fait remettre au Gouvernement hellénique la note suivante :

« Les représentants de la France, de l'Italie, de l'Angleterre, de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie chargent M. Onou, représentant russe, doyen du corps diplomatique à Athènes, de déclarer, au nom de leurs gouvernements respectifs comme au nom de son propre gouvernement, que les puissances sont prêtes à offrir leur médiation en vue d'obtenir un armistice et d'aplanir les difficultés actuellement existantes entre la Grèce et la Turquie, à condition que le gouvernement hellénique déclare qu'il procédera au rappel de ses troupes de Crète, qu'il adhère formellement à l'autonomie de la Crète et qu'il accepte sans réserves les conseils que les puissances donneront dans l'intérêt de la paix. »

Le gouvernement hellénique répondit aussitôt par la déclaration suivante :

« Le gouvernement royal, prenant acte de la déclaration du représentant de la Russie agissant au nom des ministres des puissances, déclare qu'il procède au rappel des troupes royales se trouvant en Crète, qu'il adhère formellement à l'autonomie de l'île de Crète et confie les intérêts de la Grèce aux soins des puissances. »

Voici le texte officiel de la note adressée le 19 mai par la Sublime-Porte à ses représentants à l'étranger :

« Le cabinet d'Athènes ayant réclamé le concours des grandes puissances pour prier le gouvernement impérial de suspendre les hostilités en vue d'arrêter les bases d'un armistice et d'aborder le plus tôt possible les négociations pour la conclusion de la paix définitive, nos commandants ont reçu l'ordre télégraphique de s'entendre avec les commandants des troupes hellènes afin de suspendre simultanément les hostilités. »

ROUMANIE

L'Indépendance roumaine du 19 avril/1^{er} mai contient les renseignements suivants :

Le 17/29 avril, les ministres plénipotentiaires de Russie et d'Autriche-Hongrie ont remis au président du conseil et ministre des affaires étrangères des copies de télégrammes identiques reçus de Saint-Petersbourg et signés par Leurs Excellences le comte Mouraview et le comte Goluchowski.

La teneur des télégrammes est la suivante :

« L'arrivée de Sa Majesté l'Empereur et Roi François-Joseph à Saint-Petersbourg (l'échange d'idées de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique avec Sa Majesté l'Empereur de Russie) a offert à notre Auguste Maître une nouvelle occasion de constater la parfaite conformité de vues qui existe entre les deux Souverains. Leurs Majestés se sont plu à reconnaître combien l'attitude du gouvernement roumain est restée correcte et prudente en présence du différend gréco-turc. Cette attitude est d'autant plus appréciée par les deux monarques, qu'elle répond à Leur ferme volonté de veiller au maintien de la paix générale et à l'affermissement des principes d'ordre et de droit, base essentielle du développement pacifique de la prospérité des nations. »

Le ministre des affaires étrangères a remercié les deux Cours par le télégramme suivant, adressé à nos représentants à Saint-Petersbourg et à Vienne :

« Veuillez exprimer à Son Excellence le comte Mouraview (le comte Goluchowski) toute la satisfaction du gouvernement de Sa Majesté le Roi pour la communication qui vient de m'être faite par Son Excellence le ministre de Russie (d'Autriche-Hongrie) sur l'attitude correcte et prudente du gouvernement roumain en présence du différend gréco-turc. La politique de la Roumanie a eu pour but constant de servir les efforts des grandes puissances pour le maintien de la paix générale, qui est une sauvegarde pour l'ordre, la tranquillité et le développement des Etats. Le gouvernement de Sa Majesté le Roi est heureux de voir que son attitude correcte et prudente reçoit la haute appréciation de Sa Majesté l'Empereur Nicolas et de Son Auguste Hôte l'Empereur François-Joseph (les deux Monarques d'Autriche-Hongrie et de Russie). »

— On lit dans le *Moniteur officiel* du 22 avril/4 mai :

Le ministère des affaires étrangères porte à la connaissance des intéressés que, à la suite de l'autorisation qu'il avait reçue du gouvernement, l'agent diplomatique de Roumanie à Sofia vient de conclure, après un échange de notes, une convention par laquelle les marchandises roumaines jouiront, à

leur entrée en Bulgarie, du traitement de la nation la plus favorisée, jusqu'au 1/13 janvier 1898.

Les marchandises roumaines bénéficieront de ce même traitement en ce qui concerne aussi les taxes communales d'accise et de port.

Il a été de même décidé, en vertu du principe de la réciprocité, que les sujets des deux pays seront exempts des taxes pour le visa des passeports.

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

La session du Volksraad a été ouverte le 3 mai.

Le message présidentiel, après avoir consacré quelques paroles de haute estime à la mémoire du ministre, M. Beelarts van Blockland, et affirmé que, nonobstant les circonstances défavorables, les relations avec les puissances étrangères ont amicales, demande au Volksraad de décréter la fermeture de tous les offices publics dans l'Etat le jour du jubilé de la reine Victoria, comme manifestation de sympathie.

Les moissons ont été généralement bonnes, mais la peste bovine sévit toujours, malgré le zèle et les efforts déployés par le professeur allemand Koch et par les savants français, MM. Danis et Bordet.

Le message annonce le prochain dépôt d'un projet tendant à faciliter le trafic sur la frontière afin d'activer le commerce avec les colonies voisines.

Une grande amélioration est signalée dans l'enseignement, et on exprime l'espoir que la population des districts aurifères sera satisfaite de la nouvelle législation relative aux subventions de l'Etat aux écoles.

Le résultat de l'enquête sur la situation économique de l'industrie minière et le rapport éventuel de la commission gouvernementale seront soumis, aussitôt qu'ils seront prêts, à la prise en considération et au vote du Volksraad.

Un projet de revision de la loi cadastrale sera présenté par le gouvernement.

La situation du Trésor est normale.

En raison des fortes dépenses nécessitées par les travaux publics, on devra envisager la nécessité d'un emprunt.

Le message termine en déclarant que le gouvernement du Transvaal fera de son mieux pour aider à dissiper les nuages qui sont suspendus non seulement sur le Transvaal, mais sur tout le Sud-Africain.

SUISSE

Par note du 3/13 mai, le consul général de Grèce en Suisse, a, sur l'ordre de son gouvernement, notifié au Conseil fédéral qu'à partir du 26 avril/8 mai, à six heures du matin, les côtes de l'Epire et une partie du littoral du golfe de Salonique ont été mises en état de blocus effectif.

Les limites géographiques de ce blocus sont fixées ainsi qu'il suit :

« Au golfe de Salonique, le blocus s'étend depuis la rivière du Pénée, entre 39° 54' de latitude nord et 23° 44' de longitude est, jusqu'à la rivière d'Haliakmon, entre 40° 29' 30" de latitude nord et 22° 30' de longitude est.

« Le littoral bloqué serait d'une distance de cinq milles marins de la côte.

« Sur les côtes de l'Epire, le blocus s'étend de Prévésa, entre 33° 6' 30" de latitude nord et 20° 44' 30' de longitude est, jusque et y compris Hagii Saranta (Santi Quaranta), entre 39° 50' 4" de latitude nord et 20° 8' de longitude est.

« De la côte, le blocus s'étend jusqu'à une portée de canon. Les détroits formés par l'île de Corfou n'y sont pas compris et sont laissés libres à la

navigation. Les navires qui traversent ces détroits sont visités par les vaisseaux de la marine royale, qui ont pour mission de maintenir le blocus. (La notification du blocus de l'île de Crète avait été faite également au Conseil fédéral.)

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FRÉMONT.

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

CHILI — ESPAGNE

Convention d'extradition.

30 décembre 1893 (1).

Le Gouvernement chilien et le Gouvernement espagnol, animés du désir d'assurer l'action efficace de la justice criminelle par la répression des délits commis sur le territoire de l'un des deux Etats par des individus réfugiés sur le territoire de l'autre, ont résolu de conclure un traité établissant des règles fixes et basées sur le principe de la réciprocité d'après lesquelles il y aura lieu de procéder pour livrer les criminels à celle des parties contractantes qui en ferait la demande et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. Exc. le Président de la République du Chili, M. Luis Barros Borgoño, ministre de la guerre et de la marine, chargé de l'intérim des relations extérieures.

S. M. la Reine Régente d'Espagne, M. Salvador Lopez Guijarro, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les hautes parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement les individus qui, accusés ou condamnés dans l'un des deux pays comme auteurs ou complices d'un délit compris dans l'article suivant, se seraient réfugiés dans l'autre pays.

Art. 2. — L'extradition ne pourra être accordée que s'il s'agit d'un délit de droit commun et puni, selon les lois du pays requérant, d'une peine supérieure à trois ans de travaux forcés.

Art. 3. — La demande d'extradition sera présentée par la voie di-

(1) Les ratifications ont été échangées le 2 avril 1897.

plomatique ; à défaut d'agents revêtus du caractère diplomatique, la demande pourra être faite par le consul du rang le plus élevé du pays requérant et autorisé à cet effet.

La demande devra être accompagnée de la sentence de condamnation notifiée dans la forme légale ou du mandat d'arrêt délivré par le tribunal compétent avec la désignation du délit dont il s'agit ainsi que de la date à laquelle il a été commis, si l'individu est seulement poursuivi.

Ces documents seront présentés en original ou en copie authentique.

La demande devra être également accompagnée de tous les renseignements nécessaires pour établir l'identité de l'individu réclamé et de la copie des dispositions applicables aux faits à lui imputés, selon la législation du pays requérant.

Art. 4. — Chacun des deux Gouvernements pourra cependant, en cas d'urgence, et pourvu qu'il y ait mandat d'arrêt ou sentence de condamnation, demander à l'autre par le télégraphe l'arrestation d'un fugitif, sous la condition de présenter, dans le délai d'un mois, la demande d'extradition conformément aux règles ci-dessus établies, faute de quoi le détenu serait mis en liberté après l'expiration de ce délai.

Art. 5. — La demande d'extradition, en ce qui concerne sa procédure et l'appréciation des exceptions au moyen desquelles elle pourrait être combattue, sera soumise aux autorités compétentes du pays de refuge qui statueront conformément aux lois et à la pratique établies à cet égard dans le pays.

Art. 6. — Il n'y aura pas lieu à extradition :

1° Quand le délit qui motive la demande aura un caractère politique ou sera connexe à des délits politiques ;

2° Quand les délits poursuivis auront été commis dans le pays de refuge ;

3° Quand les délits, bien que commis en dehors du pays de refuge, y auront été l'objet d'une sentence ayant autorité de chose jugée ;

4° Quand, selon les lois du pays requérant, la peine ou l'action seront prescrites.

Art. 7. — Les parties contractantes ne seront pas tenues de se livrer leurs propres nationaux, qu'ils soient tels par naissance ou par naturalisation ; cependant, en ce qui concerne ces derniers, la restriction ne s'appliquera que si la naturalisation est antérieure au délit qui motive la demande d'extradition.

Dans ce cas, comme dans celui du § 2 de l'article précédent, le Gouvernement auquel l'extradition sera demandée devra provoquer la mise en jugement du criminel réclamé, et on lui appliquera les lois pénales du pays de refuge comme si les faits qui lui sont imputés eussent été commis sur son propre territoire. La sentence prononcée à ce sujet devra être communiquée au Gouvernement qui aura demandé l'extradition.

La production de la preuve incombera alors au Gouvernement requérant et sera faite dans le lieu même où le délit aura été commis. Cette preuve, moyennant la vérification préalable de son authenticité et de la correction avec laquelle elle aura été administrée, aura la même valeur que si elle avait été obtenue dans le même pays que le

jugement. Sous le bénéfice de cette réserve, le jugement sera soumis dans toutes ses parties aux lois du pays où il sera prononcé.

Art. 8. — L'extradition accordée par l'un des deux Gouvernements à l'autre n'autorise pas la mise en jugement de l'extradé pour un délit distinct de celui qui aura servi de base à la demande d'extradition. Pour juger le même individu à raison d'un crime antérieur et différent, mais compris parmi ceux qui peuvent donner lieu à extradition, il faudra un consentement spécial du Gouvernement qui l'aura livré, dans la forme prescrite à l'art. 3.

Les restrictions qui précèdent ne s'appliqueront pas si l'extradé n'est pas retourné dans le pays qui l'aura livré dans les trois mois qui suivront sa mise en liberté, soit qu'il fixe sa résidence dans le pays qui le réclame ou dans tout autre pays.

Art. 9. — Si l'individu réclamé est poursuivi pour un délit commis dans le pays de refuge, son extradition sera ajournée jusqu'à ce que les poursuites soient terminées et, en cas de condamnation, jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine.

Les obligations civiles que l'individu réclamé aurait contractées dans le pays de refuge ne seront pas un obstacle à son extradition.

Art. 10. — Quand un même individu sera réclamé par un des Gouvernements contractants et par un ou plusieurs autres, le pays de refuge devra donner la préférence à la demande de celui sur le territoire duquel le délit le plus grave aura été commis et, en cas d'égalité des délits, à la demande qui aura été présentée la première.

Art. 11. — Si l'individu réclamé n'est pas ressortissant de l'Etat qui sollicite l'extradition et que, pour le même délit, il soit également réclamé par l'Etat auquel il appartient, le Gouvernement auquel la demande sera faite pourra le livrer à volonté à l'un des deux Etats selon les précédents et les circonstances de la cause.

Art. 12. — Tous les objets qui constituent le délit ou qui auront servi à le commettre ainsi que les papiers et pièces à conviction qui seraient découverts ou trouvés entre les mains de l'extradé ou de tiers seront livrés au Gouvernement requérant alors même que l'extradition n'aurait pu avoir lieu à cause de la mort ou de la fuite de l'inculpé.

Toutefois les droits des tiers sur lesdits objets demeurent réservés et ils seront rendus sans frais après la fin du procès.

Art. 13. — Les deux Gouvernements renoncent au remboursement des frais occasionnés par l'arrestation, l'entretien et le transport de l'extradé jusqu'au moment où il est remis aux agents du pays qui le réclame.

Art. 14. — Le présent traité sera en vigueur pendant une période de dix ans à compter de la date de l'échange des ratifications et, après l'expiration de ce terme, il restera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une des parties aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Santiago aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires du Chili et d'Espagne ont signé

le présent traité *ad referendum* et l'ont revêtu de leurs sceaux à Santiago le 30 décembre 1895.

L. S. : LUIS BARROS BORGONO.

L. S. : SALVADOR LOPEZ GUIJARRO.

Protocole additionnel.

M. Adolphe Guerrero, ministre des relations extérieures, et M. Salvador Lopez Guijarro, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne, réunis au ministère des relations extérieures, dûment autorisés à cet effet et considérant que le délai d'un mois fixé par l'art. 4 du traité d'extradition conclu le 30 décembre 1895 entre les représentants des deux pays est insuffisant pour effectuer les démarches que le même article prescrit, sont convenus de porter à 3 mois le délai dont il s'agit.

En foi de quoi, le ministre des relations extérieures du Chili et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne ont signé le présent protocole additionnel et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Santiago le 1^{er} août 1896.

L. S. : ADOLFO GUERRERO.

L. S. : SALVADOR LOPEZ GUIJARRO.

DEUXIEME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

GRANDE-BRETAGNE

Instructions adressées à M. Hardinge concernant l'abolition de l'esclavage dans les îles de Zanzibar et de Pemba (1).

Le marquis de Salisbury à M. A. Hardinge.

Foreign-Office, le 10 février 1897,

Monsieur,

Les communications fréquentes qui ont eu lieu entre vous et le Gouvernement de Sa Majesté, pendant votre séjour récent en Angleterre, ont permis au Gouvernement de prendre une décision relativement aux mesures nécessaires à l'accomplissement des promesses qu'il a faites au Parlement concernant l'abolition de l'esclavage légal dans les îles de Zanzibar et de Pemba.

Des instructions préliminaires vous ont déjà été adressées relativement aux lignes générales du projet qui doit être mis à exécution ; mais il reste un certain nombre d'importantes questions de principe au sujet desquelles il est nécessaire que vous connaissiez, d'une manière plus détaillée, les vues du Gouvernement de Sa Majesté ; d'un autre côté, il y a, aussi, un certain nombre de points sur lesquels, après avoir consulté le Sultan et ses ministres, vous pourrez nous fournir de nouvelles informations et un nouvel avis. Il semble donc désirable que je fasse un exposé complet, tant de la ligne générale de conduite que compte suivre le Gouvernement de Sa Majesté que de ses vues sur le sujet particulier qui nous occupe.

Si le Gouvernement de Sa Majesté a décidé que le moment était venu d'inviter le Sultan à abolir l'esclavage dans les îles de Zanzibar et de Pemba, c'est que cette mesure lui a paru être la conséquence logique de celles qui ont été prises par ses prédécesseurs, dans un but semblable, pendant une période de plus de 20 ans.

En 1873, le sultan Barghasch s'est engagé, par traité, à supprimer le trafic des esclaves par mer et à fermer, aux esclaves importés, tous les marchés publics.

En 1876, il interdit, par une Proclamation, d'organiser et d'expédier de l'intérieur, des caravanes d'esclaves ; il décréta que les esclaves qui arriveraient ainsi à la côte seraient confisqués ; que les esclaves ne pourraient

(1) Correspondance communiquée au Parlement, par ordre de Sa Majesté, en avril 1897 (*Africa*, n° 1, 1897).

plus être conduits, par terre, le long des côtes et que, si on en surprenait ainsi, ils seraient confisqués et leurs propriétaires punis.

En 1889, le sultan Khalifa conclut, avec le consul général anglais, une convention en vertu de laquelle tous les esclaves qui seraient amenés dans ses possessions, après le 1^{er} novembre 1889, et tous les enfants qui naîtraient dans ses possessions, après le 1^{er} janvier 1890, seraient libres; et la première de ces stipulations a fait l'objet d'une Proclamation.

En 1890, le sultan Ali a interdit, par une Proclamation, tout échange, vente ou achat d'esclaves et établi des règles limitant les droits d'héritage et de propriété.

Ces décrets indiquent que les Sultans qui se sont succédé, se conformant aux conseils du Gouvernement anglais, ont avancé progressivement dans la voie de l'émancipation. Le souverain actuel qui, lors de son élévation au trône, a confirmé les décrets de ses prédécesseurs et s'est spécialement engagé à suivre l'avis du Gouvernement de Sa Majesté dans les questions relatives à l'esclavage, ne manquera pas de reconnaître l'opportunité de signaler son règne par la continuation de cette politique humaine qui, jusqu'ici, a donné d'heureux résultats.

Le décret le mieux connu en vertu duquel l'abolition de l'esclavage a été effectuée sous les auspices du Gouvernement anglais, et qui a servi d'exemple pour l'application de mesures semblables, dans d'autres possessions ou dans d'autres protectorats anglais, est l'Acte indien de 1843. Le premier article de cet Acte n'est pas applicable à Zanzibar; les 2^e, 3^e et 4^e sont ainsi conçus :

« Art. 2. — Il est déclaré et ordonné, par ces présentes, qu'aucun pré-
« tendu droit de propriété sur la personne ou les services d'une personne
« quelconque, en qualité d'esclave, ne sera pris en considération par au-
« cun Tribunal civil ou criminel et par aucun magistrat dans l'étendue des
« territoires dépendant de la Compagnie des Indes orientales.

« Art. 3. — Et il est, par les présentes, déclaré et ordonné que toute
« personne qui aura acquis une propriété par son industrie, ou par l'exer-
« cice d'un art, d'un métier ou d'une profession, ou par héritage, cession,
« donation ou legs, ne pourra être dépossédée de cette propriété ou em-
« pêchée d'en prendre possession, par le motif que cette personne ou celle
« dont provient la propriété est esclave.

« Art. 4. — Et il est ordonné, par les présentes, que tout acte qui cons-
« tituerait une offense à l'égard d'un homme libre sera, également, consi-
« déré comme une offense s'il est dirigé contre une personne quelconque
« sous le prétexte qu'elle est en état d'esclavage. »

Il n'est pas nécessaire que ces stipulations soient textuellement reproduites à Zanzibar, pourvu que le résultat qu'on a en vue soit clairement indiqué dans le décret, c'est à-dire qu'à partir du jour où cet Acte sera promulgué, aucun tribunal ne pourra accueillir de réclamation formée contre une personne quelconque par le motif qu'elle est en état d'esclavage; cette prescription doit être la substance du décret que vous recommanderez au Sultan de publier aussitôt que possible.

Le Gouvernement de Sa Majesté reconnaît pleinement qu'en donnant ce conseil au Sultan, il s'engage, en qualité de Puissance protectrice, à avoir égard aux intérêts légitimes de ses sujets, et que tout en étant résolu d'atteindre le but qu'il a en vue, il doit prendre les mesures que l'expérience et la prévoyance peuvent suggérer pour assurer la paisible exécution du

décret, la protection des droits légitimes et pour prévenir dans les îles dont il s'agit, tout désordre social ou économique. Le Gouvernement a examiné avec la plus grande attention les observations qui lui ont été soumises par vous et par ses autres fonctionnaires aussi bien que par des hommes autorisés et indépendants et par d'importantes sociétés qui ont fait une étude sérieuse des problèmes de l'esclavage et, après avoir considéré les différents côtés de la question, il est arrivé aux conclusions suivantes.

Les conditions de l'esclavage à Zanzibar et à Pemba, diffèrent matériellement de celles qui existaient dans les autres Etats ou Protectorats où l'esclavage a été aboli par l'action directe ou l'influence du Gouvernement anglais. Les conséquences qui ont été fréquemment déduites des expériences précédentes ne doivent pas être considérées comme pouvant nous servir de guide dans les circonstances présentes, car elles s'appuient, en grande partie, sur une analogie qui n'existe pas ainsi que le démontre un sérieux examen.

En premier lieu, le chiffre des esclaves est, proportionnellement à la population, beaucoup plus grand à Zanzibar et à Pemba que dans les cas précédents; en effet, le nombre total des esclaves résidant dans ces îles est évalué, par les juges les plus compétents, aux deux tiers d'une population de 210,000 habitants. Aucune proportion semblable n'a existé dans les Indes anglaises, en 1843; et il faut se rappeler que l'Acte ne s'appliquait pas à tous les Etats protégés, mais seulement aux territoires placés sous le Gouvernement direct de la Compagnie. Dans la Côte-d'Or et dans les Etats malais qui sont souvent cités comme exemples, le nombre total des esclaves ne s'élevait qu'à quelques milliers et ils appartenaient à une classe entièrement différente. Dans l'île de Chypre, qui est aussi fréquemment citée, l'abolition n'a été qu'une affaire de forme et n'a eu pour but que de donner un terme légal à un système déjà disparu, car il a été constaté que l'esclavage n'existait pas dans l'île et n'y avait pas existé, de mémoire d'homme.

En second lieu, il existe, dans la nature et le caractère de l'esclavage même, une différence plus notable encore. A Zanzibar et à Pemba, les esclaves ne sont pas, comme dans les Indes et la Côte-d'Or, des esclaves domestiques, ni, comme dans quelques parties des Indes et dans les Etats malais, des esclaves emmenés en captivité; ce sont, au contraire, principalement des esclaves prédiaux, la grande majorité d'entre eux étant employée à l'agriculture et même à une forme particulière d'agriculture, c'est-à-dire à la culture des girofles.

En troisième lieu — et c'est une situation qui ne se trouve pas ailleurs — non seulement la subsistance des esclaves et les moyens d'existence de ceux qui les emploient, mais encore les revenus de l'Etat dépendent de cette industrie. On ne peut trop avoir présent à l'esprit que, de même que la récolte des girofles à Zanzibar dépend du travail des esclaves, les revenus de Zanzibar dépendent surtout de la récolte des girofles et qu'un coup porté aux uns peut avoir sur les autres des conséquences désastreuses.

En quatrième lieu, on doit remarquer — et ce n'est pas la différence la moins importante à signaler — que, dans les cas précédents, l'Angleterre avait organisé le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire qui devaient assurer, sans aucune ingérence possible, l'abolition de l'esclavage et qu'elle avait, sur ces pouvoirs, un contrôle absolu; nous avons affaire, à Zanzibar, avec un Etat où la loi de Mahomet est la loi civile et religieuse et où

le pouvoir judiciaire qui sera chargé de l'application du décret, n'est pas nommé par la Puissance protectrice, mais choisi dans les rangs de l'administration indigène.

Par tous ces motifs, il semble au Gouvernement de Sa Majesté qu'on ne doit pas trop tenir compte d'analogies plausibles mais erronées, et que la question de Zanzibar et de Pemba doit être résolue en prenant en considérations ses conditions toutes spéciales.

Le Gouvernement de Sa Majesté a été frappé de la divergence des opinions qui lui ont été soumises concernant les conséquences possibles ou probables de l'abolition. Les uns soutiennent énergiquement que si l'abolition est décrétée soudainement et sans précautions préliminaires, le plus grand nombre des esclaves qui sont naturellement imprévoyants et ennemis de tout travail, désertent les plantations et, ou bien s'entasseront dans les villes pour y chercher une subsistance précaire jusqu'à ce qu'ils soient réduits à la mendicité, — ou bien émigreront avec ceux qui les emploient, soit en Arabie, soit dans les parties du continent d'Afrique où, sous un autre drapeau, les conditions d'esclavage pourront être reprises ; — Que l'ordre public pourra être troublé ; — Que des violences et des excès pourront être commis ; — Que les propriétaires des plantations déjà fortement endettés envers les bailleurs de fonds indiens, seront réduits à la banqueroute ; — Que le commerce sera paralysé ; et que l'Etat sera menacé d'une ruine industrielle et économique. On a aussi fait remarquer que si l'abolition projetée devait s'étendre aux femmes du harem et s'appliquer au système matrimonial sur lequel la famille arabe est fondée, elle soulèverait une opposition qui aurait pour base et pour appui les convictions les plus chères et les plus opiniâtres des Arabes.

Les autres assurent que plusieurs de ces dangers sont très exagérés ; — Que lorsque l'abolition a été décrétée dans d'autres pays (tout en admettant que les conditions étaient différentes), aucun de ces fâcheux résultats ne s'est produit et qu'on doit espérer que tout ira pour le mieux.

Sur un point, le Gouvernement de Sa Majesté n'a aucune hésitation ; — il reconnaît qu'il serait injuste et inopportun de s'immiscer dans les rapports de famille des habitants.

Loin d'être une cause d'oppression et de plaintes, les lois qui régissent la famille sont acceptées par toutes les classes de la population ; les concubines qui ont des enfants ayant une situation presque égale à celle d'une épouse et leurs enfants étant regardés comme légitimes.

En conséquence, vous assurerez, au Sultan, et vous l'inviterez à assurer à ses sujets, qu'on n'a aucune intention de modifier les droits de la famille auxquels les habitants attachent une grande valeur.

En ce qui concerne les autres questions qui ont été mentionnées ci-dessus, le Gouvernement de Sa Majesté ne croit pas pouvoir prendre une décision qui ne serait basée que sur des conjectures. Il a été frappé de ce fait que les prévisions les moins favorables, émanent, avec très peu de différences, de personnes compétentes, fonctionnaires, missionnaires ou marchands, dont l'expérience locale donne à leur opinion le plus grand poids, — et que, dans les quelques circonstances où, soit dans les îles, soit sur le continent, on a émancipé brusquement des esclaves, en nombre quelconque, ou lorsqu'on a essayé de substituer le travail libre au travail esclave, les résultats n'ont pas été encourageants. Lorsque la Compagnie anglaise de l'Afrique orientale a donné la liberté, à Magaréni, à un grand nombre

d'esclaves, ceux-ci ont pillé les *Chambas* et commis de nombreux excès. On ne peut encore se prononcer définitivement au sujet du succès des tentatives faites pour construire le chemin de fer de l'Uganda au moyen du travail libre, mais on sait que lorsque sir Lloyd Mathews a voulu faire cultiver ses plantations, à Zanzibar et à Pemba, au moyen du travail libre, le plus grand nombre des esclaves affranchis à qui il a offert un salaire et une pièce de terre, a déserté ou refusé de travailler, après une courte expérience.

De plus, et en dernier lieu, le Gouvernement de Sa Majesté ne doit pas oublier qu'il est responsable de l'exécution — exempte, autant que possible, d'injustices et de périls pour les individus et pour l'Etat — d'un changement qui est imposé au Gouvernement de Zanzibar par la force de l'opinion publique en Angleterre, et par les conseils directs du Gouvernement anglais.

Dans ces conditions, le Gouvernement de Sa Majesté a pensé qu'il était de son devoir d'examiner avec soin les différentes propositions qui lui ont été soumises dans le but de prévenir les maux qui, suivant l'avis de quelques-uns, ne manqueront pas de se produire. Sans aucun doute, le plus grand de ces maux et la source de tous ceux qui pourraient survenir plus tard, serait la désorganisation du travail qui résulterait de l'abandon des plantations par les esclaves affranchis. Cet abandon serait probablement la cause de graves préjudices pour le crédit public et pour la prospérité des Etats du Sultan. Il semble donc que, conformément à l'opinion générale, il conviendrait de chercher quelques moyens d'éviter un trop brusque changement et d'assurer, dans des conditions nouvelles, une quantité suffisante de travail.

Dans ce but, on a proposé d'établir une sorte de contrôle de l'Etat sur le travail des esclaves affranchis et de contraindre ces derniers, pendant quelques années, à travailler moyennant salaire, soit pour leurs anciens maîtres, soit pour l'Etat. On a cité des précédents et on a dit que ce système a été appliqué avec succès dans des pays étrangers et même à Zanzibar où des esclaves appartenant à des Indiens anglais ont été affranchis, à titre d'essai, par le consul anglais, et ont été obligés de continuer à travailler pour leurs anciens maîtres, à de certaines conditions. Le Gouvernement de Sa Majesté a scrupuleusement examiné ces faits et il est arrivé à cette conclusion qu'il ne peut recommander ce système au Sultan de Zanzibar. L'expérience qui a été faite du prétendu système d'apprentissage, de 1834 à 1838, dans les colonies anglaises des Indes orientales — bien entendu qu'on ne puisse assimiler les deux cas, ni en fait, ni en théorie — n'a pas été de nature à disposer l'opinion publique en faveur d'un état intermédiaire entre l'esclavage et la liberté; l'existence d'une classe semi-servile semble devoir empêcher l'organisation du travail libre qu'on espère universellement voir substitué à l'esclavage prérial qui domine actuellement dans les îles. Le monopole du travail donné à un Gouvernement paraît présenter des dangers au point de vue économique; il y aurait, d'ailleurs, une contradiction absolue dans ce fait que, d'une part, le Gouvernement de Zanzibar abolirait l'esclavage et, d'autre part, deviendrait, bien que pour un temps limité, et dans des conditions différentes, le propriétaire officiel des esclaves. Il a été décidé, en conséquence, que ce système ne serait pas proposé au Sultan.

Toutefois, il y a un certain nombre de mesures de précautions qui, en

tout ou en partie, peuvent être recommandées au Gouvernement de Zanzibar et sur le choix desquelles vous consulterez le Sultan et ses conseillers. Pour mettre obstacle à la désertion subite et désordonnée des plantations par un grand nombre d'esclaves et pour prévenir le danger qui pourrait menacer l'ordre public, il semble utile d'augmenter l'effectif de la police indigène qui est aux ordres du Gouvernement. Pour assurer la continuation du travail agricole et pour empêcher la ruine des propriétaires arabes, il paraît désirable de prendre des mesures pour défendre aux esclaves de quitter les îles et d'abandonner leurs familles et leurs occupations. On a aussi recommandé l'établissement d'une taxe par hutte et le paiement d'un faible loyer pour la parcelle de terre qui sera occupée par l'esclave affranchi. On pourrait aussi, pendant la récolte des girofles, consentir certains arrangements pour empêcher la désorganisation d'une culture qui est la source principale de la richesse du pays. Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut, à cet égard, émettre aucune opinion définitive ; et il préfère s'en rapporter aux connaissances plus complètes des conseillers du Sultan qui se trouvent sur les lieux.

En général, le Gouvernement est d'avis qu'il faut se garder de faire des lois à titre d'essai et qu'il convient d'attendre, pour établir une législation définitive, qu'une expérience suffisante ait été acquise.

Toutefois, sur un point, une action immédiate est nécessaire. Que le travail libre destiné à remplacer le travail esclave soit, comme on le pense généralement, une plante d'une croissance lente et difficile, ou, comme on doit l'espérer, qu'elle puisse étendre promptement ses racines dans les îles et qu'en même temps, une contribution volontaire du continent aide à son développement, il paraît désirable d'encourager toutes les opérations de nature à supprimer ou à diminuer les risques de l'avenir. Jusqu'ici, le Gouvernement des Indes n'a pu, en raison des prescriptions de la loi actuelle sur l'émigration, autoriser le recrutement des coolies pour la culture des plantations de Zanzibar. Vous reprendrez votre correspondance avec ce Gouvernement et vous lui demanderez si, sur l'engagement personnel du représentant de Sa Majesté, à Zanzibar, garantissant que les travailleurs seront bien traités et recevront un salaire convenable, ou à des conditions à régler d'un commun accord, il lui serait possible, dès que l'épidémie qui sévit actuellement dans les Indes, aura disparu, d'autoriser l'émigration de coolies, de Bombay à Zanzibar, où ils pourraient contribuer à prévenir une crise économique et inaugurer heureusement le système du travail volontaire.

Le Gouvernement de Sa Majesté désire, pour remplir ses engagements devant le Parlement, que la publication du décret que le Sultan est invité à prendre, ne soit pas retardée ; la fin des fêtes du Ramadan, qui marque la reprise des affaires, paraît offrir une occasion opportune pour sa promulgation. Comme un certain délai sera probablement nécessaire pour prendre les mesures préliminaires dont il a été question, le décret ne devra être exécutoire que quelque temps après sa publication ; on pense que trois mois suffiront et, par conséquent, le décret devra recevoir son exécution définitive à l'expiration de ce délai.

Il reste une question que le Gouvernement de Sa Majesté a examinée avec le plus grand soin et au sujet de laquelle il n'est arrivé à une conclusion qu'après avoir mûrement considéré les arguments qui ont été présentés de part et d'autre. Par application d'un principe qui a déjà été posé,

savoir : Que les droits légitimes des propriétaires d'esclaves doivent être sauvegardés, si ces propriétaires ont à souffrir de l'exécution des lois imposées par le Gouvernement anglais et préjudiciables à leurs intérêts, — le Gouvernement de Sa Majesté a décidé, conformément à l'opinion bien arrêtée du Gouvernement de Zanzibar, que les propriétaires d'esclaves qui pourront prouver, devant les Tribunaux, qu'ils possédaient des esclaves dans les conditions énumérées dans le décret de Seyyid Ali, en date du mois d'août 1890, et que des dommages leur ont été causés par l'abolition de l'esclavage, seront en droit de réclamer une indemnité pour la perte de ces esclaves. Le décret précité a confirmé tous les décrets précédents contre l'esclavage et le commerce des esclaves, il en a interdit la vente et l'échange et a décidé que les esclaves ne pourraient, par voie d'héritage, devenir la propriété que des enfants du possesseur décédé. L'article 2 de cet Acte est ainsi conçu :

« Nous déclarons qu'aux conditions indiquées ci-après, tous les esclaves légalement possédés, à cette date, par nos sujets, demeureront, comme à présent, avec leurs propriétaires ; leur situation ne sera pas changée. »

Ce décret a été pris le 1^{er} août 1890, sur l'avis de sir Evan Smith, alors représentant de Sa Majesté à Zanzibar, après l'acquisition par la Grande-Bretagne, à la date du 14 juin, du protectorat de Zanzibar, mais avant la notification officielle de ce protectorat qui a eu lieu le 4 novembre de la même année.

Le Gouvernement de Sa Majesté pense qu'il est incontestable que cet article garantit aux propriétaires d'une certaine catégorie d'esclaves la possession ininterrompue de leur propriété légitime. Il lui paraît impossible d'appliquer aux propriétaires d'esclaves, comme cela a été fait à plusieurs reprises, les stipulations de ce décret qui leur sont défavorables et de leur refuser le bénéfice d'une clause qui n'y a été introduite que pour obtenir leur adhésion aux autres. Il lui paraît impossible de prétendre, avec quelque apparence de raison, qu'alors que les clauses défavorables du décret doivent rester perpétuellement en vigueur, la clause favorable ne doit avoir d'effet que jusqu'à ce qu'elle soit annulée par un nouveau décret. Aucun décret nouveau ne peut annuler les droits qui ont été publiquement garantis par le souverain d'un Etat, sous l'autorité et avec la sanction du Gouvernement anglais, et aucune modification dans l'opinion publique de la Grande-Bretagne ne pourrait justifier la négation d'un engagement qui a été pris à la connaissance et sur la demande du représentant de l'Angleterre. Tel était l'avis du dernier Gouvernement et tel est l'avis du Gouvernement actuel. Dans une dépêche qui vous a été adressée le 5 mai 1894 (1), par le comte de Kimberley, se trouve le passage suivant :

« Vous devrez recommander toutes les autres mesures qui vous paraîtront de nature à faciliter l'abolition totale de l'esclavage sans que les propriétaires mahométans aient à souffrir d'injustices. »

En vous rappelant cette instruction, le Gouvernement de Sa Majesté vous fait connaître qu'il la confirme et qu'il la regarde comme une preuve que le Gouvernement anglais a toujours voulu conserver la même attitude dans les questions relatives à l'abolition de l'esclavage.

On ne propose pas d'étendre les droits créés par le décret de 1890 aux personnes qui ne pourraient pas légalement prouver qu'elles les possè-

(1) Voir : Afrique, n° 5 (1894) et n° 11.

dent. Aucune indemnité ne sera accordée pour un esclave que son propriétaire saura posséder illégalement. L'application du principe d'indemnité devra être soigneusement surveillée et gardée contre tout abus. Aucun propriétaire n'aura droit à une indemnité s'il ne démontre, devant les tribunaux : premièrement, que la perte de ses esclaves et le dommage qui en résulte pour lui ont pour cause l'abolition de l'esclavage, et, secondement, que les esclaves qui font l'objet de la réclamation étaient, au moment de l'abolition, possédés légalement suivant les termes des décrets et Proclamations successivement promulgués par les Sultans. Le principe d'indemnité n'est pas directement atteint par les dissidences qui se sont produites relativement au nombre des esclaves légalement possédés et au chiffres des propriétaires intéressés. Les évaluations du chiffre des esclaves varient entre 7,000 et 70,000, et il n'existe aucune donnée qui permette de décider entre ces deux extrêmes. On ne conteste pas, d'ailleurs, que plusieurs milliers d'esclaves — bien qu'en raison des circonstances leur nombre ait dû diminuer chaque année — appartiennent légitimement à leurs possesseurs qui, en les conservant n'ont commis d'offense ni contre les lois, ni contre leur religion, et dont on ne peut, sans injustice, rejeter les réclamations.

Vous inviterez, en conséquence, le Sultan à faire connaître, lorsqu'il publiera son décret, qu'il entend confirmer les promesses de ses prédécesseurs et qu'aucun de ses sujets ne sera privé, sans en être dûment indemnisé, de l'esclave sur lequel il a un droit légal en vertu du décret de 1890. Il suffira probablement que cette stipulation soit conçue en termes généraux. La fixation du montant de l'indemnité, qui variera probablement dans chaque cas et qui sera déterminée par l'étendue du dommage causé au propriétaire par la perte de son esclave, est une question que pourront résoudre les tribunaux indigènes en raison de leurs connaissances spéciales, mais sur laquelle le Gouvernement de Sa Majesté ne saurait se prononcer. Ce n'est qu'après que le système aura fonctionné qu'on pourra juger de son efficacité ou constater ses défauts. Il peut se faire que les tribunaux indigènes soient impuissants à accomplir la tâche qui leur incombe et qu'il faille en augmenter le nombre ou les fortifier. Dans tous les cas, il conviendra de mettre à la disposition du Gouvernement de Zanzibar, pour assister aux séances des tribunaux et en surveiller les opérations, un ou plusieurs fonctionnaires possédant les connaissances spéciales et l'expérience nécessaires ; vous êtes autorisé à faire cette offre au Sultan, et vous me ferez connaître votre avis sur la désignation à faire des personnes et sur la nature des fonctions qui leur seront confiées.

Par les raisons indiquées ci-dessus, il est impossible de prévoir le chiffre de la dépense qu'occasionnera le paiement des indemnités et, par conséquent, les obligations financières qui incomberont au Gouvernement de Zanzibar. Ici, il faut encore, pour se guider, avoir recours à l'expérience. Le Gouvernement de Sa Majesté espère que l'adoption des précautions qui ont été suggérées aura pour résultat la tranquille réorganisation du travail, que, dans la plupart des cas, les esclaves émancipés consentiront librement à continuer leurs travaux, qu'il ne sera pas nécessaire d'avoir souvent recours aux tribunaux, et que les demandes d'indemnité ne seront pas nombreuses et ne s'élèveront pas à un chiffre considérable. On devra, autant que possible, éviter les procès ; on pourra, le plus souvent, trouver les moyens d'arriver à un arrangement amiable. Les juges trouve-

ront probablement dans leur raison, tout en ayant équitablement égard aux circonstances de chaque affaire, une meilleure règle que celle qui pourrait résulter de principes arrêtés et d'une application générale. Sur tous ces points et jusqu'à plus ample informé, le Gouvernement de Sa Majesté ne croit pas pouvoir exprimer une opinion définitive, mais il reconnaît que si le Gouvernement de Zanzibar trouve que ses revenus sont sérieusement compromis par les dépenses qu'il sera contraint de faire par suite des mesures qu'il a prises par déférence pour le Pouvoir protecteur, le Sultan aura, ainsi que cela est indiqué par le comte de Kimberley dans sa dépêche du 27 novembre 1894 (1), des raisons légitimes pour demander que le Gouvernement de Sa Majesté lui vienne financièrement en aide. Si ce cas se présente, le Gouvernement de Sa Majesté demandera à être pleinement convaincu que tous les moyens possibles ont été employés pour s'assurer du bien fondé des réclamations de ceux à qui une indemnité a été accordée, pour empêcher toute collusion entre les propriétaires et les esclaves ou les tribunaux qui auront fixé l'indemnité, et pour empêcher les esclaves d'abandonner leur situation actuelle dans l'espérance de vivre dans la paresse, aux frais de l'Etat.

Afin d'empêcher la saisie du montant des indemnités par les prêteurs indiens qui possèdent sur la plupart des domaines des propriétaires d'esclaves de si lourdes hypothèques, il paraît utile de décider que les indemnités payées pour perte d'esclaves possédés légalement, seront, de même que les esclaves sous la législation actuelle, insaisissables pour dettes.

Tout en adoptant et en recommandant les observations qui précèdent à l'attention du Sultan, le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas manqué d'examiner les arguments contraires qui sont habituellement présentés. La plupart de ces arguments paraissent basés sur une conception erronée des faits identique à celle qui a déjà été exposée. Ainsi, on allègue communément que l'état légal d'esclavage a été aboli, sans compensation, dans les cas mentionnés ci-dessus, c'est-à-dire dans les Indes anglaises, dans les Etats malais, sur la Côte d'Or et à Chypre, et on en conclut qu'il n'y a aucune nécessité d'accorder des indemnités à Zanzibar. Cet argument ne soutient pas l'examen, car, dans aucun de ces cas, on ne peut établir que des engagements formels aient été pris par le souverain du pays, avec le consentement du Pouvoir protecteur, envers les propriétaires d'esclaves légalement possédés, — circonstance qui, à elle seule, différencie le cas de Zanzibar de tous les autres, soit qu'on le compare aux précédents, soit qu'on le considère en lui-même. Indépendamment de ce fait, on peut aisément démontrer, en se plaçant sur le terrain choisi par ceux qui font valoir l'argument dont il s'agit, que la prétendue analogie qu'ils invoquent n'existe pas en réalité. Il n'est jamais arrivé que, sous le Protectorat anglais, l'esclavage ait été aboli sans compensation, dans un Etat mahométan où il est reconnu à la fois par la loi civile et par la loi religieuse.

Aux Indes, ainsi que cela a déjà été indiqué, l'esclavage n'a jamais été aboli dans les Etats protégés. A Chypre, il n'y avait aucune indemnité à payer, puisqu'il n'y avait aucun esclave à affranchir. Sur la Côte d'Or, l'esclavage aboli était une servitude domestique semblable à celle qui a longtemps dominé, sans autre sanction que la coutume, parmi les tribus barbares et payennes et qui continue à exister dans une grande partie du continent d'Afrique. Dans les Etats malais, notamment à Pérak où l'escla-

(1) Voir : Afrique, n° 6 (1896), n° 12.

vage par suite de dettes était la forme principale de servitude, l'indemnité, loin d'être refusée lorsque l'esclavage a été aboli, en 1884, a été offerte, par le Gouvernement, aux propriétaires d'esclaves ; et les affranchis, grâce à un système d'apprentissage, ont racheté par leur travail une partie de la dette. Ainsi, il est démontré que le raisonnement basé sur l'analogie, loin de trouver dans les cas précités des arguments contre le principe d'indemnité, conduit à une conclusion totalement différente, et que le Gouvernement de Sa Majesté, en décidant qu'il convient d'autoriser l'allocation d'indemnités à Zanzibar, a agi d'accord avec ses prédécesseurs, bien que la décision ait été prise et qu'il la défende pour des motifs différents.

Voici, brièvement récapitulés, les articles, qui devront servir de bases aux conseils que vous donnerez au Sultan :

1° Un décret sera pris immédiatement pour prescrire l'abolition de l'esclavage dans les îles de Zanzibar et de Pemba ;

2° Ce décret devra contenir l'assurance qu'on ne veut, en aucune manière, s'immiscer dans la vie de famille ;

3° Le Gouvernement de Sa Majesté ne recommande aucun système d'apprentissage de travail ;

4° Des indemnités seront accordées par le Gouvernement de Zanzibar aux propriétaires d'esclaves qui pourront prouver qu'ils possèdent leurs esclaves, légalement, en conformité des stipulations de l'art. 2 du décret de 1897, et qu'ils ont souffert des dommages par suite de l'abolition ;

5° Les indemnités en argent seront insaisissables pour dettes antérieures ;

6° Le Gouvernement de Sa Majesté prètera le concours de ses fonctionnaires pour suivre chaque affaire et prévenir toute injustice ;

7° De nouvelles tentatives seront faites pour procurer, à Zanzibar, le travail des coolies des Indes ;

8° Le Gouvernement de Zanzibar arrêtera, immédiatement, de concert avec vous, les mesures de police et de précaution nécessaires pour prévenir tout désordre social et financier et pour assurer la bonne exécution du décret ;

9° Le Gouvernement de Sa Majesté espère que le changement s'opérera sans risque et sans grande dépense ; il est disposé à examiner les moyens de venir financièrement en aide au Gouvernement de Zanzibar dans le cas où une trop forte dépense lui serait imposée.

Il ne me reste qu'à ajouter qu'en appelant, sur ces mesures, l'attention du Sultan qui, d'après l'assurance que vous m'en avez donnée, leur a déjà donné son assentiment, d'une manière générale, le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas l'intention de prescrire la marche à suivre pour chaque cas particulier ; on doit nécessairement avoir égard à l'expérience et à l'opinion de Son Altesse et de ses conseillers qui, en raison de leur parfaite connaissance des lieux, pourront suggérer des moyens d'exécution que ne saurait indiquer le Gouvernement de Sa Majesté qui ne possède pas cet avantage. Que l'esclavage soit aboli dans les îles et que ce changement s'effectue sans injustice à l'égard des individus et sans dommage pour la prospérité publique, tel est le but que le Gouvernement de Sa Majesté a en vue. Il attendra, avec intérêt, votre rapport sur les mesures que le Sultan et ses ministres auront prises pour réaliser ses intentions.

Je suis, etc.

Signé : SALISBURY.

M. A. Hardinge au marquis de Salisbury.

(Télégramme.)

Zanzibar, le 29 mars 1897.

(Reçu le 29 mars.)

Le Sultan accepte le décret proposé qui sera promulgué dans environ une semaine. Son Altesse a l'intention de convoquer les chefs arabes de l'intérieur de l'île et de Pemba, qui ne peuvent être ici que dans cinq jours, et de leur expliquer, lui-même, les mesures qu'il compte prendre. Je suis porté à croire, après avoir discuté la question avec le Sultan et avec sir L. Mathews, qu'une exécution presque immédiate serait préférable à un ajournement même de deux ou trois mois.

AFFAIRES ARMÉNIENNES

Projets de réformes dans l'Empire Ottoman.

1893-1897. — *Suite* (1).

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 16 juin 1896.

On nous fait savoir aujourd'hui que le Sultan a donné l'ordre de nommer un caïmakan chrétien à Zeïtoun. Cette décision subite montre l'inanité des prétextes mis en avant par le Gouvernement ottoman pour se dérober à l'exécution de ses engagements.

P. CAMBON

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 17 juin 1896.

Les prévisions de mes derniers rapports sur la situation inquiétante de Van se trouvent malheureusement confirmées.

Le chargé d'affaires anglais me communique un télégramme de cette ville d'après lequel des troubles graves ont eu lieu hier; quelques soldats et de nombreux arméniens ont été tués ou blessés. Les européens sont sains et saufs; les mesures nécessaires à leur protection ont été prises. Le consul anglais espère que le danger est passé, mais il conserve encore des craintes du côté des kurdes.

P. CAMBON.

M. Guillois, consul de France à Damas, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Damas, le 18 juin 1896.

Un soulèvement subit vient de se produire au Djebel Druze. Quatre compagnies d'infanterie et cent cavaliers ont été anéantis par les druzes et deux canons pris.

Le commandant du 5^e corps expédie tous les renforts dont il peut disposer. La levée des rédifs paraît imminente. On assure que douze bataillons sont attendus de Salonique.

On craint que les musulmans du Hauran, mécontents d'une innovation dans le renouvellement des impôts, et les bédouins, ne fassent cause commune cette fois avec les druzes.

Les habitants de Damas sont consternés; la levée des rédifs, au moment des moissons, crée de graves complications.

La caisse du vilayet est absolument vide.

GUILLOIS.

(1) V. *Archives*, 1897. I, p. 263; II, p. 66 et 147.

S. E. Tewfik Pacha, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Constantinople, le 20 juin 1896.

En réponse aux notes que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser les 24 février et 22 avril derniers, relativement à des demandes d'indemnités faites par des français du chef des derniers troubles d'Anatolie, j'ai le devoir d'informer Votre Excellence que la Sublime Porte, en raison des circonstances dans lesquelles ont eu lieu les désordres et des règles admises en pareille matière, regrette de ne pouvoir admettre le principe d'accorder des indemnités pour le cas dont il s'agit. Au surplus, les ordres les plus sévères ont été donnés aux autorités compétentes pour prévenir le renouvellement de ces incidents.

TEWFIK.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 20 juin 1896.

Le Sultan m'a longuement entretenu hier des incidents de Van et a fait au chargé d'affaires de Russie des communications sur le même sujet. Il semble avéré que la première attaque est imputable aux arméniens poussés par des agents révolutionnaires venus du dehors. Les arméniens, armés, et en grand nombre, sont cantonnés dans leurs quartiers et leurs jardins, et les forces ottomanes ne peuvent en avoir raison sans combat.

Le Sultan a recours à notre intervention pour ramener la paix. La Russie et l'Angleterre ayant seules des consuls à Van, je lui ai offert de déléguer le Supérieur des Dominicains pour essayer d'établir une entente fondée sur l'amnistie. Il a accepté avec reconnaissance.

Nous demandons aujourd'hui aux deux consuls et au Père Defrance leur avis sur les moyens de mettre fin aux troubles.

P. CAMBON.

M. Meyrier, vice-consul de France à Diarbékir, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Diarbékir, le 20 juin 1896.

La situation est redevenue très grave. Hier, la panique était très grande. On constatait un commerce inusité d'armes et de munitions. Nos religieux et les sœurs françaises insistent pour que je vous dise qu'ils sont très inquiets sur le sort qui leur est réservé; si l'on ne veut pas se décider à prendre des mesures sérieuses et radicales, on aura sûrement à déplorer sous peu de grands malheurs.

MEYRIER.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 22 juin 1896.

J'approuve les dispositions dont vous m'avez rendu compte par votre télégramme du 20 de ce mois en vue de mettre un terme aux troubles de Van.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 22 juin 1896.

Les télégrammes de M. Meyrier dépeignent la situation à Diarbékirk sous le jour le plus navrant; notre agent lutte depuis bien des mois et il sent le découragement le gagner en présence de l'inutilité de ses efforts. Seul, parmi les autorités de la ville, le commandant militaire, Zia Pacha, s'oppose à de nouveaux massacres qui se préparent presque ouvertement. Les musulmans achètent des armes, de la poudre et font aux chrétiens des menaces de mort; chaque jour, la population chrétienne craint l'arrivée des kurdes. La responsabilité du vali, Aniz Pacha, est depuis longtemps établie; sa destitution m'a été promise à plusieurs reprises; les influences de Palais qu'il a pu se ménager jusqu'ici sont toujours parvenues à empêcher son rappel; son maintien constitue un danger pour les chrétiens, pour nos missionnaires, pour notre agent lui-même.

J'ai cru devoir rappeler à Tewfik Pacha les engagements pris à ce sujet vis-à-vis de moi et réclamer leur exécution immédiate. Votre Excellence trouvera ci-joint copie de la communication que je viens d'adresser dans ce sens au Ministre des affaires étrangères du Sultan.

P. CAMBON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 20 JUIN 1896.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à S. Exc. Tewfik Pacha, ministre des affaires étrangères de Turquie.

Thérapia, le 22 juin 1896

Avant les événements qui ont ensanglanté la ville de Diarbékirk au mois de novembre dernier, j'avais prévenu la Sublime Porte à plusieurs reprises des préparatifs auxquels assistait notre consul et des projets sinistres qui s'élaboraient sous ses yeux avec la connivence du vali Aniz Pacha.

Les faits ayant malheureusement répondu à mes prévisions, j'adressai à la date du 4 novembre 1895 à la Sublime Porte une note résumant mes informations et mettant personnellement en cause le vali.

L'éloignement de ce fonctionnaire fut décidé. Une Commission présidée par le général Abdullah Pacha fut envoyée à Diarbékirk pour y ramener le calme, et les appréhensions causées par l'attitude du vali étaient telles que cette Commission reçut l'ordre de demeurer dans la ville aussi longtemps que le vali y resterait lui-même. Cette mesure de précaution me fut notifiée en réponse à l'inquiétude que je manifestais en voyant se prolonger outre mesure le séjour d'Aniz Pacha à Diarbékirk.

Depuis lors, la Commission a quitté le vilayet; Aniz Pacha y est resté. Il y est encore et j'ai des raisons de croire que sa présence encourage les fauteurs de désordres. Nous assisterons prochainement, je le crains, au renouvellement des horreurs dont la ville de Diarbékirk a été le théâtre il y a huit mois.

Cette semaine même, on a constaté dans la ville un commerce inusité d'armes et de munitions, le commandant militaire a dû faire arrêter un musulman qui en vendait publiquement. Une bande d'individus armés a parcouru samedi matin les rues en proférant des menaces de mort contre les chrétiens; les kurdes des environs s'agitent, ceux de la tribu de Badélan recommencent leurs pillages et leurs méfaits.

V. Exc. se souvient que les massacres du mois de novembre ont commencé par une irruption des kurdes dans la ville. La populace de Diarbékirk n'attend

encore aujourd'hui que le concours des tribus du dehors pour se jeter sur les chrétiens.

L'action du vali Aniz Pacha, loin de s'exercer dans le sens de la pacification, contribue à l'excitation des esprits. Son attitude, ses propos, les encouragements qu'il prodigue aux auteurs et aux complices des événements de novembre, tout justifie les pires craintes.

La Sublime Porte encourrait les plus graves responsabilités, si elle laissait durer un pareil état de choses.

J'insiste de nouveau sur la nécessité d'éloigner un fonctionnaire dont la présence est une menace pour l'ordre public, je réclame l'exécution de la parole qui m'avait été donnée à son sujet, et je préviens encore une fois Votre Excellence qu'il n'y a pas un moment à perdre si le Gouvernement veut éviter le retour d'atrocités qui finiront par décourager ses meilleurs amis.

P. CAMBON.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Meyrier, vice-consul de France à Diarbékir.**

Péra, le 23 juin 1896.

Rassurez nos religieux et religieuses. J'ai fait hier une démarche des plus pressantes pour l'éloignement de votre vali.

P. CAMBON.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapia, le 23 juin 1896.

D'après de nouveaux télégrammes du P. Defrance, les agitateurs arméniens fugitifs auraient massacré un village kurde et les tribus kurdes seraient prêtes à se jeter sur Van ; une bandes d'un millier de kurdes persans marcherait sur la ville, dont la garnison est seulement de 300 hommes. Les autorités ottomanes se considèrent elles-mêmes comme en danger et conseillent aux consuls et aux européens de s'enfermer avec elles dans la citadelle. Le P. Defrance considère cette mesure comme pouvant amener une panique générale et s'y refuse. Je fais des démarches pour obtenir l'envoi de troupes et l'autorisation, pour la garnison de Van, de faire feu sur les kurdes, bien qu'ils soient musulmans.

L'obligation où je suis de préciser ce dernier point indique à Votre Excellence combien les mesures prises pour la protection des chrétiens sont illusoires.

P. CAMBON.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapia, le 24 juin 1896.

Le Ministre des affaires étrangères m'a avisé ce matin de l'envoi à Van d'un régiment de cavalerie et de trois bataillons d'infanterie. Ces forces y seront aujourd'hui ou demain. Des ordres ont été donnés au commandant militaire pour repousser par la force les attaques des kurdes.

Je crois à la nécessité de créer une agence consulaire à Van et je propose d'en confier la gérance au P. Defrance, qui exerce autour de

lui une sérieuse autorité et qui, depuis plusieurs mois, nous tient lieu d'agent.

C'est le meilleur moyen d'assurer la protection de nos religieux, qui sont absolument isolés. Je serais reconnaissant à Votre Excellence de répondre à cette proposition par le télégraphe.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 24 juin 1896.

Je n'hésite pas à approuver les démarches que vous avez faites à l'occasion des événements de Van et je constate avec satisfaction les premiers résultats que vous me signalez.

Je vous autorise, d'autre part, à prendre des mesures pour l'institution d'une agence consulaire à Van et à en charger provisoirement le P. Defrance.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à S. Exc. Tewfik Pacha, ministre des affaires étrangères de Turquie.

Thérapia, le 27 juin 1896.

Par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 20 de ce mois, vous me faites savoir que la Sublime Porte a le regret de ne pas pouvoir admettre le droit à une indemnité que mes Notes des 24 février et 22 avril posaient en principe pour tous les français ou protégés français atteints dans leur existence ou dans leurs intérêts à l'occasion des derniers événements d'Anatolie.

Vous invoquez pour justifier ce refus les circonstances dans lesquelles ont eu lieu les désordres qui ont motivé ma démarche.

Il m'est impossible d'admettre une pareille fin de non-recevoir, attendu que ces circonstances, loin d'autoriser le Gouvernement ottoman à se soustraire à la responsabilité des tristes événements qui se sont produits, sont la cause et la justification de mes réclamations.

Tous les Français ou protégés français en faveur desquels je formule auprès de la Porte des demandes d'indemnité, ont été victimes de la négligence inexcusable des autorités locales civiles ou militaires, qui n'ont pas su ou n'ont pas voulu prendre les mesures que les circonstances réclamaient.

Il a été constaté dans plusieurs localités où des désordres ont eu lieu que l'armée régulière elle-même avait pris part aux troubles qu'elle était appelée à réprimer.

Il me suffira de citer ce qui s'est passé à Jénidjé-Kalé et Moudjouk-Deressi, où l'enquête à laquelle a pris part le lieutenant-colonel de Vialar ne laisse aucun doute sur le triste rôle joué par un bataillon sous les ordres du colonel Mazhar Bey, de rappeler l'attitude du gouverneur Abdul-Waheb à Marache, celle du gouverneur général Aniz-Pacha à Diarbékir, qui ont donné lieu de notre part aux plaintes les plus sérieuses et les plus motivées.

La responsabilité du Gouvernement ottoman se trouve donc engagée d'une manière incontestable par la faute même de ses agents et les cir-

constances qui ont accompagné les événements dont les français ou protégés français ont eu à souffrir des dommages en Anatolie créent à la Sublime Porte des obligations auxquelles je ne doute pas que ses sentiments d'équité l'empêcheront de se soustraire.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 29 juin 1896.

D'après les renseignements du P. Defrance, l'ordre est rétabli à Van. Les kurdes persans regagnent la frontière; mais, dans tous les villages arméniens de la région, les désastres sont considérables. Dans plusieurs localités, la population mâle au-dessus de huit ans a été supprimée; femmes et enfants se réfugient à Van. L'état de siège a été proclamé. Cette mesure tardive est plus nuisible qu'utile et entretient l'agitation dans les esprits.

A Aïn-tab, où une trentaine de turcs étaient en prison pour crimes de droit commun, la population musulmane a exigé leur mise en liberté ainsi que la cessation des perquisitions commencées pour la recherche des objets volés pendant les massacres. Les autorités ottomanes ont cédé.

P. CAMBON.

S. Exc. Tewfik Pacha, ministre des affaires étrangères de Turquie, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Sublime Porte, le 6 juillet 1896.

J'ai l'honneur de vous informer que la Sublime Porte a décidé de faire effectuer sur les lieux des enquêtes minutieuses au sujet des cas mentionnés dans votre communication du 22 avril dernier. Il va sans dire que le Gouvernement impérial ne manquera pas d'aviser à ce que de droit, assitôt que lesdites enquêtes seront terminées.

Je crois devoir cependant relever à cette occasion que les méfaits imputés aux soldats ottomans sont de pure calomnie.

TEWFIK.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à S. Exc. Tewfik Pacha, ministre des affaires étrangères de Turquie.

Thérapia, le 8 juillet 1896.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre Note du 6 de ce mois.

Je vous prie de me communiquer les résultats des enquêtes minutieuses que vous m'annoncez.

Je crois devoir vous faire observer que, jusqu'à ce que le résultat de ces enquêtes soit connu, il vous est impossible d'affirmer que les méfaits imputés aux soldats soient des calomnies.

P. CAMBON.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères**

Thérapia, le 9 juillet 1896.

Je viens de recevoir, par l'entremise de notre agent à Erzeroum, un rapport du P. Defrance sur les incidents qui se sont produits dernièrement à Van.

Il en résulte que le bruit d'un prochain massacre organisé par le kurde Chakir Agha circulait en ville avec persistance et inquiétait les musulmans eux-mêmes, quand une rixe, intervenue avec une patrouille et dans laquelle un officier et un soldat ont été atteints, a fourni le prétexte attendu.

Le désordre éclata aussitôt sur plusieurs points de la ville. De nombreux arméniens et quelques soldats y perdaient la vie. Saad-ed-Din Pacha et l'armée firent quelques efforts pour apaiser le mouvement, mais il était défendu de tirer sur des musulmans et la troupe a pu assister impassible au meurtre d'arméniens poursuivis par des turcs. Le P. Defrance a pu recueillir en grande partie la population du quartier qu'il habite, mais il a eu grand'peine à garantir leur sécurité. Il rend hommage au zèle infatigable du consul d'Angleterre, qui est venu à son aide. J'ai prié le chargé d'affaires d'Angleterre de faire parvenir au major Williams mes remerciements pour sa belle conduite à l'égard de nos compatriotes.

Des massacres ont eu lieu, d'autre part, à Nixar et à Heurek, faisant cinq cents victimes dans la première de ces localités et cent cinquante environ dans la seconde.

Jusqu'à présent, à Tokat, où le commandant militaire paraît décidé à agir énergiquement, il n'y a rien eu, et à Samsoun, où des craintes assez sérieuses s'étaient manifestées, la sécurité paraît assurée par la présence d'une canonnière russe.

P. CAMBON.

**M. Guillois, consul de France à Damas, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

Damas, le 13 juillet 1896.

Des troupes sont arrivées au Djebel druze et y ont délivré la garnison qui y était assiégée. Des engagements peu sérieux ont eu lieu. Les troupes détruisent les villages druzes; on me rapporte qu'elles ne font pas de prisonniers. En dehors du Djebel druze, l'ordre n'est pas troublé jusqu'à présent.

Je me propose d'appeler l'attention de Nassouhi Bey sur les massacres et les actes de brigandage que commettent les bandes d'irréguliers qui accompagnent les troupes. Ces faits sont d'autant plus déplorables qu'ils sont de nature à perpétuer les haines de races que le Gouvernement doit s'efforcer d'éteindre dans son propre intérêt.

GUILLOIS.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères,**

Péra, le 23 juillet 1896.

Le colonel de Vialar m'a remis son rapport sur l'enquête à laquelle a

donné lieu le meurtre du P. Salvatore et à laquelle il a pris part, en qualité de délégué de mon ambassade, avec les délégués nommés par le Sultan.

Le rapport très fortement motivé, appuyé sur les témoignages recueillis par le colonel de Vialar et par la Commission et sur des preuves matérielles irrécusables, ne laisse plus aucun doute ni sur les conditions du meurtre, ni sur la participation des troupes, ni sur la responsabilité du colonel Mazhar-Bey qui les commandait.

Mazhar-Bey et ses officiers ont cherché à dissimuler la vérité, à tromper la Commission sur le triste rôle joué par la troupe et sur la route qu'elle avait suivie pour se rendre de Mudjuk-Déressi à Marache.

Ils se sont efforcés d'empêcher la Commission d'enquête de retrouver le lieu du crime et les traces qui pouvaient en rester. Ils ont trouvé chez les commissaires turcs des auxiliaires désireux d'étouffer l'affaire et de laisser l'obscurité planer sur elle. M. de Vialar a su déjouer ce plan; avec un zèle, une activité et une énergie dont nous devons le féliciter, il est arrivé à établir rigoureusement la réalité des faits.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 1^{er} août 1896.

Par une dépêche en date du 13 juillet dernier, le consul de France à Damas m'a signalé les excès commis dans le Hauran par les bandes irrégulières qui accompagnent les troupes turques.

Mon approbation était d'avance acquise à la démarche que M. Guillois a faite pour prévenir le retour de ces désordres et je vous serai obligé de ne pas le lui laisser ignorer.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 6 août 1896.

Pour faire suite à ma dépêche du 23 juillet dernier, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un exemplaire du rapport du colonel de Vialar sur le meurtre du Père Salvatore.

J'ai dû le faire imprimer pour pouvoir en remettre : 1^o deux exemplaires à la Commission ottomane réunie pour examiner les conclusions de l'enquête; 2^o deux exemplaires à l'ambassade d'Italie.

P. CAMBON.

Rapport du lieutenant-colonel de Vialar, attaché militaire près l'ambassade de France, sur le meurtre du Père Salvatore.

ANNEXE A LA LETTRE DE CONSTANTINOPLE, DU 6 AOUT 1896.

Dès le milieu du mois de décembre dernier, le bruit commençait à se répandre que le P. Salvatore, religieux italien de l'ordre des Franciscains de Terre Sainte, président du couvent de Mudjuk-Déressi, près Marache, avait été tué dans les derniers jours du mois de novembre précédent.

Cette nouvelle, vague d'abord, encore incertaine, s'accréditait ensuite peu à peu et s'étayait progressivement de renseignements et de détails que re-

cueillait, avec un soin et une prudence auxquels nous nous plaçons à rendre hommage, le gérant du consulat de France à Alep, M. Barthélemy.

La partie nord du vilayet d'Alep était profondément troublée à cette époque; des massacres avaient eu lieu, la terreur y régnait; les chrétiens n'osaient s'aventurer en dehors des villes et des villages. La marche lente des nouvelles ne doit donc pas surprendre. Mais pour marcher lentement, elles ne se complétaient pas moins chaque jour et, en janvier 1896, aucun doute ne pouvait plus subsister ni sur le massacre du P. Salvatore et avec lui d'un certain nombre de catholiques latins de son village, tous placés sous le protectorat de la France, ni sur la part qu'avaient prise à ce massacre des troupes régulières de l'armée impériale ottomane.

A la fin de janvier, une demande d'explications fut adressée à la Sublime Porte par l'ambassade de France à Constantinople. Elle resta sans réponse. Enfin, sur de longues et pressantes instances, au commencement d'avril, par ordre de Sa Majesté Elle-même, une Commission fut constituée. Elle avait la mission de se rendre sur place pour se livrer à une enquête sur les faits révélés.

Cette Commission se composait :

- 1° D'Emin Effendi, juge au Tribunal de 1^{re} instance de Stamboul;
- 2° De Ohannès Effendi, juge au Tribunal de 1^{re} instance de Péra;
- 3° Du colonel Sadik Bey, aide de camp de S. M. I.;
- 4° Du lieutenant-colonel Abd-ul-Rahim Bey, aide de camp de S. M. I.;
- 5° Du lieutenant-colonel de Vialar, attaché militaire à l'ambassade de France, délégué français.

Elle quitta Constantinople, le mardi 7 avril 1896, et se trouva réunie à Marache (vilayet d'Alep), le 22 du même mois.

Elle commença ses travaux le lendemain 23.

Pour l'intelligence des faits qui vont suivre, il est nécessaire de donner ici sur le Sandjak de Marache quelques indications géographiques. Nous le ferons aussi succinctement que possible.

Le territoire du Sandjak de Marache est généralement montagneux; on y trouve cependant quelques belles plaines, entre autres celle dite de Marache, au sud de la ville et dominée par elle. Cette plaine est arrosée par deux rivières, l'Ak-Sou et l'Erkènes-Sou, qui, après s'être réunies, vont se jeter à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de la ville, dans le fleuve Djihan, l'ancien Pyramus.

Le Djihan prend sa source non loin d'Elbistan, au nord-est du Sandjak de Marache; il court dans une direction générale nord-est-sud-ouest, passe à douze kilomètres environ à l'ouest de Marache, est grossi par un torrent, le Gheudjek, et plus loin par une petite rivière, le Kersoulou, coulant tous deux dans une direction nord-sud, dans la partie du moins qui nous intéresse.

La région qui est comprise entre le Djihan et le Gheudjek est connue sous le nom de Nadirli; elle est parsemée de villages. La région qui s'étend au delà de Gheudjek porte le nom de Yénidjé-Kalé. C'est dans cette région de Yénidjé-Kalé que se trouvent les trois villages chrétiens avec chacun leur couvent :

- 1° Mudjuk-Déressi. Président du couvent : Père Salvatore;
- 2° Dungalé. Président du couvent : Père Emmanuel Trigo;
- 3° Buyuk-keuy, ou Nassara-keuy, ou Ghiaour-keuy, ou Yénidjé-Kalé, nom donné plus particulièrement même par les Pères Franciscains. Président du couvent : Père Emmanuel Garcia.

(Les couvents du Mudjuk-Déressi et de Buyuk-keuy ont été complètement pillés et incendiés. Celui de Dungalé a été pillé seulement).

Au-dessus et à deux kilomètres environ de Mudjuk-Déressi, est le village musulman de Kaïchli.

La Commission a eu pendant plusieurs jours beaucoup de peine à comprendre cette division, tous les témoins donnant indistinctement dans leurs

dépositions le nom de Nadirli à tous les villages de la région de Nadirli et le nom de Yénidjé-Kalé à tous les villages de la région de Yénidjé-Kalé. Elle se fût évitée cette peine en se rendant plus tôt sur les lieux; mais les membres de la Commission ne comprirent pas tous ou ne voulurent pas comprendre qu'il fût utile de le faire.

Nous avons dit plus haut que la situation était troublée dans le vilayet d'Alep pendant les derniers mois de 1895. Elle l'était principalement dans le Sandjak de Marache.

En effet, à Marache même, le 25 octobre, un arménien, Garabet Topalian, était assassiné.

Le 26 octobre, les turcs du quartier de Karamanli attaquaient et blessaient plusieurs chrétiens, pillaient des boutiques.

Les 27 et 28 octobre se produisait une nouvelle agression contre les chrétiens; plusieurs étaient tués ou blessés; des boutiques étaient pillées.

Le 3 novembre, un dimanche, des chrétiens, au nombre de 20 à 25, étaient massacrés.

Le 18 novembre enfin, 7 à 800 chrétiens étaient impitoyablement massacrés et la troupe prenait part à cette boucherie.

Dans les villages chrétiens des environs, les craintes étaient vives.

Le 1^{er} novembre, le P. Salvatore écrivait de Mudjuk-Déressi à son confrère le P. Dionissio, président du couvent de Marache : « Il y a quatre jours que je n'ai pas dormi, les menaces continuent dans les environs et l'on est véritablement à la dernière extrémité. Que le Seigneur nous conserve ! »

Le 7 novembre, dans une nouvelle lettre, il disait : « Pour le moment, nous sommes encore en vie, mais toujours sur notre garde, parce que de tous côtés nous sommes entourés de voleurs qui ne cherchent qu'à piller. »

C'était la dernière lettre qu'on ait reçue de lui à Marache. Le danger lui paraissait si pressant qu'il demandait qu'on lui envoyât deux zaptiés fidèles pour l'accompagner à Marache, parce que là-bas on ne pouvait plus vivre.

Avant d'aller plus loin, nous devons signaler l'état d'esprit des membres ottomans de la Commission tel qu'il nous apparut dans le commencement des travaux de l'enquête.

Si nous avons trouvé en eux des collègues pleins de prévenances et de politesse, nous n'avons pas trouvé des collaborateurs suffisamment animés du désir de découvrir la vérité quelle qu'elle fût. La préoccupation de jeter un voile sur un passé douloureux, compromettant pour l'armée turque, semblait les dominer.

En réalité, les détails du crime que la Commission était chargée d'instruire n'étaient plus depuis longtemps secrets; ils étaient connus de tous dans le monde musulman; les autorités et les membres ottomans de la Commission ne pouvaient pas les ignorer.

Il me suffira pour l'établir de citer quelques faits :

Le 26 novembre, le gérant du consulat de France à Alep télégraphiait qu'un rédif libéré avait assisté à l'incendie par les troupes du couvent de Mudjuk-Déressi.

Les militaires du bataillon de Karlek ont raconté à Zeïtoun la scène du meurtre. (Dépositions 12 et 12 bis).

Le chirurgien de ce même bataillon a remis le soir même du meurtre un cierge retiré des mains du P. Salvatore au moment où il tombait percé de coups de bayonnettes. Il a aussi raconté la scène du meurtre dans tous ses détails.

Un soldat libéré du bataillon de Killis m'a fait des révélations en tous points conformes à celles que l'enquête a établies.

La rumeur publique parlait d'une manière identique sur plusieurs points à la fois éloignés les uns des autres, et tous ces témoignages provenaient de témoins oculaires ou d'auteurs du crime dispersés après le drame.

La véritable mission des délégués était donc de faire la preuve juridique

des faits dont l'exactitude n'était douteuse pour personne. C'était dans ce sens que l'enquête devait être dirigée.

Cette enquête a été faite, mais elle a été conduite avec peu de précision ; j'ai eu à lutter pour arriver à faire poser des questions toutes naturelles ; mes collègues ottomans me tenaient en état de quarantaine morale ; je n'existais pour eux qu'à l'heure de l'instruction et des repas. Tous ces signes permettent de penser que certains membres au moins de la Commission étaient désireux d'obscurcir la vérité, de disculper les troupes du massacre commis par elles, et d'en rejeter la responsabilité, autant que possible, sur d'autres, sur des Zeïtounlis ou des Bachi-bouzouks.

Le crime était ancien déjà, il remontait à près de 5 mois ; on pouvait compter sur le silence ou la complaisance des témoins musulmans ; les chrétiens apeurés n'oseraient sans doute pas parler et d'ailleurs leur témoignage pourrait être déclaré suspect ; les corps des victimes avaient été brûlés et toute trace avait dû disparaître.

Toutes ces circonstances pouvaient facilement être mises en œuvre pour contrecarrer l'enquête et devaient être utilisées par ceux qui cherchaient à étouffer l'affaire.

Ces préliminaires posés, nous entrons dans le vif de la question et nous allons montrer comment, malgré tout, la vérité apparaît nettement.

Nous suivrons l'ordre des faits tel qu'il ressort de l'instruction et, pour abrégé ce rapport, nous renverrons autant que possible, pour les explications, aux interrogatoires qui sont numérotés et aux notes explicatives qui sont annexées à chacun d'eux.

Pour des causes que nous n'avons pas à rechercher, des troupes furent expédiées de Marache le 13 novembre 1895, dans la nuit, à Mudjuk-Déressi ; elles étaient placées sous les ordres du colonel Mazhar bey.

Quelles étaient ces troupes ? D'après le renseignement officiel fourni par l'autorité militaire, Mazhar bey partit de Marache avec deux bataillons : le troisième du 38^e régiment d'Infanterie du Nizam (Commandant Djawid effendi) et le bataillon de Rédifs dit « de Karlek », du nom du quartier d'Alep qui fournit à son recrutement (Commandant Mohammed Nazif effendi).

Ce bataillon est le 1^{er} bataillon du 73^e régiment de Rédifs.

Dans son interrogatoire, Mazhar bey d'abord ne se souvient pas très bien. Il croit être parti avec les deux bataillons sus-indiqués, puis il se reprend et affirme qu'il n'est parti qu'avec le bataillon du Nizam, qu'il a pris en route, après le passage du Djihan, le bataillon de Karlek.

Et en effet c'est là la vérité.

(Voir la déposition du Commandant Mohammed Nazif effendi du bataillon de Karlek, n^o 54.)

Nous n'appuyons sur cette contradiction que pour montrer l'indécision qui s'accuse dès le commencement dans la déposition de ce témoin et l'inexactitude d'un des seuls renseignements officiels qui nous aient été communiqués, extrait, par la Commission, du dossier à elle remis par l'autorité militaire. (Ce dossier nous a paru assez volumineux.)

Ces deux bataillons, réunis sous le commandement du Colonel Mazhar bey, arrivèrent à Mudjuk-Déressi le 16 novembre, un samedi, vers la fin de l'après-midi. Ils posèrent leur camp entre le village musulman de Kaïchli et le village chrétien de Mudjuk-Déressi, mais tout près de ce dernier.

Nous assistons alors à un phénomène singulier.

C'est joie et fête généralement lorsque, dans une région troublée, on voit arriver la troupe. Ne doit-elle pas apporter l'ordre et la sécurité ?

Ici, nous voyons, au contraire, la terreur s'emparer de tous les habitants chrétiens, car ils s'enfuient de tous côtés, la crainte naître même dans l'esprit du P. Salvatore, et cette terreur et ces craintes étaient bien justifiées ainsi que le constatent de nombreuses dépositions (voir dépositions n^{os} 2, 3, 18, 18 bis, 19, 20, 21, 29, 36, 37, 62), puisque ces sauveurs incendient plusieurs maisons du village, poursuivent les habitants, en tuent quelques-uns.

Ce n'est pas tout. Ce même soir ou un des jours suivants, le P. Salvatore, dans son couvent, est menacé, frappé, blessé à la jambe d'un coup de baïonnette ; des femmes sont saisies et consignées, ainsi que ceux des hommes qui n'ont pu s'enfuir dans le couvent, entouré de sentinelles et gardé à vue.

Quelques témoins qui ont assisté à cette scène ont cru que le P. Salvatore avait été tué ce jour-là. Réfugiés plus tard à Zeïtoun, ils annoncèrent que le P. Salvatore avait été tué à coups de baïonnettes dans son couvent. C'était une erreur. Ce jour-là, il n'avait été que blessé ; il ne fut tué que quelques jours après. (Voir dépositions.)

Mazhar bey avec ses deux bataillons resta campé entre Kaïchli et Mudjuk-Déressi cinq jours, les 17, 18, 19, 20 et 21 novembre (il était arrivé le 16 au soir).

Une bande d'insurgés de Zeïtoun, de Ferné, de Guében, etc., opérait dans la région. Mazhar bey dut se porter à sa rencontre avec une partie de son contingent, et il eut avec elle quelques engagements près de Buyuk-keuy. Bien que très supérieur en nombre, malgré un armement supérieur, l'avantage ne lui resta pas. Nous en trouvons le témoignage dans les dépositions mêmes de ses deux binbachis et nous apprenons d'eux que, laissant au feu les troupes avec lesquelles il était parti, il retourna au camp, de sa personne, sous le prétexte d'y chercher du secours en hommes et en munitions. (Voir dépositions nos 53 et 54.)

« Les malfaiteurs se sont précipités sur nous, nous ont cernés et j'ai été blessé au pied », dit le guide Ahmed ben Husséin. (Voir déposition n° 25).

Mazhar bey envoya directement ce blessé à l'hôpital de Marache pour le faire soigner et lui remit à son départ une lettre de recommandation pour le médecin militaire, datée du 20 novembre, avec un post-scriptum daté du 21. Elle nous sert à établir que ce n'est que le lendemain 22 novembre que Mazhar bey a quitté Mudjuk-Déressi ; car, s'il était parti le 21, il aurait emmené avec lui le blessé. Cette date du retour de Mazhar bey, qu'il importe de fixer, puisque c'est celle du meurtre, nous a été également donnée par l'état-major. Inquiet sur son retour, Mazhar bey dépêcha un exprès à Marache pour demander de faire garder le pont de Djihan.

Le P. Salvatore, que Mazhar bey reconnaît bien avoir vu à Mudjuk-Déressi pendant la durée de son séjour, mais qu'il prétend avoir vu pour la dernière fois la veille du départ des troupes, traitait de son mieux officiers et soldats. Il leur donnait à boire et à manger. (Voir dépositions nos 3 et 21, notamment celle de la femme Almas qui servait elle-même les invités. Voir aussi notes explicatives.)

Mazhar bey prétend au contraire, et il y revient plusieurs fois, que c'est lui qui donna des provisions. C'est inadmissible ; car il ne devait pas en avoir de trop, à moins qu'elles ne provinssent des habitations pillées par sa troupe, ce qu'il ne reconnaît pas. Nous savons par contre que le couvent de Mudjuk-Déressi était largement pourvu.

Nous arrivons enfin à la journée du 22 novembre.

Le Colonel Aghassi Saïd bey, venu avec le bataillon de Killis, avait apporté de Marache l'ordre de retour et, de bon matin, l'on abattit les tentes et l'on plia bagage.

Mais, en même temps, se passait une scène importante, et les témoins qui la racontent sont nombreux.

On fait descendre de l'étage supérieur le P. Salvatore et les chrétiens qui n'avaient pas pu s'enfuir et qu'on gardait ; on séparait les hommes des femmes ; on confiait ces dernières au Mudir après avoir dit aux hommes de bien les regarder, de les regarder une dernière fois (on faisait signe de la main qu'on allait faire périr ceux-ci) ; on les garrotait avec une pièce de corde prise au couvent.

Les troupes se forment en ordre et l'on va se mettre en marche.

Le P. Salvatore, blessé à la jambe, demande un cheval : on le lui refuse.

Il aurait pu s'enfuir peut-être. Lui a-t-on lié les mains comme aux autres ? Nous ne saurions l'affirmer, tous les témoins n'étant pas d'accord sur ce point. Nous osons espérer et nous avons des raisons de croire que cette dernière injure ne lui fut pas infligée, puisque nous savons qu'il tenait en main un cierge et son bréviaire, ce cierge, qui lui fut retiré au moment du massacre, qui nous fut livré quelque temps après à Zeitoun et que nous possédons.

Cette scène du départ nous est racontée par des témoins oculaires.

C'est Lucique, fille d'Ayoub (déposition n° 3); c'est Marguérid, fille de Kévork (déposition n° 13); c'est Marguérid, fille d'Agop Sarkis (déposition n° 14); c'est Terfendé, fille de Gaspar (déposition n° 15); c'est Almas, fille de Mogdissi Kakor (déposition n° 21); c'est Marguérid, fille de Manouk (déposition n° 52).

Ce sont toutes des femmes et pour cause : des hommes, des chrétiens du moins qui se trouvaient là, pas un n'est revenu.

Leurs dépositions sont formelles dans leur ensemble; mais ce que nous ne retrouvons pas sur ces feuilles, c'est l'accent de vérité, c'est le sentiment de douleur profonde et résignée qui nous ont touché et ému aussi bien dans le prétoire que sur la place, lorsqu'elles nous indiquaient de la main la voie douloureuse suivie par leur pasteur, leurs voisins ou leurs parents.

Avec le P. Salvatore, il y avait :

Erémia, son domestique,
Baldji Ohannés (oncle de Mariem),
Kodajnin Oglou Hadjir,
David Oglou David,
Kochkher Dimbalaq, autrement dit Vartivar,
Kouradji Oglou Ziroun,
Tadji Krikor et son fils Léon,
Vanès Oglou Simon et un autre peut-être encore.

Mais qu'importe le nombre ?

A ce moment précis, le matin du départ de Mudjuk-Déressi, le vendredi 22 novembre, il est certain que le P. Salvatore était entre les mains du colonel Mazhar bey. Il est également certain qu'il fut emmené lui et ses compagnons avec les troupes.

Que sont devenus ces prisonniers ?

Nous avons vu que deux chemins conduisent de Mudjuk-Déressi à Marache ou plutôt au pont de Djihan, car c'est auprès de ce pont que ces deux routes se rencontrent. L'un, celui d'hiver, est plus long; il franchit le Kersoulou sur un pont. L'autre, celui d'été, plus court que le premier, franchit le Kersoulou à gué.

C'est ce dernier, c'est le chemin de la vallée que prit le colonel.

Mazhar bey, quand il a été interrogé, a cherché à nous conduire sur le premier de ces chemins.

Ses officiers, des témoins musulmans font de même; ils parlent ainsi parce qu'ils veulent que nous ne trouvions rien.

Mais cette route était fermée aux troupes; elles y auraient été harcelées sur leur flanc gauche par les bandes d'insurgés qui, les jours précédents, leur avaient avantageusement tenu tête: une poignée d'entre eux eût suffi pour infliger à Mazhar bey des pertes sérieuses au passage du Kersoulou, étroit, difficile, dominé.

C'était ce dernier et non celui du Djihan qu'il fallait garder.

Mazhar bey y avait songé trop tard.

D'ailleurs il se trahit lui-même; ses troupes formées, il dit les avoir mises en marche au commandement de « demi à droite ».

Cette direction de « demi à droite » c'est celle du chemin qui conduit au gué, passe ensuite près du moulin et plus loin près du ravin où ont été retrouvés les ossements des victimes avant la traversée du Gheudjek.

Les bataillons du colonel Mazhar bey ont passé par le gué; plusieurs

témoins qui suivaient anxieusement leur marche ont vu de Dungalé les troupes le franchir. (Dépositions nos 63, 64 et 65.)

Mazhar bey a passé par le gué. Un soldat libéré du bataillon de Killis, que nous avons interrogé nous-même en dehors de l'enquête, à qui nous avons posé la question sans indication pouvant lui faire soupçonner sa gravité, nous a répondu : « Nous avons passé le gué, nous avions de l'eau jusqu'à mi-jambe; le bataillon de Karlek était devant nous, j'ai vu le prêtre et les Arméniens passer l'eau. »

Il suffit de lire la déposition du colonel Mazhar bey pour juger de son trouble. Il cherche à dégager sa responsabilité; alors il nous dit qu'un quart d'heure après le départ, il est parti en avant des troupes avec le colonel Agassi Saïd bey pour choisir le lieu du campement, laissant, par conséquent, ses bataillons en arrière.

Mais avant il nous avait dit que deux heures après le départ, le bataillon de Karlek s'était séparé des autres et que lui-même avait marché avec les bataillons du Nizam et de Killis.

Ce n'est pas tout; plus tard il nous dit qu'après avoir donné le commandement de « marche », il a pris place à la tête de la colonne et il ne parle pas de l'avoir quittée!

Mazhar bey déclare qu'il ne sait pas quand le bataillon de Karlek s'est séparé de lui; qu'il ignore le chemin pris par ce bataillon pour rentrer à Marache.

Mais le commandant du bataillon de Karlek affirme qu'à Nadirli, c'est-à-dire après le passage du Gheudjek, c'est Mazhar bey qui lui a donné l'ordre de continuer sur Marache et qui lui a indiqué sa route.

En présence des contradictions de Mazhar bey et des déclarations des témoins, il n'y a pas de doute possible.

La preuve est faite. Les trois bataillons sont restés sous les ordres de Mazhar bey jusqu'à Nadirli, c'est-à-dire jusqu'après le passage du Gheudjek.

Ils étaient sous ses ordres pendant la halte où le crime fut commis.

Les dépositions des officiers supérieurs sont, comme celle de Mazhar bey, pleines de craintes et de contradictions. Ils sont trois et chacun d'eux donne sur l'ordre de la marche une version différente.

La vérité se dégage cependant impitoyable.

Nous avons quitté Mudjuk-Déressi avec le colonel Mazhar bey; nous avons passé avec lui le Kersoulou à gué; nous l'avons suivi jusqu'à Nadirli, nous l'y laissons.

Ce sont des témoins oculaires qui nous ont fait assister au départ de Mudjuk-Déressi de la triste caravane.

C'est encore un témoin oculaire qui va maintenant nous représenter le drame que nous sommes venus éclairer.

C'est un tout jeune témoin, une petite fille âgée de dix ans à peine, Mariem, fille de Mardiros, nièce de Baldji Oglou Ohannès, l'une des victimes.

Malgré les efforts faits pour la convaincre de mensonge, il a bien fallu reconnaître qu'elle disait vrai, qu'elle était venue de Mudjuk-Déressi avec les troupes, qu'elle était arrivée à Marache avec le bataillon de Karlek, qu'elle avait d'abord été placée dans une maison musulmane, qu'elle était passée de là à l'église catholique, de l'église catholique chez Sargis, de chez Sargis au couvent de Terre-Sainte. Il suffit pour s'assurer de tout cela de jeter les yeux sur les interrogatoires nos 4, 6, 7, 8, 10, 61 et 62.

Voici d'ailleurs la partie la plus importante de ces interrogatoires :

D. — Qui t'a emmenée à Marache?

R. — Les soldats m'ont emmenée.

D. — Les soldats qui t'ont emmenée, les connais-tu, et si tu les rencontrais, les reconnaitrais-tu?

R. — Je ne les connais pas et je ne pourrais les reconnaître.

D. — De quel endroit t'ont-ils emmenée à Marache?

R. — Ils m'ont emmenée de Mudjuk-Déressi.

D. — De quelle façon l'ont-ils emmenée?

R. — Ils m'ont fait monter sur un mulet et m'emmenèrent.

D. — Y avait-il sur le mulet une autre personne que vous?

R. — Moi seule j'ai monté.

D. — Le mulet était-il chargé?

R. — Il y avait deux couvertures de lit.

D. — Avant de venir à Marache, où étiez-vous à Mudjuk-Déressi?

R. — J'étais au couvent.....

.....
D. — Qu'avez-vous vu dans cette église? (La petite n'a probablement pas compris la question et répond :)

R. — En venant les soldats tuèrent mon oncle.

D. — Qui est votre oncle?

R. — Ohannès (Baldji Oglou Ohannès).

D. — En venant d'où?

R. — Ils l'ont tué à Gheudjek.

D. — Y avait-il des maisons?

R. — A l'endroit où ils l'ont tué, il n'y en a pas; en face il y avait deux maisons musulmanes.

(Nous le disons dans notre Note explicative n° 4 et le répétons ici : en effet, en face du ravin en forme de cirque où ont été retrouvés les ossements, sur une crête qui vient comme s'enfoncer dans ce cirque, sont deux maisons qui frappent extraordinairement la vue.)

D. — En quel temps ont-ils tué votre oncle, le jour ou la nuit?

R. — Ils l'ont tué le jour, en venant, midi était passé.

(A calculer le temps qu'ont dû mettre les troupes pour venir de Mudjuk-Déressi au ravin de Gheudjek, c'est bien vers le milieu de la journée que le crime a été commis.)

D. — Y avait-il du soleil?

R. — Il y en avait.

D. — Le vent soufflait-il?

R. — Le vent soufflait.

D. — Est-ce qu'il pleuvait? (Question insidieuse.)

R. — Il y avait du soleil, il ne pleuvait pas.

D. — Les soldats, après avoir tué votre oncle, qu'ont-ils fait?

R. — Ils l'ont tué à coups de baïonnettes.

D. — Je vous demande qu'est-ce qu'ils ont fait après l'avoir tué?

R. — Après l'avoir tué, ils l'ont brûlé.

D. — D'où ont-ils pu trouver du feu?

R. — Il y avait des allumettes avec des broussailles.

D. — Ont-ils tué d'autres personnes que votre oncle?

R. — Ils en ont tué et il y avait le Père.

D. — Outre le Père, qui y avait-il?

R. — Il y avait Erémia, domestique du Père.

D. — Encore qui?

R. — Il y avait Ziroun; ils étaient liés tous ensemble par le bras.

D. — Comment avez-vous vu?

R. — J'étais à côté d'eux.....

.....
D. — Avez-vous pleuré?

R. — J'ai pleuré; ils m'ont bouché la bouche?

D. — En quel endroit ont-ils piqué les baïonnettes à votre oncle?

R. — Il les lui ont enfoncées dans le dos.....

.....
D. — Connaissez-vous d'autres choses? dites-les.

R. — J'ai dit tout ce que je connaissais, c'est tout.

D. — Connaissez-vous le nom du Père?

R. — Il s'appelle le P. Salvatore.

D. — Ce que vous avez dit est bien vrai ? ou bien sur l'instigation de quelqu'un ?

R. — C'est vrai, personne ne m'a enseigné rien.

Sur cette dernière partie du drame nous avons d'autres témoignages :

1° Cette déclaration de Lucique (n° 3) : A mon arrivée à Kaichli j'ai appris « des Musulmans : Comme le Père était gras ! C'est-à-dire qu'après avoir tué « le Père ils ont dit qu'ils l'ont brûlé. »

2° Celle du Moucre qui dit au P. Léon (n° 5), en montrant de la main la région de Yénidjé-Kalé : « En venant de ce côté, il y avait un beau prêtre « qui était mené par les soldats. Sur un signal qui leur fut donné par leur « grand chef, des yeux, ils le massacrèrent avec quelques compagnons qui « se trouvaient avec lui, ils mirent leurs corps en tas les uns sur les autres « et les brûlèrent. »

3° Cette déclaration de Testez Oglou Nazareth faite à Zeitoun, le 20 février 1896, qu'il ne peut tenir que d'un témoin oculaire : « Quelques jours après « je traversais le camp, quand le même soldat Topal m'appela et me condui- « sit à sa tente. Là il y avait aussi le sergent mentionné plus haut. Pendant « la conversation, ce même soldat parla de la guerre de Yénidjé-Kalé où « nous trouvâmes un joli établissement habité par un moine Kendirli (à « corde) et 23 individus arméniens. Notre officier dit au moine que nous « voulions le conduire à Marache. Le moine demanda une monture et l'offi- « cier lui répondit : « Allons un peu en avant et puis je vous donnerai une « monture. » Nous fîmes alors sortir du monastère le Père et les Arméniens « et quand nous fûmes à une petite distance, nous cernâmes, par ordre de « l'officier, toute la compagnie que nous percâmes de nos baïonnettes et « que nous brûlâmes après. Pendant que le moine brûlait, il tressaillit en « gémissant. Il y avait au couvent beaucoup de choses et du vin ; mais nous « brûlâmes tout sans en donner rien à personne. En réponse à cette narra- « tion du sergent, je lui demandai comment les soldats avaient osé com- « mettre une semblable action contre ce Père qui n'était pas Ottoman. Il « répondit qu'il avait l'ordre du Gouvernement de tuer tous les Chrétiens, « mais qu'en tous cas l'amnistie était à présent accordée et que nous l'avons « échappé belle. »

En février 1896, Testez n'avait pas bougé et n'avait pu bouger de Zeitoun. Il ne peut donc avoir inventé ce récit qui se trouve comme les autres confirmé par les faits. Il ne peut le tenir que d'un témoin oculaire. On ne dira pas qu'il l'a appris des réfugiés chrétiens de Mudjuk-Déressi. Ceux-ci, trompés par l'agression dirigée contre le P. Salvatore dans son couvent, n'avaient apporté à Zeitoun qu'une fausse nouvelle, celle de la mort du P. Salvatore à Mudjuk-Déressi même. Nous savons bien que le sergent et les soldats ont nié plus tard cet entretien, mais comment, nous le répétons, Testez aurait-il inventé cette histoire confirmée plus tard ? Comment aurait-il su également qu'il y avait dans la tente un soldat malade s'il n'y était entré ? (Voir dépositions nos 12, 58, 59 et 60.)

4° Cette déclaration de Terfende (n° 15) :

D. — Avez-vous cherché l'endroit où a été tué votre mari ?

R. — Dans notre crainte, je n'ai pu sortir dehors, c'est pour cette raison que je n'ai pas cherché.

D. — Depuis lors, n'avez-vous pas cherché à avoir des renseignements ?

R. — Nous avons demandé, on nous a dit qu'ils les ont tués à Gheudjek.

D. — Où l'ont-ils enterré ?

R. — Ils ont donné le signal du clairon et les brûlèrent.

5° Celle de Ohan Oglou Manouk (n° 17) :

« J'ai appris après deux jours que le P. Salvatore a été conduit par les soldats et qu'ils l'avaient invité à embrasser l'islamisme et que, celui-ci n'ayant pas accepté, ils l'ont tué à coups de baïonnettes et l'ont brûlé. »

D. — Dans quel endroit avez-vous entendu dire que le P. Salvatore avait été tué?

R. — D'après ce que j'ai entendu, c'est entre le Kersoulou et le Gheudjek.
6^e Celle de la nommée Almas (n^o 21) :

« Le soir où les soldats ont emmené le Père et divers individus, un villageois de Kaichli est venu à Kaichli, au milieu de nous, dire qu'ils avaient brûlé tout, que le Père était gras et qu'on a ramassé deux ou trois pièces d'or de sa cendre, que deux parmi eux étaient gaillards qui ne sont pas morts vite et qu'ils les ont enfin tués à moitié et à moitié jetés au feu. »

7^e Celle de Marguerite (n^o 62) :

« Je déclare encore qu'un mois et demi après, Kal-Wali, dans la mosquée de Dungalé où je tissais du coton, il m'a adressé la parole en me demandant : « Le P. Salvatore avait-il cousu un sac? » Je lui ai répondu que je n'ai pas vu. Sur ce fait, en réponse il me dit que le P. Salvatore avait « attaché un sac d'or sous sa robe et qu'après l'avoir brûlé il a été retiré « 80 livres de la cendre et qu'on les avait comptées! »

Il est donc maintenant établi, non plus seulement d'après la rumeur publique, mais d'après des témoignages se contrôlant les uns par les autres et par l'enchaînement logique de faits incontestables :

1^o Que le colonel Mazhar bey est parti de Mudjuk-Déressi avec ses deux bataillons le 22 novembre, qu'il a passé le gué de Kersoulou avec ses troupes, qu'il les a conduites lui-même jusqu'à Nadirli;

2^o Que le P. Salvatore et ses compagnons ont été emmenés par Mazhar bey, qu'ils ont passé le Kersoulou à gué et n'ont pas atteint Gheudjek;

3^o Que le P. Salvatore et ses compagnons ont été mis à mort par les soldats commandés par Mazhar bey, que les restes des victimes ont été brûlés.

Nous n'ignorions pas que la crémation complète est une opération délicate, difficile, qui nécessite des locaux et des moyens particuliers. Nous étions donc convaincus que les traces palpables du crime n'étaient pas complètement effacées.

Le 8 mai, la Commission d'enquête se transporta de Marache à Mudjuk-Déressi et Dungalé.

Le lendemain 9 mai, à la tombée de la nuit, à notre rentrée à Bayuk-keuy, que nous étions allés visiter, nous trouvâmes une lettre du P. Marcellino, adressée à son confrère le P. Emmanuel. Ecrite en italien, elle a été traduite et jointe au dossier; elle est ainsi conçue :

Mudjuk-Déressi, 9 mai 1896.

« R. P. Emmanuel,

« Je suis parti ce matin vers 5 heures pour aller chercher le lieu où le « P. Salvatore et ses compagnons ont été tués. Après quatre heures de « recherches, nous sommes enfin arrivés à découvrir le lieu précis où ils « furent brûlés. J'ai même trouvé des os de bras et divers autres os brûlés... »

Le 10 mai, à 6 heures et demie du matin, la Commission quittait Dungalé et revenant sur ses pas s'arrêtait une heure après à Mudjuk-Déressi.

Le P. Marcellino nous confirmait en particulier la nouvelle de la veille; il avait rapporté quelques ossements, mais il s'empressait d'ajouter que sur place il en restait encore un grand nombre.

Je réunis alors mes collègues ottomans, les mis au courant de ce qui s'était passé; le P. Marcellino fut appelé à déposer (voir déposition n^o 51) et l'on mit sous leurs yeux les ossements apportés.

On remonta à cheval et l'on se dirigea, le P. Marcellino en tête, sur le lieu qu'il avait visité la veille. Il fallut renoncer à prendre la route d'été, le Kersoulou étant à cette époque de l'année grossi par la fonte des neiges, et l'on dut prendre la route d'hiver. Cependant, lorsque les membres de la Commission arrivèrent à hauteur du gué, ils virent de leurs yeux plusieurs voyageurs qui le franchissaient, même à cette époque de l'année. Ils avaient de

l'eau jusqu'au ventre. Le pont de Kersoulou fut franchi, on tourna à droite, on descendit la rivière jusqu'au gué et, tournant alors à gauche, on se trouva sur le chemin d'été que l'on suivit jusqu'au point où le P. Marcellino invita à descendre de cheval. Nous avions passé sous le moulin Kerlakian, nous étions entre le Kersoulou et Gheudjek et nous avions devant nous ces deux maisons qui avaient tant frappé la vue de Mariem et dont l'image était restée gravée dans sa mémoire.

Nous fîmes quelques pas pour descendre dans un ravin : nous étions sur le théâtre du crime. Des branches avaient été coupées aux arbustes environnants ; quelques-unes, inutilisées, gisaient encore sur place, desséchées ; l'emplacement du bûcher, de l'unique bûcher, était encore marqué par un sillon de cendres noires qui en traçaient l'ovale. Dans la terre grasse du centre, grasse de la graisse des victimes, et plus loin, entraînés, épanchés par les eaux sur une étendue de 30 mètres environ, ou bien ça et là, dispersés et rongés par les fauves, des ossements humains en quantité, tous plus ou moins calcinés ; et, avec les ossements intimement mêlés à la terre, des matières organiques, des viscères, des caillots de sang conservés par la cuisson ; des lambeaux de vêtements incontestablement reconnus pour avoir appartenu à certaines des victimes ; après un de ces lambeaux, une corde qui le serrait, le pénétrait, une de ces cordes avec lesquelles les prisonniers avaient été solidement garrottés ; une autre partie de corde calcinée, partie peut-être de la ceinture du Père franciscain, des restes de toutes sortes ; enfin, dont la liste est jointe au dossier :

- N° 1. Etoffe moitié brûlée avec une corde graissée.
- N° 2. Un morceau de drap.
- N° 3. Des morceaux d'aladja (tissus) moitié brûlés.
- N° 4. Un morceau de corde de ceinture carbonisé.
- N° 5. Un morceau de corde graissée, des boutons, des morceaux de crânes, un os de doigt et divers.
- N° 6. Vingt-huit morceaux d'os et une collection de petits morceaux d'os brûlés.
- N° 7. Des membres brûlés, des viscères brûlés, foie, sang, etc.
- N° 8. Terre contenant des matières organiques.
- N° 9. Des morceaux d'habits brûlés.
- N° 10. Terre mélangée à des matières organiques.
- N° 11. Os divers trouvés par le P. Marcellino.

Pendant une heure on trouva, on trouva toujours, et il est incontestable qu'on aurait encore trouvé longtemps si de plus longues recherches n'avaient été jugées inutiles.

Quelques jours après, en présence du docteur Pathitos Kalispérakis, médecin-major du 27^e régiment de cavalerie, détaché à Marache, l'inventaire de ces ossements et de ces restes fut dressé.

Ils furent mis en caisse scellée le 19 mai dans la matinée et expédiés à Constantinople à l'adresse du premier secrétaire de Sa Majesté, à Yildiz.

Un rapport rédigé en secret par les membres ottomans, en dehors du délégué français, fut expédié le même jour à la même adresse.

Aucune conclusion ne fut prise, en commun du moins. Je protestai contre cette façon de faire et j'envoyai le jour même à Monsieur l'Ambassadeur un télégramme dont j'extrais le passage ci-après : « Ma conclusion formelle est que, devant preuves et témoignages accablants, le commandant des troupes responsable devrait être arrêté immédiatement pour être mis en jugement. »

C'est encore ma conclusion d'aujourd'hui.

Constantinople, juillet 1896.

Signé : Henri DE VIALAR.

**Le vicomte de Petiteville, agent et consul général de France
à Sofia, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Sofia, le 20 août 1896.

Les incidents sur la frontière turco-bulgare se succèdent rapidement. Quelques-uns d'entre eux ont été grossis à dessein par la presse, mais tous se réduisent à peu de chose. Le fait que les troupes bulgares se trouvent presque sur tous les points de la frontière en contact avec les soldats du Sultan contribue à entretenir des craintes sur la possibilité d'un conflit. En vue de l'éviter, le Gouvernement bulgare vient de demander à la Porte de désigner dès à présent des commissaires pour assurer d'une façon définitive la délimitation des territoires contestés d'Ermanly et de Tatar-Bazardjik.

Le Comité macédonien siégeant à Philippopoli paraît disposé aujourd'hui à profiter des embarras du Gouvernement pour tenter quelque coup. En ce qui me concerne, je ne crois pas à l'efficacité des tentatives de ce genre en ce moment.

R. DE PETITEVILLE.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapie, le 21 août 1896.

Votre Excellence connaît la démission du patriarche des arméniens grégoriens M^{sr} Ismirlian, et la nomination de M^{sr} Bartholomeos en qualité de *locum tenens*.

Le Sultan, qui voit dans l'ancien patriarche un ennemi de sa personne, tient à l'éloigner de Constantinople et le bruit s'est répandu que M^{sr} Ismirlian allait être exilé à Tripoli de Barbarie.

Cette nouvelle donne confidentiellement au doyen du Corps diplomatique et au chargé d'affaires d'Angleterre a pris assez de consistance pour être discutée dans une de nos réunions diplomatiques.

Il a été convenu que chacun de nous ferait interroger à ce sujet le Grand-Vizir et s'appliquerait à lui faire comprendre les inconvénients d'une mesure de rigueur contre M^{sr} Ismirlian, au moment où il est si désirable de voir le calme se faire dans les esprits.

Ces conseils que j'avais chargé M. Rouet de donner à la Sublime Porte n'ont, d'ailleurs, pas été mal reçus. Tewfik Pacha déclare hautement qu'il les approuve et qu'il travaille activement à les faire suivre.

Il vient de me donner une preuve de la sincérité de ses sentiments en faisant maintenir en liberté trois notables catholiques arméniens de Diarbékir, poursuivis à la requête d'Aniz-Pacha et dont M. Cambon avait déjà fait transférer le procès à Constantinople.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. de la Boulinière,
chargé d'affaires de France à Constantinople.**

Paris, le 24 août 1896.

Notre ambassadeur à Constantinople m'a envoyé, le 6 août dernier, un exemplaire imprimé du rapport que lui avait adressé notre attaché militaire à la suite de l'enquête relative au meurtre du P. Salvatore.

Après avoir pris connaissance de ce document avec toute l'attention qu'il mérite, je tiens à renouveler par votre entremise, au lieutenant-colonel de Vialar, les félicitations personnelles que, par ma lettre du 27 mai dernier, j'avais déjà chargé M. Paul Cambon de lui transmettre.

Je ne puis, d'autre part, que vous encourager à poursuivre les actives démarches dont notre ambassadeur avait pris l'initiative auprès de la Porte en vue d'assurer le châtimement exemplaire du crime que les investigations du colonel de Vialar permettent d'imputer au colonel Mazhar Bey.

G. HANOTAUX.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapia, le 24 août 1896.

De nouveaux détails sont parvenus à l'ambassade sur les troubles de Van. Notre agent consulaire dans cette ville a recueilli de nombreux témoignages qui tendent à prouver que les événements étaient depuis longtemps préparés par les kurdes.

D'après Nazim Pacha, avec lequel M. Roqueferrier s'est longuement entretenu lors du passage à Erzeroum de l'ex-*vali* de Van, le nombre des victimes pendant les dix jours qu'ont duré les troubles a été de 300 du côté des arméniens et 200 du côté des musulmans.

La région demeure encore bien troublée, et ce ne sont pas les conversions forcées à l'islamisme, comme celles de toute la population arménienne d'Adel djevaz, que signale M. Roqueferrier, pas plus que les arrestations arbitraires à Angora et les exécutions capitales de Yuzgat, qui contribueront à pacifier les esprits.

Pendant ce temps-là, Chakir Pacha continue dans l'intérieur de l'Asie-Mineure sa tournée d'inspection des vilayets où les réformes devraient être mises en pratique. Il était récemment à Sivas, et la venue du haut commissaire impérial avait, paraît-il, jeté la plus vive alarme dans la conscience troublée des fonctionnaires. Ils en ont été quittes pour la peur.

Seuls, deux petits employés de la municipalité ont été révoqués. D'après le gérant de notre vice-consulat, Chakir Pacha aurait, du reste, jeté les bases des réformes qui devront être mises en pratique, affirme-t-il, l'hiver prochain.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapia, le 26 août 1896.

Des révolutionnaires arméniens ont envahi aujourd'hui vers une heure la Banque impériale ottomane, tué les gardiens et sont restés maîtres de la Banque. Une fusillade a commencé entre la police, la troupe et les arméniens. La populace turque a été immédiatement déchainée et tuait froidement à coups de bâton ou de couteau les arméniens dans les rues de Galata et de Péra. Il y a eu déjà de nombreux actes de pillage. Les révolutionnaires arméniens, maîtres de la Banque, ont fait parvenir aux ambassadeurs une proclamation dans laquelle ils invectivent le

Sultan et l'Europe qui n'a pas su les protéger, et posent leurs conditions sous la menace de faire sauter la Banque en détruisant avec eux tous les papiers d'Etat et le numéraire.

La *Flèche* va prendre son mouillage dans le port. J'arrête les mesures de précaution nécessaires pour préserver l'ambassade à Péra et, au besoin, les réfugiés qui y trouveraient asile.

La situation est périlleuse; la troupe jusqu'ici ne s'oppose à aucun excès.

Le renvoi à Constantinople du second stationnaire actuellement en Crète me paraît très urgent.

J. DE LA BOULINIÈRE.

M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople, à S. Exc. Tewfik Pacha, ministre des affaires étrangères de Turquie.

Thérapia, le 26 août 1896.

Je prie Votre Excellence de faire prendre d'urgence les mesures les plus énergiques pour la protection des chrétiens contre la population musulmane. La troupe et la police restent impassibles devant des scènes de désordres, de meurtres et de pillages. Le magasin d'un notable français a déjà été pillé à Perchembéazar; un de mes nationaux a été blessé et un de ses employés tué à côté de lui par des soldats. Une intervention immédiate et énergique est indispensable. Je fais les réserves les plus formelles à l'égard des dommages que les désordres pourraient entraîner pour mes nationaux et j'en rends dès à présent le Gouvernement impérial responsable.

J. DE LA BOULINIÈRE.

M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople, à MM. les consuls de France en Turquie.

Thérapia, le 27 août 1896.

De graves désordres ont eu lieu hier à Constantinople. Ils durent encore et un grand nombre d'arméniens ont été massacrés.

Je compte sur votre vigilance pour éviter que la propagation de cette nouvelle ne provoque des troubles dans votre résidence.

J. DE LA BOULINIÈRE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople.

Paris, le 27 août 1896.

En raison des nouvelles contenues dans votre télégramme d'hier, le Gouvernement a décidé le renvoi immédiat à Constantinople d'un second stationnaire. Le *Levrier* n'étant pas disponible, nous y substituons le *Léger*, qui se trouve présentement en Crète. C'est un navire absolument semblable comme tonnage et armement; il sera dès demain matin aux Dardanelles. Faites d'urgence les démarches nécessaires pour qu'il puisse continuer sa route et entrer dans le port sans retard.

G. HANOTAUX.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapia, le 27 août 1896.

J'ai protesté auprès de Tewfik Pacha contre les excès de la population musulmane et j'ai réclamé de la part des autorités les dispositions les plus énergiques. J'ai fait des réserves formelles relativement aux dommages que nos nationaux pourraient avoir à subir.

Les représentants des grandes puissances se réunissent ce matin pour aviser aux mesures que comporte la situation.

Douze matelots de la *Flèche*, sous le commandement d'un officier, sont dans l'ambassade pour y assurer le service d'ordre que les cavass trop peu nombreux ne pouvaient pas garantir.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapia, le 27 août 1896.

Cent vingt employés de la Banque étant restés au pouvoir des révolutionnaires arméniens maîtres de l'établissement, M. Auboyneau, directeur général adjoint, après une longue négociation au palais, a obtenu, pour sauvegarder l'existence de ces employés qui appartiennent à toutes les nationalités, que des pourparlers fussent entamés avec les révolutionnaires et que ceux-ci eussent la vie sauve. Aux ouvertures qui leur ont été faites, les auteurs du complot ont répondu qu'ils voulaient l'exécution des réformes indiquées aux ambassadeurs; ils ont cependant fini par comprendre tout l'odieux qui retomberait sur eux et sur leur cause s'ils persistaient dans leur attitude. Le premier drogman de l'ambassade de Russie et les délégués du palais s'étaient joints aux directeurs de la Banque pour les négociations qui se sont terminées à deux heures du matin. Les révolutionnaires ont été conduits cette nuit, au nombre de vingt-sept, sur le yacht de Sir Edgard Vincent, où ils resteront sous pavillon anglais jusqu'à ce qu'ils puissent être embarqués.

Notre compatriote, M. Auboyneau, mérite les plus grands éloges pour la conception très nette qu'il a eue de son devoir et pour l'énergie avec laquelle il a poursuivi, en face des arméniens et du Sultan, le salut de son personnel et des caisses de la Banque.

Le Palais a promis de donner des ordres pour le désarmement de la population.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapia, le 27 août 1896.

Les Représentants des grandes puissances réunis à l'occasion des désordres de Constantinople ont pris les décisions suivantes :

1° Embarquer immédiatement pour l'étranger les révolutionnaires arméniens vis-à-vis desquels des engagements pour leur vie ont été pris par le Sultan avec la garantie de Sir Edgard Vincent et de M. Maximof, drogman de l'ambassade de Russie. Le paquebot des Messageries mari-

times en partance aujourd'hui a été choisi d'un commun accord; je me suis chargé d'assurer l'exécution de cette décision. Tous les arméniens devront, avant l'embarquement, remettre les armes qu'ils possèdent encore. Le commandant de notre stationnaire veillera à ce qu'il en soit ainsi;

2^o Une note collective sera adressée à la Porte pour protester contre l'inaction des autorités en présence des désordres causés par l'acte criminel de quelques arméniens.

J. DE LA BOULINIÈRE.

Note collective adressée à la Sublime Porte par les Représentants des Grandes Puissances à Constantinople.

Thérapie, le 27 août 1896.

Les événements sanglants dont la ville de Constantinople a été le théâtre dans la journée et la nuit d'hier, à la suite d'une tentative criminelle des révolutionnaires arméniens, ont mis en lumière avec la dernière évidence l'absence totale de sécurité et de mesures propres à maintenir l'ordre public dans la capitale. Alors que les troubles ont éclaté peu après midi, les premières mesures militaires n'ont été prises que vers 6 heures du soir, et encore les troupes sont-elles restées impassibles en face des excès auxquels se livraient des bandes de gens sans aveu qui, armés de gourdins et de couteaux, attaquaient et assommaient des passants absolument inoffensifs. La police, de son côté, loin d'empêcher la circulation de ces bandes, s'est associée dans plusieurs cas à leurs méfaits. Des zaptiés, des soldats armés et même des officiers ont été vus pénétrant de force dans les maisons pour y rechercher des arméniens et envahissant des établissements étrangers, dont plusieurs ont été complètement saccagés.

Les Représentants des grandes puissances croient devoir appeler l'attention la plus sérieuse de la Sublime Porte sur les conséquences d'un tel état de choses qui touche à l'anarchie. Ils exigent que des mesures immédiates soient prises pour désarmer la populace, punir les coupables et renforcer les moyens d'action de l'autorité chargée du maintien de l'ordre. En priant la Sublime Porte de vouloir bien leur faire connaître sans délai les dispositions qui auront été adoptées conformément à ces demandes, les Représentants des grandes puissances formulent, dès à présent, toutes leurs réserves au sujet des dommages subis par leurs ressortissants du fait des récents désordres et de l'absence de protection dont la responsabilité incombe aux autorités locales.

M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapie, le 28 août 1896.

Ainsi que j'ai pu le constater de mes propres yeux, la situation demeure mauvaise. Toutes les boutiques de Galata et de Péra restent fermées et, malgré certaines mesures d'ordre qui ont été prises, la panique augmente parmi les colonies européennes. Des massacres ont eu lieu à Hasskeui, à la porte d'Andrinople et sur le Bosphore à Bébek; à Thérapia, deux arméniens ont été tués par les soldats du corps de

garde. Dans le cimetière de Chichli, j'ai compté moi-même plus de 400 cadavres arméniens assommés à coups de gourdins ou tués à coups de haches ou de couteaux.

Réunis ce matin de bonne heure chez l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, nous avons adressé au Sultan un télégramme collectif.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapia, le 28 août 1896.

Les premiers drogmans français, anglais et russe, se sont rendus au palais et ont tenu le langage le plus énergique en réclamant la répression de la populace musulmane qui tue et qui pille. Le premier drogman autrichien a remis en notre nom une note collective conçue dans le même sens et par laquelle le Gouvernement impérial est rendu responsable des conséquences. Les arméniens qui s'étaient emparés de la Banque ottomane ont été embarqués après avoir été fouillés et désarmés. Remis au commandant de la *Gironde* par M. Rouet, ils seront conduits à Marseille; ils sont au nombre de dix-sept. Tewfik Pacha m'a dit que Sa Majesté, indignée des événements, avait ordonné l'arrestation de nombreux musulmans et la formation d'une Cour martiale qui fonctionnerait des demain, que des exemples éclatants seraient faits.

J'ai pris acte de ses déclarations en lui faisant observer que depuis hier nous recevions des assurances, pour le rétablissement de l'ordre, qui n'avaient pas été tenues.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 30 août 1896.

Le Sultan nous a fait porter verbalement par Tewfik Pacha la promesse du rétablissement de l'ordre.

La Sublime Porte nous a adressé, de son côté, une longue note pleine d'inexactitudes, mais qui contient des assurances sur les mesures qui ont été prises.

La situation reste cependant très inquiétante. La journée, qui s'était passée assez tranquillement, se termine ce soir par une fusillade contre plusieurs maisons de Galata.

Il y a eu de nouvelles provocations des arméniens.

Il est prouvé que ces massacres avaient été organisés et dirigés par la police. Pour en empêcher le renouvellement, l'action unanime et énergique des puissances est nécessaire.

Je ne néglige aucune protestation à la Sublime Porte et au Palais.

La Colonie française commence à s'émouvoir et à réclamer des mesures de protection. J'ai autorisé M. Gazay à réquisitionner, en cas de besoin, un paquebot français pour les réfugiés.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 30 août 1896.

Hier soir, vers six heures, les arméniens avaient lancé, d'une maison de Galata, plusieurs bombes, tuant un capitaine et blessant plusieurs soldats; la maison a été prise d'assaut par la troupe. Soixante-deux arméniens en ont été extraits. La fusillade a causé une panique à Péra et a fait reparaitre quelques groupes d'hommes armés. J'ai parcouru la ville cette nuit; ce matin le calme est rétabli.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères,
à M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople.**

Paris, le 31 août 1896.

J'approuve les dispositions que vous avez arrêtées. Je compte sur vous pour éviter qu'une panique se manifeste dans notre colonie.

G. HANOTAUX.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères,
à M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople.**

Paris, le 31 août 1896.

Dans les communications adressées par les ambassadeurs à la Porte à l'occasion des troubles arméniens, a-t-on fait mention de la nécessité d'appliquer d'urgence les réformes promises aux vilayets arméniens? Il importe de faire ressortir cette nécessité. Si des mesures sérieuses étaient prises pour l'exécution des réformes, une détente ne manquerait pas de s'ensuivre, et l'opinion européenne deviendrait moins défavorable. Les détails survenus ont permis de douter de la sincérité du Gouvernement ottoman et, tant que la confiance n'aura pas été rendue aux populations qui attendent l'exécution des promesses qu'on leur a faites, les plus graves désordres sont à craindre. Les récents événements ne l'ont que trop marqué.

G. HANOTAUX.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 31 août 1896.

Les premiers drogmans des ambassades, en portant les félicitations d'usage au Palais, ont fait la déclaration suivante :

Le premier drogman de l'ambassade de France, en se présentant au Palais impérial pour offrir les compliments d'usage du chargé d'affaires de France à l'occasion de l'avènement au Trône de Sa Majesté, est chargé d'exprimer en même temps des regrets au sujet des événements douloureux qui ont signalé la vingtième année de son règne.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères,
à M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople.**

Paris, le 2 septembre 1896.

J'approuve la série de démarches dont vous me rendez compte. Ne négligez rien pour que les ordres nécessaires soient envoyés dans les provinces, spécialement en Arménie et en Crète. Avertissez-moi lorsque vous pourrez apprendre d'une manière certaine que les promesses qui vous sont faites ont été tenues et que les ordres ont été réellement expédiés.

Il devient de plus en plus nécessaire que l'ordre soit promptement rétabli et ne soit plus troublé. Sans cela de graves complications paraissent imminentes.

J'ai vu hier Munir Bey. Je lui ai dit qu'il devenait impossible même aux amis du Sultan de le défendre; qu'il suivait, à l'encontre de nos conseils les plus pressants et en dépit de ses engagements réitérés, la politique la plus aveugle.

Deux français ont été blessés; demain notre colonie et nos protégés catholiques peuvent se trouver en danger. Le Gouvernement français ne faillira pas à son devoir de les protéger. Si le Sultan veut n'être pas abandonné par tous et éviter une catastrophe à peu près certaine, qu'il intervienne efficacement et sans retard pour réparer le mal qui a été fait. Que les réformes soient mises en pratique, que les autorités militaires et les populations musulmanes soient contenues et que le calme renaisse notamment à Constantinople. Sinon, ai-je dit à Munir, je crains fort que le présent entretien ne soit un des derniers que nous ayons.

G. HANOTAUX.

**Note verbale collective remise à la Sublime Porte
par les Représentants des Grandes Puissances.**

2 septembre 1896.

En se référant à leur Note collective du 15/27 août, les Représentants des grandes puissances croient devoir attirer l'attention de la Sublime Porte sur un côté exceptionnellement grave des désordres qui ont ensanglanté dernièrement la Capitale et ses environs. C'est la constatation par des données positives du fait que les bandes sauvages qui ont assommé les arméniens et pillé les maisons et les magasins où ils pénétraient en prétendant y chercher des agitateurs, n'étaient point des ramassis accidentels de gens fanatisés, mais présentaient tous les indices d'une organisation spéciale connue de certains agents de l'autorité, sinon dirigée par eux.

Les circonstances suivantes le prouvent :

1° Les bandes ont surgi simultanément sur différents points de la ville à la première nouvelle de l'occupation de la Banque par les révolutionnaires arméniens, avant même que la police et la force armée aient paru sur les lieux du désordre; or la Sublime Porte reconnaît que des avis étaient parvenus d'avance à la police sur les projets criminels des agitateurs;

2° Une grande partie des gens qui composaient ces bandes étaient habillés et armés de la même manière;

3° Ils étaient conduits ou accompagnés par des softas, des soldats ou

même des officiers de la police qui, non seulement assistaient impassibles à leurs excès, mais y prenaient même parfois part ;

4° On a vu quelques-uns des chefs de la sûreté publique distribuer à ces bachibouzouks des gourdins et des couteaux et leur indiquer aussi la direction à prendre pour trouver des victimes ;

5° Ils ont pu circuler librement et accomplir impunément leurs crimes sous les yeux des troupes et de leurs officiers aux environs mêmes du Palais impérial ;

6° Un des assassins, arrêté par le drogman d'une des ambassades, a déclaré que les soldats ne pouvaient pas l'arrêter ; conduit au palais de Yldiz, il a été accueilli par les gens de service comme une de leurs connaissances ;

7° Deux turcs employés par des européens qui avaient disparu pendant deux jours de massacre ont déclaré à leur retour qu'ils avaient été réquisitionnés et armés de couteaux et de gourdins pour tuer des arméniens.

Ces faits se passent de commentaires.

Les seules observations à y ajouter seraient qu'ils rappellent ceux qui ont affligé l'Anatolie, et qu'une force pareille, qui surgit sous les yeux de l'autorité et avec le concours de quelques-uns de ses agents, devient une arme extrêmement dangereuse dont le tranchant dirigé aujourd'hui contre telle ou telle nationalité du pays peut être employé demain contre les Colonies étrangères ou se retourner contre ceux-là mêmes qui en ont toléré la création.

Les Représentants des grandes puissances ne se croient pas en droit de dissimuler ces faits à leurs Gouvernements et estiment qu'il est de leur devoir de réclamer de la Sublime Porte que l'origine de cette organisation soit recherchée et que ses inspirateurs et ses principaux acteurs soient découverts et punis avec la dernière rigueur.

Ils sont prêts, de leur côté, à faciliter l'enquête qui devra être ouverte en faisant connaître tous les faits qui leur ont été rapportés par des témoins oculaires et qu'ils prendront soin de soumettre à une investigation spéciale.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à MM. les consuls de France en Turquie.**

Thérapia, le 3 septembre 1896.

Le calme paraît rétabli à Constantinople. Les magasins se rouvrent.

Rassurez la population autour de vous. La Porte m'a donné l'assurance que les gouverneurs avaient reçu des instructions les rendant responsables du maintien de l'ordre public.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapia, le 3 septembre 1896.

Mes précédentes communications ont déjà rendu compte à Votre Excellence des faits dont la Banque ottomane a été le théâtre, le 26 août et des troubles qui ont, de nouveau, ensanglanté Constantinople.

Aujourd'hui, la lumière se fait sur ces incidents dont les détails commencent à être mieux connus.

Les organisateurs de cet audacieux coup de main avaient averti dès la veille les différentes ambassades qu'en présence de l'abandon dont la nation arménienne avait été l'objet de la part des puissances, il fallait s'attendre à des événements graves. Réduite au plus extrême désespoir, elle n'hésiterait devant aucun moyen pour faire sortir l'Europe de son inaction.

Nul ne se doutait que quelques heures à peine après l'envoi de cette lettre, les révolutionnaires arméniens passeraient à l'exécution de leurs menaces.

Leur plan, si le manque d'esprit de suite habituel aux arméniens n'en avait empêché la réalisation, était assez habilement conduit. D'après les déclarations faites par les chefs de la bande pendant leur internement à bord du yacht de Sir Edgar Vincent, l'attaque devait partir simultanément de plusieurs points de la ville. Tandis qu'un groupe envahissait la Banque, deux autres cherchaient à faire sauter la Sublime Porte et à soulever le quartier de Psamatia dans le Stamboul; un troisième s'installait « respectueusement », selon leur expression, au Crédit Lyonnais à la tête du pont qui relie Galata à Stamboul et, de là, faisait pleuvoir bombes et projectiles sur le vaste corps de garde situé en face.

Une quatrième bande occupait le poste de Voïvoda qui commande la montée de Galata à Péra; enfin une cinquième attaquait le grand corps de garde de Galata-Séraï situé au centre même de Péra. Intimider la finance, qu'ils croient puissante sur les décisions des Gouvernements, terrifier la population européenne par l'emploi des bombes et de la dynamite, impressionner les ambassades en s'installant au centre de Péra et révéler en même temps au Sultan une puissance d'organisation secrète inconnue jusqu'ici, tel était le programme. Votre Excellence sait comment il a échoué. Il semble que le coup ne devait être exécuté que le jour de la fête du Sultan, 31 août. La fièvre et l'impatience naturelles aux conspirateurs et qui précipitent souvent leurs actes avant l'heure déterminée ont, sans doute cette fois encore, agi sur les nerfs tendus des affiliés du complot et la détente s'est opérée, semble-t-il, à contre temps. La Sublime Porte n'a pas été attaquée, le Crédit Lyonnais n'a pas été inquiété et, si des bombes ont éclaté autour des postes de Voïvoda et Galata-Séraï, l'affaire, sur ces deux points, a manqué d'ensemble et de promptitude.

Quoi qu'il en soit, comme toujours en Turquie, un dénonciateur s'est trouvé pour éventer le complot. Le mardi dans la matinée, le Ministre de la police était informé qu'un coup de main se préparait dans le quartier de Psamatia.

On révélait à Nazim Pacha l'existence d'une fabrique clandestine de bombes installée dans les locaux, déserts pendant les vacances des élèves, de l'Ecole de filles de Soulon-Monastir. La vieille construction en pierre abritait depuis quelque temps derrière ses murs une bande d'ouvriers de toutes sortes occupés à la fabrication des engins et la présence de trois institutrices arméniennes demeurées dans l'établissement masquait cette sinistre besogne aux yeux de la police.

Celle-ci une fois prévenue, un détachement de troupes fut envoyé sur les lieux; le bâtiment fut cerné et sommation fut faite aux arméniens qui

l'occupaient d'avoir à se rendre. Ceux-ci refusèrent et répondirent par une fusillade nourrie. La troupe riposta et après une lutte assez vive à laquelle les trois femmes prirent part, les arméniens se rendirent. Ils furent massacrés sur place; deux des institutrices furent arrêtées; la troisième, une toute jeune fille, parvint à se sauver et à s'embarquer pour l'Europe.

La terreur se répandit bien vite dans tout le quartier, et jusqu'au matin, la population arménienne affolée fit évacuer les femmes et les enfants sur la côte d'Asie.

Il était environ une heure et demie de l'après-midi quand les vingt-cinq arméniens désignés pour occuper la Banque ottomane se trouvèrent réunis sans bruit aux alentours de l'édifice.

Deux d'entre eux se présentèrent tout d'abord isolément aux guichets intérieurs. Après y avoir changé de la monnaie, ils ressortirent et, ayant constaté que l'entrée était facile, sur un signe, ils rassemblèrent quelques-uns des leurs et suivis à quelques pas du reste du groupe subitement rassemblé, tirèrent leurs revolvers de leurs poches et tuèrent à bout portant les sentinelles de garde. Puis ils envahirent le grand hall central, déchargeant à profusion leurs armes, tandis que dans la rue éclataient des bombes. L'émoi fut grand parmi les employés de la Banque; dans le désordre, le Directeur général de la Banque se retira aussitôt dans le local de la régie des tabacs qui communique avec celui de la Banque. Les émeutiers avaient harricadé les portes de la Banque, en interdisant l'entrée et la sortie. M. Auboyneau, directeur général adjoint qui se trouvait dans son bureau, s'aboucha immédiatement avec les deux chefs de la bande, hommes tout jeunes encore et parlant couramment le français. La situation était périlleuse pour les cent vingt employés qui demeureraient entre les mains des insurgés. Avec un sang-froid auquel tous les employés de la Banque rendent hommage, M. Auboyneau chercha à persuader à ces bandits de quitter les locaux de la Banque. Ceux-ci s'y refusèrent : « Nous ne vous en voulons nullement, dirent-ils, et vous n'avez rien à craindre de nous. Nous ne voulons toucher ni à votre argent ni à vos dépôts. Nous voulons seulement faire une manifestation et dicter d'ici nos conditions ».

Après une longue discussion, ils consentirent à laisser M. Auboyneau quitter la Banque et se rendre au Palais pour faire part au Sultan des conditions que les émeutiers mettaient à évacuer la Banque. On ne pouvait, en effet, songer à les déloger par la force et à faire donner la troupe. C'eût été le signal du massacre de tous les employés et M. Auboyneau mérite d'être félicité pour l'énergie avec laquelle il a poursuivi, en face des arméniens et du Sultan, le salut de son personnel et des caisses de la Banque.

La situation devenait de plus en plus critique, dans le reste de la ville; en effet, les troupes étaient tout à fait insuffisantes, le Sultan n'ayant pas consenti à distraire, pour maintenir l'ordre, un seul homme des trente bataillons casernés autour de Yldiz.

De toute part, à Galata, éclataient des coups de feu répondant à des bombes. Dès les premiers instants, une bande d'assommeurs partie des bas-fonds de Stamboul s'était précipitée dans les quartiers chrétiens. Une véritable chasse à l'arménien s'organisait; ceux qui avaient l'imprudence de se montrer ou de sortir pour fuir dans des lieux plus sûrs

étaient immédiatement tués à coups de gourdins, de barres de fer ou de poignards. Les magasins arméniens étaient pillés et saccagés, leurs propriétaires égorgés et la populace se ruait sur les maisons où l'on croyait trouver des arméniens, enfonçant les portes, brisant les fenêtres. Dans les camps voisins de la Banque et des nouveaux quais, nombre de bureaux de banquiers, de gens d'affaires, d'avocats étaient saccagés de fond en comble par la populace musulmane, avide de pillage et du sang des « hammals » arméniens, gardiens habituels des locaux de Galata.

Pendant toute la soirée, sur tous les points de la ville, à Galata, à Perchembé-Bazar, à Tophané, à Bechiktache, le bas même de la colline de Yldiz, à Kassim-Pacha, près de l'ambassade d'Angleterre, les mêmes scènes se sont reproduites. Quelques bombes ayant éclaté dans ces différents quartiers, des hordes sauvages se précipitaient sur toutes les maisons arméniennes et faisaient une véritable boucherie de leurs habitants.

Deux des secrétaires de l'ambassade, qui se trouvaient dans le haut de Péra au moment où la Banque était envahie et qui étaient aussitôt descendus à Galata pour s'informer des événements, ont été témoins de l'acharnement des assassins. Armés de leurs gourdins ensanglantés, les mains et les vêtements rougis, ceux-ci ne faisaient quartier à aucun arménien, les assommant froidement et s'acharnant sur des cadavres. Des officiers connus de nous encourageaient le meurtre et le pillage des magasins et pas plus la troupe que la police ne songeaient à arrêter ces scènes de sauvagerie.

Nous nous sommes trouvés de nouveau en présence du système inauguré lors des massacres du 30 septembre 1895 : déchaîner la lie de la populace, et s'en faire, après les troupes, un rempart et un appui, en laissant libre cours à ses passions fanatiques et sanguinaires.

Je ne pourrais citer à Votre Excellence la série interminable des faits qui prouvent jusqu'à l'évidence que c'est le Sultan lui-même qui arme les bras de ces assommeurs et leur enjoint de courir sus à tout ce qui est arménien. Il est avéré que la police avait averti d'avance toute cette canaille, distribuant les gourdins, indiquant les bons endroits, et c'est presque ouvertement que les turcs avouent la « nécessité » où ils se sont trouvés de déchaîner cette effroyable police irrégulière, du moment que le Sultan retenait auprès de sa personne toute la garnison de Constantinople.

Là était le plus grave danger de la situation, et on ne pouvait sans frémir songer aux excès d'une populace maîtresse de la ville, tandis que la police se bornait à compter les coups et à enlever les cadavres.

Pendant ce temps-là, M. Auboyneau, après avoir obtenu l'assurance que la troupe ne tenterait rien pour délivrer la Banque jusqu'à son retour du Palais, se rendait à Yldiz et y apportait les détails encore inconnus sur les événements de la Banque. Il eut quelque peine à fixer l'attention du Grand-Vizir sur la nécessité de prendre les mesures propres à assurer la sécurité de la Banque et de ses employés. Halil Rifaat Pacha paraissait se désintéresser du sort du grand établissement et plutôt désireux de laisser les choses en venir à un point qui justifiait les excès de colère des musulmans contre les arméniens.

M. Auboyneau dut représenter énergiquement au Palais la nécessité de se placer à un point de vue plus sérieux.

Mais le Sultan ne voulait pas entendre parler des concessions politiques qu'exigeait le Comité révolutionnaire arménien.

Après une longue discussion à laquelle prirent part Sir Edgar Vincent et M. Maximow, premier drogman de l'ambassade de Russie, qui se trouvait à cette heure au Palais, le Sultan consentit à accorder la vie sauve aux vingt cinq arméniens envahisseurs de la Banque. Aucune force ne serait employée contre eux. Ils sortiraient de la Banque sous la sauvegarde de la police et des délégués de la Banque et seraient transportés à bord du yacht de Sir Edgar Vincent, en attendant d'être embarqués sur le premier paquebot en partance pour l'Europe. Il ne fut pas facile de faire accepter cette solution par les arméniens. Ils s'y refusèrent pendant plusieurs heures et M. Auboyneau se loue grandement de l'assistance que lui a prêtée l'habile éloquence de M. Maximow. Enfin, à trois heures et demie du matin, les insurgés acceptaient les conditions qui leur étaient faites, évacuaient la Banque, rendant ainsi la liberté aux cent vingt employés retenus depuis quatorze heures dans de cruelles angoisses.

A la suite d'une réunion tenue chez le baron de Calice, les Représentants des grandes puissances consentirent à donner leur assistance à l'exécution de l'arrangement.

Cependant l'état de la ville demeurait assez inquiétant; avant même que le doyen du Corps diplomatique eût pu réunir ses collègues, j'avais, dès la soirée du 26, adressé un télégramme à Tewfik Pacha. Le Ministre des affaires étrangères se bornait à me répondre dans la nuit que le Gouvernement avait fait son devoir et ne pouvait être rendu « responsable des méfaits commis par des agitateurs arméniens ».

Le lendemain matin, 27 août, les Représentants des grandes puissances se réunissaient chez le baron de Calice et s'entendaient sur les termes d'une Note collective dont copie est ci jointe. Tandis que le premier drogman d'Autriche-Hongrie la remettait à la Porte, ceux de France, de Russie et d'Angleterre se rendaient au Palais, y faisaient les représentations les plus sévères et réclamaient la répression immédiate des excès, librement commis sous l'œil complaisant de la police, par la populace musulmane.

Comme je revenais de Péra, où j'avais pu constater qu'aucune mesure efficace n'avait encore été prise, Tewfik Pacha m'attendait à l'ambassade à Thérapia; je dus me montrer un peu incrédule sur les assurances qu'il m'apportait et, fort des impressions personnelles que je rapportais de la ville, je lui fis remarquer que depuis la veille on nous manquait de parole et qu'il était temps de mettre un terme à cette organisation officielle du pillage et du massacre.

Dans les autres ambassades, où le Ministre des affaires étrangères se présenta également, les impressions étaient les mêmes et, chez le baron de Calice, le lendemain matin 28, M. de Nelidow proposa d'adresser directement au Sultan un télégramme de remontrances sévères. Les circonstances paraissaient si graves que l'emploi d'un moyen si peu conforme au protocole fut approuvé à l'unanimité. Votre Excellence trouvera également ci joint le texte de ce télégramme.

Les excès de la populace musulmane gagnaient, en effet, les villages du Bosphore. A Bebek, à Roumélie-Hissar, à Candili où résident, au milieu des turcs, un nombre considérable de chrétiens et d'européens,

la chasse à l'arménien, se poursuivait systématiquement et plusieurs maisons étaient pillées. Les chrétiens fuyaient en masse et venaient s'entasser dans les hôtels et les maisons de Thérapia et de Buyuk-Déré, sous la protection des ambassades.

Dans cet intervalle, je me rendis de nouveau à Péra, afin de veiller avec M. Gazay aux mesures à prendre au cas où la situation s'aggraverait.

Je parcourus la ville, visitant plusieurs de nos établissements, et rassurant de mon mieux les membres de notre colonie. Je constatai que le nombre des gens armés de gourdins avait diminué. Mais le spectacle de la ville était bien propre à augmenter la panique croissante dans Péra; on savait qu'un massacre général des arméniens avait eu lieu à Hass-keui, quartier de la Corne d'Or, habité en majorité par des juifs qui, pour racheter à bon compte les objets volés par les musulmans, guidaient ceux-ci dans leur triste besogne. On voyait passer tout le long de la rue de Péra et du faubourg de Pancaldi de longues files de tombeaux où se trouvaient entassés pêle-mêle les cadavres. J'ai vu à notre hôpital où je me rendis, après avoir compté plus de 400 cadavres, affreusement mutilés au cimetière arménien de Chichli, trois blessés qui avaient été transportés avec les morts dans ces charrettes et qui, pour sauver leur vie, avaient fait le mort en cette épouvantable compagnie jusqu'au moment où ils avaient été déchargés comme des tas de pierres à l'intérieur du cimetière.

De leur côté, les arméniens semblaient vouloir continuer leurs provocations et je reçus d'eux, dans l'après-midi du 28, une lettre peu rassurante, au milieu des événements actuels. C'était une nouvelle preuve de l'exaspération des arméniens contre l'Europe et peu après que cette lettre m'eut été remise, comme plusieurs bombes éclataient de nouveau dans la ville, je pus craindre de voir recommencer les scènes affreuses de la veille.

C'était à ce moment-là seulement qu'arrivaient d'Andrinople les deux seuls bataillons des troupes régulières qui avaient été chargés, avec les postes disséminés dans la ville, du rétablissement de l'ordre!

Le soir de ce même jour, Tewfik Pacha se présentait chez le doyen du Corps diplomatique et lui remettait une Note, également ci-annexée en copie, par laquelle la Sublime Porte cherche à établir que toutes les mesures nécessaires ont été prises et que les observations des puissances ne sont pas justifiées.

De l'organisation de la populace armée il est à peine question. Aussi les Représentants des puissances, en accusant réception, de cette communication, ont-ils cru devoir insister de nouveau hier, 2 septembre, sur ce point spécial.

Tewfik Pacha était, en outre, chargé d'apporter la réponse du Sultan au télégramme direct des ambassades.

Sa Majesté en avait été très affectée; jamais, au cours de son règne, Elle n'avait été ainsi directement interpellée par les Représentants des grandes puissances. Elle pensait donc qu'il devait s'être passé des faits qu'Elle ignorait et qui avaient amené ce changement dans l'attitude des ambassades, et Elle chargeait son ministre des affaires étrangères de venir s'enquérir de ces faits auprès du doyen du Corps diplomatique.

L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie répondit à Tewfik Pacha que

Sa Majesté ne devait, pas plus que personne, douter des sentiments amicaux des Représentants des puissances, qui venaient, dans les affaires de Crète, de Lui en donner un nouveau témoignage, mais qu'en effet il y avait quelque chose de changé; des faits inouïs venaient de se passer à Constantinople même; la Turquie ne pouvait plus désormais compter sur l'incrédulité qui, l'an dernier, avait en Europe accueilli les nouvelles des massacres d'Anatolie. Aujourd'hui, les ambassadeurs, les membres de leurs missions, les étrangers avaient, de leurs propres yeux, constaté à Constantinople même des faits semblables à ceux que le Gouvernement ottoman avait niés l'an dernier et auxquels en Europe on avait eu peine à croire pendant longtemps. Il n'était pas douteux à présent qu'en Europe on ne fût désormais convaincu que la Turquie ne se trouvait plus apte à maintenir dans l'Empire un gouvernement normal, capable de punir les coupables, de protéger les innocents sans distinction de race ni de religion. On y saurait à l'avenir que le Sultan, voulant s'appuyer sur les musulmans seuls, et laissant un libre cours à leurs passions, livrait de propos délibéré ses peuples chrétiens à l'oppression et aux plus cruelles persécutions, sans leur laisser espoir d'obtenir justice.

Là était le véritable danger pour l'Empire ottoman, car plus cette impression s'enracinerait dans une Europe qui, jusqu'ici, n'osait pas croire à ces choses, plus les Gouvernements seraient forcés de se demander où était le remède.

Le langage du doyen du Corps diplomatique était bien de circonstance, car la journée du lendemain 29 demeurait encore très troublée. Des khans voisins des quais et remplis d'arméniens réfugiés étaient attaqués par la police et la troupe, et la fusillade s'étendait de tous côtés.

Quelques bombes ayant éclaté encore, la Porte nous faisait part de son désir d'opérer des perquisitions dans les maisons étrangères. Du reste, il n'était pas question de perquisitionner des français et jamais aucun de nos nationaux n'a été soupçonné de faire partie de Comités révolutionnaires.

Pendant les journées du 30 et du 31, la panique augmentait parmi les étrangers et, bien que la Colonie française fût calme, le trouble pouvait la gagner aussi.

Le bruit s'était accrédité partout que la journée du 31, jour anniversaire de la fête du Sultan, les arméniens se livreraient à de nouvelles provocations, suivies des inevitables représailles de la populace musulmane.

Je fis dire aux membres de la Colonie, par M. Gazay et par le premier député de la Nation, de ne pas sortir de chez eux ce soir-là et de s'abstenir d'illuminer.

Je passai moi-même la journée à Péra, laissant en ville un des secrétaires de l'ambassade jusqu'au milieu de la nuit, afin de parer à toute éventualité.

La ville demeura absolument déserte; seules les patrouilles la sillonnaient à la lueur d'illuminations plus lugubres que l'obscurité. Nous nous sommes d'ailleurs abstenus de toute illumination dans les ambassades.

Aujourd'hui le calme paraît revenu, mais pour combien de temps?

En parlant à Votre Excellence de plus de 6,000 victimes, j'ai la con-

science de demeurer fort au-dessous de la réalité. 4,500 inhumations ont été faites dans le cimetière arménien.

D'après l'aveu d'un haut fonctionnaire de la police, 750 arméniens ont été tués dans la prison de Galata-Séraï, en pleine rue de Péra, et nombre de cadavres ont été chargés sur des mahones et jetés à la mer.

Je remercie vivement Votre Excellence du prompt envoi du *Léger*; sa présence fait le meilleur effet. Je conserve la *Flèche* à Thérapia et le commandant du *Léger* demeure à Constantinople, où son équipage assure la garde de l'ambassade, les cavas étant en nombre insuffisant et constamment en service dehors.

PREMIÈRE ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 3 SEPTEMBRE 1896.

Note collective à la Sublime Porte, présentée le 27 août 1896 par le premier drogman de l'ambassade d'Autriche-Hongrie au nom des Représentants des Grandes Puissances.

Les événements sanglants dont la ville de Constantinople a été le théâtre dans la journée et la nuit d'hier, à la suite d'une tentative criminelle des révolutionnaires arméniens, ont mis en lumière avec la dernière évidence l'absence totale de sécurité et de mesures propres à maintenir l'ordre public dans la capitale. Alors que les troubles ont éclaté peu après midi, les premières mesures militaires n'ont été prises que vers 6 heures du soir et encore les troupes sont-elles restées impassibles en face des excès auxquels se livraient des bandes de gens sans aveu qui, armés de gourdins et de couteaux, attaquaient et assommaient des passants absolument inoffensifs.

La police, de son côté, loin d'empêcher la circulation de ces bandes, s'est associée dans plusieurs cas à leurs méfaits. Les zapliés, des soldats armés et même des officiers ont été vus pénétrant de force dans les maisons pour y chercher des arméniens et envahissant des établissements étrangers dont plusieurs ont été complètement saccagés.

Les Représentants des grandes Puissances croient devoir appeler l'attention la plus sérieuse de la Sublime Porte sur les conséquences d'un tel état de choses qui touche à l'anarchie. Ils exigent que des mesures immédiates soient prises pour désarmer la populace, punir les coupables et renforcer les moyens d'action de l'autorité chargée du maintien de l'ordre. En priant la Sublime Porte de vouloir bien leur faire connaître sans délai les dispositions qui auront été adoptées conformément à ces demandes, les Représentants des grandes Puissances formulent dès à présent toutes leurs réserves au sujet des dommages subis par leurs ressortissants du fait des récents désordres et de l'absence de protection dont la responsabilité incombe aux autorités locales.

DEUXIÈME ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 3 SEPTEMBRE 1896.

Télégramme adressé le 28 août 1896, à midi, par les Représentants des Grandes Puissances, à S. M. I. le Sultan au Palais de Yildiz.

Les Représentants des grandes Puissances, réunis pour conférer sur la situation, se croient en devoir de signaler à l'attention la plus sérieuse de Sa Majesté Impériale les nouvelles graves qui leur parviennent au sujet de la continuation des désordres dans la capitale et dans ses environs.

Des bandes de gens armés ne cessent de poursuivre et de tuer impunément les arméniens, et, non contents de les exterminer dans les rues, entrent dans les maisons, même dans celles occupées par les étrangers pour se saisir de

leurs victimes et les massacrer. Des faits pareils se sont passés sous les yeux de quelques-uns des Représentants eux-mêmes et de plusieurs des membres de leurs ambassades.

Outre la ville, de telles horreurs ont eu lieu encore cette nuit dans plusieurs villages du Bosphore, tels que Bèbek, Roumèlie-Hissar, Candili et autres.

En présence de faits semblables, les Représentants des grandes Puissances s'adressent au nom de leurs Gouvernements, directement à la personne de Votre Majesté comme chef de l'Etat, pour lui demander instamment de donner sans délai des ordres précis et catégoriques propres à mettre fin immédiatement à cet état de choses inouï qui est de nature à amener pour son Empire les conséquences les plus désastreuses.

Signé : Baron CALICE, NÉLIDOW, baron SAURMA, J. DE LA BOULINIÈRE, HERBERT.

TROISIÈME ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 3 SEPTEMBRE

Note de la Sublime Porte à MM. les Représentants des Grandes Puissances.

Le 28 août 1896.

En ayant l'honneur d'accuser réception de la Note collective que MM. les Représentants des grandes Puissances lui ont remise à la date d'hier, la Sublime Porte est bien aise de constater en premier lieu que Leurs Excellences reconnaissent officiellement que les événements sanglants dont la ville de Constantinople a été le théâtre dans la journée et la nuit de mercredi, 26 courant, étaient dus à une tentative criminelle des révolutionnaires arméniens.

Comme cependant il est dit dans cette communication que l'application des mesures militaires a subi des lenteurs, que les troupes étaient restées impassibles en face des excès commis par des bandes de gens sans aveu et que la police, loin d'empêcher la circulation de ces bandes, s'est associée dans plusieurs cas à leurs méfaits, la Sublime Porte croit devoir fournir à Leurs Excellences les Représentants des grandes Puissances des explications propres à leur démontrer que l'attitude des autorités impériales en cette circonstance a été aussi ferme et aussi correcte que possible.

Sur l'avis parvenu aux autorités de la police que des projets séditions étaient tramés par les agitateurs arméniens, les troupes et les agents de police chargés du maintien de l'ordre dans la ville avaient été renforcés et des mesures avaient été prises pour assurer la sécurité sur les principaux points de la capitale.

L'assertion comme quoi aucune mesure propre à maintenir l'ordre public n'avait été adoptée se trouve infirmée par le fait même que des soldats, des gendarmes et des agents de police, postés par mesure de précaution aux environs de la Banque ottomane, où précisément les anarchistes arméniens ont commencé à se porter à leurs criminelles agressions, ont été les premières victimes de leurs attentats.

Comme tout le monde a pu le constater, le Gouvernement impérial n'a cessé, depuis les incidents de l'année dernière, d'user de la plus grande vigilance pour assurer le maintien de la sécurité et de l'ordre publics en faisant circuler sans interruption des détachements de troupes à pied et à cheval, tant à Stamboul qu'à Péra et à Galata.

Les auteurs de désordres, dont une partie s'était enfermée dans le local de la Banque, perpétrèrent aussi toutes sortes de méfaits sur différents points de Galata et de Péra ainsi qu'à Psamatia et dans d'autres quartiers de la ville, en se barricadant dans les maisons du haut desquelles ils faisaient pleuvoir des coups de feu et des bombes, tuant et blessant non seulement des passants et des soldats, mais aussi des femmes et des enfants.

Le nombre des soldats et des agents de l'autorité tués ou blessés ainsi par

les agitateurs est considérable. Plus d'une trentaine ont été déjà transportés à l'hôpital militaire de Gumusch-Sou et beaucoup d'autres distribués dans les différents établissements hospitaliers de la capitale pour y être soignés. Les autorités impériales sont en train d'en faire dresser une liste qui sera remise à MM. les Représentants des Puissances pour leur édification.

Ces provocations ayant naturellement produit une grande surexcitation parmi la population musulmane, des dispositions immédiates furent prises pour ramener le calme dans les esprits et mettre un terme aux désordres. Des instructions catégoriques furent données aux commandants militaires et aux autorités de la police leur enjoignant, entre autres, de sommer les meneurs barricadés dans les maisons et dans les divers établissements à rentrer dans l'obéissance et, dans le cas où ils refuseraient de se rendre et feraient usage de leurs armes, de leur riposter ainsi que cela se pratique partout, de protéger et de mettre à l'abri de toute atteinte la vie et les biens des habitants paisibles et des étrangers; d'empêcher qu'aucun individu, à quelque classe ou religion qu'il appartint, empiétât sur les devoirs incombant à l'autorité, enfin d'arrêter et de livrer à la justice tous ceux qui contreviendraient à cette mesure.

Le Gouvernement impérial ne s'est pas borné à donner ces ordres, mais il veille scrupuleusement à leur observation.

Le maréchal Chakir Pacha, chef de la Maison militaire de S. M. I. le Sultan, fut envoyé sur les lieux pour activer les efforts déployés par les troupes afin de réprimer au plus tôt les désordres provoqués par les anarchistes qui, retranchés dans les maisons, ne cessaient de faire tomber sur tous ceux qui se trouvaient à leur portée une grêle de balles et de bombes. Le Ministre de l'intérieur, de son côté, parcourait en personne les rues pour rassurer la population effrayée et surveiller l'application des mesures adoptées par l'autorité pour déloger les insurgés des bâtiments où ils s'étaient retranchés et pour mettre les vagabonds et gens sans aveu dans l'impossibilité de nuire, en leur enlevant les gourdins et les couteaux qu'on trouvait entre leurs mains. Néanmoins, comme il n'était pas possible à la force armée, quel que fût son chiffre, d'occuper tous les points et passages où les meneurs s'étaient barricadés, les endroits qui étaient restés en dehors de la surveillance des troupes ayant été malheureusement le théâtre de faits regrettables, de nouveaux ordres furent donnés pour l'arrestation et la punition des coupables sans distinction. Quant au passage de la Note précitée se rapportant à l'attitude des zaptiés et soldats armés qui, sous prétexte de rechercher des Arméniens, auraient pénétré de force dans les maisons et établissements étrangers, il y a lieu de faire observer qu'en un pareil moment de troubles, l'inviolabilité du domicile serait provisoirement suspendue dans n'importe quel pays pour permettre la poursuite et l'arrestation des coupables. Du reste, il est établi qu'en entrant ainsi dans des maisons et établissements, le but des soldats et des agents de police n'était point d'y rechercher des arméniens, mais bien, comme il été dit plus haut, de mettre la main sur les agitateurs qui, de l'intérieur de ces locaux, fomentaient des désordres en tuant les passants au moyen de bombes jetées et de coups de feu tirés par les fenêtres. Aujourd'hui encore au moment où la troupe revenant du Selamlik passait devant Galata-Sérai, une bombe a été jetée du haut d'une maison sise sur le parcours, mais bien que l'engin ait fait explosion, il n'y a eu heureusement aucune victime. Deux arméniens réfugiés au troisième étage de ladite maison ont été arrêtés et livrés à la justice.

En outre une perquisition opérée à l'école des filles de Psamatia a amené la découverte dans l'armoire de la maîtresse d'école Aghanvi, de trente-six bombes, de sept capsules, de quatre boîtes de cartouches de revolver et d'un paquet de capsules de dynamite.

Cependant, grâce aux mesures adoptées, les désordres ont été partout réprimés et l'autorité s'occupe actuellement à assurer l'avenir en mettant les agitateurs dans l'impossibilité de se livrer à de nouveaux actes sanglants qui

ont compromis la sécurité de la capitale, porté atteinte aux intérêts des commerçants étrangers et indigènes et contrecarré les vues pacifiques de l'Europe.

Pour ne pas prolonger la détention préventive des musulmans et des arméniens arrêtés lors de ces incidents, il a été institué un Tribunal extraordinaire composé de hauts fonctionnaires judiciaires tant musulmans que chrétiens avec mission de procéder avec la plus grande célérité à l'instruction de leurs cas; ceux d'entre eux qui seraient reconnus coupables seront déférés aux Tribunaux et ceux dont l'innocence serait démontrée, remis aussitôt en liberté. Un ordre impérial enjoint en outre au Département de la Justice de hâter le jugement des procès déférés aux Tribunaux criminels.

En ayant l'honneur de porter ce qui précède à la connaissance de MM. les Représentants des grandes Puissances, la Sublime Porte aime à espérer que Leurs Excellences voudront bien reconnaître, dans leur appréciation éclairée, que les dispositions susvisées sont une preuve de la sincérité de ses intentions et de son désir d'appliquer strictement les lois.

La véritable cause de l'extension de la panique doit être recherchée dans les rumeurs alarmantes répandues par ceux qui, effrayés à la vue des rassemblements provoqués par le bruit de détonations et de certains individus à mine suspecte, sont naturellement portés à exagérer les faits.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople.

Paris, le 3 septembre 1896.

J'ai besoin de savoir de la façon la plus précise à quoi nous sommes tenus vis-à-vis des arméniens embarqués sur la *Gironde*.

Leur liberté individuelle doit-elle être respectée? Devons nous refuser aux autorités consulaires ottomanes les renseignements qu'elles nous demandent en vue de pouvoir les identifier ultérieurement?

G. HANOTAUX.

M de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 4 septembre 1896.

Les engagements pris vis-à-vis des dix-sept arméniens embarqués sur la *Gironde* sont les suivants :

1° La vie sauve; 2° l'embarquement sur un navire étranger pour un pays étranger. Le respect de leur liberté individuelle est compris dans ces engagements; mais le droit des autorités françaises de les expulser, si elles le jugent convenable, est intact.

L'intervention des autorités consulaires ottomanes ne serait pas, à mon avis, justifiée.

De nombreux arméniens s'embarquent d'ailleurs pour l'étranger, soit par crainte, soit parce que les maisons étrangères qui les occupaient veulent se débarrasser d'eux en ce moment où tout arménien est suspect aux gens de la police; aucun de ceux-là n'est compromis dans les menées révolutionnaires, ni l'objet de poursuites judiciaires. Ils sont inoffensifs et leur sort est digne de pitié.

J. DE LA BOULINIÈRE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Barthou, ministre de l'intérieur.

Paris, le 5 septembre 1896.

Notre chargé d'affaires à Constantinople me signale que, sur différents points de l'Empire ottoman, de nombreux arméniens s'embarquent pour l'étranger, soit par crainte, soit parce que les maisons étrangères qui les occupaient veulent se débarrasser d'eux, en ce moment où tout ce qui est arménien est suspect à la police turque. Aucun de ces individus n'est compromis dans les menées révolutionnaires, ni l'objet de poursuites judiciaires.

Dans ces conditions, j'estime qu'il y a lieu d'accorder un traitement différent aux révolutionnaires amenés par la *Gironde* et aux simples fugitifs. Ces derniers peuvent être admis à profiter, s'ils le désirent, de notre hospitalité, moyennant qu'ils ne troublent pas la paix publique. Il peut être d'ailleurs utile d'exercer sur eux discrètement une certaine surveillance en raison des derniers événements.

Quant aux autres, ils devront être internés provisoirement ainsi qu'il a été convenu entre nos deux Départements. J'attacherais d'ailleurs du prix, au cas où ils exprimeraient le désir de quitter la France, à en être informé sans retard.

G. HANOTAUX.

M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 6 septembre 1896.

J'ai chargé M. de Margerie de visiter les quartiers les plus éprouvés par les massacres : Kas-im Pacha, Hasskeui et Psammattia. Il s'y est rendu aujourd'hui, accompagné d'un drogman de l'ambassade.

Je tiens à vous signaler, dès à présent, l'état dans lequel il a trouvé Hasskeui, où il y avait 800 maisons arméniennes renfermant, avant les événements, environ 4.000 habitants : il n'y a pas 10 maisons qui n'aient été saccagées de fond en comble ; 550 hommes ont été tués, les autres ont disparu.

Il ne reste au milieu des décombres que des femmes à moitié folles et des enfants. La misère est déjà très grande. Je serais très reconnaissant à Votre Excellence de me faire parvenir des secours en argent ou en nature, pour soulager les nombreuses misères accumulées là et dans les autres quartiers arméniens.

J'ai fait moi-même, soit pendant les journées sanglantes que nous venons de traverser, soit les jours suivants, des visites à nos établissements français de Constantinople, de Cadikeuy et du Bosphore. Je tenais à leur apporter, en même temps que des encouragements et des paroles rassurantes, le témoignage de la sollicitude du Gouvernement de la République et une marque de la vigilance avec laquelle l'ambassade veille à leur sécurité.

J'ai pu constater partout un grand esprit de charité et de dévouement dominant tous les autres sentiments. Des réfugiés en assez grand nombre, après avoir reçu sous notre pavillon un abri sûr, trouvent encore, grâce à notre protection momentanée, des garanties pour l'avenir.

Je suis heureux de signaler à Votre Excellence la bonne attitude de la

Colonie française, et le dévouement de nos religieux dont les établissements ont servi de refuge à bien des malheureux.

Conformément à vos instructions, j'ai signalé au Gouvernement ottoman la lourde responsabilité qui retombe sur lui par suite de sa négligence, et j'ai insisté pour la prompte exécution du plan de réformes.

J. DE LA BOULINIÈRE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople.

Paris, le 7 septembre 1896.

J'approuve les dispositions que vous venez de prendre. Procédez d'urgence à la répartition de secours. Je serais heureux que les premiers vinssent de nous. Je vous alloue à cet effet un crédit de 10.000 francs.

G. HANOTAUX.

M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 8 septembre 1896.

Je remercie Votre Excellence d'avoir bien voulu mettre 10,000 francs à ma disposition.

J'ai fait faire aujourd'hui une première distribution de vêtements, de vivres et d'argent aux malheureux survivants d'Haskeui.

C'est la première distribution effectuée sans aucun empêchement de la part des autorités turques, qui jusqu'à présent n'avaient laissé donner que du pain.

Elle a été faite au nom du Gouvernement français, par M^{me} de la Boulinière assistée de M^{me} Rouet, de M. de Margerie et de M. Bay.

La population qui est accourue était encore sous l'impression de la terreur et répondait par des pleurs aux marques de pitié qu'elle recevait.

J. DE LA BOULINIÈRE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople.

Paris, le 10 septembre 1896.

J'ai eu avec lord Dufferin, à ma réception diplomatique du mercredi 2 septembre, une conversation au cours de laquelle le Représentant de la Reine, après m'avoir indiqué que, selon son opinion, le déplacement de la flotte anglaise dans la Méditerranée faisait partie de manœuvres navales habituelles, m'a entretenu de la situation créée en Orient par les derniers événements. Lord Dufferin ne m'a pas caché que lord Salisbury ne considérerait pas l'avenir sans de grandes appréhensions.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. de la Boulinière, chargé d'affaires de la République française à Constantinople.

Paris, le 12 septembre 1896.

Je prie le Ministre de la marine d'envoyer un cuirassé et un aviso dans le voisinage des Dardanelles, à Mételin par exemple.

G. HANOTAUX.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 16 septembre 1896.

J'ai pu causer aujourd'hui avec le premier Ministre. Lord Salisbury se tient dans une position expectante tout en constatant le mouvement d'opinion qui se prononce de plus en plus en Angleterre contre le déplorable état de choses qui règne dans l'Empire ottoman. Il se rend compte qu'il est difficile aux puissances d'introduire un régime nouveau dans ces provinces gouvernées aujourd'hui par les turcs; mais il croit que leur action pourrait être utile si elles s'unissaient pour déclarer au Sultan que la continuation de la mauvaise administration de son Empire impliquerait pour lui-même la perte de son trône.

Lord Salisbury m'a demandé si nous aurions l'intention de faire entrer un de nos vaisseaux de guerre dans le Bosphore au cas d'une attaque dirigée contre notre ambassade. J'ai répondu que j'espérais bien que la présence de nos stationnaires, le sang-froid des officiers et la contenance des équipages suffiraient pour garantir la sécurité de l'ambassade de France.

Alph. DE COURCEL.

M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople, à M. Hano'aux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 16 septembre 1896.

J'ai fait part à Votre Excellence des démarches effectuées au Palais et à la Porte par les Représentants des grandes puissances dès l'explosion des troubles de Constantinople.

A nos représentations la Porte a répondu, le 9, par la Note ci-jointe en copie. Votre Excellence verra par quels arguments elle essaye de répondre aux faits précis que nous avons cités.

Il eût été facile de réfuter une à une les assertions de la Porte. Il nous a paru cependant préférable de ne pas continuer avec elle une discussion de détail qui ne pourrait que prolonger inutilement un vain débat et il a été décidé de répondre en termes généraux à la Note de Tewfik Pacha. Votre Excellence trouvera ci-joint le texte de la Note collective que nous avons adressée le 15 de ce mois.

Aucune réforme n'est d'ailleurs appliquée, et rien ne vient donner aux arméniens l'apparence d'un remède aux maux dont ils se plaignent à juste titre depuis si longtemps.

Aucun musulman, parmi les milliers de ceux que la police avait armés et a su, après deux jours de carnage, si aisément dé-arma, n'a été inquiété ni puni.

J'ai parlé à Votre Excellence de la constitution d'un Tribunal extraordinaire dont la mission devrait être de juger les individus arrêtés au cours des derniers événements. Or, ce Tribunal siège depuis six jours, et, tandis qu'il condamnait un certain nombre d'arméniens, il trouvait moyen d'interroger *un seul* musulman, accusé d'avoir tué un arménien à coups de yatagan. Le fait a été reconnu exact, mais l'individu a été acquitté, parce qu'il n'était pas prouvé que le yatagan eût frappé un arménien vivant.

Votre Excellence trouvera là la mesure de l'impartialité de ce Tri-

bunal. Pas un agent de police n'y a été déféré et il est absolument certain, d'avance, qu'aucun musulman ne sera condamné.

Dans une réunion des Représentants des puissances, M. de Nélidow a émis l'idée de proposer à la Sublime Porte, la création « d'une Commission d'apaisement » dans laquelle, à côté de fonctionnaires ottomans, siègeraient les drogmans des ambassades. Elle aurait pour mission de visiter les prisons, les quartiers pillés, de rechercher les innocents que la peur tient encore cachés ou a forcés à fuir, et de prendre toutes les mesures propres à ramener la confiance parmi les arméniens et tous les chrétiens.

Nous nous sommes ralliés à cette proposition, et la Porte, comme le Palais, se sont montrés disposés à l'adopter aussi.

Le maréchal Chakir Pacha, chef de la Maison militaire du Sultan, avait été nommé président de cette Commission et il avait été convenu que les drogmans des ambassades y siègeraient au même titre que les commissaires ottomans.

Une Note de la Porte, du 12 septembre, nous faisait part de la réunion de la Commission pour le lendemain, 13; les drogmans des ambassades étaient conviés, mais on avait soin d'ajouter « qu'ils n'auraient à s'occuper exclusivement que des affaires touchant leurs ressortissants et que la Commission fonctionnerait conformément aux instructions dont elle était munie ».

Quelles étaient ces instructions? On nous le cachait. Aussi, en se présentant à la séance du 13, les drogmans des ambassades commencèrent-ils par déclarer qu'ils ne venaient pas en qualité de délégués, la circulaire de la Porte n'étant pas conforme à l'entente établie entre les ambassades et le Gouvernement impérial; ils venaient seulement demander communication des instructions reçues par la Commission.

Chakir Pacha s'y est refusé et a déclaré que la présence des drogmans n'avait pour but que de permettre à celle-ci d'opérer des perquisitions dans les maisons étrangères et que tout le reste était de la compétence exclusive de la Commission ottomane.

Les drogmans se sont retirés. Votre Excellence verra une fois de plus l'inanité des efforts que nous faisons pour prêter notre concours au Gouvernement en vue de rétablir le calme à Constantinople. Nos remontrances demeurent sans effet, nos conseils les plus amicaux sont vains, et, si l'on paraît accepter notre concours, on nous trompe toujours finalement sur le prix qu'on prétend y mettre. L'ère des représentations verbales ou écrites paraît décidément close.

J. DE LA BOULINIÈRE.

ANNEXE N° 1 A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 16 SEPTEMBRE 1896.

**Note adressée le 9 septembre 1896 par la Sublime Porte,
à l'ambassade d'Autriche-Hongrie.**

Le Ministre des affaires étrangères a l'honneur d'accuser réception de la Note collective que MM. les Représentants des grandes Puissances ont bien voulu lui faire remettre en date du 3 de ce mois, relativement aux incidents provoqués en dernier lieu, à Constantinople, par les révolutionnaires arméniens.

La Sublime Porte est la première à déplorer les scènes de désordre qui se sont produites à cette occasion : mais elle ne peut que repousser de toutes

ses forces l'assertion d'après laquelle les individus qui se sont livrés à des actes de pillage ou à des méfaits, constitueraient des bandes dont l'organisation était connue sinon dirigée par les agents de l'autorité. Le fait que plus de deux cents musulmans ont été arrêtés de ce chef et se trouvent déferés au Tribunal extraordinaire pour être punis avec toute la rigueur des lois, suffit à démontrer l'injustice d'une pareille imputation.

Quant à l'apparition subite de bandes d'individus sur différents points de la ville à la première nouvelle de l'attaque de la Banque ottomane par des révolutionnaires, elle s'explique par l'état d'effervescence dans lequel se trouvait la population musulmane depuis les incidents suscités, l'année dernière, par des agitateurs arméniens et par l'excitation dans laquelle était tenu, depuis quelque temps, le bas peuple, par les bruits qui couraient au sujet d'un renouvellement prochain des attaques des arméniens, rumeurs que les événements n'ont malheureusement que trop confirmées.

Il est avéré d'ailleurs que les événements sanglants dont la ville a été le théâtre pendant la journée et la nuit de mercredi 26 du mois écoulé sont dûs à une tentative criminelle des révolutionnaires arméniens, qui ont non seulement attaqué sans distinction de race et de religion tous les passants, mais aussi tué et blessé d'innocentes femmes musulmanes dans la rue du Tramway auprès de la Banque ottomane et lancé sciemment des bombes sur des écoliers musulmans en bas âge aux alentours de Soulou Monastir. Du reste, les constatations officielles démontrent d'une façon absolue la disparition et la mort de plus de 70 musulmans dans le seul quartier de Hasskeui où l'on supposait, au premier abord, que l'attaque des arméniens s'était bornée à la boucherie des officiers et des soldats du corps de garde de ce quartier. Quant aux musulmans, tant militaires que civils, qui ont reçu des blessures graves de la part des révolutionnaires arméniens, leur nombre est considérable et, les hôpitaux civils et militaires où ils sont soignés étant d'accès libre, il y a possibilité de constater *de visu* leur nombre et la gravité de leurs blessures.

MM. les Représentants disent dans leur note précitée qu'une grande partie des gens qui composaient les bandes étaient habillés et armés de la même manière.

Cette assertion ne peut être admise, car il est de fait prouvé que les individus en question appartenaient aux diverses corporations, portant des costumes différents. Quant aux armes dont ils étaient pourvus, elles ne consistaient, comme le reconnaît d'ailleurs la note collective elle-même, qu'en gourdins et couteaux que chacun peut se procurer partout et à tout moment à l'insu de l'autorité.

Pour ce qui est de l'attitude observée par certains officiers de police et soldats durant les désordres, une enquête sera effectuée à ce sujet et ceux d'entre eux qui seraient reconnus coupables seront naturellement punis suivant le cas.

Les troupes impériales et la police ont rempli leur devoir avec la plus grande discipline et ont déployé dans ce but les plus sérieux efforts. Cela est prouvé par le fait qu'elles ont pu, dans l'intervalle de deux jours, rétablir l'ordre et la sécurité publics dans une grande ville que les meneurs arméniens avaient mise en état de révolution et calmer l'effervescence d'une population composée de différents éléments. Il est inutile de faire ressortir que dans d'autres pays la répression de pareils désordres a exigé des mois entiers.

Un des moyens criminels employés par les arméniens en vue de troubler la tranquillité publique et augmenter la panique de la population a été de s'affubler de costumes musulmans pour perpétrer leurs méfaits. MM. les Représentants des grandes Puissances recevront bientôt les photographies de ceux de ces individus qui ont été arrêtés.

Bien que l'on ait supposé qu'un grand nombre d'arméniens avaient trouvé la mort pendant les troubles, il a été pourtant constaté que, parmi les corps qui avaient été indistinctement chargés dans des chariots pour être trans-

portés à la Préfecture de police, se trouvait également un nombre considérable de musulmans qui ont été inhumés avec les arméniens.

Enfin, en ce qui concerne les deux turcs employés par des européens qui, ayant disparu pendant les désordres, ont déclaré à leur retour qu'ils avaient été réquisitionnés et armés pour tuer des arméniens, la Sublime Porte serait obligée à MM. les Représentants des Puissances s'ils voulaient bien faire livrer ces individus à l'autorité afin qu'une enquête minutieuse puisse être effectuée sur leur cas et que ceux dont la culpabilité serait établie reçoivent la punition qu'ils auraient méritée.

En ayant l'honneur de porter ce qui précède à la connaissance de MM. les Représentants des grandes Puissances, la Sublime Porte aime à espérer qu'ils voudront bien convenir de la sincérité de ses intentions et de son ferme désir d'assurer le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique.

Tous les renseignements de nature à faciliter le cours de la justice seront accueillis avec empressement.

Sublime Porte, 9 septembre 1896.

ANNEXE N° II A LA LETTRE DE CONSTANTINOPLE DU 16 SEPTEMBRE 1896.

Note collective adressée à la Sublime Porte par les Représentants des Grandes Puissances.

Constantinople, 15 septembre 1896.

Les Représentants des grandes Puissances ont l'honneur de faire remarquer à la Sublime Porte que les explications qu'elle a bien voulu leur adresser, par la note du 9 de ce mois, n'infirmant en rien la valeur des observations qu'ils ont dû lui soumettre au sujet des incidents sanglants qui ont suivi l'attentat commis le 26 août dernier par des révolutionnaires arméniens.

Le fait que des musulmans ont été arrêtés et déferés à la justice ne suffit pas pour démontrer que les bandes dont ils faisaient partie n'étaient ni organisées ni dirigées par des agents de l'autorité. Si la Sublime Porte conteste l'uniformité du vêtement des individus qui composaient ces bandes, elle reconnaît qu'elles étaient formées de diverses corporations; or ces corporations marchaient en corps au massacre et plusieurs agents étrangers ont pu, personnellement, constater la méthode avec laquelle elles accomplissaient leur sanglante besogne. Les Représentants des Puissances ont, d'autre part, de sérieux motifs de croire que l'irritation causée par les provocations arméniennes a moins contribué à guider la populace musulmane que le sentiment de l'impunité dont elle savait que ses coreligionnaires avaient joui dans des cas analogues en Anatolie; jusqu'à ce jour elle a compté avec raison sur cette impunité, puisque le Tribunal militaire n'a pu encore trouver un seul coupable parmi tant de criminels.

Les Représentants des Puissances ont toujours sévèrement jugé les attentats des révolutionnaires arméniens et déploré qu'il y ait eu des victimes parmi les musulmans; mais ils persistent à déclarer que la répression devait se limiter aux actes criminels et que les autorités civiles et militaires avaient le devoir, dès le premier moment, de préserver les rues des excès qui s'y sont commis. Ils ne sauraient admettre que, pour venger la mort ou la disparition de 70 musulmans d'Haskeui, il fût nécessaire de livrer au meurtre et au pillage toutes les maisons arméniennes de ce faubourg.

Quant au fait qu'un assez grand nombre de musulmans a été trouvé parmi les morts, il démontre seulement combien, dans cette œuvre sinistre, les méprises sont faciles, et combien de pareils procédés sont dangereux pour ceux-là mêmes qui les emploient.

La facilité avec laquelle les massacres ont pu être arrêtés montre le pouvoir dont l'autorité disposait et le mauvais emploi qui en a été fait pendant près de deux jours.

Les Représentants des Puissances reconnaissent la discipline des troupes impériales et leur attitude correcte dès que le rétablissement de l'ordre leur a été prescrit; ils regrettent que les instructions nécessaires ne leur aient pas été données 48 heures plus tôt.

En résumé, les Représentants des grandes Puissances n'entendent pas entrer dans de plus amples détails ni continuer la discussion; mais s'ils réprouvent sévèrement la conduite des révolutionnaires arméniens, ils sont forcés de maintenir leurs observations au sujet des bandes et au sujet de l'attitude des autorités. Ils signalent le danger que constitue pour l'ordre public l'impunité laissée jusqu'à ce jour à tous ceux qui ont pris part aux massacres ou qui les ont encouragés; ils constatent que la pacification des esprits est loin de se faire, que la sécurité disparaît, que les colonies étrangères sont justement inquiètes; ils appellent l'attention de la Sublime Porte sur cette situation qui engage sérieusement sa responsabilité.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 17 septembre 1896.

J'approuve le sens de la réponse que vous avez faite à lord Salisbury au sujet de l'hypothèse, envisagée par celui-ci, de l'entrée de vaisseaux de guerre à Constantinople.

G. HANOTAUX.

Le comte de Vauvineux, chargé d'affaires de France à St-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Petersbourg, le 19 septembre 1896.

Le gérant du Ministère des affaires étrangères m'a déclaré que l'Empereur seul pouvait prendre une décision en ce qui concerne les mesures qu'il conviendrait d'adopter pour protéger la colonie russe de Constantinople. Il a ajouté, toutefois, que la flotte de la Mer Noire avait reçu depuis longtemps déjà l'ordre de se tenir prête à toute éventualité.

VAUVINEUX.

M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 20 septembre 1896.

Un dépôt de matières et d'engins explosifs a encore été saisi à Péra même par la police. Le péril arménien se trouve ainsi diminué, mais la stagnation des affaires continue et se fait sentir chaque jour davantage.

J. DE LA BOULINIÈRE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 25 septembre 1896.

D'accord avec M. le Ministre de l'intérieur, j'ai pris les mesures nécessaires pour assurer le transport jusqu'à Dieppe des réfugiés arméniens, qui se trouvent à Marseille au nombre de 250 environ. Lady Somerset et M. Crawford, correspondant du *Daily News* à Paris, ont offert de prendre à leur charge les frais du voyage de Dieppe aux Etats-Unis.

Quant aux deux principaux organisateurs de l'attaque contre la Banque ottomane, ils ont été, sur leur demande, conduits, le 19 de ce mois, à la frontière suisse. Les quinze autres réfugiés, qui ont participé à l'attentat, ont été, dès le lendemain, dirigés vers la République Argentine.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 26 septembre 1896.

Le Sultan m'a donné aujourd'hui une longue audience. Il m'a dit qu'il comptait sur la France et son Représentant pour le seconder et le défendre dans la crise actuelle.

Je lui ai répondu que, comme amis éprouvés de la Turquie, nous avions le droit de lui dire la vérité.

• Tous les Gouvernements, ai-je dit en substance, sont très préoccupés; l'opinion européenne s'est émue à la pensée de massacres et de pillages poursuivis pendant trois jours sous l'œil bienveillant de la police et de la troupe; on est inquiet pour les colonies étrangères: le renouvellement des désordres amènera certainement une intervention européenne.

• On affirme dans certains milieux que Sa Majesté n'est plus en état de se faire obéir, que l'anarchie est complète et l'on étudie les moyens d'établir ici un Gouvernement fort et respecté. Tel n'est pas l'avis du Gouvernement français. Il considère la Sublime Porte comme impuissante, mais le Sultan reste à ses yeux la seule force gouvernementale en Turquie et il n'a pas l'intention de l'affaiblir. Mais, si nous croyons Votre Majesté assez forte pour imposer sa volonté au monde religieux et à l'armée, nous la tenons pour responsable et nous lui demandons d'user de son autorité.

• Eclairez d'abord les musulmans sur vos véritables intentions. Beaucoup d'entre eux croient vous être agréables en assommant des arméniens inoffensifs. Faites interdire ces tueries par une proclamation du Cheikh-Ul-Islam ou par des sermons dans les mosquées. Sévissez contre les coupables quelle que soit leur religion et notamment contre vos fonctionnaires; enfin, si le Comité arménien se livre à des manifestations violentes, employez contre lui les autorités régulières et ne mêlez pas la populace à la répression.

• Quant à la politique à suivre vis-à-vis des arméniens, efforcez-vous de séparer la masse de la population du petit groupe révolutionnaire; mettez en liberté les milliers d'innocents détenus sans motifs, appliquez les réformes, convoquez l'assemblée générale et faites élire un patriarche. Vous rassurerez ainsi la nation et vous pourrez vous montrer impitoyable pour les révolutionnaires. »

Le Sultan m'a remercié de mes observations et il m'a annoncé qu'il avait par avance mis en pratique la plupart de mes conseils. Il venait de prendre un décret étendant à tout l'Empire les réformes adoptées pour les six vilayets orientaux d'Asie-Mineure; il avait organisé des Commissions de secours; il procédait, avec le concours d'officiers européens au service ottoman, à une enquête sur la participation des fonctionnaires civils ou militaires aux massacres qui seraient poursuivis et punis; il avait fait défendre par les chefs de chaque quartier aux par-

ticuliers d'intervenir en cas de troubles et il répondait que ce mot d'ordre serait respecté; la convocation de l'Assemblée arménienne et l'élection du patriarche étaient décidés; enfin une Commission était chargée d'élargir tous les innocents.

Le Sultan m'a donc fait les promesses les plus satisfaisantes. Il est à craindre qu'il n'en tienne aucune. Il ne paraît pas convaincu de la solidité du concert européen et cette pensée suffit à calmer les émotions que pourraient causer à Sa Majesté les représentations des ambassadeurs.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 28 septembre 1896.

En me rendant compte de la réponse du Sultan et du langage si pleinement conforme à mes instructions que vous lui avez tenu, vous constatez que les déclarations de Sa Majesté seraient très satisfaisantes si elles devaient être suivies d'effet. Dans ces conditions, ne pourrions-nous pas prendre l'ensemble de ces promesses pour bases des propositions pratiques qui pourraient être mises à l'étude par les puissances en recourant cette fois encore à la procédure adoptée pour le règlement de l'affaire crétoise, c'est-à-dire en appelant la réunion des ambassadeurs à Constantinople à élaborer le programme destiné à être soumis aux Cabinets qui, le moment venu, se concerteraient sur les moyens de le faire accepter et exécuter par la Porte?

Je tiendrais à connaître le plus promptement possible votre sentiment à cet égard, afin de pouvoir en faire état, le cas échéant, dans mes prochains entretiens avec M. Chichkine.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 30 septembre 1896.

L'affaire crétoise s'est réglée parce que le Sultan a pu se convaincre que la prolongation de l'insurrection amènerait forcément une intervention européenne. L'affaire arménienne se prolonge et s'aggrave parce que le Sultan se considère comme à l'abri de cette intervention.

Ce n'est plus le moment d'étudier des programmes et de formuler des propositions. Tous les ambassadeurs tiennent le même langage et conseillent les mêmes mesures. Le Sultan serait trop heureux de voir dégénérer en procédure l'action européenne.

Il s'agit aujourd'hui de lui donner l'impression nette et forte de la lassitude de l'Europe, de sa volonté de protéger ses nationaux, de sauvegarder les intérêts chrétiens et de maintenir l'intégrité de l'Empire ottoman en l'arrêtant sur la pente d'une ruine complète.

Le temps presse, car il est probable que nous serons témoins de nouvelles manifestations révolutionnaires; et, si nous laissons les choses suivre leur cours, il est certain que nous assisterons à des événements qui soulèveront l'opinion contre les Gouvernements qui n'auront pas su le prévenir.

J'estime qu'il importerait de déclarer d'abord que les six Gouverne-

ments se sont entendus pour envoyer chacun un cuirassé à Constantinople en cas de troubles. On donnerait ainsi au Sultan la véritable impression d'un concert européen.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 1^{er} octobre 1896.

Les nouvelles qui m'arrivent de l'intérieur montrent que l'état de l'Empire est toujours fort troublé.

Dans le vilayet de Kharpout, un massacre d'arméniens a eu lieu à Eghin. La Porte donne le chiffre de 500 morts environ parmi les arméniens, pour une soixantaine de turcs tués ou blessés.

Dans la province voisine de Sivas, la région de Divrighé, déjà éprouvée l'an passé, a été de nouveau le théâtre de faits sanglants. Trois villages ont été brûlés et on parle de plus de cent arméniens tués.

Des centaines d'arméniens, expédiés de Constantinople, arrivent à Trébizonde par chaque bateau. On renvoie ainsi dans leurs provinces tous ceux qui ne sont pas originaires de la Capitale; mais les mesures prises par les autorités sont si insuffisantes que ces bandes de malheureux n'ont ni asile ni nourriture.

De Diarbékir, M. Lafont me signale le passage de la Commission chargée de faire une enquête sur les conversions forcées et de rendre au culte les églises transformées en mosquées. Après un court séjour, elle est partie pour Van sans avoir rien fait.

De Marache, un télégramme du gérant de notre vice consulat m'annonce que 21 chrétiens, emprisonnés depuis huit mois sans aucun motif, viennent d'être libérés. Bien qu'il n'y eût aucune raison pour les considérer comme coupables, le Sultan les a graciés.

A Angora, un incendie ayant éclaté dans la nuit du 18 septembre au milieu du quartier musulman, une bande de trois à quatre mille musulmans armés s'est précipitée du côté du quartier chrétien accusant les arméniens d'avoir mis le feu à la mosquée et poussant des cris de mort. Le vali a montré beaucoup d'énergie et fait refouler les émeutiers. Les arméniens n'ont eu que douze blessés.

A Constantinople, l'état des esprits est toujours le même; la Commission d'apaisement ne siège plus.

Le Tribunal extraordinaire continue à juger les arméniens arrêtés. Un certain nombre ont été relâchés; mais les condamnations sont très nombreuses et les arrestations continuent. Aujourd'hui elles portent sur les notables de la Communauté. Hier, trente notables commerçants ont été jetés en prison.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 18 octobre 1896.

Aujourd'hui que des rapports consulaires sur le massacre d'Eghin sont arrivés à Constantinople, il n'est guère permis de douter que, le 15 septembre dernier, les musulmans se soient jetés sur les arméniens

de cette ville et aient fait un affreux massacre. Près de 2,000 d'entre eux ont été tués par les troupes et parmi eux beaucoup de femmes et d'enfants. Sur les 1,150 maisons du quartier arménien, 980 ont été brûlées et toutes ont été pillées. Aucun des kurdes, si nombreux cependant dans la région, n'a paru dans la ville, et la responsabilité du massacre incombe tout entière à la troupe. Un avancement de faveur a été donné au gouverneur d'Eghin, quelques jours après ce massacre.

Dans les vilayets voisins, la situation reste des plus précaires.

P. CAMBON

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapia, le 19 octobre 1896.

Au cours de l'audience qu'il m'avait accordée à mon retour de France, le Sultan m'avait affirmé avoir rendu un iradé étendant à tout l'Empire les réformes adoptées l'an dernier pour les six vilayets orientaux d'Asie-Mineure.

A ce moment, l'iradé en question n'avait point encore été communiqué à la Porte. Ce n'est que ces jours derniers qu'elle a reçu du Palais le texte, approuvé en Conseil des Ministres, d'une série de mesures « applicables à tous les vilayets, le Hedjaz excepté ».

Inspiré par le plan des réformes arméniennes de l'an passé, ce projet néglige cependant plusieurs des points importants prévus par ce dernier. En le déclarant applicable à tous les vilayets, le Sultan a-t-il en vue de le substituer, même dans les six vilayets orientaux, au plan de réforme qu'il s'est, par un accord avec la France, la Russie et l'Angleterre, engagé à y introduire? Le ministre des affaires étrangères, interrogé sur ce point, s'est dérobé à toute réponse, et nous sommes en droit de conserver des soupçons que ne justifie que trop l'inapplication dans ces six vilayets de réformes édictées depuis plus d'une année.

P. CAMBON.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapia, le 19 octobre 1896.

La recherche des meurtriers du Père Salvatore n'a pas fait un pas. Il est donc établi qu'un religieux latin de nationalité italienne, placé sous notre protection, a été arrêté publiquement sans raison par un détachement militaire sous la conduite d'un colonel, pour être conduit à Marache, qu'il a été tué en route et qu'il nous a été impossible d'obtenir la poursuite des auteurs de ce meurtre.

La Commission d'enquête à laquelle était adjoint notre attaché militaire a fait, malgré les protestations de ce dernier, un rapport de complaisance dont les termes lui avaient été dictés à l'avance par le Palais.

Sur la communication du rapport séparé du lieutenant-colonel de Vialar, le Sultan a constitué à Constantinople une seconde Commission chargée d'examiner le rapport de la première avec l'ordre secret d'en adopter les conclusions.

Un exemplaire du rapport de notre attaché militaire a été remis au

président de cette nouvelle Commission. Je lui ai fait connaître en même temps que je ne pouvais entrer en discussion avec une Commission administrative dépourvue de mandat judiciaire, que je tenais pour avérés les faits établis à la charge du colonel Mazhar-Bey, et que je réclamaï la poursuite de cet officier.

Depuis lors, et bien qu'à toute occasion je l'aie rappelée au Gouvernement ottoman, l'affaire est restée en suspens.

A mon retour de congé, j'en ai de nouveau entretenu le Sultan. Il a fait l'étonné, il m'a parlé des travaux de la Commission réunie à la Porte, il m'a promis de les activer. Je lui ai répondu que mon Gouvernement exigeait des poursuites, et que, devant la gravité et la précision des faits imputés au colonel Mazhar-Bey, nous ne pourrions plus admettre de moyens dilatoires. J'ai ajouté toutes les considérations de nature à l'impressionner.

Quelques jours après, j'ai reçu la visite du président de la Commission, envoyé, m'a-t-il dit, par Izzet-Bey pour me communiquer les conclusions de la première Commission d'enquête et me faire comprendre l'impossibilité de trouver les coupables. Je l'ai fort mal reçu, et je l'ai renvoyé en maintenant ma demande de poursuites. L'affaire en est là.

J'ai épuisé tous les moyens d'action. Il appartient à Votre Excellence d'apprécier si le Gouvernement de la République peut fermer les yeux sur un pareil attentat, et s'il est de son intérêt d'abandonner à cette occasion son protectorat sur les catholiques.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 29 octobre 1896.

Un projet d'emprunt forcé vient d'être adopté. Tous les musulmans seront frappés d'une imposition de cinq piastres (un franc dix centimes). Le prétexte choisi pour justifier cette mesure extraordinaire est la nécessité d'armer tous les musulmans.

P. CAMBON.

Mémoire remis, en copie, le 21 octobre 1896, par le Ministre de S. M. Britannique à Paris, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

(Traduction).

Foreign Office, 20 octobre 1896.

Monsieur,

Les déplorables événements qui se sont récemment produits dans la Turquie d'Asie, suivis du massacre des arméniens dans les rues de Constantinople, témoignent d'un état de mauvaise administration et d'insécurité dans l'Empire ottoman, qui ne saurait manquer d'être un sujet de grave sollicitude pour les puissances qui s'étaient unies afin de garantir l'existence de cet Empire.

Les périodes successives d'urgent péril qu'a traversées le Gouvernement ottoman, en raison de son incapacité de pourvoir aux conditions élémentaires d'un bon Gouvernement pour ses sujets chrétiens, ont puissamment influencé l'histoire politique de l'Europe au cours de ce

siècle. Les puissances européennes ont, dans l'intérêt de la paix générale, sérieusement désiré conserver l'édifice de l'Empire ottoman, au moins dans la vaste partie de cet Empire où le caractère mixte de la population rend impossible un Gouvernement chrétien autonome. Elles ont tout aussi sérieusement cherché, et cela par l'exercice constant de leur influence, et, de temps à autre, par la conclusion d'arrangements spéciaux, à assurer dans ces régions, aux sujets chrétiens de la Porte, la protection qui leur est due.

Le Traité de Paris de 1856, par l'article 7 duquel les grandes puissances se sont engagées à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman et ont garanti en commun l'observation stricte de cet engagement, contenait aussi l'article suivant, savoir :

« Art. 9. — Sa Majesté le Sultan ayant, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de ses sujets, promulgué un firman qui, tout en améliorant leur situation, sans distinction de religion ni de race, rappelle ses intentions généreuses à l'égard des populations chrétiennes de son Empire, et désireux de fournir une nouvelle preuve de ses sentiments sous ce rapport, a décidé de donner aux parties contractantes communication de ce firman, émané spontanément de sa volonté souveraine.

« Les puissances contractantes reconnaissent la haute valeur de cette communication. Il est clairement entendu que ce firman ne saurait, en aucun cas, conférer auxdites puissances le droit de s'ingérer, soit collectivement, soit séparément, dans les relations de S. M. le Sultan avec ses sujets, ou dans l'administration intérieure de son Empire »

Le Traité de paix préliminaire, conclu entre la Russie et la Turquie, en 1878, à San Stefano, contenait l'article ci-dessous, obligeant la Sublime Porte à mettre à exécution les réformes nécessaires dans les provinces habitées par des arméniens, savoir :

« Art. 16. — Comme l'évacuation, par les troupes russes, du territoire qu'elles occupent en Arménie, et qui doit être restitué à la Turquie, pourrait donner lieu à des conflits et à des complications préjudiciables au maintien des bonnes relations entre les deux pays, la Sublime Porte s'engage à mettre à exécution, sans retard, les améliorations et les réformes que nécessitent les besoins locaux des provinces habitées par des arméniens et à garantir leur sécurité contre les kurdes et les circassiens. »

Cet article a été remplacé dans le Traité européen, résultat du Congrès de Berlin, par un autre article contenant une obligation, d'une nature plus rigoureuse, pour toutes les puissances signataires, article dont voici le texte :

« Art 61. — La Sublime Porte s'engage à mettre à exécution, sans autre délai, les améliorations et les réformes nécessitées par les besoins locaux dans les provinces habitées par des arméniens et à garantir leur sécurité contre les circassiens et les kurdes.

« Elle fera périodiquement connaître les mesures prises, à cet effet, aux puissances qui veilleront à leur application. »

Les vues du Gouvernement de Sa Majesté relativement à ce Traité furent, par moi, exposées dans une dépêche, où, en ma qualité d'un des plénipotentiaires britanniques au Congrès de Berlin, je définissais les principales dispositions de ce Traité.

Je faisais observer que, grâce à l'action des grandes puissances, de riches et vastes provinces avaient été replacées sous la domination du Sultan, tandis qu'en même temps des dispositions minutieuses avaient été arrêtées contre une mauvaise administration future, dispositions qui, on pouvait l'espérer, assureraient l'exécution loyale du Traité et empêcheraient le retour des calamités qui avaient conduit l'Empire ottoman aux bords de l'abîme.

J'ajoutais :

« Des arrangements de différente nature, mais poursuivant le même but, ont assuré aux provinces asiatiques du Sultan la sécurité pour le présent et un esprit de prospérité et de stabilité pour l'avenir.

« Tirera-t-on parti de cette occasion favorable — probablement la dernière — ainsi fournie à la Turquie, par l'intervention des puissances de l'Europe, et en particulier de l'Angleterre, ou sera-t-elle abandonnée? Cela dépendra de la sincérité avec laquelle les hommes d'Etat turcs se voueront, désormais, aux devoirs imposés à tout bon Gouvernement et à la tâche des réformes. »

Les réformes promises par l'article 61 du Traité, ont fait, en 1880, le sujet de pourparlers entre la Porte et les Représentants des puissances à Constantinople, mais ces pourparlers n'ont malheureusement abouti à aucun résultat pratique.

En avril 1883, le comte Granville, alors secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les affaires étrangères, avait donné au marquis de Dufferin, alors ambassadeur de Sa Majesté à Constantinople, l'ordre de porter la question devant le Sultan. Sa dépêche concluait en ces termes :

« Le Gouvernement de Sa Majesté désire sincèrement la prospérité et la stabilité de l'Empire ottoman. Il a insisté auprès du Sultan, d'abord, sur la nécessité de l'introduction de réformes, au profit de ses populations affligées, et aussi en se basant sur la conviction que, sans de grandes améliorations dans l'administration de la justice, il ne saurait y avoir de satisfaction réelle, et que, en présence de populations de nationalités différentes et de religions diverses, comme celles qui habitent les provinces asiatiques de l'Empire, le maintien de l'ordre est rendu doublement difficile par une déplorable administration et l'absence de toute justice. En fait, l'état actuel de l'Asie-Mineure est tel que les vexations qu'endurent ses habitants peuvent, à tout moment, provoquer une insurrection de nature à amener une intervention étrangère. Il ne s'agirait donc plus seulement de l'éventualité d'une nouvelle perte de territoire en Asie, mais ce serait l'existence même de l'Empire du Sultan qui serait en jeu. »

De nouveau, en 1886, une dépêche a été adressée par le comte de Rosebery à l'ambassadeur de Sa Majesté près la Porte, dont la substance a été communiquée, au mois d'août de la même année, au Ministre des affaires étrangères de Turquie. Cette dépêche exprimait l'espoir que l'attention du Sultan et de ses Ministres fût appelée sur les questions de réforme intérieure, et que, dans ce but, l'amélioration de l'état des provinces asiatiques de la Turquie ne fût point négligée.

Lord Rosebery poursuivait :

Le Gouvernement de Sa Majesté a, à diverses reprises, fait ressortir la nécessité de mesures semblables. Il a recommandé, d'urgence, à la Porte, l'introduction de réformes dans la perception des impôts et dans

l'administration de la justice ; un choix et une surveillance plus sévères des fonctionnaires locaux ; des mesures plus efficaces pour garantir la vie et la propriété, pour l'observation des lois et le maintien de l'ordre, et pour la protection de la partie industrieuse et paisible des habitants des provinces orientales contre les déprédations des kurdes. Toutes ces réformes, outre l'effet qu'elles produiraient sur l'opinion publique, seraient encore avantageuses pour le rendement des impôts de l'Empire et tout progrès ramenant les tribus kurdes sous un contrôle plus efficace tendrait également à faire disparaître des motifs d'irritation et de dangers constants sur la frontière persane. Les efforts déployés par le Gouvernement de Sa Majesté pendant les récents troubles ont eu pour but de maintenir l'arrangement conclu en vertu du Traité de Berlin, dans le sens le plus favorable à la paix et à la tranquillité de l'Empire ottoman. Sa politique, sous ce rapport, lui était dictée par des sentiments d'amitié sincère pour la Turquie, et par son respect des obligations du Traité. C'est pour les mêmes motifs qu'il croit devoir insister aussi souvent que l'occasion s'en présente, sur l'impérieuse nécessité d'exécuter les obligations contractées en vertu de l'article 61 du Traité de Berlin. L'absence de toute tentative sérieuse en vue d'introduire les réformes promises dans cet article est, de l'avis du Gouvernement britannique, une source de danger pour l'intégrité future de la Turquie, et pourrait, à un moment critique, contribuer à troubler, et même à paralyser les sympathies amicales des puissances signataires.

Le massacre des arméniens survenu dans le district de Sassoun, au cours de l'été de 1894, a, de nouveau, mis ce sujet en évidence et démontré l'urgente nécessité de prendre des mesures tendant à l'accomplissement des promesses faites il y a dix-sept ans. Le résultat d'une longue négociation fut l'acceptation, par le Sultan, d'un projet destiné à garantir aux provinces où les arméniens constituent une proportion considérable de la population, des institutions pouvant leur donner les éléments d'un Gouvernement équitable. Malheureusement, peu de jours avant que le consentement du Sultan eût été obtenu en faveur de cet arrangement, une démonstration dans les rues de Constantinople provoquait des troubles au cours desquels, soit par la faute, soit par la négligence des autorités, un grand nombre d'arméniens, qui ne sauraient être considérés comme s'étant rendus coupables d'aucune faute grave, ont été massacrés ou brutalement maltraités. Peu après, cet incident était suivi d'agressions sanglantes contre les arméniens, dans diverses parties de l'Asie-Mineure, qui eurent pour résultat la mort de plusieurs milliers d'individus, des pertes matérielles considérables, et une misère générale parmi les survivants. Il est possible que ces agressions aient eu pour première origine des troubles provoqués par les agitateurs arméniens, mais il est impossible de ne pas rendre les autorités civiles et militaires ottomanes avant tout responsables de ces troubles et de leurs conséquences. Tout cela fut suivi d'un massacre à Constantinople, dont on estime les victimes innocentes au chiffre de 5 à 6,000 environ, et qui, selon toute apparence, a été en quelque sorte organisé par l'autorité, et aurait certainement pu être évité, entièrement ou en grande partie, par l'action, exercée à temps, de la force militaire turque.

Entre temps, bien que le consentement du Sultan ait été donné, il y a un an, au plan de réforme pour les vilayets arméniens, aucun progrès

n'a été réalisé en vue de l'application de ces réformes, si ce n'est la nomination de quelques fonctionnaires chrétiens.

Il est impossible, en passant en revue ces événements, de ne pas sentir le grand danger qui menace la vie et les biens des sujets chrétiens de la Porte, et combien est oppressive la mauvaise administration du Gouvernement dont les chrétiens souffrent aussi bien que les musulmans. La population tout entière des provinces asiatiques est mécontente et agitée; les soldats et la gendarmerie souffrent du manque de paiement de la solde, qui est, dans beaucoup de cas, de plusieurs mois en retard; les fonctionnaires sont dans l'impossibilité d'exercer leur contrôle. Il semble qu'à tout instant les passions fanatiques de certaines catégories de la population musulmane puissent être excitées, au point de pousser cette dernière à des attaques sauvages contre ceux qui sont d'une religion différente de la sienne, et qu'il soit impossible d'avoir confiance dans l'énergie et la bonne volonté de ceux dont le devoir est de prendre des mesures en vue de garantir la paix publique. Les massacres, frappant indistinctement un si grand nombre de personnes, dont se sont rendus coupables les fonctionnaires turcs, et, sous leur direction ou avec leur connivence, une partie de la population ottomane, ont eu pour prétexte avoué le maintien du Gouvernement du Sultan. Mais cela a eu pour effet d'exposer la stabilité de ce Gouvernement à un danger en face duquel il ne s'était jamais trouvé jusqu'ici. Le résultat a été, soit d'exterminer, soit d'éloigner une grande partie des classes grâce auxquelles se trouvaient assurés l'industrie et le commerce du pays, et de réduire à la dernière extrémité les ressources matérielles du Gouvernement. Le délabrement des finances menace la force militaire par laquelle l'Empire est soutenu, de même que les atrocités de la plupart de ceux qui administrent le Gouvernement ont soulevé parmi les nations chrétiennes des sentiments de sympathique indignation d'une intensité sans exemple; et il est peu probable que les sujets chrétiens de la Porte veuillent de nouveau se soumettre paisiblement à l'oppression dont ils ont souffert jusqu'ici. Il est tout naturel que les causes qui menacent la stabilité de l'Empire gagnent constamment en force, tandis que les forces qui le soutiennent se dissipent.

L'avis général des puissances européennes est que l'Empire turc doit être soutenu, attendu qu'aucun arrangement destiné à le remplacer ne peut être suggéré sans entraîner le risque sérieux d'un conflit européen. L'importance prédominante de cette considération a conduit les puissances européennes à protéger l'Empire turc contre une dissolution, dans l'espoir que les nombreux maux dont le Gouvernement ottoman a été accablé pourraient être éloignés ou atténués par les efforts du Gouvernement en ce qui concerne les réformes. Non seulement cet espoir a été entièrement déçu, mais il est devenu évident qu'à moins que ces grands maux puissent être supprimés, la longanimité des puissances de l'Europe ne parviendra pas à prolonger l'existence d'un Etat que ses propres vices font tomber en ruine. Il est difficile de dire avec confiance qu'un changement quelconque pourrait conjurer le danger menaçant, mais aussi longtemps que demeurera la possibilité de l'écarter, les puissances considéreront à la fois comme un devoir pour elles et une mesure de prudence de le faire, dès qu'elles auront reçu satisfaction sous le

rapport des changements les plus urgents et les mieux calculés en vue d'amener une action salutaire et de prendre des mesures effectives pour que ces changements soient opérés.

Des hommes de grande autorité se sont, jusqu'à présent, fermement opposés à toute mesure ayant pour effet de rendre en un certain sens l'Europe responsable de l'administration intérieure de l'Empire turc. Les arguments contre une telle politique sont incontestablement très puissants, et rien, si ce n'est l'urgence et l'imminence des dangers inhérents à une politique négative, ne nous justifierait d'en faire peu de cas. Toutes les puissances européennes sont unanimes pour désirer le maintien du *statu quo* territorial de l'Empire ottoman, et celles de ces puissances surtout dont les territoires sont le plus rapprochés de cet Empire sont pénétrés de cette nécessité. Leurs convictions sur ce point sont suffisantes pour garantir l'Empire de toute secousse possible, résultant d'une agression extérieure, mais elles ne le préserveront pas des effets d'un mauvais Gouvernement et de la décadence intérieure.

Le concert des six ambassadeurs à Constantinople paraît avoir eu pour résultat favorable d'arrêter les désordres de l'île de Crète. Leurs conseils sont probablement supérieurs à tous ceux que nous pourrions désirer, et je pense que nous agissons sagement en leur confiant le soin de résoudre les grands problèmes que suscite la condition générale de l'Empire ottoman, et notamment des parties de cet Empire habitées en grande partie par une population chrétienne. Je propose que les six puissances donnent comme instructions à leurs représentants d'examiner et de rapporter à leurs Gouvernements quels changements dans le Gouvernement et l'administration de l'Empire turc seraient, à leur sens, et selon toute probabilité, les plus efficaces en vue de maintenir la stabilité de l'Empire, et de prévenir le retour des cruautés effroyables qui ont signalé d'une manière lamentable ces deux dernières années. Mais avant que ces instructions soient données, le Gouvernement de Sa Majesté est d'avis qu'il faudrait prendre une décision portant que toute résolution à laquelle les puissances pourraient, en conséquence, s'arrêter à l'unanimité, serait mise à exécution. Il est d'une importance capitale que le concert européen soit maintenu, et aussi longtemps que quelques puissances, ou l'une quelconque d'entre elles, ne sera pas convaincue de l'utilité des recommandations qui seront mises en avant, aucune action, à cet égard, ne pourra être engagée.

Mais si toutes les recommandations faites par les ambassadeurs semblaient à toutes les puissances dignes d'être adoptées, il ne saurait être admis, au point où nous en sommes maintenant, que les objections du Gouvernement turc pussent être un obstacle à leur exécution. J'ai la confiance que les puissances en viendront, tout d'abord, à une entente précise, que leur décision unanime dans ces matières sera définitive, et sera exécutée dans la mesure des forces que les puissances ont à leur disposition. Un arrangement préliminaire à cet effet facilitera grandement les délibérations des ambassadeurs et préviendra utilement les mesures dilatoires et les atermoiements qui ont fait échouer, en de précédentes occasions, les améliorations à apporter dans l'Administration ottomane.

Je vous prie de vouloir bien lire la dépêche ci-dessus au Ministre des affaires étrangères de France, et de lui en laisser copie.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 22 octobre 1896.

Le Gouvernement impérial a dû être saisi, comme nous, d'une communication dont la traduction est ci jointe (1), qui m'a été remise hier par le Ministre d'Angleterre, et où sont consignées les vues du Cabinet de Londres sur la situation actuelle de l'Empire ottoman et sur les conditions dans lesquelles il lui paraîtrait opportun que les puissances s'entendissent pour y porter remède. Je me suis abstenu jusqu'ici de donner aucune réponse, afin de pouvoir me concerter avec le Gouvernement russe sur la façon dont il y aura lieu pour les deux Cabinets d'accueillir ces ouvertures. Aussi attacherai-je un prix particulier à connaître le sentiment de M. Chichkine au sujet de la communication de lord Salisbury.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 22 octobre 1896.

Je crois devoir vous faire connaître les résultats de l'échange de vues que j'ai eu, ces temps derniers, au sujet des affaires d'Orient avec l'Empereur Nicolas II et avec M. Chichkine. Les deux Gouvernements se préoccupent avant tout d'établir une entente entre les puissances sur la base de l'intégrité de l'Empire ottoman. Ils s'accordent également sur le respect dû à l'autorité personnelle du Sultan.

Ils reconnaissent l'opportunité d'échanger avec l'Angleterre des explications précises et conciliantes.

Considérant, en outre, que l'admission d'un Délégué russe dans le Conseil de la Dette ottomane serait sans doute de nature à renforcer cette Administration, qui pourrait ainsi concourir plus utilement à une réorganisation financière et administrative de l'Empire turc, les deux Gouvernements se mettent d'accord pour poursuivre ce but en commun. Les ambassadeurs des deux puissances à Constantinople devraient, bien entendu, être consultés au préalable à ce sujet. Il leur appartiendrait, en outre, de se concerter avec leurs collègues pour préciser les réformes nécessaires dont on voit les premiers rudiments dans le projet des réformes arméniennes, dans le pacte intervenu en Crète et dans les déclarations réitérées faites par le Sultan aux ambassadeurs.

Vous voudrez bien attendre, pour vous entretenir avec M. de Nélidoff de cet ensemble de questions, qu'il ait reçu les instructions qui doivent lui être adressées prochainement à ce sujet.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 24 octobre 1896.

Le Ministre d'Angleterre m'a remis, d'ordre de son Gouvernement,

(1) Mémoire anglais du 20 octobre 1896, pièce n° 276, p. 320.

copie d'une lettre qu'il avait reçue de lord Salisbury et où sont consignées les vues du Cabinet de Londres sur la situation actuelle de l'Empire ottoman et sur les conditions dans lesquelles il lui paraîtrait opportun que les puissances s'entendissent pour y porter remède. J'ai l'honneur de vous envoyer ci joint, pour votre information, la traduction de ce document (1).

J'ai invité notre chargé d'affaires à Saint Pétersbourg à entretenir de la démarche du Gouvernement britannique le gérant du Ministère impérial des affaires étrangères.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Londres, à Berlin, à Vienne et près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 24 octobre 1896.

Le Ministre d'Angleterre m'a remis, d'ordre de son Gouvernement, copie d'une lettre confidentielle qu'il avait reçue de lord Salisbury et où sont consignées les vues du Cabinet de Londres sur la situation actuelle de l'Empire ottoman et sur les conditions dans lesquelles il lui paraîtrait opportun que les puissances s'entendissent pour y porter remède.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, pour votre information personnelle, la traduction de ce document (2).

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 25 octobre 1896.

Les représentants des puissances se sont mis d'accord pour envoyer aujourd'hui leur premier drogman à la Porte et faire questionner le Ministre des affaires étrangères sur les impôts forcés. Ils ont fait remarquer que rien ne justifiait de nouveaux armements, que s'il s'agissait d'armer la troupe, les arsenaux y suffisaient. S'il était question d'armer la population musulmane, cette mesure était de nature à alarmer vivement les chrétiens et les étrangers et obligerait les ambassadeurs à en référer à leurs Gouvernements.

Tewfick Pacha a répondu par des explications assez embarrassées; il a du reste avoué que les imans avaient été chargés de réunir les musulmans dans les mosquées et de leur expliquer les motifs qui devaient les engager à payer cet impôt.

P. CAMBON.

M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 30 octobre 1896.

Une communication identique à la lettre confidentielle remise à Votre Excellence par le Ministre d'Angleterre et dans laquelle se trouvent consignées les vues du Cabinet de Londres sur la situation de l'Empire

(1) Mémoire anglais du 20 octobre 1896. Pièce n° 276, p. 320.

(2) Mémoire anglais du 20 octobre 1896. Pièce, n° 276.

ottoman a été adressée à toutes les grandes puissances par le Gouvernement britannique.

Après avoir pris connaissance des vues de lord Salisbury, M. Chichkine aurait répondu qu'il les soumettrait au Czar, dès sa rentrée à Pétersbourg. Il aurait donné à entendre que, à première vue, il ne voyait pas d'objections contre les propositions formulées par le premier Ministre d'Angleterre.

Le sous-secrétaire d'Etat permanent m'a paru attendre avec une certaine confiance le résultat des démarches faites par le Gouvernement de la Reine.

GEOFFRAY.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 3 novembre 1896.

MM. Denis Cochin, de Man et Jaurès ont interpellé aujourd'hui le Ministère au sujet des affaires d'Arménie. Je crois utile de vous adresser ci-joint le texte des déclarations que j'ai faites au nom du Gouvernement (1). La Chambre a voté par 402 voix contre 80 un ordre du jour approuvant ces déclarations, mais ayant la portée d'une invitation à poursuivre activement, de concert avec les puissances, la politique d'apaisement et de réforme dans l'Empire ottoman.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 4 novembre 1896.

Il serait désirable que vous eussiez le plus tôt possible un entretien particulier avec le Sultan. Vous lui feriez connaître l'effet produit en France sur la Chambre et sur l'opinion par les révélations qui viennent d'avoir lieu à la Chambre au sujet des massacres d'Arménie.

Il est de la plus haute urgence que le Sultan prenne de lui-même l'initiative des mesures qui peuvent donner satisfaction à un mouvement d'opinion qui tourne contre lui. Tout le monde en Europe est unanime : qu'on ne verse plus une goutte de sang, que les prisons soient ouvertes, que les grandes misères soient secourues ; voilà les premières mesures à prendre.

Les puissances, j'en suis sûr, s'emploieront à aider le Sultan s'il entre dans ces vues. Nous nous occuperons notamment de lui assurer les ressources dont nous savons qu'il a besoin et nous n'exigerons de lui, en contre-partie, que des garanties de bonne administration, non seulement pour les arméniens et pour les chrétiens, mais aussi pour tous ses sujets.

M. de Montebello et M. de Courcel vont rejoindre leur poste. Je fais les plus grands efforts pour que tous les Cabinets pressent en ce moment sur le Sultan.

G. HANOTAUX.

(1) V. *Archives*, 1896, IV, p. 186.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 5 novembre 1896.

Izzet Bey est venu me voir ce matin de la part du Sultan, pour connaître mes impressions sur la séance de mardi. Il s'était fait télégraphier votre discours tout entier. J'ai tenu un langage conforme à vos instructions. J'ai réclamé des mesures de clémence, la bonne foi dans l'exécution des réformes la révocation de certains fonctionnaires, tels que Anis Pacha, vali et organisateur des massacres de Diarbékir, l'envoi d'instructions catégoriques pour empêcher le renouvellement des massacres, la convocation de l'Assemblée générale arménienne pour l'élection d'un patriarche.

Après avoir fait son rapport à son maître, Izzet Bey est venu m'annoncer et m'a prié au nom du Sultan de vous faire savoir que les mesures suivantes seraient prises dans les plus brefs délais :

« Mise en liberté de tous les détenus contre lesquels il n'existe aucune charge :

« Publication du décret relatif à l'extension des réformes ;

« Convocation immédiate de l'Assemblée arménienne et élection du patriarche ;

« Révocation d'Anis Pacha ;

« Envoi d'instructions à tous les valis pour assurer la répression des désordres par les autorités. »

C'est la répétition des promesses qui m'avaient été faites dans mon audience du 26 septembre et dont aucune n'a été tenue.

P. CAMBON.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 7 novembre 1896.

Au cours d'une audience de trois heures, j'ai adjuré le Sultan en votre nom et au mien de ne pas lasser la patience de l'Europe.

Il m'a répondu qu'il avait pris toutes les mesures réclamées par nous. Anis Pacha, vali de Diarbékir, est révoqué ; le Tribunal extraordinaire sera licencié lundi ; tous les détenus non inculpés seront relâchés ; un télégramme, adressé hier à tous les valis et commandants militaires, les rend responsables du moindre sang versé et les menace de révocation et de poursuites en cas de désordres non réprimés ; des instructions sont données aux autorités de Constantinople pour couper court à toute tentative d'intervention de la populace, si de nouvelles manifestations se produisent ; le Conseil du Patriarcat arménien est convoqué pour lundi, afin de faire procéder à l'élection de l'Assemblée générale ; le décret pour l'extension des réformes à tout l'Empire sera soumis ce soir au Conseil des Ministres ; enfin, les réformes des six vilayets orientaux d'Asie-Mineure sont presque entièrement appliquées.

Sur ce dernier point, j'ai fait observer que les informations de Sa Majesté étaient en complète contradiction avec les nôtres et que, nulle part, les réformes n'avaient été sérieusement mises à exécution.

P. CAMBON.

M. Patrimonio, ministre de France à Belgrade, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Belgrade, le 8 novembre 1896.

Les informations du Ministre serbe des affaires étrangères reçues de Macédoine indiquent une situation très troublée. Les chrétiens sont très inquiets. Ces renseignements me sont confirmés par M. V. Bérard, qui vient de parcourir la Macédoine et la Vieille-Serbie.

Il n'est que temps de prendre des mesures et d'appliquer les réformes propres à rassurer les populations de ces régions.

PATRIMONIO.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 9 novembre 1896.

J'ai pris connaissance avec d'autant plus de satisfaction des engagements que vous avez obtenus du Sultan, qu'ils précisent et, sur certains points, accentuent encore l'étendue et la portée des assurances contenues dans une note que Munir Bey m'avait remise le 6 novembre.

Je crois inutile d'ajouter que j'approuve entièrement la réponse que vous avez faite au Sultan.

Il nous reste à surveiller et à hâter l'exécution des engagements pris envers nous par le Sultan. Je m'en remets, en toute confiance, à votre vigilance et à votre activité pour assurer ce résultat.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 12 novembre 1896.

Munir Bey m'a fait, par ordre de son Gouvernement, une nouvelle communication écrite tendant à établir que la Porte est entrée sérieusement dans la voie de l'application des mesures promises par le Sultan.

Il résulte notamment de cette communication que, sur 1.900 individus, musulmans et non musulmans, arrêtés dans Constantinople à l'occasion des derniers troubles, 1.800 auraient été relâchés, 60 auraient été frappés judiciairement de peines diverses, 40 passeraient d'ici lundi devant les Tribunaux compétents.

La même note annonce que le vali de Diarbékir a été remplacé, que des instructions très précises ont été envoyées aux valis pour la répression des violences de la part des musulmans, que les fonctionnaires coupables seront punis, qu'on procède à l'élection du patriarche arménien.

En prenant acte de ces premiers résultats, je ne puis que vous inviter à faire connaître de nouveau au Sultan, dans les termes les plus énergiques, l'intérêt qu'il a à ce que l'œuvre d'apaisement, dont il a reconnu la nécessité, soit résolument poursuivie et achevée. Les engagements qui ont été pris envers nous, et qui ont été rendus publics après accord avec l'ambassade, ne produiront sur l'opinion l'impression efficace et durable qu'il en attend qu'à la condition d'être suivis d'une exécution prompte et complète.

En communiquant à nos ambassadeurs les résultats déjà obtenus, ainsi que le sens des présentes instructions, je fais valoir, notamment à Saint-Petersbourg, l'intérêt commun qu'ont toutes les puissances à ce que vos collègues soient invités à appuyer votre action.

M. de Montebello me télégraphie d'ailleurs que, dans son premier entretien avec lui, M. Chichkine a tenu à appuyer sur les heureux résultats du voyage de l'Empereur à Paris, qui a permis d'assurer de la façon la plus complète l'action commune des deux Gouvernements en Orient.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 12 novembre 1896.

Le décret étendant à tous les vilayets de l'Empire les réformes concédées en septembre 1895 aux six vilayets « arméniens » a paru dans les journaux d'hier. A première vue, j'y constate de notables différences avec le texte que nous avons accepté. C'est ainsi qu'on s'abstient soigneusement de parler de l'admission à certains emplois civils de fonctionnaires chrétiens. Tandis que le décret de l'an dernier prévoyait l'envoi dans chaque vilayet de deux inspecteurs judiciaires, l'un musulman, l'autre chrétien, le décret actuel ne parle plus que d'un inspecteur pour deux ou trois vilayets. Il n'y est nullement question de l'affaire si importante des titres de propriété, prévue par l'article 29 des réformes. Du contrôle des kurdes et de la cavalerie Hamidié, qui existent cependant dans d'autres vilayets que les six vilayets « arméniens », il n'est pas soufflé mot, pas plus que des conseils dont l'institution était prévue auprès des valis, mutessarifs et caïmacans.

Partout ailleurs, il n'est question que de la confirmation des dispositions en vigueur, des règlements existants. Or, Votre Excellence sait que la plupart des dispositions des règlements existants ne sont justement pas en vigueur et que le but des réformes était précisément de ressusciter celles qui étaient devenues lettre morte.

On peut donc se demander si cette concession du Sultan est plus réelle que toutes celles dont nous avons malheureusement dû constater le néant jusqu'à ce jour.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, à Londres à Vienne et près le roi d'Italie.

Paris, le 12 novembre 1896.

Munir Bey m'a fait, par ordre de son Gouvernement, une communication écrite tendant à établir que la Porte est entrée dans la voie de l'application des mesures promises par le Sultan.

M. Cambon m'annonce, de son côté, que le décret étendant les réformes à tout l'Empire a été publié officiellement.

En prenant acte de ces premiers résultats, j'ai invité M. Cambon à insister auprès du Sultan pour la complète et prompte exécution des engagements pris.

Vous voudrez bien communiquer ces indications au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, et je m'en rapporte à vous du soin de faire valoir, dans les conditions que vous jugerez les plus convenables, combien il serait désirable, dans l'intérêt de l'œuvre commune poursuivie par les puissances, que l'ambassadeur

(Berlin) d'Allemagne,
(Londres) d'Angleterre,
(Vienne) d'Autriche Hongrie,
(Rome) d'Italie.

fût invité à joindre ses efforts à ceux de notre Représentant.

G. HANOTAUX.

**M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 13 novembre 1896.

En l'absence de lord Salisbury, j'ai fait à sir Thomas Sanderson la communication que vous m'avez prescrite.

Le sous-secrétaire d'Etat a répondu que l'ambassadeur de la Reine à Constantinople était de longue date muni d'instructions lui permettant d'agir de concert avec l'ambassadeur de la République et dans le même sens que ses collègues. Il a ajouté qu'il allait de suite rendre compte de ma démarche à lord Salisbury qui est à Hatfield.

Sir Thomas m'a assuré de la satisfaction que lui causent les informations contenues dans le télégramme de Votre Excellence. Le Sultan lui paraît cette fois décidé à passer des promesses aux actes, et il attribue en grande partie ce résultat à la déclaration faite par Votre Excellence à la Chambre des députés, qui n'a pas dû laisser à Abdul Hamid le moindre doute sur l'intention des puissances.

GEOFFRAY.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 14 novembre 1896.

Les chiffres d'arrestations et de mises en liberté donnés par Munir Bey à Votre Excellence sont inexacts. Je fais établir une statistique aussi complète que possible que je vous enverrai. Quant au Tribunal extraordinaire, j'ai appris que, contrairement aux engagements du Sultan, aucune disposition n'avait été prise pour le licencier et qu'il avait ouvert de nouvelles instances pouvant se prolonger indéfiniment.

J'ai fait dire au Sultan que vous exigiez la fermeture de ce Tribunal pour lundi avec renvoi devant la juridiction ordinaire de toutes les affaires pendantes. J'ai profité de l'occasion pour demander que toutes les condamnations prononcées par le Tribunal extraordinaire fussent soumises à une revision. L'ambassade de Russie m'a assisté dans toutes ces démarches.

P. CAMBON.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 14 novembre 1896.

J'ai fait part au Ministre des affaires étrangères des résolutions prises par le Sultan. M. Visconti-Venosta se félicite des résultats obtenus par Votre Excellence. Il s'est d'ailleurs empressé d'en aviser par le télégraphe son Représentant à Constantinople en rappelant les instructions antérieures qui lui prescrivent de joindre ses démarches à celles des autres ambassadeurs.

BILLOT.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 16 novembre 1896.

Je prie Votre Excellence de n'attacher aucune créance aux notes que lui a remises Munir Bey.

En fait, la seule mesure réalisée jusqu'à présent, est l'ouverture de la procédure pour l'élection du patriarche.

Je multiplie les démarches pour empêcher le Tribunal extraordinaire de se réunir demain et je n'ai pas encore ce soir de réponse définitive.

La poursuite du colonel Mazhar-Bey n'est même pas commencée. Cet officier se promène librement, et ni à Marache, ni à Alep, il n'est question de la réunion d'un Conseil de guerre.

Le Sultan emploie tous les moyens dilatoires et les notes de son ambassadeur à Paris n'ont d'autre but que de vous faire croire qu'on fait quelque chose alors qu'on ne fait rien.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 16 novembre 1896.

Je ne puis qu'approuver les démarches que vous avez faites, auprès du Sultan, avec l'assistance de l'ambassade de Russie, en vue de la fermeture immédiate du Tribunal extraordinaire et de la revision des condamnations.

Je vais m'entretenir aujourd'hui même avec Munir-Bey de la poursuite contre le colonel inculpé dans l'affaire Salvatore et de la fermeture du Tribunal extraordinaire.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 16 novembre 1896.

J'ai fait venir Munir-Bey. Je lui ai dit qu'en présence des engagements formels du Sultan, je ne pouvais me laisser leurrer par des promesses vaines; qu'en conséquence, je vous donnais pour instruction de quitter Constantinople, si vous ne receviez pas les satisfactions suivantes déjà promises par le Sultan :

1^o Arrestation du colonel Mazhar-Bey et la constitution du Conseil de guerre;

2^o Fermeture du Tribunal extraordinaire et cessation absolue de nouvelles poursuites;

3^o Ordre donné aux autorités militaires de Crète d'obtempérer aux réquisitions du vali.

Je vous laisse le soin de tirer le parti le plus avantageux d'un langage aussi catégorique.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 16 novembre 1896.

L'ambassadeur d'Angleterre a reçu l'ordre d'appuyer mes démarches; il a adressé une note à la Porte dans ce sens et il a fait parler au Palais. Izzet-Bey m'a avisé par écrit ce matin de la suppression du Tribunal extraordinaire et de la décision ouvrant à tous les condamnés un recours devant la Cour de cassation.

J'ai été informé également par le Palais des ordres donnés à Edhem-Pacha, commandant militaire à Alep, pour la mise aux arrêts du colonel Mazhar-Bey et la constitution du Conseil de guerre.

P. CAMBON.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 16 novembre 1896.

En réponse à la communication que je lui avais faite, le comte Goluchowski m'a prié d'informer Votre Excellence qu'il renouvellerait les instructions déjà données à son Représentant à Constantinople pour qu'il appuie les démarches que fait en ce moment M. Cambon.

LOZÉ.

(A suivre).

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

SUISSE

Compte-Rendu de la gestion du Conseil fédéral pour 1896.

DÉPARTEMENT DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE

Commerce.

I. TRAITÉS DE COMMERCE ET RELATIONS DOUANIÈRES AVEC L'ÉTRANGER

Dans le courant de l'année, de nouveaux traités ont été conclus avec les pays ci-après désignés :

Japon. — Traité d'amitié, d'établissement et de commerce, du 10 novembre 1896. Vous avez ratifié ce traité dans votre session de décembre. Au moment de l'impression du présent rapport (commencement de mars), le Japon devait l'avoir aussi ratifié ; toutefois, nous n'avons encore reçu aucune communication à cet égard. Pour les détails, nous nous référons à notre message du 27 novembre 1896 (*F. féd.* 1896, IV. 812).

France. — Convention du 14 octobre 1896 étendant à la Tunisie les traités et conventions en vigueur entre la Suisse et la France et garantissant, pour les exportations suisses dans la régence, les mêmes droits douaniers que ceux qui sont actuellement ou seront à l'avenir appliqués aux marchandises de la nation la plus favorisée, la France exceptée. Dans votre session de décembre également, vous avez ratifié cette convention, conclue à Paris par M. le ministre Lardy avec le ministre français des affaires étrangères. Aux termes de la disposition finale de la convention, l'échange des ratifications aurait dû avoir lieu le 14 janvier 1897 au plus tard, c'est-à-dire dans les trois mois qui ont suivi la signature ; mais il a été ajourné d'un commun accord et il y a été procédé le 25 du même mois, à Paris. Cette convention a eu pour effet d'éviter l'application à nos produits du nouveau tarif douanier tunisien du 28 septembre 1896. Pour le moment, ils sont soumis au régime du traité anglo-tunisien du 19 juillet 1875, d'après lequel les droits ne peuvent excéder 8 0/0 de la valeur. Ce traité n'a pas de durée déterminée ; il y est simplement disposé qu'il peut être en tout temps modifié d'un commun accord. Des droits plus réduits existent entre autres pour les montres et la bijouterie ; d'après le tarif douanier tunisien, ces articles ne paient que 1/4 jusqu'à 1 0/0 de la valeur.

La France a aussi conclu, au sujet de la Tunisie, des conventions analogues à la nôtre avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie, le Danemarck, la Belgique et l'Espagne.

République argentine. — Convention du 12 août 1896 par laquelle les deux pays s'assurent réciproquement, pour leurs ressortissants et leurs produits, le traitement de la nation la plus favorisée. Le sénat argentin a déjà ratifié la convention au milieu d'octobre ; la ratification par la chambre n'a pas encore eu lieu.

Cette convention consacre, en toute forme, l'état de choses qui a déjà existé jusqu'ici entre les deux pays, par accord tacite.

Paraguay. — Convention du 1^{er} septembre 1896. Cette convention est presque identique à celle conclue avec la République argentine. Le parlement du Paraguay ne s'en est pas encore occupé.

Ces deux dernières conventions, avec l'Argentine et le Paraguay, ont été conclues par M. le ministre Rodé, à Buenos-Ayres.

Aux termes de son article 17, le traité de commerce avec l'Italie aurait pu être dénoncé avant l'expiration de l'exercice, pour la fin de l'année 1897. Nous n'avons pas fait usage de ce droit, l'Italie non plus. En conséquence, ce traité demeurera encore valable jusqu'à la fin de l'année 1903, et éventuellement plus longtemps, soit jusqu'à l'expiration d'un an après la dénonciation.

La durée fixe de la convention de commerce avec l'Espagne, du 13 juillet 1892 (entrée en vigueur du 1^{er} janvier 1894), expire le 31 décembre 1897. Depuis la fin de 1896, cette convention peut être en tout temps dénoncée pour expirer après un délai de 12 mois. Nous avons commencé, dans le courant de l'année, une enquête sur les effets de la convention.

Des négociations pour la conclusion de nouveaux traités ont été entamées ou poursuivies avec les Etats suivants :

Bulgarie. — Le régime de la nation la plus favorisée, existant depuis 1890 avec cette principauté, avait été prolongé le 31 janvier 1895 pour une durée de deux ans, c'est-à-dire jusqu'au 12 janvier 1897, par l'entremise de l'agent diplomatique français à Sofia, sous forme d'échange de notes. Ce *modus vivendi* assurait à la Suisse l'application du droit général bulgare de 10 1/2 0/0 de la valeur (précédemment 8 1/2 0/0) que des conventions douanières spéciales conclues par la Bulgarie avec l'Angleterre et l'Autriche-Hongrie avaient fixé pour la même durée.

Au printemps de 1896, des négociations ont été entamées entre la Bulgarie et l'Autriche-Hongrie et ont abouti, le 21 décembre, à un traité de commerce détaillé. Ce traité accorde à la Bulgarie le droit d'élever ses droits de 10 1/2 0/0 à 14 1/2 0/0 de la valeur, sauf en ce qui concerne quelques articles pour lesquels des droits, en partie moins élevés, en partie plus forts, ont été stipulés. Le traité doit entrer en vigueur le 22 mai 1897. Pour régler la situation douanière provisoirement jusqu'à cette époque, la Sobranié a édicté une loi portant qu'un droit de 14 0/0 sera perçu sur toutes les marchandises importées de l'étranger.

Aussitôt que nous eûmes connaissance de l'issue des négociations austro-bulgares, nous fîmes des démarches par l'intermédiaire de M. le ministre de Claparède, à Vienne, pour arriver d'abord à un arrangement nous assurant le traitement de la nation la plus favorisée. Cet arrangement est intervenu par un échange de notes effectué à Vienne le 28 février 1897. Nous avons ensuite engagé des négociations avec le gouvernement bulgare sur une convention commerciale en toute forme. Ces négociations sont encore en cours.

Etat libre d'Orange. — Dans la session d'été de l'Assemblée fédérale, une motion de M. le conseiller national Joos tendant à la conclusion avec cet Etat, d'un traité d'amitié, d'établissement, de commerce et de représentation consulaire, a été adoptée.

Une demande préalable présentée au gouvernement de ce pays par l'organe de notre consul à Johannesburg, a rencontré un accueil bienveillant; nous avons toutefois été informés que, pour le moment, un traité d'amitié pourrait seul être conclu. Le corps législatif de l'Etat libre a en effet pris, le 10 mai 1893, une résolution portant que, en raison de l'union douanière projetée des pays de l'Afrique du Sud (Colonie du Cap, République Sud-Africaine, Natal, Mozambique et Etat libre d'Orange), il considère qu'actuellement il n'est pas désirable de conclure des traités de commerce avec d'autres nations. Cependant, on nous a fait entrevoir la possibilité d'une prochaine abrogation de cette décision.

Chili, Brésil et autres Etats de l'Amérique du Sud. — Il s'agit ici de conventions analogues à celles que nous avons conclues avec l'Argentine et le Paraguay. Les négociations n'ont également pu être terminées dans le courant de l'année.

La politique commerciale suivie par quelques-uns de ces Etats révèle de plus en plus leur intention de chercher à s'unir étroitement en matière de douane et ces efforts ont engagé le Chili et l'Uruguay, entre autres, à dénoncer leurs traités avec des pays européens. Dans ces circonstances, il ne nous a pas été possible jusqu'à présent de donner la suite désirée au postulat de la commission de gestion du Conseil des Etats qui, dans son rapport sur notre gestion en 1894 (*R. féd.* 1895, III. 40), a spécialement insisté sur le désir que des traités soient conclus avec les Etats de l'Amérique du Sud.

Mexique. — Les négociations pour conclure avec ce pays un traité d'amitié, d'établissement et de commerce, ont été interrompues pendant longtemps par suite de la mutation survenue dans le poste de ministre suisse à Washington, ainsi que par d'autres causes. Ces négociations ont maintenant été reprises et promettent d'aboutir promptement à la conclusion du traité.

Les trois Etats libres de l'Amérique centrale, *Salvador*, Honduras et Nicaragua, se sont fusionnés, par traité du 20 juin 1895, en une union politique sous le nom de « Republica mayor de centro America ». Notre situation conventionnelle avec le premier de ces Etats n'en subira probablement aucune modification et nous espérons qu'il nous sera possible d'étendre à la nouvelle confédération notre traité avec le Salvador.

Les tableaux suivants donnent un aperçu de nos traités de commerce et de nos relations commerciales :

Traité de commerce suisses.

Ce tableau indique tous les traités et arrangements en vigueur au 1^{er} mars 1897 et se rapportant entièrement ou partiellement au commerce, ainsi que les traités déjà conclus avec le Japon, l'Argentine et le Paraguay, mais non encore ratifiés.

Argentine. — Date de la conclusion : 12 août 1896. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : pas encore publié.

Allemagne, traité de commerce. — Date de la conclusion : 10 décembre 1891. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} février 1892. — Durée : 31 décembre 1903. — Publication : R. o., n. s. XII. 482.

Convention relative à la commune badoise de Büsingen. — Date de la conclusion : 21 septembre 1895. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} janvier 1896. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. XV. 354.

Autriche-Hongrie. — Date de la conclusion : 10 décembre 1891. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} février 1892. — Durée : 31 décembre 1903. — Publication : R. o., n. s. XII. 564.

Belgique. — Date de la conclusion : 3 juillet 1889. — Date de l'entrée en vigueur : 29 décembre 1889. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. XI. 317.

Bulgarie. — Par notes échangées le 28 février 1897, les deux Etats se sont garanti en matière de douane, le traitement de la nation la plus favorisée, jusqu'à l'entrée en vigueur d'une convention commerciale en toute forme.

Congo (Etat du). — Date de la conclusion : 16 novembre 1889. — Date de l'entrée en vigueur : 14 avril 1890. — Durée : 40 ans. — Publication : R. o., n. s. XI. 395.

Danemark. — Date de la conclusion : 10 février 1875. — Date de l'entrée en vigueur : 10 juillet 1875. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. I. 612.

Equateur. — Date de la conclusion : 22 juin 1888. — Date de l'entrée en vigueur : 21 octobre 1889. — Durée : 40 ans. — Publication : R. o., n. s. XI. 195.

Espagne. — Date de la conclusion : 13 juillet 1892. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} janvier 1894. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. XVI. 1.

Etats-Unis d'Amérique. — Date de la conclusion : 25 novembre 1850. — Date de l'entrée en vigueur : 8 novembre 1855. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. V. 189.

France, règlement provisoire des relations commerciales (échange de notes). — Date de la conclusion : 25 juin 1895. — Date de l'entrée en vigueur : 19 août 1895. — Durée : sans durée déterminée. — Publications : F. féd. 1895, III. 691; R. o., n. s. XV. 204.

Règlement relatif au pays de Gex (échange de notes). — Date de la conclusion : 23 juillet 1892; 25 juin 1895. — Date de l'entrée en vigueur : 19 août 1895. — Durée : sans durée déterminée. — Publication : R. o., n. s. XV. 208.

Rapports de voisinage. — Date de la conclusion : 23 février 1882. — Date de l'entrée en vigueur : 16 mai 1882. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. VI. 413.

Article additionnel. — Date de la conclusion : 25 juin 1895. — Date de l'entrée en vigueur : 29 août 1895. — Durée : sans durée déterminée. — Publication : R. o., n. s. XV. 214.

Régime douanier entre Genève et la zone franche de la Haute-Savoie. — Date de la conclusion : 14 juin 1881. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} janvier 1883. — Durée : 30 ans. — Publication : R. o., n. s. VI. 254.

Règlement des rapports avec la Tunisie. — Date de la conclusion : 14 octobre 1896. — Date de l'entrée en vigueur : 25 janvier 1897. — Durée : sans durée déterminée. — Publication : R. o., n. s. XVI. 12.

Grande-Bretagne. — Date de la conclusion : 6 septembre 1855. — Date de l'entrée en vigueur : 6 mars 1856. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. V. 255.

Grèce. — Date de la conclusion : 10 juin 1887. — Date de l'entrée en vigueur : 10 juin 1887. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. XI. 327.

Iles Hawaï (Sandwich). — Date de la conclusion : 20 juillet 1864. — Date de l'entrée en vigueur : 26 février 1869. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. IX. 464.

Italie. — Date de la conclusion : 19 avril 1892. — Date de l'entrée en vigueur : 19 juin 1892. — Durée : 31 décembre 1903. — Publication : R. o., n. s. XII. 787.

Japon. — Date de la conclusion : 6 février 1864. — Date de l'entrée en vigueur : 6 février 1864. — Durée : Depuis longtemps soumis à une révision. — Publication : R. o., a. s. VIII. 618.

Convention additionnelle. — Date de la conclusion : 26 avril 1867. — Date de l'entrée en vigueur : 26 avril 1867. — Durée : Depuis longtemps soumis à une révision. — Publication : R. o., a. s. IX, 55.

Nouveau traité. — Date de la conclusion : 10 novembre 1896. — Date de l'entrée en vigueur : 17 juillet 1899, au plus tôt. — Durée : 12 ans. — Publication : F. féd., 1896. IV. 829.

Liechtenstein (traité avec l'Autriche-Hongrie). — Date de la conclusion : 10 décembre 1891. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} février 1892. — Durée : 31 décembre 1903. — R. o., n. s. XII. 535.

Norvège. — Date de la conclusion : 22 mars 1894. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} août 1894. — Durée : 31 décembre 1903. — Publication : R. o., n. s. XIV. 290.

Pays-Bas. — Date de la conclusion : 19 août 1875. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} octobre 1878. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. III. 495.

Paraguay. — Date de la conclusion : 1^{er} septembre 1896. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} octobre 1878. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : Pas encore publié.

Perse. — Date de la conclusion : 23 juillet 1873. — Date de l'entrée en vigueur : 27 octobre 1874. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. I. 164.

Roumanie. — Date de la conclusion : 3 mars 1893. — Date de l'entrée en vigueur : 13 mai 1893. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. XIII. 428.

Russie. — Date de la conclusion : 26 décembre 1872. — Date de l'entrée en vigueur : 30 octobre 1873. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. XI. 379.

Salvador. — Date de la conclusion : 30 octobre 1883. — Date de l'entrée en vigueur : 7 février 1885. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. VII. 676.

Serbie. — Date de la conclusion : 10 juin 1880. — Date de l'entrée en vigueur : 10 juin 1880. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. V. 158.

Transwaal (république sud-africaine). — Date de la conclusion : 6 novembre 1885. — Date de l'entrée en vigueur : 18 novembre 1887. — Durée : 10 ans. — Publication : R. o., n. s. X. 248.

Turquie. — Le traité du 29 avril 1861, avec tarif conventionnel, a expiré le 13 mars 1880. Il a été provisoirement remplacé par une déclaration de la Porte, en date du 22 mars 1890, d'après laquelle le commerce suisse en Turquie jouit du traitement de la nation la plus favorisée, moyennant réciprocité en Suisse pour le commerce ottoman.

**Commerce de la Suisse d'après le régime des traités (à l'exclusion
des métaux précieux monnayés et à l'état brut).**

	EXPORTATION (MILLIONS DE FRANCS)					IMPORTATION (MILLIONS DE FRANCS)				
	1891	1892	1893	1894	1895	1891	1892	1893	1894	1895
<i>Traités avec tarifs.</i>										
Allemagne	160	157	164	154	163	286	222	233	239	269
(France)	124	—	—	—	72	204	—	—	—	122
Italie	47	45	43	38	39	134	135	142	140	154
Autriche-Hongrie	36	37	40	39	39	86	68	76	80	68
Espagne	12	11	9	12	12	4	7	9	11	15
	379	250	256	243	325	714	432	460	470	628
<i>Traités stipulant le traitement de la nation la plus favorisée.</i>										
Grande-Bretagne et colonies env.	130	133	134	131	144	52	52	53	51	57
Etats-Unis	72	76	80	72	91	31	41	38	35	39
Russie	14	13	18	22	22	47	49	55	56	62
Belgique	11	10	10	12	11	24	20	21	23	24
Pays-Bas et colonies env.	11	9	8	8	7	10	9	10	9	9
Etats des Balkans	18	18	15	17	15	7	11	9	6	8
Autres Etats. env.	12	12	11	11	12	6	5	5	5	10
env.	268	271	276	273	302	177	187	191	185	209
<i>Etats sans traités.</i>										
France. env.	—	101	73	72	—	—	171	103	95	—
Autres Etats. env.	20	28	36	29	32	23	62	55	50	53
env.	20	129	109	101	32	23	233	158	145	53
<i>Récapitulation</i>					<i>Récapitulation</i>					
Etats avec traités à tarifs	379	250	256	243	325	714	432	460	470	628
Etats avec traités stipulant le traitement de la nation la plus favorisée.	268	271	276	273	302	177	187	191	185	209
Etats avec traités	647	521	532	516	627	891	619	651	655	837
Etats sans traités	20	129	109	101	32	23	233	158	145	53
TOTAUX.	667	650	641	617	659	914	852	809	800	890

**Commerce de la Suisse avec les différentes parties du monde
(à l'exclusion des métaux précieux monnayés et à l'état brut).**

	EXPORTATION (MILLIONS DE FRANCS)					IMPORTATION (MILLIONS DE FRANCS)				
	1891	1892	1893	1894	1895	1891	1892	1893	1894	1895
Europe.	542	515	500	491	512	850	731	697	695	771
Afrique.	5	5	5	6	5	14	15	12	12	15
Asie.	29	28	28	26	24	8	39	35	31	36
Amérique.	88	97	104	91	113	40	62	59	58	63
Australie	3	2	2	2	2	2	5	5	4	5
Pays indéterminés.	—	3	2	2	3	—	—	—	—	—
TOTAUX.	667	650	641	617	659	914	852	808	800	890

II. CONTESTATIONS DANS LES RELATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

La contestation avec l'Espagne au sujet de la mise en séquestration de crêpe de santé suisse qui se trouvait dans les magasins de la maison Hohl et Syz, à Barcelone, contestation dont nous avons fait mention dans notre dernier rapport de gestion, a été tranchée définitivement par les tribunaux en faveur de ladite maison. Les autorités espagnoles ont ainsi reconnu en principe *que la patente dite de fabrication confère uniquement le monopole de la fabrication de l'article respectif en Espagne même et de la vente de la marchandise fabriquée dans le pays, qu'en revanche les marchandises du même genre fabriquées à l'étranger peuvent être importées et vendues librement dans toute l'étendue du royaume*. L'importation et la vente de produits étrangers ne peuvent être empêchées que s'il y a usurpation d'un *brevet d'invention*, avec lequel la patente de fabrication ne doit pas être confondue.

Dans notre rapport sur l'exercice 1894, nous vous avons informés que, sur notre demande, l'administration des douanes françaises s'était déclarée disposée à restituer les droits d'entrée perçus sur les *colis postaux* provenant de l'étranger et qui sont retournés aux expéditeurs à la suite du refus des destinataires ou parce qu'ils n'ont pu être distribués. Depuis, nous avons pu engager le gouvernement belge à prendre une décision analogue, de sorte que, à notre connaissance, tous les Etats qui ont adhéré à la convention concernant l'échange des colis postaux, du 3 novembre 1880, sauf la Roumanie, suivent en la question la même pratique.

Plusieurs contestations de principe survenues dans nos rapports avec l'*empire allemand* et au sujet desquelles des dispositions du traité de commerce sont en cause, n'ont pu encore recevoir leur solution.

DÉPARTEMENT DE JUSTICE ET POLICE

A. Législation et Justice.

DROIT INTERNATIONAL

1. Le 14 novembre 1896 a été signée à la Haye, par les représentants de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, de la Hollande, du Luxembourg, du Portugal et de la Suisse, la convention, sur laquelle renseigne notre rapport de gestion pour 1895, relative à la fixation de règles communes sur certains points de procédure civile; la Suède et la Norvège ont plus tard adhéré à la convention.

Nous avons chargé M. Ferdinand Koch, consul général de Suisse à Rotterdam, de nous représenter.

En 1897, nous rapporterons en détail au sujet de cette convention qui sera soumise à votre ratification.

2. Après de longues négociations — elles ont commencé en 1889 — a été signée, le 20 novembre 1896 à Madrid, par notre consul général, M. Charles-E. Lardet et le ministre d'Espagne des affaires étrangères don Carlos O'Donell y Abreu, duc de Tetuan, etc., la convention concernant l'exécution réciproque des jugements et sentences réciproques rendus en matière civile et commerciale.

La ratification de ce traité pourra avoir lieu en 1897, une fois que l'Assemblée fédérale l'aura accordée conformément au droit qui lui en a été réservé. Nous nous bornons pour aujourd'hui à annoncer la conclusion du traité, le surplus devant faire l'objet du rapport que nous avons à vous adresser.

GARANTIE DE CONSTITUTIONS CANTONALES.

Pendant l'exercice ont obtenu la garantie fédérale :

1. Par arrêté fédéral en date du 25 mars 1896 (*Rec. off.*, nouv. série, XV. 449), la loi constitutionnelle tessinoise du 16 juin 1893, modifiant l'article 33 de la loi constitutionnelle du 2 juillet 1892.

A teneur du second alinéa de cet article, les Tessinois à l'étranger qui appartiennent à un foyer inscrit dans le registre des foyers d'une commune du canton, exercent le droit de vote dans cette commune qui, leur commune d'origine, est considérée comme leur commune (fictive) de domicile ; sont réservés les cas où la loi les prive du droit de vote. Jusqu'alors les Tessinois établis à l'étranger qui reprenaient leur domicile dans le canton, pouvaient exercer leur droit de vote dans la commune où ils avaient un domicile effectif depuis 20 jours (voir message du 31 mai 1895, *F. féd.* 1895, III. 200).

2. Par arrêté fédéral du 17 juin 1896 (*Rec. off.*, nouv. série, XV. 487), une modification du 3 mai 1896 à l'article 19 de la constitution du canton d'Uri.

L'article 19 de la constitution uranaise, ainsi conçu : « Les votations à la landsgemeinde et aux assemblées communales ont lieu à main levée. Dans toutes les votations, c'est la majorité absolue qui décide, » a été complété comme suit : « Il est loisible aux communes d'instituer le vote au scrutin secret. » (Message dans la *F. féd.* 1896, III. 576).

3. Par arrêté fédéral du 17 juin 1896 (*Rec. off. n. s.* XV. 489), une modification, du 10 mai 1896, des articles 64 et 35 de la constitution du canton de Glaris.

L'article 64 de la constitution cantonale divise le canton en communes électorales.

La modification consiste en ce que la commune de Haslen a été distraite de la commune électorale de Diesbach et érigée en commune électorale distincte.

A teneur de l'article 35 nouveau, ce n'est plus le Grand Conseil, mais la Landsgemeinde qui nomme le procureur général et les juges d'instruction, comme elle nomme le conseil d'Etat et les tribunaux (*F. féd.*, 1896, III. 367).

4. Par arrêté fédéral du 23 juin 1896 (*Rec. off. n. s.* 491), une révision partielle (13 octobre 1895) de la constitution de Nidwald.

Cette révision concerne les articles 15 et 86 de la constitution cantonale.

a. Le nouvel article 15 à son alinéa 1 prévoit que la loi règle le régime hypothécaire. Le taux de l'intérêt des rentes foncières et hypothèques dont le montant ne dépasse pas l'estimation officielle du fonds, a été fixé à 4 0/0 au maximum ; elles peuvent être rachetées par le débiteur et dénoncées par le créancier. Pour les rentes foncières et hypothèques dont le montant dépasse l'estimation officielle du fonds, le taux maximum de l'intérêt a été fixé à 5 0/0. Notre message du 20 mars 1896 répond aux diverses objections présentées par un groupe de porteurs de titres de rente

foncière qui demandait que la garantie ne fût pas accordée au nouvel article constitutionnel.

b. L'article 86 fixe à 400, au lieu de 800 comme il était jusqu'alors, le quorum des électeurs cantonaux nécessaires pour réclamer une révision partielle ou totale de la constitution (*F. féd.* 1896, II. 348).

ETAT CIVIL ET MARIAGE.

1. En ce qui concerne l'année 1895, les rapports d'inspection prévus par l'article 12 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, rapports que les gouvernements cantonaux sont tenus de nous adresser chaque année, ne nous sont parvenus, du moins en partie, qu'en janvier 1897. Celui de Zoug brillait même encore par son absence lorsque nous avons rédigé le présent rapport.

Les observations des autorités cantonales de surveillance ont de nouveau fourni matière à une volumineuse correspondance entre le Département fédéral de Justice et de police et ces autorités, correspondance sur laquelle nous renonçons, pour des motifs exposés précédemment, à nous étendre ici davantage.

Ensuite d'une proposition faite par le gouvernement lucernois, de rassembler toutes les instructions données et toutes les décisions prises jusqu'à ce jour par l'autorité fédérale de surveillance en matière d'état civil, nous avons déclaré qu'en voie de préparation depuis longtemps déjà, un recueil de ce genre sera terminé à la fin de l'année 1897, époque à laquelle il y aura dix ans que, conformément à notre arrêté du 8 juillet 1887, sur l'organisation des départements (*Rec. off.*, nouv. série, X. 106), l'exécution de la loi concernant l'état civil et le mariage rentre dans les attributions de notre Département de Justice et Police.

A cette occasion, le questionnaire employé pour les inspections des offices d'état civil sera aussi soumis à révision, attendu que, d'ici là, on parviendra à compléter dans les divers cantons les renseignements qui nous sont encore nécessaires à cet effet.

Quelques autorités cantonales de surveillance ont dû être rendues attentives au fait qu'à l'article 12 déjà cité, la loi fédérale sur l'état civil leur fait un devoir d'inspecter annuellement tous les offices d'état civil de leur canton.

Dans son rapport, le gouvernement de Saint-Gall nous a priés de faire en sorte que la convention du 4 juin 1886, conclue entre la Suisse et l'Allemagne pour faciliter les mariages des ressortissants des deux pays (*Rec. off.*, nouv. série, IX. 92), soit appliquée dans tous les Etats allemands. Nous lui avons répondu que cette idée nous occupait depuis longtemps déjà. Si aucune démarche n'avait été faite jusqu'à présent, cela tenait, disions-nous, essentiellement à deux motifs : Premièrement, ce n'est pas aux autorités suisses qu'il appartient de prendre en mains les intérêts des étrangers vis-à-vis de prescriptions vexatoires émanant des autorités de leur pays d'origine. Les intéressés peuvent au contraire s'adresser eux-mêmes à la légation allemande (soit bavaroise) ou directement aux autorités de surveillance de leur pays. Secondement, il est utile de réunir de nouveaux matériaux, notamment au point de vue des intérêts suisses, afin de pouvoir, quand le moment sera venu de le faire, appuyer efficacement une réclamation éventuelle.

A Genève, du 22 au 29 juillet, notre secrétaire pour l'état civil a soumis

à une inspection le tiers des offices d'état civil. D'une manière générale, le rapport sur les résultats obtenus est des plus favorables. Nous l'avons communiqué au Conseil d'Etat du canton de Genève, en l'invitant à prendre, sur la base des observations faites, les mesures qu'il jugerait utiles. La réponse du Conseil d'Etat nous est parvenue. Nous vous ferons rapport l'année prochaine sur le résultat des négociations ultérieures. Cette inspection extraordinaire a d'ailleurs produit des résultats immédiats. Nous avons l'intention de faire procéder à des inspections analogues dans d'autres cantons.

2. Dans le domaine de l'état civil, 3 circulaires ont été adressées aux cantons en 1896, savoir :

a. Circulaire du Conseil fédéral du 7 septembre 1896, concernant l'exécution de l'article 57 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage (transmission des jugements de divorce) ; *F. féd.* 1896, III. 1101.

b. Circulaire du Conseil fédéral du 19 septembre 1896, relative à la non-inscription de la cause de mort dans les actes de décès (*F. féd.* 1896, IV. 13).

c. Circulaire du Département fédéral de Justice et Police du 10 décembre 1896, au sujet du mode de procéder à la publication des promesses de mariage en Prusse et en Alsace-Lorraine (*F. féd.* 1896, IV. 1066). Voir aussi la circulaire du 8 mai 1895 (*F. féd.* 1895, II. 1122).

3. En se référant aux observations contenues dans notre rapport de gestion de 1895, au sujet du mariage qui a été célébré à l'église protestante du Caire le 1^{er} février 1894, entre un bourgeois de Berne et une ressortissante de Baireuth, la chancellerie de l'Empire allemand a bien voulu nous communiquer, par l'entremise de l'envoyé impérial, la manière de voir que voici :

« A page 16 de son rapport de gestion de 1895, le Département fédéral de Justice et Police examine la question de savoir si le mariage d'un bourgeois de Berne-ville, qui s'est marié à l'église protestante du Caire avec une ressortissante de Baireuth, doit être considéré comme valable et si l'inscription de mariage prévue par la loi suisse peut être faite au registre des mariages du lieu d'origine en vertu de l'acte de mariage dressé par l'ecclésiastique et légalisé par le consul allemand en résidence à Alexandrie, par l'office des affaires étrangères de l'Empire allemand et par la légation de Suisse à Berlin. La question est d'ailleurs résolue affirmativement par le département qui fait observer textuellement « que les légalisations de l'acte de mariage, de la part du consul allemand en résidence à Alexandrie et de l'office des affaires étrangères de l'Empire allemand, constituent une garantie suffisante de la validité légale du mariage, sans compter la légalisation apposée par la légation de Suisse à Berlin. »

« En lisant cette observation, on pourrait croire que le Département fédéral de Justice et Police attache à la légalisation de l'acte de mariage une importance qu'elle n'a pas à nos yeux, attendu qu'elle ne vise en rien la teneur de l'acte et ne sert au contraire qu'à attester l'authenticité de la signature ailleurs qu'à l'endroit où le document a été délivré. Toutefois, étant donné le principe qui a inspiré la décision du Département, on peut bien interpréter l'observation dont il s'agit en ce sens que les légalisations apposées constituent pour l'autorité de surveillance en matière d'état civil une garantie s'étendant au-delà du certificat délivré par l'ecclésiastique, à savoir que les intéressés n'ont pas cherché à tromper les autorités, mais

ont voulu, au contraire, assurer l'authenticité de l'acte, tandis que le soin d'en fixer définitivement la validité au point de vue de la loi n'appartient qu'aux tribunaux.

« Quant au côté matériel de la question, la manière de voir exposée dans la décision concorde avec la nôtre. La population chrétienne de l'Égypte, tout comme celle de la Turquie, a deux alternatives, le mariage religieux et le mariage civil, par devant l'autorité consulaire, qui tous deux sont valables. Cette manière de voir a d'ailleurs reçu la sanction des tribunaux en ce qui concerne les ressortissants de l'Empire et protégés allemands. Par jugement du 26 février 1891, inséré au tome 27 des arrêts du tribunal de l'Empire, le tribunal a déclaré, avec motifs à l'appui, que les ressortissants de l'Empire et les protégés allemands en Turquie ne sont, en général, ni empêchés, vu l'exterritorialité dont ils jouissent en vertu des capitulations, de conclure leurs affaires juridiques dans les formes requises par l'Etat où ils résident, ni, en particulier, contraints par les prescriptions de la législation allemande, qui leur accordent la faculté de faire célébrer leur mariage par l'autorité civile, de recourir à cette forme obligatoire seulement dans le pays d'origine, mais peuvent, au contraire, en conformité du principe international *locus regit actum*, choisir la forme religieuse avec toutes ses conséquences légales, telle qu'elle est consacrée par la coutume et mise en pratique en Turquie, non seulement vis-à-vis des chrétiens étrangers, mais aussi des chrétiens sujets de la Porte. »

4. Dans un cas spécial, nous avons dispensé notre ministre résident à Londres de légaliser un acte de mariage qu'il savait contenir de fausses indications.

5. Cinq jugements de divorce émanant de tribunaux étrangers et prononçant la dissolution de mariages contractés par des étrangers en Suisse ont été, pendant l'exercice, communiqués pour être transcrits dans les registres de l'état civil en Suisse. Tous ces jugements avaient été rendus par le tribunal de Constance, grand-duché de Bade, à l'égard d'époux badois dans 4 cas et prussiens dans un. La transcription eut lieu partout sans difficulté.

Dans un cas spécial, nous avons refusé de délivrer une déclaration de reconnaissance pour un jugement qui devait être rendu par un tribunal étranger à l'égard d'époux étrangers, dont l'un résidait en Suisse. Dans deux cas, nous avons pu, en nous référant à la législation du pays d'origine des intéressés, empêcher les tribunaux suisses de rendre des jugements de divorce à l'égard d'étrangers et, dans quatre, il a fallu, vu l'article 43 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, refuser de reconnaître et transcrire des jugements de divorce émanant de tribunaux étrangers, rendus à l'égard de Suisses. Un jugement de divorce rendu par un tribunal du canton du Valais à l'égard de ressortissants italiens, en inobservation de la loi italienne et suisse, a été transformé en un jugement en séparation de corps et de biens.

6. Notre rapport de gestion de 1895, chiffre 16, alinéa 3 (*R. féd.* 1896, II. 296), disait que nous avions écarté, comme inadmissible, la requête d'une femme qui, mariée en Californie avec un Suisse, avait été, fin mai 1894, divorcée par la Cour d'appel de San-Francisco, puis était revenue en Suisse où elle entendait se remarier sans être divorcée valablement selon le droit suisse.

En 1896, cette femme s'est mariée à New-York avec son nouveau fiancé.

Au vu de l'article 54, alinéa 3, de la constitution fédérale, rien ne put être objecté à la demande en reconnaissance de ce deuxième mariage et de la légitimation simultanée de deux enfants naturels.

7. Un délégué de la Société généalogique à Utah nous a demandé l'autorisation de visiter les divers bureaux suisses de l'état civil, afin d'en consulter les registres dans un but généalogique.

Nous n'avons pas cru devoir faire droit intégralement à cette demande. Le refus opposé se fondait sur les considérations suivantes :

En Suisse, l'état civil repose sur la loi fédérale du 24 décembre 1874 et sur le règlement y relatif, du 20 septembre 1881.

Conformément à l'article 2 de cette loi, les registres doivent être tenus doubles et identiques ; un des doubles est transmis à la fin de l'année à l'autorité désignée dans chaque canton pour être déposé et conservé dans ses archives ; l'autre reste à la disposition de l'officier de l'état civil.

Or, tandis que la loi allemande du 6 février 1875, sur la constatation de l'état civil des personnes et la célébration du mariage, stipule, à l'article 16, que les registres de l'état civil doivent être communiqués à tous, moyennant le paiement des droits autorisés par le tarif y annexé, il en est autrement des registres suisses de l'état civil. La loi suisse ne défend pas directement, il est vrai, de communiquer les registres au public. Cependant, les registres suisses des décès, par exemple, mentionnent aussi, conformément aux prescriptions de la même loi, les causes de décès et il est clair, évidemment, que les indications de cette nature, faites exclusivement en vue de la statistique, ne sauraient être livrées au public. Au reste, d'une manière générale, l'intention du législateur suisse n'a pas été de rendre les registres accessibles au public. Nous n'en voulons pour preuve que l'article 64 des dispositions transitoires, qui prescrit expressément que, « dès l'entrée en vigueur de la loi, les nouveaux officiers de l'état civil seuls sont autorisés à délivrer des certificats et des extraits des registres de l'état civil ». Le législateur n'a pas même accordé ce droit aux ecclésiastiques pour les registres qu'ils tenaient précédemment. D'un autre côté, par sa circulaire du 7 juin 1889, le Conseil fédéral a invité les Etats confédérés à donner pour instruction aux officiers de l'état civil de ne pas faire droit aux demandes en communication des registres de l'état civil en original qui pourraient leur être adressées par les tribunaux cantonaux. Le Conseil fédéral motivait cette décision ainsi qu'il suit :

« Les registres de l'état civil, qui sont des registres matricules publics, doivent rester exclusivement en mains des officiers de l'état civil et les doubles dans les archives de l'administration cantonale respective.

« Les personnes qui sont appelées à avoir besoin du contenu de ces registres peuvent en demander des extraits légalisés.

« A teneur de l'article 11 de la loi fédérale du 24 décembre 1874 sur l'état civil et le mariage, ces extraits, comme actes authentiques, font pleine foi de leur contenu, aussi longtemps que la preuve n'est pas faite de la fausseté ou de l'inexactitude des indications et des constations sur lesquelles se base l'inscription. Si donc on veut contester l'exactitude du contenu d'un extrait, en alléguant des faits qui peuvent également être prouvés par le registre de l'état civil, on peut aussi, dans ce but, réclamer des extraits légalisés. Quant à la production des registres originaux, on doit la refuser. »

Conformément à ce qui précède, le numéro 25 du « Guide pour les offi-

ciers de l'état civil » dit expressément que le public n'a pas le droit de prendre connaissance des registres d'état civil eux-mêmes, mais qu'il est autorisé à s'en faire délivrer des extraits. A ce dernier point de vue, l'article 16 du règlement cité au début statue que, « pour les communications qui ne sont pas prescrites par la loi et pour les extraits, copies ou écritures qui ne sont faits que sur la demande des intéressés, et sans qu'il y ait obligation légale, les officiers de l'état civil peuvent percevoir des émoluments, mais seulement dans la limite des tarifs établis par les autorités cantonales et approuvés par le Conseil fédéral. »

8. A l'occasion d'un cas spécial, nous avons reçu, par l'entremise de notre consulat à Athènes, les renseignements que voici relativement au mariage et à l'état civil en Grèce.

En Grèce, la forme légale du mariage est le mariage religieux. Pour se marier, il faut l'autorisation de l'archevêque du district et à Athènes celui du métropolitain (archevêque de la métropole). Une fois l'autorisation accordée, le mariage peut être célébré par n'importe quel prêtre, soit aussi par le métropolitain lui-même, cela va sans dire, à l'église ou en dehors de l'église, c'est-à-dire aussi dans une maison particulière.

Pour que le mariage soit reconnu, il faut en donner avis à l'officier de l'état civil de la commune, c'est-à-dire au bourgmestre dans les 10 jours de la célébration du mariage. L'omission de cet avis n'entraîne pas la nullité du mariage ; la loi permet de prouver la validité du mariage par témoins.

9. En ce qui concerne le mariage des Suisses en Italie, nous avons fait parvenir à une autorité cantonale de surveillance les renseignements suivants :

Si les Suisses qui veulent contracter mariage en Italie s'adressaient directement à l'officier de l'état civil italien, le mariage se heurterait à de nombreuses difficultés et serait, le cas échéant, impossible, attendu que, comme on le sait par expérience, l'officier de l'état civil italien se désintéresserait de la question aussi longtemps que les futurs époux n'exhiberaient pas, de leur chef, le certificat *di nulla osta* exigé en Italie. C'est pourquoi les agents diplomatiques et consulaires suisses interviennent en Italie, et cela même dans les cas où la future épouse seule est d'origine suisse. A la vérité, les agents ne s'arrogent pas les attributions des officiers de l'état civil. Leur intervention se borne à légaliser les signatures des futurs époux et, partant, aussi implicitement, il est vrai, les promesses de mariage et la demande de publication, à envoyer cette demande à l'officier de l'état civil suisse, à recevoir, une fois les publications faites, les certificats de publication délivrés conformément à la déclaration italo-suisse des 15/29 novembre 1890 et à les transmettre légalisés à l'office d'état civil italien, formalités après l'accomplissement desquelles rien ne s'oppose plus aux publications et à la célébration du mariage en Italie.

L'officier de l'état civil suisse auquel s'adressent les agents diplomatiques ou consulaires suisses en Italie procède alors comme si les futurs époux avaient comparu devant lui et fait en sa présence les promesses de mariage. Conformément à l'article 31 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, il publie les promesses de mariage et les transmet d'office aux officiers de l'état civil dans l'arrondissement desquels elles doivent aussi être publiées conformément à l'article 29 de la loi. Il adresse ensuite, dûment légalisés, les certificats de publication qui lui sont retournés et celui

qu'il délivre, à l'agent diplomatique ou consulaire (voir la déclaration additionnelle du 11 mars 1892).

Ce mode de procéder est identique à celui qui est observé pour les ressortissants italiens qui veulent contracter mariage en Suisse, attendu que, de leur côté, les consuls italiens jouent aussi, en pareil cas, le rôle d'intermédiaires.

Il est d'autant moins sujet à critique que, jusqu'à présent, il n'a suscité aucun inconvénient, puisqu'au contraire, il sert à merveille les intérêts de nos compatriotes en Italie, et n'est pas contraire à la déclaration italo-suisse mentionnée tout à l'heure.

D'ailleurs, le fait que nos représentants en Italie interviennent depuis longtemps dans les mariages dont il s'agit, résulte de la circulaire que le Département fédéral de l'Intérieur, qui était alors l'autorité de surveillance en matière d'état civil, a adressée aux cantons le 17 septembre 1880 (*F. féd.* 1880, III. 644, et numéro 153 du « Guide pour les officiers de l'état civil »).

10. Il est venu à notre connaissance que, sans avoir été mariés préalablement à l'état civil, des fiancés de nationalité russe avaient été unis par le mariage à l'église russe, à Genève, le 4 avril 1893, par l'archiprêtre de cette église, assisté du lecteur.

Nous avons rendu la légation russe attentive aux articles 1, 29 et suivants, 40 et 59 de notre loi sur l'état civil. En même temps, nous lui avons fait observer que le mariage de ces personnes n'était pas valable en droit suisse, mais que les intéressés pouvaient contracter après coup un mariage répondant aux exigences de notre loi.

En réponse, la légation nous a fait savoir que, d'après les lois russes, le mariage civil n'existait pas pour les sujets russes, le mariage religieux seul étant reconnu en Russie et que, depuis les 35 ans ou plus que l'église russe existe à Genève, les aumôniers de cette église avaient toujours célébré des mariages entre Russes, sans jamais exiger préalablement le mariage civil.

Cette réponse nous engagea, d'une part, à attirer l'attention des époux, par l'entremise des autorités du lieu de leur domicile, sur leur position illégale et les conséquences fâcheuses qui pouvaient en résulter, et, d'autre part, à signaler à l'archiprêtre de l'église russe, à Genève, par l'intermédiaire du Conseil d'Etat de ce canton, la disposition pénale de l'article 59 de notre loi sur le mariage, en lui faisant remarquer que nous voulions bien, pour cette fois, renoncer à exercer des poursuites juridiques contre lui, par le motif que nous admettions qu'il avait agi de bonne foi, mais que, s'il devait encore, à l'avenir, se rendre coupable de contravention à la loi fédérale précitée, nous serions dans l'obligation de sévir rigoureusement contre lui.

En portant ces mesures à la connaissance de la légation de Russie, nous avons rappelé la note qu'elle nous avait fait l'honneur de nous adresser le 6 octobre 1876, note par laquelle elle déclarait qu'un sujet russe était libre de se marier moyennant les deux cérémonies (civile et religieuse) et de satisfaire ainsi aux exigences des législations russe et suisse.

11. La rédaction et administration de l'*Amerikanische Schweizer Zeitung*, à New-York, nous a demandé de lui faire connaître, par l'entremise du bureau fédéral de statistique, les nom et prénoms de tous les citoyens

suisses décédés en Suisse après l'âge de 18 ans, ce pour la gouverne des Suisses domiciliés en Amérique.

Sur la proposition concordante de notre Département de Justice et Police et du Département fédéral de l'Intérieur, nous avons répondu négativement à cette demande, par les motifs que les matériaux dont les autorités suisses disposent en vue de la statistique ne permettaient pas l'établissement de l'état nominatif désiré.

12. Le Département de Justice du canton de Neuchâtel nous a demandé d'autoriser, en dérogation à la circulaire du Conseil fédéral du 7 juin 1889 (*F. féd.* 1889, III. 428), l'officier de l'état civil de la Côte-aux-Fées à confier au juge d'instruction cantonal, pour quelque temps, quelques volumes des registres d'état civil. Il s'agissait d'une enquête pour faux en écriture privée. Or, pour parvenir à la constatation de la vérité, il n'y avait qu'un seul et unique moyen, celui de soumettre à des experts des signatures apposées dans les registres en question. Comme les extraits légalisés dont parle la circulaire précitée étaient insuffisants pour le juge d'instruction, nous avons cru devoir accorder l'autorisation sollicitée.

13. En présence des articles 34 à 37 de la loi et 26 à 33 du règlement, nous avons répondu affirmativement à la demande d'une autorité cantonale de surveillance tendant à savoir si les pièces justificatives d'un mariage devaient être conservées par l'officier d'état civil du lieu de domicile du futur époux lorsque les promesses de mariage avaient été faites devant l'officier d'état civil du lieu de domicile de la future épouse et si, dans ce cas, l'autorisation de mariage prévue par l'article 37, alinéa 3, de la loi devait être requise. Cette réponse est d'ailleurs conforme aux instructions contenues dans les numéros 141, 144, alinéa 2, 171 et 182 du « Guide pour les officiers de l'état civil ».

14. Huit cas de heimatlosat ont été tranchés pendant l'exercice. Plusieurs autres sont prêts à l'être, grâce aux informations prises directement par le fonctionnaire du Département fédéral de Justice et Police chargé de ce service. Dix nouveaux cas sont survenus depuis. Quatre d'entre eux sont déjà tranchés. Deux cas anciens, considérés depuis longtemps comme liquidés, ont exigé une nouvelle intervention.

B. Administration de la police.

I. TRAITÉS ET CONVENTIONS

1. Un nouveau traité d'extradition entre la Suisse et l'Autriche-Hongrie (*F. féd.* 1896, II. 319, n° 3) a été signé à Berne, le 10 mars 1896. Il a obtenu l'approbation des Etats contractants et l'échange des ratifications a eu lieu le 28 novembre. Conformément à son article 25, le traité est entré en vigueur le 28 février 1897 (*Rec. off.*, nouv. série, tome XV, page 570).

2. Jusqu'ici, le gouvernement roumain n'a pas répondu à notre proposition de modifier sur quelques points le projet de traité d'extradition du mois d'octobre 1895 (*F. féd.* 1896, II, 319, n° 1). Les négociations pour la conclusion d'un nouveau traité d'extradition avec les Pays-Bas (*F. féd.* 1896, II. 319, n° 2) n'ont pas encore abouti non plus. Nous attendons également du gouvernement argentin une réponse aux observations suggérées par le projet de traité d'extradition (*F. féd.* 1896, II, 320, n° 4) qu'il nous a soumis.

3. En nous soumettant un projet, le gouvernement de la République des

Etats-Unis du Brésil nous a fait savoir, par l'entremise de notre consulat à Rio-de-Janeiro, qu'il était disposé à conclure un traité d'extradition avec la Suisse. D'une manière générale, le projet soumis n'est pas en désaccord avec les prescriptions de la loi fédérale sur l'extradition aux Etats étrangers, du 22 janvier 1892. Cependant, à notre tour, nous avons cru devoir soumettre au gouvernement brésilien diverses observations et propositions d'amendement. Nous attendons une réponse.

4. Interrompues en 1887 (*F. féd.* 1891, II. 389, n° 1), les négociations pour la conclusion d'un traité d'extradition avec les Etats-Unis d'Amérique furent reprises en 1896. Pour tenir compte de notre loi sur l'extradition, du 22 janvier 1892, et des traités d'extradition récemment conclus par le gouvernement américain avec la Hollande, la Russie, la Suède, la Norvège et la France, le projet de 1887 a été remplacé par un nouveau projet que nous avons soumis au département d'Etat à Washington.

5. Le projet de conclure avec la France une convention sur l'assistance médicale gratuite des indigents (*F. féd.* 1896, II. 320, n° 5) n'a pas abouti. Bien que dues à l'initiative de la France, les négociations ont démontré que, pour le moment, ce pays renonce à la convention projetée et préfère maintenir le *statu quo*. Nous pouvons nous déclarer d'accord avec cette solution, attendu que l'assistance médicale gratuite et réciproque des indigents doit être considérée déjà comme assurée par le traité d'établissement franco-suisse de 1832. La conclusion d'une convention spéciale ne paraîtrait nécessaire que si, par suite de la loi française sur « l'assistance médicale gratuite », de 1893, des difficultés venaient à surgir relativement au traitement médical des indigents suisses domiciliés en France, ce qui, jusqu'à présent, n'a pas été le cas.

6. En ce qui concerne la Belgique, on est parvenu à régler l'assistance et le rapatriement des ressortissants pauvres de l'un et de l'autre pays (*F. féd.* 1896, II. 321, n° 6). Conclue sous forme de « déclaration », la convention a été signée par les plénipotentiaires respectifs le 12 novembre 1896. Elle figure au *Recueil officiel*, nouv. série, tome XV, page 563. Les gouvernements cantonaux en ont reçu le nombre usuel d'exemplaires.

7. La disposition du traité d'extradition conclu entre la Suisse et la Grande-Bretagne, le 25 novembre 1880, qui dit qu'arrêté en Angleterre, n'importe sur quel point du territoire, tout individu poursuivi par la Suisse doit être conduit au magistrat de police à Londres, pour instruire la demande d'extradition, figurait aussi dans le traité conclu entre la France et la Grande-Bretagne, le 11 août 1876. Aussi bien fut-il impossible, pendant longtemps, de clore en Angleterre la procédure d'extradition instruite contre le docteur Cornélius Herz, poursuivi par la France, attendu que, malade à Bournemouth, on ne pouvait attendre de lui qu'il vint à Londres pour y subir un interrogatoire. Sur la proposition de la France, cette disposition fut modifiée par une convention du 13 février 1896, en ce sens que les compétences attribuées au « magistrat de police à Londres » appartiennent maintenant, sans aucune restriction, à « chaque magistrat » du Royaume-Uni.

On nous a demandé si, peut-être, nous tenions à une modification analogue en ce qui concerne le traité d'extradition avec la Suisse. Nous avons répondu négativement à cette question, par le motif que, d'une part, un cas pareil à celui de Herz ne pourrait jamais se produire que très rarement et que, d'autre part, il est fort à désirer pour nous que, dans les affaires

d'extradition, la légation de Suisse à Londres puisse assister aux débats. Si l'instruction devait avoir lieu ailleurs qu'à Londres, il en résulterait des frais notables et la légation serait obligée, éventuellement, de se faire représenter par un avocat.

II. EXTRADITIONS ET POURSUITES PÉNALES

8. En 1896, nous avons eu à nous occuper de 418 affaires d'extradition (360 en 1895 et 336 en 1894).

Nous avons demandé 59 extraditions à la France, 28 à l'Allemagne, 4 à la Belgique, 3 à l'Autriche-Hongrie, 1 à l'Italie et 1 aux Etats-Unis d'Amérique. En outre, nous avons fait rechercher simultanément 3 individus dans différents pays. En tout 99 cas (99 également en 1895 et 98 en 1894). 66 demandes nous ont été accordées, tandis que, dans 11 cas, les recherches sont demeurées infructueuses; 13 demandes ont été retirées; 8 cas sont reportés à 1897. Dans un cas, la France nous a refusé l'extradition, parce que l'individu poursuivi avait été condamné par un tribunal français non seulement à l'emprisonnement, mais aussi à la relégation, c'est-à-dire à la déportation à vie dans une colonie française.

Quant aux extraditions de l'étranger, l'Allemagne nous en a demandé 209, la France 53, l'Italie 41, l'Autriche-Hongrie 11, la Russie 2, le grand-duché du Luxembourg 1, la principauté de Lichtenstein, 1 et le Brésil 1. En tout 319 cas (261 en 1895 et 238 en 1894). Dans 237, l'extradition a été accordée, dans 39 autres, les individus poursuivis n'ont pas été découverts; dans 2 cas, l'extradition a été refusée; 18 demandes ont été retirées; 3 cas sont reportés à 1897. Conformément à l'article 29 de la loi fédérale sur l'extradition, du 22 janvier 1892, nous avons reçu avis de 39 extraditions opérées *brevi manu* par les cantons, sans attendre l'accomplissement des formalités diplomatiques (également 39 en 1895). On nous a demandé 6 autorisations de transit. Nous les avons toutes accordées en conformité de l'article 32 de la loi. Enfin, nous avons, en vertu de l'article 31, remboursé aux cantons 4,046 fr. 70 de frais d'extradition (2,326 fr. 45 en 1895).

9. Conformément à l'article 23 de la loi sur l'extradition, nous avons transmis au Tribunal fédéral 6 demandes d'extradition (le même chiffre qu'en 1895). Dans 2 cas, l'extradition a été refusée. Un de ces cas mérite une mention spéciale. Le nommé Etienne Veyssière, citoyen français, est marchand fripier à Genève. On avait trouvé chez lui des objets provenant d'un vol commis dans l'arrondissement de Saint-Julien (Haute-Savoie). Le juge d'instruction de Saint-Julien le fit rechercher comme prévenu de complicité de vol par recel et demanda son extradition par l'entremise du gouvernement français. Mais Veyssière protesta contre son extradition à la France, tandis que les autorités genevoises déclaraient ne pas y faire d'objection. Le Tribunal fédéral a refusé l'extradition, attendu que l'obligation de l'accorder n'existait pas dans le cas particulier en vertu du traité avec la France. A teneur de l'article 1^{er} de ce traité, le pays requis a l'obligation de livrer les individus qui sont venus chercher un asile sur son sol après avoir commis un délit hors de son territoire. Mais cette obligation cesse dès le moment où, comme dans l'affaire de Veyssière, le délit paraît avoir été commis exclusivement sur le territoire du pays requis (voir arrêts du Tribunal fédéral, XXII^e vol., p. 397).

10. A la demande du gouvernement allemand, des pourparlers ont été

engagés avec l'office des affaires étrangères, à Berlin, en vue de régler la remise des individus extradés par l'un des Etats à l'autre. Le gouvernement allemand attachait de l'importance surtout à ce qu'avis soit donné, quelques jours avant qu'une extradition soit opérée, du lieu et du moment où elle doit être effectuée.

Conformément à l'accord intervenu, il sera, à l'avenir, procédé comme suit :

S'il s'agit d'extraditions de Suisse en Allemagne, le Conseil fédéral doit aviser la légation allemande, ou bavaroise, ou les gouvernements de Bavière, du Wurtemberg et du grand-duché de Bade, du lieu et du moment de la remise assez tôt pour qu'entre l'arrivée de l'avis et le jour de la remise à l'autorité allemande, il puisse s'écouler trois jours francs ou, exceptionnellement, cinq jours, lorsque l'autorité allemande qui exerce les poursuites entend envoyer un de ses propres agents pour recevoir à la frontière l'individu extradé.

D'autre part, s'il s'agit d'extraditions d'Allemagne en Suisse, il est donné avis à la légation de Suisse à Berlin par l'office des affaires étrangères de l'empire allemand ou, lorsque l'extradition a été requise directement auprès des trois Etats du sud de l'Allemagne, au Conseil fédéral par les gouvernements de ces Etats du lieu et du moment de l'extradition dans les délais prévus de trois et cinq jours,

Les localités où il est prévu qu'aura lieu la remise des individus extradés aux autorités allemandes sont Saint-Louis, Lorrach, Waldshut, Radolfzell, Constance, Friedrichshafen et Lindau. Pour la remise des individus extradés à la Suisse, ce sont Bâle, Zurzach, Schaffhouse, Kreuzlingen, Romanshorn et Rorschach.

11. Les comptes que nous recevions des cantons relativement aux extraditions des Etats étrangers et à l'exécution des transports internationaux nous ont montré que la plupart des autorités cantonales de police avaient perdu de vue le règlement concernant les transports de police sur les chemins de fer suisses, du 9 juillet 1881. En conséquence, nous en avons transmis des exemplaires imprimés aux directions de police des cantons, en leur signalant le fait que, à teneur de ce règlement, les personnes arrêtées doivent, autant que faire se peut, être transportées dans les cellules aménagées à cet effet dans les fourgons à bagages des trains, moyennant le paiement d'une taxe de 3/25 centimes par kilomètre. Les agents de la force publique, qui accompagnent les individus en état d'arrestation peuvent voyager gratuitement, sauf sur le réseau du Jura-Simplon où ils paient demi-place.

A cette occasion, nous avons exprimé le désir, en ce qui concerne l'exécution des transports, que les personnes à extraditer ou à rapatrier ne soient plus, comme auparavant, conduites à la frontière du canton seulement, mais amenées, par le chemin le plus direct, du lieu de départ jusqu'à la frontière où peut avoir lieu la remise à l'autorité étrangère. De cette façon, les transports s'effectuent plus rapidement et à moins de frais que lorsque la remise des individus transportés a eu lieu à la frontière de chaque canton.

En conformité de l'arrêté du Conseil fédéral concernant les honoraires et indemnités de voyage, du 26 novembre 1878, nous remboursons aux agents cantonaux de la force publique chargés de ces transports les dépenses réelles de voyage et, suivant la durée du transport, allouons une indem-

nité de 4 fr. pour une journée, de 2 fr. pour une demi-journée, ainsi que 5 fr. pour chaque nuit.

12. La légation de Suisse à Londres nous a informés que, souvent, des autorités cantonales de police s'adressent directement à elle pour faire procéder par la police anglaise à la recherche et à l'arrestation provisoire de malfaiteurs, sans mentionner d'une manière précise s'il a été décerné un mandat d'arrêt et si l'extradition sera demandée. En pareil cas, il est impossible à la légation de donner suite à la réquisition ; elle ne peut faire procéder par la police anglaise qu'à des recherches préliminaires. L'article 3, alinéa 2, du traité d'extradition entre la Suisse et la Grande-Bretagne, du 26 novembre 1880, dispose : « Les réquisitions de ce genre (pour arrestation provisoire) doivent contenir une description générale du crime ou du délit et, en outre, la déclaration qu'il existe un mandat d'arrêt contre le malfaiteur et que l'extradition de celui-ci sera réclamée. »

Nous avons rendu par une circulaire les directions cantonales de police attentives à ce qui précède, en leur faisant observer que la règle ainsi expressément posée par le traité anglo-suisse s'applique d'ailleurs à l'égard de tous les Etats étrangers, cela d'une manière constante. Le Département fédéral de justice et police doit être avisé immédiatement des demandes de recherches provisoires adressées directement de l'étranger, afin de pouvoir les faire confirmer par la voie diplomatique. De plus, il y aurait lieu de faire suivre le mandat d'arrêt décerné contre l'inculpé, mandat qui devrait être transmis au Conseil fédéral le plus tôt possible, en vue de la demande d'extradition (voir les circulaires du Conseil fédéral et les rapports de gestion, *F. féd.* 1870, I. 60 ; 1874, III. 897 ; 1880, II. 649 ; 1891, II. 471).

13. A la requête de la légation allemande, nous avons, en vertu de la loi du 22 janvier 1892 sur l'extradition, articles 1^{er} et 3, chiffre 13, accordé, sous réserve de réciprocité, l'extradition du nommé Ph. Aegerter, régent, qui avait commis des actes immoraux sur des élèves âgés de moins de 14 ans (voir le rapport de gestion de l'année dernière, *F. féd.* 1896, II. 323, chiffre 9).

Toutefois, le gouvernement allemand n'a pas voulu s'engager par une déclaration formelle de réciprocité, attendu qu'il eût fallu obtenir à cet effet l'assentiment de tous les Etats confédérés et du lieutenant impérial d'Alsace-Lorraine, tandis que, si jamais la Suisse venait à demander une extradition pour des actes identiques, il ne doutait pas que les gouvernements de ces Etats ne fussent tout disposés à répondre de la manière la plus large à l'empressement dont nous avons fait preuve. Nous nous sommes contentés de cette assurance et nous avons fait observer que, comme par le passé, nous nous efforcerons toujours de faire droit aux demandes d'extraditions formulées par les autorités allemandes pour de semblables délits contre les mœurs.

14. Sur la plainte de Ekhard Fould, la nommée Rosa Dick, née Jacquet, a été condamnée par défaut, par le tribunal de Berne, à trois mois de détention dans une maison de correction le 26 août 1895, pour escroquerie. Plus tard, ayant appris que Rosa Dick résidait à Liège, le gouvernement bernois requit son extradition en produisant une expédition du jugement rendu contre elle. Nous fîmes les démarches nécessaires, qui nous paraissaient entièrement justifiées. Toutefois, les autorités belges accueillirent la

demande d'extradition avec la plus grande méfiance. Le motif ? Sans doute à cause d'une requête d'extradition formulée en même temps par le gouvernement monégasque contre la fille de Mme Dick-Jacquet, la nommée Lucie Dick, née en 1872. Cette dernière avait entretenu des relations intimes avec Fould et vécu avec lui à Monaco. Mais des dissensions survinrent et Fould accusa Lucie Dick de lui avoir volé des bijoux, ce qui la fit rechercher par les autorités monégasques. La presse belge s'empara de l'affaire, prit fait et cause pour Lucie Dick et prétendit que les requêtes d'extradition avaient été formulées, tant celle de la Suisse que celle du gouvernement monégasque, sous l'influence de Fould. S'associant à cette manière de voir, les autorités belges ne se contentèrent pas du jugement bernois rendu par défaut, produit à l'appui de la demande d'extradition, et réclamèrent de nouvelles informations pour l'instruction de la cause. Des renseignements plus circonstanciés leur furent donnés, mais la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Liège n'en émit pas moins un avis défavorable sur la requête formulée par la Suisse, en disant que les documents produits ne justifiaient pas la régularité de la procédure instruite contre Rosa Dick, ni du caractère exécutoire de la condamnation. En se référant à cet avis, le gouvernement belge nous conseillait de retirer la demande d'extradition.

Nous avons répondu que, contrairement à ce que faisaient les autorités belges, nous ne pouvions admettre qu'il y ait eu connexité entre la demande d'extradition formulée par la Suisse contre Rosa Dick et celle émanant du gouvernement monégasque. La nouvelle que Lucie Dick était poursuivie par les autorités de Monaco n'était arrivée ici qu'après l'arrestation de la fille Dick en Belgique. Notre demande d'extradition avait donc précédé de deux mois celle du gouvernement monégasque. La présence de Rosa Dick en Belgique avait été signalée à la direction de police bernoise par le directeur général de la sûreté publique au ministère de la justice à Bruxelles. Sur quoi la préfecture de Berne, chargée de par la loi de pourvoir à l'exécution du jugement rendu contre la femme Dick, avait demandé qu'il fût procédé par la voie diplomatique à l'extradition de la condamnée, attendu qu'il s'agissait d'un délit expressément visé par le traité d'extradition entre la Suisse et la Belgique et qu'il était fait état d'un jugement pénal exécutoire, rendu ensuite d'une procédure absolument conforme à la loi. La question de culpabilité avait été examinée et tranchée par le tribunal compétent. Il n'appartenait ni au Conseil fédéral, ni au gouvernement belge de l'examiner à nouveau. Dans ces circonstances, la demande d'extradition nous paraissait justifiée ; elle remplissait toutes les conditions exigées par le traité et il ne semblait pas qu'elle pût être rejetée. Aussi ne saurait-il être question de la retirer, disions-nous. Toutefois, comme il s'agissait d'un délit qui n'était pas très grave et de l'exécution d'un jugement rendu par défaut, contre lequel la loi bernoise prévoyait la voie de recours, de la demande en nullité ou en restitution (opposition), ou en révision, nous étions, d'accord avec le gouvernement bernois, disposés à modifier notre première demande en ce sens que nous nous contenterions d'une suspension temporaire de l'extradition de Rosa Dick, à condition qu'à bref délai elle ait recours à l'un des moyens légaux ci-dessus mentionnés.

Sur ces entrefaites, Rosa Dick fut remise en liberté par les autorités belges, après avoir passé deux mois en prison, et la direction de police bernoise nous fit savoir qu'elle renonçait à donner suite à cette affaire.

15. En 1896, nous avons reçu 13 demandes de faire poursuivre des

Suisses qui avaient commis des délits sur territoire étranger et s'étaient réfugiés en Suisse, savoir : 6 de l'Allemagne, 5 de la France, 1 de l'Italie et 1 de la Belgique. 6 de ces demandes ont abouti à la condamnation et 1 à l'acquiescement des individus poursuivis. Dans un cas, la demande a été retirée. 5 cas sont reportés à 1879.

De notre côté, nous avons demandé à l'Italie dans 4, à la France dans 3 et à l'Allemagne dans 1 cas de faire exercer des poursuites judiciaires contre des ressortissants de ces Etats qui avaient commis des délits en Suisse et s'étaient réfugiés impunis dans leur pays d'origine. Dans 4 cas, les prévenus ont été condamnés et dans 1 acquitté. Les 3 autres cas n'étaient pas encore liquidés à la fin de l'année.

16. Une demande formulée par le gouvernement français tendait à obtenir que, conformément aux articles 8 et suivants de la convention franco-suisse du 23 février 1882, sur les rapports de voisinage et sur la surveillance des forêts limitrophes (*Rec. off.*, nouv. série, VI. 413), des poursuites fussent exercées contre des personnes habitant le canton de Berne, pour délits forestiers commis sur territoire français. Saisi de cette affaire, le tribunal de Porrentruy a acquitté les accusés, faute de preuves suffisantes.

17. La législation allemande nous a demandé de faire juger par les tribunaux suisses le nommé Benoit-Emile Gerber, originaire de Schangnau, canton de Berne, pour vol commis au couvent des trappistes d'Elemborg (Haute-Alsace) en août 1895. On constata que Gerber, qui purge actuellement dans le canton de Fribourg une condamnation à 5 ans de réclusion pour un autre vol, ne pouvait être poursuivi et jugé pour le vol commis en Alsace que par les tribunaux de son canton d'origine. Par conséquent, nous avons invité le gouvernement bernois à faire poursuivre Gerber par ses autorités judiciaires. Toutefois la chambre des mises en accusation du canton de Berne refusa d'exercer les poursuites requises, attendu que l'assurance du *non bis in idem*, prévue par l'article 2 de la loi sur l'extradition, du 22 janvier 1892, ne pouvait être obtenue du gouvernement allemand et que le conflit de compétence qui s'était élevé à ce sujet entre le Conseil fédéral et les autorités judiciaires bernoises lui paraissait devoir être tranché en principe. Nous avons soumis le cas au Tribunal fédéral par voie de recours, conformément à l'article 175, chiffre 1, de la loi fédérale sur l'organisation judiciaire fédérale. En nous référant à la pratique suivie depuis un grand nombre d'années (voir les explications fournies dans l'affaire Thierstein, *F. féd.* 1893, II. 67, chiffre 7), nous demandions que, vu le traité d'extradition conclu entre la Suisse et l'Allemagne et l'invitation du Conseil fédéral dont il a été parlé tout à l'heure, les tribunaux bernois fussent astreints à faire poursuivre B.-E. Gerber à raison du vol qu'il avait commis à Elemborg en Alsace.

Le Tribunal fédéral a statué le 21 octobre 1896. Tout en disant que les autorités judiciaires bernoises n'étaient pas tenues de se conformer à l'invitation du Conseil fédéral, il a, dans les considérants de son jugement, déclaré qu'il y avait doute sur un point, celui de savoir si l'article 2 du traité d'extradition pouvait être invoqué par les autorités bernoises pour refuser de poursuivre un individu lorsque toutes les conditions requises par le droit cantonal pour la poursuite de cet individu se trouvent remplies ou si cette disposition n'avait pas voulu, au contraire, fixer le droit pour les cas seulement où, jusqu'alors, une poursuite était inadmissible à teneur du droit

cantonal. Ensuite de ce jugement, Gerber n'a pas, jusqu'à présent, été poursuivi pour le vol qu'il a commis en Alsace.

Toutefois, les autorités bernoises renoncèrent plus tard à l'assurance du *non bis in idem* dans les cas analogues. Peu de temps après, le gouvernement bernois ayant dû s'adresser à l'Allemagne pour requérir la poursuite d'un Allemand (Arno Airt) qui avait commis plusieurs vols dans le canton de Berne, le gouvernement allemand déclara que les autorités allemandes ne pouvaient faire droit à cette demande que si la Suisse garantissait la réciprocité. Le gouvernement bernois donna alors l'assurance que le canton de Berne userait de réciprocité dans tous les cas où les tribunaux bernois seraient appelés à poursuivre des Suisses à raison d'un délit prévu par l'article 9 de la loi sur la mise en vigueur du code pénal bernois et par les articles 139, 140 et 141 de ce code.

III. COMMISSIONS ROGATOIRES

18. En 1896, notre Département de Justice et Police a été appelé à coopérer dans 133 cas (143 en 1895 et 131 en 1894) à la transmission de commissions rogatoires adressées par des autorités étrangères aux tribunaux suisses et vice versa. Ces mandats judiciaires se rapportaient à des affaires civiles dans 81 cas et pénales dans les 52 autres.

La Suisse en a adressé 11 à la Grande-Bretagne, 11 aux Etats-Unis d'Amérique, 10 à la France, 10 à la Belgique, 6 à la Russie, 5 à la République argentine, 3 à l'Egypte, 2 à l'Allemagne, 2 à l'Italie, 2 à la Turquie, 1 à la Hollande et 1 à la Bulgarie.

Quant aux commissions rogatoires provenant de l'étranger, nous en avons reçu 42 de la France, 13 de l'Espagne, 3 de l'Italie, 3 de la Russie, 2 de la Belgique, 2 de la Grèce, 1 de l'Allemagne, 1 de l'Autriche, 1 de la République argentine et 1 de la Turquie.

A la fin de l'année, ces commissions rogatoires étaient toutes exécutées, sauf 5 adressées de Suisse aux autorités étrangères et une adressée par l'étranger à la Suisse.

19. On a demandé à notre Département de Justice et Police si, vu l'article 20 de la convention franco-suisse du 15 juin 1869 sur la compétence judiciaire, les autorités françaises pouvaient requérir des autorités suisses la signification de commandements de payer. Le département a répondu affirmativement à cette demande. Dans l'intention du créancier et de son mandataire, le commandement de payer français ne doit produire ses effets qu'en France. Si on en remet une copie à la personne domiciliée à l'étranger, c'est afin de porter à sa connaissance la signification valable de l'original au ministère public français, conformément à l'article 69, chiffre 9, du code de procédure civile. Par conséquent, il s'agit d'une signification prévue par l'article 20 de la convention diplomatique de 1869, signification que rien n'autorise à refuser. La signification ou sommation n'implique pas la reconnaissance de la compétence étrangère. Il est parfaitement loisible à la personne qui la reçoit de protester contre les effets qu'on pourrait déployer à son égard. La souveraineté de l'Etat requis ne saurait être considérée comme atteinte par le seul fait qu'une autorité étrangère incompétente fait signifier un acte judiciaire à un de ses habitants; la sécurité publique de cet Etat n'en est pas non plus compromise. Par contre, il y a de sérieux motifs de ne pas refuser de signer un acte judiciaire étranger.

20. Un citoyen suisse habitant le canton de Neuchâtel avait été con-

damné par défaut, par le tribunal correctionnel de Belfort, en France, à l'emprisonnement et à des dommages-intérêts à la partie civile pour contravention aux articles 417 et 418 du code pénal français (actes déloyaux commis au détriment de l'industrie française). En se référant au traité du 15 juin 1869 et aux « conventions internationales », l'ambassade de France nous a demandé de faire signifier le jugement dont il s'agit au condamné en personne, afin de lui donner force de chose jugée. Au début, nous avons hésité à faire droit à cette requête, attendu surtout que, étant donné le caractère du jugement, la convention du 15 juin 1869 semblait n'être pas applicable, mais nous avons fini par nous convaincre que, vu l'article 13 du traité d'extradition franco-suisse du 9 juillet 1869, la signification requise ne pouvait être refusée. Comme le condamné refusait de recevoir l'expédition du jugement, il a été dressé procès-verbal officiel de ce refus. En transmettant ce document à l'ambassade de France, nous lui avons retourné le jugement et fait observer que la signification de ce dernier n'emportait aucunement reconnaissance de son exécution en Suisse.

IV. RAPATRIEMENTS.

21. Le nombre des demandes de rapatriement d'enfants abandonnés et d'individus tombés à la charge de la bienfaisance publique s'est élevé en 1896 à 130 (113 en 1895 et 133 en 1894), concernant 168 personnes.

La Suisse en a reçu 49 de l'étranger, savoir : 42 de la France, 2 de l'Allemagne, 2 de la Belgique, 1 de l'Italie, 1 de l'Autriche-Hongrie et 1 de la Hollande, concernant 53 personnes, dont 19 enfants abandonnés, 33 aliénés et un indigent. De ces 53 personnes, 7 n'ont pas été reconnues ; 42 reconnues par la Suisse ont été rapatriées ; dans 4 cas, la demande a été retirée.

De son côté, la Suisse a transmis à l'étranger, par la voie diplomatique, 81 demandes de rapatriement, savoir : à la France 37, à l'Italie 31, à l'Autriche 8, à l'Allemagne 4 et à la Suède une, concernant 115 personnes, dont 28 orphelins et enfants abandonnés, 47 aliénés et 40 individus tombés à la charge de la bienfaisance publique. De ces personnes, 65 ont été reconnues par les Etats étrangers et rapatriées, tandis que, pour 6, le rapatriement n'a pas été admis ; à l'égard de 28 individus, on n'était pas encore fixé au 31 décembre. 7 demandes, concernant 16 personnes, ont été retirées par les gouvernements cantonaux avant la fin des négociations.

En outre, dans 5 cas, nous avons été requis par l'Allemagne d'accorder le transit, sur territoire suisse, de ressortissants italiens atteints d'aliénation mentale ou tombés à la charge de la bienfaisance publique en Allemagne et qui devaient être rapatriés aux frais de l'Etat requérant. Nous avons fait droit à ces demandes.

De juillet 1895 à fin juin 1896, on a rapatrié 164 Allemands expulsés d'Italie (207 en 1895). Les frais occasionnés par ces rapatriements s'élèvent à la somme de 4.572 fr. 67. Ils ont été remboursés par le gouvernement italien, conformément à la convention du 16 février 1881, sur le service de police dans les stations internationales du chemin de fer du Gothard et à la déclaration du 11 novembre 1884/12 janvier 1885, sur le même objet.

Jusqu'ici, c'étaient les autorités de police des cantons du Tessin, d'Uri, de Schwyz, de Zoug, de Zurich et de Schaffouse qui coopéraient à ces transports internationaux, tandis que, maintenant, les expulsés sont

conduits directement par la police tessinoise jusqu'à Bâle ou Zurich. De ce dernier point, les transports prennent la route de Schaffhouse.

22. Le consulat de Suisse à Athènes nous a demandé si les cantons ou les communes suisses pouvaient être astreints à rembourser les frais que le rapatriement des citoyens suisses occasionne à la société de secours de cette ville. Nous avons répondu qu'en vertu d'un principe généralement admis, l'Etat sur le territoire duquel se trouvent les indigents de nationalité étrangère avait l'obligation de pourvoir à leur entretien, de procéder, le cas échéant, à leur rapatriement et d'en supporter les frais jusqu'à la frontière du pays d'origine. Il n'y a recours, ajoutions-nous, qu'à l'égard des parents, si le rapatrié en a de solvables, qui soient tenus civilement de payer en son lieu et place. Etant donné ce principe, la société de secours d'Athènes ne devait pas s'occuper de rapatrier les Suisses indigents, mais laisser ce soin aux autorités grecques.

23. A l'instance d'une autorité cantonale, nous avons demandé au gouvernement autrichien de rapatrier par simple mesure de police une Suisseuse domiciliée au Tyrol, dont la conduite causait du scandale et rendait désirable son placement dans un établissement du canton d'origine. Les autorités autrichiennes n'ont pu faire droit à cette demande. Conformément à la législation en vigueur, il a fallu introduire une procédure spéciale pour obtenir ce rapatriement, subordonnée à toutes les instances régulières (affaire Hausheer).

24. Le nommé Chr. Gertsch, d'origine bernoise, condamné en 1890 par les assises de Strasbourg aux travaux forcés à perpétuité, pour meurtre et vol, dut être admis l'année passée à l'asile des aliénés de Stephansfeld (Alsace), pour cause d'aliénation mentale. Le directeur de cet établissement déclara que Gertsch était atteint d'une maladie incurable et que, vu son caractère dangereux pour la sécurité publique, son état réclamait un traitement permanent dans une maison de santé. En se fondant sur cette déclaration, le président du district de Metz s'adressa à la direction de police du canton de Berne pour demander le rapatriement de Gertsch, conformément au traité d'établissement germano suisse du 26 juin 1890. Mais celle-ci refusa de faire droit à cette demande, en disant que le jugement rendu contre Gertsch n'était pas annulé et que, seule, l'exécution de la peine était suspendue et devrait être reprise dès que le motif de son interruption aurait cessé d'exister. Si, lors de cette éventualité, Gertsch se trouvait en Suisse, il ne pourrait, vu sa qualité de citoyen suisse, être livré à l'Allemagne et l'exécution ultérieure de la peine serait ainsi rendue impossible.

Ce refus engagea le gouvernement allemand à nous saisir de l'affaire. Il fit observer qu'à teneur d'un certificat médical délivré par qui de droit, Gertsch était atteint de maladie mentale incurable et que la reprise de l'exécution de la peine devait être considérée comme exclue. Dans ces conditions, l'autorité chargée de pourvoir à l'exécution de la peine, soit le ministère public à Strasbourg, avait, lui aussi, consenti au renvoi de l'aliéné en Suisse. L'assistance publique en Alsace-Lorraine ne pouvait, vu la nationalité suisse du malade, être tenue de soigner Gertsch en permanence. Aussi le refus de recevoir ce dernier en vue de son placement dans un asile d'aliénés de son pays ne paraissait-il pas fondé.

Le gouvernement bernois, à la connaissance duquel nous avons porté ce qui précède, consentit au rapatriement de son ressortissant.

25. Dans un laps de temps relativement court, nous avons dû entamer, à différentes reprises, des négociations avec la France pour obtenir le rapatriement de l'aliénée Henriette-Louise Paris, d'origine française. Après avoir été remise aux autorités françaises et internée à l'hospice de Saint-Julien (Haute-Savoie), la susnommée ne tardait pas à être licenciée de cet hôpital et à rentrer à Genève.

Nous avons protesté auprès du gouvernement français contre une telle façon d'agir. Il était évident que les formalités diplomatiques pour rapatrier les aliénés français devenaient illusoires si ces derniers pouvaient rentrer sur notre territoire après 8 ou 15 jours d'observation à l'hôpital et devaient être internés à nouveau immédiatement après.

Le gouvernement français déclara qu'Henriette-Louise Paris pouvait être rapatriée sans aucune formalité dans le cas où son état viendrait à exiger de nouveau un internement. Il suffirait de l'aviser en temps utile de la date à laquelle elle serait remise aux autorités françaises.

26. Les autorités belges n'ont pas accueilli avec moins de méfiance que dans l'affaire Dick (extradition), visée à la page 353, la demande que nous leur avons adressée quelque temps après dans le but d'obtenir la remise de la fille illégitime de Lucie Dick, née en 1890.

La préfecture de Berne avait pris une ordonnance portant que Lucie Dick, de Berne, demeurant à Liège, était déclarée déchue de la puissance paternelle sur sa fille Olga et qu'il y avait lieu de nommer un tuteur à cette enfant. A l'effet de rendre exécutoire cette décision qui avait été confirmée par le gouvernement bernois, nous avons, à l'instance des autorités bernoises, demandé au gouvernement belge de faire faire des recherches pour découvrir le séjour d'Olga Dick et d'ordonner le renvoi de cette dernière à la préfecture de Berne, pour être remise à son tuteur. On pouvait, nous semblait-il, recourir dans ce but directement à la police, sans qu'il fût nécessaire de soumettre l'ordonnance à l'exequatur d'un tribunal belge, puisqu'elle émanait non d'une autorité judiciaire, mais d'une autorité administrative (autorité tutélaire supérieure).

Toutefois, le ministère belge répondit ne pouvoir donner suite à la décision rendue par les autorités bernoises, attendu que le pouvoir étranger, qu'il s'exerce par des organes législatifs, administratifs ou judiciaires, ne pouvait faire appel sur le territoire belge à la force publique belge pour assurer l'exécution de ses décisions. Il n'y avait d'ailleurs pas de traité avec la Suisse abrogeant ce principe de droit international.

V. — POLICE. AFFAIRES DIVERSES.

27. Le nommé Jean-Jacques Langhans, dit de Courten, de Nussbaumen (Thurgovie), déjà condamné à réitérées fois, avait, en se disant notaire, écrit du Caire, où il résidait, à une dame en France, pour lui annoncer l'existence d'une succession considérable et offrir de liquider cette succession moyennant une provision immédiate de 220 francs. Plainte ayant été portée, le tribunal consulaire français du Caire fit arrêter Langhans et le condamna à 13 mois d'emprisonnement pour tentative d'escroquerie. Langhans appela de ce jugement et réclama en même temps notre intervention en sa faveur. Saisie du cas, la cour d'appel d'Aix, en France, a dit que l'autorité consulaire du Caire était incompétente pour juger Langhans. La cour a admis que Langhans était Suisse et que, comme tel, il aurait pu se placer, à son gré, sous la protection des consulats d'Allemagne, des

Etats-Unis d'Amérique ou de France, mais que, à défaut par lui de s'être fait immatriculer dans l'un ou l'autre de ces consulats, il était justiciable des tribunaux indigènes. Les capitulations n'ont jamais investi la France du droit de soumettre à la juridiction de ses consuls les étrangers qui se rendent coupables d'un délit en Egypte.

28. Charles Meyer, d'origine alsacienne, était occupé en Suisse comme ouvrier depuis 1871 et avait épousé une Suissesse en 1878. L'année passée, ayant voulu faire renouveler son acte d'origine délivré par le bourgmestre de Tannweiler en 1886, le président du district de Strasbourg déclara que, n'étant pas rentré en Alsace-Lorraine depuis 1871, Meyer avait perdu la nationalité allemande. Son acte d'origine était d'ailleurs nul, attendu que les bourgmestres ne sont pas autorisés à délivrer de tels documents.

Intervenant auprès du gouvernement allemand en faveur de Meyer, nous avons fait observer qu'à défaut de papiers de légitimation, la permission de séjourner en Suisse devrait lui être retirée, ainsi qu'à sa famille. Nos démarches furent couronnées de succès. Le président du district de Strasbourg a été chargé de remettre à Charles Meyer et à sa famille un document portant que, conformément à l'article 21, alinéa 4, de la loi allemande du 1^{er} juin 1870, sur l'acquisition et la perte de la nationalité allemande, les titulaires étaient réadmis au droit de cité en Alsace-Lorraine. De nouveaux actes d'origine furent aussi délivrés aux personnes dont il s'agit. Le passage de cette loi est ainsi conçu : « Les Allemands qui ont perdu leur droit de cité par un séjour de dix ans à l'étranger et qui n'ont pas acquis le droit de cité dans un autre Etat peuvent être réadmis au droit de cité dans leur pays d'origine, lors même qu'ils ne s'y établissent pas. »

29. L'ambassade ottomane à Paris nous a fait savoir qu'à teneur des règlements en vigueur, tout sujet turc qui désire élire sa résidence à l'étranger doit se munir d'un certificat de nationalité du consulat de sa résidence. Cet acte seul vaut comme acte de légitimation suffisant. En conséquence, un sujet ottoman qui veut s'établir en Suisse doit se faire inscrire sur les registres d'immatriculation du consulat général de Turquie à Paris, afin d'obtenir l'acte dont il s'agit.

30. Par une loi qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1897, le gouvernement de la République sud-africaine a édicté les prescriptions moyennant l'observation desquelles les étrangers sont admis à résider ou à s'établir dans la République. Cette loi est publiée dans la *Feuille fédérale* de 1896, à page 1,217 du volume 4.

31. Le département de police du canton de Neuchâtel nous a demandé si l'établissement dans le canton pouvait être refusé à un ressortissant français qui avait été condamné, il y a 10 ans, pour abandon de famille et vagabondage, qui gagnait péniblement sa vie et qui devait par conséquent recourir à la bienfaisance publique.

Notre Département de Justice et Police a répondu à cette demande que l'article 1^{er} du traité d'établissement avec la France détermine le droit des Français à l'établissement en Suisse, tandis que l'article 5 du même traité confère aux autorités suisses le droit d'expulser les Français qui contreviennent aux lois et règlements sur la police des mœurs et la mendicité. Or, le droit des Français de s'établir en Suisse ne saurait être subordonné aux conditions fixées par cet article 5. L'article 1^{er} du traité assure aux ressortissants français le droit d'être reçus dans un canton aux mêmes conditions que le ressortissant d'un autre canton et, à teneur de l'article 45,

alinéa 2, de la constitution fédérale, l'établissement ne peut, on le sait, être refusé à un Suisse que dans le cas où celui-ci ne jouit pas de ses droits civiques, ensuite d'un jugement pénal.

32. Les autorités thurgoviennes entendaient subordonner le permis de séjour vis-à-vis d'un ressortissant danois à la production d'un acte d'origine ou d'un passeport et d'un certificat de bonne conduite ou d'un extrait de casier judiciaire. Le consulat danois à Zurich nous a fait savoir qu'il considérait l'exigence de ces derniers papiers comme étant contraire aux dispositions du traité d'établissement conclu le 10 février 1873 entre la Suisse et le Danemarck. Nous nous sommes déclarés entièrement d'accord avec cette manière de voir du consulat. Sans rien exiger de plus, l'article 3 du traité précité dit que tout citoyen de l'un des deux Etats qui veut s'établir dans l'autre doit être porteur de certificats de nationalité en bonne et due forme. On ne peut donc pas exiger la production d'un certificat de bonne conduite ou d'un extrait de casier judiciaire (voir *F. féd.* 1877, II. 81, chiffre 7, et 1890, II. 176, chiffre 24).

33. La question de la concurrence faite à l'industrie par le travail dans les prisons et autres établissements de l'Etat étant présentement à l'étude dans les Pays-Bas, la légation de Hollande nous a priés de la renseigner sur l'état de choses existant en Suisse à cet égard.

Cette question n'a pas chez nous, avons-nous répondu, l'importance qu'elle peut avoir dans les pays où il y a de grands pénitenciers et où le système de l'entreprise est adopté. Le plus grand pénitencier suisse est celui de Zurich, qui compte 200 et quelques détenus, occupés à des travaux industriels. Dans les prisons de la Suisse, le travail industriel est dirigé par l'administration elle-même. Les essais qui en ont été faits de céder le travail à des entrepreneurs contre un salaire journalier fixe ont été bientôt abandonnés. Dans les pénitenciers, on reçoit des commandes. La matière première est fournie par l'administration ou par les clients; les outils appartiennent à l'établissement. On calcule le prix des objets manufacturés en tenant compte des prix courants. Partout on aime à livrer de la bonne marchandise et de l'ouvrage soigné. La répartition des prisonniers sur un nombre plus grand d'industries fait que chaque branche industrielle n'occupe qu'un nombre relativement restreint d'ouvriers, et, par là, l'industrie libre n'a pas à redouter une concurrence nuisible.

34. Le gouvernement suédois nous a demandé, par l'entremise de son consulat général à Genève, de lui faire connaître les dispositions en vigueur dans notre pays sur le traitement des enfants abandonnés. Voici, en substance, ce que nous avons répondu à cette demande :

Il n'existe pas de système unique pour le soin et la protection de l'enfance abandonnée en Suisse. Les cantons procèdent de façons diverses. Dans la plupart, on trouve des institutions et des orphelinats dans lesquels sont élevés les enfants abandonnés, tandis que, dans quelques cantons, on place ces enfants dans des familles, surtout à la campagne. Dans les établissements suisses, les enfants vivent ensemble, sous la surveillance d'un père des orphelins; leurs relations ont un caractère intime et familial.

A l'exception des cantons de Fribourg, Grisons, Tessin et Valais, tous les cantons ont des lois sur l'enfance abandonnée, qui varient suivant les coutumes, les traditions, les conditions sociales. Généralement, le soin des enfants abandonnés incombe aux communes jusqu'à l'âge de seize ans; en maints endroits jusqu'à un âge encore plus avancé. Le plus souvent, c'est un

membre de l'autorité communale qui est chargé du contrôle et de l'inspection des placements. Quelques cantons ont des inspecteurs spéciaux qui surveillent les enfants et les familles où ils sont placés. Il n'y a des établissements cantonaux pour la protection de l'enfance abandonnée que dans les cantons de Vaud et de Genève.

35. Le gouvernement anglais désirait connaître les institutions de notre pays en matière de protection des jeunes filles qui se rendent à l'étranger comme gouvernantes, domestiques, etc. En transmettant les dispositions et statuts qui traitent de cette question, nous avons répondu qu'un concordat auquel les cantons de Berne et du Valais ont adhéré dans la suite a été conclu en mai 1875 entre les cantons de Fribourg, Vaud, Neuchâtel et Genève pour la protection des jeunes gens placés à l'étranger. Il y a d'ailleurs en Suisse l'« Amie de la jeune fille », société dont la constitution repose sur une base internationale et dont la tâche est aussi de protéger les jeunes filles. A signaler enfin les homes suisses à l'étranger, tels qu'ils existent à Budapest, Hambourg, Leipzig, New-York, Paris, Saint-Petersbourg, Varsovie et Vienne, où les jeunes filles d'origine suisse et parfois étrangère trouvent asile quand elles n'ont pas de condition et sont aidées efficacement à se procurer des places.

36. En 1888, le Département fédéral des Douanes avait donné aux gardes-frontière du canton de Schaffhouse les instructions nécessaires pour empêcher les bandes de tziganes de franchir la frontière de notre pays (voir *F. féd.* 1889, II. 667, chiffre 27). Cette mesure a eu d'excellents effets. Toutefois, plus nombreux que jamais, les tziganes, ainsi que cela résulte d'un rapport émanant du gouvernement argovien, ont de nouveau fait irruption ces derniers temps dans les cantons frontières. Le plus souvent ils venaient d'Alsace. Sur la proposition de notre Département de Justice et Police, le Département fédéral des Douanes a étendu à tous les gardes-frontière des 1^{er}, 2^e et 3^e arrondissements des douanes (cantons de Berne, Soleure, Bâle-ville et Bâle-campagne, Argovie, Zurich, Schaffhouse, Thurgovie, Saint-Gall et Grisons) les instructions données en 1888 aux gardes-frontière du canton de Schaffhouse. Par conséquent, les gardes-frontière de ces arrondissements ont pour instruction d'arrêter les tziganes au moment où ils mettent le pied sur territoire suisse et de leur faire repasser la frontière, au besoin avec l'aide de la police cantonale requise par dépêche télégraphique.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

Le *Moniteur de l'Empire* du 21 juin annonce que des plénipotentiaires de la grande République de l'Amérique centrale, qui se composait jusqu'à présent du Honduras, de Nicaragua et de San-Salvador, ont signé le 15 juin, dans la ville de Guatemala, avec des représentants de Costa-Rica et de Guatemala, un traité en vertu duquel les cinq Etats ci-dessus désignés formeront désormais, vis-à-vis de l'étranger, une République unique sous le nom de République de l'Amérique centrale.

Ce traité devra être approuvé par les Parlements de ces différents Etats d'ici au 15 septembre de cette année.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

L'ambassadeur américain à Londres a été chargé de remettre à la reine une lettre du président Mac Kinley, exprimant les sincères félicitations du peuple américain à l'occasion du soixantième anniversaire de l'avènement de Sa Majesté au trône d'Angleterre, et souhaitant pour le peuple anglais la prolongation de ce règne illustre, marqué par le progrès des sciences et des arts, ainsi que par le bien-être du peuple.

La lettre ajoute :

« Je désire particulièrement reconnaître votre amitié pour les Etats-Unis et votre amour de la paix, qui s'est manifesté en plusieurs circonstances.

« C'est un plaisir pour moi de reconnaître la dette de gratitude et de respect due à vos vertus personnelles. Puissiez-vous vivre longtemps encore pour le bien de la paix, l'honneur et la prospérité du peuple que vous gouvernez ! Que la liberté continue à régner dans votre empire ! Que vos sujets vous conservent leur affection et que Dieu protège Votre Majesté !

« Votre bon ami,

« MAC-KINLEY. »

FRANCE

Le Contesté de la Guyane.

Après de longues négociations, a été signé à Rio, le 10 avril dernier, un traité pour soumettre à un arbitrage la difficulté pendant entre la France et le Brésil. Voici le texte de ce traité soumis, le 10 mai, au Congrès brésilien :

Le gouvernement de la République des Etats-Unis du Brésil et le gouvernement de la République française, désirant fixer définitivement les frontières du Brésil et de la Guyane française, sont convenus de recourir dans ce but à la décision arbitrale du gouvernement de la Confédération suisse.

L'arbitre sera invité à décider quelle est la rivière Yapoc ou Vincent-Pinson et à fixer la limite intérieure du territoire,

Pour la conclusion du traité, les deux gouvernements ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir :

Le président de la République des Etats-Unis du Brésil a nommé le général de brigade Dionysio Evangelista de Castro Cerqueira, ministre d'Etat aux affaires étrangères;

Le président de la République française a nommé M. Stephen Pichon, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la même République au Brésil;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Article 1^{er}. — La République des Etats-Unis du Brésil prétend que, conformément au sens précis de l'article 8 du traité d'Utrecht, la rivière Yapoc ou Vincent-Pinson est l'Oyapoc qui débouche dans l'Océan à l'ouest du cap Orange et que la ligne de démarcation doit être tracée par le thalweg de cette rivière.

La République française prétend que, conformément au sens précis de l'article 8 du traité d'Utrecht, la rivière Yapoc ou Vincent-Pinson est la rivière Araguay (Araouary) qui débouche dans l'Océan au sud du cap Nord et que la ligne de démarcation doit être tracée par le thalweg de cette rivière.

L'arbitre résoudra définitivement les prétentions des deux parties en adoptant, dans le sens qui sera obligatoire et sans appel, une des deux rivières réclamées comme limite ou, s'il le juge bon, quelque'une des rivières comprises entre elles.

Art. 2. — La République des Etats-Unis du Brésil prétend que la limite intérieure dont une partie a été reconnue provisoirement par la convention de Paris du 28 août 1817 est le parallèle 2°24' qui, partant de l'Oyapoc, va aboutir à la frontière de la Guyane hollandaise.

La France prétend que la limite intérieure de la ligne qui, partant de la source principale du bras principal de l'Araguary, court à l'ouest, parallèlement au fleuve des Amazones jusqu'à la rive gauche du rio Branco et suit cette rive jusqu'à sa rencontre avec le point extrême de la montagne Aca-rary.

L'arbitre décidera définitivement quelle est la limite intérieure, en adoptant dans sa sentence, qui sera obligatoire et sans appel, une des lignes revendiquées par les deux parties ou en choisissant comme solution intermédiaire, à partir de la source principale de la rivière adoptée comme étant le Yapoc ou Vincent-Pinson jusqu'à la frontière de la Guyane hollandaise, la ligne de partage des eaux du bassin des Amazones qui, dans cette région, est constituée en presque totalité par le faite des monts Tumuc-Humac.

Art. 3. — Afin de mettre l'arbitre à même de prononcer sa sentence, chacune des parties devra, dans le délai de huit mois après l'échange des ratifications du présent traité, lui présenter un mémoire contenant l'exposé de ses droits et les documents à l'appui. Ces mémoires imprimés seront en même temps communiqués aux parties contractantes.

Art. 4. — A l'expiration du délai prévu dans l'article 3, chacune des parties aura un nouveau délai de huit mois pour présenter à l'arbitre, si elle le juge convenable, un second mémoire en réponse aux arguments de l'autre partie.

Art. 5. — L'arbitre aura le droit d'exiger des parties les éclaircissements qu'il jugera nécessaires et de régler les termes non prévus de la procédure d'arbitrage et les incidents occurents.

Art. 6. — Les dépenses de la procédure d'arbitrage établie par l'arbitre seront partagées par moitié entre les parties contractantes.

Art. 7. — Les communications entre représentants des parties contractantes se feront par l'intermédiaire du département des affaires étrangères de la Confédération suisse.

Art. 8. — L'arbitre se prononcera dans le délai maximum d'un an à

compter du dépôt des premiers mémoires ou des seconds si les parties ont répliqué.

Art. 9. — Ce traité, une fois remplies les formalités légales, sera ratifié par les deux gouvernements et les ratifications seront échangées dans la capitale fédérale des Etats-Unis du Brésil dans le délai de quatre mois ou avant s'il est possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs signent ledit traité et y apposent leur sceau.

GRANDE BRETAGNE

Débats sur la politique extérieure.

Séance de la Chambre des Communes du 7 mai. — La Chambre des communes rejette par 169 voix contre 63 une motion de M. Robson, demandant une réduction de 500 livres sterling sur les appointements de lord Salisbury dont la politique, au lieu de donner la liberté à la Crète et la paix à l'Europe, a amené l'anarchie en Crète et la guerre en Europe.

Au cours de la discussion, M. Curzon dit que les torts sont du côté des chrétiens en Crète. Il fait l'exposé rapide des actes d'agression dont ils se rendent coupables avec la connivence et l'appui d'officiers grecs, de volontaires grecs et de canons grecs. Dans les conditions actuelles, le retrait immédiat des troupes turques aurait pour résultat le massacre des 107,000 musulmans qui habitent la Crète et ne veulent pas l'annexion à la Grèce. La tranquillité ne peut être ramenée dans l'île que si les troupes grecques commencent par se retirer. Alors seulement on pourra réduire l'effectif des garnisons turques et rétablir la paix.

C'est la Grèce qui a provoqué la guerre actuelle en massant des troupes sur la frontière turque. Le concert européen n'est pas responsable de la guerre ; mais s'il n'a pas pu l'empêcher, du moins il l'a localisée. Les puissances sont disposées à intervenir, à proposer leur médiation, si la Grèce est disposée de son côté à l'accepter. Ce n'est pas en attaquant le concert européen, comme le fait l'opposition, qu'on facilitera sa tâche. Plus on attaque les puissances qui le constituent, plus l'on s'aliène leurs sympathies.

La question arménienne n'est pas oubliée ; mais une puissance isolée ne peut rien faire pour l'Arménie, pour la Crète, pour les autres populations soumises à la Turquie. Nous ne pouvons améliorer leur position qu'en agissant dans un accord amical avec les autres puissances.

La réalisation du plan des puissances a été retardée par des conseils téméraires, mais on a toujours l'espoir d'arriver à cette réalisation.

— Le journal *Le Temps* du 10 mai publie l'analyse d'un curieux document qui circulerait dans les Indes.

C'est une pétition des Ecossais de l'empire britannique demandant à la reine Victoria de se souvenir qu'elle n'est pas seulement reine d'Angleterre ou d'Irlande, mais aussi d'Ecosse. Ils rappellent l'histoire du Royaume-Uni et la part que les Ecossais prirent à son développement : ils invoquent leur passé glorieux pour revendiquer leur droit à l'existence comme nationalité distincte — droit affirmé dès l'année 1320 dans une « remontrance » des barons écossais au pape, droit admis par le protecteur Somerset au moment de l'offre d'une Union complète, en 1547, droit confirmé dans la première clause du traité d'Union de 1706, qui substituait au terme d'Angleterre celui de Grande-Bretagne pour désigner les deux Etats par un vocable commun :

Nous maintenons, disent les pétitionnaires, que si l'honneur national de l'Ecosse exige l'application de ce premier article du traité de l'Union, l'honneur national de l'Angleterre n'est pas moins engagé à le faire observer honnêtement et loyalement.

Et plus loin :

Nous trouvons particulièrement irritant pour nos sentiments de sujets loyaux de Votre Majesté que mensuellement, hebdomadairement et presque journalièrement, les représentants de Votre Majesté dans les armées de terre et de mer ou dans les services civils et diplomatiques insultent notre honneur national (en substituant le terme d'Angleterre à celui de Grande-Bretagne). Le mal a été si loin que dans certains traités avec des puissances étrangères les mots « Angleterre » et « Anglais » ont été employés dans un sens *impérial*. . . ce qui, nous le craignons, n'est pas dû seulement à l'ignorance et à l'insouciance, mais à un sentiment injuste et agressif de vanité, qui règne dans les milieux influents du peuple anglais.

. . . Après les sacrifices que nous avons faits, nous prétendons partager avec les autres nationalités du Royaume-Uni la gloire qui revient à l'empire britannique, gloire que l'Angleterre n'a pas le droit de monopoliser.

. . . Cette tentative anticonstitutionnelle d'angliciser le Royaume-Uni doit nécessairement avoir un effet des plus préjudiciables sur toute importante question d'unité entre la Bretagne métropolitaine et la Bretagne lointaine, celle d'au-delà les mers.

. . . Si les colonies doivent considérer l'Angleterre et non la Grande-Bretagne comme le seul représentant de leur nationalité commune, le lien si puissant du sentiment national se relâchera, l'antagonisme naîtra et se développera parmi les colons écossais, irlandais et gallois. Ces dissentiments serviront la politique séparatiste engendrée naturellement par l'accroissement de population et de puissance dans les territoires éloignés de la mère-patrie et séparés par de très grandes distances les uns des autres.

— Le jubilé de la Reine a été célébré avec un grand éclat le 22 juin. Toutes les colonies étaient représentées par leurs premiers ministres, des détachements de troupes.

La Reine a adressé à la nation un message ainsi conçu qui a été transmis par le télégraphe sur tous les points de l'immense empire britannique :

« Du profond de mon cœur, je remercie mon peuple bien-aimé. Que Dieu le protège !

« VICTORIA,
« Reine et Impératrice. »

— Le 18 juin, à l'« Imperial Institute », le prince de Galles, en portant un toast aux premiers ministres des colonies, a dit qu'il était convaincu qu'à l'heure du danger les colonies s'empresseraient de venir en aide à l'Angleterre et qu'elles s'uniraient pour maintenir l'intégrité de l'empire.

Lord Rosebery a porté un toast aux Parlements de l'Angleterre et des colonies. Il a dit que l'union de l'empire britannique puisait sa force dans le principe du *self government*. Il a terminé en exprimant l'espoir que les premiers ministres ne se sépareront pas sans avoir fait tous leurs efforts pour établir une union encore plus étroite entre la mère-patrie et ses colonies.

Lord Salisbury, répondant au toast porté aux représentants de l'Angleterre et des colonies, a dit qu'ils étaient réunis pour s'efforcer de rendre toujours croissante l'extension de l'empire britannique.

Cet empire, a ajouté le premier ministre, est fondé sur la sympathie, les idées et les sentiments qui lient de plus en plus étroitement ceux qui ne sont, après tout, que les enfants d'une même race.

Le succès de notre empire colonial dépend du bon jugement des Parlements dans l'accomplissement de leurs devoirs.

Si cette règle de conduite est fidèlement suivie, nous créerons un empire tel qu'il n'a pas encore été donné au monde d'en voir un pareil, et nous ferons faire à l'humanité un grand pas dans la voie du progrès.

ITALIE

La politique commerciale et la question africaine.

A la séance de la Chambre du 10 mai, M. Branca, ministre des finances, répondant à une interpellation de M. della Rocca, dit que ce serait une très grave erreur de faire de la politique de représailles avec les Etats-Unis, car le nouveau tarif admettant la possibilité de nouvelles conventions, le gouvernement italien aura soin d'ouvrir des négociations tendant à sauvegarder les intérêts de l'exportation nationale.

Répondant à une interpellation de M. Sciacca della Scala sur la politique douanière que le gouvernement entend suivre à la suite des mesures prises par quelques Etats, M. di Rudini déclare être partisan de la politique commerciale fondée sur les traités, et il est heureux d'avoir lié son nom aux traités conclus avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Il ne désespère pas de pouvoir stipuler quelque nouveau traité de nature à satisfaire les intérêts de l'exportation italienne, et comme conséquence il n'est pas opposé à dénoncer parmi les traités existants ceux reconnus contraires aux intérêts de l'Italie ; mais il ne peut pas entrer dans l'ordre des idées de M. Sciacca della Scala sur le tarif maximum et minimum. Toutefois, M. di Rudini est complètement contraire à la politique de représailles, qui serait funeste aux intérêts commerciaux italiens.

La discussion de la question africaine a été terminée à la Chambre dans la séance du 22 mai.

Plusieurs orateurs présentent des ordres du jour ; quelques-uns déclarent qu'ils renoncent à en présenter, la Chambre étant impatiente d'émettre un vote.

Toutefois, on écoute avec attention M. Cavalotti, qui développe, en son nom et en celui de ses amis, un ordre du jour déclarant que, interprète du pays, il réclame l'abandon de l'Erythrée et remet au gouvernement le soin d'exécuter la volonté nationale.

Le discours de M. Cavalotti est applaudi par la gauche et l'extrême gauche. Beaucoup de députés félicitent l'orateur.

M. di Rudini déclare qu'il repousse toute motion suspensive et tout ordre du jour proposant l'abandon de l'Erythrée. Il prie les amis du cabinet de voter l'ordre du jour Gallo-Rubini, qui prend acte des déclarations du gouvernement et approuve sa politique coloniale.

On procède à l'appel nominal sur l'ordre du jour de MM. de Marinis (socialiste), Imbriani (radical), Pozzi (droite), tendant à l'abandon de l'Erythrée.

Cet ordre du jour est repoussé par 229 voix contre 140 ; il y a eu 9 abstentions.

La Chambre repousse par appel nominal, par 320 voix contre 58, un ordre du jour suspensif de M. Martini.

La Chambre approuve ensuite par appel nominal, par 212 voix contre 94 et 20 abstentions, un ordre du jour présenté par MM. Gallo et Rubini, accepté par le gouvernement, prenant acte des déclarations du gouvernement et les approuvant.

Les plus importantes de ces déclarations avaient été faites dans la séance du 20 mai. En voici la partie essentielle :

Le ministre de la guerre confirme l'impossibilité de maintenir dans les conditions actuelles l'occupation militaire de l'Erythrée avec 7 millions seulement ; il faudrait pour cela, comme l'a déclaré M. di Rudini le 15 mai, environ 30 millions.

Il exclut la solution consistant à garder, outre Massaouah, une grande

partie du haut plateau ou de revenir à l'ancien triangle Massaouah, Asmara, Keren.

Il explique les raisons surtout d'ordre moral pour lesquelles on s'est maintenu à Kassala, qu'il conviendra d'abandonner lorsqu'on procédera à une nouvelle organisation de la colonie.

La meilleure solution est de revenir aux conditions dans lesquelles était la colonie pendant la période 1892-1894, de préférence avec un gouverneur civil auquel on laisserait une certaine liberté d'action.

Il conclut à l'adoption d'un budget de 7 millions, suffisant à la condition de renoncer à l'occupation militaire du haut plateau.

M. di Ru lini défend le programme africain du gouvernement et réfute les précédents orateurs.

Il croit le moment venu d'arriver à une conclusion ; par suite, il s'étonne de la présentation de plusieurs ordres du jour proposant l'expectative.

Il répète formellement qu'il n'existe pas de traités secrets ni d'engagements oraux ou écrits que la Chambre ne connaîtrait pas ; la Chambre en sait autant que le gouvernement.

Il déclare avoir toujours été favorable à l'institution d'un gouverneur civil de l'Erythrée.

Il comprend que les mesures énergiques et radicales qu'il propose soulèvent des protestations. Il confirme que le gouvernement entend suivre une politique tendant à réduire les limites de l'occupation militaire à Massaouah seulement.

Quant aux moyens nécessaires pour atteindre ce but, ils dépendent d'un ensemble de circonstances en grande partie supérieures à l'action et à la volonté du Parlement et du gouvernement.

M. di Rudini, à propos de diverses motions relatives à l'évacuation immédiate de l'Erythrée, dit : « Cela est impossible ; il faut auparavant une période de recueillement ; après quoi nous pourrions prendre la décision que nous croirons la plus opportune. » Mais il ne comprend pas comment M. Dalverme soutient la nécessité de garder Kassala. « Il est vrai que si les Egyptiens occupaient Ondurman, nous pourrions conserver Kassala sans danger, mais nous n'en retirerions aucun profit ; nous n'aurions rien à faire à Kassala. En y restant nous recommencerions une très grave erreur politique et militaire. » M. di Rudini répète que pour maintenir l'occupation du haut plateau il faudrait dépenser 19 millions.

Le gouvernement a entendu la voix de profond mécontentement qui s'est élevée du pays en présence des difficultés économiques et des rigueurs fiscales. Ce mécontentement ne saurait être vaincu par la légèreté et la témérité, mais seulement grâce à la sollicitude envers le peuple italien et non en faveur du peuple de l'Erythrée.

M. di Rudini déclare qu'il ne pose pas la question de confiance ; toutefois, il ne garderait pas son poste si la Chambre témoignait qu'elle n'est pas d'accord avec ses intentions.

A ses amis et à ses adversaires il dit :

« En donnant votre vote, ne pensez pas au ministère, pensez à la patrie ! »

Séance du Sénat du 22 juin.

M. Blaserna rappelle que la nation anglaise fête le sixantième anniversaire du couronnement de la reine Victoria. Il propose au Sénat de s'associer à cette solennité en envoyant à l'auguste et glorieuse souveraine ses vœux pour la prospérité et la gloire de la reine et du peuple anglais.

Le ministre, M. Prinetti, dit que le gouvernement s'associe de grand cœur à cette proposition et aux vœux exprimés par M. Blaserna.

Sur la demande de M. Blaserna, le président déclare qu'il se fera un devoir de mettre à exécution les vœux du Sénat.

Séance de la Chambre des députés du 22 juin.

M. Sonnino Sydney prend la parole :

« Aujourd'hui, dit-il, la nation britannique est en fête, célébrant, dans la mère patrie et dans les colonies disséminées à tous les coins du monde, le sixantième anniversaire de l'avènement au trône de la reine Victoria.

« Je suis certain d'exprimer les sentiments de la Chambre entière en priant le président d'être, dans cette occasion solennelle, notre interprète auprès du speaker de la Chambre des communes et de lui exprimer les vœux chaleureux de notre Assemblée pour la longue et prospère continuation du glorieux règne de la reine, ainsi que la part que le peuple italien prend aux événements dont se réjouit la grande nation anglaise. »

Le ministre, M. Brin, au nom du gouvernement, s'associe de grand cœur à la proposition de M. Sonnino.

Le président se déclare heureux d'accepter l'agréable mission d'être l'interprète de la représentation nationale italienne à l'occasion du glorieux anniversaire fêté par l'Angleterre.

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Le consul de France à Pretoria, M. Aubert, vient d'adresser au ministre du commerce son rapport sur la situation commerciale, industrielle et financière, de la République sud-africaine en 1896.

M. Aubert résume d'abord en ces termes son opinion sur l'état actuel du Transvaal :

Malgré tous les désastres qui l'ont frappée, malgré toutes les difficultés qu'elle a éprouvées en 1896, la République sud-africaine continue à jouir de l'ère de prospérité que la découverte des mines d'or a inaugurée pour elle.

Ni l'invasion Jameson, ni la révolution de Johannesburg et le trouble dans les affaires qui en ont été les conséquences, ni la peste bovine qui a décimé et décime encore son bétail, ni la famine qui a frappé les districts septentrionaux, par suite du manque des récoltes, n'ont pu enrayer son commerce ni entraver son industrie en 1896.

Les ressources ont, cependant, des bornes et parce qu'un pays est florissant, il ne s'ensuit pas que les immigrants, si nombreux qu'ils soient, y trouvent toujours le pain assuré. De là le désappointement, les mécomptes, le découragement qui se rencontrent chez les nouveaux venus et qu'entretiennent les politiciens ambitieux, les spéculateurs aux abois et les ouvriers qui redoutent la concurrence et un abaissement de salaires.

M. Aubert donne ensuite les renseignements que voici sur le commerce d'importation :

Le commerce d'importation au Transvaal.

La valeur des importations dans la République sud-africaine a été, en 1896, de 352,203,250 francs, soit une augmentation de 107 millions comparativement à l'année précédente.

La progression est d'ailleurs constante depuis quelques années, ainsi que l'indique le relevé suivant des importations : en 1886, 12,319,775 francs ; en 1887, 41,919,225 ; en 1888, 61,417,160 ; en 1889, 86,574,650 ; en 1890, 92,472,950 ; en 1891, 65,873,900 ; en 1892, 87,470,000 ; en 1893, 134,292,525 ; en 1894, 161,005,375 ; en 1895, 245,407,600 ; en 1896, 352,203,250.

Les importations du Transvaal en 1896, valeur en francs, se sont réparties comme suit d'après leur provenance et la voie d'importation qu'elles ont suivie :

PROVENANCE	Par le Cap.	Par Natal.	Par Delagoa bay.
Europe	143.573.575	35.969.850	40.002.300
Autres pays d'outremer.	7.324.425	2.890.825	1.848.485
Cap	49.532.725	»	»
Natal.....	»	36.165.150	»
Delagoa bay	»	»	11.287.800
	<hr/> 200.430.725	<hr/> 75.025.825	<hr/> 53.138.575

La colonie du Cap, grâce à ses lignes régulières de steamers, à l'esprit d'entreprise de ses maisons de Port-Elisabeth et d'East-London, grâce aussi à ses ressources agricoles, continue d'être l'approvisionnement par excellence de la République sud-africaine. Elle y a apporté, en 1896, pour 200,430,725 francs de marchandises de toutes provenances, contre 172,704,000 en 1895, et 112,598,000 en 1894.

La valeur des articles européens qui ont emprunté la voie du Cap pour pénétrer au Transvaal a été de 143,573,000 francs, soit 16 millions de plus qu'en 1895. Ces chiffres justifient l'appréhension que la concurrence des voies de Natal et de Delagoa bay a fait naître au Cap et donnent la clef de bien des mesures prises et de bien des manœuvres tentées pour y remédier.

Natal regagne petit à petit le terrain que l'absence de chemin de fer vers le Transvaal lui avait fait perdre. Cette colonie a importé en 1896 pour 75,025,835 francs de marchandises, tandis que ses apports n'avaient été que de près de 25 millions en 1895. L'ouverture du chemin de fer a donc permis à Natal de tripler son trafic avec la République sud-africaine, et tout donne lieu de croire que les Nataliens ne se contenteront pas de ce résultat. C'est aussi qu'ils n'ont d'autre ambition, qu'ils n'appliquent leur énergie et leur activité qu'à l'amélioration de leur port et au développement de leur commerce avec l'intérieur.

Les importations de Delagoa bay ont presque doublé en 1896, comparativement en 1895. Le chiffre en reste cependant encore inférieur de 22 millions à celui de Natal, malgré les avantages qu'offre le port de Lourenço-Marquès sur celui de Durban. De vastes conceptions ont été faites pour l'amélioration, l'outillage, l'aménagement de Delagoa bay, mais elles restent à l'état de projet. En attendant, Natal en profite. Les produits de Delagoa bay : farines, spiritueux, qui ne représentaient qu'une valeur de 6 millions dans les importations de 1895 au Transvaal, ont atteint le chiffre de 11,287,000 fr. en 1896.

La vente des produits de la République d'Orange (23,608,125 francs de marchandises importées) n'a pas fait de progrès en 1896 : l'écart n'est que de 450,000 francs entre 1895 et 1896. Il me semble cependant que la République d'Orange pourrait participer dans une plus large mesure aux importations de grains, de farines, de bestiaux, de légumes et de mille autres articles qui servent à l'alimentation de Johannesburg et de Pretoria, et pour lesquels elle jouit de la franchise des douanes.

Malgré la réduction des droits sur nombre d'articles, le produit des douanes a encore augmenté de 6,750,000 francs en 1896. Il a été : en 1891, de 7,916,000 francs; en 1892, 11,035,096; en 1893, 17,320,775; en 1894, 20,304,325; en 1895, 27,133,500; en 1896, 33,887,150 francs.

Dans le chiffre de 352 millions d'importations, les objets de consommation entrent pour 77,744,000 fr., les boissons pour 15,791,000 fr., soit ensemble plus du quart des importations.

Les lignes internationales mettant le Transvaal en communication avec le Cap, Natal et Delagoa bay, ont été complétées en 1895 par l'ouverture de celle de Natal. Depuis, le réseau international a été prolongé de Krugersdorp à Pochefstroom pour être continué jusqu'à Klerksdorp, et l'embranchement de Kaapmenden à Barterson a été terminé. La construction de la ligne du

Selati est toujours suspendue; mais on espère que la présence en Europe du secrétaire d'Etat permettra de mettre fin aux contestations auxquelles cette ligne a donné lieu. La ligne Pretoria-Pietersburg est commencée. On étudie le tracé de celle de Lydenburg. Le réseau ferré du Transvaal, qu'exploite la Compagnie Hollandaise sud-africaine, a fait l'an dernier une recette de 74.120,075 francs; le nombre des voyageurs transportés a été de 1,070,598.

Le commerce français.

Le consul de France à Pretoria devait naturellement s'occuper plus spécialement du commerce français au Transvaal. Il s'exprime à ce sujet dans les termes suivants :

Pas plus que les autres années, je ne puis évaluer l'importance du commerce français au Transvaal. Il est, cependant, hors de doute, que les relations directes entre la France et l'Afrique du Sud ont pris un développement inconnu jusqu'à présent, grâce aux efforts des Compagnies des Chargeurs réunis, qui ont établi un service mensuel du Havre et de Bordeaux à Delagoa bay, par le cap de Bonne-Espérance, et des Messageries maritimes, qui desservent maintenant la côte Est, en correspondance avec les vapeurs de la Réunion à Marseille.

Ces entreprises ne peuvent manquer de favoriser notre commerce et de contribuer à nous assurer la place que nous devrions occuper dans le trafic de l'Afrique du Sud. Je ne doute pas qu'elles n'arrivent, avec la persévérance et des améliorations progressives dans leurs services, à obtenir d'aussi bons résultats que les Anglais et les Allemands, qui nous ont devancés depuis longtemps dans ces parages.

L'affluence des Français au Transvaal, que j'ai signalée dans mon dernier rapport, a déjà, m'affirme-t-on, exercé une certaine influence sur le commerce en général et, en particulier, sur celui des nouveautés, des modes, des articles de fantaisie pour lesquels le goût français est sans rival. J'ai même, chose inouïe en Afrique, entendu des commerçants étrangers se vanter au près de moi d'avoir des articles français.

C'est là un signe certain du progrès fait par la France dans l'estime du commerce. Reste maintenant à nos commerçants d'en tirer profit.

Je leur en ai déjà, à différentes reprises, indiqué les moyens.

Il est, toutefois, un point sur lequel je crois devoir insister : c'est la cherté de la vie, car je ne puis pas assimiler les Français aux Indiens ou à ces marchands des rues qui se réunissent à huit ou dix dans une chambre et vivent de quelques shillings par semaine.

Pour un célibataire, les frais d'existence ne sont pas inférieurs à 500 fr. par mois, se décomposant comme suit : chambre, 100 à 125 fr. ; pension, 300 à 450 fr. ; blanchissage et faux frais, environ 50 fr. Un ménage a besoin d'une maison d'au moins 300 fr. par mois, d'un domestique nègre, 75 à 100 fr. ; pour la nourriture, il faut compter au moins 500 fr. ; pour les faux frais, 200 fr. Si à ces dépenses viennent s'ajouter : la location d'un magasin, dont les frais varient, suivant le quartier, de 1,000 à 4,000 fr. par mois, les dépenses d'installation, de personnel, etc., on peut se rendre compte qu'il est impossible de s'établir dans ce pays sans capitaux.

Ces chiffres s'appliquent à Johannesburg, où les dépenses sont plus élevées qu'à Pretoria, mais où il y a aussi plus de ressources.

Il est également un paragraphe de mon dernier rapport qui semble être resté inaperçu. Du moins, nombre de Français, ne remplissant aucune des conditions nécessaires, s'obstinent, malgré mes conseils, à venir chercher fortune au Transvaal. Je me permettrai donc de répéter, à l'intention de ceux qui voudraient suivre leur exemple, ce que je disais l'année dernière :

Je reçois aussi une grande quantité de demandes d'ingénieurs, d'employés, d'artisans, pour leur procurer une place ou un emploi. Je dois invariablement décliner la responsabilité d'engager ces personnes, souvent avec de la

famille, qui ne savent pas l'anglais et dont je ne puis juger ni les aptitudes ni les capacités, à venir s'établir dans un pays où les conditions du travail, d'existence sont si différentes de celles de France, et où le commerce et l'industrie sont presque entièrement entre les mains des Anglais qui écartent systématiquement comme employés tout ce qui est étranger.

Les mines d'or.

Nous passons les renseignements donnés par M. Aubert sur les diverses industries (distilleries, brasseries, fabriques de dynamite, de ciment, de cyanure, de conserves, productions de force motrice, mines de charbon) pour arriver au chapitre détaillé qu'il consacre dans son rapport aux mines d'or.

La production des mines d'or de la République sud-africaine s'est élevée, en 1896, à 2,494,946 onces troy, soit une diminution de 11,905 onces, comparative-ment à 1895.

Le tableau suivant fait ressortir les progrès faits par l'industrie aurifère pendant les treize dernières années :

1884....	2.918 onces	91 kilos
1885....	1.737 —	54 —
1886....	10.032 —	312 —
1887....	48.940 —	1.522 —
1889 ...	279.600 —	8.693 —
1890....	430.800 —	13.394 —
1891....	835.516 —	25.977 —
1892....	1.289.498 —	40.092 —
1893....	1.575.397 —	48.981 —
1894....	2.265.853 —	70.448 —
1895....	2.509.851 —	78.035 —
1896....	2.494.179 —	77.547 —
	<hr/> 12.269.307 —	<hr/> 381.946 —

Les mines ont employé 73.387 ouvriers (9,375 blancs et 64,012 de couleur), savoir : aux travaux de mines. 65,319; aux batteries, machines, à la cyanuration, 8,030; à l'exploitation d'alluvions 38. Le plus grand nombre de ces ouvriers (62,001) est employé dans le Witwatersrand; 3,469 sont employés à Klerksdorp, 3,005 au Kaap, 2,564 à Heidelberg, 1,995 à Lydenburg, etc.

M. Aubert étudie successivement les divers districts miniers et donne sur chacun d'eux des renseignements que nous omettons.

Le district aurifère du Witwatersrand (plus simplement dénommé le Rand) et de Heidelberg est de beaucoup le plus important, puisqu'il produit plus des 9/10^e de l'or extrait du Transvaal. M. Aubert l'étudie donc spécialement.

Voici d'abord le tableau de la production mensuelle des mines du Rand, en kilogrammes :

MOIS	PRODUIT		BANQUES	TOTAL en kilog.
	du bocardage.	des résidus.		
Janvier.....	2.925	1.508	37	4.470
Février.....	3.487	1.664	43	5.194
Mars.....	3.589	1.803	36	5.428
Avril.....	3.609	1.855	29	5.493
Mai.....	3.993	2.045	25	6.063
Juin.....	4.005	1.999	16	6.020
Juillet.....	4.113	2.213	12	6.338
Août.....	4.288	2.292	25	6.605
Septembre..	4.155	2.138	5	6.298

Octobre.....	4 102	2.095	18	6.215
Novembre ..	4.163	2.082	8	6.253
Décembre...	4.147	2.263	11	6.421
	<u>46.576</u>	<u>23.957</u>	<u>265</u>	<u>70.798</u>

La production aurifère du Rand a été pour les dix dernières années : en 1887, 787 kilos; en 1888, 7,156; en 1889, 11,480; en 1890, 15,384; en 1891, 22,673; en 1892, 37,643; en 1893, 46,967; en 1894, 70,448; en 1895, 70,952; en 1896, 70,798.

Le nombre des tonnes bocardées en 1896 a atteint 4,002,781 donnant un rendement de 11 gr. 62 d'or par tonne. Le nombre des tonnes de résidus traitées a été de 2,801,212 qui ont donné un rendement moyen de 8 grammes d'or par tonne.

Le nombre des bocards employés l'an dernier a varié de 2,590 en mars à 3,170 en novembre; leur travail a atteint son maximum en septembre avec 4 tonnes 67 de minerai par bocard et par jour, en augmentation très sensible sur les chiffres des précédentes années.

Il est à constater que les résidus traités ont donné en 1896 près de 34 0/0 de la production totale. Les différents procédés employés pour extraire l'or des résidus ont été : cyanuration 16,427 kilos, Mac Arthur Forest 4,061, chloration 2,010, Siemens-Halske 1,391, fusion 59.

Le broyage à sec, procédé qui consiste à pulvériser le minerai au moyen de rouleaux et à le faire passer directement sans amalgamation aux cuves de cyanuration, n'est encore appliqué, d'une façon régulière, que par une compagnie dirigée par un ingénieur français. Les résultats ont été, assure-t-on, des plus satisfaisants.

Les gages, salaires et traitements, payés aux employés et ouvriers des mines du Rand se sont élevés en moyenne, l'année dernière pour l'année entière, à 7,111 fr. 66 par employé blanc et à 988 fr., plus la nourriture, pour chaque nègre.

Trente-six seulement des nombreuses compagnies minières, foncières et industrielles, du Rand ont payé des dividendes l'an dernier.

En terminant son rapport, M. Aubert traite l'importante question des dépenses d'exploitation dans les mines. Nous reproduisons *in extenso* sa conclusion :

Dans le courant de l'année dernière, et plus récemment encore, on n'a cessé de répéter que les frais de transport au Transvaal étaient excessifs; que le monopole de la dynamite grevait l'industrie minière de frais exorbitants : que les taxes, les redevances, les impôts, les charges fiscales de toutes sortes pesaient lourdement sur les entreprises industrielles, en entravaient l'essor et les conduisaient à la ruine. On a essayé ainsi de justifier l'insuccès de nombreuses entreprises et quelquefois aussi de couvrir les manœuvres de spéculateurs trop habiles.

Sans m'arrêter aux exagérations dont certaines personnalités ne sont que trop coutumières, j'admettrai comme expression de l'opinion moyenne sur les conditions de l'industrie minière au Transvaal ce qu'en dit un correspondant de l'*Economiste européen*, dans le numéro du 5 décembre dernier.

Considérons, déclare-t-il, le tableau ci-dessous qui résume l'ensemble des frais en pourcentage :

Prix de revient 100/000 :	
Salaires des blancs.....	22 0/0
— noirs	35 0/0
Dynamite	15 0/0
Charbon	10 0/0
Divers	18 0/0
	<u>100 0/0</u>

Le correspondant analyse ensuite chacun de ces articles pour arriver à cette conclusion qu'il serait possible de faire une économie d'au moins 25 0/0 sur l'ensemble des frais d'exploitation des mines.

Que des économies soient possibles, nul n'en peut douter. Mais où le correspondant se trompe, c'est dans la proportion qu'il attribue, dans les dépenses, aux frais d'explosifs et de charbon. Il est facile de l'en convaincre en se basant uniquement sur les données de la chambre des mines de Johannesburg, que l'on ne peut suspecter de partialité.

Ainsi, nous voyons d'après le rapport de la chambre des mines de Johannesburg, que les 81 compagnies du Rand qui ont répondu à sa demande de renseignements ont dépensé, en 1896 :

Pour salaires d'ouvriers blancs.....	Fr.	52.839.650
— des nègres.....		46.531.836
Pour approvisionnements divers, machines, matériaux		99.538.425
Ensemble.....		198.909.911

Or, pour combien les explosifs et les charbons entrent-ils dans cette somme : les explosifs pour 14 millions 111,375 fr., soit 7,9 pour cent des dépenses totales et non point 15 0/0, comme le prétend le correspondant de *l'Economiste européen*, et les charbons pour 15,227,550 fr. ou 7,65 pour cent de la totalité et non point 10 0/0.

Oui, mais, dira-t-on, on comprend ainsi dans le total des dépenses les frais d'achat de matériel, de machines, de matériaux qu'on doit imputer au compte capital et qui ne peuvent, par conséquent, pas être mis à la charge de l'exploitation.

Même en déduisant :

Les frais d'achat de machines.....	Francs	23 316.275
D'appareils électriques.....		1.109.975
De bois.....		7.413 775
De ciment		1.216.130
De rails et de wagnnets		1.330.600
Soit.....	Francs	33.416.775

Il reste encore un chiffre de dépenses de 163,493,136 fr., dont les frais d'explosifs représentent 8,5 0/0 et le charbon 9,2 0/0 seulement. Et notez bien que la chambre des mines ne fait pas mention des honoraires des directeurs, gérants, ingénieurs — ni des frais d'administration de bureau, de loyer — ni des gratifications et souscriptions, ni des mille autres frais divers portés régulièrement au compte des profits et pertes de ces 81 compagnies.

Si donc les explosifs, le charbon sont des charges pour les compagnies minières, elles ne sont pas, relativement aux autres dépenses d'exploitation, aussi onéreuses qu'on cherche à le faire croire. C'est, par conséquent, ailleurs qu'il faut chercher les raisons de l'insuccès — au point de vue des actionnaires — de nombre d'entreprises.

La population de Johannesburg.

Dans son rapport pour 1895, M. Aubert évaluait la population de Johannesburg et de ses faubourgs à 136,000 âmes. A la suite d'un recensement minutieux, on a constaté que la population établie dans un cercle de 5 kilomètres de rayon n'était que de 102,078 âmes, dont 50,907 Européens ou blancs, 952 Malais, 4,807 Indiens, 48,533 nègres, 2,879 autres.

Les 50,900 habitants de race blanche (32,387 hommes et 18,520 femmes) se répartissaient comme suit, d'après leur pays d'origine dans les différentes

parties du monde : Afrique 24 500, Europe 24,489, Australie 992, Amérique 754, Asie 143, nés en mer 29.

Les 24 500 Africains provenaient : 16,557 des possessions anglaises, 6,206 du Transvaal, 1,734 de l'Etat d'Orange.

Les 24,489 européens comprenaient : 16,265 anglais, écossais ou irlandais, 3,335 russes, 2,263 allemands, 819 hollandais, 442 français, 311 suédois ou norvégiens, 206 italiens, 139 suisses, etc.

Il a été vendu au marché à la criée de Johannesburg pour les besoins de cette population en 1896 des marchandises qui ont rapporté 15,511,450 fr., soit 256,825 francs de plus qu'en 1893 et 6,172,275 de plus qu'en 1894.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

L'Abyssinie actuelle.

Dans la séance de la *Société de Géographie* du 19 février, on a communiqué une notice venant d'un des principaux conseillers du négus Menilek, que nous appelons Ménélik, à laquelle nous empruntons les renseignements suivants :

S. M. Menilek II, « Negouça Neguest », c'est-à-dire « roi des rois » d'Ethiopie, auparavant roi du Choa, est présentement l'empereur de l'Ethiopie depuis l'année 1889.

Son pays compte environ 15 millions d'habitants. C'est un territoire montagneux, très fertile, principalement sur les plateaux d'une altitude moyenne (2—3,000 mètres). Il produit de l'orge, du blé, du maïs, du mil, du sorgho, du lin, diverses plantes oléagineuses, tinctoriales ou médicinales; le café, le tabac, la canne à sucre y viennent aussi bien que la pomme de terre, etc.

Les forêts abondent en beaux arbres, dont les principales essences sont énumérées dans la notice; on y remarque une espèce d'olivier sauvage appelé « wayra » et atteignant 30 mètres de hauteur, le kousso dont les fleurs sont un des meilleurs tœnifuges connus, etc. Parmi les animaux domestiques : le cheval l'âne, le mulet, le bœuf, le mouton, la chèvre, etc.; beaucoup d'abeilles, qui constituent la richesse d'une partie du pays; avec leur miel, on fabrique l'hydromel, boisson ordinaire des Abyssins; la cire sert à confectionner des torches et des bougies pour l'éclairage. Dans les montagnes, des gisements d'or, de cuivre, de fer, de sel gemme, d'am'ante. L'argile y abonde, et dans beaucoup d'endroits elle est très pure.

Plusieurs royaumes dépendent de l'empire. Ce sont : le Godjam, le Choa, le Djimma, le Kaffa et le Walamo. Les provinces, qui ont des gouverneurs appelés ras, sont : le Harrar, le Tchecher, le Siemen, le Dembéa, le Tigré, etc.

La capitale de l'empire, résidence habituelle du négus, est Addis-Ababa, nom qui signifie « Nouvelle Fleur ». La population permanente de cette ville est de 50,000 âmes; sa population flottante, d'environ 30,000. C'est un centre de commerce très important où viennent converger les produits du nord, du sud et de l'ouest de l'empire. Harrar est le chef-lieu de la province de ce nom et la résidence du gouverneur, le ras Makonnen; on y compte 42,000 habitants, plus une population flottante d'environ 10,000. Tout le commerce des provinces méridionales de l'empire transite par cette ville.

Les caravanes se font, dans l'intérieur du pays, par mulets et ânes; de Harrar aux différents ports, elles se font par chameaux. Le commerce total de la province s'élève actuellement à 35 millions et progresse d'année en année.

Les autres villes principales servant de résidences aux gouverneurs des provinces sont : Axoum, Adoua, Sakota, Gondar, Ankober, etc.

Le café, la civette, les peaux, la cire, le kousso, diverses plantes médi-

nales ou tinctoriales, l'or, l'ivoire forment les principaux articles d'exportation. Les importations consistent en cotonnades, soieries, draps, tapis, quincaillerie, coutellerie, outils, armes à feu et munitions.

Pour les voies de communication, nous voyons que la colonie française d'Obock a ouvert à notre commerce une route directe par Djibouti pour le Harar et les autres provinces de l'empire. Entre Djibouti, Harar, Addis-Ababa, etc., un service postal a été établi de concert par la colonie française et l'administration éthiopienne. De Djibouti à Harar, le service se fait par méharis, et correspond au passage des paquebots des Messageries maritimes. Dans l'intérieur du pays, ce sont des cavaliers qui font le service. Notons encore qu'un télégraphe est installé entre Harar et la capitale Addis-Ababa.

En Abyssinie, l'unité monétaire est le « beur », marqué à l'effigie de Menilek; le beur se compose de vingt « guerches » et se subdivise en pièces d'argent de 1, 5 et 10 guerches. Le poids et la valeur du beur sont les mêmes que ceux du thalari de Marie-Thérèse, monnaie qui a cours dans toutes les régions de cette partie de l'Afrique.

Disons en terminant que l'empire abyssin est formé par la réunion des royaumes et des provinces dont nous avons fait l'énumération plus haut et dont les chefs reçoivent l'investiture de l'empereur. Toutes les provinces sont régies par un code portant le nom de « Fitha Neguest » (lien directeur des rois). Les impôts sont levés par les soins des gouverneurs qui les font parvenir deux fois par an à l'administration impériale.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} mai. — *Expédition de Morée (1828-1829). Lettres d'Eugène Cavaignac.* — *Cuba, l'Espagne et les Etats Unis*, par Charles Benoist. (Malentendus entre l'Espagne et Cuba, entre l'Espagne et les Etats-Unis, entre les Cubains et les Etats-Unis. Il pourrait se faire que le Nouveau-Monde eût, dans la question Cubaine, sa question d'Orient.) — *Essais sur Goethe : le dernier roman*, par Ed. Rod. — *La femme chinoise dans la famille et dans la société*, par Maurice Courant. — *Leopardi et son ami Antonio Ranieri*, par G. Valbert.

15. — *L'Eglise et la France moderne*, par le duc de Broglie (à propos de l'ouvrage publié sous ce titre par le Père Maumus, dominicain). — *Les arsenaux de la marine. Réformes dans leur organisation administrative*, par Alfred Roussin. — *La vie d'un savant au XVI^e siècle. François Viète*, par Joseph Bertrand. — *Un petit centre agricole en Basse-Provence*, par A. de Saporta (historique très intéressant de la situation des paysans provençaux depuis un siècle). — *Brantôme et « l'honnête galanterie »*, par René Doumic.

La Revue de Paris.

1^{er} mai. — *L'état de notre marine de guerre.* — *La séparation de l'Eglise et de l'Etat (1794-1802)*, par Aulard (beaucoup de renseignements précis). — *La Macédoine*, par V. Bérard (fin de cette intéressante enquête).

15. — *Notre politique orientale*, par Ernest Lavisse. (Exposé de la crise actuelle, la plus grave, dit l'auteur, qui se soit produite dans le monde depuis la guerre de 1870. Conclusion : que l'Europe en soit venue à être conduite par l'Empereur Guillaume, dans une affaire où l'Allemagne est, de toutes les puissances, la moins intéressée, ce fut l'in vraisemblable, mais pourtant fatal résultat des fautes commises par nous depuis les derniers jours de 1894.) — *Le système français d'impôts*, par René Stourm. (Supériorité de notre système d'impôts sur les systèmes inventés de toutes pièces ou imités de l'étranger. L'intérêt public commande de le défendre avec énergie

contre les bouleversements et les destructions et de ne pas se lasser de le perfectionner.) — *L'insurrection sicilienne*, par H. Mereu. (Le calme n'est encore qu'apparent en Sicile.)

1^{er} juin. — *Athènes et Constantinople en 1859*, par Louis Thouvenel (d'après les papiers inédits de M. Thouvenel, alors ambassadeur à Constantinople). — *Chez les Sakalaves*, par Grosclaude (Impressions de voyage humoristiques).

25. — *Charles Gounod*, par Camille Saint-Saëns. — *Berlin pendant les barricades (1848)*, par le comte de Circourt (impressions d'un témoin). — *Bernadotte et les Bourbons (1812-1814)*, par Léonce Pingaud (détails curieux sur les intrigues de Bernadotte et les illusions qu'il se faisait au sujet de ses chances de régner en France). — *Notre politique orientale*, par Ernest Lavisse (fin).

Le Correspondant.

25 avril. — *L'odyssée d'un ambassadeur. Le marquis de Nointel dans les Echelles du Levant (1673-1675)*, par Albert Vandal (fin d'un récit des plus curieux pour l'histoire de la situation des pays du Levant au xvii^e siècle et aussi pour l'histoire de l'art). — *Convoitises japonaises et colonies européennes, les Philippines*, par Paul Thirion (détails sur les progrès du Japon, la situation des Philippines et les causes de la dernière insurrection). — *Deux ambassadeurs : Pozzo di Borgo à Paris et Barante à Saint-Petersbourg*, par de Lanza de Laborie (à propos de publications récentes).

10 mai. — *Jubilé de diamant (1837-1891)*, par M. Dronsart. — *Les peuples musulmans*, par L. de Contenson. (Dans quelle mesure les nations musulmanes ont-elles été atteintes par le courant de progrès intellectuel, moral et matériel, dont nous sommes si fiers? Quel degré de résistance lui ont-elles opposé? Sont-elles susceptibles de s'y conformer sans se modifier profondément? Questions complexes et importantes à l'heure actuelle, que l'auteur essaie de résoudre.) — *Deux portraits historiques : le fondateur de l'Empire russe*. — *La mère des philosophes (M^{me} Geoffrin)*, par de Lanza de Laborie (d'après des ouvrages récents).

25. — *Montalembert*, par le comte Albert de Mun (à propos de l'ouvrage du vicomte de Meaux). — *Le duc d'Aumale*, par Th. Froment (souvenirs personnels). — *Le régime civil et le régime militaire à Madagascar*, par V. d'Yerville. — *Une consultation royale en l'an VI de la République*, par Victor Pierre. — *L'alcoolisme et ses remèdes : l'alcool et l'alcoolisme*, par Maurice Vanlaer.

10 juin. — *Montalembert, M. Thiers et la question d'Orient*, d'après des documents inédits, par E. Lecanuet (lettres de Montalembert au cours d'un voyage en Orient en 1840). — *La France et le Siam* (article très vif contre le Roi de Siam à propos de son voyage projeté à Paris; importance de la question siamoise pour nos intérêts en Orient et nécessité d'une action rapide et énergique). — *L'instruction religieuse dans l'enseignement secondaire*, par G. Guiraud. — *Une statue à un émigré*, par Edm. Biré (à propos de l'inauguration de la statue de Beaumarchais). — *L'alcoolisme et ses remèdes : le fisc et l'école*, par Maurice Vanlaer.

Annales de l'Ecole des Sciences politiques.

15 mars. — *La politique française dans l'Indo-Chine; Annam*, par J. Silvestre (période de 1879 à 1883). — *Un ménage royal au commencement du siècle (1794-1820)*, par O. La Chèvre. (Récit intéressant du mariage du prince de Galles et de Caroline de Brunswick). — *Louis Blanc et la Commission du Luxembourg (1848)*, par G. Cahen. — Chronique politique et parlementaire : *Etats Unis* (6 nov. 1894-4 mars 1897), par Robert de Caix de Saint-Aymour.

15 mai. — *Les finances espagnoles*, par R.-G. Lévy. (Résumé de l'histoire

financière du pays et exposé de la situation actuelle.) — *La Chine, l'Angleterre et la Russie en Asie Centrale*, par F. Grenard. — *De l'état présent et prochain de l'ouvrier américain*, par Em. Levasseur. — *Louis Blanc et la Commission du Luxembourg* (suite), par G. Cahen.

Revue générale de droit international public.

1897, II. — *L'affaire du Daelwijk* (1), par E. Brusa, professeur à l'Université de Turin, président de l'Institut de droit international. (Suivant l'éminent jurisconsulte, la Commission des prises a commis une erreur en décidant qu'une juridiction s'exerçant après la guerre ne peut valider la capture du navire et de son chargement opérée durant l'état de guerre et ordonner, après que cet état a cessé, la confiscation des objets capturés. Il discute l'intéressante question de savoir si le droit de saisie du belligérant constitue l'exercice d'un droit de défense ou d'un droit de répression.) — *Des bases de la politique extérieure dans les pays de protectorat*, par A. de Pourville. (Considérations et faits dignes d'intérêt). — *Des délits à bord des navires marchands dans les eaux territoriales étrangères*, par P. Fedozzi. (L'auteur nous paraît exagérer l'indépendance du navire de commerce à l'égard de la juridiction locale.) — Chronique : *Equateur*, dispositions de la nouvelle Constitution (12 janv. 1897), sur la nationalité, la condition des étrangers; *France et Madagascar*, les diverses solutions, Madagascar colonie française (exposé détaillé).

Revue de droit international et de législation comparée.

1897, II. — *Contribution à l'étude de la sanction du droit international*, par Michel Kebedgy. (Travail qui donne une idée très favorable de l'enseignement du jeune professeur.) — *Etude sur l'avant-projet du Code pénal suisse*, par Albéric Rolin. (L'œuvre paraît à l'auteur, juge fort compétent, digne d'éloge malgré d'assez nombreuses imperfections.) — *Les Consuls et les baillages de la République de Venise*, par le comte Michelangelo Cappello. (Venise aurait institué bien avant l'an 1000 des Consuls dans les villes de terre ferme et dans celles du littoral adriatique. Ce sont les plus anciens Consuls que mentionne l'histoire, mais le grand développement des institutions consulaires commence avec les Croisades.) — Notes de MM. Dubois et Ed. Rolin sur les devoirs et responsabilités des Etats neutres. — Notice de M. Ernest Nys sur un Iréniste au XVII^e siècle. (Quel avantage y a-t-il à employer des expressions que les initiés seuls peuvent comprendre? un iréniste serait un partisan de la paix perpétuelle.)

Revue politique et parlementaire.

10 avril. — *Le socialisme aux Etats-Unis*, par E. Levasseur, de l'Institut. — *Les objections à la représentation proportionnelle*, par E. Naville. — *Le cinquième milliard de la Banque de France*, par le comte Rochaid. (Au lieu d'autoriser la Banque de France à élever sa circulation de 4 à 5 milliards, il aurait été plus rationnel de supprimer toute limitation.) — *Le contrôle des finances de l'Etat*, par Emm. Besson. — *La question de fédération en Australie* (1850-1897), par P. Maistre. (Elle soulève de grandes difficultés.) — *La prorogation des pouvoirs disciplinaires des administrateurs de commune mixte en Algérie*, par Maurice Colin. — *Le régime de l'alcool en Belgique et en Turquie*. — *Revue du mouvement socialiste*, par J. Bourdeau. — *Revue des questions financières et monétaires*, par Arthur Raffalovich. — La vie politique et parlementaire en Grèce, en Hongrie, en Portugal en Russie.

(1) Nous avons publié la sentence, *Archives*, 1897, I, p. 81.

10 mai. — *L'internationalisme et l'idée de patrie*, par L. Legrand, conseiller d'Etat (chapitre d'un ouvrage consacré à *l'idée de patrie*; éloquente protestation contre certaines propagandes antipatriotiques). — *Les Conseils de préfecture et la justice administrative*, par L. Michoud. — *L'armée en 1897*. — *La question des avocats*, par Ed. Seligmann (question souvent agitée, mais qui n'en est pas plus connue pour cela). — *Les assurances ouvrières en Allemagne*, par M. Bellom. — *La question des incompatibilités parlementaires en 1844*, par Ern. Charles. — *Le Collège libre des sciences sociales*, par Dick May (résultats des deux premières années d'existence). — La vie politique et parlementaire en Allemagne, en Angleterre, en Serbie.

10 juin. — *Le parti progressiste : ce qu'il peut et doit être*, par un député. — *Le marché financier de Paris et les projets de réorganisation*, par Lacombe, député. (L'auteur pense qu'il suffirait de reprendre sur certains points le règlement d'administration publique de 1890.) — *Le problème de la dépopulation : programme de l'alliance nationale pour l'accroissement de la population française*, par Jacques Bertillon. — *L'évolution du régime légal du travail*, par Raoul Jay. — Revue des questions ouvrières et des questions coloniales. — La vie politique et parlementaire aux Etats-Unis, en Italie, en Suisse, en Finlande.

Revue d'histoire diplomatique.

1897, II. — *L'institution des Consuls : son origine, son développement au moyen-âge chez les différents peuples*, par Georges Salles (beaucoup de renseignements curieux). — *L'expédition du duc de Beaufort en Crète (1668-1669)*, par André Le Glay. (En allant au secours des Vénitiens à Candie, la France n'avait eu qu'une pensée sentimentale. L'entreprise, au surplus, était contraire à nos intérêts en Orient. Néanmoins, dans ce malheureux siège, le sang français fut répandu sans compter. Les volontaires et l'armée du Roi firent des prodiges de valeur et retardèrent l'échéance fatale de la capitulation. En récompense du service rendu, les Français recueillirent l'ingratitude de ceux qu'ils avaient secourus.) — *Documents relatifs aux formes diplomatiques aux XIII^e et XIV^e siècles*, par Fr. Funck-Brentano. — *Le cardinal de Tencin au Conclave de Benoît XIV*, par Maurice Boutry.

Bibliothèque universelle et revue suisse.

Mai. — *Michel Bakounine*, d'après sa correspondance, par F. Dumur (détails intéressants sur celui qu'on a appelé le père du nihilisme). — *La crise actuelle de l'artillerie*, par Abel Veuglaire. — *Le Protestantisme en Italie*, par Philippe Monnier (situation des Vaudois des vallées qui, jusqu'en 1848, ont été presque hors la loi en Piémont et qui ont fait peu de progrès au dehors, malgré leur ardeur de prosélytisme). — *Un projet de rachat des chemins de fer suisses*, par Ed. Tallichet (à propos du message du Conseil fédéral du 25 mars 1897, vive critique du projet qui a, suivant l'auteur, porté atteinte au crédit et au bon renom de la Suisse). — *Le théâtre arménien à Tiflis*, par M. Reader.

Annales de droit commercial français, étranger et international.

Avril. — *Chronique suisse de législation, de jurisprudence et de doctrine en matière de droit commercial et industriel pour 1896* (loi sur la comptabilité des chemins de fer, projet d'unification du droit civil). — *De la généralisation de la clause à ordre et de la clause au porteur*, par Champcomunal.

La Propriété industrielle.

31 mars. — Loi des Etats-Unis tendant à reviser et à modifier les statuts relatifs aux brevets (3 mars 1897) avec deux lettres explicatives. — Documents sur la législation suédoise en matière de propriété industrielle. — Circulaire française au sujet de la contrefaçon des marques de fabrique à l'étranger. — Statistique générale de la propriété industrielle de 1886 à 1895.

30 avril. — *La Conférence de Berlin pour la protection de la propriété industrielle : législation sur les dessins et modèles industriels.* — Série curieuse de décisions judiciaires rendues en divers pays au sujet de contrefaçons de la marque de la *Grande Chartreuse*.

Le Droit d'auteur.

15 mars. — *La nouvelle loi américaine concernant la répression des représentations ou exécutions publiques non autorisées.* — Résumé des arrêts prononcés en 1896 en Angleterre au sujet de la propriété industrielle.

15 avril. — *Déclarations officielles relatives à la constatation du droit d'auteur en cas de contestation judiciaire.* (Renseignements fort utiles pour l'application des articles 2 et 11 de la Convention de Berne de 1886.) — Application à la photographie du traité austro-hongrois du 10 mai 1887 sur la propriété littéraire et artistique. — Les formalités de dépôt et d'enregistrement en Norvège. — Mouvement en Danemark contre l'accession du pays à l'Union internationale — Discussion au Conseil national suisse au sujet des actes de la Conférence de Paris.

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Avril. — *France* : Le budget de 1897; loi relative au régime des sucres; les recettes des chemins de fer en 1896 et 1895; recettes et dépenses comparées des exercices 1884 à 1895; les opérations de la Banque de France en 1896. — *Les Caisses d'épargne postales en Europe et au Canada.* — *Autriche-Hongrie* : la réforme des impôts personnels directs. — *Belgique* : le régime des alcools. — *Pays-Bas* : la richesse nationale. — *Italie* : le budget de l'exercice 1897-98. — *Etats-Unis* : le monnayage. — *Egypte* : les budgets de 1893 à 1897.

Mai. — *France* : les Caisses d'épargne privées en 1895; les patentes en 1896; la situation financière des communes en 1896; le budget de la ville de Paris pour 1897. — *La production de la houille, des lignites et des pétroles dans les principaux pays.* — *Angleterre* : exposé budgétaire du Chancelier de l'Echiquier; résultats de l'exercice 1896-97. — *Allemagne* : l'amortissement de la dette en Prusse; la fortune mobilière en Allemagne. — *Belgique* : le produit des impôts en 1896. — *Suisse* : le budget de la Confédération pour 1897. — *Canada* : le commerce extérieur depuis 1867-68. (Les importations ont passé de 73 millions de dollars à 110 et les exportations de 57 millions à 113.)

Juin. — *France* : projet de budget pour 1898; production des alcools en 1896 et 1895; les octrois en 1895 (il y en a dans 1514 communes et le produit brut a été de plus de 324 millions dont 156 millions pour Paris). — *La circulation monétaire dans les principaux pays.* — *Allemagne* : la Banque de l'Empire (ses opérations en 1896). — *Espagne* : le projet de budget pour 1897-98. — *Norvège* : résultats budgétaires des exercices 1892-95. — *Etats-Unis* : rapport du secrétaire du Trésor.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1893

	Pages
Septembre 20 <i>Allemagne — Autriche-Hongrie, etc.</i> Déclaration additionnelle à la Convention de 1890 sur le transport des marchandises par chemin de fer.	129

1895

Mai 30	<i>Turquie.</i> Enquête de Mouch. Procès-verbal n° 99.	21
— 3	Procès-verbal n° 100.	23
Juin 7	Procès-verbal n° 101.	31
— 10	Procès-verbal n° 102.	32
— 12	Procès-verbal n° 103.	33
— 13	Procès-verbal n° 104.	33
— 15	Procès-verbal n° 105.	34
— 17	Note verbale de la Porte aux ambassades de France, de Grande-Bretagne et de Russie.	67
— 18	Enquête de Mouch. Procès-verbal n° 106.	34
— 23	<i>France.</i> M. Cambon, ambassadeur de France à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères (question des réformes arméniennes).	66
Juillet 6	<i>Turquie.</i> Enquête de Mouch. Procès-verbal n° 107.	36
— 21	Procès-verbal n° 108.	38
Août 5	<i>France.</i> M. Cambon à M. Hanotaux (projet de réformes et réponses de la Porte).	71
— 13	Le baron de Courcel, ambassadeur à Londres, à M. Hanotaux (entretien avec lord Salisbury sur l'Arménie).	79
— 16	M. Cambon à M. Hanotaux (fin de l'enquête de Mouch).	80
— 19	M. Cambon à M. Hanotaux (appréciation du projet de lord Salisbury).	81
— 27	M. Cambon à M. Hanotaux (opinion sur les réformes).	82
Septembre 30	M. Cambon à M. Hanotaux (troubles à Constantinople).	83
Octobre 6	<i>Turquie.</i> Note verbale au sujet des troubles de Constantinople.	86
— 8	Note des ambassadeurs à Constantinople au Ministre des affaires étrangères.	88
— —	Réponse du Ministre.	88
— —	<i>Turquie.</i> Note verbale du Ministre des affaires étrangères (troubles de Constantinople).	149

			Pages
—	12	Le Patriarche arménien à M. Cambon.	151
—	17	<i>France</i> . M. Cambon à M. Hanotaux (acceptation des réformes en Asie-Mineure).	152
—	20	<i>Turquie</i> . Décret sur les réformes.	154
Octobre. . .	24	Note verbale collective au sujet du décret de réformes.	159
—	30	<i>France</i> . Le Vice-Consul de France à Erzeroum, à M. Cambon (massacres).	162
—	31	M. Cambon à M. Hanotaux (gravité de la situation en Asie-Mineure).	160
—	—	Le Vice-Consul de France à M. Cambon (troubles et massacres à Diarbékir).	165
Novembre .	4	M. Cambon à M. Berthelot, ministre des affaires étrangères (anarchie générale).	163
—	—	M. Cambon à Saïd-Pacha, ministre des affaires étrangères (événements de Diarbékir).	163
—	8	M. Cambon à M. Berthelot (dispositions de diverses marines).	168
—	12	Le Vice-Consul de France à Sivas à M. Cambon (massacres à Sivas).	169
—	13	M. Lozé, ambassadeur à Vienne à M. Berthelot.	172
—	25	M. Cambon à M. Berthelot (doublement des stationnaires à Constantinople)	178
Décembre .	24	M. Cambon à M. Berthelot (dévouement des agents français pendant les troubles de l'Asie-Mineure)	181
—	—	M. Cambon à M. Berthelot (affaire de Zeitoun).	182
—	30	<i>Chili</i> — <i>Espagne</i> . Convention d'extradition.	257

1896

Janvier. . .	13	<i>France</i> . M. Cambon à M. Berthelot (situation grave en divers points).	184
—	25	M. Cambon à M. Berthelot (résumé des événements en Asie-Mineure pendant 1895).	186
—	31	M. Cambon à Tewfik-Pacha, ministre des affaires étrangères (pillage de couvents).	202
Février. . .	5	M. Cambon à M. Berthelot (assassinat du P. Salvatore).	203
—	17	M. Cambon à M. Berthelot (arrangement relatif à Zeitoun).	204
Mars. . . .	23	M. Cambon à Tewfik-Pacha (réclamation au sujet de l'assassinat du P. Salvatore).	207
Avril. . . .	22	M. Cambon à Tewfik-Pacha (réclamation au sujet d'établissements sous la protection de la France).	210
—	29	<i>Russie</i> . Télégramme du comte Mouraviev au sujet de l'attitude du Gouvernement roumain.	254
—	30	<i>France</i> . M. Cambon à M. Bourgeois, ministre des affaires étrangères (enquête relative au P. Salvatore).	213
—	—	M. Cambon à M. Bourgeois, ministre des affaires étrangères (réformes en Roumélie).	214
Mai. . . .	14	M. Cambon à M. Hanotaux (conversions forcées à l'islamisme).	216
—	26	M. de la Boulinière, chargé d'affaires à Constantinople, à Tewfik-Pacha (assassinat du P. Salvatore).	218

			Pages
Juin. . . .	10	<i>France</i> . M. Cambon à M. Hanotaux (désordres dans le caza de Terdjjan).	223
—	18	Le consul de France à Damas, à M. Cambon (trou- bles).	272
—	20	<i>Turquie</i> . Tewfik-Pacha à M. Cambon (rejet de la récla- mation d'indemnité pour les troubles).	273
—	—	<i>France</i> . M. Cambon à M. Hanotaux (troubles à Van).	273
—	22	M. Cambon à Tewfik-Pacha (désordres de Diarkékir).	274
—	24	M. Cambon à M. Hanotaux (création d'une agence consulaire à Van).	275
—	27	M. Cambon à Tewfik-Pacha (principe du droit à in- demnité).	276
Juillet. . .	9	M. Cambon à M. Hanotaux (troubles de Van).	278
Août . . .	4	<i>France — Japon</i> . Traité de commerce et de navigation.	106
—	6	<i>France</i> . M. Cambon à M. Hanotaux (rapport du colo- nel de Vialar sur l'assassinat du P. Salvatore).	279
—	24	M. Hanotaux à M. de la Boulinière (félicitations au colonel de Vialar).	290
—	26	M. de la Boulinière à M. Hanotaux (attaque de la (banque ottomane).	291
—	27	Note collective des Représentants des Grandes Puis- sances au sujet des troubles de Constantinople.	294
—	28	Télégramme des Représentants des Puissances au Sultan	305
—	—	<i>Turquie</i> . Note de la Porte.	306
Septembre.	2	Nouvelle note collective des Représentants des Grandes Puissances.	297
—	3	<i>France</i> . M. de la Boulinière à M. Hanotaux (récit des événements de Constantinople).	290
—	4	M. de la Boulinière à M. Hanotaux (situation des arméniens expulsés de Constantinople).	308
—	6	M. de la Boulinière à M. Hanotaux (suite des mas- sacres).	309
—	9	<i>Turquie</i> . Réponse de la Porte à la note collective du 3 septembre.	313
—	15	Réponse des Représentants des Puissances à la note précédente.	314
—	16	<i>France</i> . M. de la Boulinière à M. Hanotaux.	311
—	26	M. Cambon à M. Hanotaux (entretien avec le Sultan).	316
—	30	M. Cambon à M. Hanotaux.	000
Octobre . .	1 ^{er}	M. Cambon à M. Hanotaux (situation générale de l'Empire ottoman).	318
—	18	M. Cambon à M. Hanotaux (massacre d'Eghin).	318
—	19	M. Cambon à M. Hanotaux (affaire du meurtre du P. Salvatore).	319
—	20	<i>Grande-Bretagne</i> . Memorandum de lord Salisbury sur la situation de la Turquie.	320
—	22	<i>France</i> . M. Hanotaux à M. Cambon (échange de vues avec la Russie).	326
Novembre.	4	M. Hanotaux à M. Cambon (entretien à avoir avec le Sultan).	328
—	—	M. Cambon à M. Hanotaux (entrevue avec le Sultan).	329
—	12	M. Hanotaux à M. Cambon.	330
—	16	M. Hanotaux (satisfaction à demander à la Porte).	333

		Pages
Décembre . . .	21 <i>Autriche-Hongrie — Bulgarie</i> . Convention de commerce.	5
1897		
Février . . .	10 <i>Grande-Bretagne</i> . Le marquis de Salisbury à M. Hardinge (abolition de l'esclavage à Zanzibar). . .	261
—	16 <i>Bulgarie — Serbie</i> . Traité de commerce.	131
—	21 <i>France</i> . Règlement pour prévenir les abordages en mer. . .	91
Mars. . . .	29 <i>Grande Bretagne</i> . M. Hardinge au marquis de Salisbury (abolition de l'esclavage à Zanzibar).	271
Avril. . . .	10 <i>Brésil — France</i> . Traité d'arbitrage (territoire contesté de la Guyane).	363

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FRÉMONT.